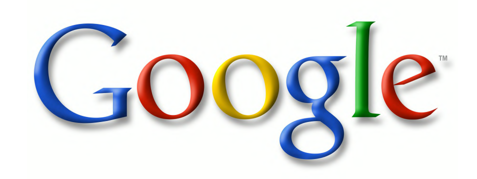
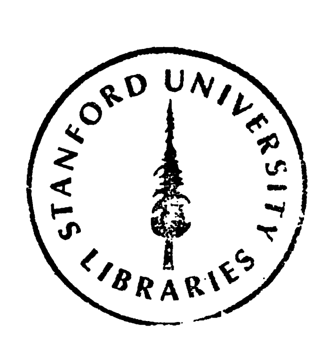











IRES
SE
AIRES

JOURNAL

DES

SCIENCES MILITAIRES

REVUE MILITAIRE FRANÇAISE

78e ANNÉE

DIXIÈME SÉRIE. — TOME QUINZIÈME





PARIS
IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE MILITAIRES
R. CHAPELOT & Cie
30, Rue et Passage Dauphine, 30

1902

JOURNAL
DES
SCIENCES MILITAIRES.

REVUE MILITAIRE FRANÇAISE.

Juillet 1902.

LES MILICES
ET
LES ARMÉES PERMANENTES

Depuis quelque temps, une polémique ardente s'engage contre les armées permanentes. On semble mettre en doute la nécessité de leur existence, et ces attaques paraissent justifiées par les faits.

La guerre hispano-américaine mettait tout à coup en relief un peuple, né d'hier, sans flotte, sans armée, sans traditions militaires, victorieux d'une nation orgueilleuse de ses gloires passées, fière de sa vieille armée, commandée par des généraux blanchis sous le harnais.

Puis les événements de l'Afrique australe parurent affirmer, d'une manière éclatante, l'inutilité des armées permanentes.

En effet, un peuple de vieille race, possédant la plus forte marine du monde, une armée éprouvée par de nombreuses cam-

pagnes coloniales, des souvenirs d'éblouissants triomphes, échouait devant un chétif État, dont la population, composée de pasteurs et de laboureurs, atteint à peine la huitième partie de celle de Londres, sans arsenaux, sans organisation, sans vaisseaux, sans soldats. Les vieilles troupes, réputées invincibles de la grande Angleterre, non seulement furent décimées, démoralisées, vaincues, mais demeuraient immobilisées sur le territoire des Républiques, égrenées le long des voies ferrées.

La fière Albion envoyait renforts sur renforts, expédiait des vivres, des munitions, des canons, des soldats, falsifiait les dépêches, publiait des bulletins de victoire, changeait ses généraux, assassinait les prisonniers et martyrisait les femmes et les enfants, mais ne gagnait pas un pouce de terrain.

De quelle nécessité est donc une armée, celle que l'on qualifie de *permanente*, qui absorbe les forces vives de la nation et la ruine par son entretien ?

Ne semble-t-il pas, en effet, qu'il n'y ait qu'à s'incliner, à la supprimer ou, tout au moins, à l'établir sur d'autres bases et à la constituer par des milices, moins coûteuses en hommes et en argent ?

La loi de deux ans, qui entre en discussion, n'est-elle pas un acheminement vers un nouvel ordre de choses ?

Mais, avant de prendre une décision aussi radicale, il faut chercher les causes qui produisirent les étranges événements de la guerre du Transvaal et voir si les apparences sont conformes à la vérité.

I.

Dans la suite des siècles, tant que les nations vivront côte à côte en perpétuels risques de conflits, soulevés par les intérêts ou l'amour-propre, le fantôme de la guerre planera, prêt à fondre sur elles.

Rêves humanitaires, fraternité des peuples, arbitrages augustes, paix universelle, vous êtes des utopies.

La guerre, institution divine, est un mal nécessaire, parce qu'il rend les peuples forts, les obligeant, pour veiller à leur sûreté, à ne point se laisser aller à la mollesse et au luxe, mais à donner à leurs enfants une éducation virile et à faire naître et

grandir dans leurs âmes les nobles sentiments d'abnégation, de sacrifice, de mépris de la mort.

Tous les efforts des hommes devront donc tendre à rendre la guerre la plus humaine possible, mais non à la supprimer : ils y perdraient leurs forces et leur intelligence.

La conséquence immédiate est la création de l'outil nécessaire pour la faire, c'est-à-dire l'armée.

La supprimer constituerait un acte de folie. Ce serait agir comme un homme qui ne mettrait à sa maison ni verrous aux portes, ni volets aux fenêtres, sous prétexte que, d'humeur pacifique, il ne cherchera pas querelle à ses voisins et qu'il ne croit pas à la nécessité de se défendre.

La question prend alors cette forme simple : Comment doit-on constituer l'armée ? On peut, en effet, la concevoir de cent manières différentes. Nul n'oserait affirmer que celles de la vieille Europe réalisent la perfection, et, sur ce chapitre, on établirait bien des controverses.

En cas de guerre, la nation entière, soumise dès le temps de paix à des exercices spéciaux, à des temps de service variables, forme l'armée.

Telle est la base fondamentale.

En France, tout homme doit de un à trois ans de service actif et une série de périodes pendant ses passages dans la réserve et l'armée territoriale. Il demeure lié au service de l'âge de 20 ans à celui de 45 ans.

Que veut-on critiquer ? Le temps passé sous les drapeaux par les hommes de l'active ? Ou le jeu des réserves ? Ou bien veut-on revenir aux armées d'autrefois, composées de soldats salariés pour la durée de la guerre, routiers, pillards, bandits pendant la paix ? Ou encore demande-t-on des soldats de carrière, composant un noyau solide, petite armée de vétérans ? Ou mieux une milice, garde nationale soumise à des exercices sans fatigues et sans dérangements.

Lorsqu'on s'attaque à l'armée *permanente*, c'est ce dernier mot que l'on vise. On demande une milice.

Pour dire vrai, c'est le *chef*, que l'on ne peut plus souffrir. L'autorité très grande, le pouvoir incontesté, que doit nécessairement posséder l'officier pour imposer l'obéissance, la discipline, la soumission aux ordres, l'accoutumance aux fatigues et

aux privations, porte ombrage à quelques-uns. Plus d'armée veut dire plus de chefs.

Au jour où le tocsin sonnera, dit-on, la nation armée se lèvera ; le cri de : « la Patrie en danger » retentira, et les armées constituées marcheront pour la défense du territoire. En somme, il faut peu de chose pour faire un soldat : du tir, un peu de manœuvre et surtout le désir ardent de sauvegarder les intérêts de son pays.

Si vraiment ces qualités étaient suffisantes pour faire un bon soldat, sans doute les milices constitueraient d'excellentes troupes. En est-il ainsi ?

Une armée se compose de deux éléments nettement distincts, le soldat et l'officier, l'outil et l'ouvrier. Tous deux doivent, dans une indissoluble union, concourir au but final, la victoire.

Pour l'atteindre, il faut faire la guerre.

Généralement, ce mot de « guerre » n'éveille dans l'esprit que l'idée d'une bataille. Elle semble n'être qu'une lutte gigantesque d'un jour, le choc de milliers d'hommes qui marchent, manœuvrent, se battent, tuent et sont tués.

Mais ceci n'est qu'un acte de la tragédie, ou pour mieux dire une scène, la plus pathétique, la plus importante, si l'on veut, mais un épisode seulement du grand drame, qui s'appelle *la guerre*.

Aussi n'envisage-t-on qu'une partie des qualités indispensables au soldat, lorsqu'on ne voit que celles qui lui sont nécessaires pendant le combat.

Sur le champ de bataille, la première vertu est le courage. L'amour de la patrie, le sentiment du grand rôle que chacun remplit vis-à-vis d'elle, l'espoir du triomphe, l'ivresse de la lutte, l'exaltent au plus haut degré.

Le courage, l'héroïsme, le dévouement, sont l'apanage de notre vieille race française, ils le resteront tant qu'on n'aura pas éteint dans les cœurs l'amour de la patrie et la foi dans son immortalité.

Si nous ajoutons au courage un peu d'instruction militaire, tir et manœuvres, il est évident que nous formerons tout le bagage nécessaire à un soldat sur le champ de bataille.

Mais avant la lutte, avant la grande scène du drame, il y a *la guerre*, c'est-à-dire l'ensemble des opérations, les concentra-

tions, les marches, pour former les armées, les mettre en mouvement, les amener en présence de celles de l'ennemi.

Il faudra tout quitter, la famille, le bien-être du foyer, les habitudes aimées ; pendant de longs jours subir les fatigues des transports en chemin de fer, puis celles des marches, sans savoir, le plus souvent sans comprendre où l'on va, le but immédiat que l'on poursuit, par les routes, les chemins, à travers les champs et les landes, par les plaines et les montagnes, sous l'ardente canicule de l'été ou les pluies glaciales de l'automne ; arriver le soir, harassé, à un cantonnement douteux ou à un bivouac malsain ; avoir une nourriture souvent insuffisante, en manquer parfois ; passer aux avant-postes des nuits pleines d'alarmes, hantées par les frayeurs des responsabilités, l'angoisse des événements ; souffrir de la fatigue, de la faim, de la soif, de la chaleur, du froid ; enfin supporter, les jours précurseurs des batailles, les éreintements des concentrations, des gîtes encombrés, des marches forcées, hâtives, affolées au canon qui gronde dans le lointain, enfiévrés de l'attente pour n'arriver peut être que le soir sur le champ de victoire, où d'autres ont eu la griserie de la poudre, l'ivresse du combat, quand ce n'est n'est pas quelquefois pour se heurter à la fuite éperdue.

Croit-on qu'il faille un homme ordinaire pour supporter de telles épreuves? Pense-t-on qu'il suffira de prendre un marchand à sa boutique, entre deux mesures de drap ou deux pesées d'épices, et de lui donner un fusil pour en faire un soldat?

Croit-on que l'amour du pays seul sera assez puissant pour susciter de pareils héroïsmes ? Car il ne faut pas s'y tromper ; le héros n'est pas celui qui, dans la griserie du combat, oublie le danger, s'enivre de mouvement, de tapage, de fièvre, se bat comme un lion, saute à la baïonnette dans le retranchement ennemi ou se lance en un galop éperdu à la charge des carrés. Grâces à Dieu, ces braves gens chez nous sont légions ; ils sont français !

Mais le héros, c'est le petit soldat humble et soumis, qui a tout quitté, famille, affections, champs paternels, clocher du village, qui souffre à chaque heure et qui peine et qui pleure, dont les pieds écorchés saignent le long du chemin, dont la poitrine siffle écrasée sous le poids du fusil, du sac, des cartouches, qui sait qu'au terme de la route, il y aura pour lui la maladie,

les blessures, la mort peut-être et la fosse commune dans un champ inconnu ; c'est le petit troupier à qui l'on a parlé de patrie, de victoire, de gloire, et qui va trouvant, au milieu de ses larmes arrachées par la souffrance, des rires et des chansons pour les triomphes prochains.

Cet héroïsme là s'acquiert par les âmes soumises, assouplies de longue main à la discipline, exaltées par les exemples des anciens, les récits des hauts faits, l'éducation morale incessante et par l'habitude des duretés de la vie militaire, des privations de toutes sortes qu'elle impose.

L'homme ne devient vraiment un soldat que lorsqu'il sait supporter gaiement les souffrances et la peine.

Pense-t-on que les milices pourraient donner ce résultat ?

Mais voilà le soldat. Que doit-être l'officier ?

Nous lui demanderons de faire preuve de toutes les qualités que nous exigeons du soldat, puis de connaître l'homme, ses besoins, ses forces, les sentiments qui l'animent, de savoir à fond son métier, c'est-à-dire d'avoir la science du terrain et de son utilisation, le maniement des diverses formations de troupe, leur emploi judicieux, le parti que l'on peut tirer du feu suivant les terrains, l'opportunité de tel ou tel mouvement, l'à-propos de l'offensive ou de la défensive, enfin de posséder une habitude assez grande du commandement pour n'être pas obligé de faire sur soi-même un effort en vue de conserver son sang-froid, sa lucidité dans les moments difficiles et les situations critiques.

On ne compte pas, sans doute, faire acquérir ces qualités à l'officier en lui faisant commander des fractions de troupes d'effectifs dérisoires, une fois par semaine, voire même une fois par an, en supposant que les partisans de la milice admettent la nécessité de grands rassemblements pour les manœuvres d'automne.

Il ressort donc de cette esquisse que la qualité primordiale du soldat est l'endurance à la fatigue et l'acceptation des privations, impossibles à éviter, et que le chef doit y ajouter le savoir technique, l'habitude de manier les hommes et la connaissance du cœur humain, le grand levier des masses.

Pourquoi donc, s'il en est ainsi, les Boers, qui n'ont que des milices, sont-ils supérieurs aux Anglais qui possèdent une armée ?

II.

La population boer, qui constituait les deux républiques du Transvaal et de l'Orange, vit très clairsemée sur d'immenses étendues de terres; peuple énergique et indépendant, qui a conquis pied à pied son territoire sur les noirs, l'a défendu contre l'Anglais envahisseur, et n'a dans le cœur qu'un amour, celui de l'indépendance et du sol de la patrie, qu'une haine, celle de l'Anglais, deux passions d'égale force, dominées par un profond sentiment religieux.

Le Boer possède donc la qualité essentielle du soldat : le patriotisme, rehaussé par l'idée religieuse.

Sans Dieu, sans Patrie, l'homme pourra, par vanité, par courage, exécuter des actes d'héroïsme, il ne sera jamais le vrai soldat, tel que nous l'avons défini. Il pourra se montrer brave sur le champ de bataille, nous avons mis ce courage hors cause; mais arrivera-t-il jusqu'au combat, si des sentiments élevés ne lui font pas supporter les misères, les fatigues, les souffrances de la guerre.

Le Boer aime ardemment sa patrie. Pour lui, c'est le sol conquis par ses ancêtres, occupé par lui, lui appartenant, fertilisé par sa sueur, enrichi par son travail, où sa famille croît et se multiplie, où ses aïeux dorment leur dernier sommeil, où il sait qu'un jour les siens enseveliront sa dépouille sur le kopje voisin du kraal familial.

A ce sentiment profond, le Boer ajoute sa croyance à la vie future, à l'existence d'un Dieu juste qui récompense et châtie. Il l'invoque, et l'homme qui prie est invincible, car il n'a pas peur de la mort.

Ils vivent disséminés, sans relations entre eux, sinon à de longs intervalles pour la vente des cultures et des produits de la ferme. La famille, très nombreuse, habite au centre d'un vaste territoire; l'œuvre du fermier est des plus rudes. Dès sa plus tendre enfance, il monte un cheval pris dans un troupeau de bêtes à demi sauvages; à l'âge d'homme, il fait un cavalier accompli. En même temps, il chasse. Armé de sa carabine, fusil de guerre, il poursuit les fauves qui pullulent dans le Weld et acquiert à ce jeu redoutable un coup d'œil sûr, une adresse étonnante et un sang-froid remarquable.

Cultivateur, il laboure, ensemence et récolte d'immenses étendues de terres, s'endurcit à la fatigue, et, rentré le soir au logis, vit avec une extrême sobriété. Sa nourriture se compose de fruits, de légumes, de viande salée et séchée.

Robuste, résistant à la fatigue, bon cavalier, habitué à toutes les privations, doué d'un sang-froid remarquable, tireur hors ligne, il représente donc par excellence *le soldat.*

Aucun peuple de la vieille Europe ne possède de semblables qualités, sans une forte instruction militaire préalable. Nous le demandons aux partisans de la milice, trouverait-on, en France, un coin de terre où les habitants fussent doués de cette sorte?

L'endurance à la fatigue pourrait, à la rigueur, se rencontrer dans certaines contrées montagneuses, mais encore à condition de ne point employer leurs habitants dans la plaine, Quant à nos paysans, ils ne savent pas marcher; ils supportent mal la fatigue de la route s'ils n'ont pas subi l'entraînement du régiment. De plus, l'immense majorité de la population ignore le tir et l'équitation.

Nous sommes bien plus éloignés encore de trouver des soldats si nous considérons les habitants de nos villes. Ce n'est pas sans sourire que l'on pense aux bonnes gens quittant leurs comptoirs pour s'équiper, s'armer, et, du jour au lendemain, laissant au coin de l'âtre les pantoufles brodées, monter à cheval ou suivre sur les routes d'interminables étapes, affronter tous les dangers, supporter toutes les privations.

Pour mettre en œuvre les qualités des Boers, que fallait-il? Une organisation et des chefs.

Dès que la guerre a paru inévitable, lorsque la mauvaise foi et la duplicité anglaise eurent été mises à jour, le Président Krüger lança un manifeste, suprême appel au peuple menacé dans son indépendance.

Au chef-lieu de chaque district, un officier de carrière se tient en permanence. Par sa conduite, ses antécédents, ses études, son caractère, il impose son autorité; il rassemble alors autour de lui les hommes valides et forme un groupe, qui prend le nom de *commando.*

La parole ardente du chef de l'État a fait lever du sol de la patrie une moisson magnifique. Autour du capitaine (Field-Cornet) viennent se ranger des enfants de 15 ans et des vieil-

lards de 65. Trois générations se trouvent réunies, et l'aïeul, dans le rang, montre à son petit-fils comment on obéit.

Quel esprit doit animer cette troupe? Quels efforts peut-on lui demander? Que pensera-t-on de ces hommes qui viennent pour défendre leur pays, ayant pour tout bagage leur fusil, des cartouches, et, pendus à l'arçon de la selle, des vivres pour trente jours?

Mais voilà le premier inconvénient de cette milice. Par leur formation même, les commandos offrent des effectifs très variables, par conséquent donnent au commandement les plus grandes difficultés pour l'ensemble des opérations.

Doit-on occuper une position? la préparer, la défendre? Il peut arriver que la troupe envoyée n'ait pas l'effectif nécessaire ou ait un effectif trop fort. L'égalité de ceux-ci est une condition essentielle.

Puis, quelque valeur que l'on prête au chef du commando, il n'aura que des connaissances théoriques, aucune pratique, aucune habitude du maniement de la troupe, du commandement. Si le soldat est prêt, les chefs vont manquer.

Mais, de la vieille Europe, quelques chauvins accourent; quelques vaillants se lèvent et apportent leur expérience aux Boers.

Aussi, dès le début des hostilités, voyons-nous avec admiration ceux-ci passés maîtres dans l'art de remuer la terre, d'une mobilité extrême, car ils sont tous montés, changer de front avec une rapidité incroyable, abandonner une position devenue difficile, se reformer en arrière et rendre impossible à l'ennemi l'occupation d'un terrain inutile pour eux et que l'assaillant se leurre d'avoir conquis, ménager les munitions, ne pas les gaspiller en salves à effet, mais vaines, et fournir un tir remarquable par son exécution calme à petite portée et par sa justesse.

Ce fait de la présence d'officiers étrangers suffit à justifier la nécessité des armées permanentes, n'existeraient-elles que pour former des chefs! Ceux-ci, venus d'Europe, rompus au commandement, aux différentes tactiques, à l'utilisation du terrain, au service de l'artillerie, connaissant à fond le métier, l'ont appris aux Boers.

Dès que le commando est réuni, on procède à la création des cadres inférieurs. On les choisit parmi les plus vigoureux, les

plus intelligents, les plus instruits. Ils représentent donc l'autorité dans toute sa force, car ils ne possèdent pas seulement une supériorité relative, celle que donne la connaissance des choses militaires, mais la supériorité absolue, qui provient de l'intelligence, de la vigueur physique, de la situation sociale.

Dans nos armées modernes, trop de chefs ne doivent leur autorité qu'au galon qui l'impose et non à leur valeur personnelle. Là réside le grief le plus sérieux contre le système actuellement en usage. Ce vice, du reste, ne provient que des mesures mal prises, et ne saurait en aucune façon faire pencher la balance du côté de la suppression de l'armée.

Un homme s'est trouvé à la tête du Transvaal, le président Krüger, énergique, d'une activité incroyable, et, chose inouïe, mettant les intérêts de son pays au-dessus des siens propres, qui a su tout préparer, tout organiser, créer des arsenaux, acheter des canons, des armes, des munitions, établir des magasins de vivres.

Et, lorsque les hostilités commencèrent, il put dire avec une légitime fierté :

« Nous ferons des choses qui étonneront le monde ».

Pourquoi cependant la défaite ? Elle ne tient pas seulement à l'effroyable supériorité d'effectif des Anglais, mais surtout à la tactique que les Boers avaient adoptée. Elle ne comportait que la défensive.

La raison en est simple.

D'effectif inférieur à celui de l'ennemi, n'ayant pas en eux-mêmes la confiance nécessaire pour oser manœuvrer, ne sachant à quel ennemi ils avaient affaire et, trompés comme le reste du monde par l'outrecuidance et la vantardise de l'altière nation, ils n'osaient pas courir les risques de l'offensive, qui seule peut donner des résultats certains.

Et cette constatation affirme bien la supériorité des armées permanentes constamment en haleine, instruites, exercées, avec lesquelles on peut tout oser, sur les milices, lesquelles, composées pourtant de soldats hors ligne, manquent de chefs, de cohésion, d'habitude de manœuvrer, d'audace.

Voilà ce que sont les Boers. Sans conteste, aucune milice d'Europe, quelque solidement constituée et instruite qu'elle soit, n'arrivera à les égaler. Pourtant nous osons avancer hardiment

que cette troupe, si brave, ne pourrait jamais lutter avec succès contre une armée d'Europe bien commandée.

Qu'est donc l'armée anglaise ?

III.

Si nous mettons en parallèle les sentiments qui animaient les Boers et ceux qui faisaient agir les Anglais, nous ne trouverons aucune similitude.

Les premiers défendent leur patrie, leur indépendance, leurs foyers; les autres quittent leur pays (beaucoup n'ont pas accepté volontiers l'exode) pour aller combattre un peuple qu'on leur a dit être rebelle, convaincus qu'ils font la guerre pour la plus grande gloire de l'Angleterre et l'extension de son empire colonial, mais sûrs que le sol familial ne courait aucun danger et qu'eux-mêmes n'allaient exécuter qu'une simple promenade de Londres à Prétoria.

Ces troupes nullement constituées comme les armées du continent, mais composées de salariés, démoralisées dès le début, immobilisées sur leurs positions, décimées par le feu, les maladies, les privations, les chaleurs et les froids excessifs, n'ont pas le patriotisme nécessaire pour surmonter ces désillusions amères, tandis que le succès exaltait le moral de leurs adversaires.

Et nous lisions, avec stupeur, des lettres de prisonniers à Prétoria, s'estimant plus heureux en captivité, que leurs camarades en campagne.

Étranges soldats que ces hommes qui, devenus inutiles à leur cause, captifs, ne songent qu'à se réjouir du bien-être retrouvé dans une honteuse oisiveté.

Où trouve-t-on l'élan du soldat, le courage, l'héroïsme, chez ces hommes, braves assurément sur le champ de bataille comme tout être humain, mais lâches devant la fatigue et les privations. Ces enfants de la fière Albion sont-ils tellement pratiques que leur bien-être passe avant l'honneur de la patrie ?

A coup sûr on le croit, lorsqu'on lit les étonnantes correspondances de ces soldats en campagne. Celui-ci s'indigne de ce que le beurre a manqué le matin, celui-là qu'il n'ait eu le soir

qu'une soupe de biscuit ; cet autre condamne en termes sanglants l'impéritie des chefs qui ne veillent pas au confortable de leurs hommes.

Peut-il en être autrement avec l'éducation militaire que l'Angleterre donne à son armée?

Le soldat en garnison reçoit une nourriture plantureuse, sans aucune comparaison possible avec *l'ordinaire* des armées du continent ; puis il n'est soumis qu'à un minimum dérisoire de manœuvres et ne se livre, comme exercices, qu'à certains jeux propres à développer les forces corporelles.

Que le polo, le foot-ball, le crikett constituent des exercices excellents, sans aucun doute, mais ils doivent tenir la seconde place et s'effacer devant l'instruction militaire proprement dite, c'est-à-dire l'entraînement à la marche, le tir, le service en campagne.

Le soldat anglais ne semble exister que pour la parade. Il représente bien, porte des effets ajustés, et se promène beaucoup dans les rues pour montrer sa belle prestance.

Il reflète les mœurs de la nation, qui cache tous les vices derrière un masque menteur.

Si du soldat nous montons à l'officier, nous constatons d'étranges erreurs.

Le peuple anglais, essentiellement conservateur, a jalousement gardé les traditions de gloire léguées par Wellington, et depuis la bataille de Waterloo rien ne s'est présenté digne pour lui d'être étudié ou commenté. Les temps ont passé, les armements ont changé, les méthodes de guerre, la tactique se sont modifiées. Mais l'Angleterre n'a pas abandonné sa foi, et l'étude de Waterloo reste le summum de la science de l'officier.

Les succès constants qu'ils ont remportés dans leurs nombreuses campagnes, où les anciens procédés leur donnaient la victoire, ont fortifié cette superbe confiance. Ils n'ont point cherché à se rendre compte si les peuples contre lesquels ils combattaient ne leur offraient pas une proie facile en raison de leurs méthodes de guerre rudimentaires, et tout à coup ils se trouvent aux prises avec un peuple aguerri, employant, sous la conduite d'officiers instruits, intelligents, jeunes, toutes les méthodes de l'art militaire moderne.

Les Anglais, en effet, négligent totalement de se garder et de

reconnaître, ou, s'ils le font, c'est avec une ignorance et une irréflexion complètes. Pourtant, ces deux opérations sont tellement indispensables que nul mouvement ne peut s'exécuter et réussir si on ne les emploie pas constamment, et avec la plus extrême minutie.

Ils vont sans avant-gardes, sans flanqueurs ni flancs-gardes, en colonnes serrées. Ils attaquent en colonnes profondes et, si parfois ils se déploient, ils n'ont d'autre souci que de conserver un alignement rigoureux, sans tenir compte du terrain, rigides comme à la parade.

Quant à la reconnaissance préalable de la position, ils s'en donneraient bien garde.

On pourrait appeler cette manière d'agir « l'art d'être surpris », et ils l'étendent à la Métropole elle-même, que des dépêches falsifiées leurrent d'espoirs tôt déçus et qui voit, avec une amère surprise, des victoires annoncées se changer en désastre.

Bien mieux, ils ne possèdent pas de cartes, ne connaissent pas la contrée, se trompent sur les distances et se laissent berner par les guides qui les conduisent.

Tous ces détails se passent de commentaires.

Ignorance des procédés élémentaires de la guerre moderne, incapacité des chefs, courage de l'homme sur le champ de bataille, mais absence des vertus solides et réelles du soldat en campagne, tel est le lot de l'armée anglaise.

Tout lui manque, et, dès le début de la campagne, nous assistions au renouvellement d'étranges errements. Les généraux divisaient leurs forces en quatre corps, séparés par des intervalles considérables, incapables de se prêter main-forte, voués d'avance à l'impuissance absolue.

Des milices comme celles des Boers seront toujours préférables à des armées comme celle de l'Angleterre. Mais les milices européennes ne pourraient jamais être autre chose qu'une masse d'individus sans chefs, sans discipline, sans cohésion.

L'établissement d'une milice serait le signal de la ruine d'un peuple.

Henri Baraude.



OASIS SAHARIENNES

Occupation. — Organisation[1].

AVANT-PROPOS.

Au cours de l'été de l'année 1900, nous démontrions, dans un travail manuscrit non publié[2], que la soumission et l'occupation des oasis sahariennes pourraient être réalisées à très peu de frais au moyen d'une seule petite colonne de 600 hommes, dont nous expliquions les détails d'organisation et de commandement.

Le devis des dépenses de cette colonne, que la faiblesse de son effectif aurait permis de faire vivre en partie sur le pays, ne dépassait pas un million de francs. Le système des grosses colonnes employées pendant la campagne de 1900-1901 et ravitaillées par l'arrière, a coûté une trentaine de millions, pour un résultat qui pouvait être atteint plus facilement et plus vite par une petite colonne bien organisée et bien dirigée.

Pour éviter le retour de semblables erreurs et limiter les dé-

---

[1] Cette étude était terminée en février 1902. Le décret du 1er avril suivant portant création des compagnies des oasis sahariennes est venu lui donner en quelque sorte une autorité particulière, puisque la nouvelle organisation concorde entièrement avec les principes que le commandant Frisch y a développés et qu'il avait déjà fixés d'une façon absolument ferme dans un ouvrage paru en 1899 sur la *Défense de l'Algérie-Tunisie et l'Armée d'Afrique*. (*Note de l'éditeur*.)

[2] *Opérations au Touat.*

penses d'occupation au minimum, la Chambre a, par son vote du 23 décembre dernier, prescrit la préparation d'un projet de loi d'ensemble sur la question de l'organisation militaire et administrative du Sahara.

La présente étude a pour but de déterminer les principes sur lesquels devrait reposer cette organisation, pour être à la fois rationnelle et économique.

La séparation du Sud-Algérien de l'Algérie et son indépendance vis-à-vis des trois divisions militaires étant décidées, l'organisation intérieure et la marche ultérieure des affaires y présenteront d'autant moins de difficultés que la direction, par l'intermédiaire du général commandant le 19e corps sera unique et ne relèvera plus que du gouverneur général de l'Algérie.

I.

EXAMEN DE LA QUESTION.

Il ressort de l'histoire de l'Algérie que trois modes d'occupation ont été employés à diverses époques pour maintenir les populations sous la domination des maîtres du pays.

Le premier, celui des postes fixes, était employé par les Turcs.

Le deuxième, celui des postes fixes avec colonnes périodiques, a été en usage pendant les premiers temps de la conquête française.

Le troisième, enfin, inauguré par le maréchal Bugeaud et qui, seul, a permis de placer les indigènes complètement dans notre main, était celui des colonnes mobiles.

Les Turcs, en raison du faible effectif de leurs troupes régulières, n'ont jamais occupé le pays que d'une façon très incomplète, à l'aide de postes fixes éloignés les uns des autres et gardés en permanence par des « noubas », fractions de la milice ou colonies d'aventuriers de toutes races vivant sur le pays.

Ces postes n'avaient aucune influence en dehors de leurs remparts. Leurs garnisons ne voyaient rien, ne faisaient rien et redoutaient, vu la faiblesse de leurs moyens, d'agir à l'extérieur, encore plus d'infliger un châtiment.

La domination turque exploitait tour à tour les effets de la

terreur et du fatalisme. Sa méthode était basée sur la formule du Coran : « Je pardonne, mais n'oublie jamais. »

Cette méthode, dans son application, était la suivante :

Quand une tribu quelconque avait commis quelque méfait ou quelque acte contraire aux volontés ou aux intérêts de l'Odjak[1] et si les circonstances ou la faiblesse des moyens militaires empêchaient une répression immédiate, le châtiment était différé, parfois même pendant plusieurs années, jusqu'à ce que l'occasion favorable pour l'infliger se présentât; mais il atteignait toujours les coupables, et les populations le savaient.

Ce châtiment était toujours d'une rigueur extrême. Le moins qui pouvait arriver aux malheureux administrés, quand les têtes des principaux personnages ne tombaient pas sous le yatagan des chaouchs, c'était la ruine pour de nombreuses années : les beys faisaient enlever les troupeaux, éventrer les silos, incendier les villages, détruire les canaux d'irrigation, jusqu'à ce que l'indigène, livré au désespoir et reconnaissant sa folie, vint demander l'aman, le pardon.

Les tribus perdaient ainsi l'envie, non-seulement de reprendre les armes et d'attaquer les postes où les convois de leurs oppresseurs, mais elles ne supportaient même plus que d'autres tribus, venues de plus loin, les attaquassent.

Le système d'occupation du pays par des postes fortifiés a été presque exclusivement en usage dans notre armée d'Afrique dans les premiers temps de la conquête, jusqu'à la nomination du maréchal Bugeaud au poste de gouverneur général ; c'était la période dite de « l'occupation restreinte ».

L'histoire de la conquête nous montre d'une façon très nette à quel point ce système était défectueux et combien étaient considérables les charges qu'il nous imposait. Comme les Turcs, immobilisées à faible distance, nos garnisons n'avaient plus aucune action au delà de quelques kilomètres de leurs murs d'enceinte; la barrière constituée par ces postes était fréquemment franchie par des partis ennemis presque toujours certains d'échapper à nos sorties par leur vitesse supérieure d'allure.

---

[1] Gouvernement des Deys.

A cet inconvénient venait s'ajouter l'obligation d'avoir des postes intermédiaires pour la sûreté de nos communications, ou plutôt pour le ravitaillement de nos postes extrêmes.

« Il faut, comme d'habitude, 4 à 5,000 hommes pour nous apporter quelques caisses de biscuits et notre correspondance »[1].

Dans l'ignorance où l'on se trouvait encore du pays, des populations indigènes, de leur manière de combattre, et surtout en raison du peu de moyens mis à la disposition des généraux par le gouvernement de la métropole, ce système a persévéré jusqu'en 1840. A partir de cette époque, cependant, l'activité faisait place à l'immobilité, grâce au maréchal Bugeaud, qui avait trouvé la méthode rationnelle pour dompter Arabes et Kabyles.

De même que les Turcs, il avait remarqué qu'il fallait atteindre l'indigène dans ses intérêts pour le réduire. Mais, comme sur les hauts plateaux et surtout dans le Sud les intérêts, éparpillés partout et toujours en mouvement, sont aussi difficiles à saisir que les cavaliers eux-mêmes, il avait déduit, avec juste raison, que, pour pouvoir les atteindre et, par eux, dominer les hommes, il fallait subdiviser l'armée, la fractionner sur toute la surface du pays, en portions capables de vaincre tous les rassemblements.

Une mobilité exceptionnelle de ces colonnes et leur répartition judicieuse sur le territoire devenaient donc indispensables dans cette guerre, au sujet de laquelle on a dit avec raison « que la difficulté n'était pas de vaincre l'ennemi, mais de le joindre ».

C'est grâce à l'application de ces principes qu'a pu être étouffée la grande insurrection de 1845-1846. Ces principes restent toujours vrais, et c'est encore sur eux que, sous peine de graves mécomptes et de grandes dépenses d'hommes et d'argent, devra être basée l'organisation à donner à nos troupes dans la région des oasis sahariennes.

Les écoles précédemment faites doivent nous servir, afin que

---

[1] *Campagne d'Afrique*, 1835-1848.— *Lettres adressées au maréchal de Castellane*, chef de bataillon de Sioux, 25 mai 1841.

nous ne retombions pas dans les erreurs commises jadis et même de nos jours.

A l'heure actuelle, nous sommes cantonnés dans quelques ksour, d'où nous ne pouvons, pour ainsi dire, pas sortir, parce que nous n'avons pas les moyens d'exercer une action suffisante à l'extérieur, du fait d'une organisation qui n'est pas appropriée aux circonstances locales.

L'organisation actuelle [1] des troupes sahariennes a été une demi-mesure; elle est entachée d'un vice rédhibitoire : l'*immobilité.*

Si nous maintenons le système des garnisons fixes, nous pouvons nous attendre à subir, tôt ou tard, les insultes des nomades ou des Berabers. Il faudrait ne pas les connaître pour soutenir le contraire. Nous n'aurons sans doute pas grand'peine à les repousser; mais si c'est pour rester, en quelque sorte, bloqués dans nos garnisons, on ne voit pas l'utilité de l'occupation. Le seul moyen d'échapper à une situation semblable repose dans une organisation qui permette d'être toujours prêt à se porter au-devant de l'attaque.

Il ne faut pas perdre de vue, en effet, que nos possessions du Gourara, du Touat et du Tidikelt sont situées en face de véritables repaires de brigands, Berabers, nomades marocains et Touareg, et que ceux-ci ont sur elles une porte largement ouverte; de plus, les ksouriens, encore que de mœurs peu belliqueuses en général, sont cependant, comme tous les indigènes, prêts à seconder leurs turbulents coreligionnaires dans leurs expéditions contre nous.

Nous serons donc à la merci de continuelles aventures, au moins dans les premières années de notre occupation.

Or, un auteur colonial très connu et justement apprécié, M. Robert de Caix, dans étude parue dans le *Bulletin de l'Afrique française* de décembre 1901, émet l'avis qu' « une garnison fixe de 100 hommes et un petit maghzen de cavaliers et de méharistes dans chacune des trois grandes agglomérations de ksour suffiraient pour tenir le pays ». Et plus loin : « Avec 100 hom-

[1] Qui sera modifié en exécution du décret du 1er avril 1902.

mes, nous pourrions repousser toutes les attaques dirigées contre le fortin ».

Ainsi, à l'Arabe, au Targui, dont la qualité maîtresse est la mobilité, on oppose l'immobilité. Drôle de manière, avouons-le, de maintenir la tranquillité dans le pays !

Bien au contraire, si nous sommes réduits à nous défendre sur place, nous leur révélons notre faiblesse en ne les poursuivant pas, et nous pouvons être sûrs qu'ils recommenceront, en choisissant leur temps, sans qu'il nous soit possible d'y mettre un terme.

A quel moment un fortin, quelque bien défendu qu'il ait été, a-t-il empêché les Arabes de circuler? Jamais! Et est-ce bien sûr que toutes les attaques peuvent être repoussées par 100 hommes, alors qu'un certain nombre de Marocains sont armés de fusils à tir rapide, grâce à la contrebande de guerre, si florissante au Moghreb?

M. de Caix s'appuie, dit-il, dans la circonstance, sur les affirmations d'officiers des Affaires indigènes du Sud.

Cette particularité fait ressortir une fois de plus jusqu'à quel point l'étude de la grande guerre européenne a fait négliger les enseignements de la conquête et l'étude des procédés de tactique adéquats au pays et à l'adversaire.

Alors que nous savons par expérience que les indigènes ne respectent que la force, nous aurions la prétention d'assurer dès à présent pacifiquement notre conquête !

Ou bien voudrait-on voir appliquer par nous, au XX[e] siècle, la manière turque et mettre périodiquement à feu et à sang les localités ou les tribus qui auraient commis des déprédations en dehors des limites d'influence restreinte de nos postes?

Mais nous soulèverions, non seulement dans notre pays aux idées si généreuses, mais dans tout le monde civilisé, un tollé général !

Le système préconisé par M. de Caix et ses inspirateurs nous condamnerait fatalement à être constamment en campagne pour poursuivre les harkas qui nous harcèleront ou à rester enfermés dans nos postes, au grand détriment de notre prestige.

Ces Messieurs le reconnaissent d'ailleurs eux-mêmes implicitement, comme l'indique le passage suivant :

« Mais pourquoi ne ferait-on pas circuler, pendant la bonne

saison, de janvier à avril, une petite colonne annuelle munie de quelques canons d'un calibre suffisant et qui opérerait périodiquement les répressions nécessaires. »

Nous en viendrons alors au deuxième mode d'occupation, celui des postes fixes avec colonnes périodiques.

Les répressions, ce ne serait probablement pas les ksouriens qui les auraient provoquées, mais bien les nomades ; or, ceux-ci auraient déjà disparu à l'arrivée de la colonne, toujours annoncée à l'avance. On ne rencontrerait pas les coupables, et, en supposant même que les pertes par le feu aient été nulles, on n'en aurait pas moins perdu du monde; car tout Africain qui a fait colonne sait que les déchets, quoi qu'on fasse, seront toujours élevés, les hommes mourant même des mesures que l'on est obligé de prendre pour assurer leur subsistance. Ceci peut paraître absurde, mais c'est comme cela.

Au reste, où cette colonne serait-elle prise? Dans le Nord, apparemment, et au plus près; à Aïn-Sefra sans doute, c'est-à-dire à plus de 700 kilomètres du Tidikelt.

Cette colonne, avec les déplacements latéraux obligés, aurait plus de 2,000 kilomètres à parcourir, aller et retour, ce qui exigerait, à une vitesse de marche journalière de 15 kilomètres, une durée de cinq mois au minimum et non pas de trois, en supposant qu'il n'y ait pas de repos prolongé à donner à la colonne. De plus, a-t-on songé au surcroît de dépenses qu'entraînerait annuellement une colonne de ce genre, évidemment composée de troupes européennes ou de tirailleurs algériens, c'est-à-dire exigeant, outre un énorme convoi, un ravitaillement complet par l'arrière.

Car il ne faut pas oublier que, aux uns comme aux autres, il faut tous les jours de la viande, du pain, des légumes; ils sont habitués à être casernés et au bénéfice de tous les services habituels de garnison, qui nécessitent des détachements des bataillons d'Afrique, du train, des sections de commis et ouvriers d'administration et des infirmiers. La moindre petite colonne envoyée dans ces conditions dans le Sud, reviendrait, comme il serait facile de le démontrer, au minimum, à 600,000 ou 700,000 francs, et encore en la faisant vivre sur le pays, comme on le propose, d'ailleurs.

« Je n'ai jamais conçu que, pour soumettre tout ou partie de la régence, on dût habituellement rester sur le littoral et se borner à faire des expéditions passagères dans l'intérieur. Il faut être en avant et non pas en arrière du pays que l'on veut dominer et soumettre; il faut être aussi dedans quand il s'agit de soumettre et de protéger, après les avoir soumises, les tribus isolées. *On ne garde pas en arrière, on garde en avant.*

« Les tribus se seraient soumises tout d'abord, si elles avaient vu des forces respectables à Tlemcem et à Mascara, parcourant le pays dans un rayon de 15 à 20 lieues; car *c'est par l'occupation agissante qu'on peut atteindre le but, et non par quelques petites garnisons qui ne peuvent sortir de leurs murailles et qui n'ont d'action sur le pays qu'à la portée du fusil.* Mais, pour que les tribus se fussent soumises, il eût fallu leur assurer une protection efficace; c'est ce qu'on n'a pas fait, c'est ce qu'on ne pouvait faire avec le système de guerre qu'on suivait » [1].

Enfin, l'expérience comme la tactique des indigènes démontrent que, contre des postes aussi faibles et situés à des distances considérables de tout secours, les attaques ont grande chance de se renouveler chaque fois que la colonne aura le dos tourné.

M. de Caix ajoute encore : « Avec 350 hommes, nous ne ferions pas plus (que les 100 proposés pour repousser les attaques contre le fortin) et nous n'aurions cependant pas pourtant cette police qu'il serait d'ailleurs *insensé* de prétendre exercer sur tous les points à la fois et d'une manière permanente. »

Mais non pas seulement le maréchal Bugeaud, dont personne ne contestera la haute compétence, mais toute l'histoire de la conquête démontre à chaque pas le contraire.

« En se mouvant avec des forces suffisantes, on commande sur un rayon de 25 à 30 lieues, tandis que le poste sédentaire ne commande qu'à 200 ou 300 mètres. Puis, les Arabes traduisent l'inaction par la timidité, car, avec eux, plus la force est agissante, plus le respect augmente » [1].

« Laissons ce funeste système (celui des grosses colonnes), écrit de son côté le général Philebert, et revenons au bon vieux

---

[1] Maréchal Bugeaud, *Organisation de l'Algérie.*

temps où le commandant de Barral et le commandant Pein, de glorieuse mémoire, et autres, soumettaient le Sahara, le parcouraient loin de leur base d'opération et y faisaient la loi avec 250 à 300 baïonnettes; s'ils l'ont fait, nous pouvons le faire, d'autant plus qu'ils n'avaient pas le chassepot qui multiplie notre force au moins par dix »[1].

Il nous serait facile de citer cinquante autres témoignages ou exemples.

Sans doute le premier officier venu n'est pas apte à exercer un commandement isolé de ce genre et ne saurait obtenir de pareils résultats avec de si faibles effectifs, mais la race de ces chefs de partisans n'est heureusement pas encore éteinte en France. Il suffit d'avoir, à côté de qualités que nous avons énumérées ailleurs[2], de la confiance en soi, de la confiance en ses soldats, de la confiance dans la supériorité de notre armement, de la confiance en l'irrésistibilité de notre tactique, en face du désordre de populations encore primitives.

Ce serait donc se leurrer d'un vain espoir, sinon se ménager de graves mécomptes, que d'espérer pouvoir se borner à occuper le pays au moyen de postes fixes et de retirer, à bref délai et du jour au lendemain, les troupes régulières, pour leur substituer des contingents complètement indigènes irréguliers.

Au reste, ces contingents existent ils déjà? L'expérience a démontré que nous trouverons, parmi les populations ksouriennes, pour assurer la tranquillité dans les oasis, d'importants éléments immédiatement utilisables dans l'infanterie; mais les maghzens, c'est-à-dire les groupes d'indigènes soldés et montés, soit à cheval, soit à méhari, pour agir à distance, font encore défaut.

Il faudrait des maghzens de deux sortes : à méhari, dans le Tidikelt, et à cheval plus au nord, le cheval seul étant pratique pour circuler dans les oasis. Ces maghzens seraient en nombre égal à celui des postes. Or, les oasis n'offrent pas les ressources nécessaires pour le recrutement de maghzens de réelle valeur;

---

[1] Colonel Philebert, *Considérations sur l'occupation militaire de l'Algerie* (*Journal des Sciences militaires*, février 1874).

[2] *Considérations sur la Défense de l'Algérie–Tunisie et l'Armée d'Afrique*, 1899, page 214.

on sera donc obligé de s'adresser à des tribus nomades voisines, notamment aux Touareg, ou mieux encore, aux Chambaa, pour les méharistes, et aux Douï-Ménia et aux Oulad-Djérir pour les cavaliers. Il est probable qu'actuellement, bien peu de ces indigènes, sauf les Chambaa, accepteraient encore nos offres.

Ce ne sera qu'avec le temps, lorsqu'ils nous verront définitivement ancrés dans le pays et que nous leur aurons inspiré confiance, qu'ils entreront d'eux-mêmes en relations avec nous et finiront par offrir spontanément leurs services.

Les choses se sont passées ainsi pour Ghardaïa et El-Goléa, et il est probable que, dans un an ou deux, nous pourrons facilement recruter notre maghzen; mais il est non moins certain que, jusque-là, il faudra maintenir une occupation militaire régulière.

L'arrangement qui a été conclu dans le courant de l'été dernier par notre Ministre des Affaires étrangères avec l'Ambassadeur extraordinaire du Sultan du Maroc et aux termes duquel les Douï-Ménia et les Oulad-Djérir auraient la faculté d'opter pour la puissance sous laquelle ils voudraient vivre, semble de nature à pouvoir hâter, dans une certaine mesure, le recrutement de maghzens à cheval; mais les soumissions auront-elles l'importance que leur prête en ce moment l'optimisme de la presse? L'avenir nous l'apprendra.

Quant aux Touareg-Ahggar, à qui nous avons en partie coupé les vivres, eux aussi auront à courber la tête pour obtenir le droit de venir sur nos marchés du Tidikelt, non plus en pillards, mais en simples acheteurs; le mouvement est, du reste, commencé, et, en pays musulman surtout, rien n'est plus contagieux que l'exemple.

Il est probable que la disparition de leurs moyens d'existence, c'est-à-dire le droit de « refara », qu'ils venaient prélever sur les oasis, les mettra à discrétion entre nos mains. Peut-être même, le jour n'est-il pas éloigné où une bonne partie des 30,000 Touareg qui, hier encore, battaient en maîtres tout le Sahara central, ne pourront plus subsister qu'en devenant notre maghzen.

Jusqu'à ce que toutes ces soumissions soient acquises et que nous soyons arrivés à former des maghzens solides, — et, pour cela, il faudra du temps et de l'habileté, — il importe de rester

forts et d'avoir une organisation militaire sérieuse qui, seule, nous permettra de diriger les événements au lieu de les subir.

II.

ORGANISATION PROPOSÉE.

Mais de ce que cette occupation doive être sérieuse, il ne s'ensuit pas qu'elle ne puisse pas être à la fois économique et rationnelle. Le mode qui semble répondre à toutes les conditions requises dérive des procédés employés par le maréchal Bugeaud et nos officiers d'Afrique les plus éminents. Il repose essentiellement sur la mobilité, la rapidité des mouvements et la vigueur d'exécution des opérations; il exige des troupes organisées et équipées d'une manière spéciale, celles-ci étant recrutées presque exclusivement sur les lieux mêmes et vivant sur le pays.

Le système consiste dans l'occupation des points stratégiques importants par des compagnies mixtes, dont nous avons préconisé ailleurs l'organisation [1], petites colonnes mobiles permanentes composées des trois armes, disséminées d'une manière rationnelle sur le territoire et possédant, en tout temps et en propre, des moyens de transport leur permettant de se mettre en route à tout moment et d'apparaître subitement au milieu des ksour ou des populations rebelles ou soupçonnées d'hostilité. Il s'agit, en d'autres termes, de ce que le maréchal Bugeaud a appelé des postes agissants.

Dans une région où une bonne partie de l'ennemi est composée d'hommes à pied, combattant seuls ou appuyant la cavalerie, l'infanterie doit constituer l'arme principale de ces unités.

La cavalerie leur est indispensable pour les éclairer dans les marches.

L'importance de l'artillerie dans les luttes contre les Arabes n'est plus à démontrer. Tant par son effet moral que par sa puissance de destruction à longue distance, elle constitue un appoint de forces considérables pour toute troupe numérique-

---

[1] *Considérations sur la Défense de l'Algérie-Tunisie et l'Armée d'Afrique*, page 211 et suivantes.

ment inférieure aux indigènes. Il serait donc logique de doter chaque compagnie d'une ou de deux pièces de montagne.

Les effectifs de chaque arme varieraient dans chaque compagnie suivant les besoins de leur secteur de défense, comme il sera indiqué plus loin.

La cavalerie de la compagnie du Tidikelt serait composée exclusivement de méharistes et d'un nombre plus élevé de sabres que dans les autres compagnies, en raison de la nécessité de surveiller le désert.

L'organisation de chaque compagnie serait donc telle qu'elle comprendrait tous les éléments tactiques lui permettant de mener à bien toute mission en rapport avec son effectif et la puissance de son armement. C'est le principe divisionnaire appliqué à une unité très petite, mais suffisante pour agir isolément dans cette guerre spéciale.

Le nombre des compagnies serait de cinq, dont deux pour la région de la Saoura, et trois pour les oasis sahariennes proprement dites, soit : une pour le Gourara, une pour le Touat et la dernière pour le Tidikelt.

Chaque compagnie serait commandée par un capitaine jeune, vigoureux, intelligent, connaissant bien les choses d'Afrique et ayant fait un stage dans le service des Affaires indigènes. Le commandement de chaque groupe serait exercé par l'officier supérieur du cercle correspondant.

Peu importe l'arme d'origine du capitaine commandant, l'essentiel est qu'il soit bien choisi. En effet, muni de pouvoirs suffisants pour agir, ne pouvant être tenu au bout d'un fil télégraphique, il peut être amené, dans ces postes éloignés, à prendre une décision prompte ; il importe donc qu'il en saisisse toute l'importance. Isolé, livré à lui-même, il lui faut nécessairement être au courant des affaires du pays, des mœurs, des coutumes et de la langue des indigènes ; il faut qu'il soit peu susceptible d'entraînement, car il sera appelé à faire œuvre politique autant que militaire. Expérience, sagesse, prudence, habileté, alliées à une activité incessante, à une énergie et à une vigueur de tous les instants, tel est l'ensemble de qualités souvent fort rares que devraient posséder les officiers appelés à commander les compagnies mixtes.

Pour plusieurs raisons, les compagnies mixtes sahariennes devraient être toujours dehors, en mouvement, sauf pendant la saison des grandes chaleurs :

1° Le nombre des compagnies étant très restreint comparativement à la grande étendue de pays, il faut suppléer au nombre par le mouvement, pour assurer convenablement la police de ces régions et pour tenir libres en tout temps les communications entre les différents postes. Les hommes mèneraient ainsi une existence nomade et entretiendraient leurs qualités d'entraînement, de vigueur et d'endurance ;

2° Au point de vue politique, il est nécessaire que nous montrions, le plus souvent possible et en tous lieux, l'appareil de notre force ;

3° Seul le mouvement peut nous permettre de lutter à armes égales avec les Berabers, Touareg ou nomades arabes ;

4° Le principe de la mobilité des compagnies mixtes, si judicieux quand il s'applique aux opérations dans le Tell, devient une loi inéluctable lorsqu'il s'agit de parcourir des contrées désertiques telles que le Sahara, car alors la rapidité des mouvements est rigoureusement imposée par la nécessité de franchir de longues distances pour trouver les ressources indispensables.

A ce point de vue spécial, vouloir maintenir les troupes d'occupation dans les postes — et avec leur organisation actuelle on ne saurait faire autre chose — ce serait s'interdire l'exploitation des ressources de la région et ne subsister qu'avec des approvisionnements apportés à grands frais du Nord.

Le rôle des compagnies mixtes serait donc particulièrement actif. Pendant la majeure partie de l'année, et surtout pendant l'hiver, qui équivaut en Algérie au printemps d'Europe, chacune parcourrait dans tous les sens sa zone respective. Toutes profiteraient de ces pérégrinations pour réfectionner aux points importants les kasbas abandonnées ou construire de petits camps retranchés en terre, l'expérience ayant démontré que ces sortes d'ouvrages nous sont fort utiles pour nos opérations et ne nous imposent pas l'obligation de les occuper d'une manière permanente, puisque les Arabes, non seulement ne savent pas s'en servir, mais ne se donnent pas même la peine de les détruire. Aux grandes chaleurs seulement, chaque unité rentrerait dans son poste d'attache. Ce serait le meilleur moyen de donner

aux populations indigènes une idée précise de la puissance de nos moyens de répression et de prévenir toute velléité d'agitation.

Pour garder les postes pendant l'absence des compagnies, des auxiliaires indigènes, pris sur place, viendraient renforcer la section des ouvriers d'art européens, dont il sera parlé, pour constituer la garnison de défense. Dans chacun des ksour d'attache, le nombre d'hommes nécessaires, valides et tout à fait sûrs, seraient pourvus d'un fusil modèle 74, approvisionné d'un certain nombre de cartouches. Ces armes ne seraient mises entre les mains des indigènes qu'en cas de danger; en temps ordinaire, elles seraient déposées dans le fort. Ces groupes d'auxiliaires n'exigeraient qu'une organisation et qu'une instruction sommaires, et l'on trouverait sur place, parmi les ksouriens, plus d'indigènes de choix qu'il n'en faudrait pour ce service.

Chaque compagnie formerait ainsi un tout complet, solide dans ses kasbas et rayonnant par ses incessantes reconnaissances.

Elle devrait être en même temps un centre de police et avoir un service de renseignements qui ait des intelligences sur tous les points d'où des bandes peuvent partir et qui sache ce qui s'y passe.

Les postes d'attache seraient répartis de telle sorte qu'il puisse être possible aux deux compagnies voisines de prendre les rebelles entre deux feux, les exterminer ou les contraindre à la soumission. En présence de la force représentée par ces deux compagnies, non seulement une insurrection ne saurai se propager, mais elle serait sur le champ étouffée dans l'œuf.

En tenant ainsi les oasis, l'ordre cesserait d'être troublé dans le Sud oranais.

Pendant la première et la deuxième année, le quart environ de l'effectif de l'infanterie, y compris les ouvriers d'art, et de la cavalerie et tous les artilleurs devraient être pris parmi les hommes de l'armée d'Afrique, des corps français et des régiments étrangers, volontaires ayant accepté de vivre à la manière des indigènes avec les produits du pays.

Cette mesure est indispensable au moins jusqu'à ce que notre

autorité soit bien établie, acceptée sans conteste dans le pays et que nous connaissions exactement la mentalité spéciale et le tempérament politique des ksouriens ; car il ne faut pas oublier que c'est grâce seulement aux soldats français présents dans les rangs des indigènes que l'officier a la notion exacte de l'état moral de sa troupe, et que ce n'est que par eux qu'il peut peser sur les premiers dans le sens qu'il juge nécessaire.

Chaque compagnie serait pourvue d'une section de vingt ouvriers d'art recrutés de la même manière et appelés à former le noyau de la garnison des forts pendant l'absence des compagnies.

Les indigènes seraient recrutés comme actuellement parmi les ksouriens.

Il est bien entendu que tous ces hommes, indistinctement, devraient être solides ; l'intérêt militaire et la question d'argent sont d'accord pour l'exiger.

Jusqu'à présent on a trop régularisé les Sahariens. Il faudrait à l'avenir éviter pareille erreur, car on a créé ainsi chez eux une foule de besoins en vêtements, chaussures, vivres, etc..., qu'ils ne connaissaient pas avant d'entrer à notre service et qu'il n'est pas toujours facile de satisfaire en campagne dans ces régions.

Ils devraient rester en quelque sorte des « irréguliers » dans toute la mesure possible, tout en étant soumis à une exacte discipline. Pas de « drill » allemand, de revue de linge et de chaussures, de marmite Vaillant, de soupe de l'ordinaire et autres choses encore. En route, remplacer pour tout le monde la ration de pain par une ration de farine ou, mieux, de blé ou d'orge. Chacun fera sa galette, et l'on ira fort loin avec ces soldats, que les ressources, encore faibles pendant les premières années, que l'on trouvera dans le pays, suffiront à nourrir.

L'expérience faite avec les tirailleurs de la mission Foureau-Lamy pénétrant jusqu'au Tchad, doit être pour nous un enseignement.

Les compagnies occupant les deux extrémités de notre marche saharienne devraient être pourvues chacune de 100 mulets de selle, à raison de 1 pour 2 hommes ; ces deux compagnies auraient ainsi une mobilité plus grande, mobilité exigée par les

conditions spéciales où elles se trouvent : celle du Nord, forcée de se relier à notre premier poste du Sud oranais ; celle du Tidikelt, pouvant être amenée à agir contre les Touareg et ayant à se relier à El-Goléa. Ces deux compagnies devraient être toujours pourvues de deux pièces de 80 de montagne et non pas seulement d'une.

L'effectif des compagnies en infanterie, cavalerie, méharistes, artillerie, chevaux et animaux de transport devrait toujours être maintenu au grand complet.

Ces effectifs seraient pour les cinq compagnies, numérotées du Nord au Sud :

COMPAGNIES.		FANTASSINS.	CAVALIERS.	MÉHARISTES.	ARTILLEURS.	OUVRIERS D'ART, TAILLEURS, CORDONNIERS.	TOTAUX.
Groupe de la Saoura.	1re	200	50	»	28	20	300
	2e	180	30	»	14	20	250
Groupe des oasis sahariennes.	3e	180	30	»	14	20	250
	4e	180	25	5	14	20	250
	5e	200	10	80	28	20	340

Soit : infanterie, 940 hommes ; cavalerie, 145 ; méharistes, 85 ; artilleurs, 98 ; ouvriers d'art, 100, ou, au total, 1390 hommes, pour garder une étendue de plus de 500 kilomètres.

Les compagnies seraient formées en deux groupes, commandé chacun par un officier supérieur des Affaires arabes, le premier, celui de la Saoura, comprenant les deux premières compagnies ; les trois autres constituant le groupe des oasis sahariennes proprement dites. Les deux groupes étant nettement séparés l'un de l'autre, comme le sont d'ailleurs les deux régions et les deux politiques à suivre, pourraient correspondre à deux cercles distincts relevant du général commandant le 19e corps et du gouverneur général de l'Algérie.

Ainsi organisées, nos forces permettraient de faire face à toutes les exigences, de former même de petites expéditions sans avoir à faire appel aux troupes du Nord et sans qu'il soit besoin de créer des convois.

La présence et la mobilité de ces compagnies en imposerait aux tribus du Nord qui chercheraient à faire défection; d'un autre côté, les nomades sahariens et marocains hésiteraient à franchir ce cordon militaire, dont l'action vigoureuse et immédiate permettrait toujours, au pis-aller, de rassembler des colonnes et même des convois pouvant être lancés ensuite dans des directions bien déterminées.

Enfin, la zone de protection formée par ces compagnies toujours en mouvement, permettrait de supprimer à leur profit nos garnisons des forts sahariens, passés en deuxième ligne, et de réduire à quelques méharistes celle d'El-Goléa.

Les postes d'attache des compagnies devraient, cela va de soi, être mis à l'abri de toutes surprises, c'est-à-dire fortifiés. Mais il ne s'agit pas d'élever des forts en granit, dont le budget aurait tout particulièrement à se ressentir. Il faut, au contraire, construire au moins de frais possible, et, pour cela, point ne serait besoin de la collaboration du génie, qui construit toujours très bien, même trop bien et surtout trop cher ; les officiers des compagnies mixtes y suffiraient avec un crédit très restreint.

Tous ceux qui, en Algérie ou en Tunisie, ont vu avec quelles infimes ressources financières les officiers des Affaires arabes et quelques officiers des corps de troupe disposant de la main-d'œuvre militaire ont fait certains travaux, partageront cet avis. Il faut simplifier par un bon sens réaliste une organisation hâtive et aussi confortable que possible.

Les kasbas de la région des oasis sahariennes ont toutes à peu près la même forme carrée, avec bastionnets aux angles. Les troupes sahariennes actuelles en ont déjà aménagé plusieurs pour leur défense; mais il est nécessaire de pourvoir les forts d'attache des compagnies d'un cavalier, sur la plate-forme duquel deux pièces d'artillerie légères d'ancien modèle, même se chargeant par la bouche, seraient installées en permanence, pour pouvoir battre au besoin les accès du ksar et en imposer aux indigènes.

L'affaire de Timimounn et bien d'autres avant ont prouvé qu'un bordj, même construit en toubs (briques sèches), c'est-à-dire avec des matériaux rudimentaires, garni de défenseurs pourvus de munitions et confié à des cadres expérimentés, pouvait résister victorieusement aux attaques d'un millier d'indigènes même des plus braves.

Tous les postes devraient être reliés entre eux par le télégraphe. La distance entre les deux postes consécutifs les plus éloignés n'est pas supérieure à cent cinquante kilomètres. En installant un poste intermédiaire, les distances, malgré l'extrême sécheresse de l'air saharien, n'excéderaient pas la portée utile des ondes hertziennes et permettraient l'emploi du télégraphe sans fil.

Donc, en installant dans chaque poste d'attache de compagnie un mât et une antenne et en créant quatre postes intermédiaires, on pourrait recueillir et transmettre toutes les dépêches. On suppléerait ainsi pratiquement et très économiquement les lignes aériennes ordinaires, et les compagnies voisines pourraient se renseigner rapidement l'une l'autre et combiner leurs opérations à la commande de toute situation.

III.

EXPLOITATION DES RESSOURCES LOCALES.

Un principe devrait être dès l'abord nettement arrêté, c'est que les compagnies mixtes vivraient exclusivement sur le pays, leur alimentation étant trop difficile à assurer par l'arrière et revenant trop cher.

C'est une des raisons pour lesquelles les effectifs ne devraient être constitués qu'avec des indigènes du pays et, pendant la première période d'occupation seulement, avec, dans la proportion d'un quart environ, des volontaires français ou des régiments étrangers ayant accepté de vivre à la manière locale. De la sorte, on réduirait les ravitaillements à leur plus simple expression, c'est-à-dire à celui du sucre et café pour les Européens, de l'armement, des munitions, des effets et du matériel de santé.

L'expérience a démontré que dans le Sahara une petite troupe

de l'effectif d'une compagnie mixte peut vivre à peu près partout. L'Oued-Saoura, aussi bien que le pied du plateau du Tadmaït, à l'Ouest et au Sud, sont jalonnés par de nombreuses oasis aux millions de palmiers.

Sans doute nous ne trouverons plus dans le Sahara, « territoire privilégié par la nature », la description qu'en a faite Hérodote, cinq siècles avant l'ère chrétienne, ni même la prospérité que signalait plus tard encore Ibn-Khaldoun ; mais il est un fait constant, c'est que les oasis sahariennes ont toujours été florissantes aux époques où elles subissaient une domination régulière assurant la sécurité.

Il s'ensuit que l'on peut, sans crainte d'exagération, prévoir que le rétablissement de l'ordre et de la paix fera renaître la prospérité, quasi-proverbiale dans le monde arabe, du Gourara, du Touat et du Tidikelt.

Il ne faut pas perdre de vue, en effet, que les populations de ces régions sont certainement les plus industrieuses de tout le nord de l'Afrique, parce que la vie ne s'y soutient qu'à force d'industrie.

Tout permet donc d'espérer que si les troupes d'occupation savent bien comprendre la situation et appliquer avec persévérance la vieille devise du maréchal Bugeaud « *ense et aratro* », devise qui a d'ailleurs toujours été celle de l'armée d'Afrique depuis le premier jour de la conquête, elles pourront, en un temps très court, développer le rendement économique du pays, et trouver, au meilleur compte possible, toutes les denrées et la viande nécessaires à leur alimentation. Les résultats à obtenir valent tous les efforts que nous pourrons faire.

Sans compter le produit des millions de dattiers que comportent les oasis, les ksouriens cultivent dans leurs jardins l'orge, le blé, le maïs, le millet, le sorgho et la plupart des légumes d'Europe. Il existe partout des gommiers, dont on s'occupe à peine. Le coton est cultivé au Touat, dans l'Aoulef et à In-Salah ; enfin les pâturages, rares, il est vrai, mais susceptibles d'être développés, nourrissent des moutons, des chèvres et des ânes.

Le moyen le plus efficace pour augmenter la prospérité agricole du pays et procurer aux troupes d'occupation toutes les

ressources d'alimentation nécessaires, serait de lui donner l'humidité qui lui manque ; or, l'eau est partout à peu de profondeur, et la réparation des faggaguirs et le forage des puits pourrait se faire méthodiquement et presque sans frais.

En rendant à ces régions déshéritées le bien-être par l'extension ou l'augmentation des oasis, on couperait court à l'émigration; on augmenterait la population du pays, le nombre des bras par conséquent, et l'on rendrait les esclaves inutiles.

Pour développer les cultures actuelles, revivifier les anciennes oasis abandonnées et en créer de nouvelles, il suffirait d'intéresser aux travaux les djemmas et même les particuliers, qui deviendraient ainsi, aux termes du Coran, propriétaires du sol revivifié.

Dès à présent, nous possédons dans les oasis tous les éléments de prospérité qu'on peut espérer trouver dans une région de ce genre : la terre, l'eau et les bras. On peut donc se mettre à l'œuvre avec confiance et avec la certitude d'en faire, en peu d'années, avec une administration bienveillante, active et éclairée, une région très prospère et capable de couvrir bientôt tous les frais d'occupation.

Dans cet ordre d'idées et non seulement pour donner aux populations locales un exemple pratique, mais encore pour trouver dès la première année, dès 1903, les ressources en céréales nécessaires à l'alimentation des troupes, il y aurait lieu d'entreprendre, dès la prochaine saison des pluies, c'est-à-dire dès le mois d'octobre, la culture en céréales, pour le compte des compagnies, de la plus grande surface possible des bours[1] susceptibles d'être irrigués à nouveau. Le métier de soldat-laboureur n'a rien de choquant; il a été appliqué avec succès dans les smalas de spahis, dont les officiers avaient été intéressés au développement agricole et à l'application des meilleures méthodes de culture par l'attribution de terrains dont la récolte leur appartenait. Ni les terres abandonnées ni l'eau ne manquent pour une mise en exploitation immédiate ; il suffira

[1] Terrains plantés de palmiers, dont l'arrosage n'est plus assuré et dont la culture est abandonnée. Il existe des bours auprès de toutes les grandes oasis.

de les chercher. Dans les oasis, le sol vaut tout autant, si ce n'est mieux, que dans l'Oued-R'ir, et chacun sait ce qu'on est arrivé à faire de cette dernière région.

Grâce à des réparations et à des aménagements hydrotechniques, les bours qui ne seraient pas mis en culture pourraient être facilement convertis en pâturages pour les animaux des compagnies.

Toujours en vertu de la loi musulmane, ces terres revivifiées appartiendraient aux compagnies. Si celles-ci, au lieu de toucher la ration d'Algérie amenée à grands frais du Nord et qui, à cause de son uniformité et des difficultés de conserver en bon état les denrées qui la composent constitue une mauvaise alimentation; si les compagnies, au lieu de la ration, touchaient une indemnité représentative, nul doute qu'elles ne trouveraient rapidement les moyens de produire elles-mêmes non seulement les céréales et les légumes qui leur seraient nécessaires, mais encore la viande, en procédant elles-mêmes à l'élevage du bétail.

Il ne saurait y avoir de doute qu'avec du travail, de l'intelligence et du savoir-faire, les compagnies trouveraient dès le printemps de 1903 les moyens de vivre sur le pays, en ne demandant presque plus rien au Nord.

IV.

COMMANDEMENT — POLITIQUE.

L'œuvre de réorganisation de nos oasis de l'extrême Sud a de quoi tenter tout esprit actif et entreprenant; mais, pour réussir, elle doit être menée par des hommes assouplis à comprendre et à faire tourner au profit de l'influence française les circonstances locales.

Ces hommes devraient avoir toute la culture intellectuelle et la fertilité d'imagination nécessaires pour résoudre n'importe lequel des problèmes politique, militaire ou économique qui se présenteraient. Enfin, leurs préférences secrètes devraient aller aux moyens adroits, c'est-à-dire aux moyens par lesquels la valeur personnelle de l'exécutant se manifeste bien mieux que dans l'emploi des mesures brutales.

En résumé, il ne suffit pas d'avoir occupé, il faut conserver,

il faut organiser, pour tirer le meilleur parti possible de la conquête et assurer aux régions nouvelles le développement économique qu'elles sont susceptibles de recevoir. Enfin, il faut propager notre influence, et pour cela il ne suffit pas de se contenter d'affirmer le pavillon, il faut savoir expliquer, justifier notre autorité.

Cette œuvre réclame l'emploi exclusif de ces « political officers » à la fois militaires, administrateurs et diplomates, dont les Anglais savent si bien tirer parti, c'est-à-dire des officiers ayant fait leur éducation spéciale dans le service des Affaires arabes.

Les commandants de cercle devraient jouir, sous la direction du gouverneur général, de la plus grande autonomie possible, au moins au début, en raison surtout de la difficulté où l'on se trouve de donner, à plus d'un millier de kilomètres de distance, une impulsion efficace à l'administration politique d'un pays avec lequel on n'est même pas encore relié par le télégraphe. Sans doute, il sera nécessaire de leur donner quelques directives pour la conduite générale à tenir, mais ils devront, la plupart du temps, engager leur propre responsabilité, sous peine de laisser passer l'occasion favorable d'agir ou de se laisser déborder par les événements.

Ce système n'est pas absolument conforme à nos habitudes ; mais puisque l'action du gouverneur sur le commandement local ne pourrait que très difficilement s'exercer d'une manière normale et salutaire, il faut accepter la situation avec ses exigences et rendre le représentant de l'autorité sur les lieux personnellement responsable, en lui laissant toute la part d'initiative et la liberté d'action correspondant à cette responsabilité.

Nous avons dès à présent une politique saharienne résolue à ouvrir, en attendant que des projets plus vastes, mais aussi plus vagues, prennent forme et nous conduisent à une politique transsaharienne.

Dans les oasis, l'antagonisme entre les deux soffs Ihamet et Soffian facilite notre politique. Du reste, dans l'intérieur même des ksour, il n'existe pas une cohésion suffisante pour que les faits et gestes de tel ou tel personnage puissent entraîner nécessairement ceux de la communauté entière.

chefs religieux influents. Certains mokaddems du Sahara sont plus puissants que ne l'était le sultan du Maroc lui-même, l' « iman-el-moumenin », qui s'adressait à eux dans toutes les questions importantes et qui, en réalité, n'a jamais exercé d'autorité sur les populations de ces régions qu'en se servant de leur influence religieuse.

Il serait donc d'une diplomatie avisée de nous gagner les confréries musulmanes.

L'Ordre de Sidi-Ahmed-Tedjini, dont l'influence, quoique diminuée depuis 1897, est encore puissante, nous est favorable et pourra nous être d'un grand secours dans notre œuvre de pénétration; il en est de même des Oulad-Sidi-Cheikh, encore que la rivalité qui existe entre les deux grandes fractions de cet ordre, les Cheraga et les Gharaba, oblige à un grand tact et à une grande souplesse.

Par contre, deux confréries nous sont franchement hostiles, et d'autant plus à craindre qu'elles forment des sociétés secrètes : ce sont celle des Mekaliâ et surtout celle des Snoussya. Cette dernière, la plus dangereuse pour nous, reçoit le mot d'ordre de Constantinople. Elle est vivement combattue par les Tidjana; mais cela ne suffit pas, et nous n'aurons réellement les coudées franches en Afrique que lorsque nous aurons pu amener à composition cette confrérie à l'esprit farouche et fanatique.

Ce résultat est difficile à atteindre; mais il semble qu'on devrait y tendre par tous les moyens, en agissant directement à Djerboub, ou même par une action diplomatique auprès de la Sublime-Porte.

CONCLUSION

On peut être pour ou contre notre extension dans le Sud; mais, puisqu'on a admis l'occupation définitive des oasis, il semble prudent d'écarter les dangers qui pourraient menacer nos garnisons et remettre notre autorité en question; de plus, notre intérêt nous commande de tirer tout le parti possible du notre domaine saharien.

La conquête des oasis nous a coûté énormément cher; l'occupation peut être assurée à peu de frais.

Les dépenses qui résulteraient pendant la première année de l'organisation préconisée dans ce travail, n'atteindraient pas les 6 millions et demi qui sont inscrits au budget de 1902. Peu à peu, elles iraient en diminuant jusqu'à devenir très faibles et à être enfin couvertes par les recettes mêmes que produiraient les oasis.

Le principe sur lequel repose cette organisation n'est pas nouveau; il a été de tous les temps et de tous les lieux; mais on l'ignorait ou l'on négligeait de l'appliquer, par manque de nerf. Il est très simple et logique : ne pouvant pas entretenir de gros effectifs et occuper tout le pays, suppléer à l'absence d'un nombre suffisant d'unités par le mouvement.

La force vive d'une troupe peut être représentée par la même formule qu'en mécanique : MV^2. Les deux facteurs de cette force sont la masse, c'est-à-dire l'effectif, et la vitesse, dont l'importance est capitale. Bonaparte l'a prouvé dans la campagne de 1796 ; il est inutile de rappeler comment.

Le système des compagnies mixtes, organisées et commandées comme il est proposé plus haut et toujours en mouvement, donnerait les meilleurs résultats. Il permettrait d'affirmer notre prise de possession, de ruiner les dernières espérances des mécontents et des nomades, et de ravitailler et de faire vivre exclusivement sur les oasis nos troupes d'occupation.

Notre politique générale et le Trésor y gagneraient.

R.-J. Frisch,
Chef de bataillon au 149e rég. d'infanterie,
Ancien officier des Affaires arabes.



CAMPAGNE DE 1813[1]

La campagne de 1813, qui dure de fin avril à fin octobre, est divisée en deux parties par l'armistice de Pleiswitz, qui interrompt les hostilités du 4 juin au 10 août.

La 1re partie ou campagne du printemps comprend :

1° La bataille de Lützen ;
2° La manœuvre de Bautzen.

La 2e partie ou campagne d'automne comprend :

1° Les manœuvres sur la position centrale de Gœrlitz (rive droite de l'Elbe) :

Contre l'armée de Bohême,
Contre l'armée de Silésie,
Contre l'armée de Berlin ;

2° Les manœuvres sur la position centrale de Leipzig (rive gauche de l'Elbe) :

Contre les armées de Blücher et de Bernadotte,
Contre l'armée de Bohême, terminée par la bataille de Leipzig.

PLAN FONDAMENTAL.

Pour bien saisir les multiples opérations de la campagne de 1813, il faut ne pas perdre de vue le plan fondamental conçu par Napoléon. Ce plan qu'il ne put exécuter, mais dont il pour-

---

[1] Cette campagne est extraite de l'ouvrage actuellement sous presse, « *Précis des Campagnes napoléoniennes* » de M. le commandant Camon, professeur du cours d'art militaire à l'Ecole d'application de Fontainebleau.

suivit constamment la réalisation à travers toutes les entraves jetées sur sa route par l'offensive des alliés, consistait à marcher par Berlin sur Stettin, pour transporter la guerre entre l'Elbe et l'Oder.

« Le plan de Napoléon — a-t-il écrit à Sainte-Hélène — qu'il méditait depuis deux mois, pour lequel on avait disposé les forteresses et les magasins, était de repasser l'Elbe à Wittenberg et de marcher sur Berlin. Ce plan était de jeter les alliés entre l'Elbe et la Saale, et, manœuvrant sous la protection des places de Torgau, Wittenberg, Magdebourg et Hambourg, d'établir la guerre entre l'Elbe et l'Oder, et, selon les circonstances, de débloquer les places de la Vistule : Dantzig, Thorn et Modlin. Il y avait à espérer un tel succès de ce vaste plan, que la coalition en eût été désorganisée et tous les princes de l'Allemagne confirmés dans leur fidélité et dans l'alliance de la France[1]. »

Toutes les places de la Vistule et de l'Oder sont bondées de vieux soldats qui s'y sont réfugiés malades à la suite de la retraite de Russie. A Stettin, il y en a 9,000, avec un grand nombre d'officiers et même de généraux ; à Dantzig, 30,000, un véritable corps d'armée. Ces éléments seraient singulièrement précieux pour encadrer les recrues qui vont former la masse de nos forces.

De plus, par sa manœuvre, Napoléon espère rappeler les Russes sur leur frontière et faire rentrer dans son alliance le Cabinet de Berlin.

Le 11 mars 1813, avant l'ouverture de la campagne, Napoléon avait révélé toute sa conception au vice-roi d'Italie, qui couvrait, sur l'Elbe, le rassemblement de nos forces.

« Si l'on conçoit que comme le principal but de l'armée française doit être d'arriver promptement au secours de Dantzig, en supposant l'armée de l'Elbe réunie à Magdebourg, à Havelsberg et à Wittenberg, et l'armée du Mein réunie sous Würzburg, Erfurt et Leipzig, un mouvement naturel, qui serait facilement dérobé à l'ennemi, serait de faire passer toute l'armée de l'Elbe, suivie par l'armée du Mein, par Havelsberg sur Stettin; de sorte qu'on serait

---

[1] *Mémoires de Napoléon*, par Montholon, t. II, p. 125.

arrivé dans cette ville, on se trouverait avoir passé l'Oder et avoir gagné dix jours de marche, sans que l'ennemi, qui est à Dresde, Glogau ou Varsovie, pût être en mesure de se pelotonner pour couvrir Dantzig.

« Après avoir fait toutes les tentatives pour faire supposer que je veux me porter sur Dresde et dans la Silésie, mon intention sera probablement (à couvert des montagnes de la Thuringe et de l'Elbe) de me porter par Havelsberg, d'arriver à marches forcées sur Stettin, avec 300,000 hommes, et de continuer la marche de l'armée sur Dantzig, où l'on peut arriver en quinze jours; et, le vingtième jour du mouvement après que l'armée aurait passé l'Elbe, on aurait débloqué cette ville, et on serait maître de Marienburg, de l'île de la Nogat et de tous les ponts de la basse Vistule... »

Après la bataille de Dresde, le 30 août, Napoléon, faisant l'examen de sa situation et voulant reprendre son mouvement sur Berlin, écrira :

« Les Russes ne pourront être indifférents à l'existence d'une armée de 60,000 hommes à Stettin; le blocus de Dantzig serait menacé, et probablement une partie de leur armée de Silésie passerait l'Oder pour se mettre en bataille entre Dantzig et Stettin. L'armée russe doit avoir perdu beaucoup de monde. Aussitôt sa frontière menacée à Stettin, ce sera un prétexte pour abandonner la Bohême.....

« Alors, j'ai pris Berlin, ravitaillé Stettin, détruit les travaux des Prussiens et désorganisé la Landwehr. »

Le plan fondamental indiqué, nous pouvons passer à l'étude de la campagne.

CAMPAGNE DU PRINTEMPS

Le 5 décembre 1812, nous l'avons vu, Napoléon avait quitté l'armée à Smorghoni, laissant le commandement au roi de Naples, qui, pressé de rentrer dans ses États, le passa immédiatement au prince Eugène, vice-roi d'Italie.

Le prince Eugène aurait dû se maintenir sur l'Oder.

« Quelle différence pour les intérêts de Napoléon, a écrit le maréchal Gouvion Saint-Cyr, s'il avait pu commencer la campagne

sur l'Oder au lieu de l'ouvrir sur la Saale, comme il y fut obligé ! Quel appui, quelle facilité lui eussent procuré les places fortes, pour obtenir les premiers succès qui lui étaient si nécessaires! A ces avantages s'en seraient joints d'autres encore plus importants car il est permis de croire que si l'on se fût maintenu sur l'Oder, le cabinet de Berlin ne se serait pas déclaré contre nous [1]. »

Mais le vice-roi, bien qu'il disposât de plus de 40,000 hommes, non content d'abandonner l'Oder, abandonna Berlin, malgré l'importance militaire et politique de la position.

« Si vous eussiez pris une situation en avant de Berlin, lui écrivit Napoléon, l'ennemi aurait pu croire que vous vouliez livrer bataille. Alors il n'aurait passé l'Oder qu'après avoir réuni 60,000 à 80,000 hommes. Vous pouviez gagner vingt jours, et cela eût été bien avantageux politiquement et militairement...... Mais le jour où votre quartier général a été placé derrière Berlin, c'était dire que vous ne vouliez pas garder cette ville; vous avez ainsi perdu une attitude que l'art de la guerre est de savoir conserver [2]. »

Un ordre de Napoléon l'arrête enfin sur l'Elbe pour couvrir la mobilisation et la réunion des forces avec lesquelles il a l'intention de prendre l'offensive vers la mi-mai.

L'Empereur lui prescrit de tenir la barrière de l'Elbe, d'en faire occuper les principaux passages par de faibles garnisons, et de se placer, avec sa masse principale, en avant de Magdebourg, prêt à se porter sur les flancs ou les derrières de l'ennemi, s'il cherche à forcer quelque part le passage. Sa ligne est fortement appuyée, d'une part à Dresde, où Reynier dispose de 12,000 Saxons, d'autre part à Hambourg, où Davout va réorganiser le 1er corps pour garder tout le bas Elbe.

Pendant ce temps, une formidable coalition se formait contre nous : la Prusse, jetant le masque, se joignait ouvertement à la Russie, entraînant avec elle quantité d'Allemands ; Bernadotte, qui, à la Suède, va joindre la Norvège comme prix de sa trahison,

---

[1] Gouvion-Saint-Cyr, t. IV, *Campagne de* 1813.
[2] *Correspondance de Napoléon*, t. XXV, n. 19688.

apporte à nos ennemis l'appoint de 30,000 Suédois; l'Angleterre continue la guerre d'Espagne et nous immobilise 300,000 bons soldats. Enfin l'empereur d'Autriche n'attend que l'instant favorable pour se déclarer contre Napoléon.

Par la levée anticipée de la classe de 1813, l'organisation des cohortes de la garde nationale, l'appel d'hommes des classes antérieures, l'Empereur arrive avec une rapidité prodigieuse à se constituer une armée d'opérations de 200,000 hommes, consolidée par des cadres ramenés de Russie ou tirés d'Espagne. Mais la cavalerie, au début surtout, composée de recrues montées sur des chevaux non dressés, sera d'une faible valeur, et les opérations s'en ressentiront vivement. Pour parer à la médiocrité de son infanterie, Napoléon augmente la proportion de son artillerie.

Vers le milieu d'avril, nos forces disponibles sont :

1° L'armée de l'Elbe (prince Eugène) : 60,000 hommes; le 5e corps (Lauriston) et le 11e (Macdonald), sur la basse Saale;
2° L'armée du Mein, qui achève de se rassembler : 140,000 hommes :

Garde;
3e corps (Ney, cinq divisions);
4e — (Bertrand);
6e — (Marmont);
12e — (Oudinot);

avec trois faibles corps d'une mauvaise cavalerie.

A la même époque, les forces des coalisés comprennent :

1° Une armée russe (Wittgenstein : 50,000 hommes) marchant sur Berlin;
2° Une armée prusso-russe (Blücher : 50,000 hommes), en Silésie.
Entre ces deux armées opère un corps de réserve de 30,000 hommes.
Enfin Bernadotte se dispose à débarquer 30,000 hommes à Stralsund.

PLAN DE NAPOLÉON.

« Après avoir fait toutes les tentatives pour faire supposer que je veux me porter sur Dresde et la Silésie, mon intention, avait écrit Napoléon au vice-roi le 11 mars, sera probablement (à couvert des montagnes de la Thuringe et de l'Elbe) de me porter par Havelsberg, d'arriver à marches forcées sur Stettin, avec 30,000 hommes, et de continuer la marche de l'armée sur Dantzig[1]. »

Mais le passage de l'Elbe par ses adversaires oblige Napoléon à renoncer temporairement à son dessein.

Le prince Eugène, qui, conformément à ce plan, a cherché à manœuvrer sur les flancs de l'ennemi, a dû, après un combat timidement mené au débouché même de Magdebourg, repasser l'Elbe et se retirer derrière l'embouchure de la Saale.

Dès lors, Wittgenstein franchit sans obstacle l'Elbe à Rosslau (11 avril), pendant que Blücher l'aborde par Dresde, que les Saxons ont évacué pour se retirer à Torgau.

Croyant, d'après les dépêches du vice-roi, que l'ennemi s'avance déjà à grandes marches sur Iéna[2], Napoléon se hâte de prescrire la réunion, derrière la Saale, des forces du vice-roi et de celles du Mein. Après cette réunion, il disposera de plus de 150,000 hommes, et exécutera sur l'Elbe la manœuvre projetée sur l'Oder. Lançant ses 150,000 hommes par Leipzig sur Dresde, il viendra occuper la barrière de l'Elbe sur les derrières des coalisés, les coupant à la fois de Berlin et de la Silésie, et les acculant à une bataille que la direction des opérations doit rendre décisive.

Pendant que, dissimulée derrière la Saale, la masse principale se préparera à exécuter la grande conversion qui doit l'amener sur les lignes de retraite de l'adversaire, le général Bertrand qui arrive en Thuringe, suivi du corps d'Oudinot, fera des démonstrations pour attirer l'ennemi dans la direction du Sud.

---

[1] *Correspondance*, t. XXV, n° 19697.
[2] *Ibid.*, t. XXV, n° 19857 du 13 avril.

3



Oder
Schneidemühl
Netze
Warthe
Custrin
Posen
Neisse
Bober
Gneiss
Glogau
Silésie
Hochkirch
Bunzlau
Katzbach
Oder
GÖRLITZ
Liegnitz
Lauban
Eckartsberg
Lowenberg
Jauer
BRESLAU
Zittau
Hirschberg
Schweidnitz
m e
Glatz
Aupa
Elbe

« Mon intention, écrit Napoléon au général Bertrand le 12 avril 1813, est de refuser ma droite et de laisser l'ennemi pénétrer par Baireuth, faisant un mouvement inverse à celui que j'ai fait dans la campagne d'Iéna, de sorte que si l'ennemi pénètre sur Baireuth je puisse arriver avant lui sur Dresde et le couper de la Prusse. »

Cette fois, profitant de ce qu'il dispose du bas Elbe, Napoléon va prendre sa ligne de communication sur le Hanovre, et, de là, sur Wesel, où elle sera plus en sûreté que par la Thuringe.

« La ligne d'évacuation de vos malades, des postes de l'armée et de l'estafette, des mouvements, des dépôts d'artillerie..... doit passer par Wesel. Donnez ordre que toutes les évacuations de malades et toutes les communications de l'administration avec la France aient lieu par Wesel, » écrit-il le 15 mars au vice-roi.

Pendant que ses forces s'acheminent derrière la Saale, Napoléon reste à Saint-Cloud, qu'il quitte le 15 avril à 1 heure du matin. Le 16, à minuit, il est à Mayence, où il s'arrête quelques jours.

A ce moment, il évalue à 70,000 hommes les forces ennemies sur la rive gauche de l'Elbe [1]. Nos troupes font leur réunion sur la Saale, et Napoléon n'attend que cette réunion pour aller se mettre à leur tête.

Mais les coalisés, loin d'être aussi entreprenants que l'a cru le vice-roi, ne semblent pas vouloir se mettre en prise. Napoléon ne demanderait pas mieux d'ailleurs de retarder jusqu'au milieu de mai les affaires décisives, de façon à disposer de sa cavalerie qu'il espère pour cette époque. Dans ces conditions, il s'avancera méthodiquement jusqu'à Leipzig, s'abritant de la cavalerie ennemie par la Saale et la Mülde, et se tenant prêt à profiter d'une faute des coalisés.

« Je me trouverais en position de finir très promptement les affaires, écrit-il le 24 avril au roi de Wurtemberg, si j'avais 15,000 hommes de plus de cavalerie; mais je suis un peu faible

---

[1] *Correspondance*, n. 19877 du 19 avril.

dans cette arme. Le premier but de mes opérations est de jeter l'ennemi sur la droite de la Saale, après sur la droite de la Mülde, et même sur la droite de l'Elbe. J'ai en mouvement plus de 30,000 hommes de cavalerie qui me rejoindront dans le courant de mai. »

Le 28 avril encore, il écrit à Ney :

« Thorn s'est rendu le 16 avril. L'officier d'état-major qui a apporté cette nouvelle a laissé le général Barclay de Tolly près de Thorn, avec toute son armée..... D'un autre côté, il est certain que le corps du général Sacken est du côté de Cracovie, contre les Autrichiens et les Polonais. Les Russes ne peuvent donc point être en mesure de nous disputer sérieusement l'Elbe, et comme Wittgenstein est assez audacieux, en débouchant avec de fortes masses, on peut lui faire éprouver beaucoup de pertes.

« Je pense que le premier point serait d'arriver à Leipzig. Le vice-roi pourrait déboucher par Merseburg..... La grande affaire en ce moment, c'est la jonction. »

Le 27, il a écrit à Ney :

« L'occupation d'Iéna, de Dornburg, Naumburg, Merseburg, Halle, voilà mon premier projet. On pourra aussi occuper Weissenfels, s'il y a un pont sur la Saale et une route par la rive gauche. Tous les mouvements devront se faire derrière la Saale, comme derrière un rideau, et aucun sur la rive droite. »

LA BATAILLE DE LÜTZEN (2 mai).

Le 1er mai, la jonction de nos forces s'opère entre Merseburg et Naumbourg.

1er mai. — A gauche, l'armée d'Eugène débouche de Merseburg et s'avance dans la direction de Leipzig.

Au centre, le 3e corps (Ney), après avoir brillamment repoussé la cavalerie russe (combat de Weissenfels où périt Bessières), s'arrête à Lützen ; en arrière de lui s'échelonnent le 6e corps (Marmont) et la Garde, encore à Weissenfels.

A droite, le 4e corps (Bertrand) et le 12e (Oudinot), venant du Sud, serrent sur le gros ; la tête seule du 4e corps est proche ; le reste s'étend sur plus de 20 kilomètres.

Comme on sait l'ennemi en forces au sud de Leipzig, on s'avance avec précaution. Faute de cavalerie donnant la sécurité, les corps d'armée marchent à travers champs, par divisions massées à portée de mitraille prêtes à former des carrés susceptibles de se flanquer réciproquement. Dans ces conditions, la marche est très lente; l'étape fournie par la plupart des corps ne dépasse pas 15 kilomètres.

2 mai. — Le 2 mai, à 4 heures du matin :

« Tous les renseignements sont que l'ennemi de Leipzig est remonté sur Zwenkau, qu'il a des corps à Borna, que l'empereur Alexandre serait à Rochlitz. »

Il semble donc que l'ennemi se prépare à déboucher de la Pleisse, puis de l'Elster, sur notre armée en marche vers Leipzig.

« L'ennemi débouchait et passait l'Elster aux ponts de Zwenkau, Pegau et Zeitz, a écrit Napoléon dans son bulletin du 2 mai. Sa Majesté, ayant l'espérance de le prévenir dans son mouvement, et pensant qu'il ne pourrait attaquer que le 3, ordonna au général Lauriston, dont le corps formait l'extrémité de la gauche, de se porter sur Leipzig, afin de déconcerter les projets de l'ennemi et de placer l'armée française, pour la journée du 3, dans une position toute différente de celle où les ennemis avaient compté la trouver, et où elle était effectivement le 2, et de porter ainsi de la confusion et du désordre dans leurs colonnes. »

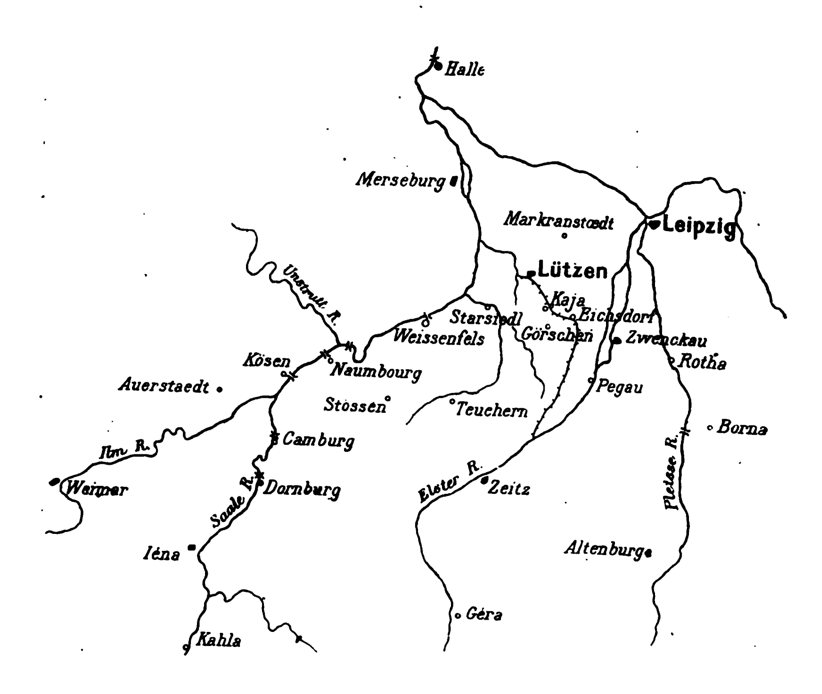
En fait, tandis que Napoléon envoie Lauriston sur Leipzig, Macdonald doit aller à Markranstædt, prêt à se porter, soit sur Leipzig pour aider à Lauriston, soit sur Zwenkau pour soutenir Ney. Ney, à Kaja, protégera le mouvement; Marmont, de Weissenfels, viendra à Pégau; Bertrand à Teuchern, couvrant Naumburg et Weissenfels, et surveillant l'espace entre Pégau et Zeitz; Oudinot serrera sur l'armée.

Ainsi placé, on est à même de repousser une attaque de l'ennemi venant de Zwenkau ou de continuer la route pour prendre l'ennemi à revers le 3.

9 heures. — A 9 heures du matin, aucune attaque ne se produisant sur notre flanc droit, et, au contraire, une canonnade éclatant du côté de Leipzig, l'Empereur s'y porte au galop.

« L'ennemi défendait le petit village de Lindenau et les ponts en avant de Leipzig. Sa Majesté n'attendait que le moment où ces dernières positions seraient enlevées pour mettre en mouvement toute son armée dans cette direction, la faire pivoter sur Leipzig, passer sur la droite de l'Elster et prendre l'ennemi à revers. »

Midi. — Tout à coup, vers midi, le 3e corps, dont le chef, Ney, a accompagné Napoléon à Leipzig, est violemment attaqué par l'ennemi ; sa surprise est complète. C'est Wittgenstein, qui, prévenu de tous nos mouvements par sa nombreuse cavalerie,



assaille nos troupes sur Kaja. Ne laissant qu'une division à Leipzig, il a fait passer son gros par Zwenkau et Pégau, pendant que Miloradowitch, avec 12,000 hommes, assure son flanc gauche à Zeitz.

Napoléon revient en hâte de Leipzig et ramène sa Garde. Il improvise immédiatement le plan de la bataille.

« L'ennemi présentait des forces immenses. L'Empereur fit sur-le-champ ses dispositions. Le vice-roi reçut l'ordre de se porter sur la gauche du prince de la Moskowa (avec le 11e corps), mais il lui fallait trois heures pour exécuter ce mouvement. Le prince de la Moskowa prit les armes et, avec ses cinq divisions, soutint le combat qui, au bout d'une demi-heure, devint terrible. Sa Majesté se porta elle-même, à la tête de la Garde, derrière le centre de l'armée, soutenant la droite du prince de la Moskowa. Le duc de Raguse, avec ses trois divisions, occupait l'extrême droite. Le général Bertrand eut l'ordre de déboucher sur les derrières de l'armée ennemie au moment où la ligne se trouverait le plus fortement engagée. »

En définitive, le 3e et le 6e corps livreront un combat de front pour contenir l'ennemi, pendant que le 4e corps viendra en arrière de sa gauche et que le 11e corps s'avancera sur sa droite en attaque débordante. La Garde sera derrière la droite du 3e corps, et Lauriston, ne laissant qu'une division à Leipzig, ramènera vers la bataille ses deux autres divisions pour former réserve générale.

Jusqu'à 5 heures, la bataille se borne à un combat de front d'une extrême violence dans la région Starsiedel—Görschen—Rahna—Kaja. Wittgenstein, heureusement, engage ses corps l'un après l'autre; grâce à l'appui d'une partie de la Garde, Ney et Marmont résistent à tous les efforts.

Combat d'immobilisation et d'usure. — « La fortune se plut à couronner du plus brillant succès toutes ces dispositions. L'ennemi, qui paraissait certain de la réussite de son entreprise, marchait pour déborder notre droite et le chemin de Weissenfels : le général Compans, général de bataille du premier mérite, à la tête de la première division du duc de Raguse, l'arrêta tout court. Les régiments de marine soutinrent plusieurs charges avec sang-froid et couvrirent le champ de bataille de l'élite de la cavalerie ennemie.

« Mais les grands efforts d'infanterie, d'artillerie et de cavalerie étaient sur le centre. Quatre des cinq divisions du prince de la Moskowa étaient déjà engagées. Le village de Kaja fut pris et repris plusieurs fois. Ce village était resté au pouvoir de l'ennemi : le comte de Lobau dirigea le général Ricard pour reprendre le village; il fut repris. »

La bataille embrassait une ligne de 2 lieues, couverte de feu,

de fumée et de tourbillons de poussière. Le prince de la Moskowa, le général Souham, le général Gérard étaient partout. Blessé de plusieurs balles, le général Gérard déclara vouloir mourir en commandant et en dirigeant ses troupes.

« Cependant on commençait à apercevoir dans le lointain les premiers feux du corps du général Bertrand. Au même moment, le vice-roi entrait en ligne sur la gauche, et le duc de Tarente attaquait la réserve de l'ennemi, et abordait au village où l'ennemi appuyait sa droite. Dans ce moment, l'ennemi redoubla ses efforts sur le centre; le village de Kaja fut emporté de nouveau; notre centre fléchit; quelques bataillons se débandèrent. *Sa Majesté jugea que le moment de crise qui décide du gain ou de la perte des batailles était arrivé. Il n'y avait plus un moment à perdre.*

Attaque décisive. — « L'Empereur ordonna au duc de Trévise de se porter avec 16 bataillons de la jeune Garde au village de Kaja, de donner tête baissée, de culbuter l'ennemi, de reprendre le village et de faire main basse sur tout ce qui s'y trouvait. Au même moment, Sa Majesté ordonna à son aide de camp, le général Drouot, officier d'artillerie de la plus grande distinction, de réunir une batterie de 80 pièces, et de la placer en avant de la vieille Garde, qui fut disposée en échelons comme quatre redoutes, pour soutenir le centre; toute notre cavalerie rangée en bataille derrière.

« Les généraux Dulauloy, Drouot et Desvaux partirent au galop avec leurs 80 bouches à feu placées en un même groupe. Le feu devint épouvantable. L'ennemi fléchit de tous côtés. Le duc de Trévise emporta sans coup férir le village de Kaja, culbuta l'ennemi, et continua à se porter en avant en battant la charge. Cavalerie, infanterie, artillerie de l'ennemi, tout se mit en retraite.

« Le général Bonnet, commandant une division du duc de Raguse, reçut ordre de faire un mouvement par sa gauche sur Kaja, pour appuyer les succès du centre. Il soutint plusieurs charges de cavalerie, dans lesquelles l'ennemi éprouva de grandes pertes.

« Cependant le général comte Bertrand s'avançait et entrait en ligne. C'est en vain que la cavalerie ennemie caracolait autour de ses carrés, sa marche n'en fut pas ralentie. Pour le rejoindre plus promptement, l'Empereur ordonna un changement de direction en pivotant sur Kaja. Toute la droite fit un changement de front, la droite en avant.

Poursuite. — « L'ennemi ne fit plus que fuir; nous le poursuivîmes une heure et demie. Nous avons fait plusieurs milliers de prisonniers. Le nombre n'a pu en être plus considérable, vu l'infériorité de notre cavalerie et le désir que l'Empereur

avait montré de l'épargner. Notre perte se monte à 10,000 tués ou blessés. Celle de l'ennemi peut être évaluée de 25,000 à 30,000 hommes. »

Surpris pendant l'exécution de sa manœuvre par l'offensive ennemie, Napoléon n'avait disposé cette fois pour sa bataille que de forces inférieures à son adversaire : 85,000 contre 150,000[1]. Sa cavalerie n'existait pour ainsi dire pas, et les 100 bouches à feu de sa réserve d'artillerie n'avaient pas encore rejoint. On tira pourtant 39,000 coups de canon[2]. Faute de cavalerie, Napoléon ne put exploiter sa victoire; les pertes considérables qu'elle avait coûtées furent improductives.

LA MANŒUVRE DE BAUTZEN[3].

Les Prussiens et les Russes ont fait prompte retraite; leur nombreuse cavalerie, tenant la nôtre à distance, a dérobé à Napoléon tous leurs mouvements. Que sont-ils devenus? Trois hypothèses sont admissibles. Ils ont pu :

1° Se replier ensemble sur Berlin pour défendre la capitale prussienne;

2° Se replier ensemble par Dresde vers Breslau, sur la grande ligne de communication des Russes et des Prussiens de Silésie. Cette direction aurait l'avantage de les maintenir au contact immédiat de l'Autriche, qu'ils s'efforcent à ce moment même d'entraîner dans la coalition;

3° Se replier séparément : les Prussiens sur Berlin, les Russes sur Breslau, pour y refaire leurs armées.

Dans cette situation embarrassante, Napoléon va mettre en

---

[1] Fain, p. 367.
Ne s'étaient pas trouvés à la bataille :
Les trois divisions d'Oudinot (encore à deux journées en arrière);
Les trois divisions de Lauriston (à Leipzig);
Deux divisions de Bertrand (la 1re seule avait donné);
Une division de la jeune garde (la 1re, Barrois, à cinq journées en arrière);
Une demi-division de la vieille garde (encore à Erfurt);
Les 100 bouches à feu de la réserve d'artillerie;
Le corps de Victor était à trois jours du champ de bataille.
[2] A la Moskowa, 50,000 coups.
[3] Rapprocher la manœuvre de Bautzen de celle de Ligny en 1815.

scène une manœuvre destinée à amener les Prussiens à se séparer des Russes, et à lui donner l'occasion de les assaillir isolément et en flagrant délit de marche.

Tandis qu'avec son gros, il va poursuivre les coalisés sur leur ligne naturelle de retraite de Dresde par Borna, il lancera Ney avec une armée de près de 100,000 hommes dans la direction de Berlin.

Ney, avec son corps, va donc par Leipzig, marcher sur Berlin. En route, il débloquera Torgau, et se renforcera du 7e corps, qu'il reformera sous Reynier avec les Saxons; il recevra les 4,000 cavaliers de Sébastiani, trouvera le corps de Victor près de Wittemberg. Lauriston se tiendra entre nos deux masses pour assurer leur liaison.

« Cela me permettrait, suivant les renseignements ultérieurs que je recevrais, ou de m'en tenir à l'Elbe, ou de déboucher par Wittemberg et de me porter immédiatement sur Berlin. Mais je ne puis pas encore fixer mes idées sur cela. »

8 mai. — Le 8 mai au matin, Napoléon arrive avec son gros devant Dresde, que les Souverains alliés, à l'approche de notre avant-garde, se décident à évacuer. A midi, on prend possession de la vieille ville, mais l'ennemi a rompu les arches du pont de l'Elbe, et une arrière-garde ennemie tient la ville neuve.

Tandis qu'on prépare un passage près de la ville, le colonel Bernard, qui commande le génie de l'armée, réussit à faire passer, avec des échelles, des voltigeurs par dessus l'arche rompue, et, sous leur protection, construit une arche provisoire.

10 mai. — Le 10, notre avant-garde passe l'Elbe.

« Les renseignements sont que les Russes se retirent sur la Silésie, que quant aux Prussiens, il n'en est pas revenu plus de 20,000 de la bataille, et qu'en supposant qu'ils reçoivent en route 10,000 hommes de renfort, ils ne peuvent pas être plus de 30,000 hommes. »

13 mai. — Le 13, Napoléon ignore encore ce que sont devenus les Prussiens.

« Je ne vois pas encore bien, écrit-il à Ney, ce qu'ont fait les Prussiens ; il est bien certain que les Russes se retirent sur Breslau; mais les Prussiens se retirent-ils sur Breslau, comme on le pré-

tend, ou se sont-ils jetés sur Berlin, comme cela paraît naturel, pour couvrir leur capitale? C'est ce que les renseignements que j'attends cette nuit du général Bertrand et ceux que je recevrai probablement de votre côté m'apprendront parfaitement. »

Et, évaluant à 100,000 hommes, dont 6,000 de cavalerie, les forces de Ney (y compris Lauriston), il le dirige sur Lückau,

« où vous serez à 22 lieues de Dresde et à 21 lieues de Berlin, mais en assurant toujours bien vos communications avec Torgau et que le général Lauriston fût demain ou après à Dobrilüg.

« Vous sentez bien qu'avec des forces aussi considérables que vous commandez, ce n'est pas le cas de rester en repos. Dégager Glogau, occuper Berlin, pour mettre le prince d'Eckmühl à même de réoccuper Hambourg et de s'avancer avec ses 5 divisions en Poméranie; m'emparer de Breslau, voilà les trois buts importants que je me propose, et que je voudrais remplir tous trois dans le mois. Par la position que je vous fais prendre, nous nous trouverons toujours réunis, pouvant nous porter sur la droite ou sur la gauche, et avec le plus de masses possibles, selon les renseignements. »

14 mai. — Le 14, à 4 heures du matin, Napoléon a reçu de nouveaux renseignements qui lui montrent que les Prussiens ne se séparent pas des Russes.

« Je reçois, écrit-il à Ney, des nouvelles positives sur le mouvement du général Blücher, du général York, du général Kleist, du roi de Prusse, et des cinq ou six princes de sa famille : tous ont passé le 10 et le 11 sur Kœnigsbrück, venant de Grossenhayn et de Dresde et se rendant sur Bautzen, route de Breslau. Il ne paraît donc pas douteux qu'on dégarnit Berlin, et qu'il n'y a pour couvrir cette ville que quelques cavaliers et le corps de Bulow : cela rend d'autant plus nécessaire le mouvement ordonné (sur Luckau).

« Faites revenir au général Lauriston ce qui lui appartient, afin qu'il puisse renforcer l'armée, si l'ennemi veut recevoir bataille, comme on dit les Russes et les Prussiens réunis. Leur arrière-garde montre 30,000 hommes et beaucoup d'artillerie; ils couvrent la petite ville de Bautzen; ils brûlent les villages, comme dans la dernière campagne.

« J'attends avec impatience des nouvelles de votre armée et les renseignements que vous aurez; mais ceux que j'ai reçus ici, sur

le passage de la plus grande partie de l'armée prussienne par la route de Silésie, sont certains. »

15 mai. — Le 15 enfin, à 10 heures du soir, Napoléon, toujours à Dresde, apprend de façon sûre que les alliés l'attendent à Bautzen, où ils remuent de la terre. Il a donc le loisir de réunir contre eux toutes ses forces pour rendre la bataille décisive.

Tandis que Macdonald, Bertrand, Marmont, Oudinot, la Garde, convergeant vers Bautzen, vont prendre position devant l'ennemi, Napoléon appelle l'armée de Ney par Spremberg pour lui couper la retraite vers la Silésie. Provisoirement le corps de Victor doit rester en avant de Wittemberg, en face de celui de Bülow, qui couvre Berlin.

Immédiatement les ordres partent de tous côtés. Napoléon [1] compte réunir, pour la bataille, 200,000 hommes.

Les Souverains alliés, craignant de s'avouer désemparés à l'Autriche, qu'ils s'efforcent d'entraîner dans la coalition, et à l'Allemagne, qu'ils travaillent par des sociétés secrètes, notamment par le *Tugendbund*, se sont décidés à nous livrer une seconde bataille.

Mais, attribuant leur défaite de Lützen aux difficultés d'un mouvement offensif de 150,000 hommes, ils nous attendent cette fois à Bautzen et sur la position d'Hochkirch, fameuse dans la

---

[1] « L'officier d'ordonnance Laplace, écrit-il à Macdonald le 15 à dix heures du soir, arrive dans ce moment et me fait connaître que vous avez pris position vis-à-vis Bautzen.

« Le général Bertrand avait hier son avant-garde à Klostermarienstern et son quartier général à Camenz ; il doit être aujourd'hui à deux lieues de Bautzen, j'espère que vous aurez communiqué ; il se trouve sur votre gauche. J'ai donné ordre au duc de Reggio de se porter en avant de Bischoffswerda ; par ce moyen les quatre corps seront en ligne.

« Le prince de la Moskova et le général Lauriston sont partis depuis deux jours de Torgau pour tourner Bautzen. Si l'ennemi continue à rester en forces, prenez une bonne position, assurez-la par quelques flèches et liez-vous bien avec le général Bertrand.

« L'arrivée des deux corps, qui font 60,000 hommes, nous mettra dans une grande supériorité.

« Le corps de cavalerie du général Latour-Maubourg, qui va partir, s'organise ; il compte dans ce moment 12,000 chevaux. »

« L'Empereur ordonne, écrit-il à Ney, que vous vous dirigiez, de la position où vous êtes à Herzberg, sur Spremberg sur la Sprée, l'ennemi paraissant se réunir et vouloir tenir dans la position de Bautzen. »

guerre de Sept Ans, position qu'ils ont renforcée encore par des travaux de fortification.

A Bautzen ils sont établis en travers de la route de Breslau, derrière la Sprée.

Leur armée, reconstituée par l'arrivée du corps de Barklay et d'un corps prussien, est d'environ 110,000 hommes.

18 mai. — Le 18, Napoléon ayant fait partir sa Garde de Dresde, à 4 heures du matin, quitte la ville dans la matinée et couche à Hartau près de Bischoffswerda.

De Dresde, le 18 au matin, Napoléon a fait donner au maréchal Ney l'ordre de venir sur Drehsa, pour tourner la droite de l'ennemi.

« Faites connaître au prince de la Moscowa, par un officier intelligent et par un écrit en chiffre, que nous sommes à une portée de canon de la petite ville de Bautzen, que l'ennemi occupe comme tête de pont, et où il a fait des retranchements ; que sur la droite sont placés les Prussiens et sur la gauche les Russes ; que je désire qu'avec le général Lauriston et toutes ses forces réunies, en marche militaire, il se dirige sur Drehsa[1] ; ayant ainsi dépassé la Sprée, il se trouvera avoir tourné la position de l'ennemi ; il prendra là une bonne position ; que je suppose qu'il est dans le cas d'arriver bien entièrement le 19 à Hoyerswerda. Il s'approchera de nous le 19 et le 20 il pourra se porter sur la position[2]. Ce qui aura l'effet ou que l'ennemi évacue pour se retirer plus loin, ou de nous mettre à même de l'attaquer avec avantage. »

LA BATAILLE DE BAUTZEN (20 et 21 mai).

19 mai. — Le 19, Napoléon arrive devant Bautzen, à 10 heures du matin ; il emploie toute la journée à reconnaître les positions de l'armée ennemie.

Cette armée occupe un front d'environ une lieue et demie, ayant à peu près son centre à Bautzen. En arrière, à 6 kilo-

---

[1] Drehsa, près de Klix.

[2] L'ordre du major général diffère pour les dates :

« Vous vous approcherez de nous le 19 et le 20, et vous pourrez le 21 vous porter sur la position, ce qui..... ». (FOUCART, 249.)

mètres, sur le plateau en avant du village de Hochkirch, on voit de la terre remuée indiquant une seconde position.

Quant à l'armée française, sa disposition est la suivante :

A notre droite, Oudinot, dans un terrain accidenté qui annonce le voisinage des montagnes de Bohême, est séparé de l'ennemi par la Sprée. Macdonald est devant Bautzen, Marmont vis-à-vis Nimmschütz, Bertrand à sa gauche. Lauriston, Ney et Reynier s'approchent par la route d'Hoyerswerda. On a envoyé la division italienne Peyri, de Bertrand, pour établir la liaison avec l'armée de Ney; mais cette division, assaillie par le corps d'York, subit un échec que Lauriston venge. Le corps de Lauriston couche à Weissig, ayant derrière lui les corps de Ney (3e) et Reynier (7e).

Le plan de bataille conçu par l'Empereur consiste à immobiliser et user l'ennemi par un combat de front livré avec une partie du gros, tandis que l'armée de Ney tournera sa droite et viendra former, sur ses derrières, l'enclume sur laquelle Napoléon, avec la masse d'attaque, écrasera l'ennemi rompu. Comme Ney ne peut arriver que le 21 sur les derrières de l'ennemi, Napoléon va consacrer la journée du 20 à immobiliser son adversaire, à l'user en lui enlevant sa première position. Et, pour bien limiter à cette tâche l'action de cette première journée, il ne s'engagera qu'à midi.

20 mai. — Nous laisserons de côté la journée du 20 pour ne nous occuper que de celle du 21.

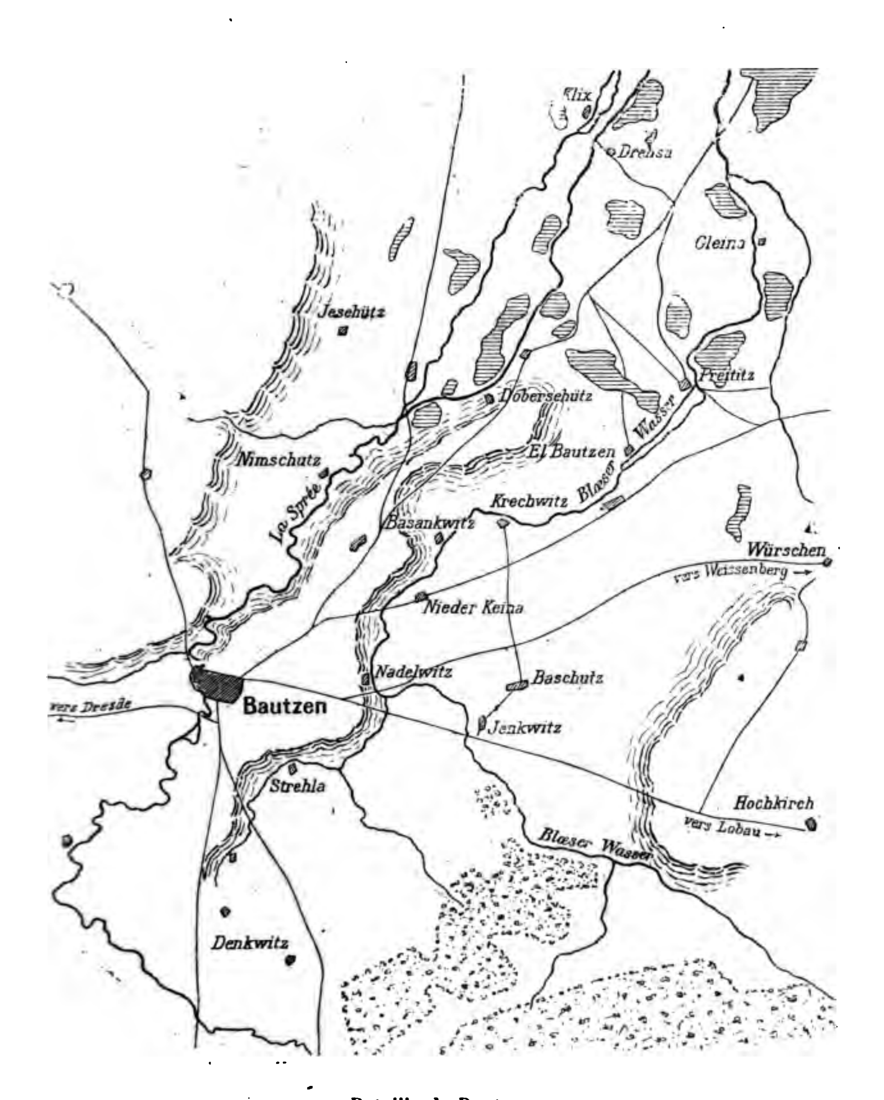
21 mai. — Nous nous contenterons de transcrire, en indiquant les différents actes, le *Bulletin*[1] qui donne la vision précise qu'a eue Napoléon de la bataille. Avec les 60,000 hommes de Ney, il dispose, le 21, de 160,000 hommes contre 100,000 Alliés.

« Le 21, à 5 heures du matin, l'Empereur se porta sur les hauteurs, à trois quarts de lieue en avant[2] de Bautzen.

Combat d'immobilisation et d'usure. — « Le duc de Reggio (Oudinot), soutenait une vive fusillade sur les hauteurs que défen-

---

[1] *Correspondance*, n. 20042.
[2] A l'Ouest.



Bataille de Bautzen.

dait la gauche de l'ennemi. Les Russes, qui sentaient l'importance de cette position, avaient placé là une forte partie de leur armée, afin que leur gauche ne fut pas tournée. L'Empereur ordonna aux ducs de Reggio et de Tarente (Macdonald) d'entretenir ce combat, afin d'empêcher la gauche de l'ennemi de se dégarnir, et de lui masquer la véritable attaque, dont le résultat ne pouvait se faire sentir avant midi ou 1 heure.

Commencement de préparation de l'attaque décisive. — « A 11 heures, le duc de Raguse (Marmont) marcha à 1000 toises en avant de sa position et engagea une épouvantable canonnade devant les redoutes et tous les retranchements ennemis.

« La Garde et la réserve de l'armée, infanterie et cavalerie, masquées par un rideau, avaient des débouchés faciles pour se porter en avant par la gauche ou par la droite (la gauche et la droite de la Garde et de la réserve), selon les vicissitudes que présenteraient la journée. L'ennemi fut tenu ainsi incertain sur le véritable point d'attaque.

Attaque tournante. — « Pendant ce temps, le prince de la Moskowa culbutait l'ennemi au village de Klix, passait la Sprée, et menait battant tout ce qu'il avait devant lui jusqu'au village de Preititz. A 10 heures, il enleva le village ; mais les réserves de l'ennemi s'étant avancées pour couvrir le quartier général, le prince de la Moskowa fut ramené et perdit le village de Preititz.

Accentuation de la préparation de l'attaque décisive. — « Le duc de Dalmatie (Soult)[1] commença à déboucher à 1 heure après-midi. L'ennemi, qui avait compris tout le danger dont il était menacé par la direction qu'avait prise la bataille, sentit que le seul moyen de soutenir avec avantage le combat contre le prince de la Moskowa était de nous empêcher de déboucher. Il voulut s'opposer à l'attaque du duc de Dalmatie. Le moment de décider la bataille se trouvait dès lors bien indiqué.

Attaque décisive. — « L'Empereur, par un mouvement à gauche, se porta en vingt minutes, avec la Garde, les quatre divisions du général Latour-Maubourg et une grande quantité d'artillerie, sur le flanc droit de la position de l'ennemi, qui était devenu le centre de l'armée russe.

« La division Morand et la division wurtembergeoise enlevèrent le mamelon dont l'ennemi avait fait son point d'appui.

« Le général Desvaux établit une batterie dont il dirigea le feu

---

[1] Napoléon avait donné à Soult, arrivé la veille de la bataille, la haute direction de sa gauche formée par le 4e corps (Bertrand).

sur les masses qui voulaient reprendre la position. Les généraux Dulauloy et Drouot, avec 60 pièces de batteries de réserve se portèrent en avant. Enfin le duc de Trévise (Mortier), avec les divisions Dumoustier et Barrois, de la jeune Garde, se dirigea sur l'auberge de Klein-Purschwitz, coupant le chemin de Würschen à Bautzen.

« L'ennemi fut obligé de dégarnir sa droite pour parer à cette nouvelle attaque. Le prince de la Moskowa en profita et marcha en avant. Il prit le village de Preititz et s'avança ayant débordé l'armée ennemie sur Würschen.

« Il était 3 heures après-midi, et lorsque l'armée était dans la plus grande incertitude du succès et qu'un feu épouvantable se faisait entendre sur une ligne de trois lieues, l'Empereur annonça que la bataille était gagnée.

« L'ennemi voyant sa droite tournée, se mit en retraite et bientôt sa retraite devint une fuite.

« A 7 heures du soir, le prince de la Moskowa et le général Lauriston arrivèrent à Würschen. Le duc de Raguse reçut alors l'ordre de faire un mouvement inverse de celui que venait de faire la Garde ; il occupa tous les villages retranchés et toutes les redoutes que l'ennemi était obligé d'évacuer, s'avança dans la direction d'Hochkirch et prit en flanc toute la gauche de l'ennemi, qui se mit alors dans un épouvantable désordre. Le duc de Tarente, de son côté, poussa cette gauche et lui fit beaucoup de mal.

Poursuite (*faute de cavalerie il n'y eut pas de poursuite*). — « L'Empereur coucha sur la route et au milieu de sa Garde, à l'auberge de Klein-Purschwitz. Ainsi l'ennemi, forcé dans toutes ses positions, laissa en notre pouvoir le champ de bataille, couvert de ses morts et de ses blessés, et plusieurs milliers de prisonniers. »

« Nous n'avons pu prendre les drapeaux ; l'ennemi les retire toujours du champ de bataille. Nous n'avons pris que 19 canons, l'ennemi ayant fait sauter ses parcs et ses caissons. D'ailleurs l'Empereur tient sa cavalerie en réserve et, jusqu'à ce qu'elle soit assez nombreuse, il la veut ménager. »

En fait, la bataille avait manqué d'être décisive par la faute de Ney, qui, au lieu de marcher droit sur Hochkirch, où il aurait barré toute retraite à l'ennemi, se laissa entraîner à une action sur sa droite. Il ne se trouva donc pas en mesure de former à temps l'enclume sur laquelle Napoléon comptait écraser les Alliés.

Les Coalisés se retirent en livrant des combats d'arrière-garde; faute de cavalerie, on ne peut les entamer. C'est dans un de ces combats, à Reichenbach, que Duroc est tué.

Pendant ce temps, Oudinot marche sur Berlin.

De la Katzbach, les Alliés se retirent sur Schweidnitz, pour rester à proximité de la Bohême, où se rassemble une armée autrichienne.

A ce moment, l'Autriche s'entremet en vue d'un armistice; elle espère profiter des embarras de Napoléon pour reprendre ses provinces perdues. Résolu à ne pas céder aux exigences de l'Autriche[1], sachant bien que l'armistice n'est demandé par ses adversaires que pour faire rallier leurs renforts et laisser à l'Autriche le temps d'entrer en ligne, Napoléon l'accepte pour faire rejoindre d'immenses levées et sa cavalerie; et il déploie, pendant deux mois, une activité formidable pour se mettre en mesure de faire face à tout. D'une part, il crée une armée en Italie, sous le vice-roi; d'autre part, il appelle les corps en arrière et prépare son théâtre d'opérations.

Il fait de Dresde une immense place forte, fortifie les débou-

---

[1] « Je ne dois pas vous dissimuler, écrit-il le 2 juin au vice-roi, que ce qui me porte à arrêter le cours de mes victoires, ce sont les armements de l'Autriche et le désir de gagner du temps pour que votre armée puisse être campée à Laybach, et avoir deux armées, l'une campée sur la Regnitz (Bavière), et l'autre au camp de Pirna.

« L'insolence de l'Autriche n'a pas de terme : avec un style mielleux, je dirais même sentimental, elle voudrait m'ôter la Dalmatie, l'Istrie et peut-être même plus que jusqu'à l'Isonzo ; elle voudrait démembrer la frontière de Bavière, reprendre la rive gauche de l'Inn, recouvrer la partie de la Galicie qu'elle a cédée par la paix de Vienne. Si on lui cédait ce qu'elle demande maintenant, elle voudrait ensuite l'Italie et l'Allemagne. Certainement elle n'aura rien de moi. »

Et au général Clarke, ministre de la guerre : « Cet armistice arrête le cours de mes victoires. Je m'y suis décidé pour deux raisons : mon défaut de cavalerie, qui m'empêche de frapper des grands coups, et la position hostile de l'Autriche...

« L'armistice sera, je pense, pour tous les mois de juin et de juillet et j'espère que, dans les premiers jours de juillet, le vice-roi pourra camper à Leybach avec 60,000 hommes et 100 pièces d'artillerie, et que les cinq divisions du corps d'observation de Mayence, avec les deux divisions de la jeune garde, ce qui fait sept divisions, pourront se porter sur la Regnitz et au camp de Pirna, et qu'ainsi l'Autriche verra que j'ai 150,000 hommes à lui opposer. »

chés de la Bohême en Saxe, augmente les fortifications de Wittenberg, Torgau et Magdebourg.

« Allons, messieurs du génie, avait-il dit à l'état-major du génie de l'armée, mettez-vous à la besogne, remuez de la terre, abattez des arbres; faites-moi des fossés, des palissades et que votre art seconde l'activité de nos marches, en multipliant sous nos pas les moyens de résistance et d'attaque[1]. »

H. Camon,
Chef d'escadron d'artillerie, breveté d'état-major.

(*A continuer.*)

---

[1] Fain, *Manuscrit de* 1813, t. II, p. 31.

LES

TROUPES DU GÉNIE

Au cours d'un examen, par la Commission de l'armée de la Chambre des députés, des propositions relatives à la réduction de la durée du service militaire en temps de paix, M. le Ministre de la guerre a pris, dit-on, devant la Commission, l'engagement de présenter un projet de loi tendant à la revision de la loi des cadres du 13 mars 1875, qu'il regarde, non sans raison, comme devant être l'un des principaux éléments de la discussion.

Nous ne savons pas du tout où peut bien en être ce projet de loi, mais, dans de récents articles de journal, publiés sous la signature de M. le général Luzeux, nous avons trouvé des indications générales faisant connaître, pour chaque arme, les points sur lesquels devaient porter les nouvelles dispositions organiques à édicter.

En ce qui concerne les troupes du génie, — qui sont du reste les seules dont nous voulons nous occuper ici, — ces indications rappellent, tout d'abord, que le sapeur du génie à toutes fins d'autrefois est devenu impossible, et que avec la réduction du service actif, il est devenu indispensable de régler l'organisation de ces troupes de manière que l'instruction à donner au soldat soit aussi simplifiée que possible et réduite à ce qu'il doit savoir pour tenir, à peu près, sa place dans l'unité dans laquelle il se trouve classé, cette unité étant elle-même spécialisée suivant la branche du service de l'arme à laquelle elle est affectée.

La nouvelle organisation devra tendre également au relèvement des cadres et effectifs des troupes de l'arme qui sont cer-

tainement insuffisants. On peut s'en faire une idée en comparant leur effectif normal ou budgétaire qui est, chez nous, d'environ 12,000 hommes, à celui de l'armée allemande, qui est d'environ 21,000 hommes. On ne peut, dans aucune autre arme, relever pareille disproportion. Elle résulte principalement de ce que, depuis la mise en vigueur de la loi de 1875, les attributions de nos troupes du génie se sont élargies, tandis que leurs cadres et effectifs sont restés à peu près stationnaires. Ainsi, rien n'a été changé sur ce point, quand, en 1894, le génie a pris le service des ponts d'équipage, qui était jusque-là du ressort de l'artillerie et auquel cette arme n'affectait pas moins de 28 compagnies, soit environ 3,000 hommes.

Toutefois, étant donnée l'exiguité de nos ressources, ce relèvement d'effectif ne pourra pas être obtenu aux dépens des autres armes combattantes, mais bien à ceux des troupes d'administration qui figurent, au budget, pour un effectif de 7,000 hommes environ. On sait que l'armée allemande n'entretient point, sur le pied de paix, de troupes de cette dernière catégorie et qu'elle ne s'en trouve pas plus mal pour cela.

Quoique cette situation peu satisfaisante de l'organisation de nos troupes du génie ait été signalée à maintes reprises, il serait injuste pourtant de prétendre que rien n'ait été fait pour l'améliorer. Au contraire, le principe de la spécialisation des unités et des hommes de troupe qui y servent a été adopté partiellement et est passé dans la pratique. C'est en vertu de ce principe qu'ont été organisés, successivement, le régiment des sapeurs de chemin de fer, les bataillons de sapeurs-télégraphistes et de sapeurs-aérostiers et celui qui est affecté aux garnisons de nos possessions du nord de l'Afrique.

A l'heure qu'il est, il n'y a plus que les unités, désignées par la loi de 1875 sous le nom de compagnies de sapeurs-mineurs, qui n'aient point été sérieusement touchées. Ces compagnies qui sont affectées, les unes, au service du génie dans les armées en campagne, les autres, à l'attaque et à la défense des places fortes, sont restées à peu près telles que les a créées ladite loi, si ce n'est que leur nombre a été quelque peu réduit pour faire accepter par le Parlement les formations spéciales que nous venons de citer, et si ce n'est aussi que le Ministre de la guerre a obtenu par un décret la faculté de les répartir dans les bataillons de

l'arme, suivant les besoins du service, ce qui a donné à leur organisation un peu de la souplesse qui lui faisait primitivement défaut.

Mais cette dernière mesure n'a de réelle valeur qu'autant que les unités soient rendues interchangeables. Or, personne ne peut prétendre qu'avec le peu de temps dont on dispose, il soit possible de donner, à tous les hommes de troupe qui servent dans les compagnies actuelles de sapeurs-mineurs, une seule et même instruction. Elle n'a donc que le caractère d'un expédient du moment, et il faut en venir enfin à la seule solution rationnelle, qui est de partager lesdites compagnies en deux catégories distinctes, comprenant, l'une, les compagnies de campagne ou de sapeurs-pontonniers, et l'autre, les compagnies de forteresse ou de sapeurs-mineurs.

C'est surtout vers cette nouvelle classification que devra être orienté, en tout état de cause, tout projet de modification à l'organisation des troupes du génie. C'est aussi d'après elle que devra être basée la fixation de leurs cadres et effectifs. Nous allons donc indiquer comment, suivant nous, il conviendra d'opérer.

En premier lieu, rien n'est à changer dans la disposition légale qui attribue un bataillon du génie à chacun de nos corps d'armée. Seulement ces bataillons seront composés exclusivement de sapeurs-pontonniers. Leur nombre restera ainsi fixé à 20. Chacun d'eux comprendra une compagnie de corps et autant de compagnies divisionnaires qu'il y a de divisions d'infanterie ou de formations équivalentes dans le corps d'armée auquel le bataillon est attaché.

En l'état actuel de l'armée, cinq bataillons auront trois compagnies divisionnaires, ce sont les 6e, 7e, 14e, 15e et 19e bataillons, les quinze autres n'en auront que deux. Le 19e bataillon sera désigné pour marcher avec le corps d'armée colonial lors de la mobilisation. Le nombre total des compagnies de sapeurs-pontonniers s'élèvera alors à 65.

Comme on le voit, nous n'admettons pas qu'ainsi que cela a été proposé, on reconstitue les anciens régiments de pontonniers, non pas seulement parce que la mesure serait fort coûteuse, mais bien parce qu'elle ferait perdre la plus grande partie des avantages que l'on a recueillis en donnant au génie le ser-

vice des ponts d'équipage. Puis aussi, parce qu'avant d'en venir à cette extrémité, il faudrait avoir acquis la certitude que, telles qu'elles sont aujourd'hui ou telles qu'elles seront demain, elles sont et seront dans l'impuissance d'assurer ledit service. Personne n'a encore trouvé le moyen de le démontrer.

Suivant nous, on aura fait le nécessaire quand on aura décidé que, dans chacun des bataillons, la compagnie de corps sera spécialement préposée au service de l'équipage de pont; quand on aura porté à 150 hommes l'effectif de cette compagnie sur le pied de paix; quand on aura soin de n'y admettre que des hommes de constitution très robuste et exerçant, autant que possible, dans la vie civile, des professions appropriées, et quand enfin, on aura rendu tout à fait obligatoires, mais pour cette compagnie seulement, les exercices de pontage, dits de perfectionnement, qui doivent avoir lieu réglementairement aujourd'hui sur le Rhône chaque année.

Il conviendra également, et quoiqu'il puisse en coûter au point de vue des traditions, d'abandonner certaines garnisons assignées aujourd'hui aux régiments du génie, et dans lesquelles ils ne trouvent plus les ressources nécessaires pour leur instruction. Arras et Montpellier sont dans ce cas ; Versailles n'est point non plus à l'abri du reproche, mais cette ville est à proximité de la Seine, et, de plus elle est devenue, pour les troupes du génie, une véritable métropole où il est nécessaire que toutes les parties de l'arme soient représentées.

Donc, les garnisons d'Arras et de Montpellier seront abandonnées. Le régiment d'Arras sera transféré dans une autre ville de la région du Nord, à Compiègne ou à Mézières, par exemple. Quant au régiment de Montpellier, il sera dissous, et ses bataillons seront répartis dans les autres régiments. Toutefois son état-major, sa section hors rang et sa compagnie de conducteurs seront conservés et recevront la destination que nous indiquerons ci-après.

Par suite, nos 20 bataillons de sapeurs-pontonniers seront à à répartir en cinq régiments au lieu de six. Chaque régiment comprendra alors 4 bataillons. On voit par là que nous sommes loin d'être partisan de l'abandon de la formation régimentaire pour les troupes du génie, quoique nous n'ignorions pas les reproches qu'on peut lui adresser. Suivant nous, cette formation

a le très grand avantage d'être éminemment favorable à l'instruction de tous et surtout à celle des cadres. C'est à elle, bien certainement, que les troupes du génie ont dû la valeur qu'elles ont montrée dans toutes les occasions et le remarquable esprit de corps dont elles ont toujours été animées.

La composition des régiments pourra alors être réglée comme il suit :

1er Régiment. — 4e, 5e, 19e et 20e bataillons. — Ce dernier restant détaché à Toul;

3e Régiment. — 1er, 2e, 3e et 6e bataillons. — Ce dernier restant détaché à Verdun;

4e Régiment. — 7e, 8e, 13e et 14e bataillons. — Le 7e restant détaché à Besançon;

6e Régiment. — 9e, 10e, 11e et 12e bataillons;

7e Régiment. — 15e, 16e, 17e et 18e bataillons.

Le bataillon d'Algérie et de Tunisie, qui est actuellement rattaché au 2e régiment, ne figure pas, en raison de sa destination spéciale, dans cette répartition. Il sera constitué en corps de troupe autonome, sur le type des bataillons d'artillerie à pied. En outre, la loi à intervenir devra donner au Ministre de la guerre, la faculté de régler, d'après les besoins spéciaux de ces régions, la composition détaillée des six compagnies de sapeurs que comprend ce bataillon et, bien entendu, dans la limite des crédits budgétaires.

L'organisation à donner aux unités comprises dans la catégorie des sapeurs-mineurs, présente certaines difficultés qui tiennent à ce que l'on ne dispose pas d'indications positives sur lesquelles on puisse tabler pour la régler et surtout pour déterminer le nombre des unités qui doivent en faire partie.

En pareil cas, il reste la ressource d'invoquer des précédents, ce qui revient ici à se reporter à ce qu'avait prévu la loi du 13 mars 1875. On sait qu'aux termes de cette loi, ou de ses considérants, on devait regarder, comme faisant partie de la catégorie dont il s'agit, la 4e compagnie de chacun des bataillons de sapeurs-mineurs, plus le 20e bataillon tout entier, soit 23 compagnies, sur lesquelles étaient prélevées, tout d'abord, les 3 compagnies alors nécessaires pour les garnisons de l'Algérie. Il restait ainsi 20 compagnies.

Mais, indépendamment de leur destination comme troupes de forteresse, la loi de 1875 avait admis qu'elles pourraient encore concourir à l'exécution de certains services d'un intérêt général, tel que celui des parcs du génie aux armées. Grâce à cette assez vague indication, on est arrivé à traiter ces compagnies comme une sorte de réserve dans laquelle on pourrait puiser à volonté. C'est ainsi qu'on en a extrait, d'abord, le 20e bataillon qui a servi à constituer le régiment des sapeurs de chemin de fer, puis les compagnies d'aérostiers, puis une partie de celles qui constituent le bataillon de l'Algérie.

Il en résulte qu'à part les 6 compagnies stationnées dans les places fortes de l'Est et du Sud-Est, il ne reste plus, disponibles, qu'un nombre insignifiant de compagnies de forteresse, et, encore, n'a-t-on pu donner aux bataillons attachés aux divers corps d'armée le nombre de compagnies qui leur revenaient normalement. Ainsi, aujourd'hui, par exemple, il manque une compagnie à chacun des 6e et 20e bataillons de sapeurs-mineurs.

Suivant nous, ce qu'il y a de mieux à faire, c'est de revenir à la disposition qui existait dans les régiments du génie avant 1875, et qui consistait à donner deux compagnies de mineurs à chacun d'eux. En supprimant ces compagnies, le législateur de 1875 a commis une erreur, pourtant excusable à certain point, car on avait conservé alors le service de cinq ans.

Les régiments dans lesquels sont répartis les bataillons de sapeurs-pontonniers, devront donc être dotés, de nouveau, de deux compagnies de sapeurs-mineurs constituant, dans chacun d'eux, un groupe spécial ou demi-bataillon, placé sous les ordres d'un chef de bataillon. A ces groupes seront rattachées, mais en surnombre, les six compagnies affectées, d'une manière permanente, aux places de Verdun, de Toul, d'Épinal, de Belfort, de Briançon et de Nice.

Nous admettons, en outre, que ces compagnies conserveront le rôle de *réserve éventuelle*, non pas pour que l'on puisse en tirer des éléments pour des formations nouvelles, permanentes, mais bien pour qu'on les trouve sous la main, en cas d'événements ou de détachements non prévus par la loi. On pourra aussi même donner, à ces compagnies, la mission de constituer et de fournir les détachements de sapeurs-cyclistes ou autres, qui seraient appelés à marcher avec les corps de cavalerie indépendants.

Dans ces conditions, la catégorie des sapeurs-mineurs compterait 16 compagnies. Peut-être trouvera-t-on ce chiffre par trop modeste? Cependant nous croyons qu'il sera suffisant, pourvu que le Ministre de la guerre ait la faculté de remplacer, sans recourir à la voix législative, les compagnies qui auraient reçu des missions spéciales, dans le cas où ces missions devraient être de longue durée et, par exemple, dépasser celle d'une année.

Nous proposons encore de réunir, dans un régiment à organiser, les bataillons de sapeurs-aérostiers et de sapeurs-télégraphistes, qui sont en ce moment rattachés respectivement aux 1er et 5e régiments, pour lesquels ils constituent une lourde charge sans aucune espèce de compensation. On sait que, dans l'armée allemande, ces spécialités forment un régiment parmi les troupes dites de communication. Le nouveau régiment, qui prendra ou gardera le n° 2, sera formé, absolument sans frais, en utilisant l'état-major du régiment de Montpellier dont nous demandons la dissolution. Toutefois la musique ne sera pas conservée et avec les éléments en provenant numériquement, on créera deux fanfares, sur le modèle de celles des bataillons de chasseurs à pied, lesquelles fanfares seront affectées, l'une au nouveau 2e régiment et l'autre au 5e.

Enfin, puisque nous en trouvons l'occasion, nous renouvelons la proposition qui a déjà été faite de supprimer, dans chacune des compagnies du génie, l'unique tambour qu'elles doivent compter dans leurs cadres et de le remplacer par un second clairon. Dans des troupes qui, par la nature de leur service, doivent le plus souvent marcher isolées, cet unique tambour n'est qu'une cause d'embarras et ne sert absolument à rien.

En supposant que toutes nos propositions soient admises, les troupes du génie comprendront dans leur ensemble 116 compagnies, savoir :

65 compagnies de sapeurs-pontonniers, réparties en 20 bataillons,

16 — de sapeurs-mineurs, réparties en 5 groupes ou demi-bataillons,

6 — de sapeurs d'Algérie et de Tunisie, formant un bataillon,

12 compagnies de sapeurs de chemin de fer, réparties en 3 bataillons,
6 — de sapeurs-télégraphistes, formant un bataillon,
4 — de sapeurs-aérostiers, formant un bataillon.
7 — de sapeurs-conducteurs (une compagnie par régiment).

Il y aura ainsi, sauf erreur de notre part, neuf nouvelles compagnies à créer. Quant au nombre des régiments, il restera ce qu'il est aujourd'hui.

Nous croyons qu'avec cette organisation des troupes, on pourra regarder les divers services qu'elles doivent assurer comme étant dotés convenablement, mais il ne faut pas s'y tromper : les fixations que nous proposons sont des fixations minima au-dessous desquelles on ne peut descendre sans compromettre la bonne exécution desdits services. Si nous n'avions tenu à rester dans le domaine des dispositions faciles à réaliser aujourd'hui, nous aurions demandé, par exemple, que chacun des bataillons de sapeurs-pontonniers ait deux compagnies de corps au lieu d'une. Il y aurait grand avantage à ce que le commandement ait toujours sous la main, un noyau sérieux de travailleurs exercés, et, d'ailleurs, c'est en émiettant le moins possible, les troupes du génie que l'on en tire le meilleur parti.

Peut-être aussi conviendrait-il de donner un bataillon de plus au régiment des sapeurs de chemin de fer, mais nous ne connaissons pas assez la question pour en faire l'objet d'une proposition précise.

Il nous reste maintenant à traiter la question des voies et moyens d'exécution de nos propositions ainsi réduites :

En ce qui concerne les hommes de troupe, la création des 9 nouvelles compagnies absorbera, à raison de 112 hommes par compagnie	1.008 hommes.
Le renforcement de l'effectif des 20 compagnies de corps, à raison de 38 hommes par compagnie, absorbera	760 —
Pour la section hors-rang du bataillon d'Algérie environ	22 —
Soit au total.	1.790 hommes.

Si, comme le pense M. le général Luzeux, l'effectif des troupes d'administration peut être réduit de 2,000 hommes, on voit que, du côté des hommes de troupe, il n'y a aucune difficulté et aucun frais à prévoir,

Pour les officiers, les augmentations d'effectif seront les suivantes :

5 chefs de bataillon pour les 5 demi-bataillons de sapeurs-mineurs ;

19 capitaines, y compris le major du bataillon d'Algérie ;

20 lieutenants, y compris les officiers comptables du même bataillon ;

Soit un nombre total de 44 emplois d'officier dont la création entraînerait une dépense annuelle de 200,000 francs. Nous croyons qu'elle peut être atténuée ainsi qu'il suit :

D'abord la création des cinq nouveaux emplois de chef de bataillon peut, sans grand inconvénient, être compensée par la suppression d'un nombre à déterminer d'emplois de capitaine de l'état-major particulier.

En second lieu, nous renouvelons la proposition qui a été faite de confier les emplois de comptable, dans les régiments du génie, à des officiers d'administration de l'arme, et comme cela se fait dans les régiments d'artillerie, de faire tenir l'emploi de porte-drapeau par un adjudant ; 14 capitaines et 16 lieutenants deviendraient ainsi disponibles, et l'augmentation finale se réduirait à 5 capitaines et 4 lieutenants. La dépense serait alors tout à fait insignifiante.

Nous ne croyons pas sortir de notre sujet en disant, en terminant, quelques mots de l'emploi des troupes du génie dans le service colonial. On sait que la loi, récemment mise en vigueur, ne les y admet qu'à titre exceptionnel et que, les regardant comme une quantité négligeable, elle ne les a pas comprises dans l'organisation des troupes coloniales proprement dites. Pourtant, c'est aux colonies, et surtout pendant la première période d'occupation, que l'emploi des troupes du génie se trouve le plus particulièrement indiqué et que l'on en tire le parti le plus fructueux. L'histoire de la conquête de l'Algérie le prouve surabondamment et Dieu sait la bonne besogne qu'elles y ont faite. On répète, il est vrai, sur tous les tons, que nos sol-

dats coloniaux sont aussi débrouillards que braves, qu'ils sont en état de se tirer toujours d'affaire eux-mêmes, que nos artilleurs peuvent, du jour au lendemain, se transformer en sapeurs; il n'en est pas moins une foule de cas, tel que celui tout récent de Tien-Tsin, où toutes ces belles qualités se trouvent en défaut. On sait que lors de l'attaque de cette ville, la colonne française ne put sortir d'une situation très critique que grâce à l'assistance qu'elle reçut de la colonne japonaise qui opérait aux environs et qui, mieux outillée que la nôtre, comprenait une vraie compagnie de sapeurs du génie. Ce jour-là, nos braves coloniaux se sont montrés, au point de vue de l'organisation et de la tactique, inférieurs aux Japonais.

A notre avis donc, non seulement les troupes du génie n'auraient pas dû être exclues de notre armée coloniale, mais bien y figurer en quelque sorte à profusion. Elles devraient y comprendre au moins quatre régiments recrutés en grande partie parmi les populations indigènes. L'un des régiments aurait été affecté à l'Afrique occidentale, un autre à l'Indo-Chine, un à Madagascar et le quatrième aurait été établi en France, avec charge d'assurer la relève. Puis, en créant à côté de ces régiments un état-major particulier pourvu du personnel nécessaire, on aurait obtenu un corps de génie colonial possédant toute la consistance désirable. La création de ce corps n'aurait d'ailleurs rien coûté, car on l'aurait compensée par des réductions équivalentes dans l'infanterie et dans l'artillerie, sans qu'il dût en résulter un réel affaiblissement de nos forces.

Toutefois, le nouveau corps n'aurait été réellement viable qu'à la condition d'être rattaché au corps du génie métropolitain, afin que le personnel en faisant partie ne soit pas condamné à servir aux colonies indéfiniment. C'eût été, il est vrai, une dérogation au principe de l'autonomie des troupes coloniales, sur lequel on a tenu à baser leur organisation. Mais il aurait été facile de justifier cette dérogation en même temps qu'on aurait trouvé une occasion de démontrer que l'autonomie, telle qu'elle a été comprise par la loi, s'en va, le plus souvent, à l'encontre des intérêts généraux et particuliers qu'elle est censée sauvegarder.



ÉTUDE

SUR LE

SERVICE EN CAMPAGNE

ET LA DEUXIÈME PARTIE

DES

RÈGLEMENTS DE MANŒUVRES

DE L'INFANTERIE[1]

Voici comment parlaient à nos anciens, dont quelques-uns sont encore aujourd'hui nos grands chefs, l'ordonnance du 4 mars 1831 et surtout cette belle édition du *Service des armées en campagne* du 3 mai 1832, toute rayonnante encore de la prestigieuse compétence guerrière des grands survivants de l'Épopée :

« Dans les combats et les opérations, on cherche toujours à prendre l'offensive et à réduire l'ennemi à la défensive, mais pour se livrer avec sécurité à une telle entreprise il faut être le plus fort en nombre et en qualité de troupes *et avoir à agir sur un terrain d'un abord facile et favorable à l'attaque*. Comme il y a toujours un point important et décisif, il faut tout disposer pour attaquer ce point avec une force supérieure[2]. »

Voilà donc comment parlait le « service en campagne de 1832 », « fruit de l'expérience acquise pendant plus de deux

---

[1] Voir la livraison de juin 1902.
[2] Service des armées en campagne, du 3 mai 1832. Titre XIII,

siècles », dit le général Berthaut, « et principalement pendant les campagnes de la République et de l'Empire qui avaient permis de poser les principes fondamentaux de la guerre [1]. »

C'est en les abjurant que l'*Instruction sommaire pour les combats, de* 1867, nous réduisit bien vite à la douloureuse hésitation des compagnies, à l'incertitude des bataillons, au recul, enfin, par ordre, des régiments du 4e corps à Gravelotte, à l'inaction et au sacrifice du 6e corps à Saint-Privat, succédant à l'inerte attente du plus glorieux de nos maréchaux, du héros de Malakoff et de Magenta, sur les plateaux de la rive droite de la Sauër pendant toute la matinée du 6 août.

Voilà, il est permis de le craindre, où nous mèneraient encore ces tenaces vestiges de l'obsédant et rigide formalisme qui, tel qu'une hydre aux têtes renaissantes, s'est abattu de nouveau. voici trente ans passés, sur notre vieille et crâne infanterie, si alerte et si souple, si belle de tout l'esprit d'initiative et d'agression des règlements de 1831 et 1832, tout emplis de l'horreur de l'épure et de la honte de l'inaction, pour la maintenir, malgré tout ce que nous faisons pour nous en délivrer, sous le régime de cette tactique linéaire que déjà le prince de Ligne appelait la *tactique de porcelaine, parce que*, disait-il, *elle ne pouvait que se briser partout* [2].

Nous ne pouvons vraiment pas résister à la tentation de montrer encore, à ce propos, la jolie et si juste esquisse que le clairvoyant et spirituel rêveur du *Songe d'une Nuit d'été* nous dessine, du vrai combat rationnel de l'infanterie.

Fantassin des plus éveillés, notre songeur est un réactionnaire, aussi résolu que sensé, contre l'abus de l'*ordre dispersé* à outrance, né et devenu bien vite, comme il est encore chez nous, rigide et formaliste, dans l'infanterie prussienne, aussitôt après la guerre [3].

L'ordre dispersé, c'était l'abus de cette nouvelle manière de combattre, essayée avec succès par la garde prussienne, sous

---

[1] Général Berthaut, *Marches et Combats*, Introduction.

[2] *Songe d'une Nuit d'été, raconté par un vieux fantassin.* — Paris 1888.

[3] Capitaine Gérome, *Essai historique sur la Tactique de l'infanterie*, et Capitaine Deville, *Tactique du champ de bataille en Allemagne, depuis* 1870 (*Journal des Sciences militaires*, janvier 1902), renseignent sur cette évolution et sur les discussions qu'elle alimente depuis 30 ans chez nos voisins.

l'impérieuse nécessité des circonstances, pour l'attaque du Bourget (30 octobre 1870) et dont le duc Guillaume de Wurtemberg[1] nous a conservé le récit après avoir démontré, par l'expérience des combats antérieurs, que « *l'attaque en ligne en terrain découvert était un sacrifice d'hommes inutile* ».

Or, l'auteur allemand, convaincu que, même à la guerre, « le rang serré et même le maniement d'armes sont d'une absolue nécessité et qu'au milieu même du combat ce sont de puissants moyens pour remettre en mains calmes, fermes, solides, à la voix de leur chef, des soldats prêts à rompre en désordre », comme le dit et l'a vu le général Philebert[2], l'auteur allemand, donc, en cette amusante, philosophique et si suggestive dissertation sur l'ordre dispersé et l'ordre serré qu'est le *Songe d'une Nuit d'été*, veut démontrer que si la tactique dite de l'ordre dispersé, « *au lieu de rester stationnaire, avait fait des progrès dans l'art d'utiliser le terrain, la dispersion à outrance, tactique linéaire, indirigeable, immaniable, aurait été épargnée à l'infanterie prussienne et qu'elle eût été plus avancée dans cet art* » qu'elle ne l'était, paraît-il, en 1887, année où fut rêvé le *Songe d'une Nuit d'été*[3].

Depuis, nous le savons, sous l'impulsion vigoureuse et persuasive de Guillaume II, cette infanterie a su faire de très intéressants progrès, et les lecteurs du *Journal des Sciences militaires* n'ont pas oublié cette si instructive relation des « Manœuvres impériales de 1899 », publiée ici même sous le titre : *La Tactique allemande d'après les grandes manœuvres.*

Ils y ont vu, en particulier, que « la formation du bataillon de première ligne n'est plus une ligne mince, presque rigide, immaniable, de compagnies déployées tout entières, *mais une ligne de petits groupes ou essaims, utilisant les plus petits abris du terrain pour s'abriter et observer l'ennemi. Il faut remarquer,* ajoute le narrateur, *que toutes les armes font en ce moment de grands progrès dans l'art d'utiliser le terrain*[4]. »

---

[1] Duc Guillaume DE WURTEMBERG, *Mode d'attaque de l'infanterie prussienne après la campagne de* 1870-1871. — Traduction de CONCHARD-VERMEIL, Tanera 1873, pages 16, 23, 24 à 26.

[2] Général PHILEBERT, *l'Infanterie perd son temps*, page 47.

[3] *Songe d'une Nuit d'été*, page 45.

[4] *Journal des Sciences militaires*, décembre 1899.

Voici donc notre Songeur d'une Nuit d'été, sans doute bien content, car c'est désormais, chez nos voisins et rivaux en progrès militaires, une réalité que son rêve d'une tactique qui *ne soit plus en porcelaine, mais*, comme il l'a demandé [1], « *en caoutchouc*, que sa fragilité n'expose pas aux accidents du terrain, mais s'y prête au contraire d'une façon élastique. *Les formations de cette nouvelle tactique doivent être simples, flexibles, extensibles, indéchirables; elles doivent p endre tous les aspects, mais revenir toujours à leur forme primitive; le problème de la tactique de l'avenir est de combiner, avec le rang serré et la discipline, l'art d'utiliser le terrain.* »

« *Seules*, dit-il un peu plus loin, *les troupes qui ne connaissent que le rang serré et qui ont été exercées de la façon la plus sévère à se sentir les coudes* peuvent sans inconvénient s'éparpiller temporairement par files ou individuellement, car elles sont ainsi certaines de se retrouver toujours et de se rassembler rapidement. *Seules, ces troupes excelleront à traverser avec rapidité et souplesse n'importe quel terrain.* »

Eh bien! oui, le *Songe d'une Nuit d'été*, l'infanterie allemande le réalise aujourd'hui avec ses « *essaims* », petits groupes constitués, utilisant les plus petits abris du terrain, d'abord sous les rafales de l'artillerie nouvelle, puis sous la grêle, bien autrement drue, de la fusillade, « *pour se glisser, pour se drainer de proche en proche* [2] » non en se règlant sur une fragile et incertaine direction au centre, *mais sur le seul but de l'objectif indiqué, sans autre préoccupation que d'y arriver entiers et prêts à frapper l'adversaire.*

Ces essaims, nous avons tous pu les voir, s'essayer chez nous, aux manœuvres des 8ᵉ et 13ᵉ corps en 1898, mais combien incomplète fut l'expérience! Combien peu concluante! Vite, la force de l'habitude, *l'invétérée tendance à l'épure apprise, le formalisme de cette* « *chaîne* » *qu'est toujours, sous un autre nom, notre* « *ligne de combat* », réglementée sur la place d'exercices, de la compagnie « *tout entière en ligne sur un rang* », reprenaient le dessus.

---

[1] *Songe d'une Nuit d'été*, page 45.
[2] Conférence par M. le capitaine breveté TANTOT, du 49ᵉ régiment d'infanterie. (Janvier 1901.)

Et si malgré les ordres du général directeur, imprimés et distribués à tous quelque temps avant les manœuvres, l'expérience de l'infiltration du champ de bataille par les essaims n'a pas été plus concluante, ce n'a pas été faute de bonne volonté ni de foi de la part des chefs de tout grade, mais inévitable conséquence fatale de leur inexpérience et de l'inaccoutumance de la troupe dressée à faire toute autre chose jusque-là, suivant la juste loi de ses règlements de manœuvre.

« Le soldat ne fait pas à la guerre ce qu'il faut qu'il fasse, mais ce qu'il a appris à faire, » nous dit Souvarow[1], ce dresseur d'hommes par excellence, partageant en ceci la conviction du maréchal de Saxe. Quant au chef, lisons-nous dans Rustow, « *les formes de la place d'exercices lui remplissent trop souvent l'esprit de formules et de préjugés qui l'empêchent de comprendre les circonstances quand la nécessité fait loi*[2]. »

Ce n'est donc pas un mois ou deux avant les manœuvres d'automne qui, aux termes même du rapport sur notre service en campagne actuel, « résument et consacrent toute l'instruction annuelle [3] », mais dans la progression même de cette instruction et *dès son début*, qu'il faut apprendre au soldat ce qu'il faudra qu'il fasse à la guerre, comme le veulent le maréchal de Saxe et Souvarow et après eux, plus près de nous, Waldersee et le maréchal de Castellane[4].

Ce n'est pas dans des *instructions*, quelque ingénieuses qu'elles soient, distribuées en cours d'armée par tel ou tel grand chef, mais dans les textes des règlements mêmes que le gradé doit trouver, ainsi que l'indique la préface de notre décret sur le service en campagne, les jalons de « sa ligne de conduite en vue du combat[5]. »

Et quant à ce qu'il faudra que le soldat fasse à la guerre,

---

[1] Général Dragomiroff, *Sur Souvarow* (*Revue de Paris*, 15 octobre 1900).

[2] Rustow, *l'Art militaire au XIXe siècle*, Tome Ier, page 209.

[3] Règlement du 29 juillet 1884, 15 avril 1894. Titre I, n° 50 ;
Règlement sur le service des armées en campagne. Rapport au Président de la République. Titres I et XIV.

[4] Voir ouvrages déjà indiqués et *Souvenirs du maréchal de Castellane*. Tome Ier, page 463.

[5] Règlement sur le service des armées en campagne. Rapport au Président de la République. Titre XIV.

quant à la ligne de conduite que dès le temps de paix on peut montrer aux cadres en vue du combat, pas de meilleur guide, pas de phare plus lumineux que cette règle rappelée par Napoléon dans ses Commentaires[1] : « A la guerre, tout est simple et de pure exécution : il n'y a rien de vague, tout y est bon sens. »

C'est le « en définitive, de quoi s'agit-il » ? de Verdy du Vernois; c'est aussi le général Maillard disant avec tant de sagesse : « On peut indiquer les principes sur lesquels repose une manœuvre ; quant à la manœuvre elle-même, elle appartient à l'art et dépend de l'artiste[2]. »

Que nous voilà loin, vraiment, de notre compagnie de porcelaine, tout entière en ligne sur un rang de 150 mètres avec direction au centre !

De même que Caton l'Ancien, dans sa méfiance systématique et clairvoyante envers l'ennemi héréditaire de sa patrie, ne montait jamais à la tribune du sénat que pour dire, « Delenda est Carthago ! », disons et redisons de même toutes les fois que nous en trouvons l'occasion : « Il faut ôter, il faut détruire du texte de nos règlements, *d'ailleurs excellents et significatifs pour qui veut bien seulement se donner la peine de les lire, il faut arracher et calciner, pour que rien n'en renaisse plus jamais, toute cette malencontreuse gêne,* toute cette idée fausse et dangereuse de la compagnie d'infanterie tout entière sur un rang avec direction au centre, dès que, dans sa marche d'approche, elle arrive à 1300 mètres de l'ennemi[3], *contradiction, négation de tout ce que les deuxièmes parties de notre* 15 *avril* 1894 *nous donnent, en somme, de si précieux, en nous ôtant par la teneur, irréfléchie sans doute, de quelques-uns de ses alinéas, tout moyen d'en tirer bénéfice.* »

Le voilà le « leitmotiv » annoncé tout à l'heure, le *Delenda Carthago*, et nous ne sommes pas seuls à l'affirmer ainsi ; nous l'avons vu, nous avons de hauts patrons, d'éloquents exemples : c'est l'autorité puissante des maîtres de tous les temps et de

---

[1] *Commentaires militaires de Napoléon*, Tome X, page 216.

[2] Lieutenant-colonel ROUSSET, *l'Art de Frédéric II* (*Revue de Paris*, avril 1897).

[3] Règlement du 29 juillet 1884, 15 avril 1894. Titre III, 2e partie, chap. II, art. 1er, n° 164.

toutes les armées, dont nous venons de rappeler la parole et de citer quelques propos, quelques conseils ; c'est l'enseignement des guerres les plus récentes et particulièrement de cette guerre du Transvaal, grande et grave leçon pour nous à bien des titres, et dont tout à l'heure nous essayerons de faire quelque peu notre profit sur certains points de notre métier[1] ; c'est enfin, dans les plus hauts grades de notre armée même, l'assentiment, l'approbation, la confraternité de sentiments la plus précieuse ; par exemple, voici comment l'un de nos plus grands chefs a bien voulu nous faire l'honneur de nous dire ce qu'il en pense :

« Il est probable que le règlement nouveau nous fera faire un grand pas en avant ; on cherche à en ôter cette rigidité, ce formalisme dont on trouve trace par-ci, par-là, dans notre règlement actuel[2] qui permet d'ailleurs certainement de bien faire quand on l'applique judicieusement. »

L'appliquer judicieusement, tout est là ; c'est à l'appliquer judicieusement, c'est-à-dire « *en raison du terrain et des circonstances* », « en artistes », et dans la vieille note française des règlements de 1831 et de 1832, *élan, action, esprit d'agression et d'initiative*, et non plus jamais dans la conduite problématique, ou plutôt impossible, de longues lignes fragiles de 150 mètres avec

---

[1] Il y a tout profit à lire, à ce propos, dans la livraison de février 1902, du *Journal des Sciences militaires : Enseignements à tirer au point de vue de la tactique générale de la guerre de l'Afrique du Sud*, par le capitaine NIESSEL.

[2] Il ne s'agit évidemment ici que des « deuxièmes parties » des cinq titres de notre règlement actuel (15 avril 1894), car le formalisme de pure et simple correction militaire, objet des « premières parties », ne peut être mis en discussion, quant à son principe.

Le « rang serré » et ses applications quotidiennes, dans le service intérieur, le service des places, les prises d'armes publiques, revues, honneurs, etc., a toujours été, reste et restera toujours :

1° Le principe de discipline, base de toute éducation et de toute instruction militaire ;

2° Le principe d'ordre et de cohésion indispensable au maniement sur des masses à la guerre ;

3° Le principe de majesté et de prestige nécessaire à toutes les manifestations publiques, en temps de paix, d'une force militaire digne de ce nom.

Pour la conservation de ces trois éternels principes d'existence d'une force armée, il faut un « formalisme » de manœuvre à rangs serrés, mais il est facile de le concevoir aussi simple, souple, alerte, intelligent que correct, silencieux et imposant. (*Note de l'auteur.*)

direction au centre voilà, à quoi tendre l'effort de notre volonté guerrière.

Et tout d'abord, bien entendu, à faire, selon Souvarow et le maréchal de Saxe, de nos soldats, de sûrs et utiles camarades de combat [1], *prêts à n'importe quel acte de force ou d'adresse*, ayant appris à faire tout ce qu'il faudra qu'ils fassent en présence de l'ennemi, c'est-à-dire à la guerre, « à la guerre où tout est simple, où tout est de pure exécution, où rien n'est vague, où tout est bon sens », a dit Napoléon [2].

Voilà encore notre « leitmotiv » ; il ne diffère guère, en somme, d'un air fort simple qui court d'un bout à l'autre de nos excellents *Règlements de manœuvre* (2e *partie*) *et du Service en campagne*, et que le moindre élève-caporal devrait savoir fredonner, puisque c'est au titre II qu'il commence sur cette note (n° 250) : « Le véritable but du combat est d'entamer l'adversaire ; l'art d'utiliser le terrain en est le moyen [3] ; » tandis que c'est l'instruction sur le service en campagne qui donne le refrain : « L'instructeur apprend au soldat à utiliser les accidents du sol, pour se porter, en toutes circonstances de manière à bien voir au loin sans se découvrir (voir sans être vu) et pour dérober sa marche de position en position [4] », et les couplets suivants (titre III) : « C'est le capitaine qui fait prendre à sa troupe les formations les plus favorables pour la soustraire aux vues et aux coups de l'ennemi, en progressant d'abri en abri pour chercher à s'établir sur une position très rapprochée de l'objectif, et, cet objectif, ce point voulu, le capitaine, le chef de bataillon (titre IV) ne doivent pas hésiter à l'enlever, quand il leur est possible, en brusquant l'attaque par un coup d'audace. »

Au « service en campagne [4] », la ritournelle : « Les chefs des plus petites fractions, comme ceux des grandes unités, doivent agir à tout instant non seulement en vue de leur mission spéciale, mais au mieux de l'intérêt général. »

---

[1] Commandant Maillard, *Cours de Tactique appliquée d'infanterie à l'École supérieure de guerre en* 1884-1885.

[2] *Correspondance militaire de Napoléon*, Tome X, page 216.

[3] Règlement du 29 juillet 1884, modifié par décision du 15 avril 1894, sur l'exercice et les manœuvres de l'infanterie. Titres II, III, IV, V.

[4] Instruction pratique provisoire du 24 décembre 1896, sur le service de l'infanterie en campagne. IIe partie, chap. 1er.

En résumé, et sans phrases, de quoi s'agit-il ? D'aller dire à l'adversaire sous le nez et dans les yeux : *Ote-toi de là que je m'y mette !* et l'affaire faite, de pouvoir dire aussi l'immortel : *J'y suis, j'y reste !*

Toute la loi et les prophètes tiennent dans ces deux commandements, et malgré tous les canons à rafales fauchantes et tous les fusils plus ou moins automatiques qu'on expérimente, paraît-il, en ce moment à Spandau, voilà toute la philosophie du combat; il n'y en aura jamais d'autre! Les rafales de l'artillerie, pas plus que la grêle de l'infanterie, n'y changeront rien ! La petite fête durera plus longtemps, voilà tout[2]; elle ne finira que lorsque le *plus fort* sera prêt à frapper ferme, *à fond et sans merci.*

Certains prétendent à ce sujet qu'il n'y a généralement pas plus d'assaut dans les batailles que de véritables charges de cavalerie; sans discuter avec ces sceptiques, qu'il serait aisé de contredire par de nombreux et glorieux exemples, sans leur faire l'offense de les confondre par ce proverbe : « On croit volontiers ce qu'on désire », admettons que lorsque le plus fort sera prêt à frapper ferme, à fond et sans merci, son geste seul suffira pour faire comprendre à l'autre, au vaincu, que c'est la *fin de la manœuvre* et, à la fois, *la critique*.

Mais si l'autre ne veut rien savoir, et si pour le mettre à la raison, décidément, il faut monter à l'assaut, après tout, est-ce si dur en soi-même ? Comme nous le disions l'an dernier, une fois qu'on est à pied d'œuvre, si l'on a quelque cœur à l'ouvrage, rien n'est plus simple, et puis, on ne peut plus s'en aller qu'en avant, traduction libre de ce conseil du titre XIV du service en campagne : « *Une fois en marche pour l'assaut, la meilleure manière de diminuer le danger consiste à aborder l'ennemi le plus tôt possible*[3]. »

Le dur, c'est d'arriver à pied d'œuvre, *fort et prêt à frapper*, c'est-à-dire avec le moins de casse possible sur les 2,500 mètres du voyage d'approche et de la traversée des zones de la mort,

---

[1] Règlement sur le service en campagne. Titre XIV, chap. V, art. 138.

[2] Lieutenaut-colonel ALLASON, *la Poudre sans fumée, les Nouvelles Armes et la Tactique*, déjà cité, pages 14 et 38.

[3] Règlement sur le service des armées en campagne. Titre XIV, chap. V, n° 138.

et le moyen, qui nous le donnera ? *Aucune formation préconçue, réglée et répétée à l'avance, apprise en temps de paix, de lignes ni de colonnes,* « *aucun dogmatisme, aucune formule*[1], » nous dit, après tant de grands et vrais esprits militaires, le lieutenant-colonel Rousset dans son étude sur Frédéric et Napoléon. « Il n'y a pas d'ordre naturel de bataille[2] », voilà, en résumé, ce que nous enseigne avec le grand Empereur notre règlement sur le service en campagne qui ne veut connaître que les circonstances et le terrain.

Le moyen, qui nous le donnera ? Seulement, avec le cœur et la volonté pour guides, le savoir-faire et le bon sens pour outils, cette résolution que Dragomiroff veut voir à nos camarades Russes de n'être jamais cause de la perte inutile d'un soldat.

Or le savoir-faire, le bon sens, le pouvoir de n'être jamais cause de la perte inutile d'un de nos bons camarades de combat, pour nous, fantassins, ce ne peut pas être autre chose que l'utilisation du terrain, moyen du n° 250 du titre II, et avec ce moyen, et, en fonctions de lui-même :

L'utilisation de la nuit ;
La fortification du champ de bataille ;
Les méthodes de la guerre de siège,... et, enfin,
Le feu de l'infanterie.

Le feu, c'est un sujet suffisant pour remplir des livres entiers.

Néanmoins, proposons-nous d'essayer aujourd'hui une courte dissertation sur ce sujet, car il ne paraît pas possible de s'intéresser sérieusement à l'action du fantassin en présence de l'ennemi, sans notions sur l'art pratique de la connaissance et de l'emploi de notre feu.

Quant aux trois premiers moyens, ils vont inspirer successivement les quelques considérations qui suivent sur les tendances actuelles de la conduite des troupes au combat par l'instinct

---

[1] Lieutenant-colonel Rousset, *l'Art de Frédéric II* (*Revue de Paris*, mars-avril 1897, page 48).

[2] Service en campagne. Titre XIV, article 137, et *Mémoires de Napoléon*. (Voir capitaine Gérome, *Essai historique sur la Tactique de l'infanterie depuis l'organisation des armées permanentes*, page 109.)

du *temps et du savoir-faire,* mises à la mode du jour, d'après les renseignements de l'année écoulée.

Utilisation de la nuit. — D'après une relation très sûre, très documentée, des manœuvres impériales de 1899, nous savons que « pour obtenir la surprise, éviter les pertes exagérées et les difficultés sanglantes liées au mouvement en terrain découvert, l'empereur d'Allemagne recommande à ses généraux d'utiliser la nuit pour se rapprocher de l'ennemi, masser les troupes et engager l'action à la pointe du jour, ce qui peut amener des combats de nuits partiels pour la possession des localités et des points d'appui ; l'artillerie allemande même est exercée à atteindre ses positions et à les occuper de nuit pour ouvrir le feu à l'aube[1].»

A la suite de ce témoignage d'un observateur très autorisé, c'est un point d'amour-propre pour nous, officiers français, que de nous prouver qu'en 1899 déjà l'idée de Guillaume II n'était plus neuve en France ; c'est un plaisir de nous rappeler l'expérience, tout à fait réussie et saisissante, du procédé recommandé par l'empereur d'Allemagne à ses généraux, expérience à laquelle nous avons eu l'honneur d'assister avec un poignant intérêt aux manœuvres d'armée de 1898, à l'état-major du général de Négrier et du général Caillard. Et qui sait si l'attaché militaire allemand, le major von Süsskind, qui était présent aussi à l'expérience, n'est pas un peu pour quelque chose dans ce que son souverain faisait essayer, un an plus tard, à sa propre armée ?

Aucun des officiers qui ont assisté à ces manœuvres de 1898 n'a pu oublier comment un corps d'armée tout entier, le 13e, à la faveur d'une feinte, puis de la nuit, a su et a pu s'approcher compact devant le centre des avant-postes du 8e corps, et comment, à l'aube, le 8e corps, qui pourtant s'était gardé et dont les avant-postes n'avaient pas manqué de vigilance, avait été soudain réveillé par le tonnerre éclatant tout à coup sur son cœur ; saisissant épisode de manœuvres et, celui-là, vraisem-

---

[1] *Tactique allemande d'après les grandes manœuvres* (*Journal des Sciences militaires*, décembre 1899).

blable, tout autant sinon plus que nos sempiternelles marches développées et nos éternelles fusillades en terrain découvert.

Depuis un an voici ce que nous trouvons de plus intéressant à dire, à titre de confirmation sur cette question.

Dans une fort sérieuse étude du *Journal des Sciences militaires* (livraison de septembre 1900), étude qui, sous ce titre : *Symptômes d'évolution tactique au début du XXe siècle,* résume les tendances observées aux manœuvres des armées voisines comme dans les publications militaires de l'étranger, nous pouvons lire : « *Plusieurs jours et plusieurs nuits seront parfois nécessaires à la concentration des forces destinées à l'attaque directe*; il est probable que cette attaque s'effectuera généralement au point du jour, *de manière à se ménager le double avantage de l'obscurité pour les mouvements préparatoires et de la clarté pour l'exécution* [1]. »

Voilà pour la théorie; quant à la pratique, qui de toutes les écoles de guerre est la meilleure, car à la guerre le succès justifie tout, et l'échec c'est la critique, voilà l'enseignement des champs de bataille de cette année [2].

Dans la nuit du 23 au 24 janvier 1900, le général anglais Woodgate, sous les ordres de lord Warren, devait enlever aux Boërs le fameux Spion-Kop : « Vers minuit, nous raconte le capitaine Gilbert, les troupes destinées au coup de main (deux bataillons et une demie compagnie), commandés par le lieutenant-colonel Thornycrofft, plus le soutien (deux bataillons et demi) formant une colonne distincte, viennent se grouper au pied du Spion-Kop. Elles manquaient des éléments essentiels pour consolider leur œuvre : ni travailleurs munis d'outils, ni artillerie légère propre à agir dès le point du jour. A 1 heure du matin, le signal est donné, et la colonne, en file indienne, commence, sous une pluie battante et par une nuit obscure, l'ascension du sentier étroit, à pentes raides, de près d'une lieue de longueur. On observait le silence le plus complet et l'ordre était donné de n'agir qu'à l'arme blanche.

---

[1] Capitaine Chatillon, *Symptômes d'évolution tactique au début du XXe siècle* (*Journal des Sciences militaires*, septembre 1900).

[2] Capitaine Gilbert, *Guerre Sud-Africaine* (*Nouvelle Revue*, du 1er novembre 1900).

« A 3 heures on atteint le sommet et l'on venait à peine de mettre baïonnette au canon quand éclate le « qui-vive ? » d'une sentinelle boër; la tête de la colonne anglaise se jette à plat ventre et laisse passer la décharge d'un petit poste, puis s'élance sur la tranchée qu'il occupait; mais à quelques centaines de mètres de là, se trouvait une seconde tranchée garnie qui ouvre le feu à répétition; l'obscurité et l'émotion en atténuent l'efficacité. Les Anglais peuvent y arriver, et vers 4 heures ils étaient maîtres du plateau. Ils se mettent aussitôt au travail, *mais le nombre des hommes armés d'outils était insuffisant*, et, de plus, on s'orientait mal dans l'obscurité. La tranchée anglaise n'était d'ailleurs qu'un mince abri en forme de demi-cercle de 90 mètres de développement et de 75 centimètres de hauteur totale. Là, dans la journée du 24, allaient s'entasser et périr plusieurs milliers de fantassins anglais. La brume opaque qui enveloppait le plateau ne devait s'éclaircir qu'à 8 heures du matin ; elle couvrait le retour offensif des Boërs, et, tandis que le général Woodgate rendait compte à lord Waren qu'il était en sûreté, les Boërs du général Botha, 350 hommes d'élite avec deux Maxims Nordenfelt, courant d'abri en abri, utilisent avec l'adresse du chasseur les moindres défilements, pour se rapprocher pied à pied.

« Il est 8 heures du matin ; la brume se dissipe et les Boërs ouvrent une fusillade violente soutenue par leur artillerie légère ; en un instant la position anglaise devient un cimetière. C'était un désastre inouï. »

En revanche, voici maintenant un succès : Du 18 au 27 février 1900, lord Roberts, instruit dans de cruelles leçons de la déception sanglante des *chaînes denses*[1] dites par certains littérateurs militaires doués de beaucoup d'imagination : « marées montantes » et « vagues humaines », lord Roberts donc travaillait à investir, sur la Modder, le camp du grand chef Kronje : « sortant[2] des lignes anglaises à 3 heures du matin, les Canadiens s'avancent, baïonnette au canon, deux bataillons écos-

---

[1] Règlement du 29 juillet 1884, 15 avril 1894. Titre II, 2e partie, n° 250.

[2] Capitaine GILBERT, *Guerre Sud-Africaine* (*Nouvelle Revue* du 15 janvier 1901).

sais en soutien. L'obscurité, la fatigue des assiégés favorisent les assaillants qui rampent d'ailleurs plutôt qu'ils ne marchent, progressant par bonds prudents et utilisant habilement les moindres abris du terrain; ils franchissent ainsi les quelques centaines de mètres qui les séparent de l'ennemi et parviennent à 80 mètres des tranchées des Boërs. Là, au premier coup de fusil, *ils s'aplatissent* sur le sol, ripostent de leur mieux et soutiennent pendant un quart d'heure une fusillade bien nourrie; ce temps suffit aux sapeurs pour creuser à 60 mètres en arrière, sur le terrain défilé, une tranchée-abri où les Canadiens se retirent attendant le lever du jour et défiant désormais tout retour inoffensif. *Ce mode d'attaque, emprunté à l'attaque des places et qui rappelle la sape volante, mérite d'être signalé.* Peut-être dans les batailles de l'avenir que décrit von der Goltz, *entretenues,* dit-il, *plusieurs jours et plusieurs nuits,* procédera-t-on à de longs investissements avec tracés de parallèles et cheminements à couvert jusqu'à la position adverse; la guerre de Sécession offrait déjà des exemples de ce genre ».

C'est ainsi que tout naturellement, nous passons maintenant à la seconde variation sur notre sujet : « *L'utilisation du terrain par les moyens de la fortification du champ de bataille* ».

C'est précisément en citant la manière de voir, fort carrée, à ce sujet du général américain Wright, que nous terminions une première série d'autres opinions, non pas de théoriciens, mais de maîtres dans l'art de l'action et de l'offensive[1], opinions vécues et irréfutables. C'était Napoléon et sa lettre bien connue au prince Eugène (du 16 mai 1809), sur « *cette fortification du champ de bataille, toujours utile, jamais nuisible, parfois indispensable, pour laquelle il faut qu'avec quatre autres objets, le fantassin soit toujours muni de son outil de pionnier* ».

C'était Skobelew, l'apôtre ardent de l'offensive, signalant,

---

[1] Le général nordiste Wright, l'un des héros de la guerre de Sécession, qui commandait le VI[e] corps fédéral aux attaques de Richmond, disait, dans son rapport :

« La conclusion à tirer de ces attaques c'est qu'une simple tranchée couverte par des abatis, creusée sur un terrain permettant de profiter de la portée des armes nouvelles, est absolument imprenable, autrement que par surprise. Telle est ma conviction basée sur toute l'expérience de la guerre. » C'est un Américain qui parle, et les Américains n'ont généralement pas froid aux yeux.

dans son rapport sur les sanglantes déceptions de Plewna, comme la cause de l'échec de tant d'attaques héroïques, l'impossibilité où se trouvèrent les soldats russes de se créer des abris pendant les inévitables arrêts du mouvement en avant sous le feu[1].

Or, depuis peu de temps, un livre a paru où la savante et puissante plume du général Pierron offre à nos méditations tout ce qu'on pense actuellement en Allemagne de tous les procédés de la guerre moderne. Eh bien ! au sujet de l'utilisation de la fortification sur le champ de bataille, dans l'offensive bien entendu, voilà ce que pensent les généraux allemands :

« Jusqu'à présent (1899) l'emploi des outils sur le champ de bataille était presque exclusivement l'apanage du défenseur ; mais, à l'avenir, l'assaillant sera conduit à en faire lui-même un plus large usage qu'autrefois. Déjà, à la bataille de Wœrth (6 août 1870) et à celle de Gravelotte (18 août), on a vu l'assaillant fortifier à la hâte quelques points d'appui pour servir de repli à ses troupes dans le cas où elles seraient refoulées. Les Russes, dans les combats autour de Plewna, ont été forcés plusieurs fois de mettre méthodiquement en état de défense, pendant la nuit, le terrain qu'ils avaient gagné pendant le jour. Dans la guerre gréco-turque, les Turcs ont imité devant les positions des Grecs ce que les Russes avaient fait devant Plewna : ils avaient reconnu, eux aussi, que s'ils ne se cramponnaient pas au sol qu'ils avaient chèrement conquis, il leur faudrait faire de plus grands sacrifices encore pour le reprendre le lendemain[2]. »

Mieux encore que les exemples de la guerre turco-grecque, ceux du Transvaal, nous venons d'en voir deux, nous édifient à ce sujet, et, déjà, le narrateur des manœuvres impériales allemandes nous a démontré que chez nos voisins « le but du combat de front est de fixer l'adversaire ; il faut donc arriver, dit-il, à une distance de lui telle que l'on obtienne ce résultat ; *ce sera long et parfois pénible, mais en utilisant le terrain et la fortification*

---

[1] Conférence du capitaine Lamey, de l'état-major de la 35e division, à l'association des officiers de réserve et de l'armée territoriale de la garnison de Bordeaux, le 12 décembre 1888, sur *la Fortification du champ de bataille, passim*.

[2] Général Pierron, *La Stratégie et la Tactique allemandes au début du XXe siècle*, page 342.

de campagne, les pertes ne seront pas très grandes ; les lieux couverts, les bois faciliteront les mouvements préparatoires et permettront de donner à l'attaque le caractère de l'instantanéité; suivant cette règle, *les bataillons allemands sont exercés à se coucher et à devenir invisibles en un clin d'œil ; la rapidité avec laquelle se font ces mouvements montre l'importance que les généraux attachent à mettre leur troupe à l'abri du feu*[1] ».

Voici donc la théorie, voilà maintenant la pratique : Il n'y a qu'un instant, nous avons vu, comme au Spion-Kop par exemple, que les Anglais ont eu à se repentir de leur manque d'outils et de savoir-faire, lorsqu'il leur fallait évacuer, en sanglants débris, les terrains sur lesquels, *en utilisant la nuit seule*, ils avaient cru pouvoir prendre pied.

Du côté des Boërs, dès le premier jour de cette longue et mémorable guerre par laquelle ils font vraiment payer, selon la promesse du président Krüger, leur liberté « à un prix qui étonne le monde », du côté des Boërs, il y a toujours eu des outils et du savoir-faire. Devant lord Roberts, par exemple, sur la Modder, ce sont les intrépides guerriers de Kronje qui, utilisant les moindres abris naturels, y ajoutent tous les abris artificiels qu'ils peuvent, d'eux-mêmes et sans qu'il soit besoin d'ordres supérieurs.

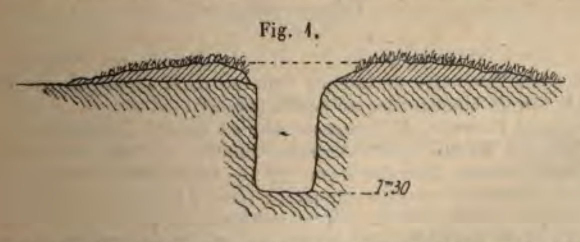
Un de nos camarades, le lieutenant français Flament, qui a combattu là bas pour le droit et la liberté, nous donne des renseignements utiles sur le type des ouvrages préférés des Boërs. Voilà, ci-dessous[2], quelques profils de leurs tranchées comparés à notre profil réglementaire :

---

[1] *Journal des Sciences militaires*, décembre 1899.

[2] Dans les tranchées boërs, les terres rejetées en avant gênent quelquefois

Fig. 1.



le tireur ; alors ils adoptent pour le parapet un étalage aplati des terres,

« Chez les Boërs, nous le voyons, c'est le talus intérieur qui constitue la masse couvrante ; le talus étant en terre naturelle, la pénétration des balles y est beaucoup moins grande que dans des terres fraîchement remuées ; on voit que ces paysans soldats, que les Anglais qualifient de sauvages, sont parfaitement fixés sur la force de pénétration des projectiles nouveaux [1]. »

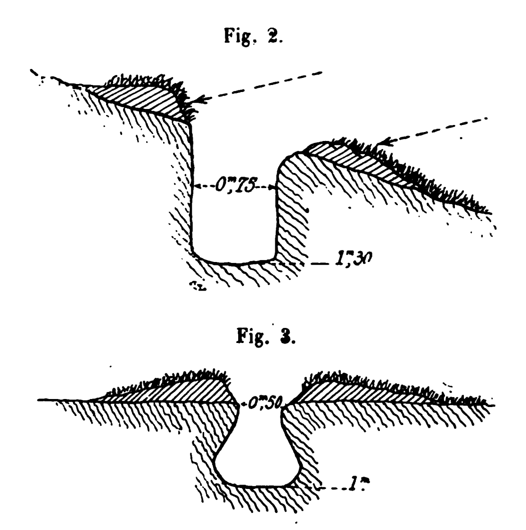
Un type de tranchée intéressant est indiqué par son profil en forme de bouteille (*fig.* 3) d'un modèle analogue à celui que préconisait en 1889, à la 11e division, le général de Boisdenemetz [2]. Mais il ne suffit pas de savoir faire des tranchées, il faut aussi savoir où les placer et quel tracé leur donner ; or, d'après

---

recouvert d'herbes et de roseaux (*fig.* 1), et, dans les terrains en pente, le parapet étant encore plus gênant, ils rejettent les terres en arrière ; ce dispo-

Fig. 2.

Fig. 3.



sitif a en outre l'avantage de tromper l'ennemi et de supprimer tout effet de rasance, le terrain étant incliné au dessus (*fig.* 2).

[1] Lieutenant Flament, *En campagne avec les Boërs* : les fortifications passagères (*Armée et Marine*, du 23 décembre 1900).

[2] Capitaine Gilbert, *Nouvelle Revue*, du 15 janvier 1901.

Une toute récente et retentissante publication de la *Revue des Deux-Mondes* (15 juin 1902) sous ce titre : *Quelques enseignements de la guerre Sud-Africaine*, nous édifie particulièrement sur cette question de l'utilisation du terrain par la fortification du champ de bataille.

toutes les relations dignes de foi, les Boërs ne font leurs ouvrages ni au sommet ni en arrière des crêtes, mais en avant, afin d'éviter l'angle mort (*fig.* 2).

Là, comme ailleurs, la tactique ne doit procéder que du jugement et du bon sens, et, si ce principe est, en résumé, notre meilleur guide pour l'utilisation du terrain dans la résistance, combien meilleur est-il encore pour inspirer notre offensive, afin d'en « *obtenir des résultats décisifs*[1] ».

Si, souvent, il sera bien dangereux, ainsi que le savent les Anglais, « à une infanterie brave et bien commandée de marcher sur des tranchées bien défendues et de s'en emparer[2], » « pas plus que par le passé, il ne sera possible d'amener d'emblée les troupes à distance d'assaut de la ligne à enlever; il faudra progresser méthodiquement et s'assurer la possession du terrain conquis[3] ».

C'est ainsi que débute notre nouveau règlement sur la guerre de siège (Instruction du 4 février 1899), et voilà la méthode qu'il nous conseille : « L'infanterie conquiert par bonds successifs, avec l'aide de l'artillerie de campagne, et organise avec le concours du génie, une série de positions de plus en plus rapprochées de la ligne de défense *dites positions d'approche;* chacune de ces positions est constituée dans son ensemble par des couverts naturels ou des tranchées profondes ; *l'emplacement de ces positions d'approche est subordonné aux couverts naturels du terrain*[4]. »

Voici donc la doctrine française; quelle est la doctrine allemande? Le général Pierron nous le fait savoir une fois de plus : « Quand on se heurte à une position fortifiée par l'adversaire, ce qu'il y a de plus dangereux, ce n'est pas l'ennemi, c'est notre impatience, notre précipitation. Contre des positions fortifiées,

---

[1] Règlement du 29 juillet 1884, 15 avril 1894. Titre III, 2e partie, n. 154.

[2] Titre II, 2e partie, n° 250. Voir aussi sur cette question l'avis précité du général Wright.

[3] Instruction générale du 4 février 1899, sur la guerre de siège, avant-propos, page 6.

[4] *Ibid.*

[5] ... « *de panneaux qui recueillent tout le plomb envoyé par l'adversaire* », ... comme le dit si bien l'éminent auteur de la publicatiou militaire de la *Revue des Deux-Mondes*, du 15 juin 1902, p. 738.

on a du temps, et *on en a besoin*. L'ennemi s'est terré et il a, par suite, renoncé aux grandes opérations actives. ***On ne peut pas lui faire de plus grand plaisir que de lui servir de cible en nous démasquant trop tôt.*** Plewna l'a bien montré. ***Plus la position est forte, plus il faut emprunter à la guerre de siège ses procédés, et se servir de la nuit et de la pelle pour s'approcher à couvert*** et se créer des épaulements pour l'artillerie, des tranchées-abris pour l'infanterie, de manière à se donner la supériorité des feux à portée efficace[1]. »

Dès 1896, la *Revue militaire de l'Étranger* nous disait dans l'une de ses études : « l'accroissement de puissance du front défensif peut avoir même pour conséquence, au dire de certains auteurs allemands, de *réduire la guerre de campagne à l'emploi de certains procédés lents de la guerre de siège, cheminements progressifs avec utilisation de la nuit pour traverser la zone des feux efficaces de l'infanterie et s'emparer de certains points d'appui importants du champ de bataille*[2] », et, cette idée, c'est aujourd'hui même que nous la voyons reprise et développée par la *Revue militaire des Armées étrangères*, dans sa livraison de juin 1902, sous ce titre : *Influence des Armes modernes sur l'offensive et la défensive*.

Réduire la guerre de campagne aux procédés lents de la guerre de siège paraît, néanmoins, une hypothèse exagérée, car si la guerre de siège a le temps d'attendre, la guerre de campagne, elle, doit aller vite et frapper à fond, et sans merci, l'armée ennemie dont, selon Napoléon, imité par le maréchal de Moltke, la destruction doit-être foudroyante et complète.

Aussi, ne prenons aux procédés de notre nouvelle Instruction sur la guerre de siège que l'inspiration d'intéressants sujets d'exercices *dans l'art d'amener les troupes d'infanterie et d'artillerie à distance d'assaut du point d'appui à enlever*. Nos manœuvres essayeraient, croyons-nous, avec profit pour le commandement, autant que pour les exécutants, des expériences de ce genre, et ce serait le cas, ici, de suivre le conseil de Wal-

---

[1] Général PIERRON, *La Stratégie et la Tactique allemandes au début du XX[e] siècle;* lettre du général allemand von Schlichting, page 301.

[2] *La Fortification des champs de bataille d'après les ouvrages les plus récents* (*Revue militaire de l'Etranger*, 1[er] semestre 1876, pages 113 et 203).

dersee, trop méconnu vraiment chez nous : « Le but des manœuvres est de représenter une image aussi fidèle que possible de la guerre et d'enseigner, par ce moyen, aux chefs et aux troupes ce qu'il faut faire dans les différents cas qui se présentent, pour atteindre des objets déterminés en agissant d'après leur propre initiative [1]. »

Il y a peu de jours, le général commandant la 36e division donnait à ses officiers le même conseil en les engageant à s'inspirer, pour en faire l'objet d'une conférence prochaine, précisément de cette étude des procédés d'approche des troupes d'infanterie dans le secteur de défense de l'une de nos places de guerre, contre des ouvrages organisés, occupés par l'infanterie ennemie et munis de planchettes de tir, pour les feux, non du canon seulement, mais aussi du fusil. « Il serait intéressant, disait le général, de voir comment l'infanterie peut réussir à progresser *par les moyens même de ses règlements de manœuvre et du service en campagne* », de nos règlements où nous trouvons à foison, nous le savons, tout ce qu'il nous faut pour instruire nos fantassins dans la voie de l'assouplissement nécessaire à la pénétration du champ de bataille.

Mieux encore qu'une étude écrite, des exercices réels exécutés sur les excellents terrains d'application qu'offrent les alentours de certaines garnisons, nous instruiraient pour la combinaison des procédés d'utilisation du terrain, prodigués par les deuxièmes parties de nos règlements, avec les procédés d'approche de la guerre de siège, procédés dont l'union intime dans nos mœurs ne serait pas autre chose que la définition même de ce que, avec le général Philebert, nous appelons : « *l'infiltration du champ de bataille* ». Et vraiment, n'est-ce pas un vif attrait pour nous que de rénover cette vieille tactique française de caoutchouc que nous avons créée les premiers en Europe, qui fut le moyen de nos victoires [2], et qu'on nous a fait oublier pour la tactique de porcelaine, cette vieille tactique de caoutchouc si bien dépeinte par « *The Subaltern* », ce jeune sous-lieutenant anglais,

---

1 Général comte DE WALDERSEE, *Méthode d'enseignement du combat de tirailleurs pour l'infanterie prussienne*, traduction DARGNIER, page 15.

2 Capitaine GÉROME, *Essai historique sur la Tactique de l'infanterie depuis l'organisation des armées permanentes*, page 111.

dans ses curieux souvenirs vécus du blocus de Bayonne, en 1813-1814[1].

« Rien n'est admirable, raconte-t-il, comme l'attaque des Français; ils se glissent lentement et en silence, et arrivés à 200 yards (le yard vaut 0m,91) ils s'élancent en poussant un cri discordant. Leurs tirailleurs avancent dans une apparente confusion, mais avec une grande bravoure, *et savent, mieux que n'importe quelle troupe légère, profiter de tout espèce de couvert pour s'abriter*. De notre côté, les précautions les plus grandes étaient nécessaires pour relever les sentinelles et les postes avancés; les Français tiraient sur tout ce qu'ils apercevaient; nos patrouilles ne pouvaient marcher qu'en faisant filer les hommes un à un; on se retirait de la même façon. »

Nous ne sommes pas des novateurs, on le voit, et d'ailleurs, ne nous lassons pas de le répéter, n'est-ce pas là non seulement tout l'esprit, mais même toute la lettre de toute la deuxième partie de nos règlements, à commencer par le n° 250 du titre II?

Enfin, comme dernier mot sur cette question de notre instruction nécessaire en vue de notre travail en présence de l'ennemi, voilà quelques lignes d'une lettre toute récente d'un ancien officier d'ordonnance de l'un de nos plus grands chefs, particulièrement attentif, avec nous, à la solution du problème que nous attendons tous du nouveau règlement.

« Utilisation à outrance des abris pour cheminer, emploi de la fortification pour s'assurer des replis et conserver le terrain conquis, telle est la formule de l'offensive que j'ai entendu mettre en avant par plusieurs de nos grands chefs actuels. Il y a aussi l'emploi de certains procédés de la guerre de siège, mais non assimilation complète des deux genres de combat. »

Bien entendu, il ne s'agit pas ici de l'acte que, pour fixer les idées, on appelle généralement « l'attaque décisive »; la masse de troupes commandée d'exécution pour ce travail final « manquerait son effet de surprise et d'énergie », si elle faisait usage systématique de la fortification; « une fois qu'elle est arrivée à pied d'œuvre », ajoute l'auteur de cette lettre, « elle ne sera lan-

[1] Ducéré, *Le Blocus de Bayonne en 1814* (Extraits de The Subaltern, *Journal d'un Officier de l'armée de Wellington*), pages 46 à 53.

cée en avant qu'après une préparation que l'artillerie actuelle pourra rendre foudroyante[1]. »

C'est à peu près là la doctrine allemande du jour : « la marche à l'assaut, pour les généraux prussiens, n'est plus selon eux que la prise de possession d'un terrain reconnu intenable ; un feu suffisamment puissant, dans la plupart des cas, aura supprimé le choc[2]. »

Commandant A. Lamey,
Chef d'état-major
du Gouverneur de Bayonne.

(*A continuer.*)

---

[1] .... « Au sujet de cette « attaque *décisive, telle qu'on la conçoit maintenant* », comme nous le dit une toute récente étude publiée par le *Journal des Sciences militaires*, la constatation suivante que nous y trouvons de la réussite de « l'attaque décisive » de l'armée B, aux manœuvres de l'Est, le 13 septembre 1902, nous paraît très intéressante à relever, sous réserve, toutefois, des « vagues submergeantes » de la soi-disant « *marée humaine* » qu'elle croit devoir évoquer encore :

« La réussite de cette attaque prouve qu'une réserve générale de cinq bataillons *peut trouver des cheminements* permettant d'arriver jusqu'à quelques centaines de mètres de l'adversaire (300 mètres de la première ligne ennemie) et sans avoir été même signalée, sans être vue. » (Capitaine J. B., *Les Manœuvres de l'Est en* 1901, *Journal des Sciences militaires*, avril 1902.)

[2] *Procédés de combat des différentes armes dans l'attaque décisive* (*Journal des Sciences militaires*, novembre 1900).



TACTIQUE DE LA CAVALERIE

EXERCICES DE DIVISION EN 1901

Les Échelons.

DE LA MANŒUVRE

Du procédé par échelons comme instrument d'évolution.

A la guerre, les situations de combat sont intenses et demandent, en cavalerie surtout, de l'énergie, de la décision et de la rapidité, qualités qui, en principe, excluent toute idée d'agencements compliqués, difficiles à dénouer au moment voulu.

Le plus souvent, l'expérience l'a démontré, la manœuvre la plus fréquente consiste à marcher droit et résolument à l'adversaire. Ceux-là, parmi les chefs appelés à nous y conduire, se pourront féliciter qui sauront imprimer à l'attaque, sous ce simple aspect, ses qualités irrésistibles et prépondérantes : la vitesse et la cohésion. L'attrait des théories serait funeste s'il nous faisait perdre de vue la valeur des efforts capables de lui donner, sous cette forme, les mérites qu'elle comporte. Développement des aptitudes du cavalier, dressage du cheval,

---

[1] Voir la livraison de mai 1902.

valeur du rang, conduite aisée à une main, galop coulant, cohésion dans la vitesse, etc..., sont des qualités dont la réalisation demande un travail incessant, et s'il arrivait que la pratique journalière en rende la conception banale dans l'esprit des fauteurs de systèmes, grandement funeste serait leur erreur.

Telles ne sont point les données sur lesquelles a voulu s'orienter le travail des manœuvres. Sûr de ses unités dont il avait suivi les efforts en détail, et dont les mérites trouvaient une légitime sanction au cours des exercices qu'il dirigeait, le général s'est appliqué à développer des principes, dont l'application pouvait constituer une doctrine destinée à permettre à un chef alerte de triompher de son adversaire.

Au combat, la supériorité doit appartenir en dernier lieu à celui des deux adversaires dont la manœuvre est la plus habile. Il faut manœuvrer. Manœuvrer l'ennemi, c'est lui imposer sa volonté. C'est l'aborder du fort au faible ; c'est, toutes autres choses égales d'ailleurs et abstraction faite de considérations du terrain, d'appuis quelconques, prendre par rapport à lui, au moment de l'attaque et sans qu'il ait le temps d'y faire face complètement, une direction permettant de le charger, avec chances de succès, avec un effectif déployé inférieur, ce qui permettra de disposer de la fraction non employée pour appuyer

Fig. 4.



le premier effort. Si le front ennemi *a.b.c.d* est abordé par le front *a' b' c' d'* oblique de la *figure* 4 ci-dessus, *a* est sans effet, parce qu'il est sans objectif et lancé sur une direction divergente.

Cette situation inférieure lui est imposée par l'axe du déploiement de la ligne *a' b' c' d'*.

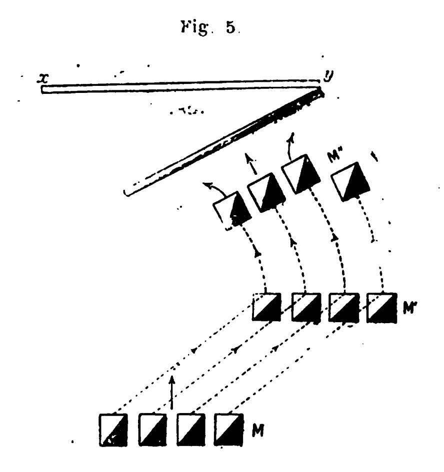
Du côté de *a' b' c' d'* la manœuvre est dirigée par le chef en vue de l'orientation de cet axe du déploiement final. La fraction

d', inutile dans l'attaque ci-dessus, est sciemment prélevée sur l'ensemble juste au moment où sa présence, jusqu'alors menaçante au même titre que celle de *a' b' c'*, est devenue superflue par suite du rapprochement du dispositif d'attaque.

La valeur de l'ensemble de la manœuvre repose donc, indépendamment du tempérament du chef qui en reste le facteur prépondérant, sur le mérite du procédé d'évolution se prêtant le mieux à la facilité, à la rapidité et à la précision d'une exécution de ce genre.

Contre la ligne x y qui se déploie, une masse M la manœuvrant en ordre normal gagne du terrain vers M', se redresse obliquement en M″ par rapport à x y, et se déploie. C'est un procédé en usage. Le prélèvement de la réserve est délicat. La

Fig. 5.



lourdeur, les difficultés de l'évolution en ont, dans la pratique, considérablement déprécié l'emploi.

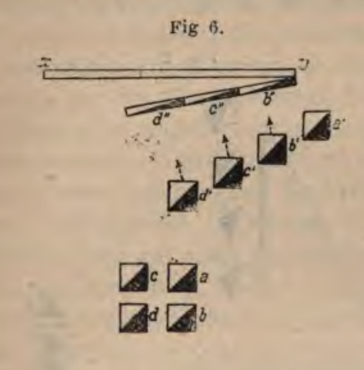
La ligne de colonnes, que l'on tend à substituer à la masse, ne saurait se plier à la moindre conception tactique. C'est le déploiement et la charge dans le sens perpendiculaire au front. Tel est bien l'esprit du règlement, qui ne parle plus des procédés par rabattements de l'ordonnance de 1876. On pourrait rompre en colonne de pelotons et se rabattre. L'évolution ne peut

échapper à l'ennemi que si elle est cachée par le terrain. En rase campagne elle est dangereuse, etc., etc.

Le grand mérite du dispositif échelonné, en dehors des caractères généraux qui le recommandent, est de pouvoir, dans tous les cas, se prêter avec souplesse et précision à cette évolution essentielle que les brigades de manœuvres sont appelées à mener dans le combat de la division.

Si la masse M, contre la ligne $x\,y$ qui se déploie, rompt en échelons par la droite $a'\,b'\,c'\,d'$,

Fig 6.



on conçoit que, disposée en $a'\,b'\,c'\,d'$, elle peut aisément jeter à l'attaque en ligne déployée $b''\,c''\,d''$ les trois échelons $b'\,c'\,d'$ obliquement sur $x\,y$, et conserver l'échelon a' en réserve.

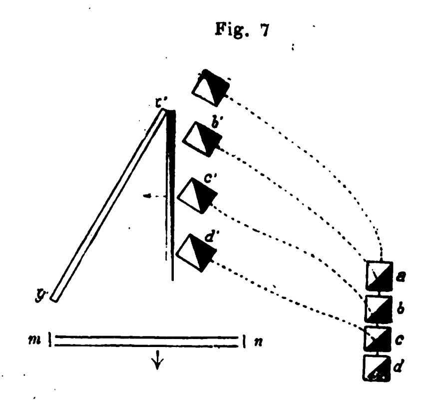
Dans ce but, et c'est d'une grande simplicité, le chef prend la direction de l'échelon de tête, l'oriente et le conduit aux allures les plus résolues et, à point nommé, déploie la partie de l'ensemble qu'il a voulu et su disposer ainsi victorieusement par rapport à l'adversaire. Le ou les échelons débordants lui constituent une réserve qu'il débite au gré des circonstances ultérieures.

Cette disposition en échelons, pour se recommander des mérites susceptibles d'en faire un procédé de manœuvre efficace aussi bien dans l'offensive que dans la défensive, doit conserver toutes les qualités de liaison et d'ensemble qui la mettent aux mains du chef aux mêmes titres que le ferait une formation normale. Ni le moment de sa constitution, ni les distances, ni les intervalles ne sauraient être quelconques :

1° Un dispositif en échelons est difficile à manier, et parce que la manœuvre, pour être radicale, demande de l'à-propos, de la décision et de la rapidité, il ne doit se prendre qu'au moment voulu. Plus il se rapprochera de la perpendiculaire au front ennemi, plus il abusera et commandera celui-ci. C'est donc la situation de la troupe par rapport à l'adversaire qui commandera l'à-propos de la prise du dispositif. C'est ainsi que, par rapport au front $x\,y$ ci-dessus (*fig.* 6), la position de la masse M se prête, au départ, à la constitution du dispositif.

Contre un objectif $x'\,y'$, 2e ligne ci-dessous, elle ne s'y prête

Fig. 7



qu'en M'. Dans le premier cas, l'ordre en masse est favorable. Dans le deuxième cas, l'ordre en colonne de demi-régiments est préférable, parce qu'il se prête mieux à l'orientation de la manœuvre;

2° Quant aux distances et aux intervalles entre les échelons, ils obéissent à la loi des attaques de cavalerie qui, sous la réserve de ne leur donner que le front nécessaire, doivent se produire en ligne pleine. La théorie des échelons, parce qu'elle admet des dispositions diverses, par suite des distances et des intervalles quelconques, semble perdre de vue la portée de ce principe primordial.

Si, contre la ligne pleine de quatre escadrons, les échelons chargent successivement, le succès repose sur celui de l'échelon qui attaque le premier. Or celui-ci, quatre fois moins fort que le front ennemi, peut-il se flatter de lui faire faire demi-tour?

Peut-il prétendre arriver avec tout l'élan et toute la cohésion qui font le mérite d'une attaque de cavalerie, sous la menace d'un front ennemi quatre fois plus fort venant à lui ? Cette supériorité de la ligne adverse faite de son effectif s'augmente, en outre, chez l'ennemi, de l'élan et de l'entraînement que lui donnent l'impression d'un premier objectif inférieur, l'apparence d'un ensemble décousu, présentant des creux par où il pourra s'échapper.

Le mérite de ces considérations repose sur le caractère de l'action de la cavalerie moderne. Si nous étions au temps du premier Empire, si nous avions des cavaliers trempés au fanatisme ou entraînés par la pratique de la guerre, si nous avions même des hommes mûris par un séjour prolongé sous les drapeaux, sans doute pourrions-nous nous flatter de donner à l'attaque les formes d'impétuosité que nous préconisons, et courir sus à l'ennemi, en partant d'ordres quelconques. La cavalerie de Lasalle chargeait au trot. A Montereau, les recrues de Pajol dévalaient comme un torrent la pente qui allait au pont de la Seine....., et ce fut un hallali merveilleux. De nos jours, de telles expériences seraient dangereuses. Avec trois années consacrées au dressage de nos cavaliers, au cours d'une longue période de paix, une telle conception de l'emploi de l'arme serait téméraire ; il a fallu trouver autre chose.

Grâce au tempérament français, on conçoit que la griserie de la vitesse puisse empoigner nos hommes et en faire au combat de cavalerie des héros dignes de nos ancêtres ; mais cette vitesse ne sera entraînante qu'autant qu'elle ne sera pas du désordre. La cohésion dans la ligne qui charge, la cohésion dans la vitesse, telle est la loi actuelle de l'emploi de l'arme. Pour ces raisons, si elles semblent justes, et l'esprit général l'admet aujourd'hui, la tactique du combat de cavalerie moderne substitue à la valeur individuelle le mérite de l'attaque en ligne. C'est au mérite de cette attaque qu'il est donné d'assurer la victoire. Que si nous nous heurtons à un adversaire bien résolu et qu'il y ait mêlée, c'est moins encore à la valeur individuelle de l'homme, bien que ce soit un élément essentiel à développer, que nous demanderons le succès, la déroute de l'adversaire, qu'au mérite des dispositions tactiques faisant intervenir à propos les échelons de réserve.

Si donc dans l'emploi d'une ligne de manœuvre, nous parlons

échelons, c'est sous la réserve expresse que le dispositif recherché se prête, avant tout, à la transformation en ligne pleine de tout ou partie de l'ensemble, comme il a été dit à propos de la brigade offensive manœuvrant par débits successifs à l'indication : « A vous ! » ; c'est aussi et surtout parce que, au point de vue de sa valeur comme procédé de manœuvre, il se prête à l'heureuse disposition d'éléments faciles à prélever en raison des éventualités pour jouer, au profit de l'attaque, tel rôle offensif, défensif ou de réserve dont l'emploi bien entendu constitue le mérite de la tactique.

Ces observations faites, si l'on veut bien les admettre, on conçoit que les intervalles et les distances, entre les échelons d'une ligne qui manœuvre l'ennemi, ne peuvent s'écarter de certaines limites au delà desquelles leur raccordement, leur ralliement à l'attaque seraient illusoires. Le mérite de la manœuvre se recommande de l'instantanéité. La transformation du dispositif en ligne pleine devra donc se faire sans perte de temps. Dans cet ordre d'idées et dans les limites maxima du déploiement de l'unité en ordre normal, les distances et les intervalles seront commandés par l'orientation de l'axe du déploiement par rapport à celui de la manœuvre.

Si l'axe du déploiement est parallèle à celui de la manœuvre, les intervalles sont ceux du déploiement; les distances sont nulles.

Si l'axe du déploiement est perpendiculaire à celui de la manœuvre, les intervalles sont nuls et les distances sont entières.

Si l'axe du déploiement est incliné de 45° par rapport à celui de la manœuvre, et c'est le cas général, les intervalles et les distances sont de la moitié et en sens inverse de ce qu'ils étaient dans les deux cas précédents. C'est ainsi que l'intervalle entre l'échelon 1 et l'échelon 2 est moitié de celui du déploiement sur le front, et la distance non seulement supprimée, mais que l'échelon 2 est avant la queue de l'échelon 1.

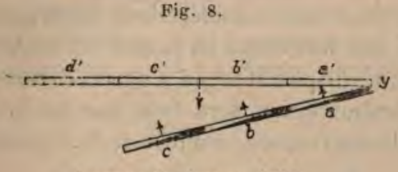
Cette règle, qu'une démonstration plus technique pourrait exactement définir, est d'une application dont la pratique nuance les limites. Il suffit de l'indiquer, sans la préciser autrement par des calculs qu'il serait, au surplus, par trop délicat de réaliser sur le terrain.

Mais, dans ces limites, elle est la loi qui préside à la ma-

nœuvre en échelons, si le chef entend faire de ce dispositif un instrument d'évolution, s'il veut, dans tous les cas, rester maître de sa troupe et pouvoir la déployer sur un front de plusieurs éléments. Des distances et des intervalles quelconques, outre qu'ils autoriseraient toutes les fantaisies, l'exposeraient à un désarroi, du fait d'une ligne pleine ennemie.

En dernier lieu, si l'obligation pour les échelons de se raccorder en ligne pleine s'impose au point de vue de la cohésion, elle reste absolue au point de vue du mérite de la manœuvre, sous peine d'en compromettre la portée. C'est ainsi que, dans le cas du déploiement des échelons *a b c* contre *a' b' c' d'*,

Fig. 8.



Attaque du fort au faible.

si *c*, parce qu'il a devant lui deux fronts *c' d'*, se détache de la ligne *a b* pour se porter contre *d'*, il échappe aux vues du chef, se soustrait à l'orientation de la manœuvre et en compromet l'efficacité. Le but de celle-ci est, en effet, de bluffer l'échelon *d'* en le rendant inutile, désemparé, sans objectif au dernier moment, perdu parce que, divergent, il ne peut se reprendre. On conçoit sans plus l'énormité de la faute qui serait ainsi commise. On entrevoit, dès lors, la somme d'erreurs de ce genre auxquelles exposerait un dispositif échelonné superficiellement conçu et agencé d'une façon quelconque.

Les considérations précédentes se recommandent de même que toutes celles développées d'ailleurs au cours de cette étude, de l'esprit général qui a dirigé ces manœuvres. Dans la pratique du procédé, les intervalles et les distances entre les échelons n'ont pas été assujettis à des règles précises dont les rigueurs eussent été capables d'en compliquer l'agencement et le jeu. Pour être élastiques, toutefois, ils n'en sont pas moins restés soumis à l'idée de manœuvre qui devait orienter ces échelons et les lier à l'ensemble. Dans le but de prévenir toute action confuse, excentrique, qu'eût pu faire concevoir et parfois même

justifier leur effectif, il a été dit que les intervalles seraient, en principe, ceux du déploiement, et que ces derniers, de même que les intervalles, ne devraient jamais les isoler les uns des autres.

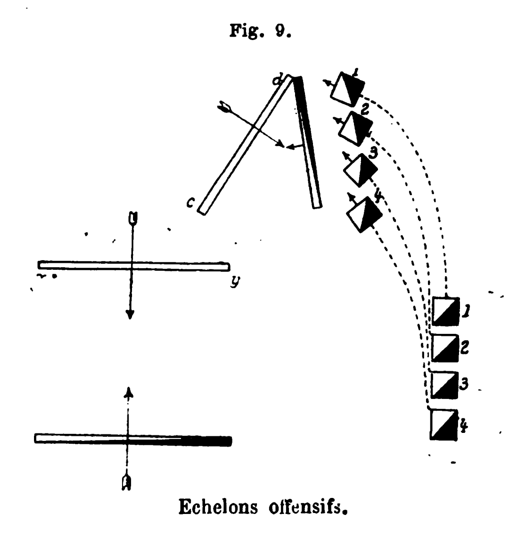
Dès lors, et dans ces limites, si nous avons pu l'envisager au point de vue de son aptitude manœuvrière, le procédé n'en reste pas moins avec le caractère général qui le recommande pour des circonstances appelées à se dégager d'un ensemble mal défini; mais, au lieu de ne pouvoir répondre à ces circonstances exclusivement que par des efforts successifs, il lui est possible de les envisager dans leur ensemble, tout en gardant ce mérite prépondérant en cavalerie de pouvoir les manœuvrer.

Ainsi dégagé de toutes considérations empiriques, nous allons voir comment, une fois conçu en raison des situations offensives ou défensives, le dispositif a pu s'agencer. Nous examinerons ensuite l'application qui en sera faite par les brigades de manœuvre dans les exercices de combat de la division.

Dispositif offensif (*fig.* 9).

Dans l'offensive, le bon sens l'indique, toutes les forces de

Fig. 9.



Echelons offensifs.

l'unité sont orientées vers l'adversaire que l'on veut attaquer.

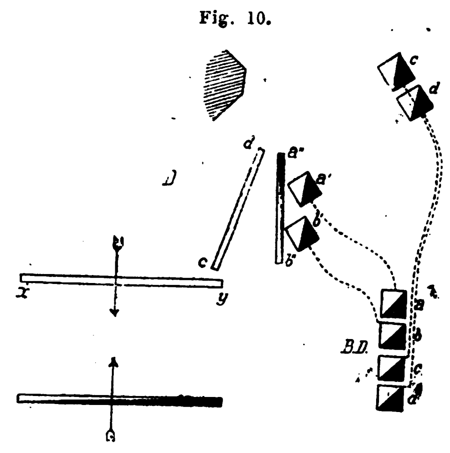
Par suite, dans un dispositif pris en vue d'une situation de ce genre, la tête de chaque échelon est tournée vers l'objectif; l'échelon de tête est de direction dans la main du chef qui cherche à le manœuvrer dans son entier. Les échelons 2, 3, 4 se règlent sur l'échelon 1, et l'ensemble se présente face à l'adversaire. Leur disposition se prête à l'évolution qui doit les jeter à l'attaque en ligne pleine contre des fronts quels qu'ils soient; elle répond, en outre, aux éventualités qui pourront surgir ou à celles que peut créer la manœuvre.

Les trois exemples suivants souligneront le mérite de ces considérations.

1er CAS (*fig.* 10).

La brigade BD s'élève en ordre normal, c'est-à-dire en colonne de demi-régiments, vers la région ennemie D. Arrivée

Fig. 10.



Echelons offensifs.

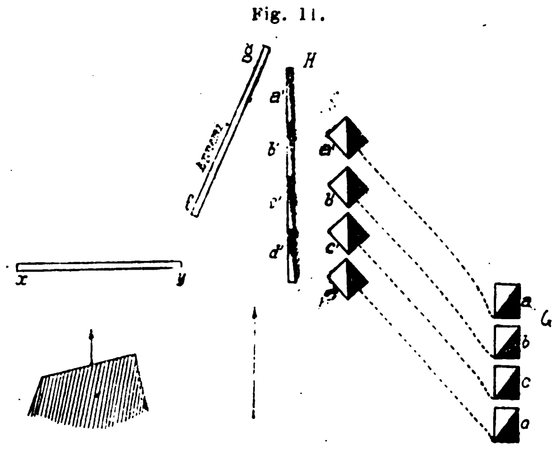
en G, un objectif *cd*, de la valeur d'un régiment, se dessine. Elle dispose contre lui les échelons offensifs *a' b'* qui abordent *c d* sous le front *a" b"* oblique, du fort au faible. Le 2e régiment reste en colonne et appuie la manœuvre.

2e CAS (*fig.* 11).

Arrivée en G, la brigade découvre un objectif d'une valeur

d'ensemble au moins égale à son effectif. Elle cherche à le manœuvrer dans son entier et prend le dispositif échelonné *a' b' c' d'* par la droite. En H, elle aborde l'ennemi à forces

Fig. 11.



Dispositif offensif.

égales. Elle l'attaque obliquement, mais elle est dans la même situation par rapport à lui. Elle peut garder l'avantage d'avoir orienté l'axe de l'attaque, et l'échelon *d'*, non employé parce qu'il est dans le vide, peut, grâce à sa disposition, être réservé à temps. Cette situation n'en souligne pas moins un manque de précision dans la manœuvre, à moins qu'une nécessité de circonstance n'ait arrêté en H son développement.

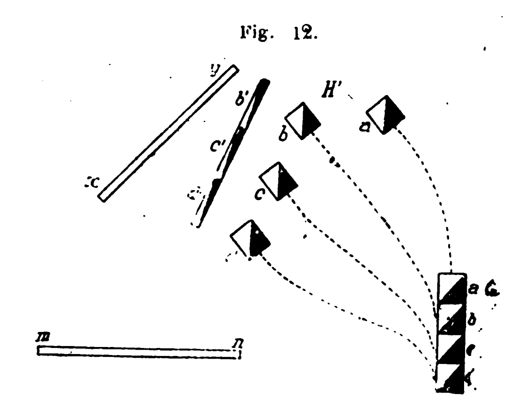
3e CAS (*fig.* 12).

En G, la brigade prend son dispositif offensif et manœuvre l'ensemble de l'objectif *x y*. En H', elle le commande; ***b c d***, se déploient en *b' c' d'* et abordent *x y*, du fort au faible. *a* est en réserve.

C'est le dispositif en échiquier, à cette nuance près que la définition ci-dessus semble impliquer l'idée d'un dispositif pris généralement *à priori*, au lieu qu'il est la résultante de la manœuvre et se présente sous cette forme au moment précis où celle-ci aboutit. Si le dispositif *b c d* s'élevait de la profondeur de

l'échelon *b*, il pourrait attaquer *x y* avec succès, à l'aide de deux échelons *c d* déployés du fort au faible, et *b* constituerait avec *a* une réserve d'un régiment, la manœuvre en serait d'au-

Fig. 12.

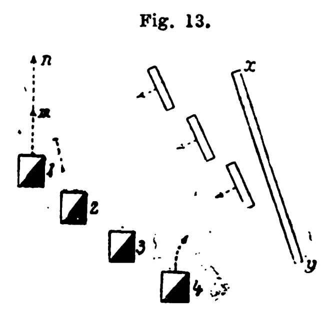


Dispositif offensif (Echiquier).

tant plus heureuse. Ces trois exemples font ressortir l'à-propos des prises des dispositions et écartent du procédé toute conception superficielle, laborieuse ou préconçue.

Dispositif défensif.

Fig. 13.



Eche ns défensifs.

1° La brigade, en se portant vers un objectif qui l'appelle sur l'axe *m n*, est menacée sur son flanc droit. Au lieu de s'élever sur *m n* en ordre normal, et riposter, comme nous l'avons vu plus

haut, aux attaques venues de xy par débits successifs, elle peut prendre le dispositif défensif de la *fig.* 13 ci-dessus.

Les échelons sont disposés défensivement, c'est-à-dire du côté de l'adversaire qui menace la marche de l'ensemble.

Si les échelons 1 2 3 4 ne devaient pouvoir, quelle que soit l'attaque, procéder que par ripostes successives d'un demi-régiment, la conception d'un tel dispositif serait puérile. Il serait, en effet, à la merci d'une ligne pleine légèrement plus étendue. Il n'a de valeur qu'autant que, quelle que soit l'attaque, il pourra lui opposer un front équivalent. Le mérite d'un dispositif défensif est donc, avant tout, de pouvoir se plier à toutes les exigences d'une attaque, par suite, se transformer aisément en dispositif offensif sous le front qu'elle comporte. Un changement de direction des échelons peut amener cette nouvelle disposition. Devant l'ennemi, l'évolution serait dangereuse. Une telle éventualité ne saurait que souligner le manque de précision dans la conduite d'une troupe. Un dispositif défensif de ce genre, que nous n'avons exposé que parce qu'il en a été fait mention aux manœuvres, n'a d'autre valeur que celui d'une figure de carrousel. La formation normale, avec flanc défensif, est ici bien supérieure.

Dans la prise de ces dispositifs, pour les besoins de la démonstration, c'est à des mouvements carrés que, le plus souvent, on a dû avoir recours. Il convient de se défendre, en présence de pareils tracés destinés expressément à graver dans les esprits les formes sous lesquelles les échelons sont appelés à se produire, d'un ordre d'idées capables de faire perdre de vue le côté éminemment manœuvrier du procédé. S'il ne s'agit que d'un dispositif d'attente, de parade, c'est, en ce qui concerne les petites unités, un schéma sur lequel des théoriciens pourront s'hynoptiser, mais qui, en réalité, ne signifie pas grand'chose. Le procédé, on ne saurait trop le répéter, pour apte qu'il soit en présence d'une situation pleine d'éventualités, doit rester avant tout un instrument de manœuvre au moyen duquel un chef habile s'impose à l'ennemi. Il se prend au moment voulu, varie en raison des situations. En principe, c'est l'idée maîtresse de toute manœuvre de cavalerie, il est offensif. S'il est parfois défensif, il ne le reste que momentanément, juste

le temps de passer à l'offensive. Tels sont les cas que nous verrons se produire au passage du défilé, dans la manœuvre d'une deuxième ligne, soutien de la première, dans une attaque de front, etc. C'est au commandant de l'unité à le concevoir au mieux de sa manœuvre, à le prendre à propos et, dès qu'il est ordonné, à en diriger la tête aux allures que comporte son tempérament. Les mouvements carrés sont ici hors de circonstance. C'est en marchant et sur l'oblique que se prennent les distances et les intervalles, par rapport à l'échelon précédent. La prescription n'a pas laissé d'en être faite à maintes reprises aux manœuvres de la division.

Aux exercices de combat de cette dernière, les dispositifs échelonnés, dont les brigades ont fait usage, ont été du genre de ceux que nous avons étudiés. C'est sous cet aspect général que nous allons les retrouver.

Dispositifs pris par la division.

Exercices de combat.

La division se porte au-devant de l'ennemi dans le dispositif de marche d'approche que nous avons étudié au commencement du travail. Le général de division est au loin sous la protection d'une avant-garde, au-devant des renseignements. Les généraux de brigade sont à sa portée. Dès qu'une idée de la situation générale s'est faite dans son esprit, il ordonne la prise d'un dispositif d'attaque.

D'une façon générale, et au point de vue des définitions, le caractère du dispositif relève du rôle des brigades de manœuvre. Si le mouvement de celles-ci est offensif, le dispositif d'attaque de la division est dit : offensif. Dans ce cas, l'attitude de la 1re brigade est défensive. En d'autres termes, celle-ci livre un combat lent, mesuré, démonstratif, destiné à créer la situation générale sur laquelle s'oriente la manœuvre offensive des brigades 2e et 3e lignes.

Si au contraire la division attaque par le centre, prononce une attaque de front, la 1re ligne est offensive; les brigades de manœuvres l'appuient, mais restent défensives contre des mou-

vements appelés à se produire sur les flancs. Le dispositif est dit défensif.

Dispositif offensif.

L'attaque est prononcée soit sur une aile, soit sur les deux ailes à la fois.

La brigade s'avance dans l'ordre suivant :

1° Brigade de cuirassiers ;

2° Artillerie ;

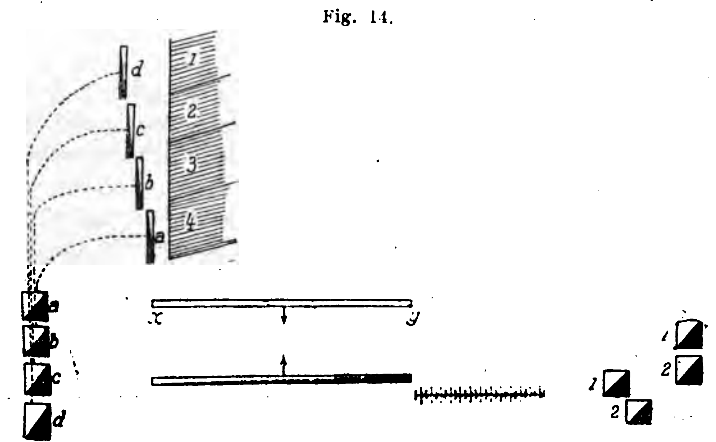
3° Brigade de dragons, à droite ;
Brigade légère à gauche, accolées.

1er Cas. — *Attaque sur une aile.*

1° L'exercice est décomposé ; à l'indication : *artillerie!* le dispositif indiqué est pris.

La brigade de cuirassiers se porte en 1re ligne, en ligne de masses sans intervalles.

Fig. 14.



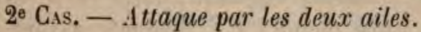
1er Cas. — Dispositif offensif — Attaque par une aile. Procédés par débits successifs.

En arrière à droite, l'artillerie se met en batterie ; la brigade de dragons constitue son soutien et forme la réserve ; elle prend un dispositif défensif ; à gauche, à hauteur des cuirassiers se trouve la brigade légère qui prononcera l'attaque sur l'aile droite ennemie.

A la sonnerie : « Exécution », la brigade de cuirassiers se déploie et prononce son mouvement en avant ; l'artillerie ouvre son feu. La brigade légère s'élève par la gauche en ordre normal et prononce son attaque qu'elle mène, par débits successifs d'échelons de demi-régiments, sur les masses ennemies en arrière de la 1re ligne (*fig.* 14).

2° Les dispositions sont les mêmes.

La brigade légère s'élève par la gauche, rompt en échelons offensifs et prend le dispositif en échiquier pour aborder l'adversaire.



2e Cas. — *Attaque par les deux ailes.*

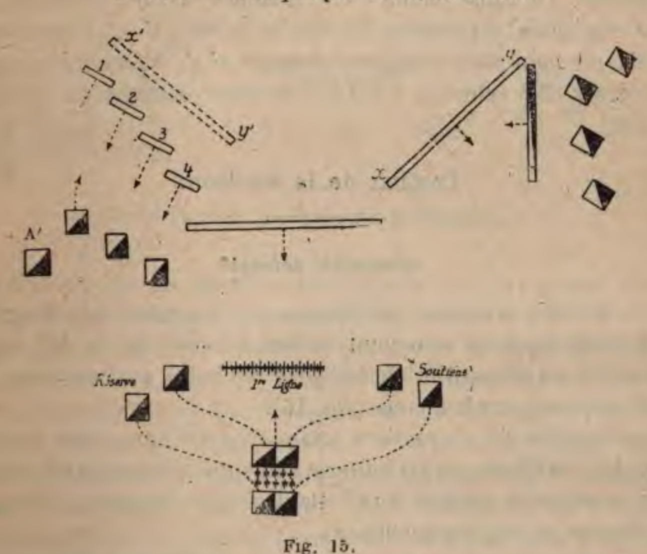


Fig. 15.

Dispo-itif offensif. — Attaque par les deux ailes.
Les brigades de manœuvre prennent le dispositif offensif en échiquier.

La brigade de cuirassiers s'ouvre, laisse passer l'artillerie qui se met en batterie, lui sert de soutien et constitue la réserve. Les deux brigades de dragons et de légère s'élèvent à droite et à gauche, en échelons offensifs, dans la disposition d'échiquier. Le dispositif de la division est dit : « En tenaille ».

Il convient de remarquer que du côté de la brigade légère, à l'aile gauche, l'ennemi est disposé en échelons, contre chacun

desquels les échelons de l'échiquier A. se peuvent débiter à l'aise et successivement. Ces échelons doivent-ils, pour cela, s'affranchir de la loi qui les rend solidaires, susceptibles d'être orientés dans leur ensemble, avec la possibilité de se transformer en ligne pleine. Que s'il en était ainsi, la ligne pleine ennemie $x'y'$ les pourrait refouler à l'aise. Contre cette même ligne pleine $x'y'$ d'autre part, les efforts successifs et isolés des échelons *a b c d* aboutiraient à autant d'échecs. Par contre, agencée suivant la règle que nous avons dite, sur laquelle nous ne saurions trop revenir parce qu'elle est imprescriptible de toute idée de manœuvre, le même dispositif, porté en A, est maître de la situation. La ligne pleine $b'c'd'$ déployée assure le succès, car elle réalise la manœuvre du fort au faible; b'. c'. d' sont ainsi suffisants pour battre la ligne ennemie $x'y'$, *à fortiori* pour en disperser les échelons 4 3 2 1. L'échelon *a* reste en réserve.

Combat de la division.

Dispositif défensif.

La division prononce son attaque par le centre. Les brigades des ailes, tout en soutenant l'effort offensif de la 1re ligne, prennent un dispositif défensif pour répondre aux menaces qui peuvent venir sur les flancs (*fig.* 16).

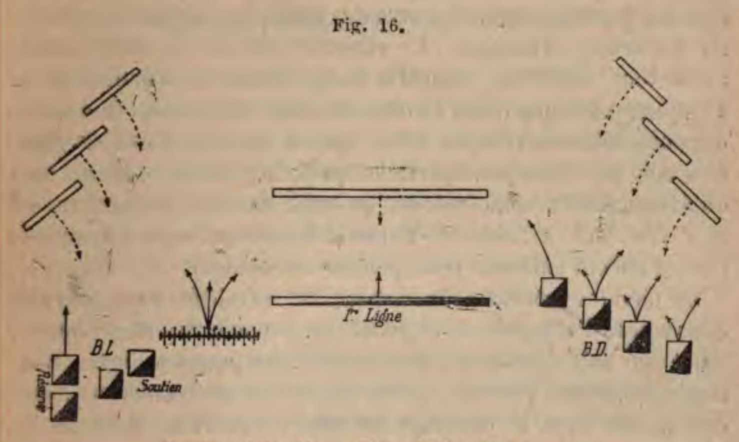
La brigade de cuirassiers attaque en 1re ligne. Sur le flanc gauche, l'artillerie est en batterie soutenue par la brigade légère qui constitue la réserve. Sur l'aile droite, la brigade de dragons se dispose en échelons défensifs.

L'exercice de combat appelé par le dispositif défensif ci-dessus, répond à celui de la figure du dispositif offensif.

Considéré à un point de vue plus large, l'exposé des dispositifs que nous venons de voir, donne quelque idée des genres de combat que peut engager une division de cavalerie. Manœuvrier de premier ordre, le général de Beauchesne préconise le mode d'attaque se rapportant aux cas des dispositifs offensifs. L'attaque démonstrative de sa première ligne est en effet destinée à produire un amorçage appelant les forces de l'adversaire sur l'axe qu'il détermine, et crée par suite une situation contre

laquelle, parce qu'il la prévoit, il se fait un jeu de débiter les échelons offensifs de ses brigades de manœuvre. Un chef de cavalerie sûr de sa doctrine, sûr de ses unités, peut ainsi jouer à

Fig. 16.



Combat défensif. — Dispositif en tête porc.

l'aise d'une évolution favorite avec laquelle ses sous-ordres sont familiarisés, et envisager de très brillants succès.

L'attaque de front n'en demeure pas moins la forme générale la plus accréditée dans la tactique de l'arme. Est-ce à dire qu'elle demande moins d'aptitudes de la part du chef et de la part des unités de manœuvres?... L'attaque de front bien menée doit assurer la victoire parce qu'elle trace l'axe de l'effort, et que, si elle réussit, elle emporte dans son succès les événements corollaires du combat, lesquels ne sont plus ainsi que des accessoires. C'est donc à la faire aboutir que tous les efforts doivent tendre.

Le dispositif ci-dessus (*fig.* 16), dit : « dispositif défensif », pris en vue de 2e et 3e lignes ennemies à combattre, en peut être la forme générale. Au même titre que les précédents, il se recommande essentiellement de la valeur du chef qui saura l'orienter et imposer à son adversaire le mérite de sa manœuvre et l'énergie de son attaque. Le dispositif dessiné pour les brigades de manœuvre dans le schéma dit : « en tête de porc », ne saurait s'appliquer en général aux cas normaux, pas plus qu'à la phy-

sionomie d'un combat de ce genre. Outre que, nous l'avons déjà dit, de telles figures (et c'est là le danger de leur exposé) appellent des objectifs symétriques, ce qui est de conception illusoire, un agencement en sens inverse de la direction ne saurait que paralyser la manœuvre des brigades appelées à concourir à l'action principale. Le caractère de ces brigades prend avant tout une allure offensive dans le sens de l'action de la 1re ligne, parce que, nous l'avons dit, là est la victoire. Que si des circonstances extérieures, telles que la menace d'une 2e ligne ennemie par exemple, méritent qu'on s'y arrête, ce ne sont qu'éventualités accessoires ; on les subit sans les rechercher ; on leur fait face à l'aide de flancs défensifs prélevés à temps et juste d'effectif suffisant pour pouvoir les contenir.

La tactique générale du combat de cavalerie s'est affirmée dans le sens d'attaques de ce genre. On conçoit, dès lors, l'importance qui doit s'attacher à l'action de cette première ligne. L'attaque prononcée par elle, parce qu'elle est prépondérante, doit être menée avec le concours de tous les mérites, de tous les efforts capables de la faire réussir. Au point de vue tactique qui nous occupe, elle se recommande de la valeur de la manœuvre du fort au faible et des procédés d'évolutions les plus aptes à la faire aboutir.

A l'un des exercices de combat de ce genre livrés par la division, la première brigade a manœuvré la 1re ligne ennemie en colonne de pelotons. La colonne s'est élevée obliquement sur le flanc droit de l'axe du front adverse, et s'est rabattue en ligne pleine. L'évolution, favorisée par des couverts, pouvait réussir. Les mérites du dispositif échelonné, comme procédé d'évolution dans la manœuvre du fort au faible, sont ici prépondérants. Leur application peut être de nature à justifier les développements que cette étude s'est efforcée de leur consacrer. Le combat de cavalerie, nous l'avons dit, est fait d'événements si intenses, comporte une rapidité d'exécution telle que l'agencement d'un dispositif échelonné, s'il devait maintenant nous apparaître tant soit peu subtil, ne s'aurait s'accorder avec les qualités de simplicité et de souplesse qui font le mérite principal de l'évolution. Conçu dans les formes sous lesquelles nous avons essayé de le décrire, le procédé par échelons ne manquerait pas de laisser sans doute l'esprit parfois désemparé, s'il ne se recommandait

d'un facteur merveilleux, nouvellement introduit dans nos pratiques par le règlement de 1899, et dont il n'a pas été question jusqu'ici. Nous voulons parler de l'étendard.

Rôle de l'étendard dans l'évolution.

Dans toutes les formations, la place de l'étendard est marquée avec une précision dont la netteté révèle, dans l'esprit des auteurs du nouveau règlement de manœuvres, la portée du rôle qu'il doit jouer dans l'évolution. Cette place, dans les colonnes, correspond à celle qu'il doit prendre dans les lignes déployées. Dans celles-ci, il marque la direction, trace l'axe de la marche ; il appelle à sa hauteur les têtes d'escadrons et les raccorde. Un fanion quelconque pourrait jouer le même rôle. La haute signification morale de l'étendard donne à ce rôle un relief fait pour pour entraîner tous les efforts, vaincre toutes les hésitations. Son inflence est d'autant plus appréciable, dans le procédé par échelons, que ceux-ci sont par nature exposés à dévier du but assigné par la manœuvre.

Les conceptions les plus diverses ont pu se faire jour dans la théorie des échelons. Justifiées en infanterie et en artillerie, parce que, là, des dispositions empruntent à l'arrêt et aux formes du terrain des appuis qui les justifient, ces mêmes dispositions échappent, pour la plupart, à la pratique d'une arme dont le mouvement est la force prépondérante, aussi bien dans l'attaque que dans la riposte. Peut-être trouvons-nous là le motif inavoué d'une défaveur qui nous a semblé, chez beaucoup, succéder à l'engouement manifesté pour le procédé. La vérité, c'est que celui-ci ne saurait se concevoir sans le secours de l'étendard.

Dans une manœuvre par échelons, quelle quelle soit, la direction est à la tête. Le chef est là pour donner à l'ensemble l'orientation et l'allure qu'appelle la situation. Au moment précis où la manœuvre aboutit, il fait sonner : « En bataille ». L'officier porteur de l'étendard (sa place est au centre, correspondant à celle de l'ordre en colonne, ou en masse) trace l'axe de la marche en bataille, qu'il mène en progressant jusqu'à la charge. Les échelons se raccordent à sa hauteur, sur sa direction, en se déployant. Cet officier incarne ici l'idée du chef. L'évolution de

toute simplicité et de toute instantanéité aura la précision que celui-ci aura su tracer dans l'esprit de son sous-ordre. Quant à la progression de la marche en bataille, elle réalisera les formes que son tempérament aura voulu lui donner. Que si, dégagé de toute autre préoccupation, il veut en ce moment venir en prendre la direction, sa place lui est repérée par l'étendard. Grâce à cet heureux auxiliaire, la tactique du combat de cavalerie nous apparaît avec les caractères de simplicité et de souplesse que nous devons souhaiter lui voir enfin réaliser. Parce qu'il est sûr de la précision et de la valeur de la ligne qu'il pourra jeter à l'ennemi, le chef conçoit et dirige sa manœuvre dans le libre essort de sa valeur. Familiarisés avec la simplicité d'un jeu dont ils ont la clef, les commandants d'unités n'ont plus ces obsédantes préoccupations qui les ralentissent au moment des déploiements. Au signal donné ils vont à leur place, appelés par ce signe visible qui les soude et les entraîne. Toutes les forces morales, toutes les forces vives sont ainsi orientées vers le but, vers l'ennemi, avec pour chacun des officiers guides la mise en relief d'une qualité éminemment cavalière : la nuance de leur allure qui appelle la rapidité de la formation et exploite la griserie d'une vitesse qui va toujours progressant.

Aux exercices de la 6e division, il n'a pas été fait usage de l'étendard, sans doute parce que l'idée générale qui présidait à la manœuvre en dispositifs échelonnés, impliquait des efforts successifs ou des actions assez solides par elle-mêmes pour n'avoir pas à envisager la constitution de front plus étendus. La disposition des fanions représentant l'ennemi n'a dessiné que des objectifs proportionnés à l'effectif du demi-régiment. Une telle conception du combat de cavalerie est-elle la vraie ?

Les dispositions ainsi tracées n'ont-elles pas plutôt été de la sorte pour l'exercice d'un procédé particulièrement en faveur dans l'esprit du général directeur ? Quoi qu'il en soit, il n'en reste pas moins vrai qu'une brigade peut avoir à manœuvrer un ensemble plus considérable, par suite avoir à se mesurer avec des fronts plus étendus. Ceux qui voudront l'admettre devront regretter que le fanion de la brigade n'ait pas dans cette unité, sinon la puissante valeur morale, du moins l'heureuse signification qui fait de l'étendard, dans le régiment, un si précieux moyen d'évolution.

CONCLUSION.

Nous sommes à une époque, hélas, où les engouements pour la tactique du combat de cavalerie passent vite, pour ne pas dire qu'ils ne sont plus guère à l'ordre du jour. L'arme quelque peu détournée de la véritable conception de son rôle, par un mouvement d'opinions qui tend à en restreindre la nature et la portée, cherche ailleurs une orientation de ses doctrines et de ses efforts. Il y a quelque temps paraissait une étude que, en certains milieux où vibre encore l'esprit cavalier, on s'est quelque peu étonné de voir publier dans notre *Revue de Cavalerie*. Cette étude, signée d'un nom d'ailleurs justement en faveur, menait une campagne à fond contre le combat de cavalerie, qu'il se plaisait à qualifier de « tournoiements ». La conclusion appelait les divisions de cavalerie qu'elle enrageait de voir dénommées « indépendantes », dans la sphère plus immédiate des corps d'armée. Comme si cette indépendance nécessaire aux divisions de cavalerie pour l'accomplissement de leur mission les devait soustraire aux vues des commandants en chef! C'est le tout petit côté de la question. La vérité, c'est que la cavalerie française, si elle garde l'ambition de remplir la puissante mission stratégique qui lui est destinée, ne peut compter dans le concert des trois armes que si, aux mêmes titres que ses puissantes compagnes, elle sait acquérir et se donner le sentiment de sa supériorité sur la cavalerie appelée à être sa rivale. Or, le sentiment de cette supériorité où doit-elle le chercher? Est ce exclusivement dans la pratique des manœuvres d'automne au cours desquelles les divisions de cavalerie sont conviées près des corps d'armée et où elles agissent dans la sphère immédiate des troupes d'infanterie, sous les yeux de chefs illustres qui leur prodiguent, le plus souvent par courtoisie, des éloges d'autant plus attrayants que les responsabilités sont moins définies, les efforts plus circonscrits et plus facilement orientés? Les aptitudes particulières auxquelles ces manœuvres avec l'infanterie peuvent faire appel, les manœuvres de garnison suffisent amplement à les développer. Il y a quelque temps la cavalerie, chaque année, était conviée aux grands rassemblements de Châlons, de Bléret, Avor, etc. Là, les chefs donnaient la mesure de leur valeur, et trou-

vaient une sanction vibrante à leurs mérites et à leurs efforts. La tactique de combat se redressait et se développait sous la direction des grands maîtres, et à se mouvoir dans cette atmosphère toute cavalière, faite d'éléments exclusivement les siens, l'arme rajeunie retrempait et fortifiait son génie.

Le combat de cavalerie contre cavalerie est, par sa nature, tellement intense, la situation du chef appelé à le livrer tellement aiguë, que rien d'analogue à la guerre ne se peut concevoir; à savoir le mener victorieusement, l'arme donne la vraie, l'essentielle mesure de sa valeur. Mûre pour ce combat, consciente de sa force, confiante en sa supériorité sur sa rivale quelle qu'elle soit, elle reste apte, par surcroît, à toutes les missions qui peuvent lui être confiées.

La supériorité de la cavalerie allemande en 1870, a été faite surtout de l'infériorité de la nôtre. Ici, nous ne parlons certes pas du courage et de la valeur sur le champ de bataille. Les rues de Morsbronn, les plaines de Mouzon, les terrasses d'Illy, les champs de Floing et de Casal sont les témoins impérissables des héroïques énergies de notre cavalerie. Mais qui donc pourrait prétendre aujourd'hui que, si les divisions de cavalerie allemande ont pu orienter et couvrir le vaste mouvement des III[e] et IV[e] armées contre l'armée de Châlons, ce n'est pas grâce à l'inopportune répartition des divisions de cavalerie française dont l'absence leur laissait le champ libre?... En serait-il ainsi désormais? Partout où une mission s'ouvrira à la cavalerie, la nôtre sera-t-elle condamnée à laisser de nouveau la zone d'action librement ouverte à sa rivale? Et, si la logique conception des choses de la guerre appelle ici, dès lors, les deux cavaleries en présence, quelle solution doit s'imposer? N'est-ce pas, avant tout, le combat de ces deux adversaires?...

Le 15 août, la 5[e] division de cavalerie prussienne, au cours d'une mission de reconnaissance, s'est trouvée en présence des divisions françaises Forton et Valabrègue. Ces deux cavaleries ont échangé quelques coups de canon aux environs de Rezonville et sont restées en présence sans engager autrement le combat.

La mission confiée à la division Rheinbaben avait cependant une portée considérable dans l'orientation stratégique du mouvement de la II[e] armée. Après Borny, l'armée française devait pour-

suivre son mouvement de retraite un instant ralenti par cette rencontre. « Les fruits de la victoire du 14, disent les *Directives du Grand Etat-Major,* ne peuvent être cueillis que par une offensive énergique au delà de la Moselle, contre les routes de Metz et de Verdun ». Pressée de front par la Ire armée, l'armée de Bazaine devait être devancée sur la Meuse par l'armée du prince Frédéric-Charles. Or, de Metz, trois routes vont à la Meuse. On supposait, au quartier général allemand, que l'armée française avait dû emprunter la plus septentrionale de ces trois routes comme la plus favorable. Dans la manœuvre du 16 août, les corps de la IIe armée étaient portés sur les directions de Pont-à-Mousson, vers la Meuse. L'éloignement de l'ennemi devait favoriser la libre exécution du mouvement. Une marche forcée pouvait amener un résultat décisif.

L'orientation de la manœuvre du prince Frédéric-Charles reposait donc en partie sur une conjecture. La mission confiée à la 5e division de cavalerie consistait particulièrement à en vérifier les données. Il lui était enjoint de se porter vers les routes de Metz—Verdun, de chercher à savoir où en était le mouvement de retraite de l'armée française, et enfin de préciser par laquelle des trois routes se retirait la masse principale de l'adversaire.

Au cours de sa randonnée vers le Nord, le réseau de découverte se heurta, vers Rezonville, contre la division de Forton, et cette rencontre inopinée fit stopper net le mouvement d'exploration qu'elle poursuivait.

Pour les Français comme pour les Allemands, la situation générale dans laquelle se mouvaient les armées ce jour-là était pressante. Le secret en devait appartenir à celle des deux cavaleries qui, passant résolument sur le ventre de sa rivale, fût venue le chercher dans la zone que celle-ci lui barrait. Est-ce à dire, encore une fois, que l'une et l'autre de ces deux cavaleries aient manqué de courage ? L'Histoire ne se lassera pas de le dire : la cavalerie française a versé son sang sur les champs de bataille de 1870 avec un héroïsme, une profusion de dévouements qui lui ont valu les applaudissements de son armée et ceux de nos ennemis. Quant à la cavalerie prussienne, il plaira de voir rappeler que les champs de Vionville et de Rezonville, que, ce jour-là, elle observait si tranquillement, par delà les escadrons des divisions Forton et Valabrègue (celle-ci était ac-

courue au bruit du canon), elle devait, le lendemain, les rendre à jamais célèbres par la tragique chevauchée de la mort de sa brigade Bredow. C'est que le courage du champ de bataille est dans le cœur de tous. Aux chefs de cavalerie, en présence de situations du genre de celles que nous rappelons, et qui seront le terme obligé de toutes leurs missions à venir, il faut un tempérament d'ordre spécial. Les responsabilités qui, à ce moment, se dressent et font d'eux des sortes de généraux en chef, les difficultés particulièrement intenses qui surgissent dans l'orientation et dans la conduite d'un engagement de cette nature, font appel à des qualités d'énergie, de décision, de coup d'œil, dont le développement et la réalisation demandent la consécration d'une pratique incessante, d'une doctrine ardente et indiscutée. Le combat de cavalerie n'était pas la règle de l'emploi de l'arme en 1870. Le 15 août, les divisions Rheinbaben et de Forton en présence se sont bornées à se regarder. A ceux qui préconisent des attitudes de ce genre, et l'école est bruyante de nos jours qui, dans le rôle de la cavalerie en avant des armées, ne craint pas de déconseiller le combat comme un effort inutile, l'Histoire reste là pour dire la portée misérable des services ainsi rendus ce jour-là par ces deux cavaleries.

Inquiète, tourmentée par le remords d'une mission qu'elle sentait si mal remplie, la division prussienne s'efforçait, dans la soirée, de compléter ses informations. Un escadron était envoyé vers le Nord, cherchait à communiquer avec la Ire armée. A son retour, cet escadron tombait, à Jarny, dans une embuscade de chasseurs d'Afrique. Un autre escadron s'avançait vers la route de Mars-la-Tour et signalait, aux environs de Rezonville, la présence d'un corps de troupes de toutes armes, que son rapport évaluait à 20,000 hommes. Et c'est tout.

Et le lendemain, persistant dans les conjectures de la veille, conjectures que rien dans les rapports de cette cavalerie n'était venu modifier, la IIe armée s'engageait sur les routes qui, de Pont-à-Mousson et au Sud, vont à la Meuse.

Perplexe toutefois, le 16 au matin, au sujet de ce corps de 20,000 hommes dont la présence lui avait été signalée sur la route du Sud, le prince Frédéric-Charles ordonnait aux 5e et 6e divisions de cavalerie de prononcer dans cette région une reconnaissance offensive, que devrait appuyer, le cas échéant, le

corps le plus voisin qui, le premier, aurait franchi la Moselle. Pendant qu'à marches forcées, toute la IIe armée s'oriente vers la Meuse, les divisions de cavalerie engagent aux abords de Flavigny, à plus de 50 kilomètres de l'axe suivi par le corps de cette armée, contre toute l'armée française, la stupéfiante bataille du 16 août. Certes, l'alarme fut vive du côté des Français, la surprise fut douloureuse quand, aux premières heures de cette journée du 16, on vit labourée par les éclats des obus prussiens, cette route de Mars-la-Tour, par laquelle on comptait regagner librement l'intérieur du pays. Mais les leçons se dégagent là moins vibrantes : l'organisation et la répartition de notre cavalerie ne comportaient point de mission stratégique de cette envergure. La cavalerie prussienne a eu, de par sa constitution et ses doctrines d'avant 1870, l'intuition du rôle qu'elle était appelée à jouer dans les guerres modernes.

Les circonstances de cette campagne qui, chaque jour, au fur et mesure que se déroulaient les événements, imposaient son entrée en jeu, ont mis en relief toutes les physionomies logiques de son emploi.

C'est là que nous ne devons cesser de chercher des leçons.

Contre toute l'armée française déployée, le IIIe corps a tenu jusqu'à 2 h. 1/2. Il a pu sortir non seulement sans danger, mais encore avec une vraie gloire, des péripéties tragiques auxquelles le devait exposer semblable aventure. Dans ces champs de Flavigny et de Tronville, où se débattaient les énergies des bataillons d'Alvensleben, la cavalerie allemande a dû donner la mesure du rôle qui parfois doit être demandé à notre arme sur le champ de bataille.

Infatigables, ardentes à conjurer la crise qu'elles avaient fait naître, les 5e et 6e divisions de cavalerie se sont multipliées, prolongeant des lignes, fermant des trouées, constituant les dernières réserves, appuyant des manœuvres, jetant sans compter le sacrifice de leurs escadrons au-devant des mouvements offensifs de l'adversaire dont le plus léger progrès devait amener la déroute irrémédiable des Allemands. Certes l'armée, venue sur le tard des mille points du vaste horizon sur lequel s'égrenaient, divergents, les corps de bataille, a dû applaudir aux énergies de cette cavalerie. Elle a dû se dire aussi que ces énergies, mises la veille au service de son véritable rôle, eussent sans doute, en

orientant mieux la bataille du jour, prévenu bien des anxiétés et plus heureusement favorisé la fortune.

A Sedan, les divisions de cavalerie allemandes n'ont pas donné. Pendant que moins heureuse la cavalerie française se faisait tuer, impuissante à conjurer la catastrophe finale, sa rivale assistait de loin, frémissante, aux grands événements d'une journée qui donnait à son pays une gloire incomparable, avec le légitime orgueil de pouvoir se dire que cette œuvre en partie était sienne, et qu'elle avait bien mérité de sa patrie.

Au lendemain de 1870, le réveil fut ardent. Les immortelles journées du 16 août et du 1er septembre laissaient de grandes et impérissables leçons. Elles disaient sans doute que, sur ces vastes champs de bataille où se jouait le sort des armées, celle des deux cavaleries rivales qui n'avait pas su remplir son rôle stratégique avant la bataille, avait dû verser son sang à profusion pour conjurer les catastrophes et sauver l'honneur des armes. Les efforts se sont orientés dans le sens de l'emploi logique de l'arme en avant des armées, et dans le développement normal de sa mission d'exploration; le règlement de 1876 a fait du combat de cavalerie la condition du succès. Une telle conception de notre rôle, appelé à jeter ainsi sur le front des armées le présage des victoires futures, a fait une génération de chefs ardents, épris du côté chevaleresque de leur mission. Gardons-nous des doctrines restrictives. Le combat de cavalerie contre cavalerie est notre loi première, fondamentale, essentielle, parce qu'il est notre arme, notre force prépondérante. Au surplus, il fait appel à des qualités d'ordre assez vibrant pour qu'à s'y complaire on finisse par s'y passionner. Il met en jeu des efforts assez délicats pour qu'à les réaliser on puisse prétendre se donner un relief de personnalité peu banale, trouver tout au moins la justification des plus nobles et des plus valeureuses ambitions.

De grandes manœuvres de cavaleries sont annoncées cette année, sous la direction du Président du comité de cavalerie. Félicitons-nous de voir enfin s'ouvrir toute grande une ère nouvelle, enfin revenue, de laquelle nous ne sommes que trop longtemps restés écartés.

Un Officier de cavalerie.



L'INFANTERIE EN LIAISON

AVEC

LA CAVALERIE[1]

> « Je vous remercie de vos baïonnettes; le mélange des deux armes a été reconnu comme une chose précieuse par les meilleurs officiers d'avant-garde. »
> (Le général de PIRÉ au général FRIANT, 14 avril 1809.)

II.

UNITÉS D'INFANTERIE REMPLISSANT LES MEILLEURES CONDITIONS POUR SOUTENIR LA CAVALERIE.

Le *Règlement sur le Service des armées en campagne* indique, art. 19, que des détachements d'infanterie peuvent être éventuellement adjoints aux divisions de cavalerie qui possèdent, d'une manière générale, un groupe de deux batteries à cheval.

En effet, nous savons que la cavalerie est l'arme de la mobilité par excellence; elle ne doit jamais rester sur place, et il importe néanmoins que ses communications soient assurées afin de la recueillir si des raisons d'ordre militaire l'obligeaient à se retirer.

Or, d'autre part, il ne peut être question de distraire un certain nombre d'escadrons pour tenir les lignes d'opérations. C'est donc aux petites unités d'infanterie, extrêmement mobiles,

---

[1] Voir la livraison de janvier 1902.

comme le bataillon et la compagnie, que cette tâche sera attribuée. Naturellement, on prendra, de préférence, des bataillons d'infanterie formant corps. Combien adjoindra-t-on de bataillons à une division de cavalerie ?

Les personnes les plus compétentes estiment qu'un bataillon de quatre compagnies peut suffire.

Nous n'envisageons, dans cette étude, que la situation des petites unités d'infanterie occupant, généralement, un « repli » dans la direction suivie par la cavalerie. Lorsque celle-ci doit engager le combat contre des troupes d'effectifs élevés, il faut lui adjoindre une proportion d'infanterie et d'artillerie en rapport avec la résistance que l'on pourra rencontrer et les difficultés qu'on éprouvera pour obtenir le résultat désiré.

La campagne de 1809, dont l'État-Major de l'Armée vient de publier une partie de la correspondance officielle, est riche en enseignements sur cette intéressante question.

Au combat de Peising (19 avril 1809) la division Montbrun flanquait le 3e corps qui marchait de Ratisbonne sur Abensberg : elle rencontra l'ennemi à hauteur de Lukenpoint :

« Le général de division fit ses dispositions sur le plateau de Dinzling, envoya des tirailleurs à cheval ; la compagnie de voltigeurs du 7e régiment d'infanterie légère fut aussi divisée en tirailleurs.....

« Deux compagnies, *détachées sur la droite* du plateau, repoussèrent un régiment de chasseurs d'Hohenlohe[1].

« Les forces de l'ennemi augmentant, tant en infanterie qu'en cavalerie, et se portant à près de 18,000 hommes, le général fit charger, à la baïonnette, le 7e régiment d'infanterie légère qui fit environ 300 prisonniers[2]. »

Ainsi, la division de cavalerie du général Montbrun, appuyée par le 7e d'infanterie légère, avait attiré sur elle l'effet de près de 20,000 hommes.

Le combat dont nous venons de reproduire les principaux passages, est un véritable modèle dans l'art de combiner les

---

[1] Ces deux compagnies constituèrent donc un point d'appui de ce côté.
[2] Rapport sur le combat de Peising, par le chef d'état-major de la division Montbrun.

efforts de l'infanterie et de la cavalerie sur le champ de bataille.

L'effectif du 7e d'infanterie légère était, d'après la situation du 15 avril 1809, de 64 officiers et 2,830 sous-officiers et soldats.

En raison de l'armement actuel, il ne paraît pas nécessaire, aujourd'hui, d'adjoindre en temps ordinaire, à la division de cavalerie, plus d'un bataillon d'infanterie de 4 compagnies. Souvent deux de ces derniers suffiront pour prendre une position d'accueil ou donner un appui à la cavalerie.

Il va de soi que plus l'effectif du soutien d'infanterie est élevé, plus il perd de sa mobilité.

III.

EFFETS DES FEUX DE L'ARTILLERIE DE CAMPAGNE SUR LES PETITES UNITÉS D'INFANTERIE.

On objectera que l'artillerie à cheval, marchant avec la cavalerie ennemie, prendra à partie le soutien d'infanterie, et cela d'autant plus que, depuis l'adoption des canons à tir rapide par les puissances européennes, on s'est ému de la situation difficile dans laquelle se trouvera une infanterie exposée au tir de l'artillerie. Cela est vrai pour les réserves des grandes unités, imprudemment mises sous le tir des batteries adverses, mais les petites unités d'infanterie isolées, libres de manœuvrer et surtout *d'utiliser le terrain*, offriront bien peu de prise à l'artillerie ennemie, car ses projectiles ne pourront détruire tous les couverts dont l'infanterie pourra se servir.

A l'appui de ce dire, nous reproduisons l'avis de M. le général Bonnal, exposé dans ses commentaires sur la lutte d'artillerie qui a eu lieu à Frœschwiller. A la page 232 de sa remarquable étude, le général, supposant l'infanterie ennemie cachée, s'exprime ainsi : « D'infanterie ennemie on ne voit trace, durant la lutte d'artillerie, elle s'est rasée dans les parties couvertes du terrain et n'a pas tiré un seul coup de fusil, où est-elle donc ? On l'ignore.

« Le canon à lui seul a-t-il le pouvoir de la faire lever ?

« Il faudrait, pour cela, que le tir des batteries fût dirigé

exclusivement sur les troupes, en supposant qu'elles puissent être atteintes derrière les masques qui les abritent.

« Mais, si l'artillerie fouille avec ses obus tous les lieux susceptibles de cacher l'infanterie, ses résultats probables seront bien faibles. Comment forcer l'infanterie adverse à se montrer ou tout au moins à signaler sa présence par le feu de ses fusils ?

« *Le moyen consiste à menacer cette infanterie de l'abordage, et une telle menace l'infanterie seule peut la provoquer.* »

Ces paroles ont été prophétiques pour la bataille de Colenso, livrée le 15 décembre 1899, en Afrique Australe.

A cette bataille, l'armée anglaise, forte de de 20,000 hommes, fit canonner pendant deux jours (13 et 14 décembre) les positions ennemies. Elle se conformait, en ce faisant, aux tendances actuelles qui consistent à faire préparer longuement par l'artillerie l'attaque des positions.

Mais, le troisième jour, lorsque l'infanterie anglaise commença vers six heures du matin, à se présenter en masse (pendant les premiers combats de cette campagne, l'infanterie anglaise fut conduite en dépit du bon sens ; jamais les officiers anglais n'ont fait éclairer leur troupe) pour passer la Tugela, des feux terribles d'infanterie partirent des tranchées adverses, *restées jusque-là silencieuses*, et furent particulièrement dirigés sur les batteries anglaises qui n'avaient pas de soutien.

La distance — et ceci est très instructif — à laquelle l'artillerie se trouvait de l'infanterie ennemie, était environ de 1125 mètres.

En un clin d'œil, les attelages furent détruits, et dix bouches à feu restèrent aux mains de l'ennemi.

Voici, du reste, la dépêche officielle du général en chef anglais rendant compte de cet événement :

« A ce moment (vers 9 heures du matin), je fus informé que l'artillerie que j'avais envoyée pour appuyer l'attaque, c'est-à-dire les 14e et 66e batteries et six canons de marine à tir rapide, s'était avancée trop près de la rivière afin de se trouver à bonne portée de l'ennemi. Deux batteries furent accueillies par un feu terrible. *Tous les chevaux furent tués*, et les canonniers n'eurent d'autre alternative que de rester près de leurs pièces ou cher-

cher un refuge près des voitures de munitions, près d'un pli de terrain.

« Des efforts désespérés furent faits pour ramener en arrière les pièces de campagne, *mais le feu était trop intense*, et deux pièces seulement purent être sauvées..... »

Le *Times*, journal anglais, a donné l'appréciation suivante qui paraît être fort juste : « La défense des Boers fut très habile. *C'est le feu de l'infanterie qui nous a causé les plus grosses pertes.* Les obus, quoique bien dirigés et éclatant généralement bien, ont produit peu d'effet. »

On a chanté, en Allemagne et en France, la gloire du rôle tenu par l'artillerie allemande pendant les combats livrés autour de Metz et sur la Saüer ; mais les admirateurs des artilleurs allemands se gardent bien d'ajouter que les batteries de nos adversaires étaient encadrées par des masses d'infanterie présentant presque toujours sur nos bataillons une supériorité numérique écrasante.

La tâche de l'artillerie allemande était encore facilitée par le mépris qu'avaient les officiers français d'alors, d'utiliser le terrain et par l'inertie dans laquelle notre infanterie s'est constamment tenue.

Mais, véritablement, que pourront les projectiles de campagne contre une infanterie cachée, invisible, et dont l'approche présente les plus grands dangers ?

Pendant le tir des pièces ennemies, l'infanterie abritée, *dans une position d'attente,* ne bougera pas. Ce sera le cas des petites unités occupant, en arrière des divisions d'exploration, des positions de repli.

Il convient d'ajouter que l'artillerie doit se montrer très avare de ses projectiles, car le réapprovisionnement de ses caissons, surtout pour les batteries accompagnant la cavalerie, se fait avec de grandes difficultés. Il n'y a donc pas lieu de s'alarmer outre mesure. Et puis, il faut bien admettre qu'il y aura presque toujours, de part et d'autre, des bouches à feu. Or, le canon attire le canon, et il n'est pas dit que l'artillerie ennemie l'emportera sur la nôtre.

IV.

DU COMBAT A PIED.

Mais, dira-t-on, le commandant de la cavalerie ennemie fera mettre pied à terre à un certain nombre d'escadrons qui feront du combat à pied.

Un escadron présente environ 140 sabres; les cavaliers non pourvus de la carabine sont au nombre de 16, savoir : « 10 sous-officiers, 2 aides-maréchaux, 4 trompettes[1] »; ce qui donne de 100 à 125 carabines. Remarquons que toutes ne peuvent être utilisées, car il faut distraire du combat, une partie des cavaliers pour tenir les chevaux haut le pied ; en outre, le quart de l'effectif engagé reste généralement à cheval, soit un escadron par régiment.

Il est évident que dans le combat défensif l'escadron peut mettre plus de carabines en ligne que dans l'offensive; mais, d'une manière générale, il faut admettre qu'un cavalier sur quatre, au moins, est nécessaire pour tenir les chevaux, ce qui ramène le nombre de carabines à environ 90 par escadron. Cela donne, pour un régiment, 360 carabines, en admettant, chose peu probable, qu'aucune fraction n'ait été laissée à cheval. Il faudrait donc trois régiments pour obtenir la supériorité numérique sur le bataillon qui mettra presque toujours 800 fusils en ligne.

Il faut encore ne pas oublier que chacun est plus habile dans son art que dans celui des autres.

Il va de soi qu'un cavalier faisant le combat à pied ne peut prétendre valoir un fantassin et cela d'autant plus que le fusil de celui-ci, supérieur à la carabine de cavalerie comme valeur balistique, surtout aux grandes distances, est pourvu d'une baïonnette; cette arme est précieuse pour les combats corps à corps qu'on livre généralement la nuit, pour attaquer un cantonnement de cavalerie. En outre, l'instruction militaire de l'homme d'infanterie a été spécialement consacrée au tir; cette observa-

---

[1] Ces renseignements, tirés de la *Revue de Cavalerie*, ne sont pas d'une exactitude rigoureuse, mais ils se rapprochent sensiblement de la réalité.

tion s'applique également aux cadres : alors que les officiers et les sous-officiers d'infanterie ont la grande habitude d'apprécier les distances, de commander les feux, d'en constater les effets par des tirs de combat, exécutés sur diverses formations et en terrain varié, ceux de la cavalerie se livrent rarement à ces exercices.

Il faut reconnaître, toutefois, qu'on tend, en Europe, à donner plus d'importance au combat à pied et que le tir est plus en honneur dans la cavalerie qu'il ne l'était autrefois. Néanmoins, le cheval, le sabre et la lance demeurent les armes vraies du cavalier. Le combat à pied est, pour lui, exceptionnel.

A ces considérations, il faut en ajouter une autre et non des moins importantes ; contre une infanterie d'élite, commandée par des chefs ayant de l'à-propos, la cavalerie faisant le combat à pied court le risque de se faire enlever tous les chevaux haut le pied.

Ces considérations nous permettent de conclure qu'un bataillon tenant une position où l'on peut utiliser les qualités du fusil actuel, n'a absolument rien à craindre d'une troupe de cavalerie même d'un effectif considérable et appuyée par des batteries à cheval. Plus la ligne d'opérations sera étendue et accidentée, plus il faudra de détachements d'infanterie pour la tenir afin d'assurer *une entière liberté de manœuvre à la cavalerie*. Celle-ci sera toujours certaine, quoiqu'il arrive, de trouver, derrière les baïonnettes de son soutien, la protection qu'elle leur demandera, pour se reformer, respirer et recommencer ensuite l'exploration avec plus de force et d'audace.

V.

PRÉCAUTIONS A PRENDRE PENDANT LES MARCHES.

L'instruction sur le service de l'infanterie en campagne prescrit (art. 19) que les détachements d'infanterie adjoints à la cavalerie d'exploration, forment colonne à part : « Dans toutes ces opérations, le rôle de l'infanterie est subordonné à celui de la cavalerie ».

Le détachement se trouvera, généralement, dans une des situations suivantes :

1° Loin de l'ennemi, toute rencontre avec lui étant impossible ;

2° A une distance telle de la cavalerie adverse que le choc peut se produire d'un moment à l'autre.

Dans le premier cas, les marches sont exécutées de manière à éviter les fatigues inutiles. On se conforme aux prescriptions générales du règlement sur le service des armées en campagne.

Dans le second cas, il importe de prendre des précautions.

Les ordres du commandant de la cavalerie feront connaître la conduite à tenir pour occuper une position de repli ou prendre part au combat. Le chef du détachement d'infanterie doit être au courant de la situation dans laquelle on se trouve, car il peut avoir à modifier, dans le cours des événements, la situation particulière de sa troupe, tout en restant dans le sens général des instructions qu'il a reçues.

Pendant les marches, quelques cavaliers éclaireront soigneusement l'infanterie de manière à rendre la *surprise impossible*. « Rendre la surprise impossible, » nous insistons sur ces mots. Une troupe d'infanterie qui ne peut tirer parti de son armement, que cela provienne d'une surprise ou de la topographie des lieux, est exposée à un véritable désastre. C'est ainsi qu'à Adoua les Italiens furent détruits par les Abyssins qui n'avaient, en général, que la lance pour arme; mais justement le talent de ces derniers consista à attendre leurs ennemis dans des gorges où les Italiens ne purent utiliser les armes à tir rapide dont ils étaient pourvus.

Le commandant du détachement d'infanterie, par mesure de précaution, ordonnera à la moitié de son effectif, en faisant alterner les sections ou les compagnies, de porter l'arme sur l'épaule droite. *Pendant les haltes on ne formera pas les faisceaux.* Les hommes conserveront leurs armes, et la moitié de la troupe, tout en se reposant, fera face aux directions dangereuses, de manière à pouvoir ouvrir le feu instantanément. Que l'on soit en marche ou en station, il doit toujours en être ainsi quand on craint une attaque de cavalerie.

Cette précaution paraît si évidente et si nécessaire que le règlement sur le service des armées en campagne devrait la rendre obligatoire pour toute troupe d'infanterie qui est exposée aux agressions des escadrons ennemis.

Il faut redoubler de vigilance lorsque l'infanterie marche sur des terrains où la vue est très limitée. La traversée d'une forêt, par exemple, présente les plus grands dangers. Des bois peuvent surgir des escadrons que l'ennemi y avait habilement masqués. Souvent, la première attaque n'est qu'une démonstration destinée à attirer l'attention et les feux de la troupe du côté où elle est faite, alors que la véritable charge aura lieu, quelques instants après, par derrière, arrivant ainsi sur l'infanterie sans recevoir un coup de fusil. Dans ces conditions, si le piège a été bien tendu, le détachement à pied est complètement perdu.

Le stratagème que nous venons d'indiquer est souvent employé par la cavalerie côtoyant une troupe d'infanterie et réussit presque toujours lorsque les chefs de celle-ci manquent de vigilance.

Pour déjouer cette manœuvre, il faut, dans la mesure du possible, échelonner les sections placées en tête ou en queue, de manière qu'elles puissent tirer dans toutes les directions par des simples mouvements de « à droite » ou « à gauche ».

Les fractions du milieu de la colonne reçoivent l'ordre d'en surveiller, les unes le côté droit, les autres le côté gauche.

Pour une compagnie centrale, le premier peloton sera chargé de la surveillance vers la gauche (dans le sens de la marche) et le second vers la droite.

En cas d'agression, les unités désignées font seules face à l'attaque ; les autres ont soin d'observer la direction opposée, de manière à pouvoir fournir des feux immédiatement, de ce côté, si la cavalerie ennemie s'y présente.

Dans toutes ces opérations, « il faut avoir les yeux bien ouverts ». (Napoléon.)

VI.

ATTAQUE DU RÉSEAU DE SURVEILLANCE DE L'ENNEMI.

L'un des rares cas où le soutien d'infanterie devra précéder la masse de la cavalerie, est le suivant : admettons qu'un corps de cavalerie, en exploration, se heurte au service de sûreté de l'ennemi. Celui-ci, par des détachements avancés d'infanterie, occupe toutes les routes et les défilés ; en un mot, les portes sont complètement fermées. Il s'agit de « faire un trou », afin de permettre à la cavalerie de passer et d'atteindre le gros de

l'infanterie ennemie « pour en découvrir les emplacements et les mouvements. » (*Service en campagne*, art. 19.)

Dans ces conditions, il faut agir par surprise. Le détachement d'infanterie, dont l'effectif doit être en rapport avec les difficultés à vaincre, éclairé par la cavalerie, sera arrêté à une demi-journée de marche de la position qu'on veut enlever. Des officiers de cavalerie, et au besoin des officiers d'infanterie appartenant au détachement et montant fort bien à cheval, reconnaîtront, avant la tombée de la nuit, avec le plus grand soin, les abords de la position. Il faut surtout que l'ennemi ignore la proximité de l'infanterie, l'opération n'en réussira que mieux.

Par une marche de nuit, on s'approche ensuite de la position. Dans tous les cas, on doit prendre des guides et, si dans le détachement il y a des hommes connaissant le pays, il faut les mettre en tête pour conduire la troupe pendant la marche nocturne. Dès la pointe du jour, ou avant s'il fait suffisamment clair, on engage vigoureusement l'action à la baïonnette. Moins on tire et mieux cela vaut.

Puis, quand le « trou » est fait, la grande unité de cavalerie pénètre par cette porte. Naturellement, s'il s'agit d'effectifs considérables, ces « trouées » seront faites sur plusieurs points de la couverture ennemie.

Evidemment, l'adversaire aura pris des précautions contre la surprise, mais une troupe d'infanterie alerte, mobile comme le bataillon, débarrassé de ses malades et bien encadré, peut se glisser dans les sinuosités du sol, ramper derrière les couverts, échappant ainsi à la vigilance de l'ennemi.

Il faut, après s'être emparé de la position, y constituer un solide point d'appui de manière que le commandant de la cavalerie puisse s'en servir comme repli pour les opérations à faire dans le réseau de surveillance de l'ennemi. Par suite, il y a lieu, si l'on veut conserver la position conquise, de prendre des dispositions pour renforcer la troupe d'infanterie dans le plus bref délai par d'autres troupes à pied et de l'artillerie.

Mais la grande difficulté consistera toujours à faire suivre, aux diverses allures, la cavalerie par les détachements d'infanterie qui doivent la soutenir.

Plusieurs moyens de locomotion ont été essayés par les armées européennes.

VII.

DES MOYENS DE LOCOMOTION.

La *bicyclette* est le plus léger et le plus rapide ; aussi en a-t-on fait un large emploi pendant les manœuvres. Mais il est difficile de constituer de forts détachements de cyclistes marchant sur une même route : ils prennent trop de profondeur et sont encombrants. Néanmoins, on peut faire marcher une compagnie de 150 fusils. Précédant la colonne, elle va, sous la protection des éléments de l'avant-garde, prendre position sur les points qui peuvent favoriser le débouché de la cavalerie. Il importe de remarquer qu'un détachement de cyclistes en marche est sans défense, aussi faudra-t-il qu'il soit éclairé avec la plus grande vigilance. Disons encore que si les résultats des expériences faites aux manœuvres ont été heureux pour les cyclistes, il n'est pas certain qu'il en sera de même à la guerre, car les manœuvres ont lieu au mois de septembre. A cette saison, les routes sont en bon état, alors qu'en campagne il faudra peut-être marcher sur des chemins défoncés ou couverts de neige, en un mot, impraticables aux cyclistes ; de plus, il leur est généralement impossible de suivre les escadrons à travers champs. Or, ce n'est pas sur les routes que se livrent les combats de cavalerie, et c'est précisément au moment d'une rencontre qu'une troupe d'infanterie peut apporter un heureux et efficace appui à la cavalerie qu'elle doit soutenir.

Les *automobiles* sont appelés à rendre de grands services dans les guerres futures. Le *Journal des Sciences militaires* (août et septembre 1899) a publié une étude très intéressante dont la lecture permet de fonder sur ces véhicules les plus grandes espérances. Dans les puissances de l'Europe centrale, des expériences ont été faites avec un certain succès.

L'auteur de l'étude dont nous venons de parler conclut à « l'emploi des automobiles pour transporter rapidement de forts détachements d'infanterie d'un point à un autre ».

Ce mode de transport semble devoir être employé avec bonheur par les petites unités d'infanterie appelées à soutenir la cavalerie d'exploration quand le réseau routier le permettra.

Il va sans dire que le meilleur moyen de locomotion est le *chemin de fer* quand il est possible de s'en servir.

Mais les moyens de locomotion que nous venons de passer en revue sont liés aux routes. Dès lors, il faudrait en trouver d'autres permettant à un détachement d'infanterie de 200 fusils, par exemple, de suivre la cavalerie à travers champs et de manœuvrer en combinaison avec elle et l'artillerie à cheval.

Les idées suivantes ne sont émises qu'avec la plus extrême réserve et la plus grande timidité. Méritent-elles qu'on les examine ? Assurément, elles rencontreront des contradicteurs, mais ceux-ci ne voudront voir dans notre pensée que le désir de bien faire.

On peut monter l'infanterie sur chevaux ou en voitures. Dans le premier cas, il n'est pas nécessaire de faire de bons écuyers, mais il faut que le détachement se compose d'hommes ayant été souvent exercés à mettre pied à terre, passer, par exemple, la bride au bras, exécuter des feux avec rapidité et *justesse*, remonter en selle avec la vitesse de l'éclair, se porter plus loin, prendre vivement position et recommencer le tir ; ménager enfin, par une habile utilisation du terrain, aux escadrons ennemis, la surprise de se trouver sous le feu violent et destructeur. On conçoit que les fantassins, montés dans ces conditions, doivent être de remarquables tireurs, robustes, agiles et admirablement trempés au point de vue moral.

Nous prévoyons une objection : c'est inutile d'avoir avec soi un détachement d'infanterie puisque les cavaliers peuvent faire le combat à pied.

Nous avons dit que la carabine ne vaut pas le fusil au point de vue balistique et surtout le cavalier est loin de valoir le fantassin comme tireur. Si cet argument n'avait pas une réelle valeur, pourquoi ferait-on faire à l'homme d'infanterie, d'un bout de l'année à l'autre, des tirs dans toutes les positions, sur des objectifs variés, à toutes les distances et sur tous les terrains ?

L'emploi des voitures pour transporter l'infanterie peut rendre de grands services.

Mais il faudrait avoir un modèle de véhicule remplissant l'idéal, c'est-à-dire pouvant passer à toutes les allures dans les

terrains praticables à la cavalerie et transporter 15 à 20 hommes sans le sac.

« Le système à suspension ou articulation parfaite procure un avantage précieux pour la marche en terrain varié et le franchissement des obstacles que l'on rencontre ordinairement à travers champs ; cet avantage est la flexibilité de la voiture soit dans le sens longitudinal, soit dans le sens transversal, ce qui justifie l'adoption de ce système pour les voitures de l'artillerie de campagne destinées à accompagner l'infanterie dans presque *tous les terrains*[1]. » (*Cours de Versailles*. Matériel du Train des Équipages, page 27.)

Les sièges de cette voiture doivent être disposés perpendiculairement à l'essieu et sur double rang ; les hommes assis dos à dos. Cette disposition présente de grands avantages, en ce sens que, la voiture étant arrêtée, s'il y a nécessité de faire des feux à droite et à gauche, les hommes, tournant le dos à la direction dangereuse, n'ont qu'à faire demi-tour pour tirer comme dans les feux à genou, en appuyant leurs armes sur le dossier commun.

Une heureuse suspension des sièges, tout en garantissant la solidité et la stabilité de la voiture, atténuera les effets du cahot.

En supposant qu'une voiture à 6 chevaux puisse transporter 16 hommes, il faudrait 13 voitures pour une compagnie de 200 fusils.

Les soldats, sans sac, seraient pourvus de 120 cartouches et deux jours de vivres contenus dans un étui-musette. Les vivres des conducteurs et la nourriture des animaux seraient placés dans les coffres de l'avant-train.

Le chef d'un bataillon léger, pourvu de ces voitures et soutenant la cavalerie, pourra pendant la marche, si la distance est grande, faire monter à tour de rôle, les compagnies sur les véhicules. Dans ces conditions un bataillon bien entraîné, peut *lutter de résistance* avec une troupe de cavalerie. L'avant-garde du maréchal Lannes fit en 1806 plus de 100 kilomètres en 48 heures pour soutenir la cavalerie du prince Murat.

---

[1] Dans les passages difficiles, les hommes mettraient vivement pied à terre et pousseraient, au besoin, la voiture pour le franchissement des obstacles.

Nous n'excluons pas, bien entendu, les cyclistes de la partie; sur les routes, pour l'occupation des défilés et pour toutes les opérations de ce genre, leur emploi sera toujours heureux. Mais nous l'avons dit, les campagnes futures commenceront par des combats de cavalerie contre cavalerie; les services qu'une compagnie pourrait rendre en suivant cette arme à toutes les allures, manœuvrant en combinaison avec elle et l'artillerie à cheval, ces services sont incalculables !

Quelle heureuse intervention, si ces 200 fusils, maniés par des hommes habiles, pouvaient, à un moment donné, pleuvoir sur les masses profondes des escadrons ennemis, une grêle de balles qui y produiraient de larges trouées !

Sous ce feu, meurtrier et inattendu, l'ennemi déconcerté, s'arrêtera. Une charge lancée à propos et « ils seront à nous », comme le criaient les héroïques cavaliers d'Iéna et de Friedland !

On observera que les chevaux, parcourent, en une minute, 340 mètres au galop et 440 mètres au galop allongé. Mais en pareil laps de temps, le fantassin peut lancer plus de dix projectiles, tout en ajustant bien.

Il est donc permis d'affirmer que cette compagnie se trouvera en bonne posture.

Il n'en est pas de même d'une batterie.

Le tir de l'artillerie se fait à de très grandes distances. Il demande un certain temps pour pointer; de plus, une batterie se trouverait dans une situation critique si les escadrons adverses arrivaient à 500 ou 600 mètres d'elle.

Au reste, ces trois armes sœurs doivent, suivant l'expression de Blücher « se soutenir mutuellement. » Voilà pourquoi il est nécessaire que l'infanterie et l'artillerie légères, entrent, dans une certaine mesure, dans la composition des grandes unités de cavalerie.

VIII.

QUESTION D'ORGANISATION.

Cela nous conduit à parler d'une question d'organisation. Les unités suivantes devraient faire partie de la division de cavalerie tout comme le groupe des batteries à cheval :

Un bataillon d'infanterie légère de 4 compagnies à l'effectif de 220 hommes chacune ;

Une de ces compagnies serait montée (à bicyclette, à cheval, en automobiles, en voitures, etc.).

Les hommes de ce bataillon, accompliraient un service militaire intégral de trois années. Ils seraient l'objet d'un choix rigoureux comme qualités physiques. *Leur instruction serait particulièrement consacrée au tir, de manière à obtenir d'eux tout ce qu'une troupe d'infanterie peut donner par la puissance de son feu.*

Le bataillon aux ordres directs du général commandant la division de cavalerie, manœuvrerait avec elle ou avec des brigades ou régiments lui appartenant. Les hommes s'habitueraient ainsi à dominer, au moment de l'attaque par les escadrons ennemis, l'émotion qui s'empare inévitablement d'une troupe d'infanterie qui n'a pas été exercée à repousser les charges de la cavalerie.

Au moment du combat, la compagnie montée marcherait avec la cavalerie et l'artillerie à cheval ; le restant du soutien d'infanterie occuperait une position de repli.

IX.

INTERVENTION DU SOUTIEN D'INFANTERIE DANS UN COMBAT DE CAVALERIE.

Dans un combat de cavalerie, le talent du commandant d'un parti, soutenu par de l'infanterie, consiste à amener, par des manœuvres habiles, les escadrons adverses sous le tir efficace de son soutien, 700 à 800 mètres, par exemple.

Le détachement d'infanterie, parfaitement *dissimulé*, ouvrira le feu sur le gros de la cavalerie ennemie. On devine les effets destructeurs que produiraient les fusils actuels dans les rangs ennemis, les formations de la cavalerie étant, de beaucoup, les plus vulnérables, puisqu'elle est obligée de faire prendre, à ses réserves, des dispositifs profonds et massés.

Aussitôt après cette décharge, une vigoureuse offensive aura raison de l'adversaire.

Si l'issue de la lutte est heureuse, l'infanterie poursuivra de

ses feux, dans la mesure du possible, les troupes en retraite. Dans un combat malheureux, la cavalerie battue pourra trouver, derrière ses baïonnettes, la protection nécessaire, soit pour se retirer, soit pour se reformer, reprendre haleine et recommencer la lutte avec plus de vigueur.

Dans les guerres futures, des combats de cavalerie seront certainement livrés aux extrémités des lignes de bataille. De part et d'autre, c'est là que seront placés les escadrons.

Il importe alors que les détachements d'infanterie à proximité donnent leur appui à la cavalerie, afin de l'aider, par le feu, à triompher de sa rivale.

Voici ce qui s'est passé à la bataille de Rezonville, au moment où a été livré, sur la droite française, le combat de cavalerie, le plus mémorable de la campagne :

« Au sud-ouest de la ferme de Grégère, au confluent des deux ravins, qui viennent, l'un de Mars-la-Tour, l'autre de Saint-Marcel, est un petit bois un peu en contre-bas du plateau de Ville-sur-Yron. Ce petit bois se trouve à 500 mètres du terrain où se sont rencontrées les deux cavaleries. Le 16 août, un bataillon du 98e d'infanterie (division Grenier) occupait ce bois, dans le temps même que se passaient les combats de cavalerie.

« Ce bataillon ne s'est nullement douté des gestes mémorables qui se passaient près de lui... On imagine *l'effet terrible de quelques rafales de mousqueterie qui auraient balayé d'écharpe le 13e dragons, puis le 19e dragons et les régiments allemands de deuxième ligne*[1] ».

En effet, quels vides aurait produits, dans les rangs ennemis, un feu rapide exécuté à 500 mètres, avec le fusil modèle 1866, car le chassepot était une arme excellente pour l'époque !

Ce récit, que l'auteur dit tenir de témoins oculaires, prouve qu'en 1870, on avait complètement oublié qu'une troupe qui se trouve dans un bois, *doit toujours en faire surveiller les abords*. C'est là un principe absolu.

Instruits par les leçons du passé, nous saurons, nous, officiers

---

[1] *Revue de Cavalerie.*

d'infanterie, que quand une troupe de cavalerie livre combat contre les escadrons ennemis dans notre voisinage, à portée efficace de nos fusils, le premier de nos devoirs, est de faire tomber sur les cavaliers adverses, une grêle de balles. Attendre, dans une semblable occasion, qu'on vienne dire : « Voyez ces escadrons, là-bas... tirez sur eux », serait faire preuve d'ineptie impardonnable.

PAOLI,
Lieutenant au 4e bat. d'inf. légère d'Afrique.

(*A continuer.*)



LA

GUERRE DE LA SUCCESSION D'AUTRICHE[1]

(1740-1748)

CAMPAGNE DE 1741-1743.

OPÉRATIONS MILITAIRES DANS LA HAUTE-AUTRICHE ET EN BAVIÈRE.

VIII.

LA RETRAITE DE SÉGUR. — LA CAPITULATION DE LINZ ET DE PASSAU.

Laissé dans la Haute-Autriche avec six bataillons, deux escadrons et quelques canons, chargé de conserver cette province à l'Électeur, de couvrir de ce côté les abords de la Bavière, d'assurer enfin les communications avec l'armée qui s'était portée sur Prague, Ségur s'était, sans perdre un instant, occupé de retrancher la rive gauche de l'Enns depuis Ternberg jusqu'à son confluent dans le Danube, d'essayer de donner à Linz un semblant de valeur défensive par l'établissement de flèches, de palissades et de coupures.

Sur les instances et les représentations de Belle-Isle, justement alarmé de la faiblesse du petit détachement de Ségur, on s'était enfin décidé à ordonner aux cinq bataillons et aux deux régiments de dragons de du Châtel, de quitter leurs positions du côté de Füssen, sur les confins de la Bavière et du Tyrol, et de

---

[1] Voir les livraisons de 1897, 1899, 1900 et 1902.

rejoindre Ségur qui, à partir du 3 décembre, se trouva ainsi disposer de onze bataillons et de dix escadrons. Il en établit environ la moitié sur la ligne de l'Enns, envoya un régiment de dragons à Wels et garda le reste en réserve à Linz. 600 Bavarois occupaient, plus en amont du cours de l'Enns, Ternberg et Windischgarsten.

Ce ne fut pas sans peine que, convaincu que, surtout pendant l'hiver, loin de songer à pénétrer en Bavière par le Sud, les Autrichiens chercheraient au contraire à y entrer par l'Est, et seulement après s'être rendus maîtres de la Haute-Autriche, Belle-Isle parvint à arracher à l'Électeur l'ordre qui, rappelant Minuzzi des frontières méridionales de la Bavière, des confins du Tyrol, l'envoya rejoindre Ségur. Du 15 au 18 décembre, ce petit détachement, fort de cinq bataillons et cinq escadrons, arriva sur les bords de l'Enns et permit de la sorte à Ségur de répartir ses troupes sur les points suivants : En première ligne, à Enns, trois bataillons et quatre escadrons français; à Kronsdorf, un bataillon ; à Gleink, cinq bataillons ; à Steyr et en amont de cette ville, cinq bataillons bavarois. En deuxième ligne, deux escadrons français, à Neuhofen ; cinq escadrons bavarois, à Wels ; enfin à Linz, six bataillons d'infanterie française, huit compagnies de grenadiers et quatre escadrons de dragons. 600 miliciens bavarois continuaient à garder la Haute-Enns à Windischgarsten et Klausen.

Dès les premier jours de décembre, Ségur n'avait plus conservé le moindre doute sur l'imminence de l'attaque. Le 8, le lieutenant-colonel Menzel avait surpris Enns. Des troupes légères formaient de tous côtés un rideau qui masquait les mouvements de concentration et d'approche du gros des troupes de Khevenhüller. Les hussards battaient l'estrade de toutes parts et s'étaient montrés jusqu'aux environs de Passau. Aussi, dès l'arrivée de Minuzzi, Ségur lui avait fait connaître les éventualités en vue desquelles il fallait se préparer, la conduite qu'il y aurait lieu de tenir selon les cas, et les propositions qu'il allait soumettre à l'approbation de l'Électeur [1]. L'officier (capitaine de Marcieux), qui portait le mémoire à Prague, avait été chargé de faire valoir

---

[1] *Archives de la Guerre*. Mémoire adressé à l'Électeur, Linz, 19 décembre 1741, signé par Ségur, Minuzzi, Marcieux et du Châtel.

verbalement les avantages stratégiques qui résulteraient de l'évacuation de la Haute-Autriche, l'intérêt qu'il y aurait à diriger sans plus tarder le petit corps de Ségur soit sur la Bohême, soit sur la Bavière. Mais lorsque l'officier arriva à Prague, les Électeurs étaient réunis à Francfort et l'on était presque à la veille de l'élection. Craignant que l'évacuation de la Haute-Autriche et la rentrée des Autrichiens à Linz ne lui fassent perdre des voix, Charles-Albert n'hésita pas à donner à Ségur l'ordre formel de tenir à Linz jusqu'à la dernière extrémité [1]; ordre qui fut remis à Ségur, au moment où Khevenhüller venait d'arrêter définitivement ses dispositions d'attaque de la ligne de l'Enns.

Le feld-maréchal avait en effet décidé de former son armée en trois corps, de confier à Mercy d'Argenteau et au comte Charles Palffy le commandement de ses deux ailes, de se réserver le corps principal, celui du centre, et de donner à ces trois subdivisions la composition suivante : Le gros, avec lequel marchaient le feldzeugmeister comte Wurmbrand et les généraux-majors Bärnklau, Léopold Palffy et Bernes, présentait une force totale de onze bataillons d'infanterie, huit compagnies de grenadiers, trois régiments de cuirassiers et de dragons, 500 à 600 hussards; l'artillerie et l'équipage des ponts étaient attachés à ce groupe. Mercy d'Argenteau, auquel Khevenhüller avait adjoint le feld-maréchal-lieutenant Dungern, disposait de six bataillons, de quatre compagnies de grenadiers, de 2,000 hommes des confins militaires (de Warasdin) des Croates postés dans le principe dans la Haute-Styrie, de 300 Pandours de Trenck [2], d'un régiment de dragons, de la presque totalité des hussards de Baranyayt

[1] *Archives de la guerre*. L'Electeur à Ségur, Prague, 26 décembre.

[2] Il s'agit ici du fameux baron de Trenck. Né à Reggio, en Calabre, le 1er janvier 1711, fils d'un lieutenant-colonel au service de l'Autriche, descendant d'une famille originaire de Prusse, mais établie en Esclavonie, enseigne au régiment d'infanterie Palffy, en 1729; passé au service de la Russie où sa mauvaise tête lui valut un long emprisonnement dans une forteresse, revenu en Autriche à l'expiration de sa peine, Trenck leva, en 1741, et mit à la disposition de Marie-Thérèse 1000 Pandours dont on lui confia le commandement.

Après avoir fait, au printemps de 1741, la campagne contre la Prusse, Trenck fut envoyé avec ses Pandours à l'armée de Khevenhüller et s'y fit remarquer par de hardis coups de main dont il ternit l'éclat par l'indiscipline qu'il toléra chez ses soldats, par les exactions de toutes sortes qu'il commit afin de s'enrichir personnellement et qui lui valurent de sévères avertisse-

et du contingent monté des confins militaires de la Maros. Quant à Palffy, il n'avait avec lui que trois bataillons, une compagnie de grenadiers, un régiment et demi de dragons et quelques hussards.

Ce fut le 25 décembre, presque aussitôt après avoir procédé à ces dernières mesures d'organisation que, à peine arrivé à Amstetten, Khevenhüller expédia ses ordres de mouvement[1] : Mercy devait employer les douze bateaux dont il disposait à jeter un pont sur l'Enns à Losenstein, pousser ses Pandours contre le pont de Steyr afin d'alarmer les troupes chargées de le garder, et entrer à Steyr, dans le cas où cette ville aurait été évacuée. Aussitôt après avoir pris pied sur la gauche de l'Enns, Mercy devait attaquer et enlever les redoutes, se garder de perdre son temps devant Steyr ou de se laisser leurrer par les démonstrations éventuelles des Franco-Bavarois, mais se porter au contraire de suite du côté du gros afin d'opérer au plus vite sa jonction avec le feld-maréchal.

Ce gros, chargé de forcer le passage de l'Enns en présence de l'ennemi, et formé sur trois colonnes, devait franchir la rivière aux gués d'Ernsthofen, Haidershofen et Kronsdorf, se former en bataille dès qu'il aurait pris pied sur la rive gauche, l'infanterie faisant front, moitié contre Steyr, moitié contre Enns, la cavalerie aux deux ailes, les hussards poussant de suite vers St-Florian et battant le pays jusqu'à la Traun. Le corps de Palffy, établi à l'aile droite du feld-maréchal, se bornerait au début à observer Enns dont il inquiéterait et attaquerait la garnison dès que le gros de

---

ments et de nombreuses réprimandes, tant de Khevenhüller que de Marie-Thérèse. En 1742, il sembla s'être quelque peu amendé, se distingua par de nouveaux faits d'armes qui lui valurent le grade de lieutenant-colonel ; mais pendant l'automne de 1742, lors de la prise de Cham, il commit de telles horreurs que Marie-Thérèse les condamna sévèrement et que l'impression ne s'en effaça plus de son esprit. Malgré l'aversion que lui inspira dès lors Trenck, il rendit cependant des services tellement signalés au cours des campagnes subséquentes qu'elle dut lui conférer, en 1745, le grade de colonel. Traduit peu après en justice pour y répondre de nouveaux forfaits et des crimes dont on l'accusait, condamné à mort, Trenck, dont la peine fut commuée, en considération des services qu'il avait rendus, en celle de détention perpétuelle, fut enfermé au Spielberg (citadelle de Brünn), où il mourut le 4 octobre 1749. Pendant son emprisonnement, Trenck rédigea son autobiographie qui parut à Leipzig, en 1747, sous le titre de : *Leben und Thaten des alten Freiherrn von Trenck.*

[1] *Kriegs Archiv* (Feld-Acten, Oesterreich und Bayern) 1741, XIII, 16.

l'armée aurait commencé son passage. Dans le cas où Palffy réussirait à enlever Enns, il devait, après y avoir laissé un bataillon, serrer de suite sur le gros, pendant que les troupes postées à Mauthausen se porteraient, avec 300 dragons qu'on leur adjoignait, sur Steyeregg (rive gauche du Danube) pour ramasser, en se dirigeant sur Gallneukirchen, tout ce qui essayerait de filer de Linz vers la Bohême. Le détachement envoyé à Freistadt avait également ordre de se rapprocher de Linz, tout en poussant, du côté de Passau, des hussards, dont l'apparition et la présence devaient donner des inquiétudes à la garnison bavaroise de cette ville.

Le feld-maréchal recommandait en outre d'attaquer carrément l'ennemi partout où on le rencontrerait, à la cavalerie de ne pas s'amuser à tirailler, mais de charger à fond. A l'exception des trois pièces attribuées au corps de Mercy et de deux au corps de Palffy, l'artillerie tout entière marchait avec les grenadiers et devait, après avoir préparé par son tir le passage de l'Enns, s'établir derrière l'infanterie, dès que celle-ci aurait pris pied sur la rive gauche. Les corps avaient ordre de laisser leurs bagages dans leurs quartiers et de distribuer aux hommes deux rations de pain et deux rations de biscuit. La cavalerie s'aligna à quatre jours d'avoine et deux de foin.

Le 29 décembre, Khevenhüller recevait à Haag une dépêche du feld-maréchal-lieutenant Moltke l'informant de son arrivée à Aussee; le 30, il était à Brunnhof (ouest de Salaberg) où le gros de son armée était déjà rassemblé, et, dans la nuit du 30 au 31, cette colonne se mettait en mouvement vers l'Enns.

Mais, pendant qu'il faisait travailler à l'établissement d'un pont à proximité du gué d'Ernsthofen, le feld-maréchal reçut l'avis que son corps de gauche avait réussi à passer l'Enns sans coup férir, à deux heures du matin, à Losenstein. Mercy, continuant sa marche, lui faisait savoir en outre que les Franco-Bavarois avaient évacué leurs postes retranchés de Ternberg et de Steinbach. Les progrès et le mouvement de Mercy permirent par suite au gros de l'armée de Khevenhüller de passer l'Enns à hauteur de Zurndorf, presque sans avoir besoin de s'engager. A droite, Palffy avait fait une démonstration du côté d'Enns, et, plus à gauche, les hussards de Trenck étaient entrés à Steyr, évacué dès 5 heures du matin par les Bavarois.

Minuzzi, prévenu le 31 au matin, que les troupes de Mercy avaient surpris pendant la nuit les passages de l'Enns à hauteur de Ternberg, et qu'une autre colonne autrichienne avait franchi la rivière à Ernsthofen, et craignant d'être coupé de Linz, avait en toute hâte rassemblé son monde en arrière de Steyr et s'était presque immédiatement mis en retraite sur Ebelsberg.

Ce mouvement de Minuzzi découvrait les deux bataillons français postés à Brunnhof, et après leur avoir prescrit de brûler le pont et de le rejoindre à Enns, du Châtel dût se résigner à se replier, lui aussi, sur Ebelsberg. Enfin, lorsque Ségur, accouru de Linz, arriva sur le terrain, Palffy était déjà entré à Enns, et les troupes franco-bavaroises étaient en pleine retraite sur toute la ligne.

Grâce au mouvement débordant de Mercy et à la rapidité de la marche de son gros, Khevenhüller avait, dès le début des opérations, réussi non seulement à faire tomber sans coup férir la ligne de l'Enns, mais à obliger Ségur à lui abandonner sa deuxième ligne de défense, formée par la Traun. Aussitôt après avoir passé l'Enns Khevenhüller avait, en effet, poussé sur Wels toute sa cavalerie et tous ses hussards et prescrit au général Bernes de mettre sa droite à Wels et de s'étendre à gauche jusqu'à Efferding.

Le soir même, Bärnklau recevait l'ordre de se porter avec deux régiments de cavalerie sur Gmunden et de réoccuper le Salkzammergut. Il devait être soutenu dans cette opération par la colonne du feld-maréchal-lieutenant Moltke débouchant de la Haute-Styrie.

Suivis pendant toute leur retraite par les troupes légères de Khevenhüller, les Franco-Bavarois découragés et démoralisés par les événements de la journée, vinrent se masser autour de Linz dans la nuit du 31 décembre au 1er janvier 1742, tandis que leurs chefs, convoqués par Ségur, passaient la nuit à délibérer sur la situation sans pouvoir arriver à s'entendre et à prendre un parti.

Bien que Ségur se fût efforcé de démontrer à Minuzzi les dangers auxquels on s'exposait en s'entêtant à tenir dans une ville ouverte telle que Linz, insuffisamment approvisionnée et loin de tout secours, le général bavarois refusa de consentir à l'évacuer et à se replier sur la Bavière, sans un ordre formel de l'Électeur.

Force fut à Ségur de céder et d'envoyer au maréchal de Broglie à Pisek, à l'Électeur et à Belle-Isle, deux officiers chargés de leur rendre compte de sa position et de réclamer la mise en route immédiate des renforts qui seuls pouvaient le dégager et lui permettre de résister utilement à Linz.

Khevenhüller avait eu d'abord l'intention de presser la marche des événements et d'attaquer immédiatement Linz. Mais la rigueur anormale de la température, une violente tourmente de neige, l'épuisement de ses soldats et de ses chevaux, enfin la nécessité d'attendre l'arrivée de ses convois l'obligèrent à modifier ses projets et à donner un peu de repos à son armée. Ségur ayant refusé à deux reprises d'accepter la capitulation qu'il lui avait fait offrir, il ne restait d'autre ressource à Khevenhüller que de se hâter d'investir Linz de tous côtés. La chose était d'autant plus délicate que le Danube charriait de gros glaçons et qu'il lui avait fallu replier le pont qui lui permettait seul de communiquer avec le détachement qu'il avait jeté sur la rive gauche du fleuve.

Le 3 janvier, grâce à l'occupation d'Efferding, l'investissement était cependant complet sur la rive droite; mais sur la rive gauche, afin d'empêcher Ségur de ramener tout son monde vers cette rive et de brûler le pont de Linz, on avait dû se borner à faire avancer sur Linz le détachement de Freistadt qui avait tiraillé avec les postes avancés du côté d'Urfahr et auquel on avait fait prendre position à Gallneukirchen.

Les jours suivants, afin de mieux préparer l'attaque de Linz, Khevenhüller rapprocha sa cavalerie de la ville, fit passer la Traun à son infanterie et resserrer encore les lignes d'investissement. Plus au Nord, ses hussards continuèrent à battre le pays du côté de Schärding et de Passau, pendant que sur l'Enns, on s'emparait des quelques points encore au pouvoir des Franco-Bavarois, tels que Clausen, Windischgarsten, Spital et le château de Mauthausen.

Enfin, comme, rien que par une simple marche militaire, Bärnklau avait reconquis le Salzkammergut sans brûler une amorce, toute la Haute-Autriche, à l'exception de Linz, se retrouvait de nouveau, dès les premiers jours de l'année, au pouvoir de Marie-Thérèse. Et cette dernière ville même devait d'autant moins tarder à tomber entre les mains de Khevenhüller, que non seulement

les 12,000 hommes de Ségur étaient déjà à court de vivres, mais que, de plus, la population de la ville était manifestement hostile aux Bavarois.

Le 10 janvier, après avoir reconnu en personne les abords de la place, Khevenhüller[1], qui avait pu se convaincre qu'une attaque de vive force lui coûterait trop de monde, résolut de la bloquer de plus près encore, de charger de ce service 6,000 hommes de troupes régulières et 3,000 miliciens de la Haute-Autriche, et proposa à Marie-Thérèse de se porter pendant ce temps, et sans attendre une capitulation qu'il croyait certaine et prochaine, avec le reste de son armée vers l'Inn et la Bavière.

Marie-Thérèse n'osa pas donner son approbation à la proposition de Khevenhüller, et, le 16 janvier, elle lui recommanda de nouveau de pousser par tous les moyens possible la prise de la capitale de la Haute-Autriche[2].

En attendant l'arrivée de l'artillerie de siège, promise et annoncée par Marie-Thérèse, Khevenhüller ne put donc que continuer à rapprocher progressivement ses troupes de la place.

Le même jour, 16 janvier, Ségur essaya de se donner un peu d'air en faisant exécuter deux sorties sur la rive droite du Danube, l'une du côté de Wilhering, l'autre du côté de Klein-München. Toutes deux échouèrent piteusement. Un colonel, cinq officiers et près de 350 hommes restèrent entre les mains des dragons et des hussards autrichiens. On n'avait pas été plus heureux sur la rive gauche du fleuve. Bien que l'on eût momentanément réussi à enlever Gallneukirchen, on n'avait pu parvenir à s'y maintenir et l'on dut, en fin de compte, rentrer à Linz après avoir laissé plus de 200 hommes sur le terrain.

La situation de Ségur s'aggrava encore le lendemain par suite de l'arrivée à Gallneukirchen du général Kalkreuter, venant de l'armée de Bohême avec deux régiments de cuirassiers et un d'infanterie. L'arrivée de ces troupes était d'autant plus opportune que Khevenhüller avait cru prudent d'envoyer un de ses

---

[1] *Kriegs Archiv* (Feld-Acten Bayern) 1742. Khevenhüller à Marie-Thérèse, Wilkering, 11 janvier 1742, I, 19.

[2] *Ibidem.* Marie-Thérèse à Khevenhüller, Vienne, 16 janvier 1742, I, 25 1/2.

régiments de cavalerie renforcer à Schärding le général Bärnklau, qui pouvait, à un moment donné, être sérieusement menacé, si, comme le bruit en courait, l'Électeur avait réellement dirigé un corps bavarois des environs de Pisek sur Passau.

Le 20 janvier, le feld-maréchal recevait son artillerie de siège, et le 21, le grand-duc François de Toscane, qui avait remis le commandement de l'armée de Bohême au prince Charles de Lorraine, arrivait de Vienne au quartier général de Khevenhüller juste à temps pour assister à une nouvelle sortie infructueuse des Français. Le 23 janvier dans un conseil de guerre auquel le Grand-Duc avait assisté, on décida de faire jouer l'artillerie le lendemain, d'attaquer et d'enlever Linz. Les troupes autrichiennes exécutèrent leur mouvement pendant la nuit, et, le 23 janvier, deux heures avant le lever du soleil, le gros de l'armée de Khevenhüller était formé sur trois lignes, à cheval sur la route d'Ebelsberg, à portée de canon des faubourgs de Linz, l'aile gauche sous Bernes, l'aile droite sous Palffy, la deuxième ligne sous le général Luzan, la troisième sous Dungern : ces deux dernières lignes étaient exclusivement composées de cavalerie ; l'artillerie avait pris position de façon à pouvoir battre à la fois l'intérieur de la ville et le pont de bateaux. Sur la rive gauche, on devait, le 23 au point du jour, attaquer le village d'Urfahr, fortement occupé par les troupes de Ségur.

L'artillerie autrichienne ouvrit dès le matin le feu qu'elle continua, sans grand succès pendant toute la journée, jusqu'au moment où l'on donna aux Pandours et aux Croates l'ordre de pénétrer dans les faubourgs et de les incendier. En présence des incendies qui s'étendaient de plus en plus, et bien qu'il fut encore maître de toute la ville, Ségur crut le moment venu d'arrêter l'effusion du sang et d'épargner à la ville les horreurs qui sont la conséquence d'un assaut. Il fit battre la chamade et envoya un parlementaire traiter de la capitulation, qui fut conclue le 23 au soir et aux termes de laquelle les troupes françaises devaient sortir de la ville avec les honneurs de la guerre, leurs armes, leurs bagages, leurs canons, se diriger sur Donauwörth où elles resteraient jusqu'à la mi-avril, et rentrer en France à la condition de s'engager « à ne pas porter les armes contre Marie-Thérèse, ni directement ni indirectement, pendant l'espace d'un an ». Quant aux troupes bavaroises, elles

devaient se rendre « par le même côté dans le haut Palatinat où elles seront logées dans le plat pays durant l'espace de ladite année[1] ».

Le 24 au matin, les Franco-Bavarois sortaient de Linz, où le Grand-Duc faisait son entrée à 2 heures de l'après-midi.

Pendant ce temps, Bärnklau et les colonnes volantes des lieutenants-colonels Menzel et Szillaggyi avaient fait, eux aussi, de sensibles progrès et remporté des avantages signalés sur la rive gauche du Danube.

Dès le 7 janvier, Menzel était entré à Schärding et y avait été rejoint quelques jours plus tard par le général Bärnklau, qui avait préalablement enlevé Ischl et Gmunden le 4, et qui s'était renforcé des 3,000 hommes du feld-maréchal-lieutenant Moltke, qu'on avait renvoyé de sa personne à Graz. En chemin, Bärnklau avait forcé le poste bavarois de Ried à capituler, et le 14 il était arrivé à Schärding. Entre temps, Menzel, entré en Bavière, y avait enlevé Vilshofen et le pont du Danube[1].

Dans l'intervalle, l'officier, envoyé par Ségur à Broglie, avait rejoint le 5 janvier le maréchal. Ignorant absolument ce qui se passait dans la Haute-Autriche, il avait résolu d'attendre tranquillement le résultat des opérations de Birkholz et de Polastron qui, au lieu de pousser, comme Broglie le pensait, jusqu'à Tabor et à Iglau, s'arrêtèrent à Deutschbrod que l'armée autrichienne de Bohême avait évacuée.

Loin de se rendre au désir de Ségur qui le suppliait de prendre résolument l'offensive pour le dégager, Broglie, se fondant sur l'épuisement de ses troupes, se contenta de donner à Törring l'ordre de se tenir prêt à se porter sur Passau avec ses Bavarois établis à Strakonitz et de chercher, si faire se pouvait, à s'ouvrir la route de Linz.

Entre temps, l'Électeur avait, lui aussi, reçu à Munich la nouvelle de la perte de la ligne de l'Enns et envoyé aussitôt à Minuzzi l'ordre de quitter Linz, de revenir sur l'Inn et de couvrir la Bavière. Mais l'investissement de la place empêcha le billet d'arriver à destination. D'autre part il avait prescrit

---

[1] Cf. *Correspondance politique*, n° 677. A Podewils, Olmütz, 30 janvier 1742 *a*,.... « Ségur a fait une capitulation honteuse et la Bavière est ravagée ».

à Piosasque de réunir à tout ce qu'il pourrait rassembler de milices, le régiment posté sur la frontière du Tyrol, et de se diriger avec ces troupes renforcées du régiment de dragons et du bataillon en garnison à Munich sur Braunau. Il avait de plus écrit au roi de Prusse et à l'Électeur de Saxe des lettres éplorées, par lesquelles il les suppliait de faire de suite une diversion sur la Moravie. Il n'avait pas manqué non plus de prier Broglie de se porter sur la Haute-Autriche; mais le maréchal lui répondit à la date du 7 janvier, que l'immobilité et l'inaction des Prussiens et des Saxons le mettaient dans l'impossibilité de quitter Pisek.

Enfin, pour comble de malechance, ce fut le 10 janvier seulement que Törring put quitter Strakonitz et prendre le chemin de Passau. Arrivé le 13 à Winterberg, il forma son petit corps sur deux colonnes. L'une forte de huit bataillons et de six compagnies de grenadiers, de 50 dragons et de 2 pièces, et qu'il commandait en personne, devait marcher sur Passau par Ober-Moldau, Freyung et Hutthurn, tandis que l'autre, sous les ordres du feld-maréchal-lieutenant comte Raymond, composée de 16 escadrons et de la presque totalité de son artillerie, prenait une route un peu meilleure, celle qui, passant par Klattau, Furth, Cham et Straubing, aboutit également à Passau. L'effectif total de ces deux colonnes s'élevait à 5,000 hommes et 2,000 chevaux.

Arrivé le 15, après une marche des plus pénibles à Hutthurn, Törring y apprit que Piosasque n'avait pu parvenir à prévenir les Autrichiens à Schärding, et résolut par suite d'attaquer de suite ce point dont la possession était essentielle pour lui, puisque seule elle lui assurait la libre disposition de la ligne de l'Inn.

Il avait eu, au premier moment, l'intention d'enlever Schärding par une attaque combinée, exécutée simultanément par ses troupes et celles de Piosasque. Les renseignements que cet officier général lui fit parvenir le décidèrent à modifier ses projets et à se porter sur Schärding, non plus par la rive droite, mais par la rive gauche de l'Inn, et, dans la nuit du 16 au 17, après avoir défilé par Passau et le Neuenburger-Wald, il essaya de profiter de la rentrée dans Schärding d'un convoi de fourrages pour se glisser en même temps que lui dans la place. Mais la vigilance de Bärnklau et le fait que l'avant-garde bavaroise, déjà arrivée à

hauteur de la tête de pont, avait ouvert le feu sur l'escorte de ce convoi, privèrent Törring des quelques chances de succès qu'aurait pu avoir son stratagème.

Ce fut en vain qu'il essaya, dans la matinée du 17, d'enlever d'assaut les portes de Schärding. Vers 1 heure, Bärnklau, sortant de la place, chassait au contraire de la tête de pont les six compagnies de grenadiers bavarois et les rejetait sur leurs réserves après leur avoir infligé des pertes si sensibles que Törring, auquel Piosasque n'avait envoyé aucun renfort, se décida à renoncer à son entreprise et se replia vivement sur Braunau.

Attaqué par les chasseurs de Menzel, accourus de Vilzhofen au passage de la Rott qu'il parvint cependant à s'ouvrir, poursuivi et malmené pendant plus de deux heures par l'infanterie de Bärnklau, Törring, dont la retraite se changea en déroute, n'avait plus autour de lui, le 18 au matin, lorsqu'il revint à Braunau, que 200 fantassins et quelques dragons. Il avait laissé entre les mains de Bärnklau dix drapeaux, quatre canons, un obusier et toute son argenterie enlevée par les hussards. Son infanterie presque tout entière s'était débandée en jetant ses armes, et la consternation du maréchal bavarois était si grande qu'il n'osa pas informer l'Électeur de l'échec qu'il venait d'essuyer. Ce fut Piosasque qui s'acquitta indirectement de cette mission en ajoutant à une de ses lettres un post-scriptum ainsi conçu : « J'ai la douleur d'annoncer respectueusement à Votre Altesse que le maréchal comte Törring a été battu, et supplie Votre Altesse de n'en rien dire [1] ».

La défaite complète de Törring à Schärding ne pouvait manquer de décider Khevenhüller à s'emparer de Passau, avant que l'Électeur ait eu le temps d'y renvoyer du monde. En raison

---

[1] *Archives bavaroises*, Succession de Bavière, janvier 1742. Feld-maréchal lieutenant comte Piosasque à l'Electeur Charles-Albert, Braunau, 18 janvier 1742.

Cf. *Correspondance politique*, n° 668. Schmettau au roi de Bohême, Prague, 22 janvier 1742, après-midi à 2 heures : « J'avais déjà fini ma très humble lettre lorsqu'on reçut ici la mauvaise nouvelle de la défaite du comte de Törring qui est allé s'aventurer avec sa seule infanterie, qu'on assure n'être pas plus forte que de 1800 hommes, vers Schärdingen. Ce mal n'est pas grand à cause de la quantité des hommes perdus, mais à cause de la situation dangereuse du pays de Votre Majesté et du relèvement du courage des ennemis..... »

même de la neutralité de cette ville, il avait cependant, cru nécessaire de s'y faire autoriser à l'avance par Marie-Thérèse, et donné en conséquence à Bärnklau l'ordre de prendre possession de cette ville. Le 23 au matin, les hussards de Menzel occupèrent les hauteurs entre l'Inn et le Danube et sommaient le commandant bavarois d'Oberhaus de leur en ouvrir les portes, pendant que Bärnklau investissait, de son côté, Passau dont le commandant avait, lui aussi, refusé de capituler et faisait connaître au comte Lamberg, cardinal-évêque de Passau, les ordres que lui avait donnés Khevenhüller. Le 24 au soir, après avoir consenti, sur la demande du cardinal, à laisser les Bavarois libres de se retirer, Bärnklau entrait à Passau. Le 25, le commandant d'Oberhaus rendait son fort dans les mêmes conditions.

Il avait suffi du petit détachement de Bärnklau pour disperser complètement le corps de Törring, pour arracher aux Bavarois les derniers postes qui leur restaient encore dans la Haute-Autriche. Enfin, par une singulière ironie du sort les troupes autrichiennes faisaient leur entrée à Linz et à Passau, au moment même où la diète de Francfort arrêtait son choix sur Charles-Albert et remettait les destinées du Saint-Empire Romain entre les mains d'un prince qui n'avait presque plus d'armée, auquel il restait à peine quelques milliers de soldats et qui, d'ores et déjà, se trouvait dans l'impossibilité d'épargner à ses propres États les horreurs de la guerre et les désastres de l'invasion.

Major Z.

(*A continuer.*)



LES LIVRES MILITAIRES

Tactique des Trois Armes, par le général Kessler. — 1 vol. in-8. — Paris, R. Chapelot et Cᵉ.

En ces dernières années, chacune des trois armes a reçu de nouveaux règlements spéciaux de manœuvres, très minutieux et très complets; mais si, dans ces instructions, la tactique de chaque arme est étudiée en ce qui concerne son action isolée, on manquait toutefois d'éclaircissements sur le mode d'emploi et d'action combinée des trois armes dans le combat Cette lacune vient d'être comblée puisque nous avons à ce sujet l'opinion d'un de nos plus savants officiers généraux.

Le nom seul du général Kessler, si hautement et si généralement apprécié, nous dispense de tout commentaire sur l'ouvrage remarquable qui paraît aujourd'hui. L'auteur a réuni les observations qu'il a faites pendant de longues années d'expérience et de labeur incessant consacrées tout entières au service du pays, et, avec sa haute autorité, il les a traduites sous une forme sobre et précise, pour les livrer aux méditations de ses camarades de l'armée.

M. le général Kessler s'affirme, par cet ouvrage, écrivain de premier ordre en même temps que grand tacticien. — B. M.

Batailles françaises. — IV. Turenne et Condé (1643-1671), par le général Hardy de Périni. — 1 vol. in-16 de 378 pages avec 63 cartes et gravures. — Paris, Flammarion.

Le général Hardy de Périni continue son intéressante histoire des batailles françaises; il retrace les causes qui ont amené chacune d'elles; fournit des renseignements sur les généraux en présence; raconte des anecdotes curieuses; cite des traits de bravoure et de courage et relate les fruits et les suites des guerres.

Il étudie également l'organisation de l'armée à l'époque, son armement, ses formations, ses modes de combat, le service des étapes, etc.

Les lecteurs du *Journal des Sciences militaires* connaissent assez le talent de l'auteur et la haute valeur de ses œuvres pour comprendre l'importante contribution que ce livre apporte à l'histoire militaire du XVIIᵉ siècle.

L'ouvrage est orné de nombreuses gravures, cartes, portraits d'hommes de guerre célèbres, reproductions d'estampes et de gravures des règlements d'autrefois, qui complètent le récit. — J. H.

Publication de la Section historique de l'État-Major de l'Armée. — La Guerre de 1870-1871. — VII[e] fascicule : *Bataille de Frœschwiller.* — 1 vol. in-8. — Paris, R. Chapelot et C[e].

Le VII[e] fascicule de l'histoire de la guerre de 1870-71, publiée par la Section historique de l'Etat-Major de l'Armée, était impatiemment attendu. Il traite en effet de la bataille de Frœschwiller, et ce seul objet suffit à expliquer le très grand intérêt qu'il présente.

Les documents des Archives de la guerre, dont la plupart n'avaient jamais vu le jour : journaux de marche, rapports contemporains des événements, dépêches télégraphiques ; les souvenirs inédits du maréchal de Mac-Mahon ; le journal, également inédit, du comte de Leusse, maire de Reichshoffen : des notes émanant de témoins oculaires, telles sont les pièces qui ont servi à écrire le récit de la bataille. Elles ont permis, on le conçoit, d'éclairer les événements du 6 août d'un jour absolument nouveau en ce qui concerne l'armée d'Alsace, et de faire une véritable étude psychologique du maréchal de Mac-Mahon et du général de Failly. Les nombreux ouvrages allemands utilisés, outre l'*Historique du Grand Etat-Major prussien*, ont permis aussi de compléter celui-ci et même de le rectifier parfois.

Un chapitre des plus remarquables est consacré à des considérations tactiques et stratégiques sur la bataille et à certains enseignements qui en résultent, très heureusement choisis.

Rédigée avec la clarté, l'élévation du style, la précision, le souci de la vérité, la haute compétence qui caractérisent les fascicules précédents, la bataille de Frœschwiller, si douloureuse qu'en soit la lecture pour des âmes françaises, apparaît comme l'œuvre d'un véritable historien. — B. M.

Publication du 2[e] Bureau de l'État-Major de l'Armée. — Les Événements militaires en Chine, par J. Cheminon et G. Fauvel-Gallais, capitaines d'artillerie brevetés à l'Etat-Major de l'Armée. — 1 vol. in-8, avec 8 cartes et plans. — Paris, R. Chapelot et C[e].

Le 2[e] Bureau de l'Etat-Major de l'Armée vient de publier la relation des événements militaires qui se sont déroulés en Chine pendant l'année 1900. C'est dire que, par son origine même, cet ouvrage peut être considéré, à bon droit, comme le plus sûr et le mieux informé de tous les ouvrages qui ont paru sur ce sujet.

Pour bien mettre à nu les causes profondes qui ont motivé, en Chine, le grand mouvement d'opinion contre les étrangers, les auteurs ont écrit une introduction très détaillée et très claire, en prenant les événements depuis l'expédition franco-anglaise de 1860 pour aboutir logiquement à la dernière insurrection des Boxers, qui détermina l'énergique campagne internationale de 1900.

La première partie de l'ouvrage, qui est l'œuvre du capitaine Cheminon, a trait aux opérations russes en Mandchourie et à l'hostilité que la Russie eut à réprimer, aussi bien pour soutenir son prestige dans cette région que pour mener à bien l'achèvement du Transsibérien.

L'auteur nous donne ensuite le détail, beaucoup plus technique, des mesures prises par la Russie en vue de la guerre : la mobilisation, le transport et le ravitaillement de ses troupes.

La deuxième partie, à laquelle s'est attaché le capitaine Fauvel-Gallais, est le récit des opérations militaires internationales dans le Petchili : la colonne Seymour, la prise des forts de Takou, le siège de Tien-Tsin, la prise de Pékin, et l'expédition de Pao-Ting-Fou qui termina la campagne. Les mouvements des armées belligérantes sont rendus facilement intelligibles, grâce aux nombreux croquis et cartes intercalés dans le texte.

Tel est le plan de cette étude impatiemment attendue et dont l'intérêt est considérable, car, outre qu'elle a trait à des événements récents auxquels toutes les grandes nations ont pris part, le fond même en est toujours d'actualité. Malgré les sacrifices subis et l'énergie des gouvernements, la question chinoise est encore bien loin d'être résolue, et l'on tirera de l'ouvrage des capitaines Cheminon et Fauvel-Gallais des enseignements qui seront peut-être un jour utilement mis à profit. — F. C.

Histoire de la Guerre de 1870-1871. — Tome II : *Les deux adversaires.* — *Premières opérations,* par Pierre Lehautcourt. — 1 vol. in-8 de 480 pages, avec deux croquis. — Paris, Berger-Levrault et Cᵉ.

M. Pierre Lehautcourt continue, par ce second volume, l'histoire de la guerre de 1870-71. Ce tome se divise en deux parties d'inégale importance : « Les deux adversaires » et « Premières opérations ».

La première partie est, sans contredit, la plus remarquable; c'est une évocation saisissante, complète, de l'état de la France et de l'Allemagne au moment de la guerre. L'auteur a su pénétrer l'esprit de la population française, confinée volontairement dans les souvenirs glorieux de son histoire, ignorant tout du dehors et se berçant d'espoirs mensongers. L'organisation matérielle devait fatalement subir l'influence d'un régime affaibli : les effectifs étaient illusoires, le commandement indécis; aussi les mécomptes furent grands dès les premiers jours de la concentration

Tout autre était l'état matériel et moral de nos adversaires, et ce n'est pas un des moindres mérites de l'auteur d'avoir bien su mettre à nu ces différences. Ces chapitres-là sont à méditer.

Quand à la deuxième partie, c'est-à-dire au récit même des opérations, elle embrasse la courte période qui va du début de la guerre au combat de Sarrebrück. Elle est donc beaucoup plus restreinte et nécessairement de portée moindre, à cause des nombreuses et importantes publications qui ont déjà paru sur cette partie de la campagne. — G. Z.

Publié sous la direction de la Section historique de l'État-Major de l'Armée. — 1793-1805. Projets et Tentatives de débarquement aux Iles Britanniques, par Edouard Desbrière, chef d'escadrons de cavalerie breveté à l'Etat-Major de l'Armée. — Tome IV. — 2 vol. in-8 avec 10 croquis et cartes. — Paris, R. Chapelot et Cᵉ.

Le quatrième et dernier volume de l'histoire des *Projets et Tentatives de débarquement en Angleterre* que publie la Section historique de l'Etat-Major de l'Armée, vient d'être achevé par le commandant Desbrière.

Il est inutile de rappeler le vif mouvement de curiosité qui a accueilli,

à leur apparition, les premiers tomes de ce remarquable et important ouvrage.

Le quatrième volume de la série ne peut manquer d'obtenir un succès plus retentissant encore. Si précédemment l'auteur a fait l'historique des *projets* de débarquement, aujourd'hui il entre, à proprement parler, dans le récit des grandes et dernières *tentatives*.

Ce dernier volume, en effet, a trait à la partie la plus active du vaste plan d'opérations contre l'Angleterre : les préparatifs de l'été de 1804, la concentration de la flottille à Boulogne, l'entrée de l'Espagne dans la lutte ; puis la période d'exécution, c'est-à-dire les évolutions de Villeneuve et de Nelson dans la Méditerranée et aux Antilles ; les vicissitudes des flottes françaises et l'admirable campagne d'Allemand ; enfin, la bataille indécise du 22 juillet, dont Villeneuve ne sut, malheureusement pour Napoléon, tirer aucun profit.

Mais ce qui contribue principalement à l'attrait considérable de cette étude, c'est que M. le commandant Desbrière ne s'est pas borné à relater des faits, — d'ailleurs, peu ou pas connus pour la plupart. — L'étude qu'il a faite de la personnalité de Napoléon, dans ces circonstances singulières et si souvent défigurées par les historiens, constituera un des chapitres les plus curieux de l'histoire, encore à faire, de la vraie psychologie du grand homme. « Comme pour la bataille de Marengo, dit-il, mais après un résultat tout autre, Napoléon a légué à l'histoire, non pas ce qui avait été, mais ce qu'il voulait qu'on pensât et qu'on dît. Systématiquement, il a créé de toutes pièces une légende qui n'a pas peu contribué à obscurcir l'étude des moyens réels et des conditions nécessaires d'une descente aux Iles Britanniques. »

L'œuvre remarquable du commandant Desbrière jette donc un jour tout nouveau et inattendu sur des événements desquels l'attention s'était trop longtemps détournée au profit des grandes guerres continentales. — F. C.

Pour la Patrie! poésies par Charles Grandmougin. — 1 vol. in-16. — Paris, R. Chapelot et Cᵉ.

Le poète Charles Grandmougin, l'auteur du *Christ*, de l'*Empereur*, etc., a réuni, sous ce titre, les beaux vers que lui ont inspirés les gloires et les revers de ceux qui ont lutté ou qui luttent pour la Patrie, et dont tant sont morts au champ d'honneur!

Animé d'un souffle ardent de patriotisme, il chante, dans une belle envolée lyrique, les noms illustres des héros qui ont porté au loin le drapeau de la France ; il donne un souvenir ému aux braves tombés sur les champs de bataille, mais, par-dessus tout, il traduit en strophes douloureuses le deuil des provinces perdues et l'espoir sacré de la revanche.

Les épisodes de la guerre de 1870, les conquêtes du Dahomey et de Madagascar, le colonel Marchand, les guerres de la Révolution et de l'Empire, enfin les Boers, tels sont les thèmes principaux de ce livre varié et vibrant.

Nous sommes assuré que ces vers mâles, sincères et frappés au coin du bon sens, iront au cœur de tous les patriotes. — M.

Napoléon et la Paix, par ARTHUR-LÉVY. — 1 vol. in-8 de 663 pages. — Paris, Plon, Nourrit et Cie.

Voici un livre d'une importance considérable et qui détruit un des côtés de la légende, je ne dirai pas napoléonienne, mais de celle qui s'est attachée à l'Empereur. Napoléon s'est toujours défendu d'avoir voulu la guerre; il déclarait y avoir été entraîné, mais les faits sont encore trop près de nous pour les juger avec sang-froid : les admirateurs passionnés ne voient que par l'éblouissement que cause l'étude de l'épopée, l'énorme puissance de travail du Corse, sa prodigieuse facilité d'assimilation; les détracteurs ne considèrent que les suites effectives et réelles de l'empire. Les deux font erreur; M. Arthur-Lévy rétablit la vérité.

Napoléon a suivi l'évolution de son temps. Homme de guerre incomparable, il avait cependant de la paix un désir formel; il la voulait. Il la savait ardemment désirée aussi par la nation; il savait que c'était la paix qu'imposeraient ses victoires qui avait fait réjouir de sa rentrée en France, qui avait fait concevoir les plus grands espoirs, qui avait fait attendre, presque avec impatience, le 18 brumaire, avait permis de l'exécuter et d'applaudir à sa réussite. Après l'avoir conquise, il voulait maintenir la paix. Mais la fatalité l'a entraîné. *Habent sua fata...*

Nous avions songé à analyser le volume de M. Lévy, mais ce serait le déflorer et il vaut mieux engager à lire l'œuvre complète; il y a intérêt et profit à en tirer, et nul ne regrettera les heures y consacrées. — L. H.

Reims en 1814, par A. DRY. — 1 vol. in-8, avec 20 gravures et 3 cartes. — Plon, Nourrit et Cie.

Trois fois prise par les Alliés, deux fois reprise par les Français, la ville de Reims a vécu une part importante du drame de 1814. Elle a été bombardée, pillée, dévastée, partiellement incendiée; elle a vu passer la plupart des maréchaux de l'Empire et les chefs de l'armée de Silésie, dont Blücher lui-même; elle a acclamé Napoléon après la glorieuse bataille du 13 mars.

Aussi, M. A. Dry a-t-il fait une œuvre pleine d'intérêt en racontant, dans *Reims en* 1814, l'histoire de la cité aux heures tragiques de l'invasion.

L'auteur, dans son étude très documentée et très chaleureusement écrite, évoque les personnages et les scènes de la campagne avec le relief, la couleur, le mouvement de la vie. On dirait qu'il a connu les hommes et assisté aux spectacles.

Une belle préface de M. Henry Houssaye, le grand historien de 1814, de nombreuses gravures rappelant les sites et les principaux acteurs, accompagnent ce livre que M. A. Dry a tenu à dédier à tous les vaillants morts à Reims et près de Reims en défendant la Patrie. — P.

Le prince Eugène et Murat (1813-1814). — Opérations militaires. — Négociations diplomatiques, par M. H. WEIL. — Tome III. — 1 vol. in-8 de 700 pages. — Paris, Fontemoing.

Nous avons rendu compte, au mois de février dernier, des deux premiers volumes de l'important ouvrage de M. Weil : *Le prince Eugène*

et Murat. Le tome III vient de paraître. Il s'étend du 9 novembre 1813 au 4 février 1814. On y voit les efforts faits par le prince Eugène pour reprendre l'offensive ; les nombreux combats livrés par son armée, notamment à Caldiero, à San Michele, à Boara ; l'entrée de Murat dans la Coalition, son alliance avec l'Autriche et la paix faite avec l'Angleterre. Le volume se termine par une donnée des positions des armées.

L'ouvrage est augmenté de nombreux documents et de trois cartes : environs de Vérone et de Brescia, bouches du Pô et Venise.

Nous ne saurions que répéter ici les éloges que nous avons faits des deux premiers volumes et nous souhaitons vivement l'apparition du quatrième volume de cette publication, qui est une œuvre de premier ordre. — J. H.

Conférences sur le Service en campagne et Problèmes d'application pratique, à l'usage des chefs de section, officiers de réserve, sous-officiers, dispensés, etc., par le lieutenant Cournet, du 57e régiment d'infanterie. — 1 vol. in-12. — Paris, R. Chapelot et Ce.

Il faudrait à tout chef de section une longue pratique pour arriver à remplir, d'une façon satisfaisante, les diverses missions qui lui sont habituellement confiées : conduite d'une patrouille, direction d'une pointe d'avant-garde, installation d'un petit poste, etc. Pour être vraiment à hauteur de sa tâche, il doit étudier et approfondir le règlement qu'il appliquera à la guerre. Ce règlement n'édictant rien d'étroit ni d'absolu, les interprétations en sont nécessairement multiples. C'est pour cela que le lieutenant Cournet, répondant aux desiderata des chefs de section, des officiers de réserve, sous-officiers, dispensés, etc., s'est proposé d'insister sur certains points du règlement : les uns nécessitant, pour être bien compris, quelques explications, les autres intéressant particulièrement les chefs de petites unités; de donner plusieurs renseignements de détail qui ne pouvaient trouver place dans le décret de l'instruction pratique; enfin, d'indiquer certaines façons d'opérer, applicables dans la plupart des cas. Conservant l'ordre adopté dans le règlement, l'auteur examine successivement les cinq points suivants : 1° ordres, rapports et croquis; 2° service de sûreté; 3° marches et stationnement; 4° approvisionnement en effets, vivres et munitions; 5° détachements.

L'ouvrage se termine par la résolution de petits problèmes d'*application pratique* touchant aux différentes questions traitées et dont l'utilité considérable sera tout particulièrement appréciée. De nombreux croquis et planches facilitent l'intelligence du texte. — F. C.

Le Propriétaire-Gérant : R. Chapelot.

Paris. — Imprimerie R. Chapelot et Ce, 2, rue Christine.

JOURNAL

DES

SCIENCES MILITAIRES.

REVUE MILITAIRE FRANÇAISE.

Août 1902.

UN PROJET

DE

BRÛLOTS LANCE-FUSÉES

EN 1804

En 1804, dans une lettre adressée au maréchal Augereau, commandant l'armée impériale sous Brest, un forçat nommé Giraud, peintre de profession, proposait de mettre en œuvre un moyen employé par son père, en 1754, « pour incendier les flottes en pleine mer ». D'après lui, une expérience faite, dès cette époque, à Dunkerque, sur un ponton, en présence du commissaire du roi, avait complètement réussi.

Il prétendait, en outre, être l'inventeur de plusieurs « méchaniques », en particulier d'un canon, d'un faible recul, tirant 24 coups à la minute, et de deux pompes récemment adoptées,

disait-il, par le préfet Caffarelli[1], et qu'un seul homme (au lieu de 32) pouvait faire mouvoir à bord d'un vaisseau.

Le général de brigade Donzelot, chef d'état-major du maréchal Augereau, auquel cette lettre fut envoyée, invita le nommé Giraud à lui adresser un mémoire avec plans sur la découverte de son père. Le forçat s'empressa de répondre à cette requête en se bornant à décrire l'appareil et en conservant pour lui le secret de la composition des matières employées. Il demandait, pour la mise à exécution de son projet, qu'on lui adjoignît quatre camarades de chaîne sur le courage et le sang-froid desquels il était en droit de compter. A son envoi était joint un modèle de « canon de rempart et de marine » de son invention, qu'il avait déjà eu l'intention d'offrir au Premier Consul.

Quelques jours après, il écrivait de nouveau au maréchal Augereau pour lui témoigner sa reconnaissance, et exprimer l'espoir que son canon serait présenté à l'Empereur.

Le mémoire explicatif fourni par lui au général Donzelot, débutait ainsi : « L'amour de mon pays que j'ai servi avec honneur depuis la Révolution jusqu'à l'époque de mon malheur, tant en qualité de chef de bataillon que d'administrateur militaire ; la haine qu'excite en moi le nom d'Anglais ; le sentiment profond de ma dette envers mon épouse et mes enfants infortunés, me déterminent à offrir au gouvernement le sacrifice de mon existence pour l'exécution d'un plan qui assurera le succès de nos armes sur mer, jettera la terreur chez l'ennemi et contribuera sans doute à terminer, pour jamais, d'une manière glorieuse à la France, la longue querelle qui, depuis sept siècles, divise deux nations rivales. Si je péris, je recommande mon nom et ma famille à la générosité de l'Empereur, et si ma mort peut être utile à mon pays, à mes enfants et à ma mémoire, mes derniers moments seront heureux. Je propose de me dévouer pour brûler une ou plusieurs escadres anglaises à l'aide d'un feu inextinguible dont je possède le secret et que je lancerai sur chacun des navires ennemis ».

Plusieurs planches étaient jointes à ce mémoire et contenaient la description de l'appareil qui consistait en une caisse de

---

[1] Frère des deux généraux de ce nom.

« fusées volantes » montée sur un pivot en fer. Une caisse pouvait contenir 1152 fusées. L'extrémité de chaque fusée était munie d'un fer de lance destiné à se fixer sur la coque des bâtiments; la partie inférieure de la lance était entourée d'une éponge imbibée de matière inflammable et protégée par un chapiteau de carton. La garniture proprement dite de la fusée consistait en une « composition inextinguible ».

Non seulement la caisse de fusées, grâce à sa mobilité autour du pivot en fer, pouvait prendre une direction quelconque, mais un dispositif spécial permettait de pointer les fusées rang par rang sur l'objectif choisi. Le tout était fixé par une solide charpente sur le pont du navire-brûlot.

Suivant le but que l'on se proposait, le brûlot était une corvette, un bâtiment quelconque ou un chasse-marée.

On devait employer une corvette de second rang, s'il s'agissait d'aller au large au-devant d'une escadre. Dans ce cas, il était nécessaire de faire choix d'une « fine voilière, capable de gagner le vent à l'ennemi », afin de faciliter « la projection des fusées ».

S'il y avait lieu d'incendier une escadre, dans une rade voisine, un bâtiment quelconque suffirait. Après la décharge générale des fusées, l'équipage devait se sauver dans des canots et laisser aller le brûlot à la dérive.

Le ponton ou chasse-marée employé dans le deuxième cas, était destiné à la défense d'une escadre mouillée en rade ou à proximité ; il devait s'embosser en avant de la ligne à défendre, et, à l'occasion, mettre sous voile et choisir un point d'où il pourrait atteindre facilement les navires assaillants.

Une des planches accompagnant le mémoire représentait une escadre anglaise sous voile, attaquée par un brûlot ayant levé l'ancre et se portant en avant des autres bâtiments pour effectuer l'opération.

Le mémoire de Giraud se terminait ainsi : « Je ne me dissimule pas les chances de risque personnel qu'offre l'exécution ; j'ai transigé sur cet article avec moi-même. Puisse cette considération, en cas de mort ou de succès, me faire un titre à la bienveillance de l'Empereur. Ce sera peut-être le seul héritage que je puisse laisser à ma malheureuse femme et à mes enfants ».

D'après certains détails donnés par l'inventeur, le bâtiment aisant office de brûlot devait s'approcher « à portée conve

nable » des bâtiments ennemis. Une des figures jointes au mémoire montre qu'on n'opérait pas à bout portant; il y avait projection de la fusée à distance, du moins pour l'attaque d'une escadre ennemie en pleine mer, ainsi que dans le cas de défense d'une ligne de bâtiments [1]. Comme il y avait, d'autre part, pointage des fusées; comme, enfin, l'inventeur faisait connaître, parmi les détails d'exécution, que les fusées étaient explosibles, on voit qu'il s'inspirait un peu de quelques-uns des principes appliqués depuis aux torpilles.

Général BOURELLY.

---

[1] Les compositions inflammables que l'on a inventées pendant des siècles, pour ressusciter le fameux feu grégeois, s'employaient généralement, non par par projection à distance, mais par contact, à bout portant. C'est ainsi qu'opéra Canaris, en 1822, contre la flotte turque dans le port de Chio.

En 1871, un verrier de Paris offrit à la Commune une recette pyrotechnique qu'il prétendit avoir proposée antérieurement à l'amiral de Mackau, à M. Arago, à M. Rochefort et enfin au général Trochu; d'après lui, cette matière, analogue au feu grégeois, était explosible et pouvait se lancer en fusée à des distances variant de 1 à 10 kilomètres!



IN-SALAH

ET

LE TIDIKELT[1]

IIe PARTIE

INSTRUCTION SUR LA CONDUITE DES COLONNES DANS LES RÉGIONS SAHARIENNES.

Cette partie du travail a été inspirée par « l'Instruction sur la conduite des colonnes en Algérie » en date du 5 juillet 1890, de M. le général commandant en chef le 19e d'armée.

Les instructions primitivement rédigées et dictées (d'après celles déjà en usage en Algérie et surtout l'instruction précitée du 5 juillet 1890) par le commandant de la colonne, avant le départ d'El-Goléa, ont reçu la consécration de l'expérience. Elles ont été complétées, rectifiées et améliorées après étude et observation sur le terrain même et en cours de route. Il nous a paru utile de les adjoindre au présent travail et de les soumettre à nos camarades.

Considérations générales.

Une colonne destinée à opérer dans les régions sahariennes aura à traverser d'immenses espaces qui ne lui offriront aucune

---

[1] Voir les livraisons de 1902.

ressource pour le ravitaillement. On ne trouvera, la plupart du emps, aux gîtes d'étape ni eau, ni bois, ni fourrages. Il faut donc transporter avec soi, non seulement les munitions, les bagages et les vivres, ainsi qu'un matériel considérable du génie et du service de santé, mais encore *l'eau* nécessaire aux hommes et aux animaux (chevaux et mulets) pour plusieurs journées, et même *la nourriture des chameaux*. Le souci d'assurer à tous la subsistance devient ainsi la principale préoccupation du commandant de la colonne.

Dans ces conditions, le convoi grossit démesurément et peut devenir un obstacle considérable à la marche, si l'on n'y prend garde. Cette considération oblige déjà à restreindre les effectifs ; d'autre part, il y a lieu d'observer que les gîtes d'étapes sans eau sont nombreux ; que les quelques puits même que l'on rencontre le long des routes ne peuvent fournir, en 24 heures, que des quantités d'eau limitées, — soit pour 250 à 300 hommes et 25 chevaux sur la route du Tadmaït, — d'où nécessité de fractionner la colonne principale pour marcher.

Il importe donc de réduire le plus possible l'effectif des hommes, et surtout le nombre des chevaux et mulets, et de ne faire marcher que les forces nécessaires pour obtenir le résultat cherché. Vouloir opérer dans l'extrême-sud avec de grosses colonnes est aller au-devant d'un désastre. Cette réduction de l'effectif n'offre d'ailleurs pas d'inconvénients, vu la supériorité incontestable que nous donne notre armement. Le fractionnement par groupes (2 ou 3), se succédant sur la route à un jour ou deux d'intervalle, permet de vivre plus facilement dans les endroits dépourvus de tout. Ces groupes se relient entre eux et peuvent se prêter un mutuel appui, en cas de danger. C'est ainsi que l'on devra traverser le massif du Tadmaït, dans le cas d'une marche sur In-Salah. A l'approche d'une oasis, les groupes se réunissent en une colonne unique.

Composition de la colonne.

Dans les régions sahariennes (Touat, Gourara ou ailleurs), on aura à lutter à plusieurs centaines de kilomètres de la base d'opération, contre quelques milliers d'hommes peut-être, et à enlever des ksour entourés de murs en terre ou défendus par de

solides casbahs. Dans les plaines du Maroc, on aura à faire avec la cavalerie. Mais dans les oasis, on trouvera rarement des cavaliers devant soi ; leur nombre sera restreint, attendu que les chevaux sont peu nombreux au Touat, vu le prix de leur entretien. Néanmoins, dans un cas comme dans l'autre, il est indispensable de pouvoir disposer d'un groupe de cavaliers réguliers, soit pour soutenir, au besoin, les goumiers contre la cavalerie adverse, soit pour se porter rapidement sur un point menacé, soit enfin pour assurer la poursuite. Il faut aussi prévoir les attaques et les courses rapides des Douï Ménia, des Béni Guil et autres gens de cheval bien montés, auxquelles il faudra parer. Quant aux Touareg, ils emploient des méhara qui servent plutôt de moyens de transport et ils combattent surtout à pied. La colonne comprendra donc de l'*infanterie*, de l'*artillerie*, du *génie* et de la *cavalerie*, ainsi que tous les services auxiliaires. Puis, pour répondre aux incursions ou attaques des Touareg, dans le cas où ils viendraient harceler nos colonnes, et pour poursuivre comme il convient les caravanes ennemies, il faudra y adjoindre un certain nombre de spahis sahariens. Goumiers et sahariens réunis rendront d'excellents services, soit en explorant le pays au loin, soit en poursuivant un rzzou ennemi. Seuls, en effet, les méharistes qui portent sur leur monture tout ce qui leur est nécessaire, peuvent parcourir d'immenses espaces et établir les communications avec l'arrière. Ce sont eux aussi qui assurent le service des courriers.

Infanterie. — Nous avons dit que la colonne ne devait pas être trop forte, tout en permettant cependant d'atteindre le but cherché. La base étant l'infanterie, nous pensons qu'on ne peut guère descendre, pour cette arme, au-dessous de l'effectif de 500 à 600 hommes, soit trois ou quatre compagnies. Dans les fortes colonnes, on mettrait deux bataillons, au maximum, de 700 à 800 hommes chacun, soit en moyenne 1500 fusils.

Artillerie. — L'artillerie est indispensable pour faire brèche dans les murs en terre des kasbahs, ainsi que pour dissoudre les gros rassemblements de fantassins formés derrière les murs des oasis ou même dans la plaine, ainsi que le font les ksouriens. Les difficultés de transport ne permettent pas d'emmener

d'autre artillerie que celle de montagne, laquelle est d'ailleurs très suffisante comme puissance, sinon comme portée. On organisera une section mixte, afin de diminuer le nombre des mulets. Ceux-ci porteront les pièces et les affûts; les caisses de munitions et le matériel seront portés sur des chameaux. L'expérience a démontré, en effet, que les pièces et affûts ne pouvaient être portés facilement ni sûrement à dos de chameaux.

Cavalerie. — Quant au nombre des cavaliers, il sera aussi réduit que possible, en raison du poids élevé de la ration d'orge et aussi de la grande quantité d'eau qu'il faudrait emporter. Un escadron au maximum suffit. Comme exemple, pour la colonne du Tidikelt, on s'est arrêté à la composition suivante :

Infanterie (4 compagnies).	750 hommes.
Artillerie.	1 section mixte.
Cavalerie.	1/2 escadron.
Génie	1 section.
Spahis sahariens	75 méharistes.
Goum	120 hommes.
Services auxiliaires	»

Soit au total : 1000 à 1100 hommes.

Convoi. — Un approvisionnement de quarante jours de vivres et un convoi d'eau pour quatre jours sont nécessaires, pour se rendre dans les oasis du Tidikelt avec une colonne un peu importante. Pour transporter ces vivres, le matériel et l'eau, il faut un nombre considérable de chameaux, 1800 à 2,000 environ.

Quelques prescriptions générales et recommandations sur la conduite des chameaux me paraissent indispensables à émettre ici.

Le *chameau* n'est pas, comme trop d'officiers sont disposés à le croire, un animal qui ne mange ni ne boit, tout en faisant 4 à 5 kilomètres à l'heure, avec un fardeau exagéré sur le dos. Cet animal est sobre, il est vrai, mais il est relativement fragile et il a besoin de soins. Pour fournir un bon service, il ne doit pas être trop chargé, ni poussé dans la marche (à moins de nécessité). Il ne faut pas compter faire avec lui plus de 3 kil. 1/2 à l'heure, 4 kilomètres au maximum. Sa marche doit être lente

t régulière ; il le faut conduire sagement. En avant des groupes le tête, on place un bon cavalier indigène pour règler l'allure, le telle façon que tous puissent suivre sans effort. Les flancs du convoi sont également gardés par des cavaliers, et les sokrars surveillent le chargement ; il ne doit y avoir que très peu de soldats dans les groupes de chameaux portant les bagages des corps ; aucun dans le convoi administratif proprement dit.

Outre les chameaux porteurs, il est indispensable d'avoir, en supplément, un certain nombre d'animaux haut-le-pied, que l'on fait marcher en un seul groupe, à 150 ou 200 mètres en arrière du gros convoi. Un ou deux cavaliers les surveillent et, dès qu'un chameau chargé tombe et ne peut se relever, le sokrar reste près de lui, le décharge et fait demander un animal de renfort. Le nombre de chameaux haut-le-pied est calculé d'après la force du convoi, la durée du trajet, le pays à parcourir, etc. On peut l'estimer du 10ᵉ au 15ᵉ de l'effectif total.

Le chargement ne doit pas dépasser 150 kilogrammes ; il y a même intérêt à se tenir au-dessous de ce chiffre : soit 120 kilogrammes en moyenne. Il faut encourager les bonnes relations entre sokrars et soldats et veiller à ce que ceux-ci n'abusent pas des chameliers et ne les brutalisent. Le sokrar (chamelier) est un être particulier qu'il faut étudier, connaître et surveiller. Ceux que l'on reçoit généralement ne sont pas propriétaires des animaux et ils ne s'en occupent réellement que si on les y force. Ces gens-là ont certainement des qualités spéciales de sobriété et d'endurance ; ils sont braves, mais ils ont aussi les défauts de leur race poussés à l'extrême : ils sont paresseux, fourbes et rapaces, et ils réclament sans cesse contre le service. Il faut vaincre ces vices dès le début. A part cela, ce sont des auxiliaires indispensables, dont il faut s'occuper et que l'on doit traiter avec justice.

Pendant la marche, les sokrars peuvent ramasser du « drinn » et autre nourriture pour l'animal, si possible, sans sortir de la colonne toutefois. Dès que l'on arrive au campement, le chameau est déchargé avec précaution ; si le pays et les circonstances le permettent, il est envoyé de suite au pâturage, sous la protection de vedettes et de cavaliers prêts à combattre. S'il n'y a pas de pâturages dans le voisinage du camp, on donne 2 kilogrammes d'orge en moyenne par jour et par animal. On fait boire le

chameau chaque fois qu'on le peut ; s'il boit tous les jours, il ne s'en porte que mieux ; mais c'est chose difficile dans ces contrées sahariennes, surtout en été. Cependant, si le chameau reste plusieurs jours sans boire, il dépérit ; s'il y a exagération, il meurt.

Eau. — L'eau est transportée le plus souvent dans des tonnelets renfermant environ 45 litres et dans des peaux de bouc spéciales appelées « guerba ». Les tonnelets doivent être l'objet d'une surveillance constante ; il faut veiller à la conservation de l'eau : quantité et qualité. Les guerbas renferment de 15 à 20 litres. Elles doivent être de bonne qualité, éprouvées et bien entretenues, autrement elles perdent l'eau, comme cela est arrivé souvent. Il faut en prendre un soin méticuleux, et ne pas oublier que la « guerba » seule ne saurait suffire en raison des aléas auxquels elle est soumise. Elle doit surtout être considérée comme un complément de liquide à utiliser le premier jour. Le tonnelet doit être également l'objet de soins minutieux : il faut le bien nettoyer avant le remplissage, le passer à l'acide chlorhydrique et veiller de près à la solidité des cercles. Il y a lieu de le munir d'une broche attachée au cerceau avec une chaînette métallique, et non d'une bonde sans épaisseur qui se perd toujours dès le premier jour ou que les hommes, trop pressés, enfoncent dans le récipient.

Mais le tonnelet actuel offre d'autres inconvénients : il est trop lourd (15 à 17 kilogr.) et constitue un poids mort considérable. On pourrait le remplacer par des caisses cylindriques en métal léger, de l'aluminium par exemple, lesquelles seraient garanties contre les chocs par une armature solide en bois, munies de chaînettes d'attache aussi fortes que celles actuelles, mais plus longues et plus légères.

On augmenterait la capacité jusqu'à 60 litres, par exemple, et l'on arriverait ainsi à faire transporter facilement 120 litres par chameau. Un bouchon métallique à vis, fixé par une chaînette à l'armature, assurerait la fermeture.

Pour tirer l'eau des puits, généralement assez profonds, il est nécessaire d'avoir au convoi une ou deux chèvres portatives en bois, formées de trois montants mobiles articulés au sommet par une armature en fer. A l'armature est fixé un crochet pour pou-

lie ; les trois montants se replient l'un contre l'autre et peuvent facilement être transportés à dos de chameau. Le récipient est un seau en cuir ou la « delou » des indigènes. Si le puits est assez large, on peut placer deux poulies sur la chèvre. Pour faciliter le puisement de l'eau par les hommes, ainsi que pour abreuver facilement les animaux et le troupeau, il est utile d'avoir à sa disposition des auges ou bassins en zinc susceptibles d'être portés sur les chameaux et d'une longueur moyenne de $1^m,50$ à $1^m,80$, avec $0^m,60$ de largeur et 25 à 30 centimètres de profondeur. Les bords en sont quelque peu évasés. Une équipe particulière veille à ce que ces cuves soient constamment remplies. Enfin, certains ustensiles spéciaux, tels que : « delous », crochets, « falats », pioches, couffins, etc., compléteront l'équipage d'eau.

Tout ce qui a trait à l'eau doit être du ressort direct du commandement même; c'est un officier ou un sous-officier qui doit avoir la direction et la surveillance du convoi spécial d'eau.

Le commandant de la colonne lui donne ses ordres pour les distributions et le remplissage des tonnelets. On ne saurait, en effet, prendre trop de précautions à ce sujet. Dès les premiers jours, il est indispensable de se montrer d'une sévérité irréductible et d'exiger une stricte discipline de la part de tous. Les hommes ne doivent pas avoir accès dans le convoi d'eau. Il faut, en outre, obliger les hommes de troupe à emporter leurs bidons de deux litres remplis le matin avant le départ, et les habituer peu à peu à supporter la soif et à ne boire que sur l'ordre du chef de section. Cela est facile à obtenir avec des indigènes, plus difficile avec des Français ; mais, au bout de quelques marches, chacun a compris la valeur de l'eau et les inconvénients du gaspillage.

Le remplissage des tonnelets est une opération délicate qui exige à la fois une grande patience et une extrême conscience. Cette opération doit être surveillée de très près par les officiers qui en sont chargés.

Sacs des hommes. — L'infanterie marchant sans sacs, les effets que l'homme ne doit pas porter sur lui seront chaque matin, dès le réveil, soigneusement pliés et placés dans ou sur le havresac, lequel sera porté ensuite au chameau.

Le havresac, ainsi arrimé, pèse en moyenne 15 kilos, d'après l'expérience faite au 1er tirailleurs (il est moins lourd au 2e bataillon d'Afrique). On placera donc 10 sacs et pas davantage sur chaque chameau. Il est même préférable de ne pas emporter de havresac, effet lourd et volumineux qui constitue un poids mort aussi considérable qu'inutile, et de confectionner des ballots avec le linge et la chaussure indispensables renfermés dans un sac de toile. Les bidons et gamelles ne doivent pas être suspendus aux flancs du chameau, ce qui pourrait le blesser ou tout au moins l'effrayer. On ne doit placer aucune arme, fusil ou autre, sur les charges. Le soldat d'infanterie portera toujours avec lui son fusil, ses cartouches, un bidon de deux litres et son étui-musette, renfermant le quart et les vivres du jour. Chacun doit marcher à sa place dans le convoi, et aucun soldat ne doit monter sur un chameau sans un ordre écrit du médecin traitant ou du chef de colonne.

Dispositif de marche de la colonne

Pour la marche, il est formé généralement deux groupes, ainsi que l'indique l'Instruction de M. le général commandant en chef le 19e corps d'armée, en date du 5 juillet 1890 :

1° Échelon de manœuvre ;

2° Convoi.

Mais pour les petites colonnes constituées par le fractionnement de la colonne principale, on ne formera qu'un groupe, le *convoi*, avec une avant-garde de cavalerie. Quelques cavaliers seront laissés à l'arrière-garde, avec les cacolets pour ramener les malades ou blessés. Si l'on a un *goum*, on le disposera sur le flanc de manière qu'il n'encombre jamais le convoi.

Un convoi de 1500 à 2,000 chameaux s'étend sur une grande profondeur, surtout si la colonne doit cheminer dans des vallées resserrées, comme ce sera souvent le cas sur les hauts plateaux ravinés du Tadmaït. Le chef de convoi devra exercer la plus grande surveillance à ce sujet afin d'éviter un allongement démesuré. L'allongement, en effet, est l'écueil de tout convoi et souvent la cause unique de sa perte. Il faut cependant s'attendre à voir le convoi s'étendre parfois sur une longueur de 1 à 2 kilo-

mètres. Dans ces conditions, la défense contre les entreprises d'un ennemi aussi mobile qu'entreprenant (Touareg) exige que l'infanterie de garde au convoi soit toujours prête à repousser l'attaque et que, d'autre part, le commandant de la colonne ait toujours sous la main un groupe tout à fait mobile, qu'il puisse porter rapidement sur le point menacé. C'est ce qui a amené le fractionnement des grosses colonnes en deux groupes, ainsi qu'il a été dit ci-dessus.

Pour la colonne d'In-Salah, nous avons admis le fractionnement en trois petites colonnes se succédant sur la route, en raison surtout du manque d'eau et de pâturages. Chaque fraction forme les groupes comme il suit :

1° Groupe léger.	Cavalerie.
2° Convoi.	Infanterie.

1° *Exploration et sûreté. — Groupe léger.* — Le service d'exploration est assuré par des goumiers placés sous le commandement d'un officier des Affaires indigènes. Cet officier prend les ordres du commandant de la colonne ; il fait fouiller les terrains et reconnaître les points dangereux ou les passages difficiles à traverser, etc...

Le service de sûreté rapproché est assuré par la cavalerie régulière Il se confondra, dans le cas qui nous occupe, avec le service d'exploration et sera assuré par le *groupe léger*. Ce groupe comprendra toute la cavalerie de chacunes des petites colonnes. Il arrivera parfois, pour refouler une attaque, que la cavalerie sera obligée de s'éloigner à une certaine distance de l'infanterie. Dans ce cas, si elle a affaire avec des forces sérieuses, elle fera usage du combat à pied. L'ennemi repoussé, elle devra rejoindre rapidement la colonne principale.

2° *Convoi.* — L'infanterie du convoi se formera toujours pour la marche en deux dispositifs, toujours les mêmes, selon que l'on pourra s'étendre en plaine ou bien que l'on sera contraint de cheminer dans un espace resserré :

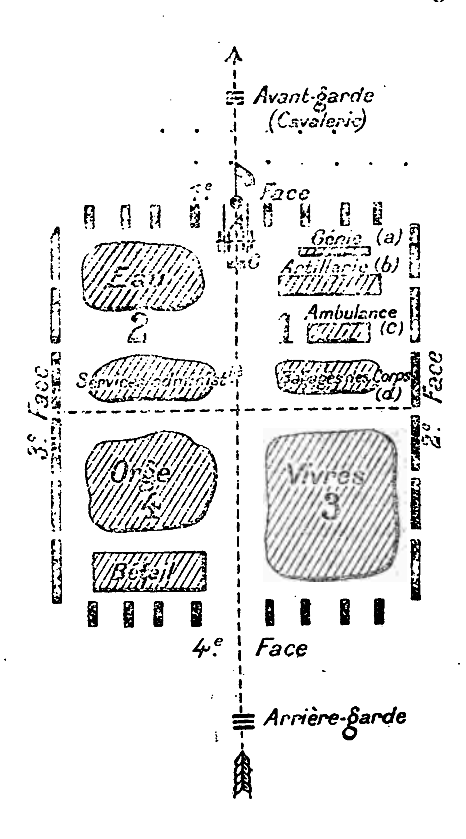
1° En carré ;
2° En colonne.

1° *Marche en carré.* — Le convoi doit marcher en carré toutes

les fois que l'étendue du terrain le permet, ce dispositif étant de beaucoup le meilleur pour éviter l'allongement, et pour la défense en cas d'attaque inopinée.

Le carré doit être assez vaste pour contenir tous les chameaux; on espace plus ou moins les unités, mais il est indispensable d'avoir des troupes tout le long des flancs.

L'infanterie formant les quatre faces du carré, marche, dans les première et quatrième faces, soit par le flanc des subdivisions, par deux hommes non doublés avec larges intervalles,



soit par le front des subdivisions (sections, demi-sections ou escouades); dans les deuxième et troisième faces, elle marche toujours par le flanc et par files non doublées.

L'*artillerie* de combat (pièces) marchera sur les traces du guide général de la colonne, au milieu de l'infanterie de la première face.

Le *génie* vient ensuite, généralement.

Le *convoi*, comprenant le train de combat, le train régimentaire, l'eau et les vivres, marche dans l'intérieur du carré.

Il forme quatre groupes distincts occupant chacun des angles intérieurs du carré, ainsi que l'indique la figure ci-contre.

Le bétail marche avec l'orge et en arrière quand on ne peut pas le faire marcher en avant sous la protection de l'avant-garde. Le tout constitue ainsi un ensemble complet, se mouvant sur le sol comme un vaisseau qui trace un sillon sur la surface des eaux.

Les quatre groupes du convoi doivent toujours être formés, quel que soit l'effectif de la colonne, savoir :

1. — Matériel et bagages [1] ;
2. — Eau ;
3. — Vivres ;
4. — Orge et bétail.

L'ordre le plus grand doit toujours régner dans le convoi, car il ne faut pas perdre de vue que, dans le Sud, le sort d'une colonne dépend de l'arrivée des vivres. Un officier ou un sous-officier, choisi selon l'importance du convoi, est spécialement chargé de sa direction et de sa discipline, avant, pendant et après la marche (vaguemestre général). Un gradé inférieur est mis à la tête de chaque groupe, s'il y a lieu.

Il est prévu un *sokrar* pour *quatre* chameaux et un *bachamar* pour *six sokrars*. Ceux-ci s'occupent spécialement du chargement, de la conduite et des soins à donner au chameau ainsi que de sa nourriture. Les sokrars doivent être sans armes ; il leur est défendu de pousser des cris stridents ; ils arrêtent et entravent

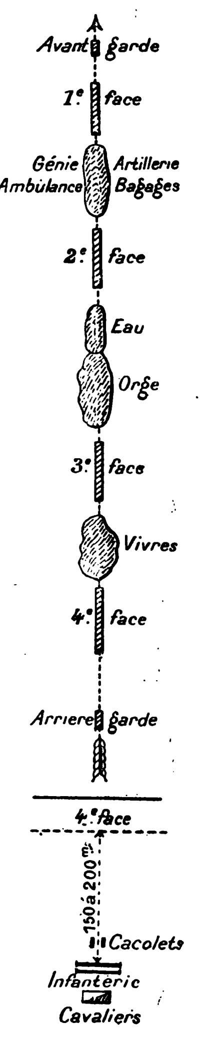
---

[1] Dans le premier groupe, les chameaux ou mulets sont disposés dans l'ordre suivant :

a) Génie ;
b) Artillerie ;
c) Ambulance ;
d) Bagages des corps.

l'animal, quand c'est nécessaire. Les bachamars peuvent être montés et armés. Des cavaliers réguliers (spahis) maintiennent l'ordre.

2° *Marche en colonne.* — Quand le passage devient trop étroit, le convoi se forme en files, sur une plus ou moins grande largeur. L'escorte est répartie en fractions constituées sur tout son développement. La première face continue sa marche par le flanc, suivie du premier groupe du convoi ; puis vient l'infanterie de la deuxième face, suivie du deuxième et du quatrième groupes (eau et orge) ; puis la troisième face, suivie du troisième groupe ; enfin, la quatrième face derrière et, un peu plus loin, l'arrière-garde.



L'infanterie des faces marche sur les flancs, ou même dans le convoi, si le chemin est très encaissé. Dans ce dernier cas, on dispose d'avance des flancs-gardes.

L'arrière-garde, plus ou moins forte, se tient à quelque distance de la colonne et groupée ; elle est accompagnée de deux cacolets (ou quatre) et de quelques cavaliers. Sa mission est de surveiller ce qui se passe en arrière et de faire rejoindre les retardataires. On ne doit laisser aucun homme en arrière dans les marches, car la colonne disparaît vite à l'horizon dans les plaines dénudées du Sahara, et il suffit souvent d'un léger coup de vent pour en faire disparaître les traces.

Il faut éviter aussi, dans le Sud surtout, d'étendre et de disséminer les avant-gardes et les arrière-gardes et de laisser marcher des fantassins isolément et éloignés l'un de l'autre ; partout et toujours le groupement, qui fait la force, s'impose à l'infanterie.

Si le défilé à traverser est long et encaissé, il sera alors indispensable de placer des flancs-gardes prises

dans l'infanterie de la première face, ou, si la chose est possible, de faire marcher une partie des deuxième et troisième faces sur les flancs, en dehors et à hauteur du convoi. Il est essentiel de faire occuper le débouché par l'avant-garde si le défilé est très étroit, à pentes abruptes et par trop long. Au delà, on arrête la tête de la colonne pour reformer le carré, si c'est nécessaire, et faire serrer. Il faut aussi et surtout éviter de laisser enlever son arrière-garde. En un mot, se rappeler les principes du maréchal Bugeaud : « *Occupation des hauteurs qui dominent les défilés par des flancs-gardes fixes, qui se relèvent successivement, et constitution d'une forte arrière-garde* ».

La halte horaire a lieu toutes les 50 minutes, comme le prescrit le règlement. On en profite pour remettre de l'ordre dans le convoi et faire rallier les animaux en retard. Mais, dans la pratique, il ne faut pas arrêter entièrement le convoi ; les fantassins seuls s'arrêtent pour se reposer un peu. Quand le chameau est chargé, il est bon de ne le décharger qu'à l'arrivée au gîte d'étape. Aussi, ne doit-on faire de grand'halte que si l'étape est longue et dépasse 30 kilomètres environ.

Il n'est pas fait de sonneries.

Le rapport de la veille fait toujours connaître l'heure du réveil, le boute-charge et l'heure du départ, ainsi que l'ordre de la marche.

Bien que la marche des chameaux soit lente, l'escorte doit s'y conformer ; c'est toujours une imprudence, même loin de l'ennemi, de laisser son convoi derrière soi.

Les officiers de compagnies surveillent la marche.

Un bon guide la dirige.

Une partie de la garde de police descendante (la moitié) est à la disposition du chef de convoi pour le maintien de l'ordre. Aucun autre soldat ne doit marcher au milieu des animaux du convoi, sauf une ordonnance par officier, aux bagages, — les chevaux de main et leurs conducteurs, — et les infirmiers et soldats d'administration qui forment un groupe spécial. Tous doivent porter armes et munitions sur eux.

Bivouacs.

Le lieu où les troupes s'installent pour passer la nuit se nomme *bivouac*. C'est toujours, en campagne, un endroit facile à défendre, tout en étant situé à proximité du bois, de l'eau et du fourrage. Le terrain doit être assez élevé, à flanc de coteau par exemple, et il faut proscrire absolument tout campement dans le fond d'une vallée, par crainte des orages et des fièvres.

On campe toujours en carré dans le Sud. L'infanterie couvre les quatre faces, à moins qu'elle ne soit pas assez nombreuse, auquel cas on fait camper la cavalerie sur une des faces, la 4e généralement, ainsi que le génie et l'artillerie. Cela dépend des effectifs et de la composition de la colonne. L'ordre journalier peut, du reste, modifier la forme du camp selon les circonstances et la composition des troupes dont on dispose.

Le goum campe toujours à part.

Choix du terrain. — Le chef d'état-major fixe et détermine l'emplacement du camp. Un peu avant l'arrivée de la colonne, il se fait rejoindre par un adjudant-major, ou faisant fonction, d'infanterie et un sous-officier monté de chaque autre détachement, puis il se porte en avant, sous la protection de la cavalerie, pour reconnaître et déterminer le lieu du bivouac. Il place deux cavaliers à chaque extrémité de la première face du carré, et même, s'il a le temps, il en dispose quatre, pour indiquer les quatre angles ; il fait connaître à l'artillerie, au génie et à la cavalerie leur emplacement. Un fanion, si possible, indique l'angle d'épaule de droite (angle des 1re et 2e faces). La première face est toujours dans la direction de la marche du lendemain.

Le lieu choisi doit être assez vaste pour que tous les éléments de la colonne y soient à l'aise et que tous les chameaux tiennent facilement dans l'intérieur du carré ; aucun d'eux ne doit séjourner dehors. Pour une compagnie complète, par exemple, chaque face serait occupée par une section avec larges intervalles entre les escouades et les tentes ; celles-ci sont dressées par 4 hommes au lieu de 6, pour en augmenter le nombre, s'il y a lieu.

L'installation doit être prompte et rapide, de façon à éviter

toute fatigue inutile pour le soldat. Il est nécessaire, par conséquent, d'adopter un type uniforme pour la même colonne que chacun connaît dès le premier jour. Les gardes intérieures du camp (police) et les grand'gardes sortent dès l'arrivée au camp et sont dirigées de suite sur leur emplacement probable.

L'infanterie forme les faisceaux et attend l'arrivée des chameaux. Les corvées sont commandées; des sentinelles spéciales sont placées aux faisceaux — qui seront serrés le soir. — Les chameaux entrent dans l'intérieur du carré et sont arrêtés à la place indiquée. Les groupes occupent toujours la même place par rapport à la première face du carré. Les bachamars les font décharger par les sokrars et rangent les charges en ordre, de manière qu'elles puissent être facilement inspectées à l'arrivée et non moins facilement rechargées le lendemain au réveil.

Les hommes viennent prendre en ordre les havresacs, les tentes et cantines des officiers, le matériel de popote..., le tout sans bruit. On installe alors le camp et l'on dresse les tentes.

Les officiers campent derrière leur troupe; ils veillent à ce que les chevaux soient solidement attachés. Les hommes dressent leurs *tentes* par quatre (ou six) derrière les faisceaux. Ils doivent avoir soin de battre les herbes et les buissons avec les bâtons pour chasser les reptiles, et soulever prudemment toutes les pierres pour prendre les scorpions.

Les *cuisines* sont placées un peu en avant des faisceaux (15 pas environ). Avoir soin de déblayer le terrain des herbes, au moins à 2 mètres autour de chaque foyer, pour éviter les incendies dans le camp.

Il est essentiel de faire garder les points d'eau, s'il y en a. Enfin les corvées sont conduites avec ordre et en silence. Aucun homme ne doit quitter le camp sous quelque prétexte que ce soit, isolément ou en groupe, avant que tous ces préparatifs ne soient terminés.

S'il y a des pâturages dans les environs du bivouac, on y envoie les chameaux librement, mais seulement dans un rayon restreint bien indiqué et bien gardé par des vedettes de cavalerie, le pays n'étant jamais sûr. Ne pas perdre de vue qu'il faut non seulement avoir des vivres et les conserver, mais aussi conserver et garder les chameaux nécessaires à leur transport. Les cavaliers de garde doivent toujours être prêts à combattre.

S'il n'y a pas de pâturages dans le voisinage immédiat du camp, outre le drinn ramassé en route par les sokrars, il sera donné un peu d'orge (1 à 2 kilos) aux chameaux. La plupart la mangent très bien. Il suffit de 2 à 3 jours pour les y accoutumer. On les fera boire quand ce sera possible. Il en sera de même du troupeau.

Les *feuillées* sont creusées en avant des faces, assez loin pour qu'on n'en soit pas incommodé et assez près cependant pour que les hommes puissent s'y rendre sans danger pendant la nuit. La distance de 100 pas semble bonne; devant l'ennemi, on ne peut songer à les éclairer ; on les dissimule si possible (voir instruction du 15 novembre 1892). Les jours de séjour, il y a lieu de désinfecter et remplir les anciennes, chaque soir, et d'en creuser de nouvelles (se reporter aux prescriptions hygiéniques en marche).

L'entrée dans l'intérieur du camp doit être interdite aux étrangers. Près des oasis, on pourra installer des marchés à proximité du bivouac ; mais aucun homme ne devra aller dans les ksour sans autorisation.

Service. — Garde de police. — L'infanterie fournit chaque jour, dès l'arrivée au camp, une garde de police de 15 hommes (pour les 3 compagnies) ou 6 hommes et 1 caporal pour une compagnie, sous les ordres d'un sergent avec 1 caporal, ou faisant fonctions, et un clairon. Cette garde placera les sentinelles suivantes :

1 devant les armes ;
1 au commandant de la colonne ;
1 à l'eau ;
1 à l'administration.

Au besoin, il est envoyé un petit poste détaché près des puits.

Le commandant de la garde de police montante, après avoir placé les sentinelles nécessaires, prend les ordres de l'officier de jour, fait faire des rondes et assure le service. Le clairon de la garde de police seul fait les sonneries indiquées par le commandant de la colonne.

Aucun bruit ne doit se faire entendre le soir après l'appel ni avant le réveil. Le repos de la nuit est le seul qui soit salutaire

et toute cause pouvant le troubler doit être soigneusement évitée.

La levée du camp a lieu avec rapidité et en silence ; les chameaux sont chargés avec soin et chacun doit être prêt à l'heure fixée pour le départ.

La garde de police assure la surveillance du convoi, ainsi qu'il a été dit. Les hommes disponibles rejoignent leur compagnie.

Ordre. — A la sonnerie de l'ordre, ou à l'heure fixée, les fourriers se réunissent à la tente du commandant de la colonne pour écrire les décisions et ordres. L'ordre fixe : l'heure de l'appel du soir — celle du réveil (boute-charge 20 minutes après) — celle du départ — l'ordre de marche — l'itinéraire — la première halte horaire — l'heure et la durée de la grand'halte (s'il y a lieu) — le service à fournir — les renseignements reçus et les prescriptions particulières du commandant de la colonne.

Visite de santé. — La visite de santé est passée chaque soir, généralement vers 4 heures. Les jours de séjour elle a lieu le matin à 8 heures.

Distributions. — Les distributions pour le lendemain ont toujours lieu le plus tôt possible après l'arrivée, de façon que la soupe puisse être mangée avant la nuit et que chaque homme puisse emporter sur lui le repas du lendemain matin et les vivres d'un jour. La distribution de l'eau est faite également aussitôt l'arrivée, avec la plus grande impartialité : 5 litres par homme et par jour ; 20 litres par cheval ou mulet. La viande est abattue soit avant l'arrivée, soit après si l'ennemi est à craindre, et distribuée aussitôt que possible. Le sucre et le café ne doivent pas être ménagés ; ils remplacent avantageusement, dans ces parages, le vin, dont il ne faut pas abuser, et même l'eau-de-vie. Le riz est à introduire dans l'alimentation, pour remplacer les légumes verts, et aussi, et surtout pour combattre les effets des eaux chargées en sels purgatifs.

Sous-Intendant. — *Le sous-intendant militaire* marche généralement avec l'état-major de la colonne ; il doit principale-

ment se préoccuper de ce que l'on appelle l'alignement en vivres.

Un officier remplit les fonctions de *vaguemestre général* : il a la surveillance du convoi. Il indique la place de chaque corps dans le train régimentaire et surveille le convoi administratif proprement dit et les indigènes. Quelques cavaliers sont mis à sa disposition. Le service de la poste est organisé, au moyen de courriers, dans la mesure du possible. S'il n'y a pas de payeur, il ne peut être délivré de mandats.

Ferrure. — Un ou plusieurs maréchaux ferrants des corps montés sont désignés pour entretenir la ferrure des chevaux des officiers sans troupe et d'infanterie. On doit se munir de fers de réserve et de clous.

Avant-postes.

En principe, principe consacré par l'expérience, chaque face du camp se garde elle-même, sous la responsabilité de l'officier le plus élevé en grade des troupes de cette face, et sous la direction du chef de la colonne ou de son chef d'état-major, s'il y en a un. L'officier de jour, chef de bataillon d'infanterie ou autre, a la surveillance des avant-postes, des patrouilles et des rondes et le commandement, en cas d'alerte, des fractions de piquet, s'il y a une garde générale du camp. L'effectif à détacher en avant des faces pour la garde du camp dépend de l'effectif de la colonne et varie du tiers au sixième de l'infanterie, c'est-à-dire, par exemple, que l'on installera en avant d'une face occupée par une compagnie, une section de ladite compagnie.

Le service se divise en :

1° Service de jour ;
2° Service de nuit.

1° *Pendant le jour*, la cavalerie ennemie pouvant fondre à l'improviste sur le camp, il est nécessaire de se garder à grande distance. Ce rôle incombe à la cavalerie et autres troupes montées (goumiers et méharistes). La cavalerie détache des vedettes au loin, sur les points culminants, d'où l'on peut le mieux voir et surveiller les environs du camp et les chemins naturels (ra-

vins, lits d'oueds) qui y conduisent. En arrière de ces vedettes et à une distance variant de 250 à 500 mètres des faces, selon le terrain et l'effectif de la colonne, s'établissent les escouades ou sections d'infanterie, avec un factionnaire à quelques pas en avant du groupe. Ces postes sont installés de préférence aux points qui commandent les abords immédiats du terrain de bivouac.

2° *Pendant la nuit,* les attaques sérieuses sont moins à craindre, mais il faut se garder contre les surprises et tentatives ayant pour but surtout d'enlever des sentinelles, de voler des armes ou du matériel, de jeter la panique dans le camp, etc..... C'est généralement un peu avant le jour, vers le réveil, alors que tout le monde est déjà occupé du départ, que ces surprises se produisent. Il faut donc se garder, la nuit, à petite distance, et c'est le rôle de l'infanterie seule.

En conséquence, le soir, à la chute du jour, cavaliers et goumiers rallient le camp, et l'infanterie reste seule chargée de sa garde. Elle se rapproche des faces, à 150 ou 200 mètres, et même moins pour les petites colonnes. Elle est établie sur des emplacements reconnus le jour, et des sentinelles sont placées aux endroits favorables, mais assez rapprochés. Les tentes ne sont pas dressées aux avant-postes et les hommes de garde ne doivent se reposer que par moitié. On creuse des tranchées-abris, lorsque c'est nécessaire, et notamment quand on doit séjourner plusieurs jours de suite sur les mêmes emplacements.

Enfin, on peut aussi disposer des postes de quatre hommes aux points qu'il est indispensable de faire surveiller tout particulièrement sur les routes, et même tout autour du camp. Dans les nuits obscures ou sans lune, si l'on a pu se procurer du bois ou des broussailles pendant le jour, on prépare des foyers et l'on allume des feux de façon à éclairer les abords du camp, tout en le laissant dans l'obscurité. Ces foyers sont placés à une centaine de mètres en avant de l'emplacement de nuit des postes de sûreté qui doivent être dissimulés également et dans l'ombre.

Alertes. — En cas d'alerte, de jour comme de nuit, chacun doit conserver le calme et le sang-froid indispensables pour éviter tout désordre. Si des coups de feu sont tirés aux avant-postes ou même sur le camp, il n'y a pas lieu de s'étourdir, ni

de trop s'en préoccuper. Il résulte, en effet, de l'expérience guerres passées, que les Arabes tentent rarement des entrep sérieuses la nuit, mais qu'ils excellent à harceler les avant-p(et à priver ainsi la colonne du repos. Les avant-postes s prennent les armes. Au camp, l'infanterie se porte derrièr faisceaux avec calme et en silence; elle attend des ordres. La valerie selle et bride et reste en place, le cavalier à la tête de cheval. Les convoyeurs indigènes s'accroupissent près de l animaux qui sont solidement entravés, et s'abstiennent de cri, sous peine d'être immédiatement passés par les armes. lumières et feux, s'il en reste, sont éteints; le silence doit ré partout.

Aucun coup de fusil ne doit être tiré la nuit, sauf le ca une sentinelle ne peut sauver sa vie qu'en tirant sur son a(saire.

Le commandant de la colonne se rend compte de la situ: et donne des ordres. Il a dû déjà, du reste, prévoir le cas, co exercice d'instruction; à la sonnerie de « la générale », cun prend son dispositif de défense en cas d'alerte.

Combat.

En Algérie, dans le Sud principalement, aussi bien contr hommes à pied que pour repousser les attaques de la caval l'infanterie doit toujours combattre par groupes plus ou m forts, mais compacts, et les hommes, placés coude à coud un et même deux rangs. Le combat en tirailleurs espacés à gr intervalles doit être proscrit. Le règlement actuel de l'infan est donc applicable dans tous les cas qui peuvent se prése Il faut éviter, en cas de fuite de l'ennemi, de trop s'éloign gros de la colonne, en pays de plaine, comme en montagn surtout sur les plateaux sans limites appréciables. On pou les fuyards au moyen de feux de salve, à longue portée, ajustés. Les *carrés*, si on a le loisir d'en former plusieurs, vent se prêter un mutuel secours.

Le combat diffère selon que l'attaque a lieu de jour o nuit.

A. — *En plein jour* et en marche, dès que l'ennemi est sig

convoi s'arrête et serre sur la tête. L'escorte se forme sur un ou deux rangs, régulièrement, de façon à encadrer tout le convoi, et fait face en dehors. Les armes sont chargées au commandement seulement des commandants des faces. Les troupes de l'échelon de manœuvre, s'il y en a un, se portent sur le point le plus favorable et se forment également en carré. La cavalerie et les goums rentrent dans les angles morts et renforcent les faces, attendant le moment de charger. Les sokrars font coucher les chameaux, les entravent solidement et s'accroupissent eux-mêmes à côté sans pousser aucun cri. L'ordre et le silence doivent régner dans le convoi.

Le feu est ouvert à bonne portée dès qu'il y a lieu.

Dès que l'ennemi repoussé est en fuite, il est poursuivi par des feux et par la cavalerie, puis le convoi reprend sa marche vers le gîte d'étape escorté par l'infanterie.

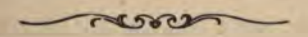
Les troupes montées à méhara combattent à pied.

La cavalerie se porte là où sa présence peut être utile pour renforcer une face du carré plus menacée ; elle est toujours prête à charger et, dès que l'ennemi faiblit et s'enfuit, elle se lance hardiment à sa poursuite. Toutefois elle doit éviter de disséminer ses forces, de s'éparpiller en désordre et de s'éloigner par trop du gros de l'infanterie. Les retours offensifs font partie de la tactique des cavaliers arabes et ils sont toujours dangereux, pour un vainqueur momentanément en désordre. Les exemples de ce genre sont trop nombreux pour qu'il soit utile d'insister.

B. — *Pendant la nuit*, le désordre est plus à craindre si l'ennemi attaque inopinément et par surprise. C'est alors qu'il faut du calme et du sang-froid. Mais, ainsi qu'il a été dit pour les alertes, il est rare que les arabes attaquent sérieusement la nuit. Cependant il faut veiller sur le camp et bien recommander à tous le maintien de l'ordre et du silence en pareil cas ; cela suffit souvent pour rendre ces attaques vaines et sans portée.

Colonel D'EU.

(*A continuer.*)



LA

BATAILLE DE CUNAXA

INTRODUCTION.

A 11 ou 12 lieues [1] au nord de Babylone, près d'un endroit que Plutarque a dit s'appeler Cunaxa, il y a vingt-trois siècles, 12,800 soldats grecs mirent en fuite les forces d'Artaxerxès, s'élevant à plus de 500,000 hommes.

L'empire des Perses reçut, en cette circonstance, un avertissement qui aurait pu le sauver de la ruine, s'il avait su en tenir compte.

Nous avons jugé opportun de tirer cet événement de l'oubli pour le livrer aux méditations de nos contemporains.

La bataille de Cunaxa a mis fin à l'expédition dirigée en 401 avant notre ère par Cyrus le Jeune contre son frère Artaxerxès, dans le but de le détrôner.

On est d'abord porté à considérer ce fait de guerre, qui est enregistré aux premières pages de l'histoire militaire de l'antiquité, comme une légende des temps héroïques. Un examen de la question conduit bien vite à reconnaître que c'est, au contraire, un événement dont l'authenticité, absolument hors de doute, est appuyée par les renseignements les plus précis et les plus circonstanciés.

Un acteur de ce grand drame, Xénophon, s'était imposé comme tâche d'établir le journal de marche des corps grecs

---

[1] Lieues de 5 kil. ou parasanges.

ayant participé à l'expédition, et ce journal, qui n'est autre que le livre Ier de l'*Anabase*, est heureusement parvenu jusqu'à nous.

Or, Xénophon n'était pas seulement un écrivain, c'était surtout un homme de guerre. Celui qui a contribué, d'une manière si remarquable à diriger la retraite dite des « dix mille » ; celui qui a écrit le *Commandement de la cavalerie* et imaginé la bataille de Thymbrée, doit être classé parmi les tacticiens illustres.

L'auteur de l'*Anabase* avait donc les qualités nécessaires pour apprécier avec compétence et ensuite pour bien exposer les faits militaires dont il était le témoin. Il était, en outre, en situation de bien les voir ou de les bien connaître. Faisant partie de l'expédition en simple amateur, il était libre de tout son temps ; disposant de plusieurs chevaux qu'il montait en écuyer accompli, il pouvait se déplacer aussi vite et aussi souvent qu'il le voulait ; hôte et ami de Proxène, un des chefs de corps grecs les plus influents, il était mis au courant de ce qui se disait et de ce qui était journellement ordonné.

Sa relation de l'expédition des Grecs présente, par suite, des garanties toutes particulières d'exactitude technique qui en font un document militaire de haute valeur dans lequel on peut avoir toute confiance[1].

Pour dresser l'historique de la campagne de 401, il faudrait évidemment avoir, avec l'ouvrage de Xénophon, un des journaux de marche des armées d'Artaxerxès. A défaut, nous recueillerons minutieusement tout ce que l'auteur grec a écrit au sujet des Perses de cette époque, dans l'*Anabase*, l'*Économique*, la *Cyropédie*, les *Helléniques*.

Avec ces renseignements, nous essayerons de présenter la physionomie générale de cette campagne. Nous commencerons par donner une idée de l'organisation militaire des armées en présence ; après avoir, ensuite, exposé le plan des deux adversaires, nous retracerons, à grands traits, les faits les plus importants de l'expédition en nous étendant particulièrement sur la bataille de Cunaxa ; nous terminerons en recherchant les enseignements à tirer de cet événement mémorable.

---

[1] Il n'en est pas tout à fait de même de la relation de Diodore de Sicile qui a été écrite quatre siècles après les événements qu'elle expose. Aussi nous ne lui ferons que de rares emprunts.

I.

ORGANISATION MILITAIRE DE L'EMPIRE DES PERSES.

L'Empire d'Artaxerxès s'étendait sur toute la partie de l'Asie située à l'ouest du fleuve Indus et au sud des fleuves Yaxarte et Oxus, c'est-à-dire sur un territoire dix fois grand comme la France.

A la tête de chacune des provinces qui le composaient se trouvaient deux autorités : un gouverneur et un général [1].

Le premier s'occupait particulièrement de l'administration des citoyens, de la levée des impôts, et de l'exécution des travaux publics. Le commandement des troupes était confié au second.

Bien que leurs pouvoirs fussent tout à fait indépendants, gouverneur et général n'en exerçaient pas moins un contrôle l'un sur l'autre. Quand le général ne veillait pas, autant qu'il le devait, à la sécurité du peuple, le gouverneur se plaignait au roi de ce que les habitants ne jouissaient pas d'une protection suffisante pour pouvoir se livrer à tous leurs travaux. Si, au contraire, le gouverneur ne prenait pas les dispositions nécessaires pour que le pays fût bien cultivé, le général l'accusait à son tour en signalant au roi les difficultés qu'il avait de pourvoir aux besoins des troupes.

Le général réunissait quelquefois le pouvoir politique au pouvoir militaire ; dans ce cas, il prenait le titre de satrape.

Au point de vue militaire, les provinces étaient groupées par deux ou par trois, de manière à former des territoires de même importance [2], à la tête desquels étaient placés des généraux d'armée (caranoi) [3].

Ces territoires étaient vraisemblablement au nombre de dix [4]. A défaut de renseignements précis, on peut admettre, pour fixer les idées, qu'ils avaient la composition suivante :

---

[1] *Econ.*, chap. IV.

[2] D'après Xénophon, les armées commandées par Arbacès, Gobryas, Abrocomas, avaient le même effectif. (*Anab.*, I, VII, 12.)

[3] *Hellen*, I, IV, 1.

[4] Chiffre déduit du nombre d'armées convoquées par Artaxerxès auquel ont été ajoutées les armées d'Asie Mineure qui n'ont pu répondre à son appel par suite de l'offensive de Cyrus.

Lydie, Grande Phrygie, Cappadoce, sous le commandement de Cyrus le Jeune.

Lycie, Carie, Pamphylie, sous le commandement de Tissapherne.

Petite Phrygie, Bithynie, Paphlagonie, sous le commandement de Pharnabaze.

Cilicie et Chypre, sous le commandement de Syennesis[1].

Médie (Assyrie), sous le commandement d'Arbacès[2].

Perse, Susiane, Carmanie, sous le commandement de Gobryas.

Babylonie, Arménie, sous le commandement de N.

Syrie, Phénicie, Arabie, sous le commandement d'Abrocomas.

Parthyène, Arie, Bactriane, Sogdiane, Drangiane, Gedrosie, Arachosie, Inde.	Deux territoires militaires, sous le commandement du frère du roi[3].

On doit signaler d'ailleurs que, sur un certain nombre de points, presque tous situés dans des régions montagneuses, l'autorité du roi n'était pas reconnue (Mysie, Pisidie, Lycaonie, pays des Carduques, habitants des deux versants de la vallée du moyen Araxe, Colchide, etc.....)

Les forces de l'Empire étaient constituées[4] : 1° par des troupes actives, indigènes ou mercenaires, troupes soldées, dont disposaient les généraux et satrapes pour maintenir l'ordre et l'obéissance sur leur territoire;

2° Par des troupes de réserve, non soldées, composées de sujets qu'on convoquait lorsqu'une expédition était projetée hors de l'empire ou que le territoire était menacé;

3° Par des troupes de forteresse formant la garnison permanente des places fortes relevant, comme les commandants de celles-ci, exclusivement du roi.

Ces forces comprenaient des troupes d'infanterie, de cavalerie et d'artillerie.

---

[1] Syennesis portait le titre de roi.

[2] Arbacès était satrape de Médie (*Anab.* V, VIII, 12, avant dern. part.), et à ce moment l'Assyrie était incorporée à la Médie.

[3] *Anab.*, II, IV, 25; Diodore; de Sicile, I, 22.— L'armée des Indes et d'autres peuples se firent longtemps attendre. L'une de ces armées passa par Ecbatane, l'autre par Suse.

[4] *Econ.*, chap. IV.

Les troupes d'infanterie, de beaucoup les plus nombreuses, n'avaient, pour la plupart, qu'une arme de jet : arc ou fronde, et pas d'arme défensive. L'arc dont elles se servaient était de grande dimension et pouvait lancer des flèches assez fortement[1] pour percer même un bouclier, et assez loin[2] pour atteindre une distance qu'on peut évaluer à 250 ou 300 mètres. Les troupes mercenaires (Égyptiens[3] ou Grecs[4]) avaient une arme de main : hache, pique ou épée, et se couvraient d'un bouclier.

A l'infanterie, étaient rattachés les gerrophores, troupe armée à la légère (pique courte et bouclier d'osier) remplissant les missions qui exigeaient une allure rapide, comme celle de soutenir la cavalerie.

La garde à pied du roi n'était composée que de fantassins d'élite.

Le tir était en grand honneur[5] dans les armées d'Artaxerxès. Pour donner à l'arc toute sa puissance, on avait adopté, comme formation normale, une disposition en « carré plein d'hommes[6] » ayant, selon toute vraisemblance, 100 hommes de front sur 100 de profondeur, c'est-à-dire un effectif de 10,000 hommes.

Le dernier rang, en tirant par-dessus la tête des autres[7],

---

[1] Clionyme eût le flanc percé d'une flèche qui traversa et son bouclier et sa cuirasse de peau. (*Anab.* IV, I, 18.)

[2] Les archers crétois n'atteignaient pas aussi loin que les Perses. (*Anab.*, III, III, 7.)

« Les arcs des Perses sont très grands ; leurs flèches qu'on ramassait étaient très utiles aux Crétois qui continuaient à s'en servir et s'exerçaient à les décocher sous un grand angle afin qu'elles portassent plus loin. » (*Anab.*, III, IV, 17.)

[3] A ce moment l'Egypte était séparée de l'empire.

[4] Cyrus n'était pas le seul à avoir des Grecs à sa solde. Abrocomas en avait également. (*Anab.* I, IV, 3.)

[5] Les princes du sang faisaient voir toute l'importance qu'ils attachaient à cette partie de l'instruction, en se montrant comme Cyrus, très adroits et infatigables dans le tir de l'arc ou le lancé du javelot. (*Anab.* I, IX, 5.)

[6] On voyait, après les Egyptiens, d'autre cavalerie et d'autres *archers*, tous rangés par nation, chaque nation marchant formée en un carré plein d'hommes. (*Anab.*, I, VIII, 9.)

Le carré de cent sur cent est le dispositif que Xénophon prête aux Egyptiens dans sa bataille idéale de Thymbrée. (*Cyrop.*, VI, III.)

Nous employons une formation presque identique, lors des grandes revues, en plaçant les quatre régiments d'une même division à côté les uns des autres en colonnes de colonnes doubles.

[7] A la bataille de Thymbrée, les archers tirent par dessus les hoplites et les acontistes qui forment 24 rangs de profondeur.

pouvait encore agir efficacement sur une étendue de 100 mètres au moins en avant du premier. Cette distance augmentait de plus en plus pour les rangs précédents et pour les premiers atteignait l'extrême portée de l'arme. Or, en admettant que chaque archer pût tirer seulement quatre ou cinq flèches par minute, dans les deux minutes nécessaires à un ennemi lourdement armé, marchant au pas de charge, pour franchir la zone dangereuse, les 10,000 hommes contenus dans le carré pouvaient lancer en avant de leur front, qui n'avait que 100 mètres de largeur[1], une quantité énorme de projectiles qui, théoriquement, pouvait atteindre et dépassait même le nombre de 50,000.

L'unité tactique de l'infanterie était par suite le carré de 10,000 hommes que nous qualifierons de division.

La cavalerie comprenait :

La cavalerie de corps fournie par chaque province, la cavalerie indépendante et enfin la cavalerie de la garde.

La cavalerie de corps[2] n'était autre qu'une infanterie montée, ne disposant également que de l'arc. Marchant en principe à hauteur de l'infanterie, elle s'en séparait au moment où celle-ci était sur le point d'aborder l'ennemi afin de préparer son attaque.

La cavalerie indépendante avait comme armement le sabre ou la lance, des javelots, le casque et la cuirasse. Destinée, avant la rencontre, à éclairer l'ennemi, elle devait surtout agir par le choc pendant le combat et chercher à gagner les derrières de l'adversaire.

La cavalerie de la garde, au milieu de laquelle se tenait toujours le roi, était armée comme la cavalerie indépendante. Composée de cavaliers adroits et hardis, elle formait une troupe d'une grande solidité, et l'ennemi ne pouvait se déclarer victorieux que lorsqu'il l'avait mise hors de combat.

L'unité tactique de la cavalerie était le régiment de 500 à 600 chevaux[3]. Deux régiments formaient une brigade de

---

[1] On peut admettre que, pour la facilité de tirer et de se mouvoir, chaque archer disposait d'un mètre carré.

[2] Cavalerie qui se trouvait à la droite des Egyptiens à Cunaxa.

[3] 600 chevaux de la garde de Cyrus (*Anab.*, I, VIII, 6). 500 chevaux à la tête desquels se mit Tissapherne pour aller prévenir Artaxerxès des préparatifs de Cyrus. (*Anab.*, I, II, 4.)

1,000 chevaux[1]. Deux brigades formaient une division de 2,000 chevaux[2] Trois divisions formaient un corps de cavalerie de 6,000 chevaux[3].

L'artillerie[4] était représentée par des chars à faux, c'est-à-dire par des voitures blindées dont les essieux étaient garnis de faux disposées obliquement à droite et à gauche avec une troisième sous le coffre. Ces engins, qui constituaient de véritables projectiles vivants, étaient attelés de chevaux bardés de fer et dirigés par des conducteurs cuirassés des pieds à la tête. Leur rôle consistait à entamer l'action de manière à créer les premières brèches dans les formations de l'adversaire.

Sur le pied de paix, les divisions d'infanterie étaient groupées, en général, par trois pour former un corps d'armée; les corps d'armée étaient groupés de la même manière pour former, avec une division de cavalerie de corps, une brigade indépendante et vingt à vingt-cinq chars à faux une armée[5] dont l'effectif total était de 100,000 hommes.

En cas de guerre, le nombre de divisions et corps d'armée se doublait par l'appel des premières réserves, et l'effectif de chaque armée était porté à 200,000 hommes[6].

En cas de mobilisation générale, cet effectif pouvait atteindre 300,000 hommes[7].

---

[1] 1000 cavaliers paphlagoniens de Cyrus. (*Anab.* I, VIII, 5.)

[2] 2,000 chevaux que Cyrus trouva aux Pyles de Babylonie éclairant l'armée de couverture d'Artaxerxès et qui, à Cunaxa, occupaient l'extrême gauche de la ligne. (*Anab.*, I, VI, 1.)

[3] 6,000 chevaux de la garde placés en avant et au centre de la ligne de bataille à Cunaxa. (*Anab.*, I, VIII, 24.)

[4] Quelque moderne qu'il soit, le terme artillerie est celui qui convient le mieux au rôle des chars à faux.

[5] Le type d'une armée sur le pied de paix était celle de Cyrus (Voir ch. II), car il n'avait pu mobiliser ses réserves, d'abord pour ne pas dévoiler prématurément ses intentions et ensuite parce que c'était un droit que devait se réserver le roi.

[6] C'est, d'après nous et en raison du front qu'elles occupaient, l'effectif théorique de chacune des armées ayant pris part à la bataille de Cunaxa.

[7] C'est l'effectif qui, d'après les gens du pays, était attribué à chacune de ces armées. (*Anab.*, I, VII, 12.) On doit le comprendre comme celui qu'auraient atteint ces armées en cas de mobilisation générale.

L'ensemble des troupes de la garde constituait deux corps d'infanterie et un corps de cavalerie[1].

La formation normale de combat d'une armée était la suivante[2]: Les carrés des divisions d'infanterie de chaque corps étaient disposés les uns à côté des autres, séparés par un intervalle qu'on peut évaluer à 25 mètres. La cavalerie de corps était à la droite et à la gauche de l'armée, la cavalerie indépendante appuyée par les gerrophores à l'extrémité des ailes de la ligne de bataille; les divisions de cavalerie de la garde étaient réunies en avant du centre; les chars à faux formaient avant-ligne et étaient séparés par des intervalles réguliers d'environ 50 mètres. Dans ces conditions, la longueur du front d'une armée sur le pied de paix était d'environ 1,250 mètres, et d'une armée sur le pied de guerre de 2,500 mètres.

Un lieu de rassemblement, choisi dans une plaine à portée du centre de la circonscription militaire correspondante, était fixé aux unités de chaque corps d'armée, de chaque armée et même à la totalité des forces de l'empire. Le lieu de rassemblement du corps de Lydie, par exemple, était la vallée du Pactole[3] (Sardes) ou la vallée voisine du Caystre[4]. Celui de l'armée de Cyrus était la plaine de Castole[5].

---

[1] Troupe d'élite de 50,000 hommes au moins qui se trouvait derrière Artaxerxès à Cunaxa. (Diod. de Sic, I, 22.)

[2] Autant qu'on peut en juger, par les dispositions prises par Artaxerxès et Cyrus, à Cunaxa.

[3] *Cyrop.*, VI, II, 4.

[4] *Cyrop.*, II, I, 3.

[5] Où se trouve la plaine du Castole ?

Du moment que c'était le lieu choisi comme point de rassemblement normal des troupes des trois provinces de Lydie, de Phrygie, de Cappadoce, c'est-à-dire à un territoire ayant plus de 800 kilomètres dans sa plus grande longueur, on peut, avec quelque raison, le chercher à proximité du centre de gravité de ce territoire.

Si l'on avait à déterminer ce lieu aujourd'hui pour les provinces turques correspondantes, on choisirait plus que probablement *Afioun-Karahissar*, localité qui se trouve au point de rencontre des deux grandes voies stratégiques formées par la route et le chemin de fer de Constantinople à Bagdad d'une part, la route et le chemin de fer venant de Smyrne de l'autre. On peut, en outre, de là, aller facilement dans toutes les autres directions de la péninsule asiatique.

Or *Afioun-Karahissar*, ou tout au moins une localité très voisine dans la

Le point de rassemblement général était Ecbatane[1], capitale centre de gravité de l'empire.

Les éléments des corps d'armée, à l'exception toutefois de troupes de forteresse, étaient convoqués tous les ans à leur lieu de rassemblement[2].

Le roi inspectait souvent lui-même les unités qui se trouvaient à proximité du point où il séjournait. Il confiait la mission de passer les autres en revue à des inspecteurs généraux, en qui il avait toute confiance.

Il arrivait quelquefois que pour bénéficier de leur solde, des généraux ou des chefs de corps transformaient en fantassins et même en cavaliers[3] « leurs portiers, leurs boulangers, leurs cuisiniers, leurs échansons, leurs baigneurs, les valets qui servent et desservent à table, qui les mettent au lit, les frottent, les parfument, etc..., etc... ».

Quand ces malversations étaient découvertes; leurs auteurs étaient destitués et remplacés.

Ceux, au contraire, qui présentaient des effectifs au complet, des escadrons bien montés et des bataillons bien armés étaient comblés d'honneurs et de biens[4].

---

plaine située à l'Est, n'est autre que la cité dénommée dans l'*Anabase Caystroupédion*.

Il y a, dans ce mot, une erreur puisque le *Caystre* coule en Ionie. N'est-on pas en droit d'admettre, en raison des considérations qui précèdent, en raison de la ressemblance existant entre les deux mots, *Caystroupédion* et *Castoloupédion*, en raison enfin de ce que la vallée du *Caystre* était elle-même un lieu de rassemblement qu'un copiste a pris l'un pour l'autre, en écrivant, dans cette phrase : « Il fit 30 parasanges en trois marches et arriva à *Caystroupédion*, ville peuplée où il demeura cinq jours », *Caystroupédion* pour *Castoloupédion ?* (*Anab.* I, II, 11).

On remarquera, à cette occasion, que, dans cette même phrase, si courte, cependant, il y a une deuxième erreur manifeste. Il est en effet impossible d'admettre qu'en trois jours les troupes de Cyrus aient fait 30 parasanges, c'est-à-dire 150 kilomètres.

En résumé, à notre avis, la plaine du Castole est celle qui s'ouvre à l'est de Afioun-Karahissar, et le Castole est la rivière qui, prenant sa source près de cette dernière ville, va se jeter dans l'Eber-Gueul près de Kher, localité correspondant à Thymbreon que Xénophon indique comme étant également un point de rassemblement. (*Cyr.*, VI, II.)

[1] Diodore de Sicile, I, XXII.

[2] *Econ.*, chap. IV.

[3] *Cyr.*, VIII, VIII.

[4] *Econ.*, chap. IV.

La détermination des lieux normaux de rassemblement rendait la mobilisation très facile. Dès qu'elle était prescrite par le roi, les unités de chaque corps d'armée, après avoir reçu leurs éléments de réserve, allaient immédiatement se grouper à leur lieu de rassemblement, pour se porter ensuite au lieu de rassemblement de l'armée. C'est là que les généraux commandant d'armée recevaient les ordres d'opérations.

En résumé, le souverain de l'empire des Perses disposait de dix armées ayant chacune sur le pied de paix 100,000 hommes ; sur le pied de guerre 200,000 et, en cas de mobilisation générale, 300,000 hommes. Les forces de l'empire s'élevaient alors, dans ces trois cas, respectivement à un, deux et trois millions d'hommes.

II.

ARMÉE DE CYRUS.

Les troupes de Cyrus, dans son expédition de la Haute-Asie, comprenaient l'armée indigène et les Grecs.

L'armée indigène, qui n'était autre que l'armée de l'empire dont le commandement lui avait été confié, ne disposait que de ses effectifs du pied de paix et avait la composition suivante : trois corps d'armée (Lydie, Phrygie, Cappadoce) à trois divisions. Une division de cavalerie de corps formée des éléments de ces trois provinces ; une brigade de 1000 cavaliers paphlagoniens jouant le rôle de cavalerie indépendante, 600 cavaliers de la garde, 20 chars à faux.

Son effectif total s'élevait à environ 100.000 hommes. Nous avons déjà fait connaître ses principaux points de rassemblement.

Cyrus avait reçu de son frère l'autorisation de se placer à la tête de son armée pour aller réduire les provinces de Pisidie et de Lycaonie. Il devait se mettre en route avec son corps de Lydie, réuni à Sardes, rejoindre à Castoloupédion (Caystroupédion) ses corps de Phrygie et de Cappadoce et se diriger ensuite sur les provinces insurgées.

Les Grecs étaient, au commencement de l'expédition, au nombre de 13,000. Levés secrètement dans les différentes parties

de la Grèce[1], ils étaient répartis entre neuf corps de troupe d'un effectif variant de 4,000 hommes à 300 et commandés par les chefs mêmes qui les avaient recrutés et formés.

Ces chefs s'attribuaient le titre de stratège ou de général en chef et donnaient à leur petite troupe le même nom, strateuma, qu'à l'ensemble des forces d'Artaxerxès.

Dans notre langage actuel, la dénomination qui leur conviendrait le mieux serait celle de « chefs de corps » que nous employons aussi bien pour qualifier un colonel qu'un chef de bataillon de chasseurs.

Les unités les plus importantes avaient un hypostratège ou commandant en second et formaient un ou plusieurs « taxis » ou bataillons commandés par des taxiarques ou chefs de bataillon. Les bataillons eux-mêmes formaient plusieurs « lochos » ou compagnies d'un effectif moyen de 100 hommes commandés par des lochages ou capitaines.

Toutes ces unités qui provenaient de régions de la Grèce, rivales et souvent même hostiles, se considéraient comme indépendantes les unes des autres, ne reconnaissant d'autre autorité que celle de leur chef immédiat et celle de Cyrus.

Cléarque, en sa double qualité de Lacédémonien et de confident de Cyrus, jouissait, il est vrai, sur ses collègues d'un réel ascendant ; mais son autorité n'avait qu'un caractère moral et n'était pas, dans tous les cas, suffisante pour qu'il puisse leur donner des ordres.

Dès lors, si les circonstances devaient imposer la nécessité de prendre une détermination en l'absence de Cyrus, les chefs de corps, même sur le champ de bataille et en pleine action, n'avaient d'autre moyen que de se réunir pour délibérer en attribuant à l'avis de la majorité la force d'une décision.

---

[1] Xénias 4,000 ; Cléarque 2,000 (dont 1000 peltastes) ; Proxènes 2,000 (dont 500 peltastes) ; Menon 1500 (dont 500 peltastes) ; Sophonète 1,000 ; Agsas 1000 ; Pasion 700 ; Socrate 500 ; Sodias 300, soit 11,000 hoplites et 2,000 peltastes. La flotte de Tamos amena en Cilicie Chirisophe avec 700 hoplites. Par contre, deux chefs de corps, Xénias et Pasion trouvèrent le moyen, à Myriandre, en Cilicie, d'abandonner Cyrus en s'embarquant ; ils ne furent suivis, d'ailleurs, que par un très petit nombre de leurs soldats. A la revue passée trois jours avant la bataille de Cunaxa, l'effectif des Grecs, comme nous le verrons plus loin, était de 10,400 hoplites et de 2,400 peltastes, soit en tout, de 12,800 soldats.

La valeur morale des soldats était souvent des plus douteuses. Quelques-uns avaient, il est vrai, repris du service et accepté d'être à la solde de Cyrus par goût du métier et par amour de l'aventure ou des lointains voyages ; mais la plupart cherchaient surtout dans leur enrôlement un moyen d'assurer leur existence ; tous, du moins, étaient guidés par l'espoir d'obtenir de Cyrus d'importants avantages à la suite de la campagne.

Par contre, leur valeur militaire était des plus élevées. A la virile éducation qu'ils avaient reçue dans leur enfance et qui en avait fait des hommes forts et courageux, venait s'ajouter l'expérience de la guerre acquise par eux dans de nombreux combats. Tous étaient profondément convaincus de leur supériorité sur l'ennemi qu'ils appelaient le barbare ; tous savaient qu'on n'obtient rien à la guerre si les efforts de chacun ne viennent pas s'ajouter les uns aux autres et si les ordres donnés sur le champ de bataille ne sont pas exécutés avec la plus grande énergie.

Ayant pour principe tactique fondamental d'aborder l'adversaire le plus rapidement possible, les soldats grecs n'avaient d'autre arme offensive qu'une arme de main, pique ou épée. Ils protégeaient leur corps par un casque, un bouclier et des cuissières. On les appelait des hoplites.

En raison du poids considérable de leurs armes, leur allure ordinaire était forcément très mesurée ; ils ne pouvaient prendre le pas de charge, et surtout le pas de course, qu'au moment d'aborder l'ennemi et pendant un temps relativement très court.

Les exigences du combat nécessitaient cependant l'emploi de soldats plus légers, susceptibles, par conséquent, de se mouvoir rapidement, dans le but d'engager l'action, de diriger des attaques sur les flancs, de soutenir la cavalerie. Ces soldats existaient dans les corps grecs, mais en petit nombre. C'étaient les peltastes. Ils étaient armés du javelot, d'une courte épée et d'un léger bouclier.

Pour être en rapport avec leur valeur, la formation de combat des hoplites grecs devait, tout en offrant une force offensive suffisante, pouvoir permettre au plus grand nombre d'intervenir dans l'action. Celle qu'ils avaient adoptée était, en conséquence, peu profonde et ne comportait que quatre rangs. Conformé-

ment à la règle générale adoptée en Grèce, le premier rang était formé des plus braves, le dernier des plus anciens; celui-ci pouvait, au besoin, servir de réserve pour parer aux circonstances et, en particulier, pour répondre aux attaques de la cavalerie dirigées sur les derrières[1].

Pour la parade[2], les Grecs se disposaient de la même manière. Pour la route[3], ils se mettaient en colonne par quatre, par un simple mouvement de par le flanc droit et par file à gauche.

On peut donc dire que les Grecs n'avaient qu'une formation : la formation par quatre.

Ils n'avaient d'ailleurs avec eux ni cavalerie ni chars à faux.

Aux éléments dont disposait Cyrus, il convient d'ajouter une flotte, composée de vingt-cinq vaisseaux perses et de trente-cinq vaisseaux lacédémoniens. Elle était commandée par l'amiral Tamos et portait 700 Hoplites, ayant Chirisophe à leur tête.

Au point de vue des subsistances, Cyrus avait décidé que normalement on vivrait sur le pays, mais en payant toujours ce qu'on prendrait, sauf en territoire ennemi ou insoumis.

Les soldats grecs ne portaient pas de vivres sur eux, même pour le repas de la grand'halte[4]. Leur nourriture était assurée par le chargement de voitures suivant immédiatement chaque unité; nous dirions aujourd'hui par le train régimentaire. Ces voitures portaient vraisemblablement pour cinq ou six jours[5]

---

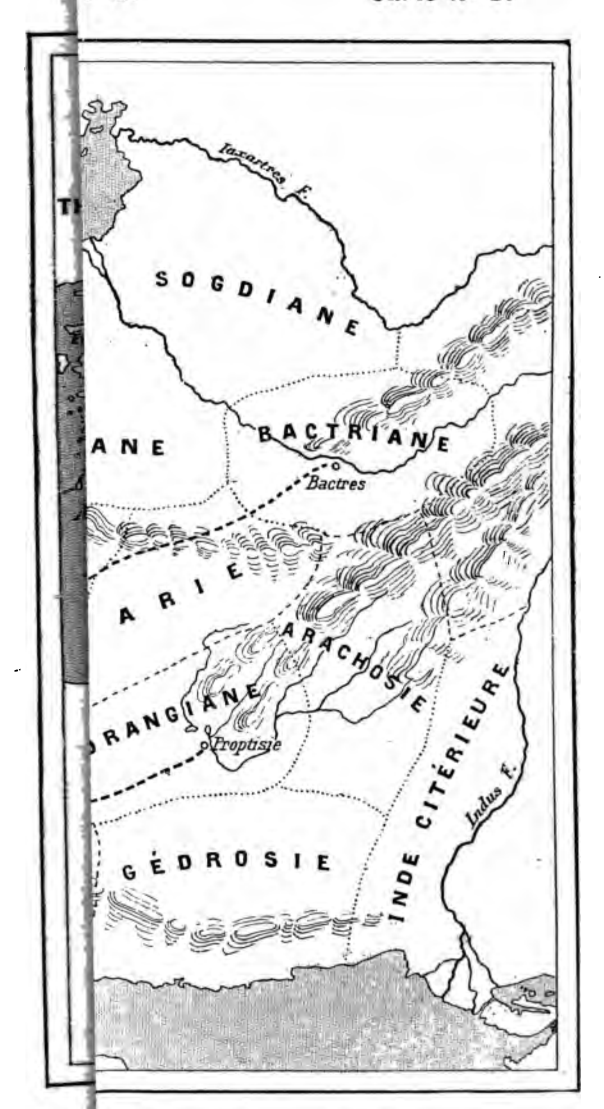
[1] C'est ce qui s'est passé dans la dernière partie de la bataille de Cunaxa.

[2] A la grande revue de Tyriœion, Cyrus prescrivit aux Grecs de se mettre en bataille selon leurs usages. Ils étaient sur quatre rangs de profondeur. (*Anab.*, I, II, 15.)

[3] Les Grecs firent exception à cette règle pendant leur retraite lorsqu'ils rencontrèrent l'armée commandée par le frère du roi. Cléarque pour les faire paraître plus nombreux les fit marcher par deux. (*Anab.*, II, IV, 25.)

[4] Le jour de Cunaxa, en raison du pillage du convoi, les Grecs, pour la plupart, ne purent dîner et ils n'avaient pris aucun repas le matin, l'ennemi ayant paru avant l'heure du déjeuner. (*Anab.*, I, X, 19.)

[5] Avant de pénétrer dans le désert d'Arabie, le train régimentaire fut ravitaillé sur l'Araxe, puis à Corsote c'est-à-dire cinq jours après, puis à Charmande, c'est-à-dire treize jours après. Mais les Grecs durent aller acheter des vivres aux marchands lydiens qui les leur firent payer très cher, ou se contenter du produit de leur chasse ou de la viande des animaux qu'on dut abattre faute de fourrage.



rne les régions traversées par les Grecs.

de vivres qui étaient renouvelés toutes les fois que les ressources locales le permettaient.

Cyrus avait, en outre, autorisé des marchands, lydiens pour la plupart, à suivre l'armée. Il leur conseillait de conserver leurs approvisionnements pour les circonstances difficiles, les autorisant alors à les vendre aussi cher qu'ils voulaient.

Enfin, les vivres des Lydiens pouvaient finir par s'épuiser. Cyrus avait constitué, sur 400 voitures, une réserve à laquelle on ne devait toucher qu'à la dernière extrémité.

Cet exposé des ravitaillements permet de se faire une idée du nombre de véhicules accompagnant l'armée.

Pour que les trains régimentaires pussent assurer la nourriture de 113,000 hommes pendant cinq jours, ils devaient porter 113,000 × 5 kilogr., soit 565,000 kilogr., c'est-à-dire le chargement de 700 à 800 voitures à deux chevaux. Le nombre de voitures lydiennes devait être au moins équivalent, puisque, comme nous le verrons plus tard, l'armée put assurer sa subsistance pendant les treize premiers jours[1] de la traversée du désert d'Arabie au moyen des seules ressources du convoi, et sans toucher à la réserve. En ajoutant à ces 1600 voitures les 400 voitures de celle-ci, on arrive au chiffre minimum de 2,000 voitures, et encore on suppose qu'il n'y avait pas d'approvisionnements pour les chevaux qui devaient trouver sur place, chaque jour, le fourrage nécessaire.

Les voitures à bagages, à raison de deux ou trois par 1000 hommes, devaient s'élever à 200 ou 300 au moins.

Finalement, le nombre de véhicules accompagnant l'armée de Cyrus ne devait pas être inférieur à 2,300. Il devait être près du double dans chacune des armées d'Artaxerxès.

Il en résulte que chaque armée ne pouvait utiliser que les plus grandes routes, aux pentes les plus douces, celles qui sont tracées en suivant les voies naturelles et que recherchent actuellement les grandes lignes de chemin de fer[2].

Chaque convoi partiel était suivi de porteurs, d'esclaves, de

---

[1] A hauteur de la 13e étape sur l'autre rive de l'Euphrate se trouvait la ville de Charmande où l'on put se ravitailler.

[2] L'itinéraire de l'armée de Cyrus jusqu'en Cilicie est actuellement suivi par une voie ferrée sur la plus grande partie de son parcours.

femmes dont on utilisait les services, comme chez les Abyssins de nos jours, à la préparation de la nourriture.

La durée d'écoulement de l'armée de Cyrus, pour les spectateurs placés sur son passage, était au moins de deux jours[1] (en ne marchant pas de nuit), pour les combattants et leurs trains régimentaires, et d'un troisième jour pour les convois. En conséquence, il lui était nécessaire, à proximité de l'ennemi, de marcher sur plusieurs colonnes parallèles, afin de pouvoir passer en moins d'un jour de l'ordre de route à l'ordre de combat.

III.

PLAN D'OPÉRATIONS DE CYRUS.

(Carte n° 1.)

Cyrus est décidé à se porter à la rencontre d'Artaxerxès et à l'attaquer là où il le rencontrera.

Ne pouvant disposer, comme général d'armée, que des troupes placées sous son commandement et n'ayant pas le droit de mobiliser ses réserves, il doit songer tout d'abord à diminuer le plus possible son effrayante infériorité numérique.

Il a déjà obtenu un premier résultat et un résultat important en s'adjoignant 13,000 Grecs, non pas tant en raison de leur nombre, qui est insignifiant, qu'à cause de leur valeur militaire. Il dissimulera, en outre, le plus longtemps possible, la réunion de ces nouveaux éléments, afin de reculer le moment où le roi, prévenu de ses intentions perfides, pourra donner l'ordre de mobiliser et de concentrer ses armées.

C'est à Ecbatane qu'Artaxerxès peut concentrer le maximum de forces dans le minimum de temps. C'est Ecbatane qui servira de point de direction générale à Cyrus.

La ligne d'opérations que peut suivre une armée venant d'Asie Mineure pour aborder cette capitale est constituée, d'abord, par la grande route de Byzance au point de Thapsaque sur l'Euphrate.

---

[1] Pour pouvoir réunir toutes ses troupes à Tyriœion, où elles furent passées en revue par la reine de Cilicie, Cyrus dut séjourner trois jours dans cette ville. (*Anab.*, I, II, 14.)

En venant de Sardes, on rejoint à Castoloupédion (Caystroupédion) cette route qui traverse ensuite les provinces de Phrygie, de Lycaonie, de Cappadoce, de Cilicie et de Syrie.

De Thapsaque, on peut gagner Ecbatane, soit par Edessa et Mespila (Ninive), soit par la vallée de l'Euphrate, Babylone et la vallée du Djiala.

La première direction est la plus riche en ressources et la plus courte. La deuxième est plus longue de 70 lieues et, à partir de son entrée en Arabie, traverse un pays désert pendant 17 étapes.

Certes, Cyrus ne méconnaît pas l'avantage de donner la plus grande rapidité à son offensive. « Il pensait que plus il se presserait, moins il trouverait le roi préparé à combattre ; que plus il irait lentement, plus l'armée d'Artaxerxès grossirait, car tout homme qui réfléchit voit que l'empire des Perses est puissant par l'étendue et par la population de ses provinces, mais que la dispersion de ses forces et la longueur des distances le rendent faible contre un adversaire qui l'attaque avec rapidité [1]. »

Il préfère, cependant, adopter la ligne de l'Euphrate. Il estime, en effet, que s'il peut devancer le roi sous les murs de Babylone et s'emparer par un coup de force de cette deuxième capitale de l'empire, ce succès, en faisant ressortir l'impuissance d'Artaxerxès à protéger les plus belles parties de son territoire, pourra avoir sur ses sujets un effet moral suffisant pour amener la désagrégation anticipée de ses forces.

C'est donc Babylone qui constituera le premier objectif de Cyrus. Pour l'atteindre, son armée aura à parcourir plus de 500 lieues !

Examinons maintenant comment est exécuté ce plan.

Au commencement de janvier 401 [2], Cyrus a réuni, comme il a

---

[1] *Anab.*, I, V, 9.

[2] Le texte de l'*Anabase* ne donne aucune date et même aucune indication de temps. On serait tenté de croire que les dates ont été mises en marge du manuscrit, comme nous le faisons de nos jours dans la rédaction des journaux de marche et qu'un copiste a oublié de les reproduire.

Pour les reconstituer, nous avons supposé que le jour où les Grecs, dans leur retraite, ont été pour la première fois surpris par la neige était le 1er octobre. Ils se trouvaient alors dans la vallée du haut Euphrate (Mourad-

déjà été dit, dans la plaine du Pactole, son corps lydien. Quelques corps grecs ont seulement répondu à son appel et sont arrivés à Sardes. Obligé d'attendre les autres et ne pouvant entamer sa marche en s'engageant sur la route directe de Castoloupédion (Caystroupedion), il quitte Sardes le 11 janvier, pour se porter à Célènes où il possède un grand domaine, après avoir fai savoir aux corps retardataires qu'ils devront le rejoindre en c point. Il est dans la nécessité d'y séjourner 30 jours pour ache ver de les réunir. Il passe la revue des Grecs et constate qu leur effectif est de 11,000 hoplites et 2,000 peltastes. Il se remet en marche le 23 février, rejoint au marché des Céra miens (Céramon Agora) la grande route de Sardes et parvien le 8 mars dans la plaine du Castole où il trouve rassemblés se corps phrygien et cappadocien.

C'est à partir de ce moment qu'il dispose de toutes ses forces Il peut, quelques jours après, le 14 mars, dans les plaines c Tyriœion, offrir l'honneur de les passer en revue à la reine Cilicie, qui est venue au devant de lui pour sonder ses inte tions.

Il traverse sans s'arrêter le pays insoumis de Lycaonie, q ses troupes pillent, et arrive avant le 1er avril à Thoana (Dan au pied du massif du Taurus.

A partir de ce point, Cyrus, quittant son territoire, sera obli de se frayer une route les armes à la main, si les provinces qu doit traverser restent fidèles au roi.

Ces montagnes du Taurus ne présentent qu'un seul passa

---

tchai) à 1500 mètres au moins d'altitude (vers Malachguerd). Quelques jou après, ils atteignaient 2,000 mètres et étaient assaillis par une tourmente d neige. Nous nous sommes appuyé, pour fixer cette date, sur le témoignag d'Elisée Reclus qui dit (Asie antre, page 336) que dans cette contrée le brusques retours du froid se font sentir aux premiers jours de l'automne.

Il suffit, d'ailleurs, d'être fixé sur une date pour déterminer toutes les autres, car, d'une manière générale, Xénophon nous indique presque jour pa jour ce que les Grecs ont fait.

En partant de la base adoptée, la date qui correspond à la bataille de Cunaxa serait le 11 juillet. En constatant que cette affaire n'a commencé que vers 2 heures, il faut supposer qu'elle a eu lieu dans un des jours les plu longs de l'année pour que tous les mouvements des Grecs aient pu êtr exécutés avant le coucher du soleil. Le 11 juillet remplit bien cette condition

[1] On doit remarquer que Xénophon ne commence à parler de l'armée indigène de Cyrus qu'après avoir quitté Thymbrion. (*Anab.*, I, II, 14.)

praticable aux voitures, les Pyles de Cilicie, et ce passage est tellement étroit qu'il suffit de quelques hommes pour le défendre. Or, Syennesis, satrape-roi de cette province, est là avec toute son armée.

Cyrus a prévu cette difficulté. Il a donné, avant son départ, à l'amiral Tamos l'ordre de porter sa flotte sur les côtes de Cilicie. Au moment où Syennesis se prépare à la résistance, il apprend que les vaisseaux de ce prince s'approchent des côtes de son pays. Craignant pour Tarse, sa capitale, il se replie sur cette ville et laisse ainsi le champ complètement libre à Cyrus. Il se soumettait à lui quelques jours après.

Il ne suffit pas toutefois d'entrer en Cilicie; il faut encore en sortir. Or cette province maritime est entourée de montagnes très élevées. Du côté de la Syrie, sur la ligne d'opérations, la route passe à nouveau par deux défilés très étroits, les Pyles de Syrie.

Il paraît évident qu'Abrocomas, général d'armée de cette province, les défendra.

Cyrus songe à utiliser une seconde fois sa flotte pour résoudre cette nouvelle difficulté. Pendant qu'il attaquera les défilés de front, ses vaisseaux débarqueront des hoplites sur les derrières d'Abrocomas.

Mais l'amiral Tamos se fait attendre et, pour compter sur son concours, Cyrus est obligé de séjourner 20 jours à Tarse. Aussi, c'est le 9 mai seulement qu'il arrive aux Pyles de Syrie. A ce moment, comme nous le verrons plus loin, Abrocomas avait dû recevoir l'ordre de se replier sans se laisser entamer.

Cyrus peut donc continuer sa marche et se diriger sur la ville de Thapsaque où se trouvait le seul pont [1] existant sur l'Euphrate dans la région de son cours moyen. Il est obligé, d'ailleurs, de traverser cette rivière en ce point, parce qu'il lui eût fallu plus tard, pour se porter sur Babylone, en opérer le passage en présence de l'ennemi en un endroit où ce cours d'eau est

[1] Ce pont correspondait à la ligne d'opérations du Nord allant rejoindre le Tigre vers l'ancienne Ninive (Mespila), ligne que l'on suivait autrefois, comme de nos jours, même pour aller à Babylone, en raison des ressources des régions traversées. C'est la ligne que choisira Alexandre, le siècle suivant. Thapsaque n'est autre que la ville actuelle de Biredjik.

beaucoup plus large, par conséquent dans des conditions plus défavorables [1].

Or, Abrocomas a fait détruire ce pont.

Cyrus, au grand étonnement des habitants, qui en ignoraient l'existence, trouve heureusement, à proximité, un gué praticable à toutes les armes. Le passage de l'Euphrate, commencé le 30 mai, était terminé le 3 juin. Quelques jours après, l'armée s'engageait, en continuant à longer l'Euphrate, dans le désert d'Arabie.

Grâce aux approvisionnements de toute sorte trouvés en Cilicie et en Syrie, qui permirent de charger à plein les convois, la subsistance des hommes put être assurée d'une manière suffisante, sauf les derniers jours. Seuls, les animaux eurent beaucoup à souffrir, par suite du manque de fourrages et périrent en grand nombre.

On n'eut pas besoin, dans tous les cas, d'entamer le convoi de réserve qui était encore intact le jour de Cunaxa.

C'est dans ces conditions que l'armée de Cyrus arriva le 5 juillet aux Pyles de Babylonie.

IV.

PLAN D'OPÉRATIONS D'ARTAXERCÈS.

Le satrape de Lycie, Tissapherne, avait depuis longtemps reçu d'Artaxerxès la mission de surveiller les menées de son frère. Il l'avait même dénoncé quelques années auparavant, et Cyrus, accusé de conspiration et condamné à mort, n'avait échappé au châtiment suprême que grâce à l'intervention de sa mère.

Son attention fut d'abord éveillée par l'importance des préparatifs de Cyrus que ne pouvait justifier une expédition contre les Lycaoniens et les Pisidiens. La présence de nombreux détachements grecs en Lydie, acheva de l'éclairer. Le but poursuivi par Cyrus ne pouvait être que le renversement du roi.

---

[1] « Ce que tous savent, c'est qu'il est impossible de traverser l'Euphrate lorsque des ennemis nous en disputeront le passage. » (Anab., II, IV, 6.)

Fort de cette conviction, Tissapherne n'hésite pas à remplir son devoir. Il se met à la tête d'un régiment de cavalerie et se rend à marches forcées à Ecbatane [1].

Artaxerxès, qu'il trouve en ce point, se rend compte de l'importance du danger qui le menace. Il estime qu'il ne pourra être victorieux, dans la lutte qui va s'engager, que s'il dispose d'une supériorité numérique écrasante. Aussi sa première pensée, qu'il met immédiatement à exécution, est de donner l'ordre de mobilisation générale.

Cet ordre ne pourra toucher les quatre armées d'Asie Mineure [2], en raison de l'offensive de Cyrus; il aura, au moins, pour effet de mettre sur le pied de guerre les six autres armées.

Artaxerxès se décide ensuite à concentrer la plus grande partie de ses troupes à Ecbatane [3].

Une pareille opération, pour être faite avec ordre et rapidité, exige une complète sécurité. Artaxerxès confie à l'armée de Babylonie le soin de l'assurer. Il la désigne, par conséquent, comme armée de couverture ou d'avant-garde, et il en confie le commandement à Tissapherne, qui connaît le mieux Cyrus et ses troupes.

Ne doutant pas que son frère marchera d'abord sur Babylone, il donne à cette armée les moyens de bien remplir sa mission et en même temps de protéger efficacement cette place; il met à cet effet à sa disposition une division de cavalerie indépendante qui l'éclairera à grande distance, et il décide qu'elle s'établira, avec ses autres éléments derrière un fossé qui devra être creusé à environ 21 lieues au nord de Babylone, entre l'Euphrate et le mur de Médie [4].

---

[1] *Anab.*, I, II, 5. Artaxerxès se mit en état de défense, dès que Tissapherne l'eut avisé de l'armement de Cyrus. — *Anab.*, II, III, 19. « Le roi tenait de moi la première nouvelle de la marche de Cyrus; je lui avais amené du secours en même temps que la nouvelle. »

[2] Cet ordre parvint cependant en Paphlagonie, province qui pouvait, à elle seule, mettre 120,000 fantassins sous les armes; mais le gouverneur Corylas, malgré l'invitation formelle qu'il reçut du roi, ne crut pas devoir y déférer : « il était trop fier pour obéir ». (*Anab.*, V, VI, 8.) Comme il avait mis 1000 cavaliers à la disposition de Cyrus, il est probable qu'il avait toute confiance dans la réussite de son entreprise.

[3] Diod. de Sicile, I, 22, Plutarque; *Vie d'Artaxerxès*.

[4] D'après Elisée Reclus (Asie ant., pages 402 et 434, carte de la page 432).

En même temps, il prescrit à Abrocomas de ne pas s'attarder à défendre les Pyles de Syrie, de se contenter de faire détruire le pont de Thapsaque et de se diriger ensuite, dans le plus bref délai, sur Babylone où il recevra de nouvelles instructions.

Enfin, il donne aux quatre autres armées, commandées par Arbacès, Gobryas et son deuxième frère, l'ordre de se réunir à Ecbatane.

Suivant l'importance des forces dont il pourra disposer et le degré de rapidité de la marche de Cyrus, Artaxerxès appréciera s'il doit attendre le choc de son adversaire en ce point ou prendre l'offensive en se portant à sa rencontre.

C'est au moment de l'arrivée des corps grecs en Lydie, c'est-à-dire vers le 20 janvier, que Tissapherne dut se mettre en route pour Ecbatane. En supposant[1] qu'il ait fait avec son régiment de cavalerie 10 lieues par jour (50 kilomètres), avec un repos tous les huit jours, il lui a fallu 57 jours pour franchir les 500 lieues qui séparent la Lycie d'Ecbatane. C'est, par suite, vers le 17 mars qu'Artaxerxès fut prévenu.

En admettant que l'ordre de mobilisation ait été donné deux jours après, c'est le 20 mars que sont partis les courriers. Ils

---

et comme on l'admet généralement, le mur de Médie allait en ligne droite, du Tigre à l'Euphrate, entre Samara et Féloudja, bien au Nord de Bagdad.

On s'appuie, pour justifier cette opinion, sur la présence de restes de retranchements existant à Sid Nimroud près de Samara.

Le texte de l'*Anabase* (I, VII, 15) ne peut nullement s'accorder avec cette manière de voir. Il exige que le mur de Médie passe entre l'Euphrate et Bagdad (Sitace), puisque les Grecs, au commencement de leur retraite, l'ont traversé en se rendant à Sitace ; d'autre part qu'il coupe la plaine sillonnée par les canaux reliant le Tigre à l'Euphrate ; enfin qu'il ne soit pas éloigné de Babylone.

Ces conditions ne peuvent être réalisées que si le mur forme une ligne partant du nord de Sitace, traversant diagonalement la plaine de Babylone et se dirigeant vers Babylone.

La carte de Jones est venue confirmer le bien-fondé de cette appréciation.

D'après ce géographe, les traces de ce retranchement sont encore évidentes à proximité de Khan-ez-Zad. Il est vraisemblable en outre, que les amas de briques qui couvrent la plaine au nord de ce caravansérail jusqu'à Akerkou, et au sud jusqu'aux abords d'Illeh n'en sont que les débris (voir croquis n° 2). Mesuré sur la carte, le développement de ce mur a bien une longueur d'environ 20 parasanges, comme le veut le texte de l'*Anabase*.

[1] Il n'est pas besoin de dire que tous ces calculs ont pour but de montrer que la mobilisation et la concentration des armées d'Artaxerxès étaient réalisables dans les conditions de temps qui leur sont attribuées, car, *à priori*, ces conditions paraissent tout à fait insuffisantes.

sont arrivés (en marchant à raison de 20 lieues par jour) le 24 à Suse, le 26 à Persépolis, le 1er avril en Arménie et en Syrie, le 6 et le 8 avril à Bactres et à Prophtésia.

On peut admettre également que, dans chaque corps d'armée, il a fallu un jour pour rédiger les ordres, quatre jours pour les faire parvenir aux extrémités de chaque province, quatre jours aux réservistes pour se préparer, dix jours pour rejoindre leur corps, quatre jours à ceux-ci pour se former, dix jours pour gagner le lieu de rassemblement du corps d'armée.

C'est donc au bout d'un mois que les corps d'armée ont été prêts à se mettre en route et, conséquemment, du 24 avril au 8 mai, que les mouvements de concentration ont commencé.

Pour gagner du temps, les corps ont été convoqués directement à Ecbatane. Le corps de Susiane (60 lieues ou 15 jours de marche) y est arrivé vers le 9 mai ; le corps de Perse (100 lieues ou 25 jours de marche) le 20 mai ; le corps de Carmanie (120 lieues ou 30 jours de marche) le 30 mai. Les corps de Médie, ayant moins de chemin à faire, étaient déjà, à cette date, rassemblés autour de la capitale.

Vers le 1er juin, Artaxerxès est avisé par Syennesis et par Abrocomas, que Cyrus a quitté la Cilicie seulement dans la deuxième quinzaine de mai et qu'il ne peut atteindre Thapsaque avant la fin du mois.

A ce moment, le roi envisage la situation : s'il reste à Ecbatane, il verra ses forces se grossir de l'armée des Indes [1] ; mais il sera obligé de faire replier l'armée de couverture et il expose Abrocomas à se trouver seul aux prises avec Cyrus. D'autre part, il perd le bénéfice de l'offensive et abandonne Babylone aux seules forces de sa garnison.

Si, au contraire, il se porte en avant, sans tarder, il peut devancer son frère devant cette place, car 120 lieues seulement

---

[1] Celle des Indes et d'autres peuples se fit longtemps attendre à cause de l'éloignement. (Diod. de Sicile, XIV, 22.)

Lors de leur retraite, près d'Apis, les Grecs rencontrèrent un frère naturel du roi et une armée nombreuse qu'il amenait de Suse et d'Ecbatane pour le secourir. (*Anab.*, II, IV.)

On peut en conclure que deux armées venant de la partie orientale de de l'empire étaient placées sous le commandement du frère du roi ; que l'armée du Nord passa par Ecbatane, l'armée du Sud, par Suse.

l'en séparent, alors que pour l'atteindre Cyrus, en a plus de 150. Il se prive, il est vrai, de la coopération des armées des Indes, mais il va au secours de Tissapherne et se porte au-devant d'Abrocomas. Il a donc toute certitude d'attaquer son frère avec trois de ses armées, au moins, et, peut-être, avec quatre. Enfin, il donne à ses troupes la confiance qu'entraîne le mouvement en avant et il n'a pas l'humiliation de voir une de ses capitales tomber peut-être sans coup férir, entre les mains de son adversaire.

C'est cette dernière solution qu'il adopte. Après avoir avisé le commandant des armées des Indes de son offensive et lui avoir donné l'ordre de continuer son mouvement sur Babylone en passant par Ecbatane et par Suse, il se met en marche le 1er juin, à la tête des armées de Gobryas et d'Arbacès. Il attribue comme zone de marche à la première, les routes de la rive gauche du Djiala, à la seconde celles de la rive droite, leur permettant ainsi de se mouvoir et de subsister avec autant de facilité que si elles étaient isolées.

Ces deux armées atteignent vers le 1er juillet le Tigre qu'elles franchissent, celle d'Arbacès au pont de Sitace, celle de Gobryas au pont qu'on peut supposer, vraisemblablement, avoir été jeté au sud de l'embouchure du Djiala. Elles s'engagent ensuite dans la direction de Babylone.

Le roi arrête les têtes de colonne le 5 juillet à 8 lieues au nord de cette place, près d'un endroit appelé aujourd'hui Musseyb. Il fait établir ses camps face au nord et les fait entourer de solides retranchements[1].

Dans cette situation, Artaxerxès peut envisager l'avenir avec confiance. Il est en mesure de recueillir l'armée de couverture qui défend le fossé creusé à 12 lieues au nord. Il peut facilement donner la main par le pont de Musseyb à l'armée d'Abrocomas qui est signalée à 7 ou 8 jours de marche de là. L'accumulation de toutes ses forces sur un même point ne lui cause aucune

---

[1] Lorsqu'il fut arrivé dans la plaine de Babylone, il plaça son camp près de l'Euphrate pour y laisser les impédimenta.

Il laissa dans l'enceinte les impedimenta avec une garde suffisante. Lui-même avec son armée ainsi allégée, marcha à la rencontre de l'ennemi qui était tout près. (Diod. de Sicile, I, XXII.)

inquiétude au sujet des subsistances, car Babylone est tout près et le pays environnant est extrêmement riche. Enfin, le terrain en avant du camp se prête parfaitement au déploiement de ses armées et à l'action de toutes les armes. C'est la plaine entièrement découverte où s'élèvent aujourd'hui les Khan Iskanderieh et Khan Haswa. D'abord large d'environ 12 kilomètres, elle va en se rétrécissant de plus en plus vers le nord, étant limitée à l'est par le canal El Muln et par le cours du ruisseau Iskanderieh que domine sur la rive droite la petite élévation (20 à 25 m.) très largement ondulée qui porte sur la carte de Jones le nom de Pebbly Ridje.

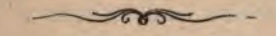
Aussitôt que l'armée de Cyrus sera sur le point de pénétrer dans cette plaine, Artaxerxès se portera à sa rencontre avec toutes ses forces laissant ses impédimenta dans le camp. Il engagera ainsi la bataille avec autant de facilité que s'il exécutait une manœuvre de garnison à proximité d'un camp de rassemblement. Rien ne devant le gêner pour tirer parti de son immense supériorité numérique, le succès ne peut que lui paraître absolument certain.

En poussant les choses à l'extrême et en supposant que la fortune vienne à le trahir, ses troupes se replieraient sur leur camp et l'offensive de Cyrus viendrait se briser sur les retranchements dont il est entouré.

Le 8 juillet, les armées achevaient d'installer leurs derniers éléments, lorsque la cavalerie indépendante de Tissapherne faisait connaître qu'elle avait pris le contact de l'armée de Cyrus, le 5 juillet, aux Pyles de Babylonie, en face de Charmande, à 27 lieues au nord de Musseyb.

***

(*A continuer*).



CAMPAGNE DE 1813[1]

CAMPAGNE D'AUTOMNE.

1er acte. — Manœuvres sur la position centrale de Gœrlitz

La campagne d'automne présente une complication extrême. Réduit à l'*attente stratégique,* Napoléon doit ajuster constamment ses projets à l'initiative de ses adversaires, tout en poursuivant son plan fondamental : l'offensive sur Berlin et l'Oder.

L'armistice est prolongé jusqu'au 10 août.

A cette date, les Coalisés disposent de trois armées prêtes à entrer en campagne :

L'armée du Nord (110,000 hommes, Bernadotte), vers Berlin;

L'armée de Silésie (110,000 hommes, Blücher), à Schweidnitz;

L'armée austro-russe de Bohême (230,000 hommes, Schwarzenberg et Barclay de Tolly).

En outre, Benningsen est en route avec 60,000 hommes, et un corps autrichien de 30,000 hommes est sur l'Inn, en face des Bavarois, encore fidèles.

Napoléon a réorganisé et renforcé son armée, portée à près de 300,000 hommes, sans compter le corps de Davout à Hambourg.

Aux corps déjà présents à l'armée au moment de l'armistice, sont venus s'ajouter : le 1er corps (Vandamme); le 8e corps

---

[1] Voir la livraison de juillet 1902.

Poniatowski); le 11e (Gouvion-Saint-Cyr). Augereau achève l'organiser à Würzbourg le 9e corps.

Enfin la réserve de cavalerie, divisée en six corps, s'élève à 40,000 chevaux.

La conception générale de la campagne consiste toujours à prendre l'offensive vers Berlin et le bas Oder.

Aux avantages que Napoléon attribuait à ce plan au début de la campagne : déblocus des places de l'Oder et de la Vistule, qui pouvaient lui rendre tant d'excellents soldats; transport de la guerre entre l'Elbe et l'Oder, et, comme conséquence, rappel des Russes sur leurs frontières. A tous ces avantages s'ajoutait maintenant l'avantage capital de séparer sûrement les Prussiens et les Russes des Autrichiens, ce qui devait lui donner l'occasion de les écraser en détail.

Mais il est bien évident que Napoléon ne peut songer à se lancer avec le gros de ses forces sur l'Oder, sans savoir ce que va faire l'énorme rassemblement ennemi de Bohême et de Silésie. Aussi se contente-t-il, pour l'instant, de diriger sur Berlin, de trois points différents, une masse de 110,000 hommes, tandis que lui-même, avec le gros de ses forces, se place en *attente stratégique* sur la frontière de Bohême, ayant Gœrlitz comme position centrale, et Dresde comme centre de ravitaillement,

« Dans cette situation, — écrira-t-il le 18 août au Ministre de la guerre [1], — j'attends pour voir ce que feront les ennemis, et pendant que les corps réunis à Lœvenberg, à Bunzlau, à Zittau et à Gœrlitz tiennent en respect les armées autrichienne, prussienne et russe, je fais manœuvrer sur Berlin. »

L'Elbe, avec ses grandes places de Torgau, Wittenberg, Magdebourg, forme sa ligne de communication. Il a fait rassembler dans ces places des approvisionnements considérables qui lui permettraient de marcher sans convois; les ponts de ces places lui donnent la possibilité de mouvements rapides d'une rive à l'autre et le long du fleuve, et la facilité de surprendre

[1] *Correspondance*, n. 20410.

l'adversaire en flagrant délit pour écraser successivement ses différentes masses.

Dresde forme le dernier chaînon de sa ligne de communication; il l'a fait fortifier; il y a amassé d'énormes quantités de vivres et de munitions.

> « 365,000 coups de canons attelés, c'est la valeur de 4 batailles comme celle de Wagram, et 18 millions de cartouches[1]. »

C'est actuellement son centre de ravitaillement. Ainsi paré, il attend tranquillement, sinon patiemment, l'offensive ennemie.

> « Si l'ennemi pénètre par Baireuth et arrive en Allemagne avec toutes ses forces réunies, comme il le publie, — écrira-t-il le 17 août au maréchal Saint-Cyr, — je lui souhaite bon voyage et le laisse aller, bien certain qu'il reviendra plus vite qu'il n'aura été. Ce qui m'importe, c'est qu'on ne nous coupe pas de Dresde et de l'Elbe; peu m'importe qu'on nous coupe de France... Je puis avec 180,000 hommes déboucher sur Blücher, Sacken et Wittgenstein, qui, à ce qu'il paraît, marchent aujourd'hui sur mes troupes, et une fois que j'aurai détruit ou malmené ces corps, l'équilibre se trouvera rompu, et je pourrai, selon les succès de l'armée qui marche sur Berlin, l'appuyer sur Berlin ou marcher par la Bohême derrière l'armée qui se serait enfoncée en Allemagne.
>
> « Tout cela n'est pas encore clair. Ce qui est clair, c'est qu'on ne tourne pas 400,000 hommes qui sont assis sur un système de places fortes, sur une rivière comme l'Elbe, et qui peuvent déboucher indifféremment par Dresde, Torgau, Wittenberg et Magdebourg. Toutes les troupes ennemies qui se livreront à des manœuvres trop éloignées seront hors du champ de bataille[2]. »

Tandis que l'armée prusso-russe se reconstitue sur Breslau, des forces autrichiennes considérables se rassemblent près de Prague. Sur quel point ces forces vont-elles déboucher?

a) Sur Dresde par la rive gauche de l'Elbe, pour nous couper de nos communications?

---

[1] *Correspondance*, n. 20405.
[2] *Ibid.*, n. 20398.

b) Sur Zittau, pour se réunir en ce point avec l'armée prusso-russe s'avançant de Breslau ?

c) Par Josephstadt sur Breslau, pour s'y réunir préalablement aux Russes et aux Prussiens ?

d) Ou enfin sur Baireuth et Hof ?

Pour contenir sur ces différents débouchés les corps ennemis pendant le temps nécessaire à amener contre eux des forces supérieures, Napoléon adopte le ***dispositif d'attente stratégique*** suivant :

En face de l'armée de Silésie : quatre corps d'armée et un corps de cavalerie.

En 1re ligne, Ney et le 2e corps de cavalerie à Liegnitz, où la route de Breslau traverse la Katzbach.

En 2e ligne, sur le Bober : Macdonald à Lœwenberg ; Marmont à Bunzlau ; Lauriston à Gründberg.

Sur le débouché de Zittau : en 1re ligne le 8e corps (Polonais, Poniatowski), en 2e ligne le 2e corps (Victor).

Sur l'Elbe même : dans la position Pirna—Kœnigstein, transformée en camp retranché avec ponts assurant le rapide passage d'une rive à l'autre : le maréchal Gouvion Saint-Cyr, avec le 14e corps (17,000 hommes). Sur la route de Carlsbad à Leipzig, barrant cette route et éclairant les débouchés du Frankenwald : la division de cavalerie Pajol.

Lui-même, avec son gros, est en ***position centrale*** entre Gœrlitz et Bautzen. A Gœrlitz, quartier-général, se trouvent cinq divisions d'infanterie, trois divisions de cavalerie et l'artillerie de la garde.

A Bautzen, il a placé le 1er corps (Vandamme) et le 5e corps de cavalerie qui éclaire sur Zittau.

A Dresde, une forte garnison sous le général Durosnel.

Chacun des corps de 1re ligne organise une position défensive pour y recevoir l'ennemi le cas échéant et l'y contenir en attendant l'arrivée des renforts. Napoléon fait reconnaître en outre des positions pour y centraliser toutes ses forces.

Pendant ce temps, il va faire marcher sur Berlin : Oudinot, de Wittenberg, avec 70,000 hommes ; Girard, de Magdebourg, avec 10,000 hommes ; Davout, de Hambourg, avec 40,000 ; au total : 120,000 hommes.

Positions pour y centraliser l'armée. — Le 12, il écrit au général Rogniat, commandant le génie de la Grande Armée :

« Monsieur le général Rogniat, rendez-vous avec un officier du génie de votre confiance à Bautzen et Gœrlitz, et reconnaissez trois bonnes positions où l'armée puisse être centralisée : l'une derrière Gœrlitz, occupant Gœrlitz comme tête de position, la 2e en avant de Bautzen et la 3e derrière Bautzen. L'aile droite doit surtout être bien appuyée, cette armée pouvant être attaquée par les Russes et les Autrichiens. » (*Correspondance*, n. 20366).

Le 12 août, il écrit à Marmont à Bunzlau :

« Je désire connaître si, en avant ou en arrière de Bunzlau, il y aurait une belle position où un corps de 200,000 hommes pût être placé favorablement pour arrêter un ennemi qui déboucherait en force des frontières de Bohême et de Silésie et lui donner bataille. » (*Correspondance*, n. 20361.)

Le 13, il écrit à Berthier :

« Je désire que vous ordonniez aux ingénieurs-géographes de reconnaître sur-le-champ une belle position en avant de Gœrlitz, faisant front du côté de Zittau. Vous pouvez envoyer le général Pelet avec ses géographes, et lui adjoindre des officiers du génie. » (*Correspondance*, n. 20373.)

Position d'Eckartsberg. — Le 17 août, Napoléon écrit à Poniatowski :

« Mon intention est que vous fassiez faire un croquis de la position d'Eckartsberg, et que vous me fassiez connaître si elle peut être occupée par 30,000 hommes. Faites requérir 3,000 à 4,000 ouvriers du pays, et faites commencer 5 ou 6 redoutes bien fraisées et palissadées, afin de s'assurer de cette position importante. » (*Correspondance*, n. 20399.)

12 août. — Le 12 août, Napoléon arrête son plan de campagne et adresse ses instructions à ses maréchaux :

« L'Autriche nous a déclaré la guerre. L'armistice est dénoncé. Les hostilités recommenceront le 17.

« Voici le plan d'opérations qu'il est possible que j'adopte, mais auquel je me déciderai définitivement avant minuit :

« Concentrer toute mon armée entre Gœrlitz et Bautzen, et aux camps de Kœnigstein et de Dresde.

« Envoyer le duc de Reggio (Oudinot), avec les 12e, 4e et 7e corps sur Berlin, dans le temps que le général Girard débouchera avec 10,000 hommes de Magdebourg, et le prince d'Eckmühl avec 40,000 hommes par Hambourg.

« Indépendamment de ces 110,000 hommes qui marcheront sur Berlin et de là sur Stettin, j'aurai sur Gœrlitz, savoir : les 2e, 3e, 5e, 6e, 11e, 14e et 1er corps d'armée ; les 1er, 2e, 4e et 5e corps de cavalerie et la Garde. Cela fera près de 300,000 hommes.

« Avec ces 300,000 hommes, je prendrai position entre Gœrlitz et Bautzen, de manière à ne pas pouvoir être coupé de l'Elbe, à me tenir maître du cours de ce fleuve, à m'approvisionner par Dresde, à voir ce que veulent faire les Russes et les Autrichiens et à profiter des circonstances [1].

« Je suppose que tout doit finir par une grande bataille, et je pense qu'il est plus avantageux de la livrer près de Bautzen, à deux ou trois marches de l'Elbe, qu'à cinq ou six marches : mes communications seront moins exposées ; je pourrai me nourrir plus facilement.

« J'éprouve bien quelque regret d'abandonner Liegnitz ; mais, en l'occupant, il serait difficile de réunir toutes mes troupes ; il faudrait les diviser en deux armées, et ce serait une fâcheuse position que celle de longer ainsi la Bohême, sur un espace de 30 lieues, d'où l'ennemi pourrait partout déboucher et se trouverait dans une position naturelle.

« Il me semble que la campagne actuelle ne peut nous conduire à aucun bon résultat, sans qu'au préalable il y ait une grande bataille. »

Il envoie à Oudinot et à Davout les instructions ci-après :

A Oudinot :

« Il y aura donc contre Berlin votre corps, fort de 70,000 hommes, le corps du général Girard, fort de 12,000 hommes, et celui du prince d'Eckmühl, fort de 40,000 hommes. C'est-à-dire en tout : 122,000 hommes.

« Après avoir occupé Berlin, vous manœuvrerez pour établir vos communications avec Wittenberg et Magdebourg, et le général Girard sera merveilleusement placé pour cela. Vous débloquerez Küstrin et vous ravitaillerez cette place en y jetant tous les vivres

[1] Instructions à Ney et à Marmont ; *Correspondance*, n. 20360.

que vous pourrez trouver à vingt lieues autour. Vous débloquerez et ravitaillerez de même Stettin, d'où vous retirerez tous les généraux qui sont inutiles, en n'y laissant qu'un seul pour commander la place. Vous obligerez les Suédois à se rembarquer, et vous rejetterez l'ennemi au delà de l'Oder. J'ai fait préparer un équipage de siège pour essayer de reprendre Spandau [1]. »

A Davout :

«... Le duc de Reggio avec son corps, qui est le 12e, le 4e corps, commandé par le général Bertrand, fort de trois divisions, le 7e corps, commandé par le général Reynier, fort de trois divisions, et le duc de Padoue, fort de trois divisions de cavalerie, ce qui fait une armée de 70,000 à 80,000 hommes, débouchera le 18, de Luckau sur Berlin. Vous sentez que ce corps, n'étant qu'à trois journées de Berlin, pressera davantage l'ennemi et qu'il serait possible qu'il portât toutes ses forces contre lui. Vous devez donc manœuvrer de manière à inquiéter l'ennemi sur sa droite et à vous réunir avec le corps du duc de Reggio, sur Berlin.

« Aussitôt que vous serez éloigné de Hambourg, vous aurez une communication sûre avec Magdebourg [2]. »

Sur la frontière de Bohême, il a étudié la concentration de ses forces dans les différentes éventualités :

« Cependant, l'armée autrichienne, si elle prend l'offensive, ne peut la prendre que de trois manières :

« 1° En débouchant avec la grande armée, que j'estime forte de 100,000 hommes, de Peterswald sur Dresde.

« Elle rencontrera les fortes positions qu'occupe le maréchal Saint-Cyr qui, poussé par des forces aussi considérables, se retirerait dans le camp retranché de Dresde.

« En un jour et demi, le 1er corps (Vandamme) arriverait à Dresde, et dès lors, 60,000 hommes se trouveraient dans le camp retranché à Dresde. J'aurais été prévenu, et en quatre jours de marche, je pourrais m'y porter moi-même, de Gœrlitz, avec la

---

[1] Au sujet de cette expédition sur Berlin, il écrit à Ney et à Marmont : « Ma gauche occupera Berlin et balayera tout le bas Elbe, opération qui n'est point hasardeuse, puisque mes troupes ont Magdebourg et Wittenberg à tout événement comme retraite. »

[2] Au sujet du rôle donné à Davout, il écrit à Oudinot : « Il suivra l'ennemi ou l'attaquera s'il est en nombre inférieur, et manœuvrera de manière à le couper de la mer et à se placer entre Berlin et Stettin. »

Garde et le 2e corps. D'ailleurs, Dresde, comme je viens de le dire, abandonné à lui-même, quand même il ne serait pas secouru du maréchal Saint-Cyr, est dans le cas de se défendre huit jours.

« 2° Le second débouché par où les Autrichiens pourraient prendre l'offensive, c'est celui de Zittau.

« Ils y rencontreront le prince Poniatowski, la Garde qui se réunit sur Gœrlitz, et le 2e corps, et, avant qu'ils puissent arriver, j'aurai réuni plus de 150,000 hommes.

« En même temps qu'ils feraient ce mouvement, les Russes pourraient se porter sur Liegnitz et Lœwenberg ; le 6e, le 3e, le 11e, le 5e corps d'armée (Marmont, Ney, Macdonald, Lauriston) et le 2e corps de cavalerie se réuniront sur Bautzen, ce qui ferait une armée de plus de 130,000 hommes, et, en un jour et demi, j'y enverrais, de Gœrlitz, ce que je jugerais superflu à opposer aux Autrichiens.

« 3° Le 3e mouvement des Autrichiens serait de passer par Josephstadt et de se réunir à l'armée russe et prussienne, de manière à déboucher tous ensemble.

« Alors, toute l'armée se réunirait sur Bunzlau. Il serait donc nécessaire que la principale position du prince de La Moskowa fût à hauteur de la nôtre, en occupant, s'il le juge convenable, Liegnitz. Dans ce cas, le duc de Tarente (Macdonald est à Lœwenberg) éclairera l'ennemi ; il préviendra de son mouvement le prince de La Moskowa et le général Lauriston, et le duc de Tarente se réglera sur la position indiquée sur Bunzlau.

« Dans ce cas, il faut que le duc de Raguse choisisse sa position de bataille à Bunzlau, en avant ou en arrière. Je lui ai déjà mandé de s'occuper de ce travail important[1]. »

Le dernier jour de l'armistice, le général Jomini, Suisse d'origine, chef d'état-major de Ney, qui avait à se plaindre du major général, et depuis longtemps sollicité par les Russes, passa à l'ennemi.

Au quartier général des Alliés, il trouva le général Moreau, que sa haine pour Napoléon et une complète aberration de sens moral y avaient conduit.

A la bataille de Dresde, le boulet d'une pièce pointée par ordre de Napoléon, a-t-on dit, sur un état-major ennemi, termina net la vie suffisamment déshonorée de ce général.

[1] Voir aussi les instructions du 17 août au maréchal Saint-Cyr.

. Pendant l'armistice aussi, Bernadotte étant venu parader devant Stettin et passer une inutile revue des assiégeants, un coup de canon part de la place, et le boulet siffle aux oreilles de l'ex-maréchal français. On vient se plaindre aussitôt au gouverneur de cette infraction à l'armistice : « Ce n'est rien, répond froidement le général Dufresse, c'est une affaire de police; un déserteur français a été signalé et la grand'garde a tiré. »

Son dispositif d'attente stratégique établi, Napoléon attend les mouvements de ses adversaires. Et nous allons voir une fois de plus les difficultés de cette forme de la guerre : l'attente stratégique.

Projet de manœuvre en Bohême.

18 août. — Le 18 août, les renseignements portent que Wittgenstein, avec un corps de 40,000 hommes est passé en Bohême, et que les Autrichiens, qui avaient trois camps sur la rive droite de l'Elbe, sont maintenant sur la rive gauche, soit qu'ils veuillent marcher sur Dresde, soit qu'ils veuillent se diriger sur le Rhin. Dans cette situation, Napoléon pense à entrer lui-même en Bohême.

> « Les fortifications de Prague et les projets de l'ennemi commencent à s'éclaircir, écrit-il à Maret [1].
>
> « Il est évident que les Russes ont la défense de la Bohême, dans le temps que l'armée autrichienne de Bohême, que je suppose de 90,000 à 100,000 hommes, fera la guerre en Allemagne, peut-être sur Dresde. Je vais tâcher d'étriller les Russes et les empêcher d'aller à Prague.
>
> « Je me rends de ma personne à Zittau ; il serait possible que j'entrasse sur-le-champ en Bohême pour tomber sur les Russes et les prendre en flagrant délit. »

Il donne ses ordres pour avancer ses forces sur Zittau [2].

---

[1] Maret, duc de Bassano, ministre des Relations extérieures, dont l'Empereur estimait fort le jugement, était à Dresde, comme l'homme de confiance de Napoléon.

[2] Il a de ce côté Victor et Poniatowski ; il ordonne à Vandamme de porter sa 1re division sur Rumburg et Neustadt, y dirige également la 42e division, de Gouvion Saint-Cyr, la division Delaborde de la jeune garde, et les 3,000 cavaliers de Lefebvre-Desnoëttes.

19 août. — Le 19, donc, Napoléon va de Gœrlitz à Zittau et de Zittau à Gabel. On a trop vite parlé des Russes : le corps le plus proche paraît être à Münchengrætz ; dans ces conditions, passer en Bohême avec le gros de nos forces serait donner un coup d'épée dans l'eau, alors qu'elles pourraient être nécessaires ailleurs. Sans doute, lorsque ses adversaires apprendront qu'il est venu à Gabel, y dirigeront-ils leurs forces, mais ils ne peuvent y être avant cinq ou six jours. Le mieux, pour le moment, est de laisser l'ennemi s'avancer sur les débouchés de la Bohême, où nos corps de 1re ligne le contiendront, et de s'efforcer de profiter de ce délai pour écraser l'armée prussienne demeurée isolée près de Lœwenberg[1].

1. — MANŒUVRE CONTRE L'ARMÉE DE SILÉSIE.

Napoléon emmène donc ses forces sur Lœwenberg.

« Faites connaître au maréchal Saint-Cyr, — écrit-il de Lœwenberg, le 22 août, à Maret, — que je suis loin d'avoir renoncé à mon opération de Bohême et que l'opération de Silésie en est un épisode.

« .....On ne peut pas s'enfoncer en Bohême sans avoir préparé le terrain et, le 20, on le pouvait d'autant moins qu'on était encore incertain des projets de l'ennemi, sur lesquels on acquiert tous les jours des lumières. »

Il donne des ordres pour que, si l'ennemi se présente sur le débouché de Gabel, on résiste à toute extrémité.

« Faites connaître au duc de Bellune (Victor),—écrit-il le 20 août au major général, — que je pars pour Lauban et, de là, je marcherai sur Lœwenberg pour attaquer l'ennemi. D'ici à cinq jours,

---

[1] Le 19, à 7 heures du matin, avant de quitter Gœrlitz pour aller à Zittau, Napoléon a écrit à Ney :

« D'après toutes les nouvelles qu'on a, l'armée russe est entrée en Bohême. Il est certain que Barclay de Tolly, de sa personne, y était le 15, et tout porte à penser que Wittgenstein avec un corps de 40,000 hommes, était le 17 à Bœmich-Leipa (près de Gabel). On sait que Wintzingerode et Miloradowitch sont allés dans une autre direction. Tout fait donc penser qu'il y a peu de Russes en Silésie et qu'il n'y a que l'armée prussienne qui paraît manœuvrer dans la direction de longer les montagnes, ayant l'intention de gagner Zittau pour se mettre en communication par le grand débouché, avec l'armée autrichienne. »

l'ennemi ne peut rien entreprendre du côté de Gabel, puisque le 18 il était à Schlan (près de Münchengrætz).

« Le prince Poniatowki, commandant le 8e corps, et le comte de Valmy, commandant le 4e corps de cavalerie, sont sous ses ordres. Dites-lui que mon intention est qu'il engage tout son corps pour se maintenir à Gabel, et rester maître du défilé et du col, malgré tous les efforts de l'ennemi. 25,000 hommes qu'il a sous ses ordres sont capables de défendre le défilé plusieurs jours contre 100,000 hommes.

« Prévenez-le que le général Vandamme, qui a quatre divisions, fait fortifier le col de Rumburg. Je lui donne ordre de le défendre à toute extrémité.

« Ces trois corps réunis forment plus de 50,000 hommes.

« Le maréchal Saint-Cyr appuiera par sa gauche, avec deux divisions, si le mouvement de l'ennemi se prononçait en force de ce côté.

« Il faut trois ou quatre jours pour fortifier les hauteurs, les défilés, faire des abatis et même les deux redoutes et un pont sur le ruisseau. Il faut qu'il organise le terrain pour une vive résistance ; si l'on est obligé d'évacuer les défilés, il faut défendre les hauteurs.

« .....Il est à croire que l'ennemi n'osera pas entreprendre une lutte qui lui deviendrait funeste. Si cependant le cas arrivait, je reviendrai rapidement, j'attaquerai à mon tour l'ennemi, j'entrerai en Bohême et me porterai sur Prague [1]. »

D'autre part, il fait écrire à Vandamme :

« Écrivez au général Vandamme que je pars pour Lauban, où j'arriverai ce soir ; que j'arriverai demain à Lœwenberg ; qu'après-demain 22 j'attaquerai l'armée ennemie et qu'avec l'aide de Dieu je compte en avoir bon compte. Immédiatement après, je reviendrai ici pour entrer en Bohême et marcher sur Prague. »

Dans le même temps que Napoléon se portait sur elle, l'armée ennemie de Silésie prenait l'offensive et, le 20, entrait à Bunzlau, Goldberg, Lœwenberg.

Napoléon fait réattaquer le 21, culbute l'ennemi de toutes ses positions et le fait poursuivre l'épée dans les reins. Ces opérations lui procurent quelques renseignements [2].

---

[1] *Correspondance*, n. 20419.
[2] *Ibid.*, n. 20437.

« Voici les renseignements que, jusqu'à cette heure, nous avons sur l'ennemi qui est devant nous, écrit-il au maréchal Saint-Cyr, le 22 août. Le général Langeron paraît commander un corps de trois divisions, et les généraux York et Blücher quatre divisions; total, douze divisions, ce qui suppose 80,000 à 90,000 hommes. Ce qui est satisfaisant, c'est que leur infanterie est extrêmement mauvaise.

« Il paraît que leur armée de Silésie ne s'est avancée avec tant de rapidité que d'après le plan général des Alliés et la croyance où ils étaient que nous repasserions l'Elbe. Ils croyaient qu'il n'y avait qu'à poursuivre, car aussitôt qu'ils ont vu déboucher nos colonnes pour reprendre l'offensive, la terreur les a pris, et l'on a pu se convaincre que les chefs voulaient éviter un engagement sérieux. Tout le plan des Alliés a été fondé sur l'assurance que leur a donnée Metternich que nous repasserions l'Elbe, et ils sont fort décontenancés de voir qu'il en est autrement.

« En général, ce qu'il y a de fâcheux dans la position des choses, c'est le peu de confiance qu'ont les généraux en eux-mêmes : les forces de l'ennemi leur paraissent considérables partout où je ne suis pas. »

Retour à la position centrale. — Mais déjà le maréchal Gouvion Saint-Cyr le rappelle sur Dresde, où ce maréchal croit voir arriver l'ennemi, ne justifiant que trop le dernier paragraphe de la lettre que lui a écrite l'Empereur.

De fait, Wittgenstein voulant profiter de l'éloignement de Napoléon a attaqué Pirna. Le maréchal Saint-Cyr, après une canonnade insignifiante, s'est retiré sur Dresde.

Napoléon prévoyant qu'il aura besoin de Ney pour diriger les forces qu'il va jeter sur l'armée de Bohême, l'emmène avec lui ; Souham prend le commandement du 3e corps, Macdonald remplace Ney dans le commandement supérieur.

23 août. — Le 23, avant de partir, Napoléon laisse pour Macdonald les instructions suivantes :

« Faites connaître au duc de Tarente, comme instruction, que j'ai mis sous ses ordres l'armée du Bober, qui est composée de 100,000 hommes, infanterie, cavalerie, artillerie et troupes du génie comprises. Le principal but de cette armée est de tenir en échec l'armée ennemie de Silésie et d'empêcher qu'elle se porte sur Zittau, pour interrompre ma communication, ou sur Berlin

contre le duc de Reggio. Je désire qu'il pousse l'ennemi jusqu'au delà de Jauer et qu'il prenne ensuite position sur le Bober.

« .....On couvrira de redoutes le champ de bataille qui sera choisi. »

Sur les rapports alarmés de Saint-Cyr, qui s'est réfugié à Dresde, la première idée de Napoléon est de se porter immédiatement sur cette ville avec toutes ses forces.

« Au reste, répond-il à Saint-Cyr, comme on ne peut arriver à aucun résultat sans bataille, ce qui peut arriver de plus heureux, c'est que l'ennemi marche sur Dresde, puisqu'alors il y aurait une bataille. [1] »

Mais le 24, à Gœrlitz, il se reprend à l'idée de se jeter par Pirna sur les derrières des Autrichiens avec toutes ses forces, suivant sa manœuvre favorite — manœuvre qu'il a prévue et préparée avec tant de soins depuis deux mois et qui peut lui donner la victoire décisive tant cherchée.

Mais il lui faut être sûr que Dresde tiendra pendant les trois jours qu'exige la manœuvre, c'est-à-dire jusqu'au 28.

---

[1] « Mandez-lui, — fait-il écrire à Macdonald, — que je porte aujourd'hui mon quartier général à Gœrlitz ; que mes opérations dépendent de celles de l'ennemi ; que, si l'ennemi prend, le 23 ou le 24, l'offensive d'une manière positive sur Dresde, mon intention est de laisser l'initiative à l'ennemi et de me rendre sur-le-champ dans le camp retranché de Dresde et de lui livrer une grande bataille, et comme, dans ce cas, l'ennemi tournera le dos au Rhin et nous à l'Oder, dans le cas où la victoire ne serait pas gagnée, je rentrerais dans mon camp retranché ; au pis aller, je passerais l'Elbe sur la rive droite ; je conserverais mes communications avec lui, et je prendrais le parti que les circonstances exigeraient, soit pour déboucher sur Torgau, soit sur Wittenberg, soit sur Magdebourg.

« Que si l'ennemi ne prend pas aujourd'hui ou demain l'offensive d'une manière déterminée, il est possible que ce soit moi qui la prenne en marchant sur Prague ; dans ce cas, je prendrai dans les premiers jours une ligne d'opérations sur Zittau et Bautzen ; que, dès le moment que je prendrai ce parti, je mettrai Gœrlitz sous ses ordres ; que, pendant tout le temps que j'aurai ma ligne sur Zittau, il est de la plus haute importance qu'en aucun cas l'ennemi ne puisse se porter sur Zittau, et que si, par un mouvement inopiné ou par la perte d'une bataille, il était obligé de prendre la ligne de la Quiess, il faudrait s'y maintenir et enfin faire sa retraite sur Zittau, puisqu'alors, une fois réunis, on pourra aviser à ce qui convient ; que, si je me porte sur Prague, ma première opération sera de prendre ma ligne d'opérations sur Dresde, et, dès ce moment, le duc de Tarente sera plus libre de ses mouvements, et que s'il était forcé de reculer, ou je l'appellerai à moi sur Zittau, ou il se dirigerait sur l'Elbe, dans le camp retranché de Dresde ». (*Correspondance.*)

Aussi, avant de partir avec ses forces de Bautzen pour Stolpen, il envoie à Dresde son premier officier d'ordonnance, Gourgaud, pour voir le véritable état des choses et lui rapporter dans la journée, à Stolpen, l'opinion du maréchal Saint-Cyr et du duc de Bassano; il lui remet d'ailleurs, pour ce dernier, la lettre ci-après :

Gœrlitz, 24 août 1813 [1].

« Monsieur le duc de Bassano,

« Je vous écris en chiffres pour qu'à tout événement ce que je vous mande ne puisse pas être compris. Vous ferez déchiffrer cette lettre et vous en remettrez le déchiffrement signé de vous, comme conforme à l'original, au maréchal Saint-Cyr, et vous me ferez connaître son opinion sur son contenu.

« Mon intention est de me porter à Stolpen. Mon armée y sera réunie demain. J'y passerai le 26 à faire mes préparatifs et à rallier mes colonnes. Le 26, dans la nuit, je ferai filer mes colonnes par Kœnigstein et, à la pointe du jour, le 27, je me mettrai dans le camp de Pirna avec 100,000 hommes. J'opérerai de manière qu'à 7 heures du matin l'attaque sur Hellendorf commence et que j'en sois maître à midi. Je me mettrai alors à cheval sur cette communication. Je m'emparerai de Pirna. J'aurai deux ponts prêts pour les jeter, si cela est nécessaire, à Pirna, où l'ennemi a pris pour ligne d'opérations la route de Peterswalde à Dresde, et alors je me trouverai sur ses derrières, toute mon armée contre lui, qui ne peut pas rallier la sienne au moins de quatre ou cinq jours.

« Ou bien il a pris sa ligne d'opérations par la route de Kommotau à Leipzig [2]; alors, il ne rétrogradera pas et se portera sur Kommotau; Dresde se trouvera dégagé, et je me trouverai en Bohême, plus près de Prague que l'ennemi, et j'y marcherai. Le maréchal Saint-Cyr suivra l'ennemi aussitôt que celui-ci paraîtra déconcerté. Je masquerai ce mouvement en couvrant la rive de l'Elbe de 30,000 hommes de cavalerie, avec de l'artillerie légère, de sorte que l'ennemi, voyant toute la rivière bordée, croie mon armée sur Dresde.

« Voilà mon projet; il peut d'ailleurs être modifié par les opérations de l'ennemi. Je suppose que, quand j'entreprendrai mon attaque, Dresde ne sera pas attaqué, de manière à pouvoir être pris en vingt-quatre heures .... ».

---

1. *Correspondance*, n. 20449.
2. Route de Prague à Leipzig.

Mais les lettres de Dresde deviennent de plus en plus inquiétantes. Enfin, à 11 heures du soir, Gourgaud le rejoint à Stolpen. L'armée ennemie est descendue dans la plaine de Dresde; quelques attaques ont été poussées par elle, dans l'après-midi; si elles avaient été sérieuses, peut-être auraient-elles enlevé la ville; on n'espère plus à Dresde que dans l'Empereur.

> « Enfin, — dit l'Empereur à Gourgaud, — quel est l'avis du duc de Bassano? » — « Sire, M. de Bassano ne pense pas qu'on tienne encore vingt-quatre heures. » — « Et vous! » — « Moi, sire, je pense que Dresde sera enlevé demain si Votre Majesté n'est pas là. » — « Puis-je compter sur ce que vous me dites? » — « Sire, j'en réponds sur ma tête[1]. »

Napoléon ne peut donc que se résigner à se porter sur Dresde avec le gros de ses forces.

2. — MANŒUVRES CONTRE L'ARMÉE DE BOHÊME.

Renonçant à marcher sur les derrières de l'armée de Bohême, Napoléon va pourtant y diriger Vandamme avec 18,000 hommes, espérant que ce général pourra faire un grand mal à l'ennemi en retraite.

Le 26, à 1 heure du matin, il envoie à Vandamme le général Haxo avec ses instructions et la lettre ci-après :

> « Je vous ai fait connaître mes intentions. Toute l'armée ennemie, hier à minuit, s'est présentée sur Dresde, et le maréchal Saint-Cyr craignait d'être attaqué aujourd'hui; je m'y porte, mais cela est une probabilité de plus pour penser que les forces qui sont contre vous sont bien peu considérables. Débouchez donc le plus tôt possible et emparez-vous du plateau. Maître de l'extrémité de ce plateau, vous le serez de la ville de Pirna, et alors vous y ferez jeter le pont. Enfin, si les circonstances sont favorables, débouchez pour vous porter sur Hellendorf. Cette opération portera la terreur chez l'ennemi et peut être d'un grand résultat.
>
> « Il est convenable, pour faire une diversion sur Dresde, que vous débouchiez le plus tôt possible, et j'ai espoir que, dans la

[1] FAIN.

journée, vous vous trouverez sur les derrières de l'ennemi et que vous aurez écrasé la division qu'on a placée là pour vous observer. »

A la pointe du jour, il se met en route sur Dresde avec la Vieille garde, qui vient de faire 40 lieues en quatre jours.

Derrière la Garde marche la cavalerie de Latour-Maubourg, le corps de Victor et la cavalerie de Kellermann. Le corps de Marmont suit une route parallèle.

3. — BATAILLE DE DRESDE.

26 août. — A Dresde le maréchal Saint-Cyr a concentré ses forces derrière les palissades des faubourgs. L'armée ennemie, immense, enveloppe la ville, n'attendant que le signal de l'attaque.

Un silence terrifiant règne entre les deux lignes. Mais, à 10 heures, l'Empereur arrive au galop précédant ses troupes. La confiance renaît immédiatement. Il fait la reconnaissance du terrain, et les troupes se placent au fur et à mesure de leur arrivée.

Vers 3 heures de l'après-midi, trois coups de canon, tirés de la hauteur de Rochnitz, donnent à l'armée ennemie le signal de l'attaque. Les troupes ennemies s'avancent sur les différentes portes, d'où bientôt, à leur grande surprise, débouchent les colonnes de la Garde. Les Alliés, démoralisés, ne pensent déjà plus qu'à la retraite.

27 août. — Le lendemain, toute notre armée se déploie en avant de Dresde. Napoléon dispose de 95,000 hommes. Tandis qu'il livre, avec son artillerie, qu'appuie l'infanterie, un combat de front à l'ennemi, Murat, avec la cavalerie, pénétrant par le ravin de la Weisseritz dans l'ordre de bataille ennemi, sépare l'avant-garde du gros. A 3 heures, on annonce à l'Empereur que l'ennemi se met partout en retraite.

28 août. — Le 28, il lance toute l'armée à la poursuite des Alliés; il compte d'ailleurs que Vandamme lui barre la grande route de Bohême par Peterswalde. On pourra compter ce qui restera de ces 200,000 hommes avec lesquels, il y a moins de

cinq jours, les souverains alliés envahissaient, si pleins de confiance, la Saxe. L'armée alliée a perdu plus de 20,000 hommes tués ou blessés et 30,000 prisonniers.

Napoléon a déjà envoyé son quartier général à Pirna, quand, indisposé, il doit rentrer à Dresde.

29 août. — C'est là que, le 29, il apprend que, pendant qu'il battait la grande armée de Bohême à Dresde, Oudinot et Macdonald ont essuyé des échecs à Grossbeeren et sur la Katzbach.

Oudinot s'était avancé de Trebbin sur Berlin en trois colonnes, séparées par des intervalles de deux lieues : à droite, le 4e corps (Bertrand); au centre, le 7e (Reynier); à gauche, le 12e. Ces trois colonnes, formant, au total, 65,000 hommes, étaient ainsi arrivées en présence de l'armée du Nord, forte de 90,000 hommes, sous les ordres de Bernadotte.

Tandis que les corps des ailes soutenaient des combats insignifiants, le corps du centre était accablé à Grossbeeren. Oudinot se mit en retraite sur Wittenberg.

Quant à Davout, en apprenant la défaite d'Oudinot, il s'était lui-même reporté en arrière.

Le 26 août, Macdonald, suivant les ordres de l'Empereur, s'était avancé contre l'armée de Silésie pour masquer le départ de Napoléon.

Tandis qu'il se rend sur Jauer, où se trouve cette armée avec les 11e et 5e corps, il fait déboucher le 3e corps avec la cavalerie de Sébastiani sur le flanc droit de la position prussienne. Mais ces mouvements, un peu larges, sont contrariés par un temps affreux.

Blücher contient l'attaque de front de Macdonald avec une partie de ses troupes, pendant qu'avec le gros de son armée il se jette au devant du 3e corps. Notre cavalerie échoue dans ses charges, l'artillerie s'enfonce dans la boue.

Le 30 août, nous avons perdu 10,000 hommes tués, blessés ou prisonniers, 100 bouches à feu; nous avons plus de 10,000 traînards.

Si regrettables que soient les échecs de Macdonald et d'Oudinot, ils ne sont pas tels que Napoléon ne puisse profiter du coup frappé sur l'armée de Bohême et qui la met pour trois semaines

au moins hors jeu, pour revenir à son plan fondamental de marcher sur Berlin, ce qui va redresser toute la campagne. Il n'attend plus, pour partir, que de savoir comment s'est achevée la poursuite de l'armée de Bohême.

Hélas! un troisième échec vient de se produire. Le 29, Vandamme, voulant profiter de ses avantages de la veille, est descendu jusqu'à Kulm pour barrer la dernière route par où les débris de l'armée de Bohême pouvaient s'échapper. De là, il s'est avancé jusqu'à Tœplitz, qu'un corps russe défend avec acharnement. Vandamme doit revenir sur Kulm. Croyant nos colonnes proches, il pense pouvoir demeurer à Kulm, quand, dans la matinée du 30, l'ennemi arrive sur lui, en forces, de Tœplitz. Après avoir lutté jusqu'à 2 heures, il remontait sur Peterswalde, lorsque le corps prussien de Kleist, échappant à Saint-Cyr, dont la poursuite n'a pas été très active, lui barre la route. Un combat acharné s'engage; Vandamme est pris avec la moitié de son corps d'armée, 30 pièces de canon et plus de 300 voitures. Cependant, après quelques jours, les soldats de Vandamme rejoignaient de tous côtés, et, finalement, notre perte ne dépassait pas 4,000 à 5,000 hommes.

A ce moment, l'Empereur, comme dans toutes les circonstances graves, établit par écrit la situation. La suite logique de ses raisonnements l'amène à se décider pour la manœuvre sur Berlin, pendant que Murat avec le 1er corps (confié au comte de Lobau), les 14e, 2e et 6e corps et Latour-Maubourg resteront autour de Dresde, et que Macdonald contiendra l'armée de Silésie sur la Queiss, le Bober ou la Sprée à Bautzen.

Mais avant de s'engager à fond vers Berlin, il faut être sûr de ses derrières. Aussi veut-il tout d'abord transporter son quartier général à Luckau.

> « ..... Si je portais mon quartier général à Luckau, je serais à deux journées de Torgau, à trois de Dresde, à quatre de Gœrlitz. Je serais donc dans une position centrale, à portée de prendre mon parti, soit pour lancer tout ce que je voudrais sur Berlin, soit pour y aller de ma personne..... »

Voici d'ailleurs toute entière la consultation de Napoléon avec lui-même; on y retrouve son plan fondamental :

Note sur la situation générale de mes affaires[1].

Dresde, 30 août 1813.

« Je suppose l'armée de Silésie (Macdonald) ralliée derrière le Bober; il n'y aurait même pas d'inconvénient qu'elle se mît derrière la Queiss. Si je voulais faire venir le prince Poniatowski à l'armée de Berlin, le débouché de Zittau ne serait plus gardé. Il pourrait cependant arriver à Kalau en quatre jours; alors il serait indispensable que l'armée de Silésie s'appuyât sur Gœrlitz, et même en avant de Bautzen. Pourvu qu'un corps occupât Hoyerswerda, mon opération de Berlin ne serait pas compromise.

Renonçant à l'expédition de Bohême, afin de prendre Berlin et de ravitailler Stettin et Küstrin, le maréchal Saint-Cyr et le général Vandamme prendraient position la gauche à l'Elbe, le duc de Raguse formerait le centre, le duc de Bellune la droite; le roi de Naples pourrait commander ces quatre corps et s'établir à Dresde avec Latour-Maubourg : ce serait une belle armée. Il serait possible, dans des positions connues, de se couvrir de quelques redoutes. Cette armée serait menaçante, n'aurait aucun danger à courir, et elle pourrait se replier sur Dresde dans le temps que j'y arriverai de Luckau.

L'armée de Silésie pourrait s'appuyer sur Naumbourg (sur la Queiss), la gauche à Weissenberg, et occuper Bautzen et Hoyerswerda.

Mes deux armées seraient alors sur la défensive, couvrant Dresde sur l'une et l'autre rive, dans le temps que j'opérerais sur Berlin et porterais le théâtre de la guerre sur le bas Oder.

Les Russes ne pourront pas être indifférents à l'existence d'une armée de 60,000 hommes à Stettin; le blocus de Danzig serait menacé, et probablement une partie de leur armée de Silésie passerait l'Oder pour se mettre en bataille entre Danzig et Stettin. L'armée russe doit avoir perdu beaucoup de monde. Aussitôt sa frontière menacée à Stettin, ce sera un prétexte pour abandonner la Bohême. Et moi, étant dans une position transversale et ayant tous les Polonais entre Stettin et Küstrin, j'aurais l'initiative de tous les mouvements.

J'ai deux plans d'opérations à adopter :

Le premier, d'aller à Prague, profitant de mes succès contre l'Autriche. Mais, d'abord, je ne suis plus en mesure d'arriver avant

---

[1] *Correspondance*, n. 20492.

l'ennemi à Prague, ville forte, je ne la prendrais pas; la Bohême peut s'insurger, je serais dans une position difficile; 2° l'armée ennemie de Silésie attaquerait mon armée de Silésie : je serais dans une position délicate à Prague; il est vrai, cette armée pourrait se porter à Dresde et s'y appuyer. 3° Dans cette disposition des choses, l'armée d'Oudinot ne peut rester que défensive ainsi que celle du prince d'Eckmühl, et, vers le milieu d'octobre, je perdrai 9,000 hommes à Stettin. J'occuperais alors la ligne de l'Elbe, de Prague à la mer; elle est par trop étendue : si elle perçait sur un point, elle ouvrirait accès dans la 32e division et pourrait me rappeler dans la partie la plus faible de mes États. Les Russes ne craignent rien pour eux ni pour la Pologne : ils se renforceraient entre l'Oder et l'Elbe, dans le Mecklembourg et en Bohême.

Ainsi, le projet d'aller à Prague a des inconvénients :

1° Je n'ai pas suffisamment de chances pour être sûr d'avoir la ville de Prague.

2° Que je me trouve alors avec mes principales forces dans un tout autre système, et me trouvant moi de ma personne à l'extrémité de ma ligne, je ne pourrais me porter sur les points menacés; des sottises seraient faites, ce qui porterait la guerre entre l'Elbe et le Rhin, ce qui est le désir de l'ennemi. Le troisième inconvénient : je perdrais mes places de l'Oder et ne serais pas en acheminement sur Danzig.

En marchant au contraire sur Berlin, j'ai aussitôt un grand résultat : je protège ma ligne de Hambourg à Dresde; je suis au centre; en cinq jours je puis être aux points extrêmes de ma ligne; je dégage Stettin et Kustrin; je puis obtenir ce prompt résultat de séparer les Russes des Autrichiens; dans la saison, je ne puis être embarrassé de vivre à Berlin; les pommes de terre, les grandes ressources de cette ville, les canaux, etc..... me nourriront, et je maintiens la guerre où elle a été jusqu'à cette heure. La guerre d'Autriche n'a pour moi que l'inconvénient d'un sacrifice de 120,000 hommes mis sur la défensive entre Dresde et Hof, défensive utile à mes troupes, qui se forment. Je puis me prévaloir auprès de l'Autriche de cette condescendance à ne pas porter la guerre en Bohême. L'Autriche ne pouvant se porter nulle part, ayant 120,000 hommes sur ses frontières, je menace d'aller à Prague sans y aller. Les Prussiens ne se soucieront pas de rester en Bohême, leur capitale prise, et les Russes eux-mêmes seront inquiets pour la Pologne, en voyant les Polonais réunis sur l'Oder. Il faudrait alors qu'il arrivât une de ces deux choses. Les Russes, les Prussiens de Bohême forceront l'Autriche à reprendre l'offensive, à revenir à Dresde; ce ne peut être que dans quinze jours. Alors j'ai pris

Berlin, ravitaillé Stettin, détruit les travaux des Prussiens et désorganisé la landwehr. Alors, si l'Autriche recommence ses sottises, je me trouverais à Dresde avec une armée réunie; de grands événements, une grande bataille, termineraient la campagne et la guerre.

Enfin, dans ma position, tout plan où, de ma personne, je n[e] suis pas au centre est inadmissible. Tout plan qui m'éloigne établi[t] une guerre réglée où la supériorité des ennemis en cavalerie, e[n] nombre et même en généraux, me conduirait à une perte totale.

En effet, pour bien comparer mes deux projets, il faut placer m[es] armées en bataille, dans les deux projets.

1° *Projet de Prague.* — Il faut m'y porter de ma personne, [y] mettre le 2ᵉ, le 6ᵉ, le 14ᵉ et le 1ᵉʳ corps; la cavalerie Latour-Ma[u]bourg; il faudrait le prince d'Eckmühl devant Hambourg, les tro[is] corps d'Oudinot sur Wittenberg et Magdebourg, l'armée de Silés[ie] sur Bautzen. Dans cette situation, je suis sur la défensive; l'offe[n]sive est à l'ennemi; je ne menace rien, il serait absurde de dire qu[e] je menace Vienne; l'ennemi peut masquer l'armée de Silésie, fai[re] déboucher des corps par Zittau, m'attaquer à Prague; ou bien, masquant l'armée de Silésie, il détachera sur le bas Elbe, ira s[ur] le Weser tandis que je serai à Prague; il ne me restera qu'à gagn[er] le Rhin en toute hâte. Le général qui commandera à Bautzen n[e] conviendra pas que l'ennemi s'est affaibli devant lui, et mon arm[ée] sur Hambourg et Magdebourg sera tout à fait hors de ma main.

Deuxième hypothèse. — Maintenant, le 1ᵉʳ corps, le 14ᵉ, le 2ᵉ, [l]e 6ᵉ et Latour-Maubourg resteront tranquilles autour de Dresde, sans craindre les cosaques; le corps d'Augereau s'approchera s[u]r Bamberg et Hof, l'armée de Silésie sur la Queiss ou le Bober [e]t Bautzen : point d'inquiétude encore pour mes communications; mes deux armées de Hambourg et de Reggio seront sur Berlin [e]t Stettin.

Demain 31, j'aurai à Grossenhayn :

Infanterie, 18,000 hommes;
Cavalerie, 7,000 hommes;
Artillerie, 150 pièces de canon.

Au total, la valeur d'une armée de 30,000 hommes.

Selon la note de Caraman, les trois corps d'Oudinot aurai[ent] 45,000 hommes d'infanterie, 9,000 hommes de cavalerie; so[it] 54,000 hommes, avec près de 200 pièces de canon.

Ce serait donc 63,000 hommes d'infanterie et 16,000 hommes d[e] cavalerie, avec 350 pièces; ce serait une armée de plus de 80,00[0] hommes.

..... Si je portais mon quartier général à Luckau, je serais à

deux journées de Torgau, à trois de Dresde, à quatre de Gœrlitz. Je serais donc dans une position centrale à portée de prendre mon parti, soit pour lancer tout ce que je voudrais sur Berlin, soit pour y aller de ma personne. Il faudrait, en m'éloignant à Luckau, être assuré de la situation de mes derrières. En faisant venir 3,000 chevaux du roi de Naples, j'aurais 10,000 chevaux pour maintenir mes communications entre Berlin, Dresde et Torgau..... »

Alors commence une série de marches et de contremarches ntre un ennemi qui se dérobe dès qu'il sent sur lui l'Empeur.

2 septembre. — Le 2 septembre, à la nouvelle qu'Oudinot st retiré sous le canon de Wittenberg, Napoléon envoie Ney endre le commandement de l'armée d'Oudinot, et lui prescrit se porter sur Baruth, où lui-même il va marcher de Luckau. Baruth, on marchera sur Berlin.

3 septembre. — Mais le 3, alors qu'il va se mettre en route ur rejoindre sa Garde sur la route de Luckau, des dépêches Macdonald lui annoncent que Blücher refoule ce maréchal sur utzen.

4 et 5 septembre. — Il faut donc aller à son secours. Blüer, aussitôt qu'il sent la présence de Napoléon, se met viveent en retraite. On poursuit au delà de Gœrlitz sans pouvoir le indre. L'Empereur prépare le mouvement sur Berlin.

« Tout ici, fait-il écrire à Ney, se met en mouvement sur Hoyerswerda, où l'Empereur aura son quartier général le 4. Il est nécessaire que le 4 vous vous mettiez en route pour être le 6 à Baruth. L'Empereur aura le 6 un corps sur Luckau pour faire la jonction sur Luckau.

De Baruth, vous ne serez qu'à trois jours de marche de Berlin. La communication avec l'Empereur se trouvera alors établie, et l'attaque de Berlin pourrait avoir lieu du 9 au 10...

Vous comprenez bien la nécessité de manœuvrer rapidement pour profiter du désarroi de la grande armée de Bohême, qui fera des mouvements lorsqu'elle s'apercevra de ceux de l'Empereur... [1] ».

---

[1] *Correspondance*, n. 20502.

Envoyez un officier d'état-major au prince de La Moskowa pour lui faire connaître que je serai demain matin à Bautzen, où le duc de Tarente est arrivé avec l'armée; que l'ennemi suit vivement et paraît fort encouragé; que je l'attaquerai dans la journée et tâcherai de le pousser sur Reichenbach (à l'ouest de Gœrlitz), et qu'après la bataille, je me mettrai en marche en grande hâte sur Berlin... [1] ».

6 septembre. — Le 6, il espère que rien ne retardera son mouvement sur Berlin, quand Gourgaud arrive de Dresde avec les appels les plus pressants de Gouvion-Saint-Cyr, annonçant une nouvelle offensive de l'armée de Bohême.

Il faut donc se résigner à ramener les troupes sur Peterswalde. Mais la grande armée ennemie est déjà rentrée en Bohême.

10 septembre. — Nouveau malheur. Ney, dans sa marche sur Baruth, s'est fait battre à Dennewitz par Bernadotte et Tauenzien. Napoléon lui donne ordre de ramener ses corps sous Torgau [2] où il le rejoindra après avoir bien établi ses troupes sur les débouchés de la Bohême [3]. Il envoie Marmont à mi-chemin de Torgau.

14 septembre. — Mais, pendant ce temps, Macdonald est ramené sur Bautzen.

17 septembre. — Le 17, Napoléon fait encore attaquer l'ennemi sur Peterswalde et le rejette sur Kulm.

18 septembre. — Le 18, il descend sur Kulm, mais, trouvant l'ennemi en bonne position, ne juge pas à propos de l'attaquer, alors que Macdonald lui annonce qu'il va lui-même être attaqué par Blücher. Il renvoie des forces de ce côté, prescrit à Macdonald de se reporter en avant ; Blücher se retire.

---

[1] *Correspondance*, n. 20509.
[2] *Ibid.*, n. 20537.
[3] *Ibid.*, n. 20552.

2e acte. — Manœuvres sur la position centrale de Leipzig.

Mais tant de marches et de contremarches ont épuisé nos troupes en pure perte. Napoléon se décide à transporter sa position centrale de la rive droite à la rive gauche de l'Elbe et au nord de Dresde. Dresde est trop près de la Bohême, où la grande armée, après une offensive manquée, trouve trop facilement refuge.

Il espère engager les Alliés à une offensive déterminée, et mieux protéger la Saxe, où arrivent maintenant les coureurs ennemis.

> « Dans cette position, je battrai l'ennemi de l'œil, et s'il s'enfourne dans quelque opération offensive, je tomberai sur lui de manière qu'il ne puisse pas éviter une bataille ».

Il envoie Lefebvre-Desnoëttes avec 7,000 ou 8,000 cavaliers en Saxe, établit Ney entre Torgau et Wittenberg, ramène Marmont à Leipzig, où l'on annonce l'armée de Bohême venant de Kommotau.

> « Il serait fort heureux, écrit Napoléon à Victor[1], qu'une armée de 100,000 hommes s'enfournât de Marienberg, soit sur Dresde, soit sur Leipzig, et que nous pussions enfin les joindre et les battre ».

Et à Ney :

> « La grande armée de Bohême paraît vouloir faire un mouvement sur Marienberg : je la guette, et, si elle s'avance, il y aura de secondes affaires de Dresde[2] ».

Le 2, encore à Victor :

> « Je regarderais comme une nouvelle bien heureuse la certitude que l'armée ennemie s'enfournât avec 80,000 hommes sur Leipzig ;

---

[1] *Correspondance*, n. 20672.
[2] *Ibid.*, n. 20674.

la guerre serait alors bientôt finie; mais je pense qu'il connaît trop ma manière de faire pour s'exposer à pareille aventure[1] ».

4 octobre. — Le 4 octobre, Napoléon est instruit que toute l'armée, commandée par Blücher, a filé du côté de Wittenberg.

1 — MANŒUVRE CONTRE LES ARMÉES DE BLÜCHER ET DE BERNADOTTE.

4 octobre. — Le 4 octobre au soir, Napoléon apprend que l'ennemi a passé l'Elbe à Wartenburg, Dessau et Acken. Il donne immédiatement l'ordre à Marmont et au 1[er] corps de cavalerie (Sébastiani), qui sont à Düben, de rejoindre Ney, lui faisant connaître « qu'il est nécessaire, aussitôt qu'ils seront réunis, qu'ils manœuvrent rapidement pour rejeter l'ennemi au delà de la rivière ».

6 octobre. — Tout d'abord, il a cru qu'il n'y a là que l'armée de Bernadotte; mais, le 6 octobre, à 3 heures du matin, il sait qu'elle a été rejointe par l'armée de Silésie[2]. Aussitôt, il se propose de mettre en scène une manœuvre sur les derrières de ces deux armées.

Aux forces de Ney, c'est-à-dire aux corps d'Oudinot, Bertrand, Reynier, il va ajouter les 80,000 hommes fournis par l'armée de Macdonald, le corps de Marmont et la Garde, tandis que Murat contiendra, avec le reste de nos forces, l'armée de Bohême, et l'empêchera d'arriver à Leipzig.

> « Je me propose de me porter sur Torgau, et de là, marcher sur la rive droite, — écrit-il à Marmont, — afin de couper l'ennemi et de lui enlever tous ses ponts sans être obligé de lutter contre ses têtes de pont. En marchant par la rive gauche, il y a l'inconvénient que l'ennemi peut repasser la rivière et éviter la bataille; mais, dans cette 2[e] hypothèse, on pourrait déboucher par Wittenberg. »

Toutefois il ne peut entamer cette manœuvre que si l'armée de

[1] *Correspondance*, n. 20683.
[2] *Ibid.*, n. 20703.

Bohême ne pousse pas trop vite sur Leipzig. Aussi se portera-t-il d'abord seulement à Wurzen.

« Par le résultat de ce mouvement, je serai maître de faire ce que je voudrai : de Wurzen, je puis me porter sur Torgau et sur l'ennemi débouchant de Wittenberg, ou bien ployer toute mon armée sur Leipzig et avoir une bataille générale, ou bien repasser la Saale. [1] »

Cette opération contre les armées du Nord ne doit être qu'un épisode destiné à donner à la grande armée de Bohême le temps et la tentation de s'avancer sur Leipzig. Napoléon compte, après s'être débarrassé de Bernadotte et de Blücher, revenir sur Schwarzenberg par la rive droite de l'Elbe, pour le prendre par derrière et le couper de la Bohême.

« J'ai l'espérance, écrit-il à Gouvion Saint-Cyr, d'attirer l'ennemi à une bataille... Mon intention est de conserver Dresde, d'autant plus que j'opérerai par Torgau et que mes communications seront assurées par l'une et l'autre rive. »

Mais, le 8 au soir, apprenant que l'armée de Silésie a pris position à Düben, il se décide à marcher droit sur elle avec toutes ses forces entre la Mülde et l'Elbe, comptant bien la couper de ses ponts de Dessau et de Wartenburg, en passant à Wittenberg, sur la rive droite de l'Elbe [2].

9 octobre. — Le 9, les forces françaises se mettaient en mouvement vers Düben, dans l'ordre suivant : Ney en tête, longeant la Mülde (rive droite), avec la cavalerie Sébastiani, la division Dombrowski et le 3e corps (Souham) ; à sa gauche, au delà de la Mülde, le 7e corps (Reynier); à sa droite, marchant presque à égale distance de la Mülde et de l'Elbe, le 4e corps (Bertrand).

Napoléon suivait dans le même ordre, ayant la cavalerie de la Garde et de Latour-Maubourg en tête. A sa gauche, Marmont (6e corps), venu de Leipzig, toute la Garde, formant le centre

---

[1] Note 20711, *Correspondance* du 7 octobre.
[2] Lettre à Murat du 9 au matin.

sur la Mülde même, Macdonald (11e corps) formant la droite entre la Mülde et l'Elbe. En arrière, le quartier général avec tous les parcs.

Ney, avec son avant-garde qui était à mi-chemin de Wurzen et d'Eilenburg, part à 6 heures du matin. Il culbute les détachements ennemis qu'il rencontre en avant de Düben. Mais Blücher, prévenu de la marche de nos forces, réussit à échapper à notre étreinte, en descendant la Mülde et en passant sur la rive gauche de la rivière, laissant entre nos mains 300 voitures, beaucoup de prisonniers et des dépêches de haute importance.

Cette fois, la menace des communications a été vaine; Blücher s'arrangera pour vivre sur le pays.

La marche de Ney avait été très lente; il avait mis neuf heures à faire 30 kilomètres, soit 3 kilomètres à l'heure. Mais le temps était très mauvais, les troupes étaient fatiguées.

10 octobre — Le 10, Napoléon fait battre tout autour de Düben pour savoir ce que l'ennemi est devenu. A Saint-Cyr, qui se lamente, il fait écrire :

« Mandez-lui que ma tête sera aujourd'hui à Wittenberg, qu'il est possible que demain ou après-demain il y ait bataille; que cet événement passé, je retournerai sur lui; qu'à tout événement je compte qu'il gardera Dresde, que s'il y a bataille et que je batte l'ennemi ici, les Autrichiens rentreront dans leurs frontières, et je me rapprocherai de Torgau par la rive droite pour me mettre en communication avec lui, et aller ensuite faire une visite à Berlin, mais après l'avoir dégagé.

« Si, au contraire, il n'y a pas de bataille, il est très possible que je manœuvre sur la rive droite de l'Elbe, parce que tous les projets de l'ennemi ayant été fondés sur des mouvements sur la rive gauche, je veux aussi tomber sur leur ligne d'opération et que la suite des événements d'aujourd'hui et de demain peut être incalculable. »

Le même jour, à 3 heures après midi, il écrit à Murat :

« Mon intention est, si le roi de Naples est obligé d'évacuer Leipzig, de repasser l'Elbe avec toute mon armée, en jetant l'armée de Silésie et de Berlin sur la rive droite, et en prenant tout le temps de la détruire; ou, si elle préfère abandonner ses ponts, de

la laisser sur la rive gauche, et de prendre ma ligne d'opérations sur la rive droite, depuis Dresde jusqu'à Magdebourg.

« Écrivez en chiffre au roi de Naples et au général Lauriston qu'à tout événement, s'ils évacuent Leipzig, leur retraite doit être sur Torgau et Wittenberg. »

« J'ai fait débloquer Wittenberg, — écrit-il à Arrighi pour qu'il le fasse connaître à Murat, — et l'armée de Silésie est en pleine retraite sur Dessau et sur ses ponts que je lui enlèverai demain, ou je l'obligerai à une bataille. Je suppose que le roi de Naples réuni à vous et au duc de Castiglione (Augereau arrivé à Leipzig avec son corps d'armée) pourra garder Leipzig. S'il en était autrement, mon intention est que la retraite se fasse sur la Mülde par les ponts d'Eilenburg et de Düben, et, si cela était nécessaire, par Wittenberg et Torgau, mon projet étant, pour déconcerter entièrement l'ennemi (dans le cas où je n'aurais pas le temps de battre l'armée de Berlin avant que l'ennemi fût arrivé à Leipzig), de céder toute la rive gauche, pour avoir ainsi le temps de détruire cette armée, ayant des magasins et des débouchés à Dresde, Torgau, Wittenberg et Magdebourg. »

Et à Reynier :

« Tout porte à penser que l'armée de Berlin a fait des manœuvres sur la Saale, concertées avec le mouvement parti de Zwickau (de la Bohême). Comme moyen de tout déranger, j'irai sur l'Elbe, où j'ai l'avantage, puisque j'ai Hambourg, Magdebourg, Wittenberg, Torgau et Dresde. »

11 octobre. — Le 11, dans la nuit, les renseignements montrent l'armée ennemie centralisée à Dessau. Napoléon compte qu'en passant sur la rive droite à Wittenberg, il la rappellera immédiatement sur cette rive, où est sa ligne de communication, et qu'il pourra ainsi la surprendre en flagrant délit.

« Réitérez-lui l'ordre de passer aujourd'hui à 6 heures du matin et de passer de bonne heure sur la rive droite ; que toute l'armée ennemie paraît centralisée à Dessau ; que mon intention est de marcher par la rive droite sur les ponts de Roslau ; que l'ennemi a une quantité immense de bagages. »

Mais bientôt, il apprend, par son service de renseignements, que l'ennemi aurait l'intention de rester sur la rive gauche, en

levant ses ponts[1]; contre Blücher, la manœuvre sur les derriè
a perdu toute efficacité.

12 octobre. — Le 12, à 3 heures du matin, il écrit au ma
chal Ney[2] :

> « Tous les renseignements que je puis avoir disent que d
> la journée du 10, le général Blücher s'est dirigé sur Halle : que
> quartier général de l'armée ennemie était près de Radegast et q
> y avait beaucoup de bagages à Cœthen. »

D'autre part, il apprend que Murat a eu un engagement vi
lent avec Wittgenstein. Ainsi, d'une part, les armées du Nord
de Silésie paraissent décidées à rejoindre l'armée de Bohê
dans les plaines de Leipzig ; la manœuvre sur leurs derrières s
rait un coup d'épée dans l'eau. D'autre part, Murat pourra
dans l'intervalle, être accablé sous le nombre.

Il est donc tout indiqué de ramener l'armée sur Leipzig. Re
nier, appuyé, au besoin, par Macdonald, suffira à détruire l
ponts de Roslau et d'Acken, Bertrand ceux de Wartenburg ; to
rejoindront ensuite. Napoléon renvoie immédiatement Marmo
en arrière, face à Halle, pour assurer sa liaison avec Leipzi
A 9 h. 1/2 du matin, les renseignements reçus de Murat décide
Napoléon à revenir immédiatement sur Leipzig.

MANŒUVRE CONTRE L'ARMÉE DE BOHÊME ET BATAILLE DE LEIPZIG.

15 octobre. — Le 15 octobre, l'Empereur arrive à Leipz
avec la Garde et le 11e corps.

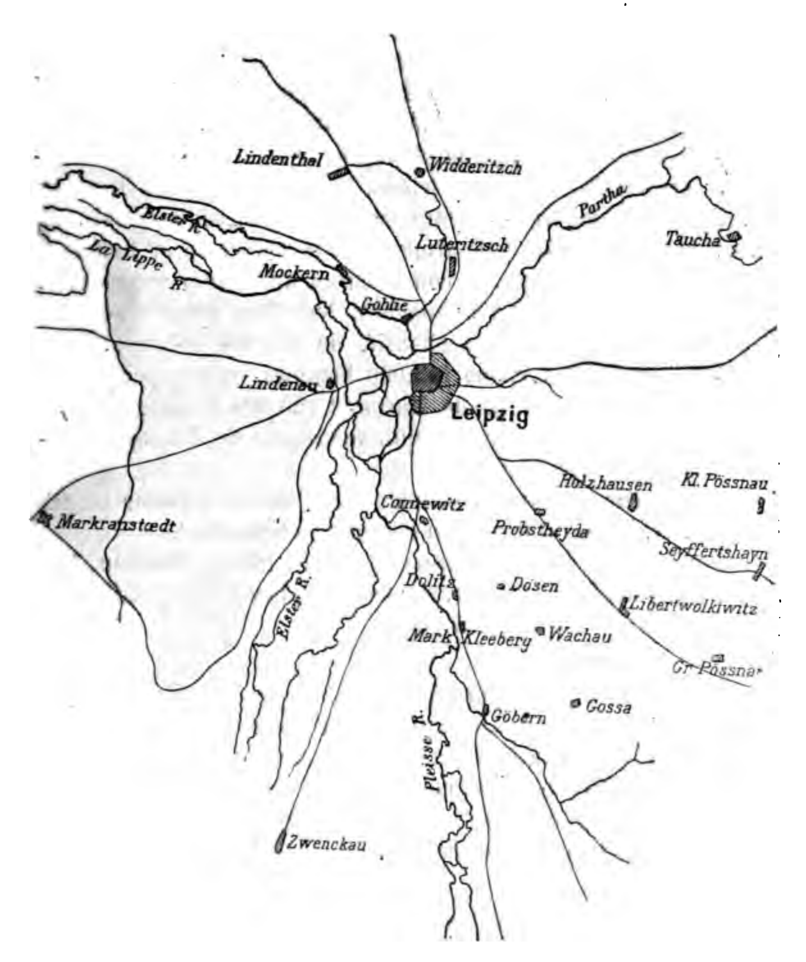
Murat est toujours à Wachau, où les Autrichiens l'attaque
depuis deux jours, heureusement avec mollesse, Schwarzenbe
ne voulant pas avoir d'affaire sérieuse avant la réunion des a
mées.

Le plan de Napoléon est, en prenant Torgau comme centr
d'opérations, de porter le gros de ses forces contre Schwarzen-
berg, et de se borner à faire contenir Blücher. Il tournera l'aile

---

[1] *Correspondance*, n. 20761.
[2] *Ibid.*, n. 20763.

droite de l'armée de Bohême de manière à lui couper sa ligne de retraite et à la rejeter sur Blücher, pour les pousser ensuite ensemble sur Magdebourg. Le maréchal Saint-Cyr est maintenu



à Dresde, de façon à pouvoir manœuvrer rapidement sur le flanc de Schwarzenberg, s'il fuit en Bohême.

Le 15, Napoléon arrête la répartition de ses corps pour agir selon le plan qu'il s'est tracé. Il divise tout d'abord le terrain autour de Leipzig en deux parts bien nettes. L'une sera le champ

secondaire ou défensif, où, avec le moins de monde possible, il s'opposera aux tentatives de l'ennemi. L'autre sera le champ principal ou offensif, où il va accumuler le plus de forces pour remporter la victoire.

La Pleisse, l'Elster et la Partha découpent le terrain autour de Leipzig en quatre secteurs entre lesquels les communications sont difficiles, tandis que de Leipzig, au nœud de l'éventail, on peut agir à sa volonté dans l'un ou l'autre secteur.

Napoléon choisit comme champ offensif le secteur du sud-est, entre la Partha et la Pleisse. Basé lui-même sur Torgau, il s'efforcera de frapper, dans ce secteur, un coup décisif, en tournant la droite de cette armée pour la couper de la Bohême.

Les trois autres secteurs constitueront un champ secondaire.

Sur un total de 172,000 hommes, Napoléon compte pouvoir disposer, sur son champ offensif, de 113,000 hommes, dont 22,000 cavaliers, et même 143,000 hommes, en y appelant, s'il en est besoin, les corps de Marmont (20,000 hommes) et de Bertrand (10,000 hommes), qui, tenus près de Leipzig, serviront de réserve générale.

En fait, sur ce champ principal, Napoléon eut à lutter contre 135,000 coalisés, et il disposa de 120,000 hommes [1].

Sur le front de Mark-Kleeberg (sur la Pleiss), Wachau, Liebertwolkwitz, Seyffertshayn, sur lequel se tiendra la bataille, on ne compte guère que 9 kilomètres.

Le front du champ défensif, si on le compte de Connewitz (sur la Pleisse) à Lindenau, Lindenthal, Breitenfeld, Mockau, Taucha, qui fut le front de combat, compte environ 20 kilomètres. 52,000 hommes y luttèrent contre 80,000 coalisés.

Napoléon avait donc pu réaliser une accumulation énorme de forces sur un très petit espace.

Champ principal. Wachau. — Dans le champ principal, contre l'armée de Bohême, le plan de bataille est du type ordinaire : une attaque de front livrée de la droite à la gauche par les corps de

---

[1] D'après Clausewitz, les Alliés comptaient à Leipzig 290,000 hommes y compris Bernadotte, dont 220,000 hommes le premier jour.

'oniatowski, Victor, Lauriston, en tout : 33,000 hommes d'infan-erie et 4,700 cavaliers, soit le tiers des forces. Une attaque lébordante, formée par le corps de Macdonald, le 1er corps de avalerie (Sébastiani) et deux divisions du corps de cavalerie le Pajol ; en tout : 20,000 fantassins et 7,000 cavaliers.

Comme masse de rupture, Napoléon a la Garde : 40,000 hom-nes de toutes armes. Comme réserve spéciale, les 8,000 hommes l'Augereau ; comme réserve générale, les trois divisions de Mar-nont, qui, d'ailleurs par la faute de Ney, ne viendront pas sur le champ de bataille,.

Voici le *Bulletin*, écrit par Napoléon le soir même de la ba-taille :

Combat d'immobilisation et d'usure.—« Le 16, à 9 heures du matin, la grande armée alliée débouche sur nous. Elle opérait constamment pour s'étendre sur la droite. On vit d'abord trois grosses colonnes se porter, l'une, le long de la rivière de l'Elster, contre le village de Dœlitz ; la seconde contre le village de Wachau, et la troisième contre celui de Liebertwolkwitz. Ces trois colonnes étaient précédées de 200 pièces de canon. L'Empereur fit aussitôt ses dispositions. A 10 heures, la canonnade était des plus fortes, et, à 11 heures, les deux armées étaient engagées aux villages de Dœlitz, Wachau et Liebertwolkwitz. Ces villages furent attaqués six à sept fois ; l'en-nemi fut constamment repoussé et couvrit les avenues de ses ca-davres. Le comte Lauriston, avec le 5e corps, défendait le village de gauche, Liebertwolkwitz ; le prince Poniatowski, avec ses braves Polonais, défendait le village de droite, Dœlitz, et le duc de Bellune défendait Wachau.

A midi, la sixième attaque de l'ennemi avait été repoussée ; nous étions maîtres des trois villages et nous avions fait 2,000 prison-niers. »

Attaque débordante. — « A peu près au même moment, le duc de Tarente débouchait par Holzhausen, se portant sur une redoute de l'ennemi (le Kolmberg), que le général Charpentier enleva au pas de charge, en s'emparant de l'artillerie et faisant quelques prison-niers.

Attaque décisive. — Le moment parut décisif [1]. L'Empereur

[1] En effet, l'attaque du Kolmberg avait dû faire étendre à l'ennemi son droite de ce côté et lui faire diriger là ses réserves. Par suite, la masse rupture ne devait plus rencontrer une forte résistance entre Wachau et ebertwolkwitz.

ordonna au duc de Reggio (Oudinot) de se porter sur Wachau avec deux divisions de la Jeune garde. Il ordonna également au duc de Trévise de se porter sur Liebertwolkwitz avec deux autres divisions de la Jeune garde et de s'emparer d'un grand bois qui est à la gauche du village. En même temps, il fit avancer sur le centre une batterie de 150 pièces de canon que dirigea le général Drouot.

L'ensemble de ces dispositions eut le succès qu'on en attendait. L'artillerie ennemie s'éloigna. L'ennemi se retira et le champ de bataille nous resta en entier. Il était 3 heures après-midi. Toutes les troupes de l'ennemi avaient été engagées. Il eut recours à sa réserve. Le comte de Merwelt, qui commandait en chef la réserve autrichienne, releva avec six divisions toutes les troupes sur toutes les attaques, et la garde impériale russe, qui formait la réserve de l'armée russe, les releva au centre... »

C'était une nouvelle bataille à gagner. Napoléon y réussit en engageant toute la Garde, et grâce aux charges héroïques de Murat.

Mais Marmont, sur lequel il avait compté, s'était laissé retenir au Nord. Si la bataille était gagnée, elle était loin d'être décisive.

Champ défensif. — Voici ce qui s'était passé dans le champ défensif : Marmont occupait depuis plusieurs jours déjà la position de Breitenfeld, au nord de Leipzig. Il devait se porter, dans la matinée, en réserve, au sud-est de la ville. Il se mettait en marche à 10 heures seulement, quand il est brusquement attaqué par les têtes de colonne de l'armée de Silésie.

Bien que son rôle ne fût pas là, il livre, toute la journée, un furieux combat autour de Möckern, qu'il doit finalement évacuer.

Ce combat inopportun, privant Napoléon de 20,000 hommes sur lesquels il comptait pour l'instant décisif, l'empêcha de remporter à Wachau la victoire qu'il espérait.

Ney, qui commandait le champ défensif, envoya à Napoléon, sur des ordres formels, mais trop tard, les faibles divisions du 3e corps (Souham).

Pendant ce temps, le corps de Giulay attaquait Lindenau ; heureusement, le 4e corps arriva à temps pour occuper ce faubourg.

17 octobre. — Le 17 octobre, l'Empereur, bien que prévoyant déjà la nécessité d'une retraite, ne peut s'y résoudre. Il resserre toutes ses troupes autour de Leipzig.

Pendant cette journée, Benningsen et Bernadotte achèvent leur jonction. Les Alliés auront 300,000 hommes pour la bataille du lendemain.

18 octobre. — Le 18, Napoléon a placé le plus gros de son armée circulairement au sud-est de Leipzig, entre la Pleisse et la Partha, à moins de 3 kilomètres de la ville. A gauche : Ney, avec le 3e et le 7e corps, qui vient d'arriver; au centre : les 2e, 11e et 9e corps. A droite : Murat, avec le 8e corps. Au nord de la ville : Marmont; à l'ouest : Bertrand à Lindenau.

L'armée de Bohême, renforcée de Benningsen, attaque entre la Pleisse et Holzhausen. Giulay est toujours sur Lindenau. Blücher arrive par le nord; enfin Bernadotte, ayant franchi la Partha à Taucha, s'avance contre Ney.

L'action commence à 10 heures du matin, mais si décousue de la part des Alliés qu'ils n'obtiennent aucun succès jusqu'au moment où les Saxons, passant à l'ennemi, obligent notre gauche à se retirer dans les faubourgs. Marmont, vivement pressé, a dû aussi reculer jusqu'en ville. Le combat se prolonge jusqu'à la nuit par une violente canonnade.

Napoléon, malgré la bonne contenance des troupes, ordonne la retraite pour la nuit. Mais, par suite d'un malentendu entre le chef du génie et l'état-major, l'unique pont de Lindenau s'offrait seul pour le passage de l'armée.

19 octobre. — Le 19, le passage continue dans un affreux désordre, pendant que quelques troupes, en particulier les 5e et 8e corps, résistent dans les faubourgs. La rupture prématurée du pont achève le désastre en isolant plus de 20,000 hommes sur la rive droite.

La retraite. — Les débris de l'armée se retirent, par Lützen et Weissenfels, derrière la Saale; le 4e corps, encore en ordre, forme l'arrière-garde. Saint-Cyr reste enfermé dans Dresde.

23 octobre. — Le 23, l'armée est à Erfurth; mais, sous la poursuite des Alliés, il faut continuer la retraite. Pendant que Bernadotte va sur la Westphalie, Blücher cherche à nous devancer sur le Rhin; l'armée de Bohême nous suit, heureusement sans nous presser. Enfin l'armée austro-bavaroise (50,000 hom-

mes), qui vient de l'Inn, accourt pour se placer en travers de notre ligne de retraite.

29 octobre. — *Combat de Hanau.* — Le 29, l'avant-garde, débouchant des bois à l'est de Hanau, se trouve face à face avec cette armée rangée en bataille le long de la ville. Mais, sous la protection de son artillerie, la Garde se jette sur la gauche de Wrède, l'enfonce, et ce succès entraîne la retraite des Bavarois.

2 novembre. — Enfin, le 2 novembre, le Rhin est atteint à Mayence.

L'armée comptait environ 70,000 combattants, avec 40,000 débandés; elle repasse le fleuve sans être inquiétée.

Le maréchal Saint-Cyr, laissé à Dresde avec le 1er et le 14e corps (à peu près 33,000 hommes), capitule le 11 novembre, sous condition que lui et ses 33,000 hommes rentreront en France; mais cette convention est violée.

Faut-il voir dans cette campagne un concours extraordinaire de malheurs?

N'est-il pas plus logique de rechercher si les fautes commises ne relèvent pas d'une cause unique et dominante ?

Cette cause, on n'en saurait douter, c'est le découragement, la fatigue physique et morale des lieutenants de l'Empereur.

> « En général, ce qu'il y a de fâcheux dans la position des choses, — écrivait, le 22 août, Napoléon à Maret, — c'est le peu de confiance qu'ont les généraux en eux-mêmes. Les forces de l'ennemi leur paraissent considérables partout où je ne suis pas. »
>
> « Les hauts généraux n'en voulaient plus, — dira-t-il plus tard, à Sainte-Hélène, — le feu s'éteignait; ils eussent voulu être des maréchaux de Louis XV. »

Tous se demandent comment tout cela finira, où conduira le besoin d'universelle domination de cet homme, son orgueil qui ne veut rien céder? Tous entrevoient la culbute finale dans le fossé où s'engloutiront leur fortune, leur situation acquise au prix de tant de blessures, au prix de tant de dangers!

Et tandis que tout se détraque dans l'armée de Napoléon, voilà que peu à peu un sentiment national s'élève dans cette Alle-

;ant lui si divisée. Pendant dix ans, il l'a foulée comme nse champ de bataille; il a traîné à sa suite en Russie, ,ne : Bavarois, Saxons, Prussiens, Hessois... La haine, ıs cachée, a éclaté sur le champ de bataille de Leipzig. énie militaire, auquel il fallait l'atmosphère des ba- ıvait emporté bien au delà de la légitime défense de la des conquêtes de la Révolution française.

CAMON,
Chef d'escadron d'artillerie, breveté d'état-major.



ÉTUDE

SUR LE

SERVICE EN CAMPAGNE

ET LA DEUXIÈME PARTIE

DES

RÈGLEMENTS DE MANŒUVRES

DE L'INFANTERIE

Un feu suffisamment puissant, pensent donc les Allemands, dans la plupart des cas, aura supprimé le choc des masses d'assaut, qu'ils n'en chercheront pas moins à amener intactes, à pied d'œuvre, pour la prise de possession du point voulu.

Déjà, par la relation des manœuvres impériales de 1899 nous connaissions à ce sujet, la tendance allemande à hâter l'événement et, dans ce but « *à obtenir du feu un effet plus considérable que jamais*[2] ».

« Faisant peu de cas du tir à grande distance et cherchant un feu ajusté, le règlement allemand enseigne que le feu ne peut avoir une influence décisive qu'à des distances où l'on peut atteindre l'adversaire à coup sûr, et l'on y trouve cette phrase textuelle : « en avant jusqu'à 800 pas, même dans les conditions « les plus défavorables[3]. »

---

[1] Voir les livraisons de 1902.

[2] *Procédés de combat des différentes armes dans l'attaque décisive.* (*Journal des Sciences militaires*, novembre 1900.)

[3] *La Tactique allemande d'après les grandes manœuvres.* (*Journal des Sciences militaires*, décembre 1899.)

Le général Bronsart de Schellendorff commente ainsi ce texte réglementaire : « L'infanterie doit progresser sans arrêt jusqu'à la distance rapprochée où la grande tension des gerbes et l'étendue considérable des groupements produiront sûrement des effets puissants, c'est-à-dire jusqu'à 600 mètres environ[1] », et le règlement italien sur l'instruction du tir, du 24 mars 1898, pense de même que « l'adversaire ne sera ébranlé que par un feu supérieur, écrasant, fourni à courte distance[2]. »

Tel est bien aussi, semble-t-il, d'une façon toutefois moins précise, beaucoup plus générale, l'avis de nos propres règlements. Le titre III, n° 189, nous engage, en effet « dans l'offensive, à ne commencer le feu que le plus tard possible », sous prétexte « qu'un tir prématuré ralentit le mouvement en avant et contribue sans résultats sérieux à l'épuisement des munitions[3] », et le titre IV, n° 111, ajoute que le feu ne doit être ouvert que « *dès que l'on ne peut plus avancer sans tirer, mais qu'alors il doit l'être sur toute la ligne, autant que possible par salve et par section* », ce qui, d'ailleurs, ne doit pas empêcher le chef de bataillon de « *mener le combat avec vigueur, la marche de position en position alternant avec le feu*[4-5-6]. »

La sagesse et le bon sens pratique ne sont-ils pas plutôt cette fois, avec notre règlement français qui pense avec raison, suivant l'avis de Napoléon, « qu'à la guerre il n'y a rien d'absolu? »

Or, nous avons vu tout à l'heure les Allemands eux-mêmes, par leurs plumes les plus autorisées, reconnaître, avec notre général Maillard, les généraux russes et tant d'autres, que les 2,500 mètres de la traversée des champs de bataille d'aujourd'hui demandaient, non de l'emportement irréfléchi, mais du temps, du savoir-faire, des jours et même des nuits. *Ce n'est pas tout de suite que les essaims se trouveront à* 600 *mètres de*

---

[1] *Symptômes d'Evolution tactique au début du XXe siècle.* (*Journal des Sciences militaires*, septembre 1900.)
[2] *Ibid.*
[3] Règlement du 29 juillet 1884, 15 avril 1894, Titre III, 2e partie, chap. II, art. 2, n. 189, et Règlement sur l'instruction du tir, 22 mai 1895, chap. VIII, art. 1er, n. 117.
[4] Titre IV, 2e partie, art. 1, n. 111.
[5] Règlement sur le service des armées en campagne (28 mai 1895).
[6] Règlement sur l'instruction du tir (22 mai 1895), chap. VIII, art. 1er, n. 119.

l'adversaire pour l'écraser de feux ajustés. Des journées se passeraient donc sans brûler une cartouche? A quoi bon alors donner aux infanteries modernes des fusils à portée de 2,000 et 2,500 mètres? et combien n'est-il donc pas plus sage de dire:

« Dans la marche d'approche, dans les cheminements de couverts en couverts, dans la lutte progressive de point d'appui en point d'appui, *chaque chef fera usage du feu et quand et comme il le trouvera bon* « pendant ces journées entières où », comme le prévoit le général Maillard, « les troupes de préparation combattront toute la journée par le feu[1] ».

C'est dans cet ordre d'idées, sur cette question tant controversée de l'ouverture du feu, de loin ou de près, opposée à celle du mouvement offensif vigoureusement poursuivi, nous le savons tous, que le général Philebert soutient, avec son énergie coutumière, une opinion tout à fait contraire à celle du « *plus tard possible* », et voici celles de ses paroles qui résument le plus éloquemment sa manière de voir et ses raisons. Nous les trouvons dans sa brochure de l'an dernier sur la *Question du tir :*

« On nous a dit, et nos règlements l'ont répété, qu'il fallait, sans tirer, traverser ces espaces plus ou moins grands, et venir se former à 400 ou 600 mètres de l'ennemi, pour y commencer un feu terrible et ensuite monter à l'assaut; que c'était là le moyen de réussir et que, si nous nous laissions aller à tirer avant d'arriver à ces 600 mètres, nous ne pourrions plus avancer et que, par conséquent, nous perdrions toute chance de succès; que, de plus, nous gaspillerions nos munitions. Qu'on me permette de dire toute ma pensée; il peut se faire que ce soit moi qui me trompe, mais il me semble que si nous agissions ainsi, la défense aurait tout avantage, puisque, depuis 1,500, 1,200, 1,000, 800, jusqu'à 600 mètres, elle nous fusillerait tout à son aise; que le sacrifice humain qu'elle nous imposerait serait si considérable, que nous n'arriverions jamais à ce point fatidique[2]. »

---

[1] Colonel MAILLARD, *Cours de Tactique d'infanterie professé à l'École supérieure de guerre.* — Consulter aussi, à l'appui de cette affirmation, *Quelques enseignements sur la Guerre Sud-Africaine* (*Revue des Deux-Mondes*, du 15 juin 1902, p. 748).

[2] Général PHILEBERT, *La Question du tir*, page 151.

Oui, mon Général, répondrions-nous à notre ancien et vénéré chef, c'est bien sûr ce qui arriverait à notre *ligne de combat* si elle persévérait à méconnaître ces principes de l'utilisation du terrain que nous venons d'envisager à nouveau sous toutes leurs formes, tant dans nos règlements que dans les pratiques des manœuvres de toutes les grandes infanteries actuelles, et que vous nous avez, vous-même, préconisés en toutes circonstances.

Mais si, renonçant enfin à leur ligne de combat uniforme, à leur *chaîne de porcelaine,* nos compagnies cessaient d'envisager la marche à l'attaque comme une marche en ligne déployée de 150 mètres ; si, comme les essaims allemands, autrichiens, italiens, russes, nos escouades et nos *demi-sections, nos futures unités de cheminement, dit-on*[1], entrent sur le champ de bataille et y progressent avec le savoir-faire et la volonté du *voir sans être vu,* du *tuer sans se faire trop tuer,* jusqu'à l'heure héroïque où l'on y va carrément et sans compter, alors on sera à deux de jeu, et il n'y aura plus de raison pour poser l'un ou l'autre de ces deux principes, également bons, également faux, suivant le terrain et les circonstances :

« Il faut tirer dès les plus lointaines portées de fusil », ou bien « il faut marcher jusqu'à 600 mètres sans tirer ».

La vérité est que : « Il faut tirer quand le feu peut nuire à l'ennemi... Il ne faut pas tirer quand le feu ne sert à rien qu'à éventer l'approche et à attirer la foudre. »

Et la vraie doctrine à enseigner à tous nos chefs de section, de demi-section, d'escouade même, c'est celle que nous rapportent les camarades qui ont la bonne fortune d'aller suivre les cours pratiques de l'École de Châlons.

C'est celle du :

« Dois-je tirer ?
Sur quoi ?
Avec quelle hausse ?
Et combien de balles ? »

Pour le feu comme pour tout le reste, « à la guerre, où tout est simple, où tout est d'exécution et de bon sens, disons-le avec

---

[1] Conférences faites à l'Ecole supérieure de guerre en janvier 1901.

Napoléon, une fois de plus : « Il faut n'accorder la préférence à aucun genre d'attaque et agir suivant les circonstances [1] ».

Nous y voici donc en plein, vous le voyez, dans la ***question du feu***, question brûlante, c'est le cas de le dire, question toujours pleine de mystère, d'inconnu et de doute, toutes les fois qu'on veut essayer de la mettre en théorèmes [2].

Pour *raser* et *coiffer* par le feu, depuis trente ans, que d'encre et de formules, que de contradictions et de querelles, que de massacres sur le papier, par la trigonométrie et l'algèbre! Chaos dont nous ne sortirons, je le crois bien, que par la méthode de Descartes, celle de la *table rase*, et, sur cette table, nous ferons bien de poser ces principes du lieutenant-colonel Vonderscheer (et, quoique certains le prétendent, les événements, certainement très instructifs, du Transvaal sont loin de leur donner un démenti).

Les voilà, ces principes posés par le commandant de notre École normale de tir :

« *L'instruction individuelle n'est pas tout :*

« *L'effet maximum du feu n'est obtenu que par une troupe instruite et disciplinée, sous un chef capable de diriger correctement son tir* [3] ».

Au Transvaal, il est possible que, contre les Anglais, inférieurs en tactique, inconscients en l'art « d'utiliser le terrain [4] »,

---

[1] *Journal des Sciences militaires* (septembre 1900).

[2] Lieutenant-colonel ALLASON, *La Poudre sans fumée, les Nouvelles Armes et la Tactique*. (Tout le chap. Ier.)

Méditer aussi, dans la *Revue militaire des Armées étrangères* (mars 1902) : *La question du canon sans recul en Allemagne*, ces sages considérations sur l'abus des *pour cent de champs de tir* et des *densités de répartition mathématique des projectiles* : « C'est dans le domaine psychologique qu'il faut placer le nœud des questions tactiques bien plus que dans de stériles discussions dogmatiques, l'étude de la balistique est une bonne chose en tant qu'elle peut nous éviter des pertes dans les campagnes futures ; faute d'expérience de la guerre on doit tenir compte de celle des champs de tir, *mais sans se laisser hypnotiser par des pour cent de polygones*. La guerre a toujours été un drame sanglant, et pas plus que Clausewitz nous ne voulons de généraux qui cherchent à vaincre sans pertes. » (Conférence à la Société militaire de Berlin, le 25 octobre 1899.)

[3] *Ecole normale de Tir*, conférence du 31 octobre 1899 du lieutenant-colonel VONDERSCHEER sur le *Tir collectif*, Connaissances pratiques, p. 2.

[4] Henri BARAUDE, *Le Transvaal : la Guerre, les Leçons de l'histoire*. (*Journal des Sciences militaires*, août 1900.)

l'effet maximum du feu ait pu être obtenu, non par des troupes instruites et disciplinées, car les commandos boers ne sont ni l'un ni l'autre, mais par des bandes d'individus groupés, *individuellement très adroits au tir par la force des choses de leur vie libre et nomade ;* mais nous ne sommes pas des Boers, pas plus qu'aucune armée d'Europe ne peut l'être et ne le sera jamais, quelque « nation armée » qu'elle puisse se prétendre.

Chez nous, comme chez tous nos voisins, peuples de civilisés, de hiérarchisés, de fonctionnarisés, l'adresse au tir individuel est un don rare ou un luxe, et, ainsi que le dit encore le lieutenant-colonel Vonderscheer [1] :

« Seule une troupe instruite et obéissante peut produire un tir utilisable pour un emploi intelligent; il est dirigeable, et les efforts deviennent redoutables quand il est dirigé avec compétence. Lorsque l'instruction a fait de la troupe un instrument souple et maniable, capable de comprendre les ordres et de les exécuter, elle est en état de développer toute sa puissance entre des mains qui sauraient en faire un emploi judicieux; IL RESTE A FAIRE L'ÉDUCATION DE CEUX QUI DOIVENT LA COMMANDER [2]. »

En résumé, la manœuvre, pour nous, puisque nos règlements d'instruction pour le combat sont dits « règlements de manœuvre », *en résumé, la manœuvre, pour nous, c'est l'ensemble des moyens pour marcher sur l'objectif indiqué.*

« L'exécution de cette marche, nous dit le général Philebert, exige une instruction, un savoir-faire, une expérience consommée de deux choses [3] :

« 1° La science du terrain;

« 2° La science du tir.

« La science du terrain, parce qu'elle donne le moyen d'en tirer parti pour protéger sa troupe contre le feu ennemi, et aussi de se placer de façon à nuire à l'ennemi.

---

[1] Conférence du lieutenant-colonel VONDERSCHEER.

[2] *Voir aussi :* Règlement sur l'instruction du tir du 22 mai 1895, ch. VIII, articles III et IV, et, dans la livraison du *Journal des Sciences militaires* d'avril 1902, capitaine J. B., *Les Manœuvres de l'Est en* 1901, Instruction tactique des officiers.

[3] Général PHILEBERT, *L'Infanterie perd son temps*, p. 49-50.

« La science du tir; le règlement sur l'instruction du tir dit, dans le rapport au Ministre : « *La supériorité appartient aux* « *troupes qui savent tirer le meilleur parti de leur arme dans les* « *circonstances du combat*[1] ».

« Nous le voyons, dès leur entrée sur le champ de bataille, c'est-à-dire dès qu'elles sentent les effets du feu de l'ennemi, soit à 3,000 mètres environ de sa position, la manœuvre, pour les troupes, consiste à progresser sous ce feu pour atteindre l'objectif et en chasser l'ennemi.

« Comment progresseront-elles ? Autrement dit, quels sont les moyens, les aides qu'elles peuvent employer pour cette progression ? Qu'on cherche tant qu'on voudra, il n'y en a que deux : l'habile emploi du terrain, l'emploi de l'arme. »

Eh bien ! nos règlements actuels nous donnent-ils les moyens d'acquérir ce double emploi, doublement habile, en fonction l'un de l'autre ?

Pour l'habile emploi du terrain ? Oui, largement, nous l'avons vu et revu, oui, nos règlements, sauf la néfaste restriction que nous savons et qu'il est bien aisé d'en faire disparaître (voilà le leitmotiv qui revient encore !), oui, nos règlements nous donnent bien le moyen de faire de notre troupe, instruite et obéissante, le souple et le maniable instrument que demande le colonel Vonderscheer.

Pour l'habile emploi de l'arme ? Ah ! sur cette question, que de choses à répondre !

Et d'abord, nos règlements nous donnent-ils bien les moyens, vraiment pratiques et efficaces, d'amener l'individu, le fantassin d'abord, puis la troupe d'infanterie, puis ses chefs, à l'habile emploi du fusil ?

Certes, les deuxièmes parties de nos règlements de manœuvre (titre III, n° 125, titre IV, n° 103), ainsi que le chapitre VIII du règlement du 22 mai 1895 sur l'instruction du tir et le chapitre XIV du décret sur le service en campagne (art. 130 et 134)[2], nous élèvent dans les meilleurs principes pour que l'inspiration

---

[1] Règlement sur l'instruction du tir du 22 mai 1895, Rapport au Ministre de la guerre (2e alinéa).

[2] Voir les trois règlements invoqués, *passim*.

des feux utiles nous viennent, suivant les circonstances et le terrain, « *quand la nécessité fait loi*[1] », comme dit Rustow.

Mais la troupe? Que dire de l'exécution pratique sur nos pauvres champs de tir, de notre soi-disant « Instruction du tireur pour le combat », de nos soi-disant « tirs de combat collectifs », qu'on ne craint pas d'appeler « feux de guerre? »[2]. Oui, il y a beaucoup à dire sur tout ceci; mais sur tout, ou presque tout, il faut le reconnaître avec la meilleure volonté du monde, nous ne pouvons faire mieux que nous ne faisons.

Il faudrait que l'autorité supérieure nous aidât de tout son pouvoir, et déjà c'est un gage d'espérance que nous allons entrer dans la voie droite de la saine et pratique instruction du tir, que cette note, n° 66, du 5 février 1901, par laquelle le commandant du 18e corps d'armée nous invite à considérer « *comme un de nos plus grands devoirs de ne pas compter un mauvais tireur sous nos ordres* ».

C'est pour nous, chefs de pelotons, commandants de compagnie, chefs de bataillon, l'assurance que les jours où nous irons au champ de tir, désormais, c'est avec tous nos combattants que nous marcherons et que le tiers au moins n'en sera plus détourné « par le funeste microbe de cette *employite* fatale » qui nous enlève constamment le meilleur de notre troupe, au profit de services accessoires ou d'intérêts, sans doute très graves, mais pourtant moins graves, personne ne peut le contester, que le souci de l'aptitude au combat des combattants eux-mêmes.

Comment donc, dans une nation où le service sous les drapeaux est un impôt obligatoire et personnel, comment tels infirmes, tels malingres, au lieu de bénéficier d'une exemption, d'une réforme, ne sont-ils pas gardés comme les valides, mais pour aller, à leur place, dérouiller et graisser des fusils, battre et camphrer des capotes, gratter du papier comme secrétaires, auxiliaires, toujours, et provisoires aussi, toujours, bien entendu,

---

[1] Il est, en ce moment même, question de refondre le règlement du 22 mai 1895; fixer une bonne méthode *pratique*, pour l'instruction des cadres, dans l'habile emploi du feu, serait, dit-on, la principale préoccupation actuelle de l'Ecole normale de Châlons.

[2] Règlement sur l'instruction du tir du 22 mai 1895, ch. VII, art. II, nos 92 à 100; art. IV, nos 104 à 114. (Texte nouveau du 19 mars 1896.)

au lieu d'y perdre, d'y dégrader, ne craignons pas de le dire, tant de braves garçons qui seraient de si bons soldats, s'ils restaient dans leur compagnie avec leur capitaine [1].

Puis, pour accroître l'adresse individuelle du tireur, au lieu de faire toujours tirer *à la cible* sur de vastes ronds ou d'immenses carrés de papier blanc, ne vaudrait-il pas bien mieux exercer tout de suite, habituer dès leur premier coup de fusil, nos soldats à tirer sur des mannequins, par exemple, c'est-à-dire sur des buts individuels, tels que ceux qu'il aura à la guerre, au bout de son guidon. Ce vœu, émis en 1873, par le prince Guillaume de Wurtemberg, pour la garde prussienne, a été exaucé, et l'infanterie allemande en bénéficie depuis longtemps[2].

Et puis, d'abord, sommes-nous seulement fixés, en France, sur la question de savoir quels sont, au combat, pour *écraser l'adversaire*, les feux efficaces ? *Des feux de salve*, que préconisaient ouvertement jusqu'ici tous nos règlements, en les considérant comme généralement préférables pour plusieurs bonnes raisons, d'ordre moral surtout[3], ou *des feux à volonté*, que des expériences de champs de tir semblent indiquer comme d'un rendement plus pratique sur le champ de bataille[4] ?

---

[1] Le Ministre de la guerre a récemment prescrit, dans ce but (Instruction du 31 janvier 1902, *B. M. O.*) « d'admettre dans les rangs, non seulement les hommes jouissant de l'intégralité des conditions d'aptitude physique exigées pour l'ensemble des armes et services, mais encore un certain nombre de jeunes gens atteints d'infirmités légères ou de défectuosités physiques qui semblent compatibles avec le service armé — et qui étaient versés jusqu'ici dans les services auxiliaires ou définitivement exemptés ».

Les voilà donc tout désignés, désormais, ces « indispensables » employés régimentaires, « et c'est ainsi que leur incorporation dans les corps de troupe aura pour effet d'entraîner une notable augmentation de l'effectif appelé chaque année sous les drapeaux ».

Sur la question des « employés » voir, dans la *France militaire* d'avril et mai 1902, la série d'articles du général LUZEUX sur *Les Embusqués*.

[2] Duc Guillaume DE WURTEMBERG, *Mode d'attaque de l'Infanterie prussienne en* 1870-1871, p. 34.

[3] Règlement sur l'instruction du tir du 22 mai 1895, chap. VIII, art. Ier, n° 119 et règlement de manœuvres, 2e partie, titre II, n°s 238-242-244; titre III, n°s 192-194 ; titre IV, n° 111.

[4] « FEUX DE SALVES, dit, à ce sujet, le général Philebert, est d'ailleurs un terme impropre, qui fait dévier la question.

« Ainsi beaucoup de ceux qui rejettent les feux de *salves* sont partisans des feux *par rafales*.

« Or la rafale est un feu qui est en partie *à volonté* en ce sens que chaque homme tire à sa commodité, à son aise ; mais il tient aussi au feu à *comman-*

N'effleurons même pas la discussion de ces deux opinions opposées ; elle nous entraînerait trop loin [1].

La conférence du lieutenant-colonel Vonderscheer, document semi-officiel, nous édifie d'ailleurs sur ces questions mieux que nous ne saurions l'essayer ; nous croyons devoir signaler toutefois à l'intérêt et aux réflexions de nos camarades, à ce propos, l'étude publiée dans le *Journal des Sciences militaires* d'août 1900, par M. Henri Baraude, sous ce titre : *Le Transvaal, les Leçons de l'histoire et de la guerre*. Cet observateur militaire, qui paraît fort érudit, impartial et bien documenté, fait le procès sévère, impitoyable, des feux de salve : « *On a dit qu'il permettait au chef de régler la dépense de munitions ; pourquoi n'arrive-t-on pas au même résultat avec le feu à volonté ? Toute la question réside dans le dressage du temps de paix. Nous n'obtenons pas ce résultat,* assure M. Henri Baraude, *parce que le tir n'est pas assez en honneur dans notre armée pour qu'on y consacre ce qu'il faut afin d'y devenir habile : du temps et de l'argent* [2]. »

Nous ne discutons pas, nous citons cette opinion ; à chacun de se faire la sienne suivant qu'il peut voir de ses yeux.

Mais, à titre de curiosité militaire, de joli document du temps passé, qui revient, quoi qu'en dise le bon gendarme de Nadaud, voilà, sur les feux de salve, l'avis du maréchal de Saxe (*Rêveries*, livre Ier, chapitre V, *Des armes et de la méthode de tirer*) : « *J'ai déjà dit que la manière de faire tirer par commandement*

---

dement en ce qu'il commence sur l'ordre du chef, finit sur son ordre, c'est-à-dire à la « volonté » du chef.

« *L'essentiel est que le soldat reste subordonné et absolument dans la main de son chef*, sinon on reverra ce qu'on a vu en 1870 : des lignes entières, dont des parties considérables ne voyaient rien et ne pouvaient rien atteindre, tiraient indéfiniment jusqu'à épuisement de cartouches, sans vouloir ni pouvoir entendre ni les commandements, ni le « cessez le feu » des clairons.

« Tout est préférable à ce désordre parce que la troupe qui n'entend plus rien, n'est plus gouvernable et ne peut plus qu'une chose : brûler toutes ses munitions sans savoir pourquoi c'est-à-dire sans profit.

« En face de ce fait, on est mal venu à nous opposer que les *pour cent* des salves sont moins forts que ceux du feu à volonté. »

[1] Le *Projet de règlement* sur l'exercice et les manœuvres de l'infanterie du 13 juillet 1901, a d'ailleurs tranché la question en faveur des *feux à volonté*.

[2] Henri Baraude, *Le Transvaal : ses Origines, la Guerre, les Leçons de l'histoire* (*Journal des Sciences militaires*, août 1900).

gênait le soldat et ôtait au feu tout son effet, je veux dire la justesse[1]. »

Le maréchal de Saxe, il est vrai, ses *Rêveries* en témoignent souvent[2], appréciait peu le feu; comme, plus tard, Bugeaud dont vous connaissez l'axiome *sur l'avarice du feu qui caractérise la bonne infanterie,* il pensait que, quels que soient les progrès des armes au combat, « *l'homme reste toujours l'homme, surtout lorsqu'il se rapproche de l'adversaire* ». Mais Bugeaud, s'il disait que « *le feu ne doit être fait que pour décider une action* », ajoutait aussi, qu' « *alors il doit être terrible* »[3].

Et Napoléon, qui partageait certainement cette manière de voir, « *que le premier des instruments de combat, c'est le soldat* », n'en a pas moins dit ; « *le fusil est la meilleure machine de guerre qui ait été inventée par les hommes* »[4].

Mais, comment donc nous instruire[5], comme notre règlement nous en fait un devoir, à nous, conducteurs d'hommes au combat, comment donc nous instruire sérieusement dans la connaissance pratique et dans l'emploi efficace de cette machine de guerre, tant que les deux seuls moyens, suffisants mais nécessaires, ne nous auront pas été assurés, savoir[6] :

1° Expériences pratiques, sur toutes les formations, *et en tous terrains, dans toutes les circonstances d'un champ de bataille* (il serait cruel d'insister sur l'insuffisance dérisoire de nos champs de tir à cet effet). Tant que nous n'aurons pas, en France, plus de deux polygones d'infanterie, alors que les Allemands en ont déjà seize, je crois, nous marquerons le pas. Or, c'est surtout dans les affaires de progrès militaire que qui n'avance pas, recule ;

2° Expériences théoriques, ou *arbitrage du feu,* dans nos exercices et dans nos manœuvres.

---

[1] *Rêveries,* livre I, chap. I[er], art. VI.

[2] Maréchal de Saxe, *Mes Rêveries,* livre I, chap. V.

[3] *Principes physiques et moraux du Combat de l'Infanterie* (aperçus sur quelques détails de l'art de la guerre).

[4] Général Grisot, *Maximes Napoléoniennes* (*Journal des Sciences militaires,* novembre 1900).

[5] Règlement sur l'instruction du tir du 22 mai 1895, chap. VIII, art. IV (dernier alinéa).

[6] Voir le renvoi n° 3, au bas de la page 4, au sujet du nouveau règlement en préparation.

Notre titre III, au n° 125 de la 2e partie prescrit bien au « *chef de bataillon de veiller* », dans les exercices où il oppose ses compagnies les unes aux autres, « *à ce qu'il soit tenu compte des effets probables du feu* ». L'État le munit même d'une lunette télémètre pour cela. Mais c'est absolument tout ce que nos règlements nous suggèrent dans cet ordre d'idées, et, si le même titre III (2e partie, chapitre II, article 2) nous donne bien des « Règles générales d'emploi des feux » quant aux distances, et si le règlement du 22 mai 1895 dans tout son chapitre VIII, si notre *Service en campagne* enfin, en ses articles 130 et 134, nous orientent très suffisamment, en somme, sur les vrais principes de l'action par le feu, rien ne donne au chef de bataillon [1], le seul chef de troupe dont il soit question à ce point de vue, et moins encore, par suite, à tous les autres chefs de la hiérarchie, ses supérieurs, d'indication même sommaire, quant aux *moyens pratiques de veiller à ce qu'il soit tenu compte des effets du feu*, ou, en un mot, d'*arbitrer le feu*, qu'on n'arbitre jamais chez nous, et, « *quand on ne tient pas compte du feu de l'ennemi, il en résulte nécessairement aussi que l'on ne tient pas compte du terrain* » [2], comme l'a si bien dit le maréchal de Waldersee.

Or, tant qu'aux manœuvres, petites et grandes, le feu de l'infanterie ne sera pas arbitré par le commandement supérieur lui-même, les exécutants ne tiendront nul compte de ses effets des feux dirigés sur eux, *et que, d'ailleurs, aucun d'eux ne peut connaître, dans l'ensemble d'une grande opération, sans qu'une convention d'arbitrage organisé ne l'en avise et n'en contrôle les données exactes et pratiques.*

Nous ne savons pas comment fonctionne pratiquement chez nos voisins le service d'arbitrage du feu officiellement inauguré dans l'armée allemande par son règlement du 1er janvier 1900 sur le service en campagne; si les principes en sont fort claire-

---

[1] L'Instruction ministérielle du 29 mars 1901 prescrivant l'envoi annuel de 45 chefs de bataillon aux expériences de l'École normale de tir, semble devoir assurer désormais ces moyens.

[2] Général de WALDERSEE, *Méthode d'enseignement du combat de tirailleurs pour l'infanterie prussienne*, p. 165.

ment et judicieusement définis, les méthodes d'exécution pratique n'en sont pas aussi nettement expliquées[1].

Chez nous, plusieurs généraux, déjà préoccupés de cette évidence qu'il est *nécessaire d'arbitrer le feu pour qu'on en tienne compte*, ont, depuis plusieurs années, essayé d'organiser un service d'arbitrage à leurs manœuvres, et, pour notre part, nous avons eu l'honneur de collaborer au fonctionnement d'un service d'arbitres de feu aux manœuvres de la 35e division en 1891[2].

Or, il y a peu de semaines, un ordre du général commandant le 18e corps d'armée prescrivait que tous les officiers disponibles d'une place devaient assister comme spectateurs aux manœuvres de garnison. Ne serait-ce pas une occasion excellente que d'utiliser dès lors, sans diminuer en rien l'effectif des cadres combattants, la présence de tous ces camarades et leur impartiale compétence pour leur confier l'expérience de tel ou tel procédé d'arbitrage qu'on voudra pour qu'il soit tenu compte des effets du feu ?

De tous ces procédés, il ne semble pas qu'il y en ait de meilleur que celui de l'École normale de tir, qu'elle appelle : « *Procédé des valeurs de relations* ».

Mais, l'essentiel, dans toute méthode d'arbitrage du feu, c'est que les arbitres soient, avant tout, des *personnages muets*, que jamais ils n'interviennent que comme « *informateurs* » ou « *reporters* » du directeur de l'arbitrage, notant sur leur carnet ce qu'ils ont été chargés par lui d'aller vérifier sur place : *heure, lieu, unité, nombre de fusils, circonstances, abris*, etc. L'esprit d'observation des officiers ainsi employés et leur compétence y seraient utilement exercés ; quant aux exécutants, bien vite ils y trouveraient instruction, réflexion, sanction et profit, et ainsi seulement ils s'accoutumeraient à tenir compte des effets du feu, car « *c'est surtout en tactique,* dit le major Grippenkerl, *que les fautes apprennent quelque chose* »[3].

Mais, s'il faut tenir compte, certes beaucoup plus compte que

---

[1] Règlement du 1er janvier 1900 sur le service en campagne dans l'armée allemande.

[2] Instruction pour les arbitres pendant les manœuvres d'automne de la 35e division en 1891 ; général PHILEBERT, *Dernier effort*, p. 225.

[3] *Thèmes tactiques gradués*, 3e édition, p. 14.

nous ne le faisons, des effets du feu, et, par suite, donner toute notre attention au dressage des tireurs, toute notre clairvoyance et toute notre décision dans l'exécution des règles de la science du tir appliquée au terrain, est-ce à dire, avec certains pontifes, et comme l'affirme certain anonyme du *Journal des Sciences militaires*, « qu'il n'y a plus qu'une chose qui compte aujourd'hui, c'est le feu ? [1] »

Non ! mille fois non ! pas plus qu'hier, pas plus que demain, non, le feu n'est pas tout !

Avec le maréchal de Saxe et Napoléon, et Bugeaud, et tant d'autres, notre *Service en campagne* nous l'affirme [2] : « *Le feu ne suffit pas*; le feu n'est qu'un moyen ». « *Le feu est le moyen principal des modernes* », a dit Napoléon [3], ce qui n'est pas tout à fait la même chose que : « *le feu est tout, le reste n'est rien* », affirmation que lui attribue une étude [4] récente, et qu'on rechercherait vainement dans le précieux recueil des *Maximes napoléoniennes* du général Grisot.

Ce qui est tout, nous le savons, et nous allons le redire ensemble, pour finir, sur une note plus chaude, cet interminable et monotone récitatif.

Vauvenargues l'a dit : « Les grandes pensées viennent du cœur ». Or, quelle plus grande pensée l'homme peut-il avoir que de donner généreusement sa vie pour le salut de la Patrie et l'honneur du Drapeau ?

C'est donc du cœur du combattant que doivent venir toutes les grandes pensées du champ de bataille, et c'est au cœur des combattants que doivent aller toutes les pensées de tous ces règlements, *qui ne sont que des grammaires, après tout, et non des maîtres*, et dans lesquels nous ne devrions rien pouvoir lire qui soit de nature à refroidir l'élan du cœur, à brider, à obséder

[1] *Les Procédés de combat des différentes armes dans l'attaque décisive* (*Journal des Sciences militaires*, novembre 1900).

[2] Règlement sur le service des armées en campagne, titre XIV, n°s 130 et 134.

[3] Général GRISOT, *Maximes Napoléoniennes* (*Journal des Sciences militaires*, novembre 1900).

[4] Capitaine DEVILLE, *La Tactique en Allemagne depuis 1870* (*Journal des Sciences militaires*, février 1902).

l'inspiration dans son calcul rapide qui n'est autre chose que le savoir-faire.

Nos règlements pour le combat (2e partie, du 15 avril 1894, titre XIV du *Service en campagne,* 28 mai 1895) répondent-ils à ce souhait? Oui certes, nous ne saurions trop le reconnaître et l'affirmer, sauf en ces quelques lignes, égarées dans le titre II et dans le titre III, en apparence insignifiantes dans l'ensemble, mais dont nous voyons, pourtant, la difformité acquise influencer et défigurer, malgré les meilleures volontés, toute notre méthode de combat basée, en principe, sur l'assouplissement et l'utilisation du terrain; lisons et relisons nos règlements d'action, et nous n'y trouvons (à l'exception de ces quelques articles qu'il faut mettre au pilori et au pilon), que les plus libres moyens, « *du jugement et de l'énergie*, ces *deux qualités constitutives de l'homme d'action qu'est tout chef militaire*, et *qui, d'autant plus qu'il les possède, lui fait d'autant mieux utiliser les règles de l'art* », disait, en 1850, le général Roguet[1].

Or, notre infanterie attend, on le sait, un règlement nouveau; son apparition avait été annoncée pour le mois de mars ; mais, d'après la presse militaire, cette apparition serait ajournée[2].

Est-elle bien nécessaire? Est-ce bien le cas d'invoquer en sa faveur cette épigraphe de Jomini : « Il faut toujours s'efforcer de trouver les moyens de neutraliser les effets d'un matériel perfectionné, et tendre à l'adoption d'une nouvelle tactique qui rende

---

[1] Général Roguet, *Insurrection et Guerre de barricades* (Dumaine 1850), avant-propos, p 6.

[2] Ce règlement nouveau a paru en juillet 1901, mais seulement sous forme de *Projet* pour être mis en essai dans les régiments des 11e et 18e corps.

Aucune discussion ne pourrait mieux rendre notre impression au sujet de ce *Projet de règlement* que les deux citations suivantes de la claire et concise étude anonyme publiée, en janvier 1902, par le *Journal des Sciences militaires* sous le titre : *Le Nouveau Règlement,* par M. C. X.

Rien ne traduit et ne résume mieux que ces deux extraits toute la pensée inspiratrice et directrice de la présente conférence de garnison, systématiquement limitée à l'étude des « Deuxièmes parties », les éternels principes d'ordre serré, de cohésion et de discipline qui font l'objet des « Premières parties », paraissant intangibles : « Le projet de règlement ne réagit pas assez contre la prépondérance exagérée que notre Infanterie accorde, en général, au tir, *au détriment de la manœuvre.* Notre confiance dans le fusil nous a été fatale presque autant que l'infériorité du nombre et du canon. L'esprit d'offensive, *qui n'a plus rien de réel sans l'horreur de la plaine et l'utilisation des couverts,* voilà la vraie leçon que nous a donnée, à son tour l'ennemi. Mais il ne suffit

les dénouements aussi prompts que possible [1]. » Les *rafales* du canon à tir rapide, d'après les renseignements donnés jusqu'à présent à nos camarades de l'École de guerre, paraissent inspirer surtout ce nouveau règlement attendu; son but serait donc la neutralisation du matériel perfectionné des artilleries similaires à la nôtre [2].

Ce matériel, ces rafales, méritaient-ils cet honneur, et notre règlement de 1894 ne nous donne-t-il pas largement *toute la notion libre de l'utilisation du terrain et de la souplesse des troupes dans les cheminements vers l'objectif, pour assurer nos compagnies contre les rafales, dès qu'elles seront délivrées de l'obsession néfaste de la marche en ligne de porcelaine sur un front de* 150 *mètres ?*

Et, au lieu de nous faire un règlement nouveau, n'eût-il pas été plus simple et plus vite fait de dire, avec le général Philebert, dans sa *Question du tir* [3] : « *Inutile de refondre nos règlements; supprimons-en seulement ce qui ne vaut rien.* »

Eh bien! ce qui ne vaut rien dans notre « 15 avril 1894 », ce

---

pas de borner, comme il l'a fait, cet esprit d'offensive aux seuls déploiements d'approche des grosses unités, de compter pour le reste sur l'immobilité et l'enveloppement de l'adversaire.

« *A l'avenir, il faudra utiliser les couverts à outrance, jusqu'à l'abordage avec le bataillon et la compagnie.*

« *Voilà ce que le règlement nouveau devrait préparer, au lieu de nous enliser encore dans l'ornière de l'*ORDRE DISPERSÉ.

« La ligne de combat verse trop naturellement, dans la défensive; *elle manque de ressources pour tromper et surprendre l'ennemi ; elle supprime en première ligne toute initiative réelle sur des fronts trop étroitement découpés et y disloque les unités pour la disproportion des distances. Elle risque d'aboutir a l'impuissance finale par excès de désordre et d'encombrement.*

« *Au lieu d'inspirer aux jeunes officiers le sentiment de la manœuvre et la hâte de l'abordage, elle les tient en arrêt devant le* PROBLÈME INSOLUBLE DE LA TRAVERSÉE, SOUS UN FEU VIOLENT, D'UN KILOMÈTRE A DÉCOUVERT, PAR LA SEULE EFFICACITÉ DOUTEUSE DES MÉTHODES DE TIR.

« Français, il nous faut bourrer dans les couverts, PROSCRIRE LA LOURDE MARCHE EN LIGNE, L'ASSOUPLIR EN COLONNES ET EN ÉCHELONS. » (*Le nouveau Règlement ; Journal des Sciences militaires*, janvier 1902.)

[1] JOMINI, *Précis de l'Art de la guerre ; voir Symptômes d'évolution tactique au début du XX*e *siècle*, par le capitaine Chatillon (*Journal des Sciences militaires*, août 1900, p. 201).

[2] *La Poudre sans fumée, les Nouvelles armes et la Tactique*, par le lieutenant-colonel d'artillerie U. Allason, de l'armée italienne.

[3] Page 110.

sont seulement, — avec, peut-être bien aussi, l'emploi des « éclaireurs » pour engager le combat en avant du front de bataille, — *ce sont les nos* 163 *à* 166 *du titre III, et c'est tout le chapitre Ier de la 2e partie du titre II, c'est tout ce qui est rigide, c'est tout ce qui est de porcelaine, c'est tout ce qui n'est pas « réglementable »*, comme disent si sagement les Allemands : « Ils ne croient pas à la nécessité d'uniformiser des procédés de combat qui doivent être variables, puisqu'ils dépendent de facteurs essentiellement variables [1] ».

De ces trois ou quatre malheureux paragraphes du titre III, ne disons donc plus rien; ainsi que les *éclaireurs*, enlevés à leur compagnie pour aller faire les « enfants perdus », c'est bien le cas de le dire, de 500 à 900 mètres en avant de leur bataillon [2] et entre deux feux, ils sont aujourd'hui jugés et condamnés par tout officier fantassin digne de ce nom, et tout ce que nous avons pu savoir des résolutions de la Commission d'études du nouveau règlement fait espérer qu'elle nous en délivrera[3].

Quant à l'*instruction de l'escouade pour le combat*, sur une place, dans une cour de caserne, sur un tapis vert [4], pourquoi donc? à quoi bon? Est-ce pour fausser exprès, et irrémédiablement, dès le début de cette instruction pour le combat, « *où le soldat fera, non ce qu'il faut faire, mais ce qu'il a appris à faire* » (Souvaroff), est-ce pour fausser l'esprit docile et de courte vue du caporal et de son essaim, en ligottant les premiers pas de tous ces braves gens, « *essentiellement moutonniers et imitateurs* » [5], disait le maréchal de Castellane qui les connaissait

---

[1] *Combat de l'Infanterie allemande.* (*Revue de Paris*, 15 août 1899.)

[2] Règlement du 15 avril 1894, titre III, parag. 157.

[3] Voir l'*opinion des généraux allemands sur nos éclaireurs* dans *Le Combat de l'Infanterie allemande.* (*Revue de Paris*, août 1899.)

« Quant à nous, ancien commandant d'une bonne compagnie, ancien chef d'un beau bataillon, nous pensons, d'abord, que *tout fantassin*, doit, *plus que jamais, aujourd'hui*, être dressé en *éclaireur*, et, ensuite, que pour qu'une mission de patrouille, de reconnaissance, pour qu'un acte d'adresse ou d'audace confié à un groupe, réussisse, il faut que ce groupe soit une *fraction constituée*, conduite par son chef normal, et non un groupe de circonstance formé en ÉCRÉMANT une ou plusieurs compagnies que ce malheureux procédé prive à tout jamais de leurs *meilleurs* soldats et gradés.

[4] Règlement du 29 juillet 1884, 15 avril 1894, titre II, seconde partie, chap. I.

[5] *Journal du maréchal de Castellane*, t. Ier, p. 324.

bien, dans les lisières du formalisme et de l'épure qui les obséderont toujours des affres de la formule et du préjugé, « *en faisant abstraction du terrain et de toute circonstance de combat* »[1] ?

Pourquoi donc faut-il absolument qu'un caporal apprenne à mettre ses hommes sur un ou deux rangs, ou en files, par des moyens étroits, compassés et rigides, qui lui donnent l'idée qu'il doit commander à des quilles sur un billard, par des moyens formellement contraires à toute l'idée de la souplesse indispensable à l'essaim ?

Pourquoi, dès le début de l'instruction de la compagnie pour l'action du champ de bataille, ne pas donner tout de suite à l'escouade, la sienne, *sur un terrain de combat vraisemblable, et sans aucune restriction de place d'exercices*, par cette merveilleuse méthode du grand *Éducateur de l'infanterie prussienne*, du général de Waldersee[2], dont, après tout, notre 2e chapitre de la IIe partie du titre II, *surtout l'excellent n° 250*, reproduisent, sinon la lettre, du moins l'esprit si pratique et si vraiment guerrier?

Réglementer le désordre, a-t-on dit ; comme si, d'abord, le désordre était réglementable et, ensuite, comme si c'était du désordre que cette alerte et souple infiltration vers l'objectif nettement indiqué par le bon capitaine à sa bonnne compagnie, d'abri en abri, de position en position, de point d'appui en point d'appui[3], que serait vraiment toute la progression de combat de notre infanterie si on lui ôtait enfin tout ce qui reste *de porcelaine* dans ses règlements. Il ne lui resterait plus alors, sur des champs de bataille, ouverts de plus loin naturellement, que notre vieille tactique *de caoutchouc* des règlements de 1832, consacrant toute celle de la période héroïque pendant laquelle notre infanterie, vous le savez, *n'avait pas de règlement du tout*. « *L'une des grandes causes de notre supériorité au temps des guerres de la Révolution et de l'Empire*, disait M. Albert Vandal dans sa belle conférence à nos jeunes camarades de l'École spé-

---

[1] Règlement du 29 juillet 1884, 15 avril 1894, titre II, 2e partie, ch. I, n° 214.

[2] Général de VALDERSEE, *Méthode d'enseignement du combat de tirailleurs pour l'infanterie prussienne*, traduction DARGNIES, p. 77 et 78.

[3] Général PHILEBERT, *Dernier Effort*, p. 197.

ciale militaire, *fut l'essor, chez nos soldats, de l'initiative individuelle, en face des soldats automates de la Coalition* [1]. »

Et c'est l'anonyme apôtre du « feu qui est tout », dont nous parlions tout à l'heure, qui assure et nous apprend qu'on *s'étonne encore* (?) *aujourd'hui de ces succès* presque constants obtenus par les armées françaises pendant les guerres de la Révolution et de l'Empire, *sans suivre aucune prescription réglementaire* [2].

Cet étonnement, que nous ne partageons pas d'ailleurs, nous rappelle l'amusante aventure de notre professeur d'art militaire à Saint-Cyr en 1874-1875 ; nous l'entendons encore, alors que, par des lignes et des traits, il nous finissait au tableau noir l'immortelle journée d'Austerlitz, nous l'entendons encore s'écrier, de son imperturbable aplomb doctoral : « Vous le voyez, Messieurs, Napoléon a vaincu à Austerlitz, mais contre toutes les règles de l'art militaire ! »

Un rire homérique, un véritable fou rire aussitôt secoua tout l'amphithéâtre ; le silence se fit vite d'ailleurs, et « l'ours » en sut quelque chose ; mais, en notre bon sens tout neuf de jeunes guerriers ardents, quatre ans après *le Désastre*, et comme le ciel de 1875 paraissait déjà vouloir à nouveau se teinter de rouge vers l'Est, aussi bien renseignés sur la vertu des règles sacro-saintes de l'art militaire, nous avions compris d'instinct qu'*au combat, il n'y a pas d'autres règles que celles-ci :* c'est encore Waldersee qui nous les trace après Bugeaud [3] :

« Quel que soit leur grade, les officiers doivent surtout s'exercer, au moyen des manœuvres, *à atteindre des objets déterminés, en agissant d'après leur propre initiative; il faut donc chercher à développer en eux la faculté d'agir au milieu de situations inattendues et de prendre rapidement des résolutions si les circonstances changent.* Quant aux officiers qui n'ont pas à commander isolément, mais qui sont sous les ordres de supérieurs, ils trouvent, dans les manœuvres, l'occasion de s'habituer à comprendre

[1] *L'Armée à travers les âges,* conférences faites à l'Ecole spéciale militaire, Paris, Chapelot, 1899, p. 234.

[2] *Les procédés de combat des différentes armes* (*Journal des Sciences militaires,* janvier 1901) ; voir aussi : Capitaine Gérome, *Essai historique sur la Tactique de l'infanterie,* p. 95-105 et p. 112.

[3] « La méthode consiste à faire tout ce qui peut aider à atteindre le but. » (Maréchal Bugeaud.)

uste, *à intervenir en temps utile* dans la marche de l'ensemble ·t à conduire leur troupe avec décision et sagacité *au milieu des :lternatives continuelles de la guerre*[1]. »

Qu'est-ce à dire ? Que nous ne voulons plus de règlements du out ? Comme tous ces anciens camarades du 56e d'autrefois, que aillait si bien en ces termes leur colonel : « Oui, n'est-ce pas ? out dépend des circonstances ! Comme vient le vent, il faut nettre la voile ! Mais si, d'avance, vous ne connaissez pas la voile qui convient pour le vent, comment mettrez-vous la voile selon ent ? » et, ajoutait le futur maréchal Bugeaud : « *Il y a peu de principes absolus, mais il y en a*[2]. »

Oui certes, il y a des principes et, partant, des règles pour nanier nos troupes dans les alternatives continuelles de la guerre et, en particulier, pour conduire au combat, si l'on veut bien me permettre cette comparaison, nos *meutes* et les y *découpler* sur leurs objectifs.

Mais une fois découplées, non, pour elles, *plus de règles, plus de compagnies tout entières en ligne sur un rang de* 150 *mètres;* surtout, *plus de formation de combat apprise sur la place d'exercices*, servie aux inspecteurs et examinée par eux sur le tapis vert.

Dès que le soldat tient sa place dans le rang, dès qu'*il est quelqu'un*, le plus tôt possible, des terrains de guerre, des circonstances vraies de combat, *peu d'exercices, mais très bons*, très saisissants, et des effectifs pour tout cela, et l'ennemi *jamais supposé, représenté le plus souvent possible, et toujours des cartouches à blanc, de l'appréciation des distances et du tir raisonné, respecté et arbitré.*

Et qu'on ne cherche plus à nous réglementer ce soi-disant désordre, qui n'est du désordre précisément que parce qu'on le réglemente et qu'on hésite alors entre le fond et la forme. Réglemente-t-on l'inspiration et la manière de saisir le cheveu de l'occasion ?

Pour ce faire, c'est encore Bugeaud qui nous le dit : « *La*

---

[1] Maréchal Bugeaud, *Principes physiques et moraux de combat de l'infanterie;* Waldersee, *Méthode d'enseignement du combat de tirailleurs pour l'infanterie prussienne*, p. 15.

[2] *Instructions pratiques pour les troupes en campagne*, p. 117.

seule méthode bonne est celle qui consiste à faire tout ce qui peut faire atteindre le but [1]. » « Le Règlement, » dit, sur ce texte, le capitaine Gondré dans une de ses remarquables études, « est l'expression quintessenciée des idées de nos généraux et de leurs devanciers sur la guerre. Il détermine les principes d'action, établit les règles pour leur exécution, sans préjuger de leur emploi, sans explication, sans aucune considération. Ses doctrines doivent être étudiées, connues, pratiquées, *mais elles sont impuissantes à donner une notion quelconque de la guerre.* Leur étude veut être vivifiée par celle des considérations et des faits de guerre qui ont conduit à les adopter et qui en font connaître l'esprit [2]. »

Pourquoi donc alors un règlement nouveau, puisque si aisément le nôtre peut nous la donner cette méthode, ***pour peu qu'on en supprime ce qui ne vaut rien,*** c'est-à-dire ce qui obsède, entrave et fige l'action utile, ingénieuse et souple de la compagnie d'infanterie ?

Car, nous l'avons dit, ce n'est pas le feu qui est tout; non pas plus celui du canon que celui du fusil: ***ce qui est « tout », au combat,*** pour nous, fantassins, ***c'est la compagnie d'infanterie,*** *la vraie reine des batailles,* et, quand nos compagnies d'infanterie, alertes et souples dans la main de leur capitaine, « ***auront su prendre pied sur la position ennemie,*** comme dit le major Grippenkerl, c'est alors, ***que nous tiendrons la victoire.*** »

Et, pour qu'il y arrive, à l'objectif que lui assigne son chef de bataillon, quel besoin le capitaine a-t-il qu'on lui tourmente la cervelle de formules telles que celles-ci :

— A telle distance, vous vous formerez comme ceci;

— A telle autre distance, comme cela ;

— Ici, vous n'userez pas du feu;

— Là vous en userez, mais d'un feu de telle catégorie seulement [3].

---

[1] *Principes physiques et moraux du combat de l'infanterie*, p. 142.

[2] Capitaine Gondré, *Les nouveaux procédés d'instruction ;* Baudoin, 1893, page 15.

[3] **Le projet de règlement du 13 juillet 1901 donne enfin à nos commandants de compagnie toute satisfaction sur ces conditions de leur nécessaire** *liberté d'action* en présence de l'objectif assigné à leur **conscience militaire et à leur noble dévouement.**

lais laissons-le donc tranquille, et savons-nous seulement, ıt-on seulement savoir ce que le capitaine rencontrera dans ı créneau, sur les 2,500 mètres de la traversée du champ de aille, où, fixé sur l'objectif, encadré le plus souvent, il n'aura ıs besoin, pour se guider jusqu'à pied d'œuvre, que *de temps de savoir-faire*, selon Maillard, et de quelque chose d'autre core que nous allons dire tout à l'heure.

Oui, une fois orienté sur l'objectif et sur le but du combat, ıseigné sur ce qu'il a à sa droite, à sa gauche, derrière lui, le pitaine n'a plus d'autre préoccupation que de celle d'arriver « *le ıs fort possible au point et au moment voulus* », non en se ré-ınt sur un fanion central, mais sur les camarades et sur le ter-ın, vrai, seul règlement de combat de la compagnie, *de la mpagnie-bloc*, outil de combat moderne entre les mains du pitaine, véritable ouvrier des champs de bataille d'aujour-ıui, ainsi qu'en 1866, les Prussiens l'ont essayé pour achever le démontrer en 1870 à nos dépens.

En 1877, nous avons vu l'infanterie russe faire, à la fin, son ofit de la preuve, et il est temps que, d'un bout à l'autre de tre infanterie française, la compagnie soit enfin ce qu'elle est jà, ou, tout au moins, ce qu'elle brûle d'être, dans certains giments, les mieux doués et les plus vivants.

Ah oui ! mais pour que, en temps de paix, le capitaine puisse prendre à sa compagnie comment, avec lui, c'est elle qui est ıvrière du champ de bataille, vivante, alerte et souple, *prête ıut acte d'adresse et d'audace*, que de difficultés encore, que déboires, ne le savons-nous pas ? La compagnie-bloc, quel u rêve !

Mais, si chacun de nous le voulait bien, ce ne serait plus un e, mais une réalité que cette fiction, *réglementaire d'ail-rs*[1], du capitaine responsable de sa compagnie dès le temps x pour la préparer à la guerre ; il suffirait, tout simplement, ıs la plupart des cas, nous l'avons déjà dit, de maintenir les cessoires dans les suffisantes limites que les règlements d'or-ıisation leur imposent et de ne pas leur sacrifier trop souvent compagnies *qui seront tout à la guerre*.

---

[1] Règlement du 15 avril 1894, titre Ier, nos 44-49 ; Décret du 20 octo-1892 sur le service intérieur, art. 80 et 81.

Aussi, que ce soit, non aux services, mais au capitaine que nous nous efforcions de tout donner, et surtout qu'on ne lui retire rien (comme certains esprits, peu militaires, en caressent, paraît-il, l'inconcevable et dangereuse pensée), qu'on ne lui retire rien de ces deux capitales prérogatives, de ces deux moyens puissants de connaissance des hommes et d'autorité que sont l'*ordinaire de la compagnie* et le *magasin de la compagnie*. Le *bienheureux magasin de la compagnie* qui, voici bientôt quinze ans, fut le berceau véritable de l'initiative et de la personnalité du capitaine d'aujourd'hui, dont le général Trochu nous peint ce portrait magnifique :

« Son grade, il ne peut pas être supérieur, mais sa mission! Il n'en est pas de plus haute, il n'en est pas qui exige plus d'aptitudes diverses, comme la capacité professionnelle technique, la fermeté avec la bienveillance, la droiture avec l'esprit de justice, l'assiduité avec l'esprit d'ordre; enfin, les facultés naturelles et les facultés acquises qui sont nécessaires à un officier dont le rôle spécial et presque unique, entre tous ceux de la hiérarchie, est d'être tout à la fois, directeur, éducateur, tuteur[1]. »

Le général Trochu oublie, *« conducteur d'hommes, à la mort, peut-être, — à la gloire toujours. »*

Capitaines, la hiérarchie le veut, tous ici, nous l'avons été, nous le sommes, nous le serons; donc le portrait du capitaine, d'après le général Trochu, c'est le nôtre à tous.

Mais pour qu'il soit tout à fait complet, il lui faut encore ces chauds reliefs de vigueur communicative que lui donne notre *Service en campagne* en ses généreux articles 137 et 138 :

« Les chefs des plus petites fractions, comme ceux des grandes unités, doivent agir à tout instant, non seulement en vue de leur mission spéciale, mais au mieux de l'intérêt général. Une fois sa résolution prise, le chef doit mettre toute son énergie à en poursuivre l'exécution, car la victoire dépend plus encore de la vigueur et de la ténacité dans l'exécution que de l'habileté des combinaisons[2]. »

Le maréchal Marmont n'a-t-il pas dit, en effet, que s'il faut de

---

[1] *Œuvres posthumes*, tome II.
[2] Décret du 28 mai 1895, titre XIV, art. 137.

l'esprit au chef[1], « car sans lui on ne combine rien et on se livre sans défense », il lui faut surtout du *caractère*, c'est-à-dire une volonté forte et suivie qui poursuit l'exécution des idées conçues», et, disait-il, « si nous voulions évaluer par des chiffres chacune de ces qualités, j'aimerais mieux un chef ayant de l'esprit comme cinq et du caractère comme dix, qu'un autre ayant de l'esprit comme quinze et du caractère comme six, — « *du caractère qui permet de supporter sans faiblir les émotions de la responsabilité* », ajoute ce grand chef, aussi fin qu'énergique auquel nous devons en grande partie la reconstitution de notre armée après la défaite, le général du Barail[2] — « *de cette responsabilité qui, à certaines heures de notre carrière* », suivant l'éloquente et douloureuse expérience d'Alfred de Vigny, « *pèse sur l'âme d'un poids énorme*[3] ».

Ils sont constants à la guerre « *où tout est imprévu* », fait remarquer le général de Fezensac, « *les cas où l'officier doit savoir prendre un parti sans attendre des ordres*[4] » ; remarque que le général Dragomiroff complète par cet axiome applicable à nos petites opérations de manœuvres aussi bien qu'à notre service quotidien de la garnison[5] : « *Un chef sans initiative dès le temps de paix, n'en aura pas en temps de guerre.* »

Responsabilité, initiative, les voilà dits ces deux grands mots bien connus de nous, et que nous prodiguent généreusement, en maints endroits, les textes de nos règlements de manœuvres et du service en campagne.

Pour avoir à la guerre, *quand la nécessité fera loi*, ce qu'ils impliquent, c'est dès le temps de paix donc qu'il nous faut l'avoir, *et vouloir l'avoir*, et *quoiqu'il puisse souvent nous en coûter quelque chose*, cette force qui nous vaudra le sourire de la Victoire, et, de cette force là, nous n'en aurons jamais trop, quoiqu'on entende souvent soutenir le contraire, et parfois, chose incroyable, par des camarades mêmes. « *Heureuse*

---

[1] *De l'Esprit des Institutions militaires*, p. 243.
[2] Général du Barail, *Education et Instruction militaires*. (*Correspondant* du 25 janvier 1892.)
[3] *Grandeur et Servitude militaires*, livre II, chap. Ier, sur la Responsabilité.
[4] Général duc de Fezensac, *Souvenirs militaires*; Dumaine, 1863, p. 272.
[5] Capitaine Gilbert, *Essais de critique militaire* : Etude de Clausewitz, *Théorie de la guerre*. (*Nouvelle Revue*, 1897.)

armée », proclame Clausewitz, « où, même en temps de paix, se produisent fréquemment des actes de hardiesse intempestive; c'est une plante vigoureuse dont la végétation hâtive trahit la générosité d'un sol riche et puissant[1] ! »

« L'initiative personnelle des chefs de tout grade, nous dit le général Blume, fut la principale cause du succès des Allemands pendant la dernière guerre. Elle créa, sans doute, des dangers et amena des insuccès par suite de l'imprudence de certains chefs qui se laissèrent entraîner dans des actions précipitées. Dans de nombreux cas même, le succès fut compromis parce que dans leur action particulière les sous-ordres, ne se rendant pas un compte suffisant de la situation générale et de la combinaison des efforts, entraînaient la rupture des liens tactiques.

« La source de ces fautes n'est pas dans l'initiative même, mais dans son incomplète connaissance.

« Tous nos efforts doivent donc tendre à entretenir, fort et puissant l'esprit d'initiative dans le corps d'officiers, tout en prévenant, par son étude approfondie, les dangers qu'il peut faire naître.

« Nous ne pouvons assurer que dans la guerre de l'avenir nous aurons la supériorité du nombre et du matériel, *mais il ne tient qu'à nous de conserver et de développer par l'étude cette supériorité que nous a accordée jusqu'alors l'esprit dominant d'initiative, et c'est là le plus grand de nos devoirs*[2]. »

Telle est bien, nous le savons, la traditionnelle doctrine de l'armée allemande; nous l'avons vue, ici-même, inspirant de toute sa chaleur son nouveau réglement sur le service en campagne, comme elle inspirait déjà l'ancien. « Dans toutes les circonstances, fussent-elles les plus extraordinaires, tout officier doit savoir, sans reculer devant la responsabilité, mettre en jeu toute sa personnalité pour arriver au but[3]. »

Mais chez nous, n'y sommes-nous donc point encore arrivés à cette doctrine? Certes, si, « chaque jour, dans notre tâche quotidienne, faisant œuvre de volonté, nous coopérons au progrès et

---

[1] Capitaine GILBERT, *Essais de critique militaire*. (*Nouvelle Revue*, 1897.)

[2] Général BLUME, *L'Initiative active et personnelle des chefs en temps de guerre*, Conclusion.

[3] Ancien règlement du 23 mai 1887 sur le service en campagne; nouveau règlement du 1er janvier 1900, introduction, parag. 6 et 28.

nous perfectionnons les choses de notre métier[1] », ainsi que le disait récemment un grand éducateur de jeunes hommes. Et le temps est déjà loin, où notre maître, si fin, si verveux de philosophie guerrière, à l'École de guerre, le général Cardot, nous égayait de cette amusante et suggestive anecdote vécue :

Un jour, il y a bien des années déjà, traversant l'une de nos petites garnisons paisibles où se trouvait la portion centrale d'un régiment, il déjeunait avec un sien camarade de promotion qu'il avait rencontré là, et, comme il lui demandait : « Eh bien ! te plais-tu ici ? Que fais-tu ? Es-tu content ? » — « Certainement que je m'y plais ! avait répondu l'autre avec conviction. Beau pays, braves gens, bonne pension, *et pas de responsabilité*, mon cher ! [2] »

Non, nous n'en sommes plus là, grâce à Dieu, et c'est plutôt le plaisir, la coquetterie de l'action qui nous inspirent et qui, dès le temps de paix déjà, nous font combatifs ; car c'est dans le sang que nous les avons aujourd'hui ; cette flamme de notre règlement d'infanterie : « *L'offensive seule obtient des résultats décisifs* », et cette autre du règlement de la cavalerie : « *Le pire de tout, c'est l'inaction* [3]. »

« *L'avenir n'est pas aux flegmatiques* », hurlait Mirabeau à la Constituante [4], et pour le développement de cette grande parole prenons le beau livre de l'ancien chef de la 36e division, le général Derrécagaix [5] : *La Guerre et l'Armée.* Nous y trouverons disséqué tout le cœur militaire, et tout ce qu'il renferme de noblesse et de puissance, c'est le général von der Golz qui nous le catalogue en ces termes : « Voici ce qu'un chef doit posséder : La volonté d'abord et la confiance en soi-même, le sentiment de la responsabilité, la hauteur d'âme et non sans ambition, la connaissance du cœur humain, une certaine dose

---

1 *Correspondant* du 25 décembre 1900.

2 Conférences du commandant CARDOT, à l'École supérieure de guerre, 1885.

3 Consulter, pour le développement de ces principes de premier ordre, la précieuse étude de la *Revue militaire des Armées étrangères* (mai 1902), sur l'*Influence des armes modernes sur l'offensive et la défensive* (d'après les récentes publications allemandes).

4 *Revue de Paris*, 1895.

5 Général DERRÉCAGAIX, *La Guerre et l'Armée* (*Journal des Sciences militaires*, février 1901).

d'imagination, de la mémoire cultivée par l'étude, à l'occasion même, et s'il le faut, de l'égoïsme et de la dureté. »

Verdy du Vernois, lui, veut « *la netteté dans la conception, l'énergie dans l'exécution* », et, avant eux tous, Napoléon exigeait de ses subordonnés « *de la volonté, du caractère, de l'étude et de l'audace* ».

Plus près de nous, quelqu'un a dit tout récemment encore : « Dans tout métier, celui qui commande aux autres a charge d'âme, et c'est une fonction sérieuse qui nécessite intelligence, volonté, cœur, cœur surtout (cœur d'où viennent les grandes pensées) ; *c'est par lui que chaque jour vous ferez de votre mieux, même en faisant chaque jour la même chose, ce qui est la manière d'acquérir le vrai savoir-faire.* »

Celui qui parle ainsi[1] nous connaît bien ; nombreux dans l'armée sont ceux de nos camarades qui ont passé par ses mains, et son conseil nous est encore bon pour quelque chose : pour nous garder de ces soi-disant grands penseurs libres, de ces « ironistes » et de leur pernicieux autant que séduisant esprit, esprit faux d'ailleurs, contre lequel nous ne prémunirons jamais trop.

Non, pas d'ironistes parmi nous, car, souvenons-nous encore et toujours de cette profonde parole de Clausewitz : « *Le scepticisme du premier chef d'un jeune officier influe sur toute sa carrière* »[2].

Non, pas d'ironistes chez nous, car si les augures pouvaient rire en se regardant, nous, nous ne le pouvons pas.

— Non... nous ne sommes pas des Augures !

Alfred de Vigny nous l'a dit, ce que nous sommes : « Les prêtres de la religion de l'honneur et du devoir. »

Cette religion-là, elle nous unit tous pour le culte sacré de notre France, et pour cet autre culte qui en est indivisible, le culte de son une et immortelle armée.

Commandant A. Lamey,
Chef d'état-major du Gouverneur de Bayonne.

---

[1] *Correspondant* du 25 décembre 1900.
[2] *Conseils de Clausewitz au prince Henri de Prusse*, 1812.



UNE DIVISION ALLEMANDE D'INFANTERIE

AU COMBAT

(Frœschwiller, Sedan, sur la Loire [1]).

FRŒSCHWILLER

(6 AOUT).

(*Fin.*)

OBSERVATIONS.

Combat de la Division.

Action du commandement. — Nous allons prendre la division à 11 heures, au moment où, rassemblée, elle recevait l'ordre de marcher sur Gunstett.

Le général de Gersdorff se heurte tout d'abord à une difficulté qu'il lui eût été facile d'éviter : la voie ferrée qui barre le front de la division ne peut être traversée que par le pont de la route de Surbourg ; il va donc falloir reformer une colonne de route unique et perdre le bénéfice que présentait la formation de rassemblement.

Cet inconvénient, sérieux puisque l'on marchait au combat, était à prévoir; depuis 9 h. 1/2, la division était rassemblée et s'attendait à intervenir d'un moment à l'autre dans le combat qui s'engageait à l'ouest; la voie ferrée, d'une direction géné-

---

[1] Voir la livraison de juin 1902.

rale sud-nord, en remblai dans la plaine, en tranchée profonde sur le plateau, offrait un obstacle infranchissable; mais à l'endroit même où commençait la tranchée et où finissait le remblai, il eût été facile à la compagnie de pionniers qui était là présente, de préparer, en quelques coups de pioche, un passage suffisant, même pour les voitures. On n'y pensa pas, et, à 11 heures, lorsqu'arriva l'ordre de se porter en avant, la division dut se reformer sur une seule colonne de route, l'artillerie entre les deux brigades.

Le général essayait bien, après le passage du pont, de remédier au mal en formant deux colonnes : 95e et artillerie; 32e et 44e brigade; mais cette mesure n'eut d'autre résultat que de couper la brigade de tête en deux tronçons, et elle n'avança pas d'une minute l'entrée en ligne des différents éléments de la division.

Nous avons supposé qu'à ce moment le général de Gersdorff, en un temps de galop, se portait à Gunstett pour s'orienter et prendre langue.

Il dut y arriver vers 11 h. 1/2; il y trouvait le général en chef et le commandant de la 21e division; voici ce qu'il dut apprendre : le combat a été engagé par le Ve corps à Wœrth, puis par les Bavarois à Langensoultzbach; on n'entend plus ces derniers, mais le Ve corps vient d'être rejeté sur la rive gauche de la Sauer.

Le général de Bose, jusqu'à présent, se refuse à intervenir, car engager une action générale c'est aller contre les ordres et les intentions du chef de la IIIe armée, et c'est dans ce sens qu'il a répondu tout à l'heure au général de Kirchbach qui lui demandait son appui.

Il désapprouve également la manœuvre intempestive de la brigade d'avant-garde de la 21e division qui est allée se faire décimer dans le Niederwald et dans la plaine plus au sud, et qui, à présent disséminée de Spachbach à Gunstett, serait hors d'état de concourir à une nouvelle action, si cela devenait nécessaire.

Le général de Bose a fait venir l'artillerie de corps et la 22e division, pour s'opposer à tout mouvement offensif que les Français, enhardis par leurs premiers succès, pourraient tenter sur la rive gauche de la rivière.

Quant à la position actuelle de l'adversaire, elle est la suivante : une ligne de tirailleurs borde la lisière du grand saillant boisé; plus au sud, une autre ligne se tient en demi-cercle autour des ponts de Gunstett; quelques fractions de soutien sont échelonnées sur les pentes; l'artillerie a cessé son feu et se tient vers la crête. Morsbronn est occupé par un détachement.

Il est évident que ce n'est là qu'une première ligne et qu'en arrière, sur l'autre versant, doivent se trouver les réserves. Nous avons vu que ces réserves se réduisaient en tout et pour tout à la brigade de cavalerie Michel, et c'est à tort que l'ouvrage du Grand État-Major allemand, dans son plan de bataille, fait figurer, en effet, la division Conseil-Dumesnil en arrière de la cote 222.

Vers midi, sur un nouvel avis plus pressant du général de Kirchbach, le chef du XIe corps se décidait enfin à intervenir et prévenait son camarade qu'il pouvait compter sur lui.

La relation officielle allemande a voulu faire donner par le prince royal l'ordre d'attaquer Frœschwiller par le Niederwald et Elsasshausen ; à l'entendre, cet ordre aurait été donné à 1 heure, alors qu'à ce moment la presque totalité du XIe corps était déjà engagée dans cette direction.

La vérité, c'est que le général de Bose prit de lui-même cette détermination à midi ; aussi le texte de la relation est-il assez confus en ce qui concerne les ordres relatifs à l'entrée en action de la 22e division ; voici ce que nous avons cru pouvoir en dégager :

A midi. le général de Bose dut donner à ses deux divisionnaires l'ordre suivant :

Attaque de front. — La 21e division renouvellera, avec sa 42e brigade, l'attaque par Spachbach, sur le saillant boisé du Niederwald.

Attaque de flanc. — La 22e division attaquera par Gunstett dans la direction d'Eberbach ; elle abordera ensuite le Niederwald par le sud ; les troupes de la 41e brigade appuieront le mouvement, si elles en sont encore capables.

Toute l'artillerie du corps d'armée préparera l'action, du plateau de Gunstett.

Le général de Gersdorff, d'un coup-d'œil, embrassait le terrain sur lequel il avait à manœuvrer : la droite française ne dépasse guère le chemin d'Eberbach; le front de la position à enlever, cote 222, cote 233, est d'environ 600 mètres; il paraît occupé par quatre ou cinq bataillons échelonnés jusqu'à la route de Haguenau et soumis depuis un instant déjà à une violente canonnade.

Quel est le but assigné à la 22e division? Le voici en trois points :

1° Bousculer la première ligne française visible sur le versant oriental;

2° Voir et combattre ce qui se trouve en arrière, vers Eberbach;

3° Pénétrer dans le Niederwald par la lisière sud.

Alors, jeter d'abord au delà du Sauerbach une force suffisante pour atteindre la position 222-233; à ce moment, intervenir avec le reste de la division à l'ouest ou au nord.

Un détachement dirigé sur Morsbronn en délogera les partis adverses et y occupera un excellent point d'appui pour l'action que la division entamera probablement sur Eberbach avant d'aborder le Niederwald.

Cette reconnaissance rapide dut se traduire par un ordre conçu à peu près dans ces termes :

Le XIe corps va se porter à l'attaque du Niederwald;

La 22e division est chargée de l'attaque de flanc par la lisière sud, pendant que la 21e attaquera de front par Spachbach;

Deux bataillons de la brigade de tête, 95e, avec les éléments de la 21e division réunis à Gunstett, trois bataillons environ, marcheront sur la cote 222;

Un détachement de flanc, deux bataillons de la brigade de tête, 32e, assurera la sécurité du flanc gauche; il débusquera les partis ennemis qui occupent Morsbronn et cherchera, de là, à lier son action avec celle du 95e;

Le 32e commencera immédiatement son mouvement par les ponts de Dürrenbach;

Le 95e ne franchira la Sauer qu'en même temps que la 42e brigade à Spachbach;

La 44e brigade viendra Gunstett, à la disposition du commandant de la division.

Cet ordre répondait, croyons-nous, à une saine appréciation de la situation ; le général, soupçonnant l'existence de réserves sérieuses dans la vallée d'Eberbach, lance contre la première ligne française une sorte d'avant-garde, cinq bataillons. Il se réserve d'intervenir au moment opportun avec une brigade entière.

Il détache sur Morsbronn deux bataillons : 1° pour assurer son flanc gauche et faciliter la marche du 95e ; 2° pour prendre possession d'un solide point d'appui constitué par le village lui-même et le mamelon qui le domine à l'ouest.

Privé de sa cavalerie, partie dès l'aube dans la forêt de Haguenau, le général aurait pu, semble-t-il, demander le concours du 14e hussards (21e division), qui, arrivé depuis 9 heures à Gunstett, n'avait rien fait pour découvrir ce qui se passait dans la vallée de l'Eberbach.

Il était, en effet, imprudent de laisser le 32e s'engager dans le sud-ouest sur un terrain non reconnu par la cavalerie ; heureusement, l'initiative intelligente du chef du 13e hussards vint remédier à cet inconvénient ; mais, à midi, ce régiment, ne l'oublions pas, était encore au delà de Bieblisheim.

Enfin, le général, dans son ordre, évitait, autant que possible, le mélange des unités : la 43e brigade, coupée en deux, devait tôt ou tard se réunir ; la 44e restait en entier dans la main de son chef.

Passons maintenant à l'exécution.

D'abord, sans doute pour obéir à la lettre du règlement, deux compagnies du 95e furent désignées pour servir de soutien à l'artillerie, alors que cette dernière, couverte par toutes les troupes qui se trouvaient ou allaient se trouver devant elle, par un ruisseau presque infranchissable, par le 14e hussards, par la 44e brigade qui allait arriver, était dans des conditions de sécurité remarquables.

Ces deux compagnies, rivées à leurs batteries, sont désormais perdues pour leur régiment et protégeront toute la journée une artillerie qui ne pourra même pas être menacée.

Mais ceci n'est rien à côté de ce qui va suivre.

Nous avons vu qu'au moment où le général de Gersdorff donnait, à midi, son ordre pour le combat, la 44e brigade, en colonne de route, débouchait de la corne du Westerholtz, à 1200 ou 1500 mètres environ en arrière du 32e régiment. Cet inter-

valle provenait de la nouvelle direction donnée aux quatre batteries qui, suivant d'abord le 32e régiment, furent envoyées avec le 95e régiment.

En dépit de cet ordre, le général de Schkopp, commandant la 44e brigade, continue à marcher sur les traces du 32e, puis, peu après, ce dernier régiment, franchissant la Sauer et marchant sur Dürrenbach, la brigade s'engage à sa suite; le commandant de la division s'aperçoit du mouvement et réitère au commandant de la 44e brigade l'ordre de venir avec sa brigade à Gunstett; le général de Schkopp y envoie simplement son régiment de queue et continue sur Morsbronn avec le 94e.

La désobéissance était flagrante et n'était en rien justifiée par les événements, comme nous le verrons plus tard.

Elle eut pour résultat :

1° Une désagrégation partielle du commandement; le général de Schkopp prit la direction d'une colonne formée d'un régiment de chacune des deux brigades; plus tard, à l'Albrechoff, ce sera un colonel, nous ne savons lequel, qui prendra le commandement des deux autres régiments;

2° Pour remplacer le 94e qui s'éloignait ainsi vers le sud-ouest, le général de Bose, qui tenait à avoir une brigade entière à sa disposition à Gunstett, y fit venir trois bataillons de la 42e brigade destinés tout d'abord à soutenir l'attaque de Spachbach, d'où ralentissement forcé dans les progrès de cette dernière, qui, jusqu'à 2 h. 1/2, ne pourra dépasser le saillant boisé du Niederwald.

On a exalté cette « désobéissance intelligente » du chef de la 44e brigade; pour un peu ce serait le général de Schkopp qui aurait décidé de la victoire. Nous ne nions pas l'influence considérable qu'eut ce général sur l'issue de la journée, mais nous sommes persuadé que cette influence, qui n'eut d'effet qu'à partir de 3 heures, se serait manifestée mieux encore par Gunstett que par Morsbronn; jusque-là, le général de Schkopp va conduire six bataillons à l'attaque des deux compagnies de tirailleurs détachées à Morsbronn, essuiera les charges de la cavalerie Michel, que le 32e régiment seul suffira à repousser et enfin arrivera trop tard pour dégager les troupes prussiennes décimées à l'Albrechthauserdorff.

A 1 heure, la 22e division avait en première ligne, deux groupes

tactiques à 1000 mètres l'un de l'autre : deux bataillons vers la cote 222; six bataillons à Morsbronn; en deuxième ligne, à Gunstett, 4 bataillons.

A 2 heures, toute la division est au feu, sur un front de 1500 mètres, de l'Eberbach au delà de la cote 233.

La détermination funeste du général de Schkopp a porté ses fruits : la confusion ne tarde pas à être complète; la fatalité ayant voulu que les trois bataillons de la 42e brigade, mis à la disposition de la 22e division, fussent, eux aussi, de deux régiments différents. Alors, dans la forêt du Niederwald, aux abords du Petit-Bois, sous les attaques désespérées des Français, régiments et brigades achèvent de se désorganiser; les hommes combattent sous des chefs qui leur sont inconnus; la forêt est remplie de groupes débandés, les uns à la recherche de leur compagnie ou de leur régiment, les autres, en plus grand nombre, heureux d'être sortis de la fournaise et se promettant bien de n'y plus rentrer. C'est là, sans doute, qu'il faut placer cet épisode d'un lieutenant se portant en avant de la colonne et s'écriant : « A moi! toutes les brides jaunes, je serai votre chef de compagnie », et une sorte de compagnie, en effet, se formait derrière lui, composée d'hommes de trois régiments différents, qui furent commandés par des officiers également inconnus de tous.

Dans ces conditions, l'action du général de Gersdorff ne pouvait être que purement morale. A 2 h. 1/2, le général était sur la ligne même des combattants.

Résumons. Le général commandant la 22e division, chargé d'attaquer le flanc droit d'un ennemi qui dispose encore, croit-on, de réserves sérieuses en arrière de l'aile menacée, amorce le combat avec deux bataillons (cinq avec les troupes de la 21e division), lancés en avant-garde. Cette avant-garde est couverte sur le flanc extérieur par deux autres bataillons.

Le général conserve une brigade entière pour intervenir lorsqu'il le jugera utile.

L'ordre est mal exécuté, et le général se trouve à la tête d'une réserve de sept bataillons appartenant à quatre régiments : 95e, 83e, 82e, 88e, et à trois brigades différentes.

Sa première ligne bousculée, 1 h. 1/2, il rétablit le combat par l'envoi de quatre bataillons frais (95e, 83e); à 2 heures, ce

sera le général en chef lui-même qui fera passer la Sauer aux trois derniers bataillons de la réserve.

Artillerie. — L'artillerie divisionnaire, pendant la marche à travers le bois Kreuzhecke, n'a pas attendu d'ordre pour se porter aux grandes allures sur le théâtre même de l'action.

Elle double le 95e, et, à la sortie du bois, pique droit sur le monticule au sud-est de Gunstett; sa batterie de tête ouvre le feu sur l'artillerie adverse, cote 222, et sur l'infanterie qui se tient dans la plaine; mais l'emplacement est peu favorable, le front n'est pas suffisant, et les batteries, reprenant leur marche, grimpent sur le mamelon au nord de Gunstett, où se trouve déjà l'artillerie de la 21e division.

Elle participe avec cette dernière et peu après avec toute l'artillerie de corps à la préparation du combat de la cote 222; c'est elle qui va, tout à l'heure, arrêter par son feu foudroyant, les contre-attaques du 3e zouaves. Il y a là union intime, accord parfait entre les actions des deux armes, infanterie et artillerie.

Lorsque la 22e division aura pénétré dans le Niederwald, l'objectif de l'artillerie sera Elsasshausen et les batteries françaises en position de ce côté; ces dernières canonnant Wœrth — face à l'est — prises en rouages par l'artillerie du XIe corps, devront bientôt cesser leur feu pour ne reparaître qu'au moment de la crise suprême.

Vers 2 heures, l'artillerie du XIe corps, qui n'avait plus d'objectif direct, franchissait la Sauer et s'engageait sur la route de Wœrth; quelques batteries restaient en position à Gunstett jusqu'à nouvel ordre.

Les batteries de la 22e division paraissent avoir tenu la tête dans ce mouvement. Au delà du secteur boisé, en face de Spachbach, elles tournent à gauche et s'efforcent d'atteindre la corne nord-est du Niederwald, — l'artillerie de corps continuait sur le Calvaire; — retardées dans leur marche par la confusion extraordinaire qui régnait parmi les troupes entassées dans ces parages et par l'incertitude sur les progrès réalisés sous bois, les batteries n'atteignent la corne du Niederwald que vers 3 h. 1/2. Peu après 4 heures, elles étaient de nouveau noyées dans la masse de l'artillerie des XIe et Ve corps, des deux côtés d'Elsasshausen.

Cavalerie. — Le 13e hussards ne paraîtra sur le champ de bataille que vers midi et demi. Il accompagnera le détachement du général de Schkopp sur Morsbronn. Nous le verrons donc à l'œuvre tout à l'heure.

Signalons cependant de suite, l'acte d'initiative de son chef, le lieutenant-colonel Heudück, qui, ne voyant et n'apprenant rien sur la route de Surbourg—Haguenau, où il se tient depuis les premières heures du jour, court au canon, emmenant avec lui le bataillon d'infanterie qui lui servait de soutien $\frac{III}{95}$; un escadron seul restait sur la route de Haguenau : il venait s'établir près de Surbourg, où il trouvait la $\frac{12}{32}$ laissée là par son chef de bataillon, lequel s'était empressé, lui aussi, de rejoindre son régiment.

Combat des petites unités.

La tactique de combat du bataillon prussien a été exposée en detail dans une étude précédente; rappelons-la brièvement.

Le bataillon, pour le combat, portait en avant ses deux compagnies des ailes ou de tête, selon qu'il était en ligne ou en colonne ; les deux autres compagnies, réunies en demi-bataillon — colonnes de compagnies accolées — restaient en réserve. Les compagnies de chaîne déployaient chacune leur peloton de tirailleurs.

Le bataillon de deuxième ligne formait deux demi-bataillons, à 20 ou 30 pas l'un de l'autre.

La plus grande latitude était laissée aux chefs de bataillon pour modifier cette formation suivant les circonstances, et ils n'y manquaient pas.

Les règles tactiques du 2 août recommandaient d'éviter le plus possible le combat aux distances de 1000 à 500 pas, de raccourcir rapidement cette distance, de chercher constamment à prendre l'ennemi en flanc ; enfin, une instruction particulière, croyons-nous, à la IIIe armée, disait entre autres choses : « Il faut éviter d'être obligé de donner le signal de : « *Formez le carré* » ; nous devons prendre l'habitude de recevoir la cava-

lerie dans quelque formation que nous nous trouvions et nous ne devons nous occuper que du soin de couvrir nos ailes. »

Par tout ce qui a été dit précédemment, on a pu juger combien fut illusoire l'action des commandants de brigade sur leurs troupes.

Disloquées dès le début de l'engagement, les brigades n'existaient plus comme unités constituées, et ce fut là, nous le répétons, la cause primordiale de la confusion qui régna dans le XIe corps à partir de 2 h. 1/2; pareil état de choses régnait également à la 21e division; c'est ainsi que, dès 1 heure, à l'Albrechoff, pour vingt compagnies de quatre corps différents, quatre colonels sont présents, dont deux sont commandants de brigade (41e et 43e brigades); il ne pouvait sûrement pas y avoir unité de direction.

Par contre, il est un général qui, dès le début, a pu réunir sous ses ordres trois régiments, dont un de cavalerie, une sorte de brigade combinée et en a conservé le commandement jusque vers 2 heures. Nous voulons parler du général de Schkopp dont on n'a pas oublié les interventions énergiques et décisives à la fin de la journée.

C'est une personnalité intéressante à tous les points de vue et qui mérite une étude particulière.

Nous allons donc suivre la colonne formée des 32e, 94e régiments et 13e hussards, dont le général de Schkopp a pris la direction.

Marche du général de Schkopp sur Morsbronn. — Peu après midi, le 32e régiment, deux bataillons, rassemblé en ligne de colonnes doubles au sud de Gunstett, recevait l'ordre de marcher par le pont de Dürrenbach sur Morsbronn.

Le régiment rompt aussitôt en colonne de route, son 1er bataillon en tête. Le premier pont franchi, quelques balles provenant de la ligne de tirailleurs français qui se tient aux abords de Brückmühle, viennent tomber dans les rangs (1200 mètres). On prend le pas gymnastique, et le Ier bataillon arrivait bientôt au pied d'un petit mamelon, nord de Dürrenbach, où il se trouvait à l'abri ; il s'y formait en colonne double; le IIe bataillon ne tardait pas à venir s'établir à sa gauche. La compagnie de pionniers avait suivi le mouvement : il n'était pas encore midi et demi.

Le colonel Fœrster prenait vraisemblablement ses dispositions préparatoires lorsqu'arrivait le général Schkopp, précédant la 44e brigade.

Ce dernier avait vu de loin le mouvement du 32e sur Dürrenbach, et, en dépit de l'ordre qui lui prescrivait de se rendre à Gunstett, il dirigeait aussitôt la tête de sa brigade à la suite du 32e.

Transportons-nous avec le général et le colonel Fœrster sur la lisière ouest de Dürrenbach et examinons le terrain sur lequel la colonne va s'engager. Un vaste plateau aux faibles ondulations, couvert de quelques houblounières, s'étend sur une profondeur de 1500 mètres environ ; là, une ligne sombre barre l'horizon du sud au nord, ce sont les arbres de la grande route de Wœrth ; au-dessus, quelques toits rouges dans la verdure, c'est Morsbronn ; au delà, une croupe dont le point culminant, cote 233, domine le village, s'abaisse au sud vers l'Eberbach, au nord se prolonge dans le Niederwald.

Il ne semble pas que Morsbronn soit occupé sérieusement ; quelques postes se laissent voir sur la grande route ; mais sur la croupe en arrière qui pourrait devenir si gênante, il n'y a rien ; aucun groupe de liaison ne semble exister à l'ouest du village ; par contre, il y a échange fréquent de relations entre Morsbronn et les troupes françaises établies plus au nord en face de Gunstett.

Morsbronn n'est, par conséquent, occupé que par une sorte de flanc-garde, dont l'effectif ne peut être bien considérable.

La tâche n'était donc pas trop lourde pour le 32e régiment, et, à ce moment encore, il était temps, pour le général de Schkopp, d'optempérer à l'ordre que lui renouvelait, pour la seconde fois, le commandant de la division.

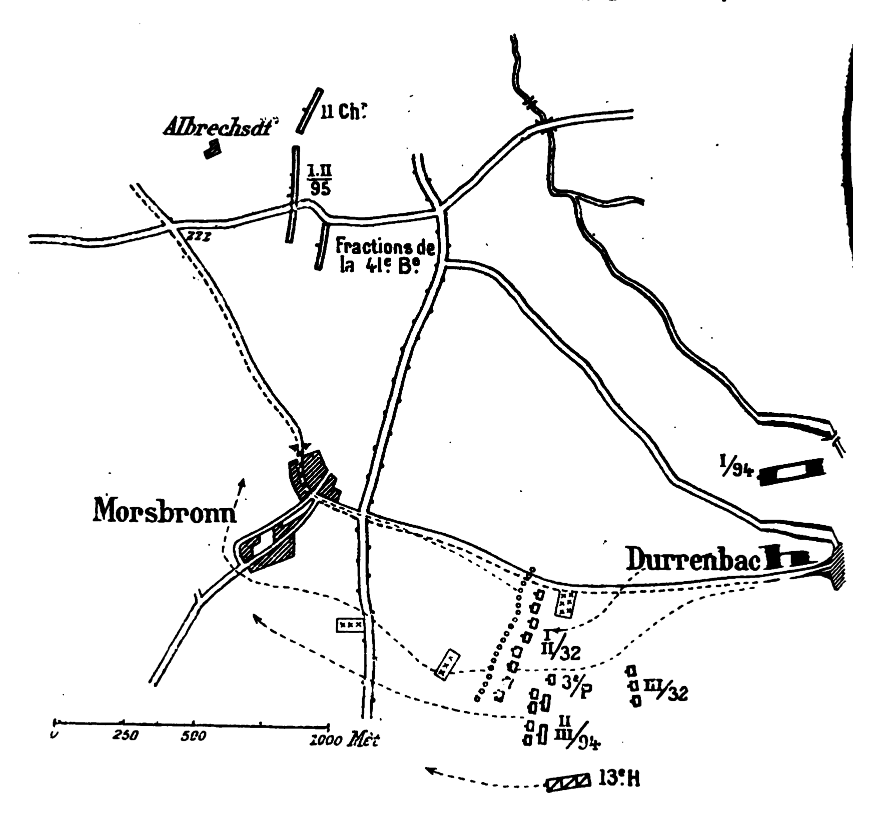
L'appréhension de voir sa brigade inutilisée encore, comme elle l'avait déjà été l'avant-veille à Wissembourg, le fit persévérer dans sa première résolution. A midi et demi, le 94e franchissait le pont de Dürrenbach ; le 83e, sur l'invitation du général de Schkopp, continuait seul sur Gunstett ; le $\frac{III}{32}$ et le 13e hussards, venant de Surbourg, suivaient le 94e régiment.

Cette intervention, cette augmentation subite de l'importance donnée à l'opération sur Morsbronn, modifiait complètement le

projet qu'avait pu former le colonel Fœrster; le général de Schkopp prenait le commandement et, peu après midi et demi, la colonne s'ébranlait dans la formation suivante :

Les huit compagnies du 32e, Ier et IIe bataillons, en ligne de colonnes de compagnie, les pelotons de tirailleurs en avant; le Ier bataillon au Nord, le IIe au sud du chemin de Morsbronn;

Les deux bataillons de tête du 94e, encore engagés sur le pont



de Dürrenbach, viennent à la course se former par demi-bataillons en arrière et à gauche de la première ligne; le dernier bataillon — Ier — est désigné pour rester à la garde du pont.

La première ligne, à l'abri dans le vallon, marche lentement, pour permettre au 94e de se former complètement; à 800 mètres de Morsbronn, on prend pied sur le plateau et l'on tombe sous

feu de quelques fractions disséminées le long de la route de œrth ; la marche est accélérée, tout en appuyant à gauche pour soustraire au feu de quelques mitrailleuses qui se mettent tirer de la cote 222.

La brigade est alors ainsi disposée :

Une première ligne de huit compagnies, en colonnes de compagnie, la droite au chemin de Morsbronn ; en arrière et la débordant à gauche, deux bataillons du 94e, en formation normale e combat ; à 300 ou 400 mètres plus loin, le $\frac{\text{III}}{32}$ s'efforce de joindre le 94e ; enfin, le 13e hussards, sur le flanc gauche, se rige au trot vers la route de Wœrth, qu'il atteindra tout l'heure à hauteur d'Hegenay ; le $\frac{\text{I}}{94}$ est à Dürrenbach.

Cette formation en échelons, la droite en avant, pour enlever village que l'on semble vouloir tourner par la gauche, n'était s des plus heureuses, et une contre-attaque énergique, exétée sur le flanc droit du 32e, eût mis les Allemands dans une cheuse posture. Mais les deux compagnies du 3e tirailleurs qui cupaient Morsbronn ne pouvaient guère songer à prendre l'offnsive ; un ordre d'ailleurs arrivait bientôt leur prescrivant évacuer le village.

A 1 heure, la route de Wœrth était dépassée, et le $\frac{\text{I}}{32}$ s'engaait en colonne dans l'unique rue de la partie basse de Morsonn.

Le IIe bataillon obliquait à gauche pour contourner le village l'ouest ; il était suivi par le 94e et les pionniers.

La première phase de l'opération était terminée, et, puisque écidément l'adversaire ne disposait plus d'aucune réserve sur tte partie du champ de bataille, il fallait dès à présent faire front rs le nord, débarrasser le plateau des dernières troupes franises qui s'y trouvaient et se relier avec les troupes qui, sorties e Gunstett, couronnaient alors les crêtes vers la cote 222 : x compagnies du 95e et trois bataillons de la 21e division.

Le général de Schkopp paraît avoir adopté les mesures suiantes :

Trois bataillons $\frac{I.II}{32}$ $\frac{II}{94}$ vont tout d'abord être dirigés vers le nord pour prendre la gauche des troupes engagées à la cote 222;

Deux bataillons $\frac{III}{32}$ $\frac{III}{94}$ seront laissés, jusqu'à nouvel ordre, à la garde de Morsbronn; le $\frac{I}{94}$ était rappelé à Dürrenbach.

Les bataillons désignés pour la première ligne accélèrent l'allure pour se former sur la croupe qui, du mamelon 233, descend vers la sortie nord de Morsbronn; les $\frac{III}{32}$ et $\frac{III}{94}$ se forment en colonnes doubles contre la lisière sud du village.

Le genéral de Schkopp à Morsbronn. — ***Charges de la cavalerie française.*** — Vers 1 h. 15, le $\frac{II}{32}$ atteignait la croupe indiquée et s'établissait en ligne de colonnes de compagnie, la droite à proximité du Ier bataillon qui débouchait alors de Morsbronn. A son apparition sur la crête, il est accueilli par une violente fusillade partie des bouquets de bois, à 800 ou 900 mètres dans le nord-ouest; le bataillon fait un léger changement de direction à gauche et porte ses tirailleurs en avant; au même instant, une masse de cavalerie débouche de derrière les bouquets de bois et descend à fond de train sur Morsbronn; elle y sera en moins de deux minutes.

La ligne allemande était ainsi disposée : le $\frac{II}{32}$, tel qu'il vient d'être dit; à la sortie nord de Morsbronn, les $\frac{2^e,\ 4^e}{32}$ en colonnes de compagnie des deux côtés de la route d'Elsasshausen : les autres compagnies du bataillon étaient encore engagées dans le village; à gauche, la compagnie de pionniers arrivait vers la cote 233; en arrière le $\frac{II}{94}$ dans les vignes, par demi-bataillon, se frayait péniblement un chemin pour gagner sa place; il n'y parviendra pas. A l'extrême droite, deux compagnies de la 21e division, venues de Gunstett, on ne sait trop pourquoi, suivaient la route de Haguenau; les bataillons de fusiliers étaient toujours massés au sud de Morsbronn.

Nous ne parlerons pas des obstacles de toutes sortes dont était couvert le terrain sur lequel s'engageait la cavalerie française; nous signalerons seulement les deux longues lignes d'arbres fruitiers, de ces arbres à branches basses, sous lesquelles le piéton lui-même doit se baisser, qui s'étendaient en avant du front du $\frac{\text{II}}{32}$. Selon nous, c'est la présence de cet obstacle insurmontable et visible de loin qui a rendu si divergentes les deux charges de la brigade Michel.

A l'apparition de la cavalerie, les compagnies allemandes se déploient sur leur emplacement même; les tirailleurs courent à l'obstacle le plus proche.

On vit bientôt le régiment qui tenait la tête de la charge (8ᵉ cuirassiers) obliquer vers la droite et, à demi-déployé, se diriger à plein galop sur la sortie nord de Morsbronn; le $\frac{\text{II}}{32}$ fait demi-à-droite et ouvre le feu; les cuirassiers fusillés de flanc et de front abordent néanmoins les compagnies du Iᵉʳ bataillon; l'aile gauche de la 2ᵉ compagnie est renversée; une partie du régiment s'engouffre dans le village, où elle est décimée par les 3ᵉ et 4ᵉ compagnies réfugiées dans les maisons; les débris s'échappent vers le sud-est.

Le reste du régiment a tourné à droite, mais c'était pour tomber sous le feu des deux compagnies de la 21ᵉ division, qui, on se le rappelle, suivaient la route de Haguenau.

Le 8ᵉ cuirassiers n'était pas encore engagé dans Morsbronn qu'une nouvelle masse de cavalerie (9ᵉ cuirassiers et 6ᵉ lanciers) se déployait à 900 mètres dans le nord-ouest et chargeait aussitôt droit au sud; le $\frac{\text{II}}{32}$ se redresse et prend en écharpe ces nouveaux assaillants; la compagnie de pionniers placée à l'extrême gauche a voulu se pelotonner, elle n'en a pas eu le temps, elle est foulée aux pieds des chevaux; la $\frac{8}{32}$ déployée recevait en même temps le choc des deux escadrons de lanciers qu'elle repoussait par un feu de salve suivi d'un feu rapide.

Le $\frac{\text{III}}{94}$ a jeté deux compagnies dans les maisons ouest du village; les deux autres se sont déployées le long de la route de

Laubach; le 9e cuirassiers apparaît bientôt contournant le mamelon 233; il s'est en partie disloqué sous le feu terrible que le $\frac{II}{32}$ a tout à l'heure dirigé sur son flanc; une partie du régiment oblique vers l'ouest, l'autre tourne à l'est et, défilant sous le feu des compagnies du $\frac{III}{94}$, s'engage dans Morsbronn à fond de train; elle va s'écraser contre une barricade élevée rapidement par les fusiliers.

Les débris des deux héroïques régiments disparaissent vers le sud. Un groupe de 50 à 60 cavaliers du 8e qui cherche à remonter vers Fortsheim, se trouve, à un moment donné, à 100 ou 150 pas en arrière du 13e hussards, alors dans la vallée de l'Eberbach. Ici la relation officielle énumère complaisamment les manœuvres savantes des hussards prussiens : demi-tour par peloton, départ au galop de pied ferme, attaque de flanc, mêlée, rien n'y manque. Voici, paraît-il, ce qui se passa réellement : les hussards surpris firent bien demi-tour, mais ce fût pour saisir leurs carabines, pendant que les nôtres, à court de souffle, s'arrêtaient et s'armaient de leurs pistolets. Quelques coups de feu furent échangés, et les cuirassiers, finalement, s'éparpillèrent dans toutes les directions.

A 1 h. 1/2, les derniers cavaliers disparaissaient dans le Sangwald.

En résumé, quatre compagnies allemandes furent seules directement chargées par la cavalerie; ce furent : 1° les $\frac{4^e \text{ et } 2^e}{32}$ à la sortie nord de Morsbronn; la 4e, par son feu combiné avec celui du IIe bataillon, parvint à détourner l'orage; mais la 2e, sans doute trop près de la route, eût son aile gauche renversée;

2° La compagnie de pionniers vers la cote 233 : les hommes voulurent se pelotonner, mais, mal dressés aux mouvements rapides, ils eurent à peine le temps de tirer, et furent renversés; cette compagnie eût été beaucoup mieux à sa place à Gunstett, sur la Sauer, où, en raison de la pénurie des passages, on devait amèrement regretter son absence;

3° La $\frac{8^e}{32}$ reçut déployée la charge des deux escadrons de lanciers et les dispersa.

La marche de l'infanterie prussienne avait été retardée d'en-ıron quinze minutes; mais ces charges avaient permis aux der-iers fantassins français, en particulier au 56e de ligne, de se érober en filant derrière la cavalerie et de venir se réfugier ans les bouquets de bois d'Eberbach.

Résumons. Le général de Schkopp, animé d'une initiative qui ·ise de très près l'indiscipline, prend la direction d'une opéra-on à laquelle le commandement n'avait voulu consacrer que eux bataillons.

Les dispositions prises alors — 94e en échelon à gauche — emblent plutôt avoir eu pour but de mettre ce régiment hors de ortée des nouveaux ordres qui auraient pu le faire revenir Gunstett.

A Morsbronn, le général, délivré de toute inquiétude sous ce apport, recouvre alors toute sa netteté d'esprit; personnelle-ıent, il n'est pour rien dans l'échec infligé à la cavalerie fran-aise; mais, sa marche sur le Niederwald avant l'arrivée des rdres du généralissime, le soin avec lequel il guide le 94e régi-nent pour ne pas le laisser se fondre et se désorganiser dans les ourrés du Niederwald, l'attention qu'il apporte, pendant sa narche, aux événements survenus à droite ou à gauche, attention ui lui permet de jeter dans la balance au bon moment l'appoint le ses trois bataillons frais, tout cela dénote chez cet officier ;énéral des qualités remarquables d'à-propos et de vigueur.

Quant au jugement porté plus haut au sujet de l'initiative xtraordinaire du général de Schkopp, les lignes qui suivent, crites par un officier allemand au sujet de la bataille de Frœs-hwiller l'expliqueront suffisamment : « Il y avait, parmi les chefs les rangs inférieurs, une attention manifeste d'agir indépen-lamment de leurs commandants directs et de combattre sous eur propre responsabilité. Tout le désir des capitaines était l'échapper au contrôle de leur chef de bataillon, bien qu'ils aient aru ignorer que leurs subordonnés étaient également décidés les abandonner à leur tour sous le moindre prétexte et à en-raîner leurs züge. Sur l'esprit de ces chefs inférieurs avait été mprimée l'importance de se porter constamment sur le flanc de adversaire et de s'assurer constamment l'avantage du terrain ». 'lus loin, au sujet des généraux : « Excellents chefs pour faire nanœuvrer leur brigade ou leur division sur le terrain d'exer-

cices, ils ne savaient plus comment agir dans des circonstances imprévues, quand leur brigade ou leur division n'étaient que des unités parmi d'autres. » (*Revue du Cercle militaire*, 2e semestre, 1898.)

N'est-ce pas dans ces quelques lignes qu'il faut chercher l'explication des mouvements qui nous ont paru incompréhensibles ? Celui de ces deux compagnies du 80e qui viennent de Gunstett à Morsbronn, alors que les deux autres compagnies de leur bataillon luttent à l'Albrechoff; plus tard, le mouvement du $\frac{III}{83}$ en dehors de la forêt de Niederwald, laissant le $\frac{III}{95}$ se débrouiller tout seul sous bois, et le $\frac{III}{82}$ qui apparaît à la fin de journée à la gauche du 94e ! Enfin, ne serait-ce pas là aussi le secret de la conduite du général de Schkopp lui-même au début de l'engagement ?

Attaque d'Eberbach par le 32e *régiment et le* $\frac{III}{94}$. — Vers 1 h. 45, le 32e régiment, en ligne de colonnes de compagnie, bordait le chemin de Gunstett—Eberbach ; le $\frac{III}{94}$, dans la vallée, achevait de débarrasser les bouquets de bois des dernières fractions ennemies qui s'y trouvaient.

Le 32e recevait du général de Schkopp l'ordre de refouler les débris de la division Lartigue, alors en position dans Eberbach et sur les côteaux au nord-ouest.

Le régiment change de direction à gauche et s'établit face à l'ouest ; les pelotons de tirailleurs descendent dans la vallée et entament la fusillade avec les Français disséminés dans les jardins et les vergers. Mais la résistance est opiniâtre, et l'on ne peut parvenir à dépasser le ruisseau.

Le $\frac{III}{94}$ s'approchait à ce moment de la lisière sud du village, les 11e et 12e compagnies en première ligne, 9e et 10e en réserve.

La 11e compagnie s'établit derrière le talus assez élevé de la route de Gunstett et ouvre le feu. Sous cette protection, la 12e compagnie d'abord, les 9e et 10e ensuite, appuient à gauche et s'élèvent sur les pentes ; la 12e compagnie s'engage bientôt

directement en face de la sortie sud du village; les deux autres compagnies contournent encore davantage à l'ouest; le feu des défenseurs faiblissait et finissait par s'éteindre; les compagnies prussiennes pénètrent dans Eberbach, le $\frac{\text{III}}{32}$ y entrait également par la lisière est; on n'y trouvait plus que quelques soldats du train et des fourgons.

L'ennemi s'était retiré sur les hauteurs au nord-ouest, d'où il ouvrait un feu meurtrier sur le 32e; ce dernier, malgré tous ses efforts, ne put parvenir à déboucher d'Eberbach; vers 2 h. 1/2 seulement, alors que le Niederwald était presque en entier aux mains des Allemands, les fractions ennemies disparurent petit à petit dans la direction de l'ouest. Le 32e marchait sur leurs traces, puis appuyait à droite pour gagner la route de Reichshoffen; il n'y arriva qu'à 5 h. 1/2.

Si nous avons donné une mention spéciale à ce combat, peu important en somme, c'est qu'il prouve une fois de plus l'impuissance presque absolue dans laquelle se trouvait l'infanterie prussienne privée de son artillerie.

Il y avait là, en effet, sur ces hauteurs d'Eberbach, de 600 à 800 combattants, débris des 56e de ligne, 3e tirailleurs, 1er chasseurs et quelques zouaves du 3e. Sous la vigoureuse impulsion du général de Lartigue, cette troupe, au feu depuis 8 heures du matin, va tenir tête aux trois bataillons frais du 32e prussien, à peu près 3,000 hommes, dont les pertes, jusqu'à présent, ont été insignifiantes et qui, semble-t il, devraient encore être tout frémissants d'enthousiasme d'avoir vu cette magnifique cavalerie française venir s'écraser sous leurs balles.

C'est qu'ici la partie ne ressemble plus à celle qui se jouait tout à l'heure en face de Gunstett; l'artillerie allemande ne peut pas intervenir. Elle ne peut pas, comme à l'Albrechoff, ruiner et bouleverser la défense, avant même que l'infanterie n'aît entamé son attaque.

Aussi, le colonel Fœrster, témoin des tentatives inutiles de son IIIe bataillon pour déboucher d'Eberbach, n'insiste pas; il attend que les Français se décident à la retraite.

Plus tard, il mettra trois heures pour parcourir les 4 kilomètres qui le séparent de la route de Reichshoffen, et sa marche prudente, circonspecte, sera loin de donner les brillants résul-

tats que se promettait le général de Schkopp en envoyant le 32ᵉ dans cette direction.

Et le 13ᵉ hussards, que devient-t-il dans tout cela ? Le 13ᵉ hussards ne se décolle pas du 32ᵉ; n'ayant rien fait pour intimider les derniers défenseurs des coteaux de Schirlenhof, il n'essayera pas davantage, lorsque ceux-ci auront retraité directement sur Reichshoffen, d'atteindre la route de Frœschwiller avant son camarade de l'infanterie. C'était, on l'avouera, de la camaraderie de combat, un peu trop prise à la lettre.

Nous terminerons cette étude de l'action de la 22ᵉ division sur le champ de bataille de Frœschwiller par les *Observations* suivantes :

a) Le passage du pont de Gunstett à midi et midi, par six compagnies du 95ᵉ, peut être cité comme un modèle du genre. Il prouve avec quel soin les compagnies prussiennes avaient été dressées aux mouvements rapides des champs de bataille ;

b) A 1 heure, à l'Albrechthauserdorff, l'arrivée sur la ligne même du combat, des compagnies de 2ᵉ ligne qui n'avaient rien à y faire, provoque une confusion dont les Français surent profiter.

Nous retrouvons là ce que nous avons maintes fois constaté dans la 3ᵉ brigade d'infanterie. Des secondes lignes beaucoup trop rapprochées qui, sans autres motifs que de se soustraire au feu, se jettent sur la première et paralysent ses mouvements; survienne une contre-attaque vigoureuse, fût-elle même exécutée par des troupes peu nombreuses, tout cède et se disperse. A Villers-Bretonneux, nous avons vu trois compagnies de chasseurs à pied, lancées au bon moment, déloger ainsi deux bataillons du 44ᵉ prussien ; à l'Albrechdff, ce furent deux compagnies de zouaves qui donnèrent le branle et dispersèrent les dix ou douze compagnies entassées autour de la ferme; à 3 heures, en face du Petit-Bois, deux compagnies du 96ᵉ de ligne, après un court feu rapide, verront s'enfuir devant elles deux bataillons du 83ᵉ et toute la cohue qui enveloppait ces derniers;

c) L'infanterie prussienne n'ouvre le feu qu'aux petites distances, et les chefs de bataillon savent prendre des formations appropriées aux circonstances; ils mettent d'emblée leurs quatre compagnies en première ligne lorsqu'il faut obtenir un résultat

immédiat, certains qu'ils sont d'être soutenus à bref délai, $\frac{I, II}{32}$ sur Morsbronn, $\frac{III}{95}$ sur le Niederwald.

C'est presque un lieu commun de dire que les Allemands surent tirer le plus grand parti du terrain ; nous ne pouvons cependant nous empêcher de signaler, à ce point de vue, les heureuses dispositions prises par le chef du $\frac{III}{94}$ pour l'enlèvement d'Eberbach ;

d) Enfin, l'extraordinaire confusion qui régna dans le Niederwald parmi les troupes du XIe corps, à partir de 2 heures, est une preuve de l'attention que l'on doit apporter à ne jamais laisser pénétrer sous bois des troupes en désordre, même victorieuses.

Les éléments désunis, mélangés, doivent être impitoyablement écartés ; qu'ils se reforment sur les chemins ou sur les lisières extérieures, très bien ; mais, quant à les employer immédiatement à nouveau, il n'y faut pas songer ; bien plus, celui qui a pu ou qui a su rester maître de sa troupe doit, avec le plus grand soin, éviter leur contact.

GRANGE,
Capitaine au 48e rég. d'infanterie.

(*A continuer*.)

LA

LÉGION ÉTRANGÈRE

ET LES

TROUPES COLONIALES[1]

CHAPITRE III.

CONSIDÉRATIONS SUR L'ORGANISATION ET LES EFFECTIFS DE LA LÉGION ÉTRANGÈRE.

Organisation actuelle de la légion étrangère. — Exposé des ressources en personnel dont dispose la légion étrangère ; économie qui préside au recrutement et à l'entretien des légionnaires ; avantage de l'emploi des contingents de la légion ; mesure dans laquelle ces contingents devraient être utilisés pour l'armée coloniale. — Instabilité des formations coloniales de la légion dans l'organisation actuelle. — Projet de réorganisation des formations de la légion étrangère ; attribution de la constitution régimentaire aux formations coloniales de cette arme.

La légion étrangère comprend un ensemble de deux régiments : 1er et 2e régiment étranger, organisés chacun, en 1902, à six bataillons de quatre compagnies, plus deux compagnies de dépôt.

Les deux régiments étrangers ont leurs portions centrales et dépôts stationnés dans la province d'Oran : le 1er régiment à Sidi-bel-Abbès, le 2e régiment à Saïda.

Chacun des deux régiments étrangers détache un certain nombre de bataillons d'occupation coloniale au Tonkin et à Mada-

[1] Voir les livraisons de janvier et juin 1902.

scar; ces bataillons sont considérés comme partie intégrante
régiment d'Algérie dont ils sont détachés et conservent les
méros qui leur sont affectés dans leurs régiments respectifs.
Il n'existe donc pas de groupements régimentaires autonomes
ur les formations de la légion étrangère aux colonies. Tout au
us quelques bataillons de la légion stationnés aux colonies
t-ils été, à certaines époques, groupés temporairement par
ux ou par trois pour former des régiments de marche; mais
s groupements n'eurent jamais d'autre portée que celle de faci-
er momentanément le commandement local[1]. Les bataillons de
légion détachés aux colonies ont toujours été, malgré l'éloi-
ement, maintenus dépendants des portions principales d'Al-
ie, comme s'il se fût agi de détachements et portions centrales
tionnées dans un seul et même territoire.

'organisation de la légion étrangère aux colonies diffère donc
entiellement de celle de l'infanterie coloniale. En effet, nous
ns vu que, dans l'infanterie coloniale, les formations de
rche ont été supprimées dès 1890 et que les bataillons déta-
s aux colonies par les régiments stationnés en France ont,
cette époque, été définitivement groupés en régiments de
in exercice, distincts des régiments métropolitains.

la date du 1er janvier 1902, les six bataillons du 1er étranger
ient ainsi répartis : 2 bataillons à Sidi-bel-Abbès, 1 à Géry-

---

En 1900, les deux bataillons expédiés à Diégo-Suarez pour l'organisa-
du point d'appui de la flotte furent organisés en un régiment de marche
s le commandement d'un lieutenant-colonel; à la même époque les trois
aillons du 2e étranger stationnés au Tonkin furent également groupés en
régiment de marche sous le commandement d'un lieutenant-colonel; par
tre, les deux bataillons du 1er étranger stationnés à la même époque dans
même colonie ne furent pas groupés en régiment de marche.

Cette organisation de régiments de marche de la légion, qui fut d'ailleurs
émère, était une nouveauté; jamais, jusqu'alors, les bataillons de la légion
tionnés aux colonies n'avaient formé de régiments de marche, sauf à l'époque
la conquête du Tonkin, 1883-87, au temps où le ministère de la guerre
ait la direction des opérations militaires en Indo-Chine. Depuis lors, il ne
trouvait plus de colonel ou de lieutenant-colonel de la légion, c'est-à-dire
la *Guerre*, en service aux colonies, la marine s'y opposant.

Seuls de tous les officiers de leurs régiments les colonels et lieutenants-
onels des régiments étrangers ne voient donc jamais arriver leur tour de
ignation coloniale; leur destinée est d'être en permanence maintenus dans
dépôts d'Algérie, errements singuliers qu'il serait peut-être opportun de
difier.

ville, 1 à Aïn-Sefra, 2 au Tonkin. Les six bataillons du 2e étranger étaient ainsi répartis : 1 à Saïda, 1 à Aïn-Sefra, 3 au Tonkin, 1 à Diégo-Suarez [1].

Enfin, en outre des deux régiments étrangers, il existe un bataillon de marche de la légion étrangère à quatre compagnies stationné à Madagascar avec son dépôt à Majunga. Les compagnies de ce bataillon étaient ainsi réparties au 1er janvier 1902 : 1re compagnie à Ankazobé (Imérina); 2e compagnie à Tsimanandrafozana (territoire Sakalave, côte ouest); 3e compagnie à Tulléar (côte sud-ouest), 4e compagnie à Fort-Dauphin (côte sud-est).

Ce bataillon est entièrement tenu hors cadres et compte en plus des régiments étrangers. C'est en quelque sorte un bataillon formant corps, s'administrant séparément, à part la tenue de la matricule qui incombe au 1er régiment étranger à Sidi-bel-Abbès.

Cela fait donc, pour la légion étrangère, un ensemble de :

1° Deux régiments chacun à six bataillons de quatre compagnies, plus deux compagnies de dépot;

2° Un bataillon de marche de quatre compagnies.

Total treize bataillons de quatre compagnies, plus quatre compagnies de dépôt; soit en fin de compte cinquante-six compagnies dont, à la date du 1er janvier 1902 :

---

[1] A noter la répartition singulière en vertu de laquelle le 2e régiment étranger avait, au 1er janvier 1902, quatre bataillons détachés aux colonies, tandis que le 1er étranger ne comportait à la même époque que deux bataillons coloniaux.

Au 1er janvier 1900, le 1er étranger possédait un bataillon détaché au Tonkin ; le 2e étranger en possédait deux dans la même colonie. Au printemps 1900, chaque régiment étranger reçut l'ordre d'envoyer un nouveau bataillon au Tonkin : cela porta à deux bataillons le nombre des bataillons détachés au Tonkin par le 1er régiment et à trois le nombre des bataillons détachés dans la même colonie par le 2e régiment. Au printemps 1900, chaque régiment étranger eut à expédier un bataillon à Diégo-Suarez pour l'organisation du point d'appui de la flotte.

En janvier 1901 on décida de réduire à un bataillon étranger la garnison de la légion entretenue à Diégo. Il semblait conforme à la logique que le bataillon du 2e étranger fût désigné pour rentrer en Algérie, puisque le 2e étranger avait déjà au Tonkin un bataillon de plus que le 1er étranger. Ce fut au contraire le bataillon du 1er étranger que l'on fit rentrer.

Il en résulta que le 1er régiment étranger n'eut, à dater du 1er janvier 1902, que deux bataillons stationnés aux colonies, tandis que le 2e étranger en conservait quatre : trois au Tonkin, un à Diégo-Suarez.

	28	compagnies stationnées	en Algérie.
	20	—	au Tonkin.
	8	—	à Madagascar[1].
Total.....	56		

*
* *

Nous avons exposé, au chapitre Ier les dispositions organiques suivant lesquelles s'opère le recrutement des légionnaires ; nous avons montré comment ces dispositions, en ouvrant largement l'accès de la légion et en abrégeant les formalités d'engagement, assurent au corps une alimentation en personnel ininterrompue et presque indéfinie; nous avons dit pourquoi, malgré le traitement plutôt maigre fait aux légionnaires, l'affluence des engagements se maintient perpétuellement florissante; nous avons décrit la clientèle habituelle de la légion : Allemands, Suisses, Belges et Français,

Si les dispositions spéciales au recrutement des légionnaires assurent à la légion l'abondance des effectifs, la stabilité de ces effectifs lui est en outre assurée par les dispositions légales concernant la durée du service des légionnaires, durée qui a été maintenue pour tous uniformément à cinq années. (Décret du 14 septembre 1864.)

C'est donc la combinaison des effets de ces diverses dispositions organiques, appel universel aux volontaires de toutes catégories, facilités d'engagement, service à long terme, qui assure à la légion des effectifs non seulement considérables, mais se maintenant perpétuellement d'année en année sur un pied sensiblement constant.

L'un des plus importants facteurs du rendement d'une troupe coloniale est la durée plus ou moins longue du service aux colonies qu'on peut attendre des éléments employés ; ces conditions se trouvent remplies de la façon la plus avantageuse à la légion en raison du maintien des dispositions du décret du 14 septembre 1864 qui assure à cette troupe *le service à long terme pour la totalité de son personnel.*

---

[1] Ainsi que nous le verrons ci-après, cette répartition est actuellement modifiée (mai 1902).

Les statuts organiques particuliers à la légion étrangère font d'elle, en conséquence, une troupe éminemment propice à l'emploi colonial, et l'exposé qui précède montre tout l'avantage qu'offrirait pour la constitution des effectifs européens de nos forces coloniales un emploi plus étendu des contingents de la légion.

Quelques exemples et des chiffres puisés aux documents officiels vont nous permettre de compléter cet exposé.

Nous donnerons une idée de la richesse en effectifs que l'affluence des engagements procure par moments à la légion en rappelant qu'à une époque relativement récente, 1895, les effectifs de chacune des compagnies de dépôt des deux régiments étrangers, lesquelles alimentent les compagnies actives, se maintenaient couramment à près de 800 ou 1,000 hommes [1] ; que tout en même temps l'effectif de chacune des compagnies actives des bataillons stationnés en Algérie se maintenait au chiffre moyen de 250 hommes. A la même époque on a pu voir le bataillon de relève du Sud du 1er régiment étranger se rendre de Bel-Abbès à Aïn-Sefra, en octobre 1895, avec des effectifs de 300 hommes par compagnie ; or ce bataillon allait simplement tenir garnison à Aïn-Sefra et y remplacer le bataillon qui venait d'y accomplir une année de séjour ; il ne s'agissait pas d'un renforcement des garnisons de l'Extrême-Sud en vue d'opérations sur la frontière marocaine ou sur les oasis sahariennes, opérations dont il n'était point question à cette époque-là ; ces effectifs se trouvaient atteints simplement en raison de la surabondance de personnel

---

[1] Nous disons 800 à 1000 hommes par compagnie de dépôt. Consulter à cet égard soit les archives du corps, soit l'étude du colonel de Villebois Mareuil qui commandait à cette époque le 1er régiment étranger (*Revue des Deux-Mondes*, année 1896, t. 134). Cette affluence d'engagements était en partie provoquée par l'expédition de Madagascar. Notons que ces engagements n'étaient pas contractés pour la seule « durée de la guerre », sorte d'engagements qui ne sont pas autorisés pour la légion, mais bien pour cinq ans. En conséquence, la situation que nous exposons ici s'est maintenue à peu près telle quelle jusque vers l'année 1900, à part les déchets inévitables et les libérations pour fin de congé.

Pour en revenir à l'année 1895, quand on songe que l'on avait sous la main de pareilles ressources et la possibilité de mettre sur pied pour la conquête de Madagascar 3 ou 4,000 légionnaires, on ne s'explique guère la conception, en vue de cette expédition, d'un 200e de ligne et d'un 40e bataillon de chasseurs.

i existait alors dans les compagnies de dépôt, lesquelles aient profité du départ du bataillon du Sud pour se débarsser d'une partie de leurs excédents.

Ajoutons qu'en cette même année 1895, la légion étrangère ait fourni un bataillon de marche de 1000 hommes au corps péditionnaire de Madagascar et que, dans le courant du uxième semestre de la même année, deux renforts de plusieurs ntaines d'hommes avaient été dirigés d'Algérie sur ledit bailIon à Madagascar.

Un autre élément d'appréciation de l'importance des effectifs la légion étrangère est fourni, ainsi que nous l'avons dit au apitre Ier, par cette simple donnée que, durant tout le cours la période d'expansion coloniale écoulée depuis 1883, les dé-ts de la légion se sont constamment trouvés en mesure d'en-etenir sur le pied du complet budgétaire de 150 hommes ffectif de chacune des compagnies stationnées aux colonies, et us venons d'exposer que tout en même temps l'effectif moyen s compagnies actives des portions centrales d'Algérie se main-ait en permanence aux chiffres d'environ 200 ou 250 mmes, chiffres souvent même dépassés.

Nous avons donné le détail d'une situation d'effectif du 1er ré-nent étranger au 31 décembre 1897 établissant qu'à cette date ffectif dudit régiment, portions coloniales comprises, était de 066 (sept mille soixante-six) hommes. Comme la situation du régiment étranger, à la même date, devait être sensiblement ale, il s'ensuit que l'ensemble de la légion étrangère, au début l'année 1898, présentait un effectif total de près de 14.000 mmes, portions d'Algérie et des colonies réunies.

Depuis cette époque, les conditions ont si peu varié que, tout emment, au printemps 1900, chacun des régiments étrangers u fournir un bataillon de 1000 hommes pour le renforcement corps d'occupation du Tonkin et un autre également de 00 hommes pour la garnison du point d'appui de la flotte à égo-Suarez, et cela sans affaiblir outre mesure les ressources s bataillons maintenus en Algérie, lesquels ont pu fournir, ujours en 1900, d'importants contingents pour les expéditions a Gourara et d'Igli.

En résumé, l'ensemble des deux régiments de la légion étran-ère constitue une force variant de 12,000 à 14,000 hommes et

se maintenant perpétuellement sur ce pied en raison de l'affluence des engagements souscrits et de l'effet du service à long terme.

C'est donc un groupement d'une importance considérable et qui est bien près d'égaler, s'il ne le surpasse, l'effectif total de toute l'infanterie d'un corps d'armée métropolitain sur le pied de paix.

*
* *

Nous allons établir maintenant par quelques chiffres l'économie résultant, à égalité d'effectifs, de l'emploi des contingents de la légion étrangère comparé à celui des contingents de l'infanterie coloniale , dans les conditions où l'un et l'autre de ces contingents sont actuellement recrutés.

Nous rappellerons d'abord qu'il n'existe pas de primes d'engagement pour le recrutement des légionnaires. Ce recrutement s'opère uniquement par voie d'engagements volontaires d'une durée de cinq ans ; les engagements sont souscrits d'une façon absolument gratuite, sans avantages pécuniaires d'aucune sorte. Il n'est point non plus payé de primes de rengagement aux légionnaires. A l'expiration de leur congé de cinq ans et suivant qu'ils ont quitté le corps ou sont encore au corps, c'est par voie de nouvel engagement volontaire de cinq ans aussi gratuit que le premier, ou par voie de rengagement pour deux ou cinq ans également gratuit, que les légionnaires sont admis à continuer leurs services au corps. (Décret du 14 septembre 1864.)

Par contre, le recrutement des engagés volontaires et des rengagés s'opère, dans l'infanterie coloniale, à l'aide de primes fixées comme il suit :

Pour un engagement de	4 ans.........	100 francs.
—	5 ans.........	200 —
Pour un rengagement de	1 an..........	100 —
—	2 ans.........	200 —
—	3 ans.........	300 —
—	5 ans.........	600 —

Examinons maintenant les règles d'allocation des hautes payes

d'ancienneté respectivement attribuées, d'une part aux légionnaires, d'autre part aux hommes de l'infanterie coloniale.

Les hautes paies d'ancienneté sont de deux sortes : 1° les hautes payes sur le pied de la solde d'Europe ; elles sont imputées au budget de la guerre et sont payées aux légionnaires pendant leur séjour en Algérie, aux hommes d'infanterie coloniale pendant leur séjour en France ; 2° les hautes payes sur le pied de la solde coloniale ; elles sont imputées au budget des colonies et sont payées aux légionnaires et aux hommes de l'infanterie coloniale pendant leurs séjours aux colonies.

On pourrait croire, au premier abord, que ces différentes hautes paies sont attribuées aux légionnaires dans les mêmes conditions d'ancienneté de service qu'aux hommes de l'infanterie coloniale. Mais il n'en est rien.

Le service militaire se décompte à la légion étrangère par périodes successives de cinq ans ; nous avons expliqué qu'il en est ainsi par application du décret du 14 septembre 1864 dont les dispositions sont spéciales à la légion étrangère. Par contre, le service militaire se décompte, dans l'infanterie coloniale, par périodes successives de trois ans, et cela par application tant des dispositions de la loi du 15 juillet 1889 que du décret du 4 août 1894, fixant les avantages spéciaux consentis aux troupes coloniales.

Il résulte de ceci que l'admission des légionnaires à la première haute paye d'ancienneté a lieu à cinq ans de services effectifs, à la deuxième haute paye à dix ans de services effectifs, tandis que dans l'infanterie coloniale l'admission à ces hautes payes a lieu à trois ans et à six ans de services effectifs, soit respectivement deux ans et quatre ans plus tôt qu'à la légion. En conséquence, alors qu'un homme de l'infanterie coloniale a généralement droit à la 1re haute paye coloniale (0 fr. 60) dès son premier séjour aux colonies, puis à la seconde haute paye coloniale (1 fr.) à son deuxième séjour aux colonies, le légionnaire n'a généralement droit à la première haute paye coloniale (0 fr. 60) qu'à son second séjour colonial et à la deuxième haute paye coloniale (1 fr.) qu'à sa troisième période de séjour aux colonies.

Cela se traduit, en ce qui concerne les seules hautes payes coloniales, pour le premier rengagement, par une différence de

438 francs (2 × 365 × 0,60) et pour le second rengagement par une différence également de 438 francs (3 × 365 × 0,40), total 876 francs, ***en moins payés*** à un militaire de la légion étrangère ayant la même ancienneté de services et le même nombre d'années de présence (cinq ans[1]) dans la même colonie qu'un militaire de l'infanterie coloniale.

Sur le pied de la solde d'Europe, la différence de traitement est également sensible, les hautes payes y étant fixées comme il suit :

Légion étrangère (application des dispositions du décret du 14 septembre 1864 et des tarifs de hautes payes des troupes non coloniales) :

1re haute paye,	après 5 ans de service		0 fr. 12
2e —	après 10 ans	—	0 fr. 16

Infanterie coloniale (dispositions du décret du 4 août 1894) :

1re haute paye,	après 3 ans de service		0 fr. 30
2e —	après 6	—	0 fr. 50

Ce qui se traduit, pour le premier rengagement par une différence de 204 fr. 40, et pour le second rengagement par une différence de 248 fr. 20 ; total 452 fr. 60, en moins payés, en fait de haute paye sur le pied de la solde d'Europe, à un légionnaire ayant même ancienneté de service qu'un militaire de l'infanterie coloniale et séjournant, entre deux campagnes d'outre-mer, en Algérie, souvent dans l'Extrême-Sud, pendant que son camarade de l'infanterie coloniale séjourne en France.

Pour bien fixer les idées, nous allons donner ci-après le tableau comparatif des prestations en tant que primes d'engagement, primes de rengagement et hautes payes, respectivement payées, d'une part à un militaire de l'infanterie coloniale, d'autre part à un militaire de la légion, parachevant l'un et l'autre quinze années de services par périodes successives (congés) de cinq ans et accomplissant tous deux un séjour colonial au cours de chaque période de cinq ans.

---

[1] En deux séjours coloniaux successifs, l'un de deux ans, l'autre de trois ans.

INFANTERIE COLONIALE.

		fr. c.
1er Congé.	Engagé volontaire pour cinq ans, prime d'engagement	200 00
	L'engagé part au colonies après trois ans de service.	
	Haute paye coloniale après trois ans de service (2 × 365 × 0,60)...........	438 00
2e Congé.	Rengagement de cinq ans, prime de rengagement..........................	600 00
	Séjour de deux ans en France.	
	1 an de haute paye à 0,30 (1 × 365 × 0,30) / 1 an de haute paye à 0,50 (3 × 365 × 0,50)	292 00
	Séjour de trois ans aux colonies.	
	3 ans de haute paye à 1 fr. (3 × 365 × 1 fr.)	1.095 00
3e Congé.	Séjour de deux ans en France.	
	2 ans de haute paye à 0,50 (2 × 365 × 0,50)	365 00
	3 ans de séjour aux colonies.	
	3 ans de haute paye à 1 fr. (3 × 365 × 1 fr.)	1.095 00
	Total......	4.085 00

LÉGION ÉTRANGÈRE.

		fr. c.
1er Congé.	Engagé volontaire pour cinq ans, pas de prime d'engagement.................	»
	L'engagé part aux colonies après trois ans de service.	
	Pas de haute paye coloniale, n'y ayant droit qu'après cinq ans de service seulement.	»
2e Congé.	Rengagement de cinq ans, pas de prime de rengagement	»
	Séjour de deux ans en Algérie.	
	2 ans de haute paye à 0,12 (2 × 365 × 0,12)	87 60
	Séjour de trois ans aux colonies.	
	3 ans de haute paye à 0,60 (3 × 365 × 0,60)	657 00
3e Congé.	Séjour de deux ans en Algérie.	
	2 ans de haute paye à 0,16 (3 × 365 × 0,16)	116 80
	Séjour de trois ans aux colonies.	»
	3 ans de haute paye à 1 fr. (3 × 365 × 1 fr.)	1.095 00
	Total......	1.956 40

L'entretien d'un soldat d'infanterie coloniale coûte donc :

Après 5 ans de services 638 francs de plus que celui d'un légionnaire.

Après 10 ans de services 1880 fr. 40 de plus que celui d'un légionnaire.

Après 15 ans de services 2,138 fr. 60 de plus que celui d'un légionnaire.

Ces chiffres, on en conviendra, ont leur éloquence.

Réservant notre opinion au sujet du plus ou moins d'équité qui préside au traitement fait aux légionnaires, nous nous bornerons à ce simple exposé comparatif des avantages consentis aux deux categories de soldats coloniaux; exposé permettant de conclure au sujet de l'emploi plus ou moins avantageux, de l'un ou l'autre contingent, au point de vue budgétaire, dans les conditions qui leur sont faites actuellement.

***

Au moment de fixer d'une façon définitive la constitution des éléments européens d'occupation coloniale, il semblait que la considération guidant le législateur, dut être, après avoir déterminé l'importance des garnisons européennes indispensables à la sécurité des colonies, de mettre à profit, pour leur constitution, l'ensemble des contingents utilisables pour le service d'outre-mer que l'on avait sous la main.

On avait d'un côté l'infanterie de marine composée, pour une part, d'engagés volontaires et de rengagés servant à long terme, pour l'autre part de jeunes soldats du service de trois ans empruntés au contingent métropolitain; on avait ensuite les contingents créoles de certaines colonies.

On avait enfin d'autres contingents dont on ne pouvait ignorer la valeur en vue de l'emploi colonial, contingents fournis par certaines troupes spéciales de l'armée d'Afrique, lesquelles, en raison des statuts organiques qui leur sont particuliers, bénéficient d'un recrutement gratuit, à régime constant et presque indéfini. Il semblait tout indiqué de tirer parti de ces éléments pour l'armée coloniale dans la plus large mesure.

Mais comme ces contingents ne relevaient pas des troupes de la marine, seules troupes dont on faisait état, en 1900, pour la

constitution des éléments d'occupation coloniale, on s'est borné à les classer dans une catégorie dite « réserve des troupes coloniales ».

Et cependant, en ce qui concerne la légion étrangère, les contingents ainsi laissés de côté avaient, comme troupe *d'occupation permanente coloniale*, une valeur de premier ordre qu'on n'eût point dû négliger.

Nous connaissons maintenant l'importance de ce groupement de 12,000 à 14,000 légionnaires servant tous uniformément à long terme (cinq ans) quoique non primés, soldats de carrière, partant tout indiqués pour le service colonial; d'autre part, nous savons que les rengagés de l'infanterie coloniale restent, malgré les primes, bien au-dessous des effectifs nécessaires, occasionnant ainsi un déficit qu'on est obligé de combler en faisant appel à des jeunes soldats du service de trois ans, contingent pourtant généralement considéré comme non utilisable pour le service colonial. Nous voyons la légion étrangère uniquement recrutée d'éléments essentiellement économiques et d'un entretien aussi modique que possible; ce qui nous permet de conclure, au point de vue budgétaire, à l'avantage de son emploi, à égalité d'effectifs, sur celui de l'infanterie coloniale.

Nous trouvons dans la légion étrangère une condensation sérieuse des effectifs assurée par la limitation de l'encadrement et procurant ainsi des unités sans cesse tenues au complet normal; par contre, nous connaissons la situation précaire des unités d'infanterie coloniale restant perpétuellement au-dessous du complet réglementaire, en raison de la dispersion des effectifs dans un nombre de formations trop étendu.

De cet exposé comparatif, on peut déduire tout l'avantage que le législateur pouvait tirer de l'emploi de la légion étrangère en la juxtaposant à l'infanterie coloniale pour combler les lacunes qui devaient fatalement résulter de l'emploi exclusif de celle-ci. L'adjonction des vieux soldats sans prime de la légion aux rengagés avec prime de l'infanterie coloniale permettait de fixer une limite au développement des contingents recrutés par voie onéreuse et, tout en même temps, cette mesure réalisait pour l'armée coloniale un ensemble imposant de soldats servant à long terme; les ressources de cette armée pour le service d'outre-mer en étaient considérablement augmentées.

Les contingents servant à long terme étant ainsi majorés, il était indiqué d'en tirer d'abord tout le parti possible ; ceci avait comme conséquence, une participation plus étendue de la légion au service colonial, mesure qui eût permis de faire un moindre appel, pour ce service, aux jeunes soldats de trois ans du contingent de France. On eût, de la sorte, évité d'encombrer de non-valeurs les formations coloniales.

On n'en a pas jugé ainsi et l'on a préféré reléguer la légion étrangère dans une catégorie de deuxième ligne, en réservant son concours aux cas de renforcements temporaires, mais en laissant habituellement sans emploi les ressources éminemment avantageuses qu'elle offre pour la constitution des éléments *permanents* d'occupation coloniale.

Il est temps que cette situation bâtarde prenne fin ; l'intérêt du pays l'exige. Qu'on soit assuré que tant que la légion sera maintenue dans son rôle actuel de réserve et tant qu'elle sera considérée comme « troupe métropolitaine », jamais ses ressources ne seront utilisées pour le service colonial comme elles méritent de l'être et surtout ne seront jamais utilisées par substitution partielle à des contingents budgétairement moins avantageux ; en conséquence, il est urgent de classer définitivement la légion dans les troupes coloniales.

L'ensemble de la légion étrangère constitue une force permanente de 12,000 à 14,000 hommes ; ce groupement est donc à lui seul l'équivalent du tiers des effectifs totaux actuels de l'infanterie coloniale, pour lesquels le tableau n° 11 annexé au décret d'organisation du 28 décembre 1900 fixe le chiffre théorique de 37,147 hommes, gradés compris.

Si ce dernier chiffre est réellement atteint [1] l'adjonction de la légion étrangère à l'infanterie coloniale consacrée législativement permettra de réaliser, pour les éléments européens de l'infanterie de l'armée coloniale, un ensemble variant de 45,000 à 50,000 hommes ; c'est-à-dire un effectif permettant non seulement d'entretenir en tout temps au complet les garnisons des dépôts coloniaux de France et d'Algérie et les garnisons des

[1] S'il est atteint ce n'est, en tout cas, que grâce aux prélèvements opérés sur le contingent métropolitain de trois ans et grâce à l'incorporation des créoles ; on sait la valeur militaire médiocre de ces derniers.

colonies, mais permettant, en outre, la formation éventuelle d'un groupe expéditionnaire de la force d'une division, sans avoir à faire d'emprunts extérieurs.

*
* *

Nous allons maintenant exposer les vicissitudes de l'emploi colonial de la légion étrangère depuis 1897.

Si l'on s'en tient à la répartition adoptée en fin 1897, après le retrait d'un bataillon étranger du Tonkin, répartition qui, dans la situation alors faite à la légion, semblait devoir être définitive, il ne devait plus être employé au service colonial qu'environ 2,400 hommes de la légion, savoir : trois bataillons de quatre compagnies de 150 hommes au Tonkin, un bataillon de quatre compagnies du même effectif à Madagascar. 9,600 légionnaires environ devaient donc rester en Algérie, sans emploi colonial.

Certes, l'année 1900 a été marquée par un appel tout exceptionnel fait aux contingents de la légion. Le renforcement du corps d'occupation d'Indo-Chine, l'organisation du point d'appui de la flotte à Diégo-Suarez, l'occupation des oasis sahariennes ont eu comme conséquence, au printemps de 1900, un emploi presque complet des forces de la légion étrangère habituellement tenues en expectative en Algérie.

Deux bataillons de 1000 légionnaires ont été envoyés au Tonkin pour y remplacer les troupes d'infanterie coloniale dirigées sur la Chine ; deux autres bataillons également complétés à 1000 hommes ont été dirigés sur Diégo-Suarez à la même époque ; enfin, la presque totalité des dépôts d'Algérie ont participé, toujours en 1900, aux colonnes d'Igli et du Gourara.

Mais ces détachements ne devaient pas avoir une durée indéfinie. Les contingents fournis aux colonnes de l'Extrême-Sud algérien ont réintégré les portions centrales de Bel-Abbès et de Saïda dès la fin des opérations ; en ce qui les concerne, il ne pouvait être naturellement question de les maintenir en permanence dans les régions sahariennes.

L'un des deux bataillons dirigés sur Diégo-Suarez au printemps de 1900 a été supprimé dès le mois de janvier 1901, et ses éléments ont été ramenés en Algérie ; en effet, la légion n'étant pas considérée comme « troupe coloniale », on s'est empressé

de renvoyer ce bataillon en Algérie dès que les travaux d'organisation du point d'appui de la flotte furent à peu près terminés, et sans chercher à ce bataillon une nouvelle destination coloniale qu'il eût été pourtant facile de lui trouver à Madagascar même. Les deux bataillons de renfort dirigés sur le Tonkin au printemps de 1900 s'y trouvaient encore au début de l'année 1902; mais il est à prévoir qu'on les fera rentrer en Algérie[1] à la clôture définitive des opérations de Chine et lorsque les contingents d'infanterie coloniale dirigés du Tonkin sur la Chine, en 1900, rentreront au Tonkin.

Les conditions antérieures au branle-bas occasionné par l'affaire de Fachoda et par l'expédition de Chine se reproduiront donc pour la légion, et comme en 1897 et 1898, après le retrait d'un bataillon étranger du Tonkin, on verra de grosses agglomérations de légionnaires maintenues inutilisées à Bel-Abbès et à Saïda.

On peut prédire que, tant que la légion ne sera pas classée dans les troupes coloniales, on remettra périodiquement sur le tapis la question de réduction, dans l'emploi colonial, de ses éléments, pour leur substituer contrairement à la logique de nouvelles et onéreuses créations d'infanterie coloniale. Nous ne pouvons oublier que, en 1896, il fut un moment question de faire

[1] C'est chose faite au moment où ces pages sont livrées à l'impression; la répartition des unités de la légion étrangère est devenue la suivante :

	EN ALGÉRIE.	AU TONKIN.	A MADAGASCAR.	TOTAUX.
1er régim. étranger.	5 bataillons. 2 compagnies de dépôt.	1 bataillon. »	» »	6 bataillons. 2 compagnies de dépôt.
2e —	3 bataillons. 2 compagnies de dépôt.	2 bataillons. »	1 bataillon. »	6 bataillons. 2 compagnies de dépôt.
Bataillon de marche de Madagascar...	»	»	1 bataillon.	1 bataillon.
TOTAUX.....	8 bataillons. 4 compagnies de dépôt.	3 bataillons. »	2 bataillons. »	13 bataillons. 4 compagnies de dépôt.

rentrer du Tonkin, l'un après l'autre, tous les bataillons de la légion qui s'y trouvaient stationnés et dont le seul tort était de dépendre « de la Guerre » ; sans l'explosion, aux Philippines, du conflit hispano-américain qui démontra la nécessité d'entretenir en Indo-Chine de forts effectifs européens, cette mesure eût été infailliblement appliquée.

En suite du rattachement des troupes coloniales à la Guerre, il semblait qu'on pût espérer que la légion n'aurait plus à redouter, dans la mesure de jadis, l'ostracisme dont elle était perpétuellement menacée du temps des troupes de la marine; les interpellations qui ont eu lieu récemment au Parlement (mars 1902) sont de nature à faire naître des doutes à cet égard.

Quoi qu'il en soit, en raison de la situation fausse qui lui est actuellement faite, la légion ne se trouve nullement encore à l'abri de toute mesure de réduction dans son emploi colonial.

Au reste, il serait temps de statuer une bonne fois et définitivement au sujet des effectifs de la légion à entretenir en permanence aux colonies et de renoncer à procéder par à-coup, tantôt en opérant des suppressions intempestives, tantôt en effectuant des envois précipités de renforts qu'on s'empresse de faire rentrer en Algérie une fois l'alarme passée : en ce qui concerne le Tonkin, suppression d'un bataillon de la légion dans cette colonie en 1897, son rétablissement au printemps de 1900; à la même époque, envoi au Tonkin d'un autre bataillon portant à cinq le nombre des bataillons étrangers stationnés dans cette colonie, alors qu'en 1897 on les réduisait à trois ; retrait, en 1902, des deux bataillons de renfort expédiés au Tonkin au printemps de 1900.

En ce qui concerne Madagascar, participation d'un bataillon étranger à l'expédition de 1895; sa suppression aussitôt après la prise de Tananarive; son rétablissement en 1896; ce bataillon porté à six compagnies par l'envoi précipité de deux compagnies de renfort en décembre 1898 (affaire de Fachoda); suppression de ces deux compagnies en novembre 1899 ; envoi de deux bataillons de la légion à Diégo-Suarez en avril 1900; retrait de l'un de ces bataillons en février 1901.

Ces allées et venues reviennent fort cher à l'État et lui coûtent beaucoup plus qu'un renforcement permanent et rationnel des garnisons coloniales de la légion ; enfin, ce système de suppres-

sions continuelles mécontente et décourage le personnel de la légion, officiers et troupe.

*
* *

Quelle pourrait être la constitution des formations de la légion étrangère affectées en permanence au service colonial ?

Pour la déterminer il faut, en premier lieu, se baser, d'une part sur les effectifs totaux de la légion étrangère, d'autre part sur l'importance des garnisons à fournir dans telles ou telles colonies ; en second lieu il faut tenir compte de la disposition, depuis longtemps réglementaire, fixant à 150 hommes l'effectif de la compagnie européenne en station aux colonies. Enfin il faut tenir compte de la nécessité qui s'impose de renoncer, pour les formations coloniales de la légion, au système des bataillons détachés ou des régiments de marche et de lui substituer définitivement, suivant les situations inhérentes à chaque colonie, soit la constitution régimentaire, soit celle par bataillons formant corps, seules constitutions normales en fait d'organisation militaire et qui sont d'ailleurs, depuis 1890, celles de l'infanterie coloniale.

Nous avons exposé que l'effectif total des deux régiments étrangers se maintient généralement aux environs de 12,000 hommes, chiffre souvent même dépassé et qui, pendant près d'une dizaine d'années, atteignit 14,000 ; tablons cependant sur 12,000 hommes [1].

---

[1] La situation d'effectif de la légion étrangère, au 1er octobre 1901, était exactement la suivante (sous-officiers, caporaux et soldats réunis) :

	ALGÉRIE.	TONKIN.	MADAGASCAR.
1er régiment étranger	3,352	1,568	»
2e régiment étranger	3,523	1,828	835
Bataillon de marche de Madagascar	»	»	974
TOTAUX	6,875	3,396	1,809
TOTAL GÉNÉRAL	12,080 (douze mille quatre-vingts).		

La proportion de trois hommes en réserve en Algérie pour deux en service aux colonies étant observée, cela nous donne en chiffres ronds 7,000 légionnaires à maintenir en réserve en Algérie et 5,000 à affecter en permanence au service colonial.

Comment répartirons-nous ces 5,000 légionnaires ?

La base de l'organisation dans les formations coloniales européennes est, avons-nous dit, la compagnie de 150 hommes; 5,000 hommes à répartir par groupes de 150 hommes, cela fait en chiffres ronds 32 compagnies.

Comme l'effectif de 12,000 hommes peut être considéré comme invariablement atteint par la légion étrangère, on peut établir que le chiffre de trente-deux compagnies de 150 hommes est le minimum de ce que la légion peut en tout temps fournir pour les garnisons coloniales; il y aurait donc lieu d'adopter le chiffre de trente-deux compagnies comme base définitive de l'organisation des formations coloniales de la légion.

En maintenant au bataillon colonial la constitution quaternaire, actuellement en usage aussi bien dans l'infanterie coloniale que dans la légion, trente-deux compagnies forment huit bataillons. A quelles colonies affecter ces huit bataillons et comment les répartir dans ces colonies ?

Nos établissements coloniaux les plus importants sont l'Indo-Chine et Madagascar, et ces deux colonies sont celles qui exigent les plus fortes garnisons en raison des entreprises dont elles peuvent être l'objet de la part d'un ennemi européen; agression qui peut se compliquer, en ce qui concerne l'Indo-Chine, d'un retour offensif de la Chine.

En conséquence, et maintenant d'ailleurs les dispositions consacrées jusqu'à ce jour, on pourrait affecter aux garnisons du Tonkin et de Madagascar la presque totalité des huit bataillons.

Tonkin. — De 1884 à 1897 le chiffre des bataillons de la légion stationnés au Tonkin fut de quatre; en 1897 ce chiffre fut réduit à trois pour être reporté à cinq en 1900. Il y aurait avantage à revenir aux fixations en vigueur de 1884 à 1897 et d'adopter définitivement, pour le Tonkin, le chiffre de quatre bataillons de la légion, à quatre compagnies de 150 hommes, soit seize compagnies.

Ces quatre bataillons, seize compagnies, constitueraient un régiment de plein exercice dont l'organisation serait officiellement consacrée par décret sous l'appellation de *3e régiment étranger* ; le décret d'organisation stipulerait en outre l'affectation définitive et immuable du 3e régiment étranger au corps d'occupation du Tonkin.

Commandé par un colonel assisté d'un lieutenant-colonel, ce régiment se verrait attribuer, en outre, le personnel administratif nécessaire : commandant-major, capitaine-trésorier, officier d'habillement, etc. ; enfin un petit état-major et une section hors rang, tous organes non actuellement prévus pour les formations coloniales de la légion au Tonkin. Ce régiment serait donc mis, au point de vue des cadres, sur le même pied que les régiments à quatre bataillons d'infanterie coloniale stationnés aux colonies ; fixations de la colonne 2 du tableau n° [illegible] annexé au décret d'organisation du 28 décembre 1900 [1].

Nous n'entrerons pas dans le détail de la répartition des unités de ce régiment entre les différents territoires du Tonkin ; cette répartition resterait sans doute à peu près celle actuelle, laquelle est imposée par la configuration du Tonkin savoir : un bataillon sur le haut fleuve Rouge, un bataillon sur la rivière Claire, un bataillon dans la direction Thaï-Nguyen, Cao-Bang, enfin un autre vers Lang-Son et Moncay ; le dépôt et l'état-major du régiment dans une localité quelconque du Delta.

Madagascar. — Portés d'un à trois en 1900, le nombre des bataillons de la légion stationnés à Madagascar fut ramené à deux en 1901. L'un de ces bataillons est spécialement affecté à la défense du point d'appui de la flotte à Diégo-Suarez ; ses quatre compagnies sont groupées à la montagne d'Ambre près Diégo. L'autre bataillon a son dépôt à Majunga et l'une de ses compagnies en Imérina ; ses trois autres compagnies fournissent les contingents européens stationnés dans les régions encore incomplètement soumises du Sud et de l'Ouest et sont réparties en différents points de la grande île à la fois fo[illegible]

[1] *Bulletin officiel, Guerre,* année 1900, p. r., n° 54, pages 2056 et suivantes.

distants les unes des autres et du dépôt placé à Majunga ; nous avons indiqué ces emplacements au début du présent chapitre.

De la dispersion des unités de ce bataillon il ressort clairement, d'une part, que quatre compagnies sont insuffisantes sur une aussi vaste étendue ; d'autre part, qu'il est peu logique de les faire dépendre d'un même bataillon dont le dépôt, situé à Majunga, est singulièrement excentrique par rapport aux compagnies stationnées dans l'extrême-sud ; en conséquence, il est tout indiqué de porter à trois le nombre des bataillons de la légion stationnés à Madagascar.

Le 1er bataillon resterait comme actuellement spécialement affecté à la défense de Diégo-Suarez. Le 2e bataillon, conservant son dépôt à Majunga, serait affecté à la partie ouest de l'île et à la défense du port de Majunga et des positions de repli sur l'intérieur ; il pourrait avoir deux compagnies à Majunga, et, comme actuellement, une en Imérina et une en territoire sakalave.

Le 3e bataillon serait affecté à la partie sud de l'île ; il incorporerait les deux compagnies qui y sont actuellement stationnées et qui resteraient sur leurs emplacements ; il aurait ses deux autres compagnies et son dépôt à Fianarantsoa, position centrale d'où l'on rayonne facilement vers les différents points des provinces du Sud.

Ces trois bataillons de quatre compagnies, soit douze compagnies, constitueraient un régiment de plein exercice dont l'organisation serait officiellement consacrée par décret sous l'appellation de *4e régiment étranger ;* le décret d'organisation stipulerait en outre l'affectation définitive et immuable du 4e régiment étranger au corps d'occupation de Madagascar.

Commandé par un lieutenant-colonel, ce régiment se verrait attribuer, en outre, le personnel administratif nécessaire : commandant-major, capitaine-trésorier, officier d'habillement, etc. ; enfin, un petit état-major et une section hors rang, tous organes non actuellement prévus pour les formations coloniales de la légion à Madagascar. Ce régiment serait donc mis, au point de vue des cadres, sur le même pied que les régiments à douze compagnies d'infanterie coloniale stationnées aux colonies : fixations des colonnes 1 et 4 du tableau n° 6 annexé au décret d'organisa-

tion du 28 décembre 1900[1]. La résidence du chef de corps, l'emplacement de la section hors rang et des bureaux du 4e étranger pourraient être Majunga, ou même Tananarive, positions centrales par rapport à l'ensemble du régiment[2].

Bataillon colonial formant corps. — Nous venons de régler l'emploi de vingt-huit compagnies sur trente-deux, chiffre fixé au début du paragraphe comme celui dont peut disposer en tout temps la légion pour le service colonial. Il reste à déterminer l'emploi de quatre compagnies, soit un bataillon.

Plusieurs solutions pourraient être envisagées. Comme nous concluons au classement de la légion étrangère dans l'armée coloniale, l'emploi des contingents coloniaux de la légion disponibles après l'organisation des régiments du Tonkin et de Madagascar, nous paraît pouvoir être proposé pour n'importe quelle colonie ; l'essentiel étant que tous les contingents de la légion disponibles pour le service colonial (trente-deux compagnies) soient employés à cet objet.

Si l'on tient compte de ce que la situation actuelle en Extrême-Orient y exige l'entretien d'importants contingents européens, il semble indiqué d'affecter à l'Indo-Chine le bataillon dont il nous

---

[1] *Bulletin officiel, Guerre*, année 1900, p. r., n° 54, pages 2056 et suivantes.

[2] Un décret du 14 août 1901, *Bulletin officiel, Guerre*, p. r., n° 42, réorganise l'ancien bataillon d'infanterie coloniale formant corps de la Réunion. Ce bataillon se trouvait fondu, depuis 1895, dans le 13e régiment d'infanterie coloniale organisé à quatre bataillons de quatre compagnies ; le décret du 14 août 1901 stipule que les quatre compagnies prélevées sur le 13e régiment pour la réorganisation du bataillon de la Réunion seront reconstituées lorsque la loi de finances aura accordé les crédits nécessaires. Ce crédit pourrait être reporté sur l'organisation du 4e étranger, le 13e régiment d'infanterie coloniale restant constitué à douze compagnies seulement au lieu de seize.

Cette combinaison ne modifierait pas le chiffre total des compagnies européennes stationnées à Madagascar, lequel resterait de trente-six, savoir :

13e régiment d'infanterie coloniale.....	12 compagnies	Total 36
15e —	12 —	
4e régiment étranger................	12 —	

Au lieu de :

13e régiment d'infanterie coloniale.....	16 compagnies	Total 36
15e —	12 —	
Bataillon du 2e étranger (Diégo).......	4 —	
Bataillon de marche de la légion (Majunga)	4 —	

reste à fixer l'emploi. Ce bataillon pourrait être avantageusement stationné à Saïgon, renforçant ainsi la garnison de cette importante place et de son annexe le cap Saint-Jacques, récemment organisés comme point d'appui de la flotte en Extrême-Orient; placé là en quelque sorte en réserve, ce bataillon se trouverait à bonne portée pour être utilisé, suivant les éventualités, sur tel point de l'Indo-Chine où son concours deviendrait nécessaire [1].

Quelle que soit l'affectation qui leur serait attribuée, les quatre compagnies restant disponibles pour le service colonial après l'organisation des 3e et 4e étranger seraient organisées par décret en un bataillon formant corps; ce bataillon serait mis, au point de vue des cadres, sur le même pied que les bataillons d'infanterie coloniale à quatre compagnies formant corps: fixations de la colonne 2 du tableau no 7 annexé au décret du 28 décembre 1900 [2].

La constitution définitive des formations coloniales de la légion étrangère serait donc la suivante :

---

[1] Il existe un précédent en ce qui concerne le choix de Saïgon comme stationnement d'un bataillon de la légion. Un bataillon de marche constitué par les régiments étrangers en 1892 en vue de l'expédition projetée sur le Siam fut stationné à Saïgon de 1893 à 1897; ce bataillon détachait des compagnies dans la vallée du Mékong (Laos).

Les quatre compagnies de la légion constituant le bataillon formant corps pourraient encore être affectées à la garnison du Sénégal (Saint-Louis et Dakar) par substitution à quatre compagnies d'infanterie coloniale. Le 14e régiment colonial, organisé il y a quelques années à huit compagnies et dont les effectifs avaient été ramenés en Europe lors de la récente épidémie de fièvre jaune, ne comprend plus actuellement qu'un seul bataillon de quatre compagnies qu'on vient seulement de reconstituer (novembre 1901) ; ce régiment pourrait cesser d'exister par voie de non reconstitution de son deuxième bataillon et faire place à deux bataillons formant corps l'un de l'infanterie coloniale, l'autre de la légion; chacun de ces bataillons pourrait, s'il devenait nécessaire, être éventuellement porté de quatre à six compagnies.

[2] *Bulletin officiel, Guerre,* année 1900, p. r., no 54, page 2059.

		Hommes.
Au Tonkin : Un régiment de quatre bataillons de quatre compagnies de 150 hommes, un petit état-major et une section hors rang de 86 hommes (fixations de la colonne 2 du tableau n° 6 du décret du 28 décembre 1900), ci........................	16 compagnies, soit	2,496
A Madagascar : Un régiment de trois bataillons de quatre compagnies de 150 hommes, un petit état-major et une section hors rang de 60 hommes (fixations des colonnes 1 et 4 du tableau n° 6 du décret du 28 déc. 1900), ci	12 compagnies, soit	1,860
En Indo-Chine (ou dans telle autre colonie) : Un bataillon formant corps de quatre compagnies de 150 hommes, un petit état-major et une section hors rang de 30 hommes (fixations de la colonne 2 du tableau n° 7 du décret du 28 déc. 1900), ci.	4 compagnies, soit	630
Totaux.........	32 compagnies et	4,976

en chiffres ronds 5,000 hommes ; soit en fin de compte les fixations indiquées au début du présent paragraphe comme disponibles en tout temps pour le service colonial.

Les effectifs de la légion, ainsi que nous l'avons exposé, variant suivant les époques et les circonstances de 12,000 à 14,000 hommes, le nombre des compagnies de 150 hommes affectées au service colonial pourrait varier, au delà du minimum de trente-deux, *en fonction* du développement des effectifs de la légion. Le bataillon formant corps pourrait en conséquence comporter éventuellement cinq ou même six compagnies.

*
* *

Le remaniement des formations coloniales de la légion étrangère et leur constitution en groupements distincts des régiments d'Algérie aurait comme conséquence un remaniement parallèle dans l'organisation de ces derniers.

Les bataillons actuellement stationnés aux colonies et qui font

partie intégrante des 1er et 2e régiments cessant de compter à ces deux régiments pour constituer les 3e et 4e régiment étranger, les 1er et 2e régiment étranger seraient ramenés chacun de six à trois bataillons de quatre compagnies, plus deux compagnies de dépôt par régiment, fixations des régiments métropolitains d'infanterie coloniale.

Cette réorganisation ne serait d'ailleurs en quelque sorte que la consécration officielle de la situation actuelle attendu que, bien que constitués chacun à six bataillons, les 1er et 2e étranger n'ont jamais, en moyenne, que trois bataillons présents en Algérie par régiment.

L'organisation d'ensemble de la légion étrangère deviendrait donc la suivante :

			Hommes.
En Algérie[1] : 1er et 2e régiment étranger, chacun à trois bataillons de quatre compagnies de 200 à 250 hommes, deux compagnies de dépôt, un petit état-major et une section hors rang........	28 compagnies représentant un effectif d'environ 3,500 hommes par régiment, soit............		7,000
Au Tonkin[2] : 3e régiment étranger (Voir composition ci-dessus).......	16 compagnies effectif budgétaire.....	2,486	soit : 5,000
A Madagascar[2] : 4e régiment étranger (Voir composition ci-dessus).......	12 compagnies effectif budgétaire.....	1,860	
En Indo-Chine (ou telle autre colonie) : Un bataillon formant corps (Voir composition ci-dessus)...	4 compagnies effectif budgétaire.....	630	
Totaux.....	60 compagnies, représentant un effectif de		12,000

[1] Compagnies sur le pied de 200 à 250 hommes.
[2] Compagnies sur le pied de 150 hommes, effectif budgétaire colonial.

L'organisation actuelle de la légion comporte, pour plus de 12,000 hommes, cinquante-six compagnies réparties en treize bataillons formant deux régiments, plus un bataillon de marche, soit en moyenne un régiment pour six mille hommes. L'organisation proposée comporte pour le même effectif total soixante compagnies réparties en quatorze bataillons constituant quatre régiments, plus un bataillon formant corps.

Cette nouvelle organisation entraînerait, en conséquence, la création des cadres de quatre compagnies et la création de quelques emplois d'officiers supérieurs ; exactement un colonel, deux lieutenant-colonels, un chef de bataillon, deux majors.

Malgré cela, nous ne pensons pas qu'il puisse nous être fait des objections en arguant de la question financière, attendu que l'organisation proposée nous paraît se tenir, en fait de cadres, dans les conditions les plus normales et dans les limites d'une stricte économie budgétaire.

Si l'on se rappelle que, pour un effectif total d'environ 35,000 hommes, l'infanterie coloniale compte actuellement vingt-deux régiments, soit un régiment par 1600 hommes, on ne trouvera pas trop exagérées des propositions qui consistent à répartir en quatre régiments et un bataillon formant corps un groupe de plus de 12,000 légionnaires, ce qui ferait en moyenne un régiment par 3,000 hommes.

Ce qui est peu rationnel c'est la situation actuellement faite à la légion qui, pour plus de 12,000 hommes, ne compte que deux régiments, alors que dans l'organisation d'à côté on compterait, suivant les errements consacrés, au moins sept régiments pour un même total d'hommes.

Au reste, nous pensons avoir suffisamment fait ressortir la nécessité de renoncer, pour les formations coloniales de la légion étrangère, au système des bataillons détachés et des bataillons de marche et de lui substituer l'organisation régimentaire ou par bataillons formant corps. Nous résumerons pourtant une dernière fois les principaux arguments plaidant en faveur.

La formation régimentaire et celle par bataillon formant corps sont, en fait d'organisation militaire, les seules formations normales ; elles sont les seules en usage dans l'infanterie coloniale comme dans tout le reste de l'armée ; elles doivent donc devenir celles de la légion étrangère aux colonies. Nous avons exposé

l'étrangeté de l'organisation actuelle qui comprend, comme partie intégrante de régiments stationnés en Algérie, des bataillons qui en sont éloignés de plus de 2,000 lieues.

Relevant d'ailleurs de deux régiments différents, ces bataillons détachés, quoique souvent voisins dans la même colonie, restent sans aucun lien entre eux ; tout au plus sont-ils parfois temporairement groupés en régiments de marche à organes incomplets. Ce système présente tous les inconvénients d'un régime provisoire qui n'a que trop duré.

L'attribution aux formations coloniales de la légion, *par voie législative*, de l'organisation régimentaire normale, en corps distincts, s'impose si l'on veut que les ressources de la légion soient en permanence utilisées dans la mesure où elles méritent de l'être, et si l'on veut que les formations coloniales de cette arme soient désormais à l'abri des réductions ou suppressions intempestives qu'elles ont eu à subir périodiquement depuis 1897. Elle s'impose pour faire cesser la situation vraiment singulière faite, dans l'organisation actuelle, aux colonels et lieutenant-colonels de la légion, systématiquement tenus à l'écart de toute désignation coloniale.

L'intérêt particulier aux colonels et lieutenant-colonels de la légion n'est d'ailleurs pas le seul argument à faire valoir en ce qui concerne la représentation de ces deux grades dans les formations coloniales de l'armée. En premier lieu, il n'est pas indifférent, pour la sauvegarde des intérêts militaires du personnel de la légion, que les chefs de corps de ses formations coloniales soient du grade de colonel ou lieutenant-colonel plutôt que du simple grade de chef de bataillon ; ceci peut avoir de l'importance, en certains cas, vis-à-vis le commandement supérieur. Mais il est des raisons d'ordre plus élevé et nous ne pouvons mieux faire que de rappeler ici ce qu'écrivait, en 1896, le colonel de Villebois Mareuil :

« Il n'est pas douteux que les quatre bataillons du Tonkin, aujourd'hui livrés à eux-mêmes, gagneraient à être placés sous le commandement de l'un des colonels des régiments étrangers. A leur administration suffirait un seul conseil éventuel, tandis qu'aujourd'hui chaque bataillon a le sien. Pour la bonne marche des choses militaires, rien ne compense l'absence d'une autorité suffisamment élevée, proportionnée en prestige au chiffre des

combattants à conduire. Elle apporte à la défense des intérêts dont elle a la garde le poids d'une personnalité déjà en vue, d'une expérience justifiée, et l'indépendance d'une carrière déjà faite, sans appréhension d'avenir à compromettre. A tous ces titres, il y a place au Tonkin[1] pour l'un des colonels des troupes étrangères ; il serait non seulement injuste de le leur refuser plus longtemps, mais la bonne entente du service semble faire de cette mesure le point de départ de l'organisation à rechercher pour nos troupes étrangères détachées en Indo-Chine. Étant de ceux qui croient à l'action personnelle du chef bien plus qu'à l'influence des réglementations quelque éclairées qu'elles soient, nous commençons par réclamer instamment ce chef, nous rapportant au commandement supérieur du soin d'en tirer tout le parti désirable, tant en raison des difficultés du moment, qu'en vue des meilleures conditions de stabilité à poursuivre[2] ».

L'organisation régimentaire en corps distincts, 3e étranger au Tonkin, 4e étranger à Madagascar, en consacrant l'autonomie militaire et administrative des formations coloniales de la légion, leur assurera, dans chaque colonie, l'unité de direction qui leur fait actuellement quelque peu défaut ; elle procurera à ces formations une stabilité qui leur manque totalement aujourd'hui. De ce fait, et en établissant une similitude parfaite entre les organismes des formations d'outre-mer des deux grands contingents européens d'occupation coloniale : infanterie coloniale et légion étrangère, cette nouvelle organisation contribuera à affermir la solidité de l'édifice militaire colonial actuel.

(A continuer.) G. M.

---

[1] Le colonel de Villebois Mareuil ne parlait ici que du Tonkin parce qu'en 1896 (avril) la légion n'avait de bataillons détachés que dans cette seule colonie ; il se serait exprimé dans les mêmes termes au sujet de Madagascar.
[2] *Revue des Deux-Mondes*, 1896, 1er semestre, t. 134, p. 889 et 890.

Le Propriétaire-Gérant : R. Chapelot.

Paris. — Imprimerie R. Chapelot et Ce, 2, rue Christine.

JOURNAL

DES

SCIENCES MILITAIRES.

REVUE MILITAIRE FRANÇAISE.

Septembre 1902.

LE RÔLE DE LANGRES DANS LES Invasions passées et futures.

I.

APPRÉCIATIONS OPPOSÉES.

Conserver ou détruire la place de Langres, dominant le plateau u même nom, est une nouvelle vieille question.

Elle a été agitée plusieurs fois durant le siècle dernier. ĭombre de généraux ont examiné la valeur de sa position straté- ique et les avantages qu'on pouvait s'en promettre. Quelques- nes de leurs opinions ont été consignées dans de remarquables crits. Diverses commissions, l'ancien conseil supérieur de la ;uerre, se sont montrés favorables à cette ville de la Haute- 1arne.

Il y a 70 ans, on y a élevé une citadelle, son utilité étant reconnue. Depuis, on s'est occupé d'améliorer ses fortifications.

Il y a bien des siècles, César venant en Gaule, Langres lui fut précieuse. On ne s'en souvient guère à présent.

Les invasions anciennes, les mouvements des armées ont trouvé dans la situation de cette cité un précieux concours. Il n'y a pas encore un siècle, en 1814, la grande armée alliée de Bohême, sous Schwarzenberg, s'y appuya fortement ; sous nos yeux, en 1870, l'invasion prussienne y rencontra un obstacle assez sérieux.

Ces faits historiques sont en grande partie oubliés de la majorité du public et mal connus du reste. Il y aurait avantage évident à les remémorer dans l'esprit de ceux plus ou moins profanes, appelés à se prononcer sur la conservation ou la suppression de cette forteresse, en faisant appel à leur patriotisme, en leur demandant de juger sans parti pris.

J'ai soutenu la cause de Langres en 1871, dans mes premiers écrits ; puis en 1874, au temps où nous avions la fièvre du relèvement, où l'on cherchait tous les moyens d'y parvenir, où l'on pensait plus à la frontière qu'aux discussions intérieures. Trente ans ont passé. Mon opinion est demeurée la même. J'ai cru, je crois toujours à la nécessité de la place de Langres. J'essaye encore d'en reproduire les motifs.

Lorsque tant de gens incompétents proposent, dissertent, prétendent statuer sur une question d'aussi notable influence pour la défense nationale, il ne saurait paraître hors de propos de remettre en lumière les avis et les actes du passé. Tâchant de m'en tenir aux faits accomplis, à l'expérience si nettement formulée des hommes idoines pour établir la vérité, montrant aussi peu que possible mon opinion, qu'on repousserait sans doute en raison de ma connaissance du sujet, de ma compétence peut-être.

La question relative à Langres semblait jugée depuis longtemps, lorsque dans ces derniers temps de changement, de démolition, sous prétexte d'économie fort contestable, elle est revenue en discussion sans raison valable alléguée, sans nouveau système de défense présenté. Au printemps de 1901, on a proposé au Parlement le déclassement de la place forte de Langres, autrement dit sa suppression.

La Chambre des députés a voté pour, le Sénat s'est déclaré contre. Rien de fait, par conséquent. Les attaques subsistent; on les reproduira probablement. Il serait peut-être bon d'éclairer ce point de défense nationale, qui a paru obscur aux deux Chambres, puisqu'elles se sont prononcées différemment.

Un examen de la question, sous le rapport de son rôle dans le passé, une étude de stratégie historique, malgré son côté technique, semble utile.

A l'époque actuelle, on néglige volontiers les avis des hommes d'autrefois, ayant été à la peine, subi les crises. Ayant beaucoup agi, beaucoup médité sur les événements, sur les malheurs advenus, ils ont longuement réfléchi sur les causes, indiqué les remèdes, fruit de leur savoir et de leur expérience, puis l'oubli est venu : leurs œuvres sont là, demeurant inconnues ; personne ne les visite, Quelques chercheurs curieux, rarement ceux ayant à traiter les mêmes questions, viennent parfois soulever leur poussière. Le temps manque, dit-on, pour consulter les documents divers, il faut statuer vite ; de là des erreurs à conséquences fatales.

Dans ce commencement de siècle, la perversion des idées et des mots n'est pas pour surprendre. On affirme et l'on nie, parfois légèrement, sans trop se soucier d'apporter des preuves positives à une argumentation superficielle. Langres a subi cette mauvaise fortune d'être attaquée et défendue à la fois. On a fait valoir l'économie de sa destruction : elle sera bien minime quand on la connaîtra. On a nié l'utilité de la forteresse en cas de guerre, et ceux qui l'ont soutenue n'ont peut être pas assez accentué leur opinion. « Économie » flatte les oreilles des parlementaires; le rôle défensif d'une ville leur échappe en grande partie.

De là, les votes opposés des deux assemblées ; émis sur le même projet, d'après les mêmes renseignements, le résultat s'est présenté contradictoire.

Les députés comme les sénateurs savent tout, ce qui équivaut à fort peu de peu de chose en réalité. Quand une question surgit, quelques-uns s'informent, consultent, essayent de se former une opinion. Le plus grand nombre se prononce de parti pris, selon son groupe politique. Il n'a pas eu le temps s'enquérir : les renseignements précis paraissent lui avoir manqué, en ce qui

concerne Langres ; il vote tout de même, et ce vote erroné n'e devient pas moins la loi.

Dans le jugement, essentiellement différent, formulé par l Chambre des députés et le Sénat, l'erreur est certainement d'u côté : il serait bon de les départager en montrant qui des deu a raison dans ce conflit.

La stratégie pure n'est pas du domaine public et ne lui pla guère. Il est possible, cependant, de lui en découvrir une parti en lui enlevant l'aridité technique, toujours un peu rebutante.

Un appel au passé, un coup d'œil sur l'ancien domaine c tous, un peu d'histoire appliquée à la fortification serait sa doute mieux accueillie.

Le terrain et l'histoire appuyant des faits positifs, matériel ne sauraient tromper, si on les consulte attentivement.

A propos de Langres, une étude de géographie militaire, o si l'on préfère, un aperçu de stratégie historique, ou même le deux à la fois, éclairciront le sujet. Les preuves se présenteror naturellement, les conclusions ressortiront de manière à frappe les esprits les plus étrangers à ces sortes de controverses.

Ce n'est pas le lieu de revenir sur la théorie, les principes, le bases de la fortification : lignes frontières, régions fortifiées places fortes, camps retranchés, forts d'arrêt, etc. Tout cela a été discuté, débattu, appliqué plus ou moins bien.

L'exposé des divers envahissements de la France semble encore le meilleur guide dans la solution de la question de Langres, et il serait instructif d'en replacer le bref récit sous le yeux du public qui lit en cherchant à s'instruire.

Peu de gens connaissent à fond les détails des nombreuse invasions de la France. Vaguement on a entendu parler de celle de César, des musulmans d'Espagne arrivant du Sud-Ouest, des Anglais descendant du Nord vers le Sud de la France, puis de toutes les autres venant de l'Est : Germains, Vandales, Burgondes, Huns d'Attila, Austrasiens, etc., pour finir par 1814 et enfin 1870.

On n'ignore pas l'ensemble : le détail reste peu connu.

Une étude comparée de ces grandes crises n'a pas encore été présentée au public. Elle offrirait des côtés intéressants, des analogies frappantes aux diverses époques, les mêmes routes suivies, les mêmes points principaux utilisés. On en pourrait tirer

des conséquences. Ce serait une leçon de choses, accessible à tous, intéressante par ses côtés historique, géographique, militaire, et indépendante de toute idée politique.

La France peut être attaquée sur toutes ses frontières terrestres et maritimes, avec des chances inégales. Les faits passés montrent les invasions venant presque toujours de l'Est. Les probabilités de l'avenir ne changent pas. L'Est reste toujours le côté dangereux.

Le but cherché est sensiblement le même à toutes les époques.

Le bassin de la Seine a toujours attiré l'étranger, le Germain principalement. La conquête ou le ravage de ces riches contrées formait le premier objectif des envahisseurs, non le principal pourtant. Voyant plus loin, ils voulaient s'approprier le pays entre Seine et Loire, l'antique Neustrie, la vieille France, si belle, si fertile sous tous les rapports, ainsi que ses annexes immédiates : l'Orléanais, l'Anjou, la Touraine, le pays du Mans, afin d'y vivre à l'aise.

Lors de la plus récente invasion, la Loire n'était qu'un but indirect, accessoire. L'objectif essentiel restait toujours Paris, malgré ses fortifications. L'ennemi désirait l'isoler, de façon à pouvoir le réduire par la famine ; aussi chercha-t-il, en s'avançant sur la Loire, à couper la France en deux, séparant le restant des troupes au Nord, empêchant l'arrivée des secours, s'opposant à ce que des forces organisées allassent secouer, galvaniser le Sud et l'Est.

Dans la plupart de ces invasions, ce n'est pas tant la Seine qui était visée, c'était la Loire, donnant accès dans les riches contrées du Sud. Lors des deux dernières, de la plus récente surtout, les considérations stratégiques ont conseillé également de pousser à la Loire.

Une origine identique, une direction semblable, un but pareil, une issue analogue, de plus en plus accusés, président à toutes ces expéditions. C'est la conséquence de la configuration du sol, du Rhin à la Seine, demeurée la même malgré les altérations de frontières : l'établissement de nombreuses routes et de ponts, le déboisement, l'accroissement des cultures ayant changé la surface, non le fond.

Dans l'Est, la nature a placé le Rhin comme limite de la Gaule.

Il l'était très anciennement, il l'a été longtemps, il devrait l'être encore pour la tranquillité de l'Europe.

A l'ouest de cette ligne s'échelonnent divers obstacles de protection, presque parallèlement. Cours d'eau et lignes sèches formant leurs bassins, prennent naissance au Sud, se dirigeant vers le Nord : Vosges, Moselle, Meuse ; les deux petites chaînes de l'Argonne avec l'Aisne supérieure et la haute Marne, enfin les falaises de Champagne couvrant la basse Seine.

Cette configuration naturelle du pays, cette série d'obstacles : montagnes ou rivières, laisse un passage, une coupure à parcours facile. De la frontière de l'Est à la Loire, la voie est ouverte à travers la Champagne, la trouée de Troyes, le plateau d'Orléans, sans empêchements notables.

Il en a toujours été ainsi ; toutes les invasions ont suivi cette direction. Elle est encore dans le même état, offrant aux envahisseurs un passage aussi commode qu'il l'était pour ceux d'autrefois.

Ce vaste couloir s'étend au pied des Faucilles, du plateau de Langres et de la forêt d'Othe (nord du Morvan), ligne montagneuse, origine des divers obstacles barrant plus ou moins le chemin des Vosges à la Seine. La signaler n'est-ce pas indiquer déjà l'action de la seconde sur la première en cas d'opération de guerre.

Les stratèges, conduisant nos anciennes campagnes, savaient peu de chose sur l'histoire de ces contrées. Ils y ont guerroyé se rappelant plus ou moins Turenne et Condé, les guerres de la Révolution surtout.

A partir de 1871, les établisseurs de fortifications ne semblent pas avoir assez tenu compte des souvenirs historiques, lorsqu'ils ont recherché les lieux forts de tout temps, les points obligés des mouvements des armées dans l'attaque ou la défense.

L'étude des conditions imposées par le sol aux grandes opérations n'a pas été poussée assez loin. Le temps leur a sans doute fait défaut. Entraînés par la satisfaction des besoins du moment, ils ont pourvu aux nécessités locales, régionales parfois ; les ensembles paraissent leur avoir échappé. Ils ont vu surtout l'obligation de la résistance à la première heure et négligé la préparation des lignes de repos ultérieur pouvant devenir de nouvelles lignes d'élan.

S'attachant principalement à la défense de la frontière, ils s'occupèrent moins des régions de seconde ligne. Leur attention a été vivement attirée par le Nord-Est ; ils n'ont pas jugé utile de fermer la grande trouée de Troyes, ouvrant le chemin de la Loire. Ils ont probablement compté sur Langres, pour y exercer une utile action, comme sur les travaux ultérieurs à créer dans le Morvan.

Les hommes de ces temps ont créé, agrandi, amélioré beaucoup de places. Toutes ne sont peut-être pas à l'abri de la critique. Soucieux d'économie au moins autant qu'à présent, ils conservèrent les anciennes forteresses malgré quelques inconvénients. En en construisant de nouvelles ils ne proposèrent point de détruire une partie des autres. Elles pourront encore servir dans les futures conflagrations.

Au début de ce nouveau siècle, on semble envahi par l'idée de faire table rase de certaines places, plus que d'améliorer. Si quelques-unes chétives, mal postées, sont sans utilité constatée, il est naturel de les abandonner, mais Langres ne se présente pas dans ce cas. Sa destruction serait la méconnaissance des intérêts militaires dans cette région essentielle, un amoindrissement de la défense générale dans l'Est et dans la Saône. Un examen plus attentif de ses propriétés, une attention plus scrupuleuse des moyens de l'utiliser, amènent une opinion toute différente.

Rappelons brièvement les principales invasions subies, elles montrent le rôle de Langres et dicteront les conclusions.

II.

GUERRE DES GAULES PAR CÉSAR.

La conquête des Gaules par César a fixé, dès l'origine, les lignes d'invasion, les points d'appui du terrain, les zones d'approvisionnement ; c'est ce qui rend son étude si intéressante et si indispensable pour l'avenir.

César n'envahit pas la Gaule par le Sud-Ouest, comme on se le figure généralement. La province romaine, s'étendant jusqu'à Lyon, lui permit de s'avancer pacifiquement jusqu'au confluent de la Saône, en 58 avant notre ère, et de commencer ses opérations sur cette rivière en ami, en allié, en protecteur des Gau-

lois, appelé par eux pour les défendre contre les envahissements des peuples de l'Est : les Helvètes venant par Genève, les Germains par la trouée de Belfort, au sud et au nord du Jura, cherchant à déboucher dans la vallée de la Saône.

Leur intention de s'en emparer était évidente et de s'avancer plus loin en Gaule, en s'attaquant aux montagnes de la rive droite du bassin, occupées par la peuplade des Ædui.

La prééminence en Gaule, longtemps dévolue aux Arvernes, plateau central, leur était revenue (Florus). Bien assis sur les montagnes du Morvan leur centre était Bibracte (Autun). Ils dominaient les plaines de la Saône à l'Est, celles de l'Yonne et du Loing à l'Ouest. Leur action s'étendait au Sud jusqu'à la Loire à Nevers, tandis qu'au Nord ils opprimaient les Mandubii ayant pour capitale la ville sainte d'Alésia, avec influence sur les vastes plaines du haut bassin de la Seine.

Puissants, influents sur leurs voisins, possesseurs d'un pays difficile, particulièrement menacés par l'invasion de l'Est, ils appelèrent César à leur aide pour la contenir et la repousser,

César accourut, voyant de suite le parti qu'il en pouvait tirer dans le présent, les avantages plus grands qu'ils lui procureraient dans l'avenir. Il les flatta, s'appuya sur eux, au point de vue des informations et surtout de l'alimentation de son armée.

Il bat les Helvètes un peu au-dessus du confluent Rhône-Saône et les poursuit en suivant cette dernière rivière par laquelle remontait les grains destinés à ses troupes.

Ceux-ci arrivant difficilement, il abandonne l'ennemi et fait une pointe par la coupure de Chagny, sur Autun, ville grande et riche.

Ce mouvement à peine commencé, il est attaqué par les Helvètes; se retourne contre eux et les bat complètement. (Liv. I, xxiii.) Ils rentrèrent dans leur pays; cette invasion se trouva terminée, mais la guerre n'était pas achevée.

Les Germains d'Arioviste : Tubinges, Suèves, etc., ayant passé le Rhin près de Bâle, s'avançaient vers le Doubs et, depuis leur victoire sur les Gaulois à Magetobria (Montbéliard), se montraient cruels et arrogants. (Liv. I, xxxi.)

César considère comme dangereux pour sa patrie que les Germains s'habituassent à passer le Rhin et vinssent en forces

s'établir en Gaule, à l'exemple des Kimris et des Teutons, ils ne manqueraient point, plus tard, de fondre sur la province romaine, et il jugea nécessaire d'agir contre eux, quoique les Ædui ne fussent plus en cause directement. (Liv. I, XXXIII.)

Ce fut la seconde partie de la première campagne.

Il noue des relations avec les Sequani (Comtois) et les Lingoni (pays de Langres), afin de s'assurer des grains, remonte le Doubs, devance les Germains à Besançon et bat Arioviste à 5 milles pas en deçà du Rhin. (Liv. I, XXXVIII.)

Les légions hivernent à Besançon.

Une troisième invasion menaçait toutefois au Nord-Est. Les Germains s'agitaient sur le bas Rhin, dans la Flandre et le Hainaut. César marche contre eux l'année suivante, sa *deuxième campagne*.

La conquête des Gaules était certainement au début dans la pensée de César; bien qu'il ne découvrît pas ses projets à l'avance, on le sait par ses écrits ultérieurs. Les vues qu'il prête à l'æduen Liscus sur le sort futur de la Gaule, si les Helvètes sont vaincus par les Romains, constituaient bien son plan. (Liv. I, XVII.)

Poursuivant son idée ostensible de protection des Gaulois, il veut refouler, contenir les Germains au delà du Rhin, limite naturelle de la Gaule. Cela fait, et la prépondérance établie par les succès de guerre, il mettra à exécution sa pensée secrète de soumettre la Gaule par la force, à défaut d'adhésion volontaire.

L'opération vers le Rhin, plus grandiose, plus nécessaire, absorba d'abord son attention.

La grande faille du Sud au Nord de la Gaule, par le Rhône et la Saône, passe au seuil de Langres, origine de la Meuse et de la Seine avec ses affluents ouvrant tout le Nord-Ouest.

Une autre dépression plus à l'Ouest, analogue à la précédente, partant des Cévennes, suit la Loire jusqu'au seuil de Nevers, puis l'Yonne et la Seine jusqu'à l'océan Britannique.

Ces deux longues coupures du sol sont à une faible distance l'une de l'autre : Auxerre—Langres ou Nevers—Verdun-sur-Saône, 160 kilomètres sillonnées l'une et l'autre par d'anciennes routes gauloises et un service de batellerie ininterrompu de portages pour le transport de l'étain de l'océan Gallique à la Méditerranée.

Leur partie commune au Nord-Est est la basse Seine, enserrant, par ses deux têtes, haute Seine et Yonne, la chaîne du Morvan séparant les deux dépressions, et allant se relier au Sud au massif central de la Gaule : l'Auvergne, en se rattachant au Nord par le seuil de Langres aux montagnes des Vosges.

En s'avançant dans le pays ennemi, César tient à assurer sa position en arrière, à y laisser des alliés, des dépôts d'alimentation, en cas d'événements fâcheux. Le Morvan possédait une importance exceptionnelle. Le proconsul en avait éprouvé l'avantage l'année précédente. Il en apprécie encore plus l'importance, alors qu'il va s'élever plus loin dans le Nord.

En continuant d'agir par la faille orientale sur laquelle il est engagé, il veut profiter de la faille occidentale pour en tirer, à titre d'ami, des ressources diverses, tant pour assurer sa marche que pour fortifier son action. Il voit la possibilité de doubler la puissance de ces approvisionnements en reliant, à travers la montagne, les deux grandes dépressions parallèles par des routes transversales.

Il l'applique d'abord dans la portion déjà soumise à son influence. Il établit un *castrum frumentarium* (dépôt de grains) à Mâcon sur la Saône et le relie à Roanne sur la haute Loire.

Il en met un autre à Chalon-sur-Saône et l'unit à Autun par la coupure des montagnes Chagny—Nolay—Épinac.

La position d'Autun était particulièrement favorable comme approvisionnement. Elle dominait à petite distance Decize et Bourbon-Lancy sur la Loire moyenne ; à l'Ouest, Nevers, sur le même fleuve, tandis qu'elle touchait presque aux sources de l'Yonne. Cette œuvre de préparation ainsi commencée sera continuée ultérieurement à mesure de l'avancement de ses opérations.

Il tenait par alliance les Ædui, peuples du Morvan dont la puissance et le rôle furent si considérables en Gaule, se trouvant à la tête des eaux des trois grands fleuves : Saône-Rhône, Loire, Seine, étalant à leurs pieds des plaines fertiles en fourrages comme en bestiaux ; ils commandaient au loin le pays, d'où résultait leur prééminence à l'Ouest sur les Senones assez déchus, au Sud sur les Avernes, alors un peu effacés.

Dans le nord du Morvan, ils régnaient absolument sur les Mandubii, capitale Alésia, la ville antique des Gaulois, fondée

selon la tradition par Hercule, et alors courbés sous leur influence.

Environ à 100 kilomètres au nord d'Alésia, le massif du Morvan se dilatait par la grande forêt d'Othe, à la base de laquelle s'étendaient les vastes plaines du Nord. Toute cette contrée montagneuse donnait aux Romains des secours en hommes et surtout en cavalerie.

César, à peu près maître de tout le bassin de la Saône, se préoccupe de ce qu'il rencontrera en abordant la ceinture septentrionale : le seuil de Langres, joignant le Morvan aux Vosges. Cette région, habitée par les Lingoni, montrait comme capitale sur la hauteur Audomadun (Langres), une des plus anciennes cités de la Gaule.

Ce point frappe César. Ce sera la porte d'entrée des contrées du Nord, et il tâche de l'obtenir pacifiquement. Position remarquable, exceptionnelle, sur les mamelons, d'où s'échappaient toutes les eaux, au Sud comme au Nord, elle dominait la contrée, barrant de sa base rocheuse la grande faille de l'Est. Appui précieux alors, elle le deviendra davantage ultérieurement ; objectif souhaité par César, il le sera de même plus tard par nos ennemis de l'Est.

César ne négligea rien pour obtenir l'alliance des Lingoni et s'assurer leur concours. Il agit de même avec les Leuci, voisins des précédents et occupant les Faucilles jusqu'à Épinal. Il s'attacha ainsi les populations de ces montagnes en vue d'utiliser leurs qualités guerrières. Il ne les conquit point, les admit dans son alliance et elles y demeurèrent fidèles, même dans les temps les plus difficiles pour les Romains.

Au delà de ces hauteurs, il entra en relations avec les Rèmes (Reims), les Catalauni (Châlons-sur-Marne), les Tricassii (Troyes), et s'en fit d'utiles auxiliaires.

Les choses ainsi préparées, César entreprit sa deuxième campagne, marchant contre les Belges, évitant soigneusement tout ce qui pourrait alarmer les Gaulois.

Quittant Besançon, il descend l'Oignon jusqu'à la Saône, la traverse un peu en aval de Gray et remonte en face la Vingeanne ; au bout de quinze jours, il est à Langres. (Liv. II, II.) Ce point lui ouvre la Gaule à l'Ouest comme au Nord.

De là s'échappe la Seine et ses affluents de droite : Aube,

Marne, Aisne, Oise, donnant un facile accès dans son bassin, vers l'Ouest, comme au delà dans les vallées des affluents de gauche : Yonne, Loing, Essonne, Eure. Là naissait également la Meuse, montant directement au Nord. Les rivières traversaient les immenses plaines des Rèmes et des Catalauni sur la Marne, des Tricassii sur l'Aube, qu'on désigna bientôt sous le nom de Campania (Champagne).

Avant d'aller plus loin, César affermit sa ligne d'opération, dont le massif du Morvan, longeant la Saône, formait l'appui. Organisée au Sud, il la complète au Nord de ces montagnes.

Langres, ancien *oppidum*, devient un *castrum frumentarium* (dépôt de vivres). Il le rattache par une nouvelle transversale à la grande faille de l'Ouest, à travers la plaine des Tricassii, jusqu'à Sens sur l'Yonne, qui forme pour lui un centre d'approvisionnement des plus importants au milieu du pays des Senones, voisins des Cadurces (plateau d'Orléans) et de la Loire. (Liv. II, II.)

Il se sert d'abord d'une ancienne voie gauloise, dont les vestiges subsistent encore, unissant à Langres l'*oppidum* de Châtillon-sur-Seine, Auxerre et Sens (187 kilomètres), qu'il complétera plus tard par Sens—Troyes avec embranchement sur Châlons-sur-Marne.

Sans pénétrer encore dans l'intérieur de la Gaule, il tient le massif du Morvan, encadré par la Saône à l'Est, la haute Seine et la Vanne au Nord, l'Yonne et le Loing à l'Ouest, atteignant par ses communications transversales la Loire moyenne. Les trois grands fleuves de la Gaule, Saône-Rhône, Seine, Loire, ainsi reliés, lui donnent une immense puissance de ravitaillement avec un énorme ascendant moral sur tout le pays.

On n'a peut-être pas assez remarqué cette disposition organique, politique, administrative se joignant aux opérations militaires, les préparant, les fortifiant. A Langres, il est déjà maître de la Gaule sans y avoir pénétré; il agit, en conséquence, avec des formes amicales.

Cet appui moral et matériel du centre de la Gaule, dû à l'amitié des Ædui, assure à César la réussite de ses opérations ultérieures, établit sa prépondérance définitive. Dès son arrivée à Langres, il envoie l'invitation aux Senones de la vallée de l'Yonne et autres Gaulois voisins d'effectuer immédiatement l'espionnage de l'ennemi et de lui rendre compte. (Liv. II, II.)

Afin de n'avoir pas à la fois une si grande multitude à combattre, il leur demande de diriger en avant et à gauche de son armée sous la conduite du chef ædui, Divitiak, les contingents Ædui, Rèmes, Senones, afin d'envahir et de ravager les terres des Bellovaques (Beauvaisis). (Liv. II, v.) Ils flanqueront ainsi sa gauche en évitant en même temps le contact prématuré des Romains avec les populations gauloises. Il ne veut pas les aborder encore, mais agir seulement contre les Belges.

César sut par les Rèmes que la plupart des Belges étaient originaires de Germanie, ayant passé le Rhin et s'étant fixés sur la rive gauche, après avoir repoussé les Gaulois. (Liv. II, iv.) C'est contre eux qu'il marche d'abord, en suivant la haute Marne, limite des Gaulois et des Belges ; mieux appuyé ainsi sur ses aliiés de l'Ouest qu'en suivant la Meuse et en raison du groupement des forces germaines se formant sur l'Aisne.

De Langres, il côtoie la Marne par Chaumont, Saint-Dizier, Vitry, Châlons, Reims, la quitte par la Vesle, défait sur l'Aisne l'armée des gens du Nord commandée par Galba, roi des Suessiones; s'empare de Noviodun sur l'Oise (Noyon) et soumet les Ambiani (pays d'Amiens) sur la Somme. (Liv. II, xii.)

Reprenant alors son rôle de défenseur de la Gaule, il marche vers le Rhin, ce qu'auraient dû faire les Gaulois s'ils eussent su utiliser leurs forces contre les envahisseurs de l'Est. Il gagne la bataille de la Sambre sur les Nervii (Hainaut), se retrouvant ainsi non loin de la Meuse, dont il avait rencontré la source près de Langres sans avoir jugé à propos de s'en servir.

Pendant ce temps, son lieutenant Crassus recevait la soumission de tous les Gaulois du littoral de l'océan Britannique jusqu'à Vannes.

César établit ses troupes en quartiers d'hiver chez les Carnutes (pays chartrain), les Andes (Anjou), les Turones (Touraine).

Parti de Langres, montant au Nord-Est, longeant ensuite les frontières maritimes de la Manche vers l'Ouest, il atteint la basse Loire, ayant décrit un vaste cercle presque complet autour du Morvan, son pivot, son appui.

Les Belges vaincus, les Germains repoussés, César pouvait croire la Gaule pacifiée : simple apparence en réalité; plusieurs campagnes seront encore nécessaires pour soumettre les gens du Nord-Est seulement.

La troisième campagne de César s'ouvre par une nouvelle guerre maritime contre les Vannetais. Labiénus va chez les Trévires contenir les Germains; Crassus soumet l'Aquitaine, et Titurius Sabinus maintient les peuples de la côte maritime du Nord. (Liv. II, XI.)

Les Morini et les Menapii au Nord-Est demeuraient en armes. César guerroie contre eux, puis les légions hivernent chez les Lexovii et les Aulerces près de la basse Seine.

L'année suivante, les Germains, franchissant le Rhin inférieur, s'avancent dans la contrée de Trèves vers Liège et Aix-la-Chapelle. *La quatrième campagne* de César est employée à les refouler. Pour les intimider dans leur pays, il passe le Rhin et va les combattre jusque chez les Sicambres (Westphalie).

Revenu chez les Belges, il fait une rapide descente en Grande-Bretagne. A son retour en Gaule il guerroie encore dans le Nord-Est et fait hiverner ses légions en Belgique.

La situation ne s'est guère améliorée dans ces régions. *César commence sa cinquième campagne*, en luttant dans le pays des Trévires. Il gagne ensuite port Itius (Saint-Omer), où se trouvait sa flotte, et accomplit sa seconde descente en Grande-Bretagne.

Après cette expédition, rentré en Gaule, il en tient les États à Samarobriva (Amiens), ses troupes restant encore en quartiers d'hiver en Belgique.

A peine établies, des révoltes excitées par Ambiorix se manifestent chez les Carnutes, les Eburones, les Aduatuces, les Nervii. César les apaise à peu près, mais en raison de la gravité des circonstances il passe l'hiver auprès de son armée. Mesure indispensable assurément, car la situation empire dans le Nord, où Ambiorix fomentait la guerre.

César entreprend sa sixième campagne avant la fin de l'hiver, tombe rapidement sur les Nervii, les disperse, les soumet.

Il convoque les États de la Gaule à Samarobriva (Amiens). Les Senones, les Carnutes, les Trévires à l'état de demi-révolte refusent de s'y rendre.

Cette fois César pousse une pointe rapide au cœur de la Gaule et par Lutetia (Paris) se porte à grandes journées sur Agedik (Sens). Ce brusque mouvement apaise l'insurrection du centre, et César, revenant dans le Nord-Est, concentre tous ses efforts contre Ambiorix.

Il le bat, passe le Rhin une seconde fois, revient en Belgique, où il se livre à la destruction de toute la population. Avant de partir pour l'Italie, il place ses troupes en hivernage : deux légions à Trèves, deux à Langres et six à Sens.

Il est à remarquer combien ces cantonnements sont peu nombreux et leur habile disposition. La situation est périlleuse et peut le devenir davantage ; César prend ses précautions.

Trèves – Langres et Sens forment sa ligne. Langres est le centre, aux sources des eaux du Nord et du Sud, elle permet par la Saône de regagner la province romaine. Trèves est sur la Moselle à 224 kilomètres de là, soit dix ou même sept jours de marche. Sens sur l'Yonne où se trouve la plus grosse force est distante de 161 kilomètres seulement, soit huit ou cinq jours de marche.

En cas de grave danger la concentration serait possible, relativement facile sur Langres. Ces dispositions donnent à réfléchir. Les gens si offensifs de notre époque paraissent ne pas avoir le temps de songer à une retraite pouvant advenir. César, offensif autant qu'on peut, l'être pensait différemment.

Ses quartiers d'hiver, Trèves—Langres—Sens ont sans doute pour but de tenir la Gaule, mais constituent aussi une précaution défensive, en cas de nécessité. Langres est un repli, un soutien ; la garde de la Saône, chemin de retraite. César songeait à l'avenir, et ses prévisions ne lui ont point été inutiles dans la campagne suivante.

Les causes de mécontentement s'accroissaient chez les Gaulois. César assurait être maître de la Gaule. Il ne le croyait pas, et veillait de loin aux événements prochains.

En 52 avant notre ère, un soulèvement presque général en Gaule remet tout en question. Les Ædui, longtemps fidèles, commencent à défectionner. Le Morvan, leur pays, va échapper à César. C'était son principal point d'appui, la base de son établissement en Gaule. Vercingétorix, nommé général en chef des Gaulois, organise des forces de tous côtés. L'insurrection éclate chez les Carnutes au bord de la Loire par les massacres des commerçants romains à Orléans.

César quittant l'Italie accourt en Gaule rejoindre ses troupes et *entreprendre sa septième campagne*. Il se rend à Narbonne, rassure les esprits, organise la défense de cette partie de la pro-

[illegible] chez les Helviens (sur le [illegible]

[illegible] couvertes de neige, arrive [illegible] rappellent Vercingé[illegible].

[illegible] permettant de passer dans [illegible] hâte au jeune Brutus [illegible] à Vienne sur le Rhône, [illegible] y avait fait rassem[illegible].

A[illegible] de jour et de nuit, il remonte la Saône, [illegible] parvient à Langres où il retrouve [illegible] VII, [illegible] et qui va encore lui servir de [illegible].

I[illegible] de Trèves et se porte à Ag[illegible] Sens [illegible] réunie alors la plus forte [illegible] commandée : dix légions.

I[illegible] y laisse ses bagages sous la garde de deux [illegible] la Loire, reprend Orléans, entre [illegible] Vercingétorix était revenu, puis s'empare d'Avaricum [illegible] siège.

I[illegible] et les Boii (Bourbonnais) pour les vivres [illegible] Ces populations ne se sont pas pro[illegible] à César pour traîner les choses en longueur. César [illegible] de Vercingétorix ; il réunit les Æd[illegible] Decetia [illegible] sur la Loire, pour tâcher d'apaiser leurs dis[illegible], de les maintenir fidèles à l'alliance romaine et d'em[illegible] le Morvan de lui échapper.

Les [illegible] du Nord arrivaient mauvaises. De nombreux rassemblements ennemis se formaient sur la Seine. Dans ce grand péril, César, pour la première fois, divise son armée. Il envoie Labiénus avec quatre légions par l'Yonne et la Seine sur Lutetia des Parisii où se formait un gros orage des insurgés du Nord. Lui-même avec six légions marche au Sud contre les révoltés du centre, attaque Vercingétorix à Gergovia (près de Clermont) et subit un échec.

C'était dangereux en ce moment, ses troupes divisées, les Ædui hostiles allaient se déclarer contre lui ; une forte décision s'imposait : « S'attendant, écrit-il, à de plus grands mouvements

dans les Gaules, il songe aux moyens d'abandonner le siège de Gergovia et de réunir son armée, de peur de se voir cerner par les forces de tous les États. » (Liv. VII, XLIII.)

Il se met en retraite directement vers le Nord pour retrouver Labiénus, en longeant le revers occidental du pays des Ædui. L'ennemi ne le suit pas Le troisième jour il passe l'Allier, gagne rapidement la Loire, très peu défendue par les Ædui, et la traverse au gué de Bourbon-Lancy.

Il franchit le seuil de Nevers et redescend l'Yonne, fort inquiet du détachement de Labiénus. Celui-ci appréciant le danger de la situation, remporte un succès à Paris, puis, se hâtant de remonter la Seine et l'Yonne pour rejoindre César, il le rencontre près de Joigny. Tous deux sont bientôt à Sens.

La situation ne permettait pas aux Romains d'y rester. Il importait de regagner la province romaine. Le chemin le plus court et le plus facile était la trouée de Troyes. César s'y engage en suivant la vallée de la Vanne, par l'extrême frontière des Lingoni, en longeant la forêt d'Othe.

Il remonte ainsi du centre de la Gaule par l'ouest du Morvan, contourne son extrémité nord et parvient enfin avec toutes ses troupes à Langres, d'où il avait commencé son invasion des Gaules six ans auparavant.

Sa situation se trouvait meilleure de toute façon. Son intention était de descendre la Saône afin de rentrer dans la province romaine en se rapprochant de Lyon. Sa position sur le plateau de Langres lui en donnait le moyen.

Dans ces conjonctures, il trouve un concours moral et même matériel chez les populationse, nvironnantes. Les Trévires, assez éloignés et menacés par les Germains, s'abstiennent. Les Tricassii (pays de Troyes) et les Rèmes lui demeurent fidèles; les Lingoni offrent leur secours ; il reçoit même un important détachement de cavaliers germains d'au delà du Rhin, bien nécessaire pour lutter contre la nombreuse cavalerie des Gaulois.

Sans s'arrêter longtemps à Langres, César descend la petite vallée de la Vingeanne afin de rejoindre la Saône, encore ignorant de ce qu'allaient faire Vercingétorix et les Gaulois, excités par leur succès de Gergovia comme par la retraite des Romains.

Vercingétorix rassemblant de grandes forces, perd du temps, ne poursuit pas César et cherche tardivement à lui couper la retraite. Il ne veut pas tenter la fortune dans une bataille, mais employer la cavalerie nombreuse de la Gaule à harceler les Romains en marche, attaquer leurs communications, gêner leurs fourrageurs. Il charge les Ædui (Morvan) et les Segusiani (Bressans) de porter la guerre chez les Allobroges (Dauphiné et Savoie). Il envoie les Arvernes contre les Helviens (pays du Tarn). (Liv. VII, LXIV.) Projets bien conçus, mal réalisés en définitive.

De Gergovia, il porte ses forces dans la Saône par Roanne et la coupure des montagnes à Chagny ; puis, remontant la Saône, il marche au devant de César, qui descendait la Vingeanne, le rencontre et campe à 10 milles de lui.

Changeant de plan, il annonce à son armée la convenance de livrer bataille, contrairement à ce qu'il avait dit précédemment. (Liv. VII, LXVI.) César allait être sauvé par l'imprévoyante témérité des Gaulois, ayant compris ce qu'il convenait de faire et agissant en sens inverse.

Le lendemain, Vercingétorix l'attaque en marche, près Fontaine-Française. Les Romains s'arrêtent ; la cavalerie germaine tourne par le flanc droit celle des Gaulois, la poursuit jusqu'à la rivière, où se trouvait l'infanterie, lui tue beaucoup de monde et la met en fuite. Ce fut une déroute.

Après ce grave échec, moral surtout, l'armée gauloise se jette à l'Ouest à travers la montagne, poursuivie par la cavalerie de César. Elle suit la voie Gray—Alésia, par Is sur Tille, Chanceaux près des sources de la Seine, et, après un parcours de 70 kilomètres, atteint Alésia, ville des Mandubii (Oppidum Mandubiorum).

C'est aujourd'hui Alise-Sainte-Reine, canton de Flavigny, à 14 kilomètres nord-est de Semur, à 3 kilomètres ouest de la station Les Laumes (ligne du P. L. M.). Là s'élevait l'antique cité, fondée, disait-on, par Hercule, palladium de la Gaule ; bien placée au nord du Morvan, dans un pays montagneux, difficile, sur un sol granitique et porphyritique, occupant une hauteur entourée par de petits ravins affluents de l'Armançon.

Ville vénérée, ville sainte, assez mal remparée, elle constituait un point de résistance sans pouvoir sauver une armée vaincue.

La cité était célèbre, elle se trouvait la plus proche, elle avait des murailles; la foule battue sur la Vingeanne y courut, ainsi qu'il en advient toujours aux troupes affolées par un échec inattendu. Vercingétorix les suivit plus qu'il ne les conduisit. Son tort fut de s'y arrêter.

César poursuivit les Gaulois le reste du jour, campa le lendemain devant Alésia (Liv. VII, LXVIII), commença aussitôt le siège. Malgré de grands efforts, une tentative de secours mal conduite du reste de la Gaule, la valeur de l'armée romaine, le génie de César, assistés par les Germains, aidés par la trahison, triomphèrent de cette résistance plus belle qu'habile, et la Gaule libre trouva son tombeau sous les murs de l'antique cité, son berceau.

Alésia prise, César se rendit chez les Ædui, reçut leur soumission et celle de diverses nations de la Gaule. Il mit les légions en quartiers d'hiver :

Labiénus avec deux légions et la cavalerie, chez les Sequani (Franche-Comté) ;

Deux légions chez les Rêmes, afin de les garder contre les Bellovaques ;

Antistius Réginus avec une légion, chez les Ambivarètes (Vivarais);

Une légion sous Setius, chez les Bituriges (Berry) ;

Caninius avec une légion, chez les Ruteni ;

Cicero à Chalon-sur-Saône, et Sulpicius à Mâcon, villes des Ædui pour les vivres (une légion dans chacune).

Lui-même ne s'éloigna pas de ce pays de Langres ni de ce massif du Morvan, qui lui avaient été si utiles durant cette secousse de la population gauloise. Il passa l'hiver à Bibracte (Autun).

Maîtrisant tout le pays par l'occupation du Morvan et des contrées voisines, ce qui avait été son point d'appui pendant les opérations de la conquête, servit encore de point de domination après.

La situation n'a pas changé. Le type donné par lui, basé sur les conditions géographiques et topographiques, a été mal utilisé en 1870. Il devra l'être à l'avenir dans des conditions meilleures, si de nouveaux malheurs venaient encore nous atteindre, afin d'éviter la destruction de notre pays par les envahisseurs, comme

la pratiqua si cruellement César dans *sa huitième et dernière campagne en Gaule*, encore pleine du souvenir de sa gloire et de ses cruautés résultant de l'abus du droit de la force.

III.

LES INVASIONS GERMAINES AU TEMPS DES GALLO-ROMAINS.

L'ébranlement causé par les pointes de César au delà du Rhin, l'expulsion des Germains de la Gaule, la soumission de cette contrée, la prospérité qu'y répandirent rapidement les Romains, constituèrent autant de causes d'attraction pour les populations sauvages, encore nomades, de la Germanie. Passer le Rhin devint leur envie dominante, afin de se répandre sur un pays dont on leur disait tant de bien.

A la convoitise se joignait la nécessité. La fabrication humaine du plateau central de l'Asie s'accroissait toujours, poussant des flots d'hommes miséreux vers l'Ouest à la recherche de conditions meilleures.

L'œuvre de César, pour les arrêter, apparaissait d'une réalisation impossible. A chaque instant, des groupes se montraient sur la rive gauche du Rhin, la grande limite d'alors. L'empire, fort à cette époque, les refoula. Après la défaite de Varus en Germanie, Tibère, lieutenant de l'empereur, vint dans la Gaule menacée, repoussa les Barbares jusqu'au Rhin et les poursuivit au delà.

Il les soumit momentanément et leur donna des terres sur la rive gauche, les autorisant à s'y établir; les frappant durement par les armes et les attirant par des mesures bienveillantes.

Les Romains créèrent dès ce jour le germe des incursions qui devaient les emporter ultérieurement. Ils ne méconnaissaient sans doute pas le danger, peu apparent encore. Ils n'en aperçurent pas le développement à venir. Confiants dans la puissance de leurs armes pour les arrêter, ils ne pouvaient prévoir les événements futurs intérieurs et extérieurs devant amener l'affaiblissement graduel de l'empire. Ils ne virent pas qu'un jour viendrait où crèverait cette ligne du Rhin, si longtemps défendue, ouverte par leurs propres fautes et cédant enfin sous les efforts d'im-

menses multitudes sauvages, cherchant à vivre en se ruant au pillage de la Gaule.

Ils ne négligèrent pas, au début au moins, les mesures de défense. Du jour de la conquête, ils se mirent à l'organiser. Ils se voyaient chez eux, n'entendaient plus en sortir; toutes leurs mesures furent prises dans ce but. Le Rhin sans cesse menaçant, les vastes plaines du Nord-Est, large route ouverte aux invasions, de la Moselle à la Loire, de Trèves à Orléans, attirèrent l'attention des hommes de valeur qui gouvernèrent à l'origine la Gaule romaine.

Ils poursuivirent la pensée de César en faisant rayonner leurs relations de toute sorte autour du massif du Morvan. Ils prirent un souci particulier de ce pays, centre de partage de presque toutes les eaux de la Gaule, touchant à la plupart des régions.

Langres, déjà centre important, devint nœud de communications nombreuses dans toutes les directions. Ses fortifications, conservées, furent améliorées. A ses pieds au Nord, le pays des Tricassii (Troyes), offrant un passage si commode aux invasions, frappait tous les regards, demandait une fermeture. Il attira surtout leur attention.

La ville est en plaine, mais voisine des derniers contreforts du Morvan. A 20 kilomètres à l'Est, des hauteurs peu accusées portent la forêt du Grand-Orient, entre Vandœuvre et Piney. A 12 kilomètres à l'Ouest et au Sud se terminent les dernières hauteurs de la forêt d'Othe, montrant les sommets de Montgueux 268 mèt.) et de Villery (293 mèt.), ayant un commandement d'environ 150 mètres sur la plaine. La position appuyée à la forêt d'Othe (nord du Morvan), à cheval sur la haute Seine, à la lisière des grandes plaines enceignant le bassin de la Seine, offrait des communications faciles presque de tous côtés.

Ainsi, les Romains construisirent à Troyes trois citadelles (*tres arces*), d'où lui vint son nom de Trecæ, et cette ville possédait déjà quelque importance au temps d'Auguste.

Communiquant facilement au Sud avec Châtillon-sur-Seine et Auxerre (sur l'Yonne), à l'Est avec Langres sur la hauteur, au Nord avec Châlons et Reims, à l'Ouest elle voyait s'ouvrir d'immenses plaines jusqu'à Sens sur l'Yonne, demeuré centre important, et au delà Montargis sur le Loing, Orléans et Gien sur la Loire.

Ses communications avec le Morvan la mettaient en relation commode par la montagne avec la haute Loire.

Des fortifications s'élevèrent à Dijon. Marc-Aurèle les répara et les étendit. On y créa un rayonnement de routes existant encore : Dijon—Alésia—Auxerre sur l'Yonne; Dijon—Langres, où elle joignait celle venant de Besançon ; Dijon—Châtillon-sur-Seine—Troyes sur la Seine.

Malgré ces précautions, de petites incursions de Germains pénétraient dans ces belles contrées et venaient les ravager de temps à autre. Au IIIe siècle de notre ère, Rome commençait à baisser, les invasions prennent plus d'importance.

Les Vandales à Langres. — En 264, Langres est assiégé par les barbares, Germains et Vandales, conduits par Chrokus. Tout le pays fut ravagé. Ils sont battus à Châlons-sur-Marne.

En 276, les Alamans envahirent la Gaule, Probus marche contre eux, leur reprend soixante villes, les poursuit au delà du Rhin et même du Neckar.

Sous Dioclétien, le césar Maximien repousse encore, en 283, les Germains au delà du Rhin et franchit ce fleuve.

Victoires inutiles; les barbares, toujours prêts à l'action, revenaient sans cesse à la charge, obéissant à l'impulsion fatale qui les poussait.

En 300, Constance Chlore accourt à Langres pour repousser une grosse incursion de Franks. Il bat les envahisseurs aux bords de la Marne et les détruit. (EUTROPE.) Ces Franks, fraction des Sicambres installés près de l'Escaut entre la Meuse et la mer, tenaient la tête des assaillants. Leurs entreprises, de plus en plus sérieuses, s'étendent jusqu'à la Somme.

Les Alamans viennent assiéger Sens. — Encouragés par cet exemple, les Alamans s'avancent un peu plus au Sud, s'emparent de Cologne en 355, envahissent toute la rive gauche du Rhin. Les bandes de barbares descendent vers Langres, pénètrent dans la Saône, se montrent près d'Autun. « De fréquentes nouvelles, annonçant la désolation des Gaules où les barbares ravageaient tout, alarmaient l'empereur Constance ». (AMMIEN MARCELLIN, liv. XV, chap. 8.)

Il envoie le césar Julien en Gaule afin d'arrêter cette invasion, dont l'objectif principal était le Morvan.

Julien se rend à Autun, gagne Auxerre, laisse reposer ses troupes et se dirige par Sens sur Troyes, l'enlève et réunit son armée à Reims, cherchant à couper la retraite de l'ennemi. Il attaqua les Germains à Dieuze, reprit Cologne et traita avec le roi des Franks. Satisfait de ce succès, il revint par Trèves hiverner à Sens. (A. Marcellin, liv. XVI, chap. 3.)

Tout à coup, une nouvelle poussée se produit. Les barbares, qu'on croyait calmés, reparaissent en Champagne, envahissent toute la Sénonie. S'avançant à grandes journées par divers chemins et se réunissant subitement, ils viennent fondre sur la ville de Sens, en 356, d'où ils savaient que Julien s'était retiré après avoir licencié une partie de ses troupes et mis les autres en quartiers d'hiver assez au loin. (Ammien Marcellin, liv. XVI, chap. 34.)

Julien accourt à Sens, y rappelle promptement quelques troupes, pourvoit activement à la défense de la ville. Après 30 jours de siège, les barbares se retirent, fatigués, découragés.

Julien les poursuit. Toute son armée traversa la ville de Troyes, entièrement fermée de murailles. Les Alamans, ayant forcé plusieurs villes, dévasté horriblement le pays, se repliaient en hâte. Julien avec peu de troupes les atteignit au moment où ils allaient repasser le Rhin et les défit près d'Argentoratum, ville de la Gaule (Strasbourg). (Eutrope, liv. X.)

Le Morvan, Langres, la trouée de Troyes avaient été fortement secoués par ces diverses entreprises. Le moment est proche où ils deviendront la proie définitive des barbares de l'Est.

Les Burgundes s'établissent dans le Morvan. — Le torrent humain émergeant de l'Orient revient bientôt inonder la Gaule de ses flots de plus en plus pressés. Les invasions grossissent, des peuples entiers franchissent le Rhin. Leurs premiers groupes massés au confluent du Mayn, pénétrèrent par l'Argonne, se répandirent dans les plaines de la Champagne, traversant Châlons-sur-Marne, Troyes, Sens, Château-Landon et la Loire à Orléans. Ils ne firent que passer en dévastant, utilisèrent la trouée de Troyes et, continuant vers le Sud, disparurent en Espagne, gagnèrent l'Andalousie, puis l'Afrique.

Les Alains, sous Atacius, arrivèrent jusqu'en Portugal. Les Suèves, dirigés par Hermanrik, s'installèrent en Galice. Les Goths se superposèrent aux précédents. Tous ayant laissé des traces de leur férocité sur la Meuse, la Marne, à Langres et dans le Morvan.

D'autres barbares les suivaient sous des noms divers, quoique semblables entre eux : Huns, Germains entrèrent successivement en Gaule, tenant la même direction, accomplissant les mêmes méfaits, ruinant le pays progressivement.

En 392, les Burgundes se montrent dans la trouée de Belfort et envahissent le bassin de la Saône. Au bout de quelque temps, en 406, ils reprirent leur marche en avant sous leur roi Gunderik (GRÉGOIRE DE TOURS, liv. II, chap. 2) ; cette fois avec plus d'ordre et de méthode. On vit alors s'avancer la lourde armée des Burgundes de race vandale, mais un peu plus civilisés (selon Pline). Cette armée de géants progressait lentement, pillant comme les autres pour vivre, mais poursuivant le but de s'établir définitivement.

Ce peuple possédait déjà des coutumes ou des usages. Leur Hendin (chef) était responsable de tout ce qui advenait au peuple. S'il perdait une bataille, s'il manquait une entreprise, si le temps était dur, la récolte mauvaise, on y voyait la preuve du manque de bonheur du chef, et on le déposait.

Plus légers au moral qu'au physique, très indépendants de caractère, les Burgundes portaient sur leurs boucliers l'image d'un chat, emblème de la liberté. Très positifs néanmoins, ils réalisaient lentement leur intention de s'implanter en Gaule en des lieux forts et d'y rester.

S'étant avancés d'abord jusqu'à la Saône, après avoir occupé la Franche-Comté entière, ils firent un pas de plus vers l'Ouest et, sous leurs chefs Goar et Gunther, s'installèrent presque sans résistance dans le massif du Morvan, l'ancien pays des Ædui, qui avait été si longtemps la tête de la Gaule.

Ils s'établirent dans les villes anciennes, les relevant, les améliorant à leur guise, en gens qui se considéraient comme propriétaires définitifs. Autun, Alésia, Sens, Auxerre furent de ce nombre et reprirent quelque splendeur sous ces nouveaux maîtres.

De leur séjour dans la vallée de la Saône, la ville de Cabillonum

(Chalon-sur-Saône) resta longtemps leur capitale jusqu'à ce qu'ils la transportassent à Dijon, position plus forte adossée aux montagnes.

Le soin de leur sécurité les préoccupait beaucoup. Nouveaux venus dans le pays et ne voulant point en être chassés, ils s'établirent si solidement dans cette contrée montagneuse qu'ils n'en furent jamais dépossédés.

Leur action s'étendit sur les plaines de l'Ouest qui y touchaient : Nivernais, Orléanais, Gâtinais. Plus tard, lors du partage de la Gaule, sous les successeurs de Chlovis, ce ne fut pas sans raison que le royaume d'Orléans fut rattaché à la Bourgogne, dont il était, en quelque sorte, l'annexe.

Cette forte position du Morvan, à la tête des eaux de la Gaule, permit à la monarchie burgunde de durer longtemps. Plus tard, le duché de Bourgogne demeura à peu près indépendant et lutta même contre le roi de France.

Les hommes de la race burgunde sont sans doute pour quelque chose dans ces événements ; mais la configuration du sol les a grandement servis. Tendant beaucoup plus vers le Nord que vers le Sud, guidés par le terrain, on les voit s'efforcer de dominer Langres, sans avoir pu y parvenir.

Ces leçons historiques ne sauraient être oubliées. Ce sont encore les mêmes hommes vivant sur le même terrain.

Invasion des Huns sous Attila. — Derrière les Burgundes apparut, quarante-cinq ans plus tard, l'invasion des hordes d'Attila, appartenant à la race mongole. « Les Huns, étant donc sortis de Pannonie, se jetèrent, dépeuplant le pays, sur la ville de Metz », écrit Grégoire de Tours. (Liv. II, chap. 6.)

L'envahissement de la Gaule se reproduit, sensiblement le même, avec quelques nuances. Après avoir remonté le Danube, cette masse de peuples sauvages : Huns, Alains, Goths, Sarmates, Teutons, etc., inclina au Nord, suivit la vallée du Mayn, la conduisant au Rhin moyen. Elle le franchit et s'avança jusqu'à Metz.

A partir de cette ville, les invasions par la Sambre et la Meuse prirent leur forme première, qu'elles étendirent plus tard. Deux points de passage du Rhin : Mayence, en direction de Trèves, Metz, Paris et Bâle, marchant par Belfort, Langres, Troyes, Or-

léans, permirent aux Orientaux de se déverser en Gaule. Le grand couloir de l'Est Nord à l'Ouest-Sud, à travers les plaines de Champagne, conduisait directement à la Loire. Il a toujours servi de route aux invasions de la Gaule, les Burgundes exceptés.

Le plan des Huns est évident. Comme les peuples précédents, ils marchaient vers le Sud-Ouest, traversant obliquement la Gaule, gagnant la Seine, puis la Loire, et se dirigeant par les plaines de Troyes, d'Orléans, du Poitou, vers le Midi. Ce tracé seul établit qu'ils étaient seulement des pillards, des dévastateurs, bien différents des Burgundes, gens stables, s'étant accrochés aux montagnes; ceux-ci suivaient les plaines.

Ils occupaient une immense surface, visitant le plus de lieux possibles pour trouver à subsister. La gauche se porta sur Langres, dont la contrée fut inondée de barbares. Ses fortifications gallo-romaines furent impuissantes à la protéger. Attila l'assaillit et l'incendia (451).

La droite, de Metz, s'avança sur Châlons-sur-Marne, en direction de Paris. Tout à coup, les barbares, modifiant leur marche, font appuyer leur droite plus au Sud, vers Troyes, qu'ils épargnent à la prière de l'évêque, et leur masse énorme s'engouffre dans la trouée entre la haute Seine et la Vanne pour gagner l'Yonne, entre Sens et Montereau, puis elle pousse au plateau d'Orléans, par Château-Landon et Beaune-la-Rolande, mouvement que nous reverrons exactement semblable en 1870.

Les Huns sont encore à Metz en janvier et paraissent devant Orléans seulement au début de juin, ayant employé quatre mois à l'accomplissement de ce trajet de 390 kilomètres. Vitesse très lente, non uniforme. Ils stationnaient fréquemment afin de dévaster, ne quittant un district qu'après l'avoir ruiné.

Ils apparurent enfin devant Orléans, au bord de la Loire. (Grégoire de Tours, liv. II, chap. 7.) Repoussés au siège de cette ville, ils se retirèrent par où ils étaient venus, commettant les mêmes déprédations.

Poursuivi de près par les troupes romaines, auxquelles s'étaient joints les Franks sous Mérovée et les Burgundes désireux de se débarrasser de ces nouveaux envahisseurs du pays, Attila fut atteint à Méry-sur-Seine, à 16 kilomètres de Troyes. (*Campus mcuriacus*, selon Grégoire de Tours, liv. II, chap. 7.)

massacre fût immense, et les débris de ces hordes disparu-
nt vers le Nord, après être en partie repassés à Langres, de
uveau incendiée.

Général Lewal.

(*A continuer.*)

LA

BATAILLE DE CUNAXA[1]

V.

PRÉLIMINAIRES DE LA BATAILLE.

(Carte n° 2).

C'est lorsque Cyrus atteignait avec son armée les frontières de la Babylonie que, pour la première fois, l'ennemi lui était signalé: on constatait par des traces de pas sur le sol qu'une division de cavalerie de 2,000 chevaux avait passé par là.

Cyrus va avoir à se mesurer avec son adversaire peut-être plus tôt qu'il ne le désirait.

Toutes les difficultés qu'avait soulevées l'exécution de son plan, il les avait jusque là très bien résolues. Les Grecs ne s'étaient engagés que pour l'expédition de Lycaonie; non seulement il avait su les amener à plus de 500 lieues de Sardes jusqu'aux portes de Babylone, il les avaient encore assez séduits par ses brillantes promesses pour qu'ils brûlent du désir de soutenir sa cause.

Le rempart des montagnes de la Cilicie devait arrêter sa marche; grâce à l'intervention habilement ménagée de sa flotte, il avait pu traverser cette province de part en part sans que ses soldats eussent à faire usage de leurs armes.

Son armée devait mourir de faim dans le désert d'Arabie; par le soin avec lequel il avait constitué ses approvisionnements, c'est à peine si l'on avait été obligé de réduire ou de modifier la ration journalière des hommes.

---

[1] Voir la livraison d'août 1902.

Certes, Cyrus ne pouvait que regretter d'avoir perdu près de ux mois, soit à Célènes pour attendre les Grecs, soit à Tarse r attendre ses vaisseaux ; mais il n'était pas responsable de retard qui ne pouvait être imputé qu'à des circonstances indé-ndantes de sa volonté,

usque là Cyrus pouvait donc être qualifié d'habile général. l n'en sera plus ainsi les jours suivants; car, aussitôt que la ximité de l'ennemi l'obligera à faire acte de tacticien, il ne ra plus montrer les talents qu'il avaient déployés dans l'orga-ation et la conduite de son expédition.

Il constate par lui-même que la cavalerie ennemie surveille s ses mouvements, incendie le pays, fait le vide devant lui ; e lui vient pas à l'idée de l'en empêcher, il ne cherche pas à faire des prisonniers pour être renseigné sur sa marche, il s'attache même pas à prendre son contact.

Il faut qu'un perse de sang royal, Orontas, lui montre tout ntérêt qu'il a à sortir de cette situation pour qu'il se décide à confier le commandement d'une brigade de cavalerie et le ettre à la tête du service d'exploration. Mais il s'aperçoit l'Orontas n'a d'autre intention que de le trahir. Il le fait mettre mort et, au lieu de confier à un autre général la mission de chercher l'ennemi, il continue à ne couvrir sa marche que par elques éclaireurs.

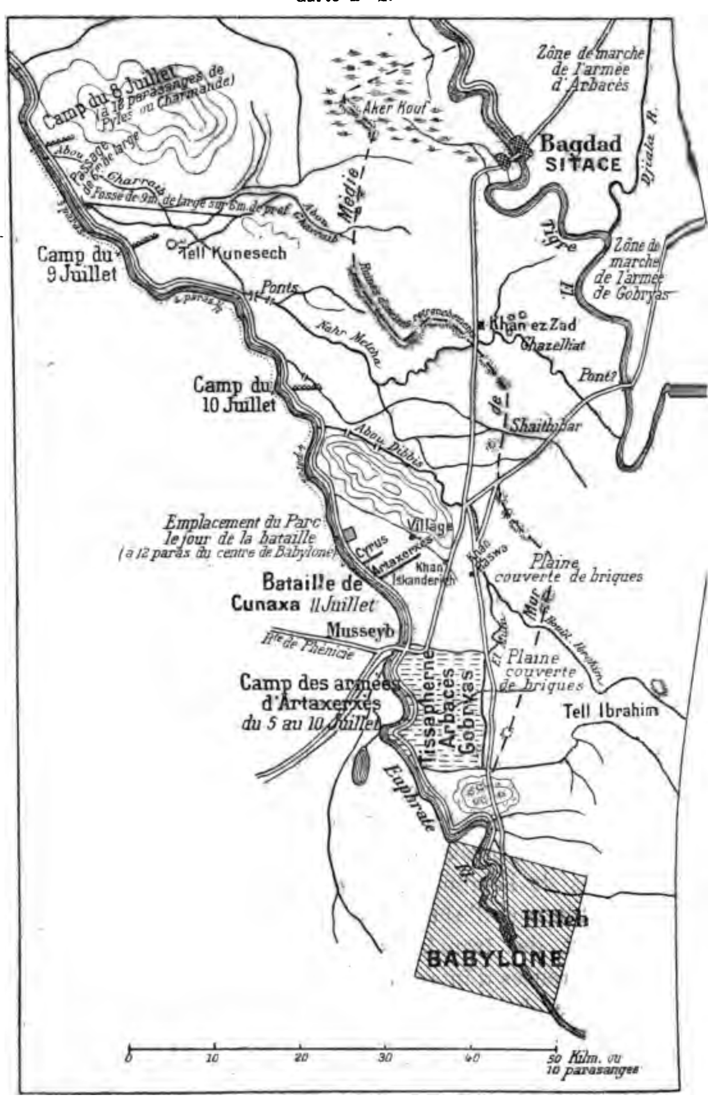
Il prend toutefois les dispositions nécessaires pour pouvoir sser rapidement de l'ordre de marche à l'ordre de combat, en escrivant au convoi de se maintenir le long de l'Euphrate et x troupes de marcher en colonnes parallèles : les Grecs du côté u fleuve, l'armée indigène du côté opposé.

Il fait dans cette formation trois étapes (12 lieues) et arrive le juillet près de l'embouchure de la petite rivière qui porte ctuellement le nom d'Abon Gharraïb, où il établit son camp.

En ce point, des transfuges viennent lui apprendre que des oupes nombreuses d'infanterie et de cavalerie sont établies, à urte distance, derrière un fossé creusé entre l'Euphrate et le ur de Médie.

Ne mettant pas un seul instant en doute que toute l'armée nemie ne soit là, Cyrus prend sans hésiter la résolution de ttaquer. Envisageant même le cas où Artaxexrès quitterait sa sition défensive et se porterait en avant pour profiter de sa

Carte n° 2.



Théâtre des opérations en Babylonie, d'après la carte de Jones et le texte de l'*Anabase*.

(Les noms anciens sont figurés en caractères gras).

ıpériorité numérique, il prescrit à ses troupes, au cours de la uit du 8 au 9, de prendre immédiatement la formation de mbat. Les Grecs se placeront à la droite, dans leur dispositif bituel sur quatre rangs, les corps de Cléarque et de Proxène droite, celui de Ménon à gauche, les autres au centre. Les pel-stes seront réunis à la droite de la ligne, prêts à soutenir la valerie paphlagonienne qui s'établira à l'extrême droite en ppuyant à l'Euphrate.

L'armée indigène se formera par carrés pleins de division, dans rdre suivant : corps cappadocien, corps phrygien, corps dien. La cavalerie de corps sera groupée à l'extrême gauche us les ordres d'Ariée. C'est à ce général que reviendra le com-andement de ces trois corps en cas d'absence ou d'éloignement a général en chef. De sa personne, Cyrus, avec ses 600 cavaliers e la garde, se placera au centre de l'armée indigène dont le ont sera couvert par les vingt chars à faux.

Le 9 juillet, au point du jour, Cyrus passe en revue son armée nsi rangée en bataille. En arrivant devant chaque unité, les énéraux lui rendent compte de l'effectif de leur troupe. Les orps grecs accusent un ensemble de 10,400 hoplites et 2,400 eltastes. Malgré leur petit nombre, leur ligne se développe sur ne longueur de 2,500 mètres exactement double de celle de armée indigène[1] (1250 mètres), cependant près de dix fois plus orte.

Après sa revue, Cyrus convoque au centre les chefs de corps ; l leur communique les renseignements fournis par les transfuges t qu'il complète par des indications sur la manière de com-attre l'ennemi ; il fixe à chacun son rôle et termine en donnant l'armée l'ordre de se porter en avant.

On fait ainsi en formation de combat une lieue et demie, et l'on rrive au fossé[2]. L'ennemi vient de l'abandonner. Par les traces

---

[1] Voir page 193.

[2] Sur la carte de Jones, à peu près à égale distance des emplacements u'on doit attribuer aux camps des 8 et 9 juillet, en raison des distances arcourues depuis les Pyles de Babylonie (ou Charmande), on voit un fossé bsolument en ligne droite.

Ne serait-ce pas celui qui a été creusé par ordre d'Artaxerxès ?

On remarquera qu'il ne va pas jusqu'au mur de Médie, mais qu'il est natu-ellement prolongé jusqu'à ce mur par plusieurs canaux.

Il est probable que, n'ayant pas eu le temps de l'achever, on dut, pour com-

d'hommes et de chevaux on constate qu'il s'est retiré dans la direction de Babylone.

Cyrus fait franchir cet obstacle à ses troupes par le passage, large de 20 pieds seulement, ménagé le long de l'Euphrate et sur des ponts de circonstance qu'il fait établir ; il arrête sa tête de colonne et installe son camp à une lieue et demie au delà, entre le monticule appelé aujourd'hui Tel Kuneseeh [1] et le fleuve.

La clairvoyance de Cyrus ne va pas jusqu'à découvrir les raisons qui ont amené son adversaire à battre en retraite. La seule conclusion qu'il tire de ce que le roi n'a pas voulu défendre le fossé, est qu'il renonce à la lutte. Il en est si heureux qu'il n'hésite pas à donner 60,000 drachmes au devin Silanus qui lui avait prédit que jusqu'à ce jour le roi n'engagerait pas d'affaire.

Le 10 juillet, il continue sa marche dans la pensée qu'il n'a plus rien à craindre et qu'il peut se dispenser des précautions les plus élémentaires. Tout en maintenant cependant le dispositif en colonnes parallèles, il laisse le désordre se mettre dans ses rangs. Les soldats poussent le laisser-aller jusqu'à faire venir auprès d'eux des bêtes de somme pour porter leurs armes. Lui-même est le premier à donner le mauvais exemple en descendant de cheval pour faire la route sur son char.

C'est dans cette journée qu'il traverse sur des ponts existants les quatre canaux distants d'une lieue environ qui relient l'Euphrate au Tigre.

Le 11 juillet, l'armée de Cyrus s'avançait dans un désordre peut-être encore plus accentué que la veille. Vers 11 heures, les têtes de colonne, ayant franchi vers son confluent le petit lit du

---

pléter la fermeture, utiliser les canaux existant dans la région, après avoir lâché les écluses et supprimé tous les points de passage.

Cette particularité est d'accord avec le texte de l'*Anabase*, car, le lendemain de la bataille, les Grecs, revenus à leur camp du 10 juillet, en le quittant pour se diriger vers le Nord, rencontraient, non pas le fossé, mais une série de canaux pleins d'eau qu'ils ne purent franchir qu'en construisant des ponts de circonstance.

[1] D'après cette même carte, ce serait aux abords du Tel Kuneseeh, dans cette région couverte de canaux, que se serait livrée la bataille de Cunaxa.

Pour émettre une pareille opinion, il ne faut pas se rendre compte des nécessités du mouvement de masses pareilles à celles d'Artaxerxès et de Cyrus.

Le piton Tel Kuneseeh serait-il, par hasard, cette hauteur où 8,000 chevaux manœuvrèrent dans la dernière partie de la bataille ?

ruisseau Iskanderieh, s'étaient déjà fortement engagées dans la plaine de Khan Haswa et elles étaient sur le point de terminer la marche du jour, lorsqu'un cavalier des éclaireurs arriva à bride abattue sur un cheval tout en sueur. Il cria en langue indigène ou en grec à tous ceux qu'il croisa que l'armée du roi, armée innombrable, était tout près et qu'elle se portait à leur rencontre.

Transportons-nous maintenant dans le camp d'Artaxerxès pour nous rendre compte de ses dernières dispositions.

Décidé plus que jamais à n'accepter la bataille qu'en opposant à son adversaire la totalité des forces dont il peut disposer; ne voulant pas, d'autre part, exposer l'armée de Tissapherne à subir isolément son choc, il donne à celle-ci, aussitôt qu'il est avisé de l'approche de Cyrus, l'ordre d'abandonner le fossé et de se replier sur le camp de Musseyb. La mission de couverture de cette armée est d'ailleurs terminée, puisque le gros des forces du roi est maintenant concentré en avant de Babylone.

Le 10, le roi profite de la réunion à Musseyb des trois armées de Tissapherne, Gobryas et Arbacès pour préciser à chaque élément la place qu'il occupera dans l'action qui va s'engager et pour passer une revue générale[1].

Ayant été avisé par sa cavalerie ou ses espions de la formation qu'avait l'armée de Cyrus dans la journée du 9 juillet, il détermina son dispositif d'attaque de manière à opposer ses meilleures troupes aux meilleures de son adversaire[2].

Les trois armées se placeront dans le même ordre qu'au camp :

---

[1] Il y avait dans l'antiquité un principe que Xénophon formule ainsi (*Cyrop.*, VI, 3) : « Ce n'est pas le jour du combat qu'on dérange l'attelage d'un char. »

Ce principe exigeait non seulement que l'ordre de bataille fut un ordre normal bien connu de tous, mais encore qu'on s'assurât, au moment opportun, qu'il ne devait donner lieu à aucune difficulté.

C'est en partie pour cette raison que Cyrus rassembla ses troupes le 8 juillet au soir pour les passer en revue au point du jour. On est fondé à admettre qu'il en a été de même du côté d'Artaxerxès.

[2] Remarquer la symétrie qu'il y a à Cunaxa entre les éléments des deux armées voisins de l'Euphrate :

Armée de Cyrus : cavalerie paphlagonienne, peltastes, Grecs.

Armée d'Artaxerxès : Cavalerie indépendante de Tissapherne, gerrophores, Egyptiens (meilleures troupes du roi).

Tissapherne à gauche, Arbacès au centre, Gobryas à droite. Chaque armée aura sa formation normale en carrés pleins de division, séparés par un intervalle de 25 mètres. La cavalerie de corps (archers à cheval) formera un carré particulier à la droite et à la gauche de chaque armée. La division des Égyptiens s'établira à la gauche de l'armée de Tissapherne, ayant à ses côtés la division de gerrophores destinée à servir de soutien à la division de cavalerie indépendante (2,000 chevaux). Celle-ci formera l'extrême gauche de la ligne et s'appuiera à l'Euphrate.

Le corps de cavalerie de la garde (6,000 chevaux), à la tête duquel se placera le roi, sera réuni en avant du centre des armées, formé par les deux corps d'infanterie de la garde [1]. Enfin les 50 chars de chaque armée, séparés par des intervalles de 50 à 60 mètres, seront établis en avant de son front.

Dans ce dispositif, chaque armée a son développement normal de 2,500 mètres. L'ensemble de la ligne a une longueur de 7,500 mètres [2].

Artaxerxès, en passant devant les troupes ainsi rangées en bataille, s'assure que tous les corps sont prêts à combattre. Il se fait également présenter les situations de prise d'armes. Leur récapitulation lui montre que l'effectif des forces qu'il va pouvoir opposer à Cyrus est un peu supérieur à 500,000 hommes.

Après la revue, le roi réunit autour de lui tous les commandants d'armée et de corps d'armée, les généraux commandant les divisions de cavalerie et les chars à faux pour leur donner ses dernières instructions. Il termine en leur communiquant ses ordres pour le lendemain. Les armées devront être rassemblées sur le même emplacement à 10 heures et devront se mettre en marche à 10 h. 1/2, en prenant le guide à gauche, c'est-à-dire en réglant leur mouvement sur celui de la division de cavalerie appuyée à l'Euphrate. Les trains et convois de toute sorte devront être maintenus dans le camp.

D'après les renseignements parvenus, Cyrus établira vraisemblablement son camp du 10 à 6 lieues 1/2 au nord de Musseyb.

---

[1] *Diod. de Sicile*, I, XXII. Le roi était au centre avec une élite d'au moins 50,000 hommes.

Le corps de la province de Perse avait, par tradition, conservé l'armement des homotimes de Cyrus le Grand, épée, casque et cuirasse (*Cyrop.*, VIII, VIII).

[2] Voir p. 193.

Les dispositions sont prises pour qu'il soit attaqué le 11 au moment où il terminera sa marche.

Il met tant de négligence à s'éclairer qu'on peut espérer le surprendre.

NOTA. — Nous avons dit (page 351) que le front des Grecs devait être de 2,500 mètres, celui de l'armée de Cyrus de moitié seulement, 1250 mètres.

Si le front de chacune des armées d'Artaxerxès était de 2,500 mètres, équivalant à celui des Grecs, il en résulte que la ligne de bataille du grand roi devait avoir une longueur double de celle de Cyrus et que, si les deux partis s'appuyaient au même obstacle, le centre du premier devait se trouver vis-à-vis l'aile gauche du deuxième.

C'est ce que mentionne expressément, à deux reprises, le texte de l'*Anabase*.

On peut voir dans cette coïncideuce la preuve que les armées sur le pied de guerre avaient, comme nous l'avons avancé plus haut, un effectif double des armées sur le pied de paix.

Dans ces conditions, si l'armée de Cyrus avait 100,000 hommes, les armées d'Artaxerxès devaient en avoir, au total, 600,000.

Il convient, toutefois, d'observer que Cyrus a pu partir à la tête de 100,000 hommes, mais qu'il n'est pas arrivé, après six mois de marches continuelles, avec le même effectif. Il faut des soldats grecs, c'est-à-dire des soldats rompus de longue date aux fatigues de la guerre pour partir 13,000 et arriver 12,800.

L'armée de Cyrus, qui était composée de soldats de l'armée active, a dû fondre au moins de 1/10 et n'a présenté tout au plus, à Cunaxa, que 90,000 hommes; les armées d'Artaxerxès, qui avaient une moitié de réservistes, ont dû avoir, après cinquante ou soixante jours de marche, un déchet de 1/7 à 1/6.

Elles ne se seraient, dès lors, élevées à Cunaxa qu'à 170,000 ou, pour ce groupe de trois armées, à un peu plus de 500,000.

Ce chiffre est légèrement supérieur à celui de Clésias (400,000), que nous a transmis la version du vaincu. Il est de beaucoup inférieur à celui de Xénophon qui, d'après les « on dit », l'a évalué à 900,000, c'est-à-dire vraisemblablement au chiffre que les armées auraient eu si elles avaient disposé de la totalité des forces qu'on pouvait lever sur leur territoire.

Cette fonte des effectifs n'a dû avoir d'ailleurs aucune influence sur la longueur des fronts. Les carrés ont continué à avoir 100 hommes de front, seulement les derniers rangs des carrés, en nombre plus ou moins grands, faisaient défaut.

VI.

LA BATAILLE DE CUNAXA.

(Carte n° 3).

La nouvelle de l'approche des armées du roi est accueillie avec stupeur par les troupes de Cyrus. Grecs et indigènes se demandent s'ils auront le temps de passer de l'ordre en colonnes parallèles à l'ordre de combat ; le déploiement doit, en effet, exiger trois heures au moins.

Cyrus saute à bas de son char, revêt sa cuirasse, monte à cheval et, après avoir pris des javelots, ordonne de se former en bataille. Les têtes de colonne s'arrêteront sur place pour faciliter le mouvement. Les impedimenta seront groupés sous une escorte spéciale fournie tant par les Grecs que par les corps indigènes à 2,500 mètres du front de l'armée, le long de l'Euphrate.

A midi, l'armée du roi n'apparaissait pas encore; à 1 heure, on voyait dans le lointain s'élever un nuage blanc qui, bientôt, se noircissait et couvrait la plaine; à 1 h. 1/2, les armes commençaient à scintiller et les rangs de l'ennemi se distinguaient nettement.

Du corps de Proxène, où se trouvait Xénophon, on apercevait à l'extrême gauche de la ligne ennemie, appuyée à l'Euphrate, la division de cavalerie avec ses cuirasses blanches; à côté, la division de gerrophores avec ses boucliers légers; ensuite, les hoplites égyptiens avec leurs longues piques et leurs boucliers allant de la tête aux pieds. Sur leur prolongement, se développaient, bien au delà de la portée de la vue, une suite ininterrompue de « carrés pleins d'hommes » formés d'abord par une division d'archers à cheval, puis par des divisions d'archers à pied. En avant du centre, se détachait le groupe imposant de la cavalerie de la garde avec ses cuirasses étincelantes et en avant d'elle la ligne de chars à faux séparés par de grands intervalles.

Contrairement à leurs habitudes, toutes ces troupes marchaient dans le plus profond silence mais aussi sans s'animer, d'un pas égal et lent.

Cyrus passe le long de la ligne de bataille pour faire ses dernières recommandations. En arrivant à hauteur de Cléarque, il

rmées. Carte nº 3.

Route de Bagdad (Sittace) à Mousseyb

Mousseyb

Bagdad

Route de Bagdad à Hilleh (Babylone)

ieh

hars à faux

chevaux

ane Perse Carmanie

Gobryas

Khan Iskanderieh

Khan Haswa

3 4 5 Kilom.= 1 Paras.

lui dit en lui montrant la garde d'Artaxerxès : « Regarde ce corps de cavalerie. Si nous parvenons à le mettre en fuite, la victoire nous appartiendra ».

Mais. Cléarque, s'apercevant que cette troupe dépassait de toute l'étendue de son front la gauche de Cyrus, fit la réflexion qu'il ne pouvait abandonner l'appui que lui donnait l'Euphrate et se porter vers le centre ennemi sans risquer d'être enveloppé. Il se contenta donc d'assurer son général en chef qu'il aurait soin que tout allât bien.

Pendant que l'armée du roi s'avançait correctement alignée, l'armée de Cyrus continuait à se former et recevait successivement les soldats attardés qui venaient prendre leur rang. Les deux partis n'étaient plus séparés que par 500 ou 600 mètres, lorsque Cyrus allait se placer à la tête de sa garde.

A ce moment, Artaxerxès donnait à ses chars à faux l'ordre de s'engager. Les conducteurs, qui, cependant, avaient dû être choisis parmi les plus braves contiennent leurs chevaux au lieu de les exciter. Redoutant de pénétrer de leur personne au milieu des rangs ennemis, ils se laissent glisser de leurs chars abandonnant ainsi les attelages à eux-mêmes. Ceux-ci, pour la plupart, reviennent sur leurs pas et vont jeter le plus grand désordre dans les carrés. Quelques-uns seulement abordent la ligne des Grecs qui n'a aucune peine à s'ouvrir pour leur livrer passage.

L'attaque des chars est suivie de près par celle de la cavalerie. Tissapherne se met à la tête de sa division d'extrême gauche et lui fait exécuter une charge à fond sur les peltastes grecs qu'elle a devant elle. Ces derniers ne cherchent pas à l'arrêter ; ils se contentent de l'accueillir par une grêle de javelots après avoir ouvert également les rangs pour la laisser s'écouler.

Malgré ce succès manifeste, Tissapherne, se retrouvant sur les derrières des peltastes, hésite à charger une deuxième fois en sens inverse, afin de reprendre sa place de bataille. Il a éprouvé des pertes sérieuses et ne veut pas s'exposer à en subir de nouvelles. Apercevant à courte distance le parc de Cyrus et tous les impédimenta qu'on a eu à peine le temps de ranger, il continue sa marche jusque là et laisse ses cavaliers se livrer au pillage.

Les divisions d'archers à cheval s'étaient également portées en avant au galop, mais sans montrer le même entrain. Les hoplites

grecs, en les voyant se déployer et venir à eux, se mettent à frapper à grand bruit leurs boucliers de leurs piques pour effrayer les chevaux. Ils y réussissent. Les chevaux refusent bientôt d'avancer, puis font face en arrière, sans que leurs cavaliers s'efforcent sérieusement de les ramener au combat, et enfin vont à leur tour se jeter sur les carrés où ils apportent une nouvelle cause de désordre.

Pendant ce temps, la ligne des Grecs, enfin complètement formée, se portait en avant. En voyant la cavalerie ennemie battre en retraite, les chefs de corps avaient jugé que le moment ne pouvait être mieux choisi pour attaquer. Tous sont à la tête de leur troupe. Cléarque entonne le pœan, le chant de guerre. C'est le signal du pas de charge.

L'allure s'accentue de plus en plus. Puis on entend chefs et soldats s'écrier : « En avant, en avant ! à la même hauteur ! marchons bien en ordre ! » et enfin : « Pas de course, à l'assaut ! »

C'est avec l'impétuosité des vagues en courroux que cette ligne, dont les éléments sont étroitement unis, se précipite sur l'ennemi. Talonnant de près la cavalerie elle arrive sur les carrés d'archers sans que ceux-ci aient pu à peine faire usage de leurs armes. Terrifiés autant que surpris, les premiers rangs ne savent comment parer les coups vigoureux qui leur sont donnés. On voit la masse qui les contient se désagréger de plus en plus, et enfin, sous leur impulsion, tourner le dos et prendre la fuite.

Les Grecs sont victorieux, et font, tout à leur aise, un immense carnage. Ils n'en restent pas là. Sans même avoir à reformer leurs rangs, tant avait été grande leur cohésion dans l'attaque, ils se mettent sans tarder à la poursuite de l'ennemi.

Cyrus, témoin de ce beau succès, ressent une vive joie. Il ne cherche pas cependant à en tirer parti en allant soutenir l'action des Grecs. Il continue à rester sur place, à tenir serrés contre lui ses 600 cavaliers de la garde et à observer les mouvements de la cavalerie du roi.

Celle-ci, comme il a déjà été dit, dépassait la gauche de Cyrus. En avant, elle n'a que le vide ; sur son flanc gauche, au contraire, la gauche des Grecs se présente complètement en l'air. Artaxerxès ne laisse pas passer une occasion si favorable ; il donne à sa garde l'ordre de charger dans cette direction.

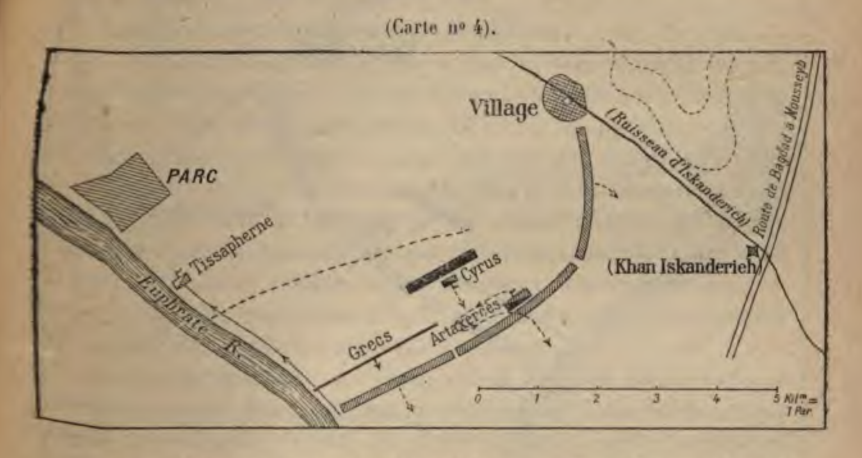
Mais Cyrus a vu le mouvement ; il pique droit avec ses

600 chevaux sur la cavalerie du roi, au moment où elle lui présente le flanc droit et il l'attaque avec tant de vigueur qu'il l'oblige à plier.

Les cavaliers de Cyrus, contraints de se diviser pour poursuivre un ennemi dix fois plus nombreux, finissent par s'éparpiller à tel point que leur chef ne se trouve bientôt plus entouré que de ses plus fidèles serviteurs.

C'est alors que Cyrus aperçoit le roi et sa troupe dorée. Il se précipite sur lui et le blesse à travers sa cuirasse. A l'instant

(Carte n° 4).



même où il porte le coup, il reçoit lui-même, au-dessous de l'œil, un javelot lancé avec tant de force qu'il tombe de cheval mortellement atteint.

Les armées du centre et de droite[1] avaient éprouvé un profond découragement en voyant la défaite complète de l'armée de gauche.

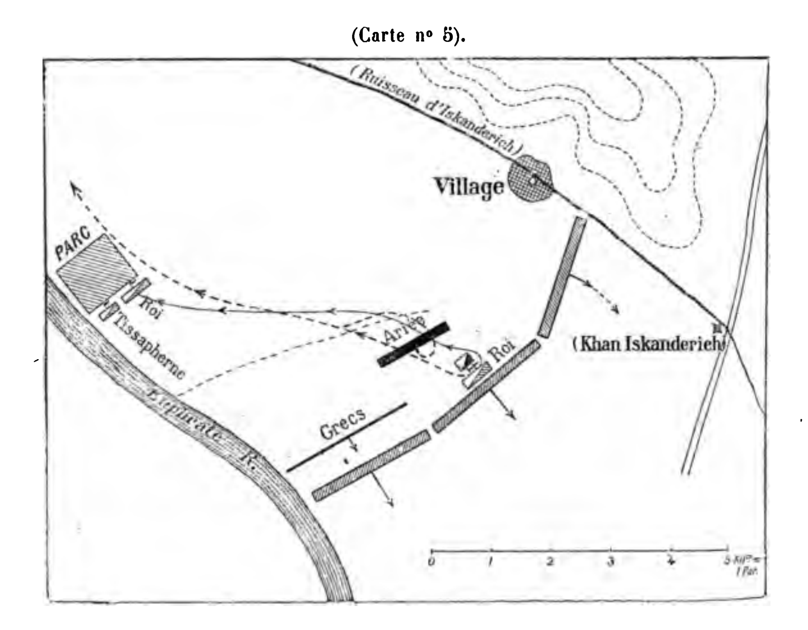
A peine avaient-elles esquissé un mouvement tournant pour envelopper la gauche de l'armée de Cyrus, que les divisions de cavalerie de la garde venaient dans leur retraite porter le trouble dans les rangs de l'infanterie[1]. Il n'en avait pas fallu davantage pour amener les éléments de ces deux armées à abandonner honteusement et sans coup férir le champ de bataille.

---

[1] C'est là une interprétation, car Xénophon est muet sur ce point.

Par contre, la nouvelle de la mort de Cyrus, bientôt connue de tous les cavaliers de la garde, avait eu pour effet de ranimer leur courage. Artaxerxès les rallie et les lance sur la cavalerie de Cyrus, qui complètement dispersée ne peut soutenir leur choc.

(Carte n° 5).



Encouragé par ce premier succès, le roi les fait charger sur l'infanterie indigène.

Ariée, qui en a le commandement, ayant appris la mort de son général en chef, n'oppose aucune résistance. Il se replie précipitamment dans la direction du convoi auprès duquel il passe sans même essayer de le défendre, et il ne s'arrête avec ses troupes qu'à quatre lieues au delà, à l'emplacement du camp de la veille.

Artaxerxès, lui, cesse la poursuite de l'infanterie d'Ariée en arrivant au convoi, et ses cavaliers se joignent à ceux de Tissapherne pour le piller.

Les Grecs se trouvaient alors à une lieue de là comme s'ils eussent tout vaincu, et la cavalerie du roi se comportait dans le

camp de Cyrus comme si elle avait eu tout l'avantage. Les Grecs, apprenaient le succès de la cavalerie ennemie au moment où Artaxerxès était avisé par Tissapherne de la victoire complète des Grecs.

Artaxerxès prescrit de cesser le pillage et rallie toute la cavalerie dispersée dans le camp.

De son côté, Cléarque appelle à lui tous les chefs de corps. Ils étaient en train de délibérer pour savoir s'ils enverraient un détachement au secours des équipages lorsqu'on signale sur leurs derrières la cavalerie ennemie.

Les Grecs font immédiatement demi-tour.

C'est maintenant le quatrième rang, le rang des vieux soldats, qui devient le premier. Tous se mettent en mesure de recevoir la charge. Leur attitude est tellement fière, ils paraissent si sûrs d'eux-mêmes que l'ennemi n'ose pas pousser son attaque jusqu'au bout. Arrivée à une certaine distance, la cavalerie du roi fait tête de colonne à gauche, défile devant le front des Grecs, dépasse leur flanc gauche devenu droit, en marchant pour ainsi dire sur les traces laissés sur le sol dans son premier mouvement, s'arrête et se reforme face à l'Euphrate sur l'emplacement d'où elle était partie au début de l'action.

Dans cette situation, les Grecs voient leur aile droite exposée à être prise de flanc et même enveloppée de toutes parts, Après une consultation rapide des chefs de corps, pour parer à ce danger, ils exécutent un changement de front, la gauche en avant, qui les amène, en les adossant à la rivière, face à la cavalerie du roi. Ce mouvement est à peine achevé que, sans hésiter, après avoir réentonné le chant de guerre, ils chargent cette cavalerie avec la plus grande vigueur.

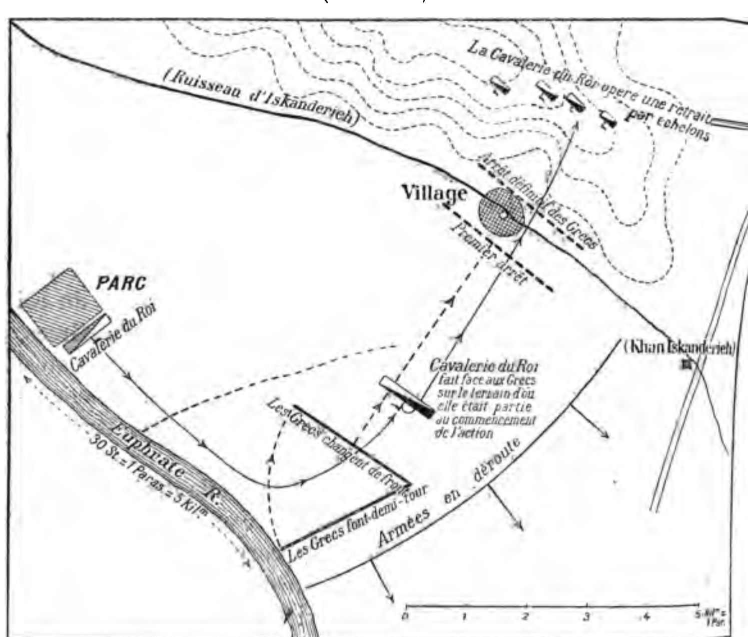
Mais elle n'attend pas leur choc. Battant en retraite plus loin encore que la dernière fois, elle traverse le lit du petit ruisseau qui porte aujourd'hui le nom d'Iskanderieh (Alexandre)[1] et va se réfugier sur la hauteur voisine qui est assez largement ondulée pour permettre aux 8,000 chevaux dont elle se compose de se déployer.

---

[1] Peut-être en souvenir de la visite du champ de bataille que dut faire Alexandre le siècle suivant lorsqu'il arriva à Babylone.

Les Grecs se mettent à sa poursuite. Arrivés au village[1] bâti sur les bords de ce ruisseau, ils s'arrêtent un instant en raison de la position dominante de l'ennemi et parce que la hauteur est assez élevée pour qu'ils ne puissent se rendre compte de ce qu

(Carte n° 6).



se passe au delà. Mais ils ne tardent pas à reprendre leur marche ; traversant à leur tour le ruisseau et le village, ils s'apprêtent à charger une deuxième fois.

A ce moment, Artaxerxès, peut-être dans la pensée d'étonner les Grecs par la correction des évolutions que sa cavalerie était capable de faire en présence de l'ennemi, lui prescrivait de se retirer lentement par un mouvement en échelons, la gauche en arrière.

---

[1] L'emplacement de ce village est marqué sur la carte de Jones par une maison fortifiée.

La colline se dégarnissait dès lors peu à peu, et enfin finissait par être évacuée complètement.

Toute continuation de poursuite devenant inutile, les Grecs s'arrêtent au pied de la hauteur, se contentant d'envoyer en reconnaissance deux officiers montés, qui revenaient bientôt rapporter que l'ennemi, quittant définitivement le champ de bataille, se retirait à toute vitesse dans la direction de Sitace.

Il est 7 heures du soir. Le soleil commence à disparaître de l'horizon.

Les Grecs se décident enfin à prendre le repos qu'ils avaient si bien mérité. Ils avaient parcouru le champ de bataille d'abord du Nord au Sud, en arrêtant l'élan des chars à faux et des archers à cheval et en renversant par la seule force de leur courage, eux qui n'étaient que sur quatre rangs, des masses ayant cent rangs de profondeur, vingt-cinq fois plus nombreuses à front égal. Du même coup, ils avaient brisé le moral des soldats qui ne leur étaient pas directement opposés au point d'empêcher les corps de droite d'achever leur mouvement tournant et de les amener ensuite à fuir sans combattre.

Seule, la cavalerie ennemie avait obtenu un réel succès sur les troupes indigènes de Cyrus. Elle en avait profité pour se rejeter sur les Grecs dans des conditions qui lui permettaient de les attaquer par derrière. Il avait suffi à ces derniers de se retourner et de la regarder bien en face pour qu'elle y renonçât. Elle avait ensuite manœuvré pour les attaquer de flanc, eux avaient manœuvré pour les obliger à les attaquer de front. Elle avait hésité à nouveau à charger dans cette situation ; eux s'étaient bien vite décidés à leur montrer que des fantassins braves et énergiquement commandés ne doivent pas craindre de s'attaquer même à la cavalerie, quand ils disposent d'une arme de main dans laquelle ils ont toute confiance.

Deux fois, la cavalerie ennemie avait essayé de faire tête ; deux fois les Grecs étaient revenus à la charge, parcourant cette fois le champ de bataille de l'Ouest à l'Est, et ils ne s'étaient arrêtés que lorsqu'elle avait complètement disparu.

Dans cette plaine, qui tout à l'heure contenait plus de 600,000 hommes, les Grecs seuls restaient debout. L'ennemi, dans sa

déroute, abandonnait 15,000 morts ou blessés. Les troupes indigènes de Cyrus en laissaient elles-mêmes 3,000 [1].

Du côté des Grecs, aucun soldat ne manquait à l'appel. Il n'y avait pas un seul mort parmi eux, pas même un seul dangereusement blessé.

CONCLUSIONS.

En résumé, c'est le principe : « Être le plus fort sur le point décisif » qui, il y a vingt-trois siècles, dominait la stratégie.

Les rois des Perses l'avaient traduit : « Être numériquement le plus fort » et, comme conséquence, ils avaient recherché le moyen d'utiliser la totalité des forces vives de l'empire.

Estimant que la nation armée, organisée seulement au moment du danger, ne pourrait jamais être qu'une cohue sans la moindre consistance, ils avaient considéré comme indispensable de constituer un noyau de troupes permanentes, aussi solide que possible, autour duquel viendraient se grouper, en cas de guerre, les autres éléments du pays susceptibles de porter les armes.

Ils avaient été ainsi amenés à créer une armée active, des réserves et des troupes de forteresse.

Cette organisation, Artaxerxès avait su la mettre en œuvre d'une manière remarquable. Il était parvenu à opposer à Cyrus trois armées d'un effectif supérieur à 500,000 hommes ; une quatrième, venant de Phénicie, aurait assisté à la rencontre des deux adversaires si les circonstances l'avaient retardée seulement de cinq jours ; deux autres, venant des Indes, parvenaient, un mois après, dans la zone immédiate des opérations.

Et comment s'était faite cette concentration des quatre premières armées sous Babylone ?

Pour ainsi dire dans le laps de temps représenté par l'avance qu'avait pu prendre le régiment de cavalerie de Tissapherne sur l'armée de Cyrus ; l'un et l'autre partant de la même région à la même date et ayant à franchir un espace de 500 lieues.

Tous ceux qui, par la nature de leurs fonctions, ont participé

---

[1] *Diod. de Sicile*, I, 23.

à l'organisation du nombre, diront que de pareilles masses n'ont pu être formées avec une aussi grande rapidité s'il n'y avait dans l'empire un plan de mobilisation, un plan de réquisition de chevaux, un plan de concentration, et si tous ces plans n'avaient été parfaitement étudiés et minutieusement établis.

Il faut qu'un grand état-major ait présidé à leur élaboration; il faut que des services administratifs en aient prévu toutes les conséquences, en déterminant les moyens de nourrir et d'outiller cette grande agglomération d'hommes.

Il faut qu'il y ait eu à la tête de chaque armée des généraux très expérimentés et que ces chefs aient été eux-mêmes secondés par des états-majors et des services tout à fait à hauteur de leur tâche. Il faut enfin qu'il y ait eu, au-dessus de tous, un généralissime connaissant bien les ressources de l'organisation militaire du pays, ayant longtemps réfléchi sur le meilleur moyen d'en tirer parti, capable de prendre rapidement une décision et d'en exiger rigoureusement l'exécution.

Et avec quelle habileté ce chef suprême sut manœuvrer pour être le plus fort sur le point décisif!

En disposant une armée d'avant-garde au nord de Babylone, Artaxerxès couvrait son rassemblement à 120 lieues en avant, se donnant ainsi le temps et l'espace nécessaires pour agir en forces là où il le jugerait préférable.

Cyrus perd du temps en route. Avec le plus grand esprit de décision, Artaxerxès en profite pour porter les armées qu'il a avec lui à Ecbatane à hauteur de son armée de couverture Il peut ainsi, tout en protégeant une de ses capitales, Babylone, opposer à son adversaire une supériorité numérique écrasante.

Au point de vue tactique, le principe appliqué par les troupes d'Artaxerxès était celui qui est inscrit dans notre règlement sur le tir : « Sur le champ de bataille, la supériorité appartient aux troupes qui savent tirer le meilleur partie de leurs armes... (de jet). »

Ces troupes avaient fait de ce principe une application magistrale en adoptant une formation qui donnait à l'arc une puissance extraordinaire, la formation en « carrés pleins » permettant de protéger le front des divisions jusqu'à 250 mètres par une pluie de fer bien plus dense que celle que pourraient lancer

sur la même étendue de terrain, au moment de l'assaut, des batteries de mitrailleuses et des canons à tir rapide.

Quel est donc l'ennemi qui oserait aborder ces carrés dans des conditions aussi dangereuses ?

En un mot, l'armée d'Artaxerxès semblait avoir atteint le plus haut degré de perfection, et les talents du général en chef paraissaient à la hauteur de l'outil puissant qu'il avait entre les mains.

Aussi, le 11 juillet 401, lorsque le grand roi donna l'ordre à ses troupes de quitter le camp de Musseyb pour se porter à la rencontre de Cyrus, en parcourant du regard, du centre où il était placé, ses 500,000 soldats s'avançant en ordre compact sur un front dont il découvrait l'étendue toute entière, quel ne dut pas être son orgueil ? Il donnait, en effet, au monde un spectacle qu'il n'avait jamais vu et qu'il n'était peut-être plus appelé à voir.

A ces forces si imposantes, son adversaire n'avait à opposer que 100,000 soldats indigènes et 12,500 soldats grecs. Les premiers ne représentaient que le cinquième de l'effectif de ses armées. Les seconds avaient une valeur militaire hors de doute, mais leur nombre était infime, leur organisation défectueuse et leur armement insuffisant. Ils ne possédaient même pas une arme de jet pour assurer leur protection ! Était-il possible d'admettre que cette poignée de mercenaires qui professaient, même vis-à-vis les uns des autres, des sentiments de défiance et d'hostilité, pût prêter un concours réellement efficace à Cyrus ?

Artaxerxès était donc en droit de dire : « La victoire est à moi; dans quelques instants, cet ennemi fanfaron qui a osé me braver sera réduit en miettes. »

Et, cependant, Artaxerxès a été battu, honteusement battu, on peut dire battu seulement par les 12,800 Grecs, puisque c'est à peine si l'action de l'armée indigène de Cyrus se fit sentir dans la bataille.

Quelle peut être la cause d'un fait aussi extraordinaire qui annulait d'un seul coup la supériorité du nombre, de l'organisation, de l'armement et des combinaisons stratégiques ?

La valeur morale des soldats ? Mais les soldats du roi constituaient l'élite de la nation ; ils défendaient leur pays et leur souverain contre un usurpateur. Les Grecs étaient, au contraire, des

gens plus ou moins recommandables qui, ayant de bonnes raisons d'aller chercher fortune ailleurs que dans leur pays, ne s'étaient mis sous les ordres de Cyrus que dans un but de lucre.

La discipline? Mais, dans les armées d'Artaxerxès, la discipline était certainement de fer. Il faut de la part des hommes une obéissance passive qu'on n'obtient qu'avec la plus grande sévérité pour maintenir, même seulement pendant les marches et évolutions, l'ordre dans des formations aussi compactes que celles des carrés pleins d'hommes.

Or, chez les Grecs, la discipline, impitoyable sur le champ de bataille, pouvait paraître laisser à désirer dans les circonstances ordinaires. Les simples soldats, se considérant tous comme de grands personnages, exigeaient d'être traités avec les plus grands égards par leurs chefs directs et admettaient difficilement la moindre observation de la part des autres.

N'a-t-on pas vu Cléarque manquer d'être lapidé par les soldats de Menon parce qu'il avait quelque peu malmené deux d'entre eux qui se disputaient?

La cohésion? Quelle formation pouvait donner une plus haute idée de la cohésion que ces carrés de 10,000 hommes? Ne dirait-on pas qu'ils vont tout écraser? Les Grecs n'avaient à leur opposer qu'une formation de quatre rangs de profondeur!

Le commandement?

Mais Artaxerxès n'avait qu'à lever le doigt pour faire marcher ses 500,000 soldats, et il en était de même à tous les degrés de la hiérarchie.

Par contre, du côté des Grecs le commandement en chef n'existait pas. On est stupéfait de constater que c'est à la majorité des voix de huit chefs de corps qu'ont été ordonnés les mouvements exécutés sur le champ de bataille de Cunaxa?

L'instruction?

Mais pour arriver à faire manœuvrer des unités de la force d'un régiment, en les groupant dans un même carré, il faut qu'elles aient passé par les écoles du soldat, de compagnie, de bataillon, par les évolutions de brigade et de division, etc.

Nous les connaissons ces formations pour les avoir remarquées dans toutes les revues qui ont terminé les manœuvres d'armées des dix dernières années, et notamment à celles passées par le Csar dans les plaines de Champagne.

Les quatre régiments de chaque division accolés en colonnes de colonnes doubles formaient aussi un bloc de 10,000 hommes, sous le commandement direct du général de division.

Nous avons pu constater toutes les fois que, pour pouvoir remuer une pareille masse, il faut de la part de tous une attention constante et soutenue, car ces mouvements exigeant un ensemble parfait doivent être exécutés simultanément sur un simple signe du général. Il faut, en un mot, avoir affaire à des soldats très bien dressés, à des unités parfaitement assouplies.

Ce dressage et cet assouplissement préalables ne peuvent être obtenus qu'en rompant toutes les unités aux évolutions dans des camps d'instruction et, certainement, les généraux perses avaient dû profiter des réunions annuelles dans les plaines de rassemblement pour y exercer leur troupes. Ils ne manquaient pas en même temps de leur faire exécuter des tirs de masse.

A une instruction aussi complète, qu'avaient à opposer les Grecs ?

Une instruction que nous qualifierons aujourd'hui de nulle. Ils ne savaient que marcher en avant, coude à coude, sur quatre rangs, pour se porter à l'attaque de l'ennemi et faire par le flanc droit et par file à gauche pour passer en colonne de route.

Les écoles du soldat, de compagnie, de bataillon, etc., étaient pour eux toutes choses également inconnues.

Pour parvenir à découvrir la cause de la défaite des Perses et de la victoire des Grecs, il faut poser aux deux adversaires la question suivante :

Qu'entend-on par combattre ?

A cette question les Perses répondront :

Combattre, c'est chercher à anéantir l'ennemi de loin, c'est-à-dire au moyen de projectiles lancés par l'arme de jet. Nous dirions aujourd'hui, c'est chercher à l'anéantir par le feu.

Et ils ajouteront :

L'arme de jet peut et doit seule assurer le succès.

De là, pour eux, ces conclusions :

Que le but principal de l'instruction donnée au soldat est de faire de lui un bon tireur ; que le but principal de l'organisation est d'avoir le plus grand nombre de soldats pour avoir le plus grand nombre de tireurs ; que la formation de combat la plus

avantageuse est celle qui permet de couvrir le front de la troupe du plus grand nombre de projectiles, que la principale tâche du commandement est d'amener les troupes en ordre parfait à portée de trait de l'ennemi et dans des conditions telles qu'elles puissent faire un complet usage de leur arme de jet.

Nous savons que toutes ces conditions les Perses les avaient réalisées d'une manière absolument remarquable.

En même temps que la supériorité de l'arme de jet est affirmée, le choc est proclamé inutile, puisqu'on est certain de tuer l'ennemi à distance.

Inutile est également le courage nécessaire pour aborder l'adversaire et se mesurer avec lui.

On n'a même pas besoin d'inscrire ce mot de courage dans le règlement.

On n'ignore pas, il est vrai, que dans les masses profondes qu'on est appelé à former, le soldat n'est qu'un atome infime qui doute fort de sa raison d'être et qui est porté « à se reposer sur ses compagnons, certain qu'il y a sans lui assez de bras pour combattre et agir [1] ».

On compte sur son « dressage » qui l'a habitué à obéir comme un automate à tous les commandements ; on compte sur le sentiment de discipline qu'on lui a inculqué en réprimant rigoureusement la moindre incorrection pour obtenir ce qu'on doit exiger de lui sur le champ de bataille, c'est-à-dire de rester à sa place, et de régler son tir quand on ordonnera d'ouvrir « le feu ».

Mais ceux qui ont préconisé cette manière d'envisager le combat n'ont pas prévu le cas où les chars à faux, abandonnés par leurs conducteurs, viendraient à jeter le désordre dans les rangs mêmes qu'ils devaient protéger ; où la cavalerie, intervenant ensuite dans l'action, viendrait à être ramenée et à masquer le tir de l'infanterie.

Ils n'avaient pas supposé que l'ennemi pourrait profiter de cette double circonstance ou de toute autre de même nature pour franchir sans danger la zône qui devait être si dangereuse et aborder les Perses avant même qu'ils aient pu faire usage de leurs armes.

---

[1] *Cyrop.*, III, 3.

Dans cette occurrence, que peut-il advenir ?

Les soldats ne peuvent manquer de crier : « Nous sommes trahis ! » Ne leur avait-on pas affirmé que le choc était désormais impossible ? Ils ne peuvent que songer à esquiver une lutte à laquelle ils ne sont pas préparés. Les premiers rangs tourneront le dos en jetant leurs armes dont ils ne savent que faire, entraînant tous les autres dans leur fuite, car « quand la peur s'empare d'une troupe, plus elle est nombreuse, plus l'épouvante y jette du trouble et du désordre[1]. »

Ces superbes formations en carrés pleins qu'on a eu tant de mal à organiser et à amener sur le champ de bataille, se transformeront en une masse informe dont tous les éléments n'auront pas assez de jambes pour fuir.

C'est ce qui est arrivé à Cunaxa, et c'est ce qui devait arriver.

Si maintenant nous posons la même question aux Grecs, ils répondront :

Combattre, c'est aborder l'adversaire et chercher à le tuer avec l'arme de main.

Et ils ajouteront :

Plus le courage de la troupe est grand, plus la terreur de l'ennemi attaqué est grande et sa résistance faible.

C'est donc le choc ou plus exactement le courage au service de l'arme de main qui est le facteur le plus important du succès.

De là, pour eux, ces conclusions :

Que le but principal de l'instruction donnée au soldat est de développer son courage et sa confiance dans l'arme de main ; de lui faire comprendre que son action individuelle est absolument indispensable, de lui montrer l'intérêt qu'il a à charger l'ennemi avec la plus grande vigueur, tout en restant intimement uni à ses camarades, de l'habituer à ne jamais s'effrayer de la supériorité numérique de l'ennemi en l'amenant à reconnaître les effets de la supériorité du courage.

Cette instruction qui s'adresse avant tout à l'âme et à l'intelligence du soldat porte dans notre langage un autre nom, celui d'éducation militaire.

---

[1] *Cyrop.*, V. 2.

De là encore cette conclusion que la formation de combat la plus avantageuse est celle qui permet de tirer le meilleur parti du courage, ce qu'on obtient en plaçant les plus braves en tête, les plus expérimentés en queue, de manière à enfermer, comme dans un étau, ceux dont la valeur est douteuse et à faire du tout un bloc qui, une fois lancé sur l'ennemi, ne peut plus s'arrêter.

Pour les Grecs, le courage n'est pas seulement le plus sûr moyen d'obtenir la victoire, c'est encore celui de l'obtenir au prix des moindres pertes.

Ils estiment, en effet, avec leur illustre maître Socrate, que le vrai courage ne consiste pas uniquement à affronter un danger dont on connait exactement la nature, mais encore à conserver assez de sang-froid pour en éviter le plus possible les effets tout en remplissant le but imposé.

Le courage n'a donc rien de commun avec la témérité aveugle. Quelque braves qu'ils soient, les Grecs sont certainement les premiers à considérer comme insensé de se jeter tête baissée sur un ennemi qui est libre de faire un usage complet de ses armes.

Mais ils savent qu'à la guerre tout le monde commet des fautes ou est aux prises avec des circonstances défavorables, et ils laissent au commandement le soin de profiter de ces causes d'amoindrissement; ils lui imposent même le devoir de les faire naître par des dispositions judicieuses de manière à ne les lancer jamais que sur un ennemi affaibli.

Ils en arrivent ainsi à reconnaître que, de toutes les manières de combattre, c'est la marche en avant qui présente le moins de danger.

Ils savent, d'ailleurs, que c'est la fuite qui en présente le plus. — « N'est-ce pas de la folie que de chercher à sauver sa vie en opposant à l'ennemi les parties du corps qui sont sans yeux, sans mains et sans armes? [1]»

Ces principes du combat, les Grecs les avaient dans le sang. Les qualités qu'ils entraînent, ils les possédaient au plus haut degré.

Ils avaient, en outre, une grande expérience de la guerre qui

[1] *Cyrop.*, III, 3.

n'avait fait que confirmer, de plus en plus dans leur esprit, la justesse de ces principes et la nécessité de ces qualités.

Ils avaient enfin des chefs qui avaient assez souvent affirmé leur valeur militaire pour leur inspirer toute confiance.

On peut donc dire que la victoire éclatante qu'ils ont remportée à Cunaxa, les Grecs la doivent d'abord à leur forte éducation militaire, c'est-à-dire à leur courage et à leur confiance dans l'arme de main, conséquences de leur conviction ardente que c'est le choc qui est le principal facteur du succès ; ils la doivent ensuite à leurgrande expérience de la guerre, ils la doivent enfin aux talents tactiques de leurs chefs.

C'est surtout parce que les Perses avaient une idée du combat qui les amenait à nier l'efficacité du choc pour placer toute leur confiance dans l'efficacité de l'arme de jet ; c'est parce qu'ils en étaient arrivés ainsi à ne pas se rendre compte et même à douter de l'utilité du courage que la supériorité de leur nombre, la puissance de leur armement, la haute valeur de leurs combinaisons stratégiques n'ont servi qu'à augmenter l'humiliation de leur défaite.

ENSEIGNEMENTS.

Le siècle précédent, aux aïeux de ces mêmes soldats qui devaient fuir si honteusement à Cunaxa, Cyrus le Grand avait pu dire :

« Nous pouvons marcher à l'ennemi, braves guerriers, depuis longtemps nos âmes, nos corps, nos armes, sont dans le meilleur état[1]. »

Ce général illustre estimait que son premier devoir était de s'occuper de l'éducation de ses soldats. Pour qu'ils fussent jugés par lui dignes de figurer sur le champ de bataille, il exigeait non pas seulement qu'ils sussent habilement se servir de leurs armes, non pas seulement que leur corps fut assez endurci pour supporter les fatigues de la guerre, mais encore qu'ils eussent l'âme assez aguerrie pour désirer ardemment se mesurer corps à corps avec leurs adversaires.

---

[1] *Cyrop.*, VI, II.

Cyrus le Grand n'avait mis entre leurs mains qu'une pique ou une épée, avec un bouclier « pour les obliger à fondre tous ensemble sur l'ennemi[1] ».

Ayant à utiliser les services des soldats de son allié Cyaxare, qui étaient des archers, il s'était d'abord attaché à élever leurs âmes ; il avait ensuite recherché le meilleur moyen de tirer parti de leur arme de jet.

Il avait à cet effet adopté comme formation une disposition consistant à placer les archers entre deux lignes d'hoplites. Il avait ainsi subordonné l'arme de jet à l'arme de main et confié à l'archer le soin de protéger la marche de l'hoplite au moyen des projectiles qu'il lançait par-dessus sa tête.

En encadrant entre des soldats en qui il avait toute confiance les archers dont la bravoure était incertaine, il les empêchait de faire acte de faiblesse; ils ne pouvaient en effet lâcher pied sans s'exposer à être tués par les hoplites placés derrière eux « qu'ils devaient plus redouter que l'ennemi même[2] ».

Sa première ligne d'hoplites[3], composée des soldats les plus braves, formait le tranchant qui pénètre ; la dernière composée des soldats les plus anciens, le marteau qui enfonce[4]. Avec les archers entre les deux, l ensemble constituait une masse qui, aux qualités offensives de la formation des Grecs à Cunaxa, joignait l'avantage de trouver en elle les moyens d'affaiblir l'ennemi avant de l'aborder.

C'est avec de pareils soldats, c'est avec une pareille formation que Cyrus le Grand remporta les nombreuses victoires qui lui valurent la conquête de l'Asie.

Il avait suffi d'un peu plus de cent ans pour faire oublier la cause même de ces succès.

Sous l'influence d'un affaiblissement de l'esprit militaire et peut-être des théories préconisées par des officiers savants ou des professeurs de tir, les troupes s'étaient laissées aller à croire à l'impossibilité de faire usage de l'arme de main en présence d'un ennemi « sachant tirer le meilleur parti de son arme de

---

[1] *Cyrop.*, II, I.
[2] *Cyrop.*, VI, III.
[3] *Cyrop.*, VI, III.
[4] *Hipparch.*, II.

jet », et elles avaient presque toutes finalement abandonné l'épée pour adopter l'arc, avec la formation de cent sur cent, qui devait rendre cette arme si redoutable.

Nous avons vu avec quelle dureté sanglante une poignée de mercenaires, imbus des mêmes principes de combat que les soldats de Cyrus le Grand, leur fit payer à Cunaxa la modification survenue dans leur état d'âme et dans leurs formations.

Cette leçon ne devait pas non plus profiter à leurs descendants.

De longues années de paix avaient permis aux peuples de l'Asie d'accumuler de nombreuses richesses : « La vie était devenue beaucoup pour eux plus voluptueuse et plus molle ; ils voulaient à tout prix pouvoir en jouir. L'amour de l'argent avait amené la dépravation des caractères. Autrefois, les honneurs étaient réservés à ceux qui exposaient leur vie pour le service du roi, ou qui subjuguaient des nations, ou qui se signalaient par quelque beau fait d'armes ; maintenant, on admettait toutes les mauvaises actions, pourvu qu'elles fussent profitables au souverain [1]. »

Ayant perdu tout sentiment militaire, ils voulaient, de moins en moins, combattre de près et, de plus en plus, ils demandaient au grand nombre de soldats et au grand nombre de projectiles de suppléer au courage qui leur faisait défaut.

Pendant ce temps, un petit peuple à moitié barbare, peuple de chasseurs et de cultivateurs, établi au nord de la Grèce, grandissait.

Les Macédoniens se laissaient peu à peu pénétrer par la civilisation grecque, mais en s'attachant à prendre surtout les qualités guerrières de leurs voisins.

Sous la conduite d'un roi ambitieux qui s'était préoccupé d'avoir une armée valeureuse, ils avaient commencé par agrandir leur territoire, puis ils avaient mis à profit les rivalités des différentes fractions de la Grèce pour les attaquer successivement et les soumettre à leur autorité.

C'est à ce moment qu'Alexandre montait sur le trône. Pouvant disposer, comme généralissime, des ressources militaires de la

---

[1] Extrait de la *Cyrop.*, VIII, VIII.

Grèce et de la Macédoine, il se lançait en toute confiance, en se souvenant des succès remportés par les Grecs un siècle auparavant, à la conquête de l'empire des Perses.

Au Granique où Darius avait envoyé une armée d'avant-garde de 100,000 hommes, à Issus où il avait conduit lui-même une armée de 400,000 hommes, à Arbelles où, dans un suprême effort, il avait concentré un million d'hommes, son adversaire Alexandre, à la tête d'un seul corps d'armée composé de 30,000 hoplites et 5,000 cavaliers, remportait autant de victoires éclatantes.

Semblables à ces superbes édifices que nous avons vus tout récemment sur les bords de la Seine, qui n'avaient de la solidité de la pierre que l'apparence et qui étaient, en réalité, construits avec des matériaux qu'un vigoureux coup de massue aurait pu écraser, les gigantesques carrés des soldats de Darius avaient été, sous le choc puissant de la petite phalange macédonienne hérissée de piques, réduits en une poussière d'hommes que le souffle du courage avait dispersée au loin.

Quelque temps après, Alexandre entrait dans Persépolis, une des capitales de l'empire, « la plus riche cité que le soleil éclaire ».

Il autorisait ses soldats à la piller et leur prescrivait ensuite d'incendier ses palais pour bien montrer qu'un peuple n'est pas digne de jouir des richesses qu'il a entassées quand il n'est plus capable de les défendre.

Une fois maître de l'immense territoire de l'empire perse, il ne consentait à en laisser un lambeau aux anciens conquérants que pour conserver, à travers les âges, le nom du peuple dont il avait à jamais détruit la puissance.

Ainsi sont destinées à périr les nations qui, amollies par le bien-être, mettant tout leur espoir dans la supériorité de leurs armes de jet et dans le nombre de leurs armées, auront laissé éteindre en l'âme de leurs soldats cette conviction qu'à la guerre c'est, avant tout, le courage au service de l'arme de main qui décide et décidera toujours du succès.

***



CAMPAGNE DE 1814[1]

Les 70,000 hommes qui ont repassé le Rhin, troupes épuisées que le typhus, pris à Mayence, va décimer, voilà les seules troupes dont dispose Napoléon pour défendre la barrière du Rhin.

En Italie, le prince Eugène recule devant les Autrichiens.

Sur les Pyrénées, des forces considérables anglo-espagnoles obligent, à l'Ouest, Soult, et à l'Est, Suchet, à repasser les montagnes.

Les dépôts, les arsenaux sont vides.

10 novembre. — Le 10 novembre, Napoléon rentrait à Saint-Cloud, espérant encore que l'ennemi n'entreprendra pas une campagne d'hiver.

Avec une activité surhumaine, il va faire sortir du sol de la France de nouvelles armées : si les Coalisés lui laissent un répit de six mois, il veut avoir 600,000 hommes sous les armes.

Dans les premiers jours de novembre, 250,000 Coalisés bordent le Rhin, mais ils s'arrêtent là, comme s'ils n'osaient violer la terre de France. Ils nouent des pourparlers en vue d'une paix sur les bases des limites naturelles.

Fin de décembre. — A la fin de décembre, les forces coalisées sont réparties de la façon suivante :

---

[1] Cette campagne est extraite de l'ouvrage actuellement sous presse : « *Précis des Campagnes napoléoniennes* », de M. le commandant CAMON, professeur du cours d'art militaire à l'Ecole d'application de Fontainebleau.
Bibliographie : *Correspondance*, t. XXVI et XXVII; THIERS, t. XVII Henry HOUSSAYE, *1814*.

1° *Armée du Nord*......	Bulow, avec 20,000 hommes en Hollande. Winzingerode avec 50,000 hommes vers Wesel.
	Le reste, sous Bernadotte, est occupé contre Davout à Hambourg.
2° *Armée de Silésie*.....	130,000 hommes, sous Blücher, devant Mayence.
3° *Armée de Bohême*....	180,000 hommes, sous Schwarzenberg, dans la région de Bâle.

De nombreuses troupes de 2e ligne bloquent les places de l'Allemagne ou s'apprêtent à rejoindre les armées d'opérations.

Un événement imprévu va décider les Alliés à franchir le Rhin. A l'arrivée de Bulow sur l'Yssel, la Hollande s'est soulevée ; la Belgique semble prête à l'imiter ; il faut profiter de ces dispositions ; c'est, de plus, une révélation de la détresse de l'Empire français. Les souverains alliés n'hésitent plus, et le plan suivant est adopté :

Envahir la France par trois lignes : l'armée du Nord par les Pays-Bas, l'armée de Silésie en passant le Rhin de Coblentz à Mannheim, l'armée de Bohême par la Suisse, le Jura et le plateau de Langres.

31 décembre. — Le 31 décembre, les Alliés passent le Rhin. Napoléon prescrit alors à ses maréchaux une *défensive de temporisation* pour retarder, avec leurs faibles corps, l'ennemi sans se compromettre, et donner aux forces en création le temps de se rassembler. Macdonald doit manœuvrer sur Namur et Liège, Marmont sur Metz et la Meuse, Ney et Victor sur les débouchés des Vosges, Mortier sur Langres.

12 janvier. — Le 12 janvier, établissant la situation générale de l'ennemi telle qu'elle ressort de ses renseignements, il en arrive, après avoir déduit les forces que l'ennemi doit laisser devant nos places pour les bloquer, à conclure que l'armée du Nord sera neutralisée en Hollande, qu'il ne restera à Blücher que 30,000 hommes au plus, et à Schwarzenberg que 60,000 hommes pour marcher sur Paris ·

« On suppose donc que les 25,000 ou 30,000 hommes disponibles au général Blücher se réunissent aux 50,000 ou 60,000 hommes du prince de Schwarzenberg ; il ne paraît pas qu'ils puissent marcher sur Paris avec plus de 80,000 hommes. Cette opération serait donc folle ; mais il faut la supposer.[1] »

Et voici alors les mesures qu'il arrête :

« Le duc de Tarente, avec le 1er corps de cavalerie et tout ce qu'il peut réunir, peut se porter sur Liège et Charlemont, menacer le flanc droit de Blücher en gardant la Meuse. Ce maréchal, avec le général Sébastiani, doit pouvoir réunir une dizaine de mille hommes avec 40 pièces de canon et, si l'ennemi marchait sur Paris, il serait en mesure d'y arriver avant lui.

« Le duc de Raguse doit avoir une quinzaine de mille hommes de toutes armes.

« Le duc de Bellune, une douzaine de mille hommes de toutes armes.

« Ces quatre corps, après avoir retardé l'ennemi, lui avoir disputé le terrain, si celui-ci marche décidément sur Paris, pourront arriver avant lui dans une position devant Paris, où ils seront joints par une soixantaine de mille hommes, soit de la Garde, soit autres, et nous pourrons avoir une centaine de mille hommes à Paris ; on y joindrait 20,000 gardes nationales ; enfin, on aurait à Paris assez de fusils pour armer une trentaine de mille hommes.

« On pourrait donc avoir, vers la mi-février, en avant de Paris, une armée de 120,000 hommes, en laissant une garnison de 30,000 hommes dans la ville[1]..... »

Il envoie des instructions en conséquence à ses maréchaux. Mais bientôt menacés sur leurs flancs, les maréchaux ne peuvent tenir nulle part ; ils doivent abandonner la ligne de la Moselle, les Vosges, se retirer derrière la Meuse.

17 janvier. — Le 17 janvier, Marmont, Ney et Victor sont derrière la Meuse ; leurs trois corps comptent à peine 30,000 hommes. Mortier, reculant devant l'armée de Bohême, est vers Troyes avec 15,000 hommes de la Vieille garde. Environ 10,000

[1] *Correspondance* n. 21089.

hommes de recrues vont rejoindre. Macdonald est encore dans les Ardennes.

A cette même date, les têtes de colonnes des armées de Silésie et de Bohême sont sur Toul et Chaumont. On peut prévoir qu'elles s'avanceront sur Paris, en suivant : la première, la vallée de la Marne; la seconde, les vallées de l'Aube et de la Seine, séparées par une distance moyenne de deux journées de marche. L'Empereur n'a plus le loisir de temporiser, il lui faut manœuvrer.

Inférieur en forces à ses adversaires, c'est à des manœuvres *sur position centrale* que Napoléon va demander la victoire :

> « Lorsque, avec de moindres forces, j'étais en présence d'une grande armée, groupant avec rapidité la mienne, je tombais comme la foudre sur l'une de ses ailes et je la culbutais. Je profitais du désordre, que cette manière ne manquait jamais de mettre dans l'armée ennemie, pour l'attaquer dans une autre partie, toujours avec toutes mes forces. Je la battais ainsi en détail, et la victoire qui en était le résultat était toujours, comme vous le voyez, le triomphe du grand nombre sur le petit[1]. »

De ce principe, dont son génie a tiré de si belles manœuvres et de si belles victoires en 1796, lorsqu'il était lié à Mantoue, il va montrer, cette fois encore, toute la fécondité. Hélas ! cette fois, ce n'est plus une place d'Italie, c'est Paris, c'est la capitale de la France qu'il faut couvrir, c'est à Paris qu'il est lié, et il ne dispose plus, pour asseoir son *attente stratégique*, d'un terrain comparable à cet unique théâtre formé autour de Mantoue par le lac de Garde, le Monte-Baldo, l'Adige, la place de Vérone, les monts Lessini. Pourtant, embrassant d'ensemble la région entre Paris et la Meuse où s'avancent les Coalisés, il y découvre les éléments d'opérations sur une position centrale.

Cette région est découpée par la Seine et ses affluents en zones orientées d'une façon générale de l'Est à l'Ouest. Les ponts sont rares, gardés par de petites villes qui, ayant encore leurs fossés et leurs vieilles murailles, peuvent, avec quelques travaux, don-

[1] Réponse au directeur Gohier après 1796.

ner ce que Napoléon appelle un *poste militaire*[1], susceptible d'opposer une résistance de quelques heures, voire d'un jour ou deux.

C'est dans cette région et sur ces cours d'eau que Napoléon va combiner ses manœuvres, destinées à battre séparément les armées ennemies, dont les lignes naturelles d'invasion sont : pour l'armée de Silésie, qui vient de Metz, la vallée de la Marne ; pour l'armée de Bohême, qui vient de Langres, les vallées de l'Aube et de la Seine.

Considérant une carte générale de ce terrain, nous distinguons une zone centrale bornée au Nord par la Marne, avec les villes de Chaumont, Joinville, Saint-Dizier, Vitry, Châlons, Épernay, Château-Thierry, La Ferté sous-Jouarre, Meaux, Lagny et Paris, bornée au Sud par l'Aube, puis par la Seine, avec Bar-sur-Aube, Plancy, Nogent, Bray, Montereau, Melun et Paris.

Sur la rive droite de la Marne, que l'armée de Silésie doit suivre, l'Ornain, puis l'Ourcq, qui se jettent dans cette rivière, l'un près de Vitry, l'autre au-dessus de Meaux, forment obstacles à la marche des armées d'invasion vers Paris.

Au sud de la ligne d'eau Aube—Seine que doit suivre l'armée de Bohême, la Seine, en amont de Romilly, l'Yonne, le Loing et l'Essonnes, qui, venant du Sud, se jettent respectivement dans la Seine à Montereau, Moret, Corbeil, forment obstacles à la marche de cette armée.

Ces rivières ne sont pas, il est vrai, très considérables ; mais, grossies par les pluies de l'hiver, elles n'en formaient pas moins, avec leurs vallées marécageuses, leurs berges élevées, d'excellentes lignes de défense, sur lesquelles on pouvait, avec de faibles effectifs, en arrêter de très considérables dans le temps que le gros écraserait quelque fraction des forces adverses.

D'autre part, la possession des petites villes placées sur les cours d'eau et mises en état de défense, qui assurait à Napoléon des points de passage fixes, des magasins de vivres et de munitions, des hôpitaux pour ses malades et ses blessés, lui permet-

---

[1] « Il était trop évident que Soissons n'était pas une place forte, mais seulement un *poste militaire* gardant le pont de l'Aisne, où il (général Moreau) devait tenir jusqu'à la dernière extrémité, comme on doit tenir, gardant un défilé, jusqu'à extinction. » (Lettre de Napoléon au Ministre de la guerre, du 5 mars 1814 ; *Correspondance* n. 21251.)

tait de ne pas traîner d'équipages de ponts, de lourds convois, et lui donnait, par suite, une extrême facilité de déplacement en face d'un adversaire alourdi par d'énormes quantités de voitures, dans une région marécageuse et, en 1814, fort mal routée.

Malheureusement les travaux ordonnés par Napoléon pour la mise en état de défense de ces petites places ne furent pas poussés avec toute l'activité désirable, et les avantages qu'il avait entrevus ne furent pas entièrement réalisés.

C'est dans la zone centrale, qu'il s'efforcera d'interdire à l'ennemi. que Napoléon aura *sa ligne de communication* avec Paris et *son centre d'opérations*, qu'il déplacera suivant ses manœuvres de Châlons à Arcis, à Sézanne, à Nogent, à Provins.

C'est par cette zone centrale qu'il s'efforcera de séparer l'armée de Silésie de l'armée de Bohême. Ce point obtenu, tandis qu'un de ses lieutenants, se servant de l'un des cours d'eau comme *ligne de défense*, contiendra une des armées adverses avec de faibles effectifs, Napoléon portera son gros contre l'autre armée. Nous le verrons employer constamment contre celle qu'il tient sous sa griffe, sa manœuvre favorite, sa *manœuvre sur les derrières, de façon à pouvoir, sans livrer de bataille rangée*, accabler cette armée dans le flagrant délit d'un passage de cours d'eau ou d'une marche en retraite.

Il va falloir, comme il l'écrira au maréchal Augereau, reprendre ses bottes et sa résolution de 1796. Hélas ! ces bottes-là, lui seul est encore capable de les chausser. En fait, il sut tirer, nous allons le voir, d'admirables victoires de sa conception, et il s'en fallut, à différentes reprises, de bien peu qu'il n'en tirât le triomphe définitif.

Pour apporter de la clarté dans l'étude des multiples manœuvres de Napoléon pendant cette campagne de trois mois, on peut les diviser en trois périodes correspondant aux opérations de Napoléon contre les trois *poussées* successives vers Paris des armées coalisées constamment renforcées.

La 1re *poussée*, qui porte l'armée de Silésie par la vallée de la Marne jusqu'à La Ferté-sous-Jouarre et l'armée de Bohême par la vallée de la Seine jusqu'à Montereau, provoque des opéra-

tions dont le résultat est un premier refoulement de l'armée de Silésie au delà de Châlons et de l'armée de Bohême au delà de Troyes.

La 2e poussée, qui ramène l'armée de Silésie jusqu'à Soissons et l'armée de Bohême jusqu'à Méry-sur-Seine, provoque un second refoulement de l'armée de Silésie au delà de Reims et de l'armée de Bohême au delà de Troyes.

La 3e poussée, que les manœuvres de l'Empereur ne pourront arrêter, conduira les Coalisés à Paris.

Nous diviserons chaque période en actes, suivant que Napoléon opère contre l'armée de Silésie ou contre l'armée de Bohême.

Nous aurons donc, pour le sommaire de la campagne, le tableau suivant :

1re Période (du 23 janvier au 23 février).

Premier refoulement des Coalisés.

1er Acte : Contre l'armée de Silésie.	Manœuvre de Saint-Dizier. Manœuvre de Brienne. Batailles de Brienne, 29 janvier, et de La Rothière, 1er février.
2e Acte : Contre l'armée de Bohême. . . .	Manœuvre de Troyes.
3e Acte : Contre l'armée de Silésie.	Champaubert, 10 février. Château-Thierry, 12 février. Montmirail, 11 février. Vauchamps, Étoges, 14 février.
4e Acte : Contre l'armée de Bohême. . . .	Montereau, 18 février. Manœuvre de Troyes.

2e Période (du 23 février au 20 mars).

Second refoulement des Coalisés.

1er Acte : Contre l'armée de Silésie	Manœuvre de Soissons. Batailles de Craonne et de Laon.

2e Acte : Contre l'armée de Bohême. . . .	Manœuvre de Méry-sur-Seine.

3e Période (du 20 mars au 20 avril).

Dernières manœuvres de Napoléon.

1er Acte : Manœuvre de Saint-Dizier. . . .	Combats d'Arcis-sur-Aube.
2e Acte : Retour sur Fontainebleau. . . .	L'abdication.

1re PÉRIODE. — Du 23 janvier au 23 février.

PREMIER REFOULEMENT DES COALISÉS.

1er acte. — Contre l'armée de Silésie.

I. — MANŒUVRE DE SAINT-DIZIER.

23 janvier. — Le 23 janvier, Napoléon se décide à prendre l'offensive. Il laisse à Paris l'Impératrice comme régente et le roi Joseph comme « lieutenant de l'Empereur ». Sur cette armée de Silésie qui s'avance sans défiance vers Saint-Dizier, poussant devant elle Ney et Victor, il va tomber comme la foudre.

De toutes ses forces disséminées, il constitue à Vitry, comme par miracle, une armée de 80,000 hommes, dont 50,000 à 60,000 hommes d'infanterie, 12,000 à 14,000 hommes de cavalerie, avec le chiffre énorme de 300 bouches à feu.

Avec le gros de ses forces, il marchera directement sur Blücher, c'est-à-dire sur Saint-Dizier, tandis qu'il appellera Marmont, de l'Argonne, sur Bar-le-Duc, c'est-à-dire sur les derrières de l'ennemi. C'est toujours, on le voit, sa manœuvre favorite. Châlons sera son centre d'opérations ; il fait mettre cette ville en état de défense :

« Il s'agit, fait-il écrire à ses généraux, de tomber bien réunis sur quelque corps ennemi et de le détruire[1].

« Mon intention, écrit-il le 23 au général Belliard, aide-major général à Châlons, est de partir demain au soir et d'être le 25, à midi, à Vitry, où le général Lefebvre-Desnoëttes, avec son infanterie, sa cavalerie, toute l'artillerie de la garde, toute l'artillerie de la ligne attelée (la ligne doit avoir 72 pièces), arrivera en même temps.

« Je compte, le 26, prendre l'offensive.

« Je suppose que le duc de Bellune se sera maintenu à Ligny ou à Saint-Dizier; que le prince de La Moskowa, avec la 1re et la 2e division de jeune garde, sera aux environs; que le général Gérard est à Brienne et le duc de Trévise sur Bar-sur-Aube. Je réunirai toutes ces forces et je tomberai sur le premier corps ennemi qui sera à portée.

« Tâchez qu'à mon arrivée à Châlons et à Vitry, je trouve des renseignements qui me fassent connaître où il y a de l'infanterie ennemie, afin de pouvoir combiner mon mouvement et lui tomber dessus.

« En général, le duc de Raguse doit se tenir prêt à remonter la Meuse. Tenez secrète la nouvelle de mon arrivée. Ne compromettez pas vos dépêches pour qu'il n'y ait rien de pris et qu'on ne se doute pas que j'arrive.

« Faites faire du pain de toutes les manières possibles. Faites-en faire à Vitry, et qu'on s'en procure partout pour quatre jours[2] »

Mais Victor n'est déjà plus à Ligny; il a même évacué Saint-Dizier. D'autre part, Mortier et Gérard n'ont pas encore rejoint. Quoi qu'il en soit, espérant trouver l'ennemi engagé dans le passage de la Marne à Saint-Dizier, Napoléon se décide à se jeter sur cette ville avec toutes ses forces, pour couper l'ennemi de sa ligne de communication.

De Vitry, à 4 heures après midi, il écrit à Victor :

« Je suis arrivé à Vitry. Je me rendrai à votre quartier général avant le jour; le major général vous aura envoyé l'ordre de l'armée. Tout est en colonne entre Vitry et votre avant-garde. Je ne suppose pas que l'ennemi marche sur Vitry, le plan général de ses opéra-

---

[1] *Correspondance* n. 21129.
[2] *Ibid.* n. 21131.

tions paraissant être de se porter sur la route de Troyes. Tâchez de savoir s'il a filé sur le pont de Saint-Dizier et ce qu'il fait. Le colonel Bernard, mon aide de camp, qui a traversé tout le corps de Blücher, les a estimés à n'être pas plus de 20,000 à 25,000 hommes. Ils n'ont que 36 à 40 pièces de canon. Si l'on pouvait demain engager ce corps et le bien rosser, cela aurait une grande influence sur toutes les affaires, car l'ennemi est très disséminé..... Nous pourrons écraser l'ennemi par une immense supériorité d'artillerie. Je pense faire jouer demain 300 pièces. »

26 janvier. — Le lendemain 26 janvier, Napoléon, à la tête d'environ 34,000 hommes, marchait sur Saint-Dizier, mais Blücher était déjà passé ; on n'y trouva que son arrière-garde.

En fait, cette première manœuvre était manquée :

« Je me suis porté sur Saint-Dizier, que l'ennemi occupait, écrivait Napoléon, le 28, au Ministre de la guerre ; je l'en ai chassé. On lui a pris quelques pièces de canon, tué quelques hommes et fait quelques prisonniers. J'ai appris ici que Blücher, avec 25,000 hommes, s'était porté sur Brienne, où il arrive aujourd'hui. J'ai coupé la ligne d'opération et fait occuper Bar-le-Duc, et je pars aujourd'hui pour me porter en queue de Blücher. S'il tient, il serait possible qu'il y eut une affaire demain à Brienne. »

2. — MANŒUVRE DE BRIENNE.

Napoléon voudrait, en effet, recommencer sur Brienne le coup qu'il vient de manquer sur Saint-Dizier.

Tandis qu'il dirige son gros par la traverse d'Eclaron et de Montiérender sur Maizières, vis-à-vis Brienne, il envoie Marmont à Vassy, et, en avant de Marmont, la division Duhesme à Doulevant, pour couper la ligne de communication de Blücher, sur Saint-Dizier et sur Joinville :

« Faites observer Joinville et Bar-sur-Aube, écrit-il à Marmont, et emparez-vous entièrement de la communication de l'ennemi. »

En cas de bataille à Brienne, Marmont et Duhesme y accourront, prenant à revers par la direction même de leur marche, la droite de l'ennemi ; c'est la manœuvre d'Auerstædt avec des forces moindres.

« En un clin d'œil, écrit-il à Marmont, vous pourriez de là vous porter sur Brienne, si cela était nécessaire [1]. »

BATAILLE DE BRIENNE.

29 janvier. — Le 29, notre cavalerie, en débouchant sur Brienne, se trouve en présence de forces considérables d'infanterie et de cavalerie russes, les forces qui ont pris position pour protéger l'évacuation du parc d'artillerie de l'armée de Silésie, lequel fait, à ce moment, demi-tour dans Brienne.

Voici, en effet, ce qui s'était passé : Blücher, apprenant que le corps de Mortier se trouvait, près d'Arcis, en route pour rejoindre Napoléon, s'était porté de ce côté pour l'écraser. Mais, à la nouvelle de l'approche de l'Empereur, il s'était hâté de faire demi-tour.

Napoléon, n'ayant encore sous la main que de la cavalerie, avec ses batteries légères fait canonner les Russes, puis lance sur eux Ney et Victor, avec les premières troupes qui débouchent. Ney dirige ses deux faibles divisions sur Brienne ; une brigade de Victor prend à droite sur le château qui domine le terrain ; Victor, avec le reste de son corps, s'avance contre la droite de l'ennemi pour lui couper la retraite sur Bar-sur-Aube. L'ensemble de ces forces ne monte pas à plus de 10,000 fantassins et 6,000 cavaliers. Blücher dispose de plus de 30,000 hommes.

Nos jeunes conscrits, à peine vêtus, et qui n'ont jamais tiré, supportent très bravement le choc des Russes. Pourtant, à notre gauche, Victor recule tout d'abord devant la cavalerie russe ; mais, à droite, sa brigade enlève le château. Alors les Russes, ébranlés par cette perte, cèdent le terrain. A 10 heures du soir, Blücher veut reprendre le château ; après un commencement de succès, il est repoussé.

Le lendemain, on poursuit Blücher à coups de canon jusqu'au village de La Rothière, où il tient ferme.

Napoléon reste devant Blücher le 30 et le 31, espérant profiter de quelque faute. Il a renvoyé Mortier avec la Garde à Troyes, pour y contenir les têtes de colonnes de l'armée de Bohême, et

---

[1] *Correspondance* n. 21144.

appelé Macdonald de Sainte-Menehould sur Vitry, pour couvrir les approches de Châlons.

D'ailleurs, comme il a l'intention d'agir maintenant contre l'armée de Bohême, il change de centre d'opérations. Au lieu de Châlons il prend Arcis-sur-Aube et fait passer sa ligne de communication par Sézanne, La Ferté-sous-Jouarre et Château-Thierry[1].

A ce moment, les forces françaises sont réparties de la façon suivante : une masse principale près de Brienne devant l'armée de Silésie ; deux masses secondaires, l'une sous Macdonald à Châlons, devant le corps d'York, l'autre sous Mortier à Troyes, contenant les têtes de colonnes de l'armée de Bohême.

1er février. — *Bataille de La Rothière.* — Le 1er février à 10 heures du matin, au reçu des rapports de Mortier qui signalent de nombreux détachements ennemis au sud de Troyes, Napoléon se demande si, tandis que Blücher l'amuse sur Trannes, Schwarzenberg n'est pas en route vers Troyes. Il se dispose à y rejoindre Mortier et appelle Marmont sur Lesmont. Mais, vers midi, Victor l'avertit qu'on voit chez l'ennemi, vers Trannes et Éclance, des mouvements qui semblent présager une attaque.

Pour Napoléon, c'est une simple démonstration destinée à le retenir. Mais, malgré tout, il ne peut rejoindre Mortier sans avoir tiré la chose au clair : il attend l'attaque de l'ennemi.

Or, Schwarzenberg avait rejoint Blücher avec une partie de ses forces, et c'est avec plus de 100,000 hommes que les Alliés vont attaquer les 40,000 hommes de Napoléon. Mais notre front, de 5 kilomètres, est solidement appuyé : au centre par les villages de La Rothière et de Petit-Michel, à droite à Dienville-sur-Aube, à gauche à la Gibernerie, puis à des bois bordés de marais. Marmont garde notre flanc droit entre la ferme de Beauvoir et Morvilliers.

De 1 heure à 4 heures, notre front résiste vigoureusement à toutes les attaques de l'ennemi. Mais le corps de Marmont, très

---

[1] *Correspondance* n. 21162.

[2] *Ibid.* n. 2150. « Je prends pour pivot Arcis-sur-Aube », écrit-il le 31 janvier au Ministre de la guerre », et à Berthier : « Mon cousin, j'approuve que le grand quartier général se rende à Arcis-sur-Aube, ainsi que les grandes réserves d'artillerie et les parties du magasin d'habillement qui sont à Châlons. »

fatigué, faiblit. Napoléon, qui a conservé dans sa main les troupes de la Garde, lance une contre-attaque vers La Rothière : une division d'infanterie, l'artillerie de Drouot, la cavalerie de Milhaud. Une autre division de la réserve se porte au secours de Marmont. Cette contre-attaque réussit, et la nuit qui tombe nous permet de rompre le combat.

2e acte. — Contre l'armée de Bohême.

MANŒUVRE DE TROYES.

Le gros de l'armée française passe sur la rive gauche de l'Aube par les ponts de Lesmont, tandis que Marmont reste en position sur la rive droite pour couvrir notre mouvement. Il doit ensuite se retirer par cette rive pour jeter Blücher dans l'incertitude sur la direction prise par le gros de nos forces.

Trop faible pour lutter contre l'ennemi réuni, Napoléon applique la stratégie du jeune Horace :

« Il fuit pour mieux combattre, et cette prompte ruse
« Divise adroitement l'ennemi qu'elle abuse. »

« Je serai demain à Troyes, écrit-il de Piney, le 2 février, au Ministre de la guerre. Il serait possible que l'armée de Blücher se portât entre la Marne et l'Aube, du côté de Vitry et de Châlons. De Troyes, selon les circonstances, j'opérerai pour retarder le mouvement de la colonne qu'on m'assure se diriger par Sens sur Paris, ou pour revenir manœuvrer sur Blücher et retarder sa marche[1]. »

3 février. — Le 3, il prend position à Troyes avec son gros. Sur chacune des routes par où l'ennemi pourrait venir, il place un de ses corps avec de la cavalerie : Victor, sur la route d'Arcis-sur-Aube, avec le 5e corps de cavalerie de Grouchy, « éclairant les routes de Ramerupt, Arcis-sur-Aube, Coclois et Lesmont». Gérard, sur la route de Bar-sur-Aube, quartier général Saint-

[1] *Correspondance* n. 21169.

Parrès-aux-Tertres, éclairé par la cavalerie du général Defrance. Mortier pousse, avec quelques bataillons, sur la route de Bar-sur-Seine, où est un parti ennemi. A Troyes même, Napoléon conserve les trois divisions de la Jeune garde, les deux divisions de Ney, ainsi que la Vieille garde; il fait construire trois ponts sur la Seine, « de manière qu'on puisse passer de droite à gauche et d'une rive à l'autre, sans trouver aucun défilé ». Il ne démêle pas bien les intentions de Blücher :

> « D'après votre rapport, écrit-il à Marmont, et ceux que j'avais, l'ennemi doit avoir couché hier sur la droite de la Voire. Se dirigera-t-il sur Arcis ou sur Vitry, ou rétrogradera-t-il lorsqu'il saura que j'ai marché différemment de ce qu'il pensait ? »

Il est bien résolu, si l'ennemi s'avance sur Arcis, à déboucher sur lui :

> « Si l'ennemi marche en forces sur Arcis, écrit-il encore à Marmont, vous appellerez à vous le général Ricard (envoyé à mi-distance de Troyes et d'Arcis avec 4,000 hommes), afin de conserver le pont pour que je puisse déboucher sur lui. »

5 février. — Le 5, on apprend que les troupes ennemies signalées sur Sens ne sont que des bandes de Cosaques. Par contre, Marmont annonce que les colonnes de l'armée de Silésie défilent devant Arcis, se dirigeant sur Nogent-sur-Seine.

Tout d'abord, Napoléon veut se rendre lui-même sur ce point très important, où arrivent deux divisions de l'armée d'Espagne. Mais, n'ayant pas perdu l'espoir d'accabler l'armée de Bohême, il n'y envoie, pour le moment, que Marmont et le général Ricard, qui est à Aubeterre[1]. D'ailleurs, le maréchal Oudinot, qui prendra à Nogent le commandement de toutes les troupes, y disposera, le 6, de 21,000 fantassins, 2,400 cavaliers, 46 bouches à feu, au total, 25,000 hommes.

Mais, bientôt, Napoléon apprend que ce n'est pas sur Nogent que marche l'armée de Silésie, mais sur Paris, par la vallée de la Marne. Il se résigne à ne pas assaillir l'armée de Bohême et à

---

[1] *Correspondance* n. 21180 et 21181.

ramener ses forces sur Nogent, pour, de là, les jeter sur les derrières de Blücher.

« Je suis très contrarié de ces dispositions, écrit-il au roi Joseph, car je voulais attaquer demain sur Bar-sur-Seine pour battre l'empereur Alexandre, qui me paraît avoir fait de fausses dispositions; mais je sacrifie tout à la nécessité de couvrir Paris[1]. »

6 février. — Le 6, il fait exécuter par Mortier[2], à l'est de Troyes, de fortes démonstrations devant lesquelles Schwarzenberg se met en retraite sur Bar-sur-Aube. Ce résultat obtenu, Mortier formera l'arrière-garde du gros qui se dirige à marches forcées sur Nogent.

Le 6, dans la soirée, Napoléon est à Nogent et, dans la nuit, il écrit au roi Joseph :

« Je crois, par mes manœuvres, avoir obligé la grande armée à se porter de devant Troyes sur Bar-sur-Aube et avoir au moins trois marches sur elle[3]. »

Il écrit encore, le 7, à Cambacérès :

« La grande armée russe, en présence de laquelle je me suis trouvé à Troyes, a rétrogradé de deux marches, ce qui m'a mis en mesure de me porter de ce côté-ci. »

Cette retraite de l'armée de Bohême permet à l'Empereur de se retourner contre l'armée de Silésie.

---

[1] *Correspondance* n. 21190.
[2] « Prenez toutes les mesures pour que l'ennemi ne s'aperçoive de votre mouvement que demain vers 10 heures. »
[3] *Correspondance* n. 21195.

3e acte. — Contre l'armée de Silésie.

CHAMPAUBERT. — MONTMIRAIL. — CHATEAU-THIERRY. — VAUCHAMPS. — ÉTOGES.

De Châlons et de Vitry, trois grandes routes peuvent conduire Blücher sur Meaux. Ce sont celles :

1° De Châlons, Épernay, Château-Thierry ;

2° De Châlons, Vertus, Champaubert, Montmirail, La Ferté-sous-Jouarre ;

3° De Vitry, Sommesous, Fère-Champenoise, Sézanne, La Ferté-Gaucher, Coulommiers.

Ces routes sont sensiblement parallèles, à 20 kilomètres de distance.

Le plan de Napoléon est : tandis qu'il laissera Mortier à Nogent, avec quelques forces pour contenir l'armée de Bohême, courir sur les derrières de Blücher qu'on dit déjà sur Meaux [1].

7 février. — Le 7, dans la matinée, il donne l'ordre à

---

[1] « Le maréchal Macdonald m'a écrit de Châlons le 5, écrit-il le 7 dans la nuit au roi Joseph, qu'il couvrait les trois routes d'Epernay, de Montmirail et de Sézanne. Au moment même, je fais partir 20,000 hommes pour occuper Sézanne. Je m'y porterai dans la nuit avec ce qui sera nécessaire pour battre et culbuter ce qui serait sur cette communication de Meaux. »

Et à Cambacérès, archi-chancelier de l'Empire :

« Je suis arrivé à Nogent. Un corps de 20,000 hommes est parti pour manœuvrer sur les routes de Meaux à Vitry et de Meaux à Châlons. Je l'appuierai si cela est nécessaire. »

Par le major général il fait écrire au général de Saint-Germain : « Que nous sommes en mouvement pour tomber sur les derrières de ce qui a débouché par les trois communications qui aboutissent à Meaux. » (*Correspondance* n. 21199.)

Voici l'ordre donné au maréchal Marmont dans la matinée du 7 : « Monsieur le duc de Raguse, partez sur-le-champ pour vous porter sur Sézanne ; arrivez de bonne heure. Portez-vous, avec votre avant-garde composée de 2,000 chevaux, de 6 pièces d'artillerie légère et de 1000 hommes d'infanterie sur Sézanne. Le reste vous suivra de près. Comme vous avez l'initiative du mouvement, l'ennemi ne sait pas ce que vous avez derrière. Les habitants doivent vous communiquer ce qu'il y a à Sézanne. 6,000 hommes de la cavalerie de la Garde vont se porter sur la route de Sézanne et, si cela est nécessaire, demain à la

Marmont de partir à midi, avec 20,000 hommes pour Sézanne ; il suivra avec le reste des forces dès qu'il aura des nouvelles sûres de Macdonald. Ces nouvelles, qu'il attend avec impatience, lui arrivent à 3 heures après-midi [1]. Mais Macdonald lui fait connaître qu'il n'a pu surveiller la route de Montmirail. Dès lors, pour ne pas faire de faux mouvements, Napoléon est encore forcé d'attendre les renseignements de Marmont. Il a d'ailleurs des ordres nombreux à donner pour assurer ses ravitaillements.

9 février. — Le 9, à 11 heures du matin, il reçoit enfin des renseignements de Marmont, qui lui apprennent que ce maréchal est arrivé à Champaubert, et que le général Sacken, avec 15,000 hommes, est sur Montmirail, que son parc a passé le 8 à

---

pointe du jour j'y serai avec la Vieille garde à pied (10,000 hommes, 6,000 chevaux et autant de canons qu'il sera nécessaire). J'ai donné l'ordre au comte de Valmy (Kellermann fils) de retourner de Coulommiers sur Sézanne avec ce qu'il a de forces. Arrivé à Sézanne, envoyez une forte avant-garde sur la route de Vitry et de fortes reconnaissances sur Montmirail. Faites prévenir à La Ferté-sous-Jouarre, où il y a des troupes, et à Meaux, de votre mouvement et que vous arrivez avec 30,000 hommes. » (*Correspondance* n. 21203)

[1] « Mon cousin, je reçois des nouvelles du duc de Tarente d'hier à 3 heures après-midi. Il était à Epernay ; il se battait continuellement contre l'ennemi. Il n'avait pas pu occuper la communication de Montmirail ni de Sézanne. Hier le quartier général était à Coulommiers, où le comte de Valmy avait quelques troupes. La communication de Montmirail est donc la seule dont je n'ai pas de nouvelles. Arrivé à Sézanne, vous ne serez qu'à quatre lieues de Montmirail.

« Parlez-moi dans votre dépêche de ce soir, que je désire bien recevoir avant minuit, de l'état des chemins. Je compte, d'après les nouvelles que je recevrai, me mettre en marche à la pointe du jour avec les 6,000 chevaux de la cavalerie de ma Garde et les 10,000 hommes d'infanterie de la Vieille garde. Mais comme je ne peux pas faire un faux mouvement, il me faut des renseignements précis que vous m'enverrez de Sézanne.

« La division Leval est à Provins, et je la dirigerai sur le point où je me porterai, ce qui fera une trentaine de mille hommes de nos meilleures troupes, indépendamment d'une réserve qui pourra filer demain, et d'un gros corps d'observation qui reste à Nogent. »

A 7 heures du soir, il écrit au roi Joseph : « Je n'ai point encore de nouvelles du duc de Raguse; mais je vais tomber à bras raccourcis sur l'ennemi dans la direction des communications de Meaux et de Châlons. L'alarme reviendra peut-être alors du côté de Sens. »

« Je pars demain avec le duc de Raguse, une division d'Espagne et la Vieille garde, pour tomber sur les derrières de l'ennemi. » (*Correspondance* n. 21206, à Berthier.)

Champaubert[1], Dès lors son parti est pris. Il va marcher avec son gros sur Champaubert « pour attaquer Sacken et l'armée de Silésie, sur les derrières desquels nous nous trouvons. (*Correspondance* n. 21221.)

De Nogent, il transporte son centre d'opérations à Provins, où il sera plus en sûreté. Il va placer là le grand quartier général, le grand parc de la ligne et celui de la Garde, les bagages. La division Rottembourg, de la Jeune garde, en assurera la sécurité.

La défense de la Seine sera organisée de la façon suivante : Victor, avec le 2e corps, la division Gérard et le 5e corps de cavalerie, doit défendre les abords de Nogent et ne passer sur la rive droite, écrit Napoléon, « qu'en cas de nécessité absolue, vu que j'ai besoin du pont de Nogent pour me reporter sur l'ennemi et l'attaquer, si je réussis dans mon opération contre l'armée de Silésie ». Oudinot défendra les ponts de Bray et de Montereau, Pont-sur-Yonne, Moret, Montargis; « de longue main, on a préparé la défense de tous ces ponts. »

Oudinot dispose d'environ 16,000 à 18,000 hommes de bonnes troupes formées par le 7e corps et des forces venues d'Espagne, sous Pajol, à Montereau. Comme réserve, il a la division Rottembourg, qu'il peut appeler à lui de Provins[2].

---

[1] « J'ai eu tant d'affaires toute cette nuit, écrit-il à 11 heures du soir à Joseph, que je n'ai pu partir pour Sézanne. Le duc de Raguse est arrivé à Champaubert. Le général Sacken, avec 15,000 hommes, était à Montmirail, son parc a passé le 8 à Champaubert, arrivant de Châlons Je le fais attaquer demain. »

[2] *Note.* — « Vous lui ferez connaître, fait-il écrire à Victor, qu'il doit défendre les abords de Nogent, accélérer la confection des redoutes et des barricades, et que, si enfin il y était forcé, il passerait sur la rive droite en faisant sauter le pont, si cela était indispensable ; mais que je regarde cela comme désavantageux, puisque cela mettrait l'ennemi en sûreté pour opérer sur Sens et nous empêcherait de prendre l'offensive. Il doit rester à Nogent le plus possible, puisque, de retour de mon expédition, je reviendrais sur l'ennemi qui se serait mis en position devant lui. »

« De deux choses l'une : ou le prince Schwarzenberg se portera sur Nogent, ou il se portera décidément sur Sens pour pénétrer à Paris en passant l'Yonne, le canal du Loing et la forêt de Fontainebleau ; il est probable que ce général ne fera cette dernière opération qu'après avoir pris Nogent et rejeté le duc de Bellune sur la rive droite. Le duc de Reggio sera maître de venir au secours du duc de Bellune, s'il est nécessaire.

« Si, contre toute attente, toute l'armée ennemie se portait sur Sens, le duc de Reggio pourrait prendre la position de Montereau, au confluent des deux

oici, d'ailleurs, comment Napoléon indique au roi Joseph ses positions :

Nogent, 9 février 1814 (2 heures après-midi).

« Mon frère, je pars pour me rendre à Sézanne, et j'espère demain attaquer l'armée de Silésie. J'ai ordonné au général Milhaud, que vous avez envoyé à La Ferté-sous-Jouarre, de pousser sur Montmirail où Sacken se trouve avec une quinzaine de mille hommes. Je débouche sur lui par Sézanne et Champaubert. Si cette opération a un succès complet, la campagne peut se trouver décidée.

« Voici les dispositions que j'ai faites et qu'il importe que vous connaissiez : Je laisse à Nogent le duc de Bellune avec ses deux divisions, la division du général Gérard et le 5e corps de cavalerie du général Milhaud. Cela forme un corps d'infanterie, cavalerie, artillerie de 14,000 à 15,000 hommes; il a ordre de défendre les hauteurs de Pont-sur-Seine, la ville de Nogent, que j'ai fait barricader, et enfin, si toute l'armée de Schwarzenberg venait déboucher sur lui et qu'il ne put défendre Nogent, de faire sauter le pont et de prendre position sur la rive droite.

« Le grand parc, le quartier général de l'intendance et la plus grande partie de ma maison prennent position à Provins, sous l'escorte de la division de la Jeune garde du général Rottembourg.

« Le duc de Reggio commande le 7e corps, composé des 26 bataillons qui viennent d'Espagne et de Bordeaux. Une de ses divi-

---

rivières, appuyé aussi à l'Yonne et à la Seine; dans ce cas, le parc et les voitures rétrograderaient sur Nangis, Guignes et même Brie-Comte-Robert.

« Je ne serai jamais assez loin pour ne pas pouvoir accourir moi-même pour parer à ce mouvement de l'ennemi avec Defrance.

« Dans le cas où la marche décidée de l'ennemi, au mépris de Nogent, serait sur Pont-sur-Yonne, le duc de Reggio ferait bien garder la rive gauche de la Seine et pourrait même appeler à lui le duc de Bellune, si celui-ci avait passé sur la rive droite. Dans ce cas, on brûlerait tous les bateaux de charbon et autres qui sont sur la Seine.

« Les ponts de Melun, de Corbeil et de Choisy sont occupés. Une centaine de pièces de canon sont au parc de réserve de la Garde et au parc de la ligne; le duc de Reggio, dans une circonstance importante, pourrait s'en servir.....

« Mon intention, si je réussis contre l'armée de Silésie, est de me reporter sur Nogent, d'y centraliser mes troupes et de déboucher sur l'ennemi.

« Le général Blein, avec deux compagnies de sapeurs et la compagnie du train du génie, restera à Nogent pour augmenter les fortifications de la ville. Mon intention est de les augmenter progressivement si l'ennemi m'en donne le temps, de manière à former là un camp retranché inexpugnable. Il préparera tout ce qui est nécessaire pour faire sauter le pont. C'est ce général qui en sera responsable et qui mettra le feu au pont de sa propre main, au moment où le duc de Bellune l'ordonnera. » (*Correspondance* n. 21221.)

sions est à Provins, l'autre sera ce soir et demain à Nangis ; il tient son quartier général à Provins. La division Rottembourg et tout le quartier général sont sous sa garde. La division de gardes nationales qui est à Montereau et Sens, le général Pajol, la défense de la Seine à moitié chemin de Nogent à Bray, Bray, Pont-sur-Yonne, Sens, et en seconde ligne Moret, Nemours, Montargis, jusqu'à la Loire, sont sous les ordres du duc de Reggio.

« Je compte que les deux divisions d'Espagne, augmentées de tous les bataillons de Bordeaux, forment 12,000 hommes ; Pajol doit avoir 2,000 hommes de cavalerie ; les gardes nationales de Montereau doivent former 6,000 hommes ; la division Rottembourg est de 4,000 hommes ; le duc de Reggio a donc la valeur de 25,000 hommes dans les mains.

« Si l'armée de Schwarzenberg, qui est à Troyes, marche sur Sens et Pont-sur-Yonne, négligeant Nogent ou seulement le masquant, ou si, après l'avoir forcé, il jette le duc de Bellune sur la rive droite, dans toutes ces hypothèses le duc de Reggio, soutenu du duc de Bellune, se portera, si le mouvement de l'ennemi est sérieux, sur l'Yonne, sur Montereau, où il réunira toutes les troupes.

« Prévenu que le grand mouvement offensif de l'ennemi est sur Fontainebleau, vous aurez le temps de garnir les ponts de Corbeil et de Choisy, et de faire marcher nos réserves sur Moret et le Loing.

« Si je réussis en deux ou trois jours à écraser l'armée de Silésie, je déboucherai sur Nogent ou sur Montereau. Je pourrai, avec vos réserves, avoir 80,000 hommes et donner aux affaires une tournure inattendue.

« Mon armée est donc divisée en trois corps.

« *Corps agissant sous mes ordres.* — Il est composé de deux divisions de la Vieille garde, 8,000 hommes ; de deux divisions de la Jeune garde qui sont avec le prince de La Moskowa, 6,000 hommes ; du corps du duc de Raguse, 6,000 hommes ; total : 20,000 hommes d'infanterie ; de la cavalerie de la Garde, 6,000 hommes ; du 1er corps de cavalerie, 2,000 hommes ; de la cavalerie du général Defrance, 2,000 hommes ; total : 10,000 hommes de cavalerie. J'ai donc sous mes ordres 30,000 hommes et environ 120 pièces de canon.

« On évalue les généraux York, Blücher et Sacken de 40,000 à 45,000 hommes. Mais le duc de Tarente doit occuper au moins 5,000 hommes ; je serai donc 30,000 contre 40,000, proportion qui me fait espérer le succès.

« Le point d'appui de mon corps est ce soir à Sézanne et son mouvement sur les routes de Montmirail et de Château-Thierry.

« Corps du centre : le duc de Bellune, comme j'ai dit, avec 14,000 hommes.

« Corps de droite : le duc de Reggio, comme j'ai dit, avec 25,000 hommes.

« La totalité de mes forces est ainsi de 60,000 à 70,000 hommes de toutes armes, y compris le génie et l'artillerie. Je compte que j'ai affaire à 45,000 hommes de l'armée de Silésie et à 150,000 hommes de Schwarzenberg, mais en y comprenant Bubna et les Cosaques; de sorte que, si j'obtiens un succès sur l'armée de Silésie et que je la mette pour quelques jours hors de lutte, je pourrai me retourner sur Schwarzenberg avec 70,000 à 80,000 hommes, y compris les renforts que vous m'enverrez de Paris, et je ne pense pas qu'il puisse m'opposer sur ce point plus de 110,000 à 120,000 hommes.

« Si je ne me trouve pas assez fort pour l'attaquer, au moins le serai-je assez pour le contenir parfaitement pendant 15 à 20 jours, ce qui donnera lieu à de nouvelles combinaisons.

« Comme demain j'attaquerai l'ennemi sur ses derrières s'il poussait sur La Ferté et sur Meaux, il n'y aurait pas d'alarme à en concevoir.

« Je n'ai pas compté, dans mes ressources, la division de gardes nationales de Meaux, que je suppose devoir être bientôt de 8,000 à 10,000 hommes.

« *P.-S.* — J'ai ordonné à Saint-Germain, qui est à Meaux avec 800 hommes de cavalerie, de se porter sur La Ferté-sous-Jouarre. La division de gardes nationales armées pourrait s'y porter. »

Alors s'exécute cette prodigieuse opération dans laquelle l'armée de Silésie va être, à proprement parler, détruite.

Voyons dans quelle situation Napoléon allait trouver cette armée.

Sachant que, sur la route de Paris par la Marne, il ne rencontrera que le maréchal Macdonald avec 10,000 hommes, Blücher a résolu, pendant que Schwarzenberg occupera Napoléon sur l'Aube, de diriger par la rive gauche de la Marne, les corps de York (15,000 hommes), Kleist (15,000 hommes), Kappzewich (10,000 hommes), Sacken (10,000 hommes), Olsuvief (5,000 hommes), qui composent son armée d'un effectif total de 55,000 hommes.

8 février. — Le 8 février, l'armée de Silésie s'allonge en une longue colonne de 60 kilomètres sur la route de Vertus à La

Ferté-sous-Jouarre. Sacken tient la tête à Montmirail, Olsuvief est à Étoges à 22 kilomètres de Sacken, le quartier général à Vertus à 15 kilomètres d'Étoges. Kleist et Kappzewich arrivent seulement à Châlons.

Blücher veut déborder Macdonald par le Nord ; aussi a-t-il envoyé York à Dormans ; toute la cavalerie jugée inutile dans la colonne est en avant. Une division de cavalerie devait primitivement faire la liaison de l'armée de Silésie avec l'armée de Bohême; mais elle a été rappelée par Schwarzenberg.

9 février. — Le 9, la colonne s'est un peu serrée. Sacken s'est arrêté à Montmirail, mais son avant-garde est à La Ferté-sous-Jouarre, York est à Dormans, Olsuvief à Étoges, Kleist et Kappzewich à Bergères. On doit se porter en avant le lendemain. C'est alors que Blücher est averti de l'arrivée de Napoléon avec des forces considérables. Il rappelle immédiatement York et Sacken sur Montmirail, tandis que lui-même, avec Kleist et Kappzewich, se dirige sur Fère-Champenoise pour envelopper l'armée française. Les ordres trouvent Sacken déjà à La Ferté et York à Château-Thierry. Les deux généraux se mettent en retraite dans la nuit.

10 février. — *Champaubert.* — Le 10 février, à 10 heures du matin, Marmont surprend les avant-postes d'Olsuvief à Pont-Saint-Prix. Olsuvief prend position à Champaubert. Ses 5,000 hommes, occupant un front étendu, sont écrasés par Marmont et Ney. Olsuvief est fait prisonnier.

Napoléon, postant alors Marmont à Étoges avec 4,000 à 5,000 hommes de toutes armes face à l'Est, va porter le reste de ses forces, dans la nuit même, sur Montmirail, c'est-à-dire vers Sacken.

A 10 heures du soir, il écrit à Joseph :

« Mon frère, j'ai attaqué aujourd'hui l'ennemi à Champaubert. Il était fort de 12 régiments; il avait 40 pièces de canon. Le général en chef Olsuvief a été pris avec tous ses généraux. On compte à cette heure 6,000 prisonniers, 40 canons, 200 voitures. Le reste a été jeté dans un étang ou tué sur le champ de bataille. Ce corps est entièrement détruit.

« On marche sur Montmirail où nous serons ce soir à 10 heures. J'y serai de ma personne demain matin avant le jour pour marcher sur Sacken avec 20,000 hommes. Je talonne l'ennemi de très près. Le duc de Tarente, 8,000 à 10,000 hommes avec la garde nationale de Meaux et tout ce que vous pourrez détacher de Paris, sera complètement suffisant pour le contenir. J'ai les espérances les plus flatteuses que Sacken est perdu, et, si la fortune nous seconde comme aujourd'hui, les affaires seront changées dans un clin d'œil ; car c'est dans le corps de Sacken que consiste toute la force de l'armée russe, puisqu'il a 10 divisions ou 60 régiments. Blücher est coupé de Sacken ; il a avec lui deux divisions. Il est à huit lieues d'ici, sur le chemin de ....., contenu pendant ma marche. Je ne crois pas que nous ayons 200 hommes à regretter. »

Pour ne pas être encombré par les canons russes, Napoléon les fait jeter dans les étangs et les puits.

11 février. — *Montmirail.* — Le 11 février, vers 11 h. 1/2 du matin, Sacken, qui revient vers Blücher, débouche avec 20,000 hommes, de Vieils-Maisons, à 10 kilomètres à l'ouest de Montmirail. Au lieu de se déployer vers la route de Château-Thierry pour se lier au corps d'York qui arrive par cette route, Sacken se déploie au sud de la route de Montmirail, dans l'idée de s'ouvrir, contre des forces qu'il croit peu considérables, la route la plus directe vers Blücher. Napoléon, plaçant en observation, sur la route de Château-Thierry, la division Michel et la cavalerie Nansouty, va agir contre Sacken avec le reste de ses forces. Il le contient de front au village de Marchais, puis il dirige, sur le flanc gauche de Sacken, une attaque débordante pour le séparer d'York. L'ennemi dégarnit alors son centre, contre lequel Napoléon lance une attaque décisive.

Les débris de Sacken rejoignent le corps d'York sur la route de Château-Thierry. L'ennemi fait sa retraite sur cette route. Cette victoire de Montmirail a été remportée par 15,000 hommes contre 30,000 hommes.

A 8 heures du soir, Napoléon écrit à Joseph :

« Il est 8 heures, et avant de dormir, je vous expédie ces deux mots pour vous faire connaître que la journée d'aujourd'hui a été décisive. L'armée de Silésie n'existe plus; je l'ai mise dans une

complète déroute. Nous avons pris tous ses canons, ses bagages et fait bien des milliers de prisonniers, peut-être plus de 7,000. Il nous en arrive à chaque instant. Tout cela a été obtenu en engageant seulement la moitié de ma Vieille garde, qui a fait plus qu'on ne peut attendre des hommes[1]. L'ennemi, à la débandade, s'est sauvé du côté de Château-Thierry. Je suppose que le duc de Tarente les aura suivis sur La Ferté-sous-Jouarre et de là sur Château-Thierry. Ces deux journées changent entièrement la situation des affaires.

« Je crois qu'à la nuit nous avons eu affaire au corps d'York qui arrivait sur le champ de bataille; il a subi le sort des Russes.

« Je ne crois pas avoir perdu plus de 1000 hommes. Je pense donc que ces deux journées feront disparaître tous les dangers de Paris, car cette armée de Silésie était la meilleure des Alliés.

« Donnez-moi des nouvelles de ce qui se passe du côté de Sens et de Montereau. Cela m'est nécessaire pour diriger mes opérations ultérieures. »

12 février. — *Combat de Château-Thierry.* — Le 12, Napoléon donne ordre à Marmont de marcher sur Vertus, tandis que lui-même poursuit sur Château-Thierry les troupes d'York et de Sacken. Il compte que Macdonald leur barrera le pont :

« Écrivez au duc de Raguse que l'ennemi s'est retiré sur Château-Thierry; que nous l'avons repoussé de tous côtés, qu'il marche sur Vertus; de cette ville, il se décidera à marcher sur Épernay ou sur Châlons.

« Que fera l'ennemi ? De Château-Thierry passera-t-il le pont pour se jeter sur Reims, ou voudra-t-il forcer la chaussée à Épernay pour arriver à Châlons? Dans tous les cas, sa position me paraît bien difficile. La cavalerie du duc de Raguse doit faire un ravage affreux sur leurs derrières, vu que leur cavalerie est en avant et que ces gens-ci ne sont pas accoutumés à voir leurs derrières compromis. »

Malheureusement, Macdonald reste immobile à Meaux. L'en-

---

[1] « Ce qu'ils ont fait ne peut se comparer qu'aux romans de chevalerie et aux hommes d'armes de ces temps où, par l'effet de leurs armures et l'adresse de leurs chevaux, un en battait trois ou quatre cents. L'ennemi doit être frappé d'une singulière terreur. » (*Correspondance* n. 21234.)

nemi peut repasser la Marne et brûler le pont ; mais l'arrière-garde tombe entre nos mains.

« Le nombre de pièces que nous avons prises ne doit pas s'éloigner de 60 à 80, écrit Napoléon au Ministre de la guerre. Le nombre de voitures est immense ; les prisonniers sont 8,000 à 10,000.

« Les prisonniers vont être envoyés à Paris. Je désire que vous les fassiez entrer avec un peu de pompe, et de manière que le public en soit prévenu [1]. »

13 février. — Le 13 février, Napoléon fait rétablir le pont, et, vers 4 heures après-midi, les troupes de Mortier et la majeure partie de la cavalerie continuent la poursuite au delà de la Marne.

Le 13, Blücher, croyant Napoléon retourné vers l'armée de Bohême, attaque à Étoges, avec 20,000 fantassins et 2,000 cavaliers, Marmont qui se retire lentement devant lui.

14 février. — *Combats de Vauchamps et d'Étoges.* — Le 14, Napoléon accourt de Château-Thierry avec l'infanterie de Ney et la cavalerie de Grouchy, et enfonce à Vauchamps Blücher qui fait sa retraite en désordre. Blücher croit pouvoir, à la nuit, s'arrêter à Étoges, mais Marmont l'y attaque, l'en déloge dans l'obscurité et le rejette sur Bergères, dans une déroute complète ; les débris des corps de Kleist et de Kappzewich s'enfuient jusque vers Châlons, où ils sont rejoints par ceux des corps d'York et de Sacken.

Dans cette merveilleuse campagne de six jours, l'armée de Silésie a perdu plus de 20,000 hommes sur 55,000 hommes et la plus grande partie de son artillerie et de ses bagages.

Malheureusement, Napoléon ne peut l'achever : il est rappelé sur l'Aube, et le corps de Winzingerode, qui va rejoindre Blücher à Châlons, réparera complètement les pertes des Coalisés.

---

[1] *Correspondance* n. 21235.

4e acte. — Retour sur l'armée de Bohême.

RETOUR SUR L'ARMÉE DE BOHÊME.

Pendant cette expédition contre l'armée de Silésie, Schwarzenberg, enhardi par le départ de Napoléon, s'est porté sur Nogent.

« Mon frère, écrit Napoléon à Joseph, l'ennemi a attaqué pendant toute la journée du 11 la ville de Nogent. Le duc de Bellune s'était porté sur la rive droite avec tout son monde et n'avait laissé dans la ville que 1200 hommes sous les ordres du général Bourmont. L'ennemi a voulu entrer en colonne serrée : on l'a fusillé des maisons et des barricades. Bref, il a été repoussé à trois assauts consécutifs et a perdu, comme cela est croyable dans une pareille échauffourée, près de 2,000 à 3,000 hommes. Alors, de rage, l'ennemi a fait avancer des obusiers et a mis le feu dans la ville, ce qui n'a rien fait ; le 12, on était prêt à recevoir l'ennemi de la même manière. On assure que le général Schwarzenberg, avec toute son armée, suivait ce mouvement.

« Je ne pense pas que le prince Schwarzenberg s'enfourne sur Fontainebleau tant que nous serons maîtres du pont de Nogent; *les Autrichiens connaissent trop ma manière d'opérer* et en ont trop longtemps porté des marques, et ils se doutent bien que s'ils nous laissent maîtres du pont de Nogent, *je déboucherai sur leurs derrières comme je l'ai fait ici.*

« Toutefois, si le mouvement de l'ennemi était prononcé et en grandes forces, je ferais dire au duc de Bellune de se porter de Nogent à Montereau pour appuyer le duc de Reggio. Il ferait sauter le pont de Nogent et laisserait vis-à-vis, sur la rive droite, les troupes nécessaires pour empêcher l'ennemi de rétablir le pont.

« Je ne suis pas encore décidé sur le plan d'opération que je vais suivre aujourd'hui. Mais, avec le corps du duc de Bellune, le duc de Reggio et la réserve d'Ornano, je me porterai en toute diligence, de ma personne, sur Montereau, et j'aurai suffisamment de forces pour contenir Schwarzenberg [1]. »

Mais Napoléon apprend que Schwarzenberg a forcé le passage

[1] *Correspondance* n. 21236.

de la Seine à Pont-sur-Seine, Nogent et Bray, et que Victor et Oudinot se sont retirés le 14 sur Guignes. Sur l'ordre de l'Empereur, Macdonald, de Meaux, où il est demeuré, va les y rejoindre.

15 février. — Le 15, Napoléon, laissant en observation devant l'armée de Silésie dans la vallée de la Marne, Mortier (sur la rive droite) et Marmont (sur la rive gauche), se retourne contre l'armée de Bohême avec Ney et une partie de la Garde.

Il eût voulu opérer sur les derrières des Coalisés [1], mais Schwarzenberg menace de trop près Paris. Aussi prend-il par La Ferté-sous-Jouarre pour rejoindre, à marches forcées, ses maréchaux à Guignes sur l'Yères, rivière qui barre à Schwarzenberg la route directe de Paris. Ses troupes parcourent 75 kilomètres en trente-six heures; une partie de l'infanterie est transportée sur des charrettes de réquisition.

De La Ferté-sous-Jouarre, le 15, à 2 heures de l'après-midi, envoie à ses maréchaux l'ordre de se tenir derrière l'Yères :

> « L'Yères est une rivière débordée et qui n'est pas guéable. Elle peut couvrir l'armée au moins trois jours. Le 17, je serai en mesure d'attaquer.
>
> « Si l'ennemi persiste dans son opération après les échecs qu'il a reçus, ce qui probablement entraînera sa ruine totale, il sera nécessaire de réunir toutes les forces en artillerie, infanterie et cavalerie, ce qui se fera par le pont de Corbeil ou de Choisy. Il faut que l'on garde les ponts de Choisy et de Corbeil, mais qu'on ne les détruise pas : ils me sont nécessaires pour manœuvrer sur les deux rives; car, aussitôt que l'ennemi se mettra en retraite de bonne volonté ou après une bataille, je passerai sur l'autre rive pour le poursuivre et le déborder, ce que je ne puis faire que par les ponts de Corbeil et de Choisy, puisqu'on a détruit les ponts de Melun et de Montereau [2]. »

16 février. — Le 16, à 3 heures du soir, Napoléon arrivait à Guignes. L'armée de Bohême s'avançait en trois colonnes : Wittgenstein, de Nogent; Wrède, de Bray; le prince de Wurtemberg, de Montereau.

---

[1] *Correspondance* n. 21261.

[2] *Ibid.* n. 21264.

Mais Schwarzenberg, déjà inquiet des nouvelles qu'il vient de recevoir du bassin de la Saône, où des forces notables commencent à apparaître, se met en retraite dès qu'il apprend l'arrivée de Napoléon.

17 février. — Le 17, l'avant-garde de Wittgenstein (Pahlen) est écrasée à Mormant, Oudinot marche sur Provins et Nogent, Victor et Gérard battent, à Valjouan, l'avant-garde du corps du centre. Tandis que Macdonald poursuit cette colonne du centre, Napoléon dirige Victor, Gérard et la Garde sur Montereau, où Pajol accourt de Melun.

C'est en effet par Montereau que l'Empereur compte déboucher le lendemain pour gagner l'ennemi de vitesse sur Troyes et le prendre à revers.

Malheureusement, Victor s'arrête à Villeneuve, au sud de Valjouan, devant une faible résistance.

> « Témoignez mon mécontentement à ce maréchal (Victor) du peu de vigueur de l'attaque de Villeneuve et de ce qu'il n'a pas exécuté mes ordres, qui lui prescrivaient de se rendre à Montereau ; qu'il fasse donc connaître pourquoi il n'a pas exécuté mon ordre, ce qui compromet le succès de la campagne. Faites-lui une lettre fort sèche. Ajoutez que ses troupes se plaignent de pas le trouver et de n'avoir jamais d'ordre pendant les affaires [1]. »

18 février. — Il faut perdre la journée du 18 à déloger le prince de Wurtemberg des hauteurs de la rive droite de la Seine. Déjà l'artillerie et la cavalerie ennemie s'étaient reportées sur la rive gauche, sous la protection de l'infanterie, quand le général Pajol lance sa cavalerie le long de la pente abrupte qui aboutit au faubourg Saint-Nicolas, se saisit des ponts de la Seine et de l'Yonne au moment où l'ennemi allait les faire sauter, et traverse la ville en un instant. Cette charge audacieuse, qui transforme en déroute la retraite des Wurtembergeois et leur fait perdre 6,000 prisonniers et tous leurs canons, était le fait de jeunes cavaliers dont la plupart savaient à peine conduire leurs chevaux ou manier leurs armes. Pas un cheval ne s'était abattu.

---

[1] *Correspondance* n. 21286.

Le prince de Wurtemberg s'enfuit à grand'peine du côté de Bray, mais sa vigoureuse résistance a permis aux autres corps de l'armée de Bohême d'échapper.

« Il (l'ennemi) a joui d'un rare bonheur, qui est que la grande gelée lui a permis d'aller à travers champs; sans quoi la moitié de ses bagages et de son artillerie aurait été prise », écrit Napoléon.

La manœuvre est manquée. Furieux contre Victor, Napoléon lui donne l'ordre de quitter l'armée[1]. Nos troupes passent la Seine à Montereau, qui devient le centre d'opérations.

MANŒUVRE DE TROYES.

20 février. — Napoléon médite de recommencer sur Troyes la manœuvre qu'il vient de manquer sur Montereau.

Il ne démêle pas encore les projets de l'ennemi.

« Quelle est son intention? écrit-il à Berthier le 20 février, à 5 heures du matin, du château de Surville. Veut-il livrer bataille à Troyes et rappeler Blücher qui, de Châlons, par Arcis-sur-Aube, pourrait être en trois ou quatre jours à Troyes?... Ou bien l'ennemi veut-il s'éloigner davantage pour se concentrer et se rapprocher de ses renforts? Une raison qui pourrait le déterminer à tenir à Troyes, ce serait le désir de couvrir le congrès de Châtillon-sur-Seine; mais cette considération, pourtant, ne serait que du second ordre[2]. »

Quoi qu'il en soit, tandis qu'il se porte directement sur Troyes avec son gros, il laisse Marmont entre la Marne et l'Aube avec la mission de couvrir Paris sur les routes de Châlons et Vitry. Si Blücher vient de Châlons par Arcis se joindre à l'armée de Bohême, Marmont ralliera Napoléon à Troyes.

« En résumé, les instructions du duc de Raguse sont donc:

« 1° De couvrir Paris sur les routes de Châlons et Vitry;

---

[1] Victor obtint le commandement de deux divisions de la Garde.

[2] *Correspondance* n. 21320.

« 2° De se réunir à l'armée sur l'Aube et Troyes en même temps que Blücher, si Blücher se réunissait à l'armée alliée [1]. »

Au Nord, Mortier est sur Soissons, qu'il occupe le 19 février. Au sud, Gérard est à Sens.

21 février. — Le 21, Napoléon compte marcher sur Troyes par trois routes :

Gérard suivra la route de Sens à Troyes,

Le gros, la route de Nogent à Troyes,

Oudinot, la route de Romilly.

Contre les forces du Nord, il appelle Mortier à Château-Thierry « pour couvrir La Ferté-sous-Jouarre et se lier avec le duc de Raguse qui est à Sézanne. ». Mortier doit laisser à Soissons une garnison susceptible « de mettre la ville à l'abri de toute insulte. »

Quant au duc de Raguse, voici ses instructions :

« Écrivez-lui que je vais marcher sur Troyes. Qu'il surveille Arcis-sur-Aube. Il peut s'y porter, s'il le juge nécessaire ; mais qu'il marche sur la rive droite de l'Aube. Pour cette position, toutefois, son but étant d'être opposé à Blücher et à York, il doit avant tout couvrir Paris, avec le duc de Trévise, par les routes de Reims, Château-Thierry, Montmirail. Si Blücher se réunissait à l'armée ennemie, qui est près de Troyes, il pourrait me rejoindre. Je compte être sur Troyes le 23 [2]. »

Nogent sera, dans ce mouvement, le centre d'opérations de l'armée.

Pour avoir une idée du prodigieux travail de Napoléon, il faut lire les dix-huit pièces écrites par lui le 21 février, et qui ne sont évidemment qu'une faible partie de son immense besogne. Parmi ces pièces, se trouve une longue lettre à l'empereur d'Autriche pour lui offrir de traiter sur les bases posées à Francfort, c'est-à-dire sur la ligne du Rhin :

« Si j'avais pu être assez lâche pour accepter les conditions des

[1] *Correspondance* n. 21320, du 20 février.
[2] *Ibid.* n. 21335, du 21 février.

ministres anglais et russes, Elle (Sa Majesté l'empereur d'Autriche) aurait dû m'en détourner, parce qu'elle sait que ce qui avilit et dégrade 30 millions d'hommes ne saurait être durable. »

Il écrit enfin l'émouvante lettre[1] au maréchal Augereau placé à Lyon et qui ne se décide pas à entrer en campagne :

Nogent, 21 février 1814.

« Mon cousin, le Ministre de la guerre m'a mis sous les yeux la lettre que vous lui avez écrite le 16. Cette lettre m'a vivement peiné. Quoi, six heures après avoir reçu les premières troupes venant d'Espagne vous n'étiez pas déjà en campagne! Six heures de repos leur suffisaient. J'ai remporté le combat de Nangis avec la brigade de dragons venant d'Espagne qui, de Bayonne, n'avait pas encore débridé.

« Les six bataillons de la division de Nîmes manquent, dites-vous, d'habillement et d'équipement, et sont sans instruction ; quelle pauvre raison me donnez-vous là, Augereau! J'ai détruit 80,000 ennemis avec des bataillons composés de conscrits, n'ayant pas de gibernes et étant mal habillés! Les gardes nationales, dites-vous, sont pitoyables : j'en ai ici 4,000 venant d'Angers et de Bretagne, en chapeaux ronds, sans gibernes, avec des sabots, mais ayant de bons fusils; j'en ai tiré un bon parti. Il n'y a pas d'argent, continuez-vous : et d'où espérez-vous tirer de l'argent? Vous ne pourrez en avoir que quand nous aurons arraché nos récoltes des mains de l'ennemi. Vous manquez d'attelages : prenez-en partout. Vous n'avez pas de magasins : ceci est par trop ridicule. Je vous ordonne de partir douze heures après la réception de la présente lettre pour vous mettre en campagne. Si vous êtes toujours l'Augereau de Castiglione, gardez le commandement ; si vos soixante ans pèsent sur vous, quittez-le, et remettez-le au plus ancien de vos officiers généraux. La patrie est menacée et en danger; elle ne peut être sauvée que par l'audace et la bonne volonté, et non par de vaines temporisations. Vous devez avoir un noyau de plus de 6,000 hommes de troupes d'élite; je n'en ai pas tant et j'ai pourtant détruit trois armées, fait 40,000 prisonniers, pris 200 pièces de canon et sauvé trois fois la capitale. L'ennemi fuit de tous côtés sur Troyes.

« Soyez le premier aux balles. Il n'est plus question d'agir

[1] *Correspondance* n. 21343.

DE 1


Stenay
Verdun
Aire
Meuse
St Mihiel
Châ
Bar-le-Duc
Commercy
Ligny
Marne
Ornain
Vassy
Joinville
Doulevant
Neufchâteau
Bar-s-Aube
Chaumont

comme dans les derniers temps, mais il faut reprendre ses bottes et sa résolution de 93 ! Quand les Français verront votre panache aux avant-postes et qu'ils vous verront vous exposer le premier aux coups de fusil, vous en ferez ce que vous voudrez ! »

23 février. — Le 23, tandis qu'Oudinot reste devant Méry en flanc-garde contre l'armée de Silésie, l'armée pousse sur Troyes, que Schwarzenberg abandonne pour se retirer sur Vandœuvre ; mais il laisse une arrière-garde pour défendre la ville. Ne voulant pas brûler la ville et n'ayant pas d'équipage, Napoléon se résigne à laisser échapper l'armée de Bohême.

24 février. — On entre à Troyes, le 24 au matin.

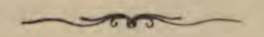
« Je serais entré hier soir à Troyes, écrit le 24 au matin Napoléon au roi Joseph, mais il aurait fallu sacrifier la ville, l'ennemi voulant la tenir pour déblayer ses embarras. Si j'avais eu vingt nacelles pour passer la Seine où j'aurais voulu, il n'y aurait plus d'armée autrichienne. Quoi qu'il en soit, la terreur est dans les rangs ennemis. Il y a peu de jours, ils croyaient que je n'avais pas d'armée ; aujourd'hui, il n'est rien où leur imagination s'arrête : 300,000 ou 400,000 hommes ne leur suffisent pas. Ils croyaient naguère que je n'avais que des recrues ; ils disent aujourd'hui que j'ai réuni tous mes vétérans et que je ne leur oppose que des armées d'élite, que l'armée française est meilleure que jamais..... Voilà ce que c'est que la terreur.

« Il est nécessaire que les journaux de Paris soient dans le sens de leurs craintes. Les journaux ne sont pas l'histoire, pas plus que les bulletins ne sont l'histoire. On doit toujours faire croire à son ennemi qu'on a des forces immenses..... »

Le 25, nos troupes entrent à Vandœuvre et à Bar-sur-Seine ; Schwarzenberg ne s'arrêtera qu'à Chaumont.

H. Camon,
Chef d'escadron d'artillerie, breveté d'état-major.

(*A continuer.*)



FRANCHISSEMENT

DE

RIVIÈRES INCOMPLÈTEMENT GELÉES

INTRODUCTION.

Il est assez rare que les grandes rivières gèlent suffisamment en France pour qu'on puisse les franchir sur la glace. Pourtant on peut admettre que cette éventualité se présente une fois tous les vingt ans en moyenne. De plus, nous pouvons avoir à faire une campagne d'hiver ailleurs que chez nous, soit dans l'Europe centrale, soit dans des régions exotiques, comme le montre le récent séjour en Chine de notre corps expéditionnaire au cours d'un hiver où les rivières étaient fortement gelées.

Il n'est donc pas inutile d'examiner dans quelles conditions peuvent s'exécuter des passages sur la glace, et plus particulièrement le franchissement des cours d'eau insuffisamment gelés.

La question est d'autant plus intéressante, que dès que les rivières commencent à geler, ou à charrier, l'établissement des ponts militaires soit de bateaux, soit de chevalets, présente immédiatement les plus grandes difficultés.

Or, l'enseignement des écoles en France sur l'utilisation de la glace comme moyen de passage des cours d'eau est des plus succincts, et il se réduit à peu près aux renseignements que contient la sommaire notice donnée par l'aide-mémoire d'état-major (édition de 1895, page 191) ; je la reproduis ci-après :

Épaisseur minimum de la glace	Hommes marchant par files espacées....	0m,09
	Cavalerie.....	0m,12
	Artillerie de campagne traînée à bras ...	0m,14
	Artillerie de campagne attelée..........	0m,16
	Fardeaux lourd	0m,27

Précautions à prendre. — S'assurer que la glace repose sur l'eau ; ne pas s'inquiéter des craquements tant que l'eau ne jaillit pas par les fentes. Couvrir de paille, de sable ou de terre le chemin que doit suivre la cavalerie.

On peut augmenter l'épaisseur de la glace en la couvrant de paille ou de fascines, que l'on arrose jusqu'à ce que les brins soient reliés entre eux par la glace.

Les troupes défilent réguliѐment, sans s'arrêter, les chevaux tenus en main, avec de grandes distances entre les voitures.

Il nous a paru utile de chercher des renseignements plus précis et plus détaillés sur la matière. Or, où pouvait-on mieux chercher des données intéressantes sur ce sujet que chez les Russes, à qui leur rude climat fait une obligation de connaître tout ce qui concerne l'utilisation des glaces comme moyen de passage.

Nous n'irons pas jusqu'à étudier les exemples grandioses d'armées franchissant des mers sur la glace, comme cela s'est produit dans la campagne d'hiver de 1658, où Charles X-Gustave de Suède, vint ainsi conquérir à pied sec à travers la Baltique la plus grande partie du Danemark, et à la fin de l'hiver 1808-1809 où une armée russe, partie de la côte de Finlande, traversa en plusieurs étapes le golfe de Bothnie fortement glacé, prit terre en Suède et contraignit ainsi cette puissance à demander la paix.

Presque chaque année, une piste balisée sur la glace relie Cronstadt et Saint-Pétersbourg, et tous les hivers de véritables rues sont intallées dans les grandes villes à travers les larges fleuves russes sur lesquels existent peu de ponts. Dans les campagnes, où les ponts sont plus rares encore, on attend les gelées avec impatience, et en maints endroits, les habitants viennent en aide à la nature pour hâter la formation des glaces et faciliter ainsi les communications.

Un des exemples les plus curieux des procédés auxquels on

recourt, est celui qui s'emploie assez fréquemment à Nijni-Novgorod, en amont du confluent dans le Volga de l'Oka, pour établir un passage sur cette dernière rivière, large de 500 à 800 mètres, quand, au commencement de l'hiver, ses bords seuls sont gelés et qu'elle présente encore un chenal libre de glaces. A ce moment, le pont de bateaux, qui existe sur l'Oka pendant l'été et qui relie la ville située sur la rive droite à la rive gauche où se trouvent le bazar et la gare du chemin de fer de Moscou, a dû être retiré par crainte des glaces. Dès que les rives de l'Oka commencent à être suffisamment gelées, on jette un *véritable pont de glace* à travers le courant, et cela de la manière suivante :

En amont du point choisi pour l'établissement du passage, point qui représente un étranglement du chenal, on découpe au bord des champs de glace déjà solides soit un, soit deux glaçons d'une largeur suffisante pour aller obstruer le chenal ; on les abandonne ensuite au courant qui se charge de les amener à l'emplacement voulu où ils se coincent entre les deux bords.

Il va sans dire que le travail est considérable pour découper des glaçons d'une dimension suffisante, qu'il est fort délicat et n'est pas exempt de dangers ; pourtant il réussit presque toujours du premier coup. Il est en général exécuté par les habitants du village de Kounavine, en vertu d'une ancienne tradition.

La difficulté consiste naturellement à amener le glaçon au point voulu.

Dans le cas du glaçon unique, on lui laisse après l'avoir détaché, descendre le courant comme à un radeau ; un peu en amont du chenal à obstruer, on lui fait faire une conversion, de manière à amener en travers sa plus grande largeur. Il s'arrête alors de lui-même.

Dans le cas des deux glaçons, on les découpe de dimension moindre, naturellement, et tous deux en forme de coin qu'on abandonne au courant, la pointe en aval, de façon qu'ils arrivent tous deux ensemble dans le chenal et viennent s'y coincer entre les deux bords et l'un sur l'autre. On emploie ce moyen quand on ne peut détacher nulle part un glaçon unique de dimension suffisante. En effet, bien que le découpage des deux glaçons plus petits et leur direction soient plus faciles à assurer, il y a plus de risques à courir dans l'opération.

Les crevasses qui peuvent exister sur les bords, sont comblées à l'aide de glaçons de dimension convenable, et la gelée continuant à se faire sentir, le tout se soude rapidement et ne forme bientôt plus qu'une seule masse. Quand le froid est très vif, le passage devient quelquefois praticable le jour même.

En Russie même, on a éprouvé le besoin dans l'armée d'exécuter des expériences permettant de se rendre un compte exact des divers procédés de franchissement des rivières incomplètement gelées. Nous croyons utile de communiquer à nos camarades le résultat d'expériences intéressantes de franchissement et de consolidation de glace faible, et d'établissement d'un pont de glace sur un large chenal non gelé. Ces expériences ont été exécutées sur la Vistule, au mois de novembre 1900, près de Gora Kalvaria, par les 8e et 19e bataillons de sapeurs russes. Ces expériences fournissent quelques données positives sur la question et offrent en outre d'intéressants renseignements sur la rupture de la glace au moyen de mines sous-marines.

Leur récit est emprunté aux numéros de mai, juin et août 1901 de la revue militaire russe l'*Injenierny Journal*.

I.

FRANCHISSEMENT D'UNE GLACE TROP FAIBLE POUR PORTER.

Le lit de la Vistule, dans la partie où eurent lieu les expériences, a une largeur totale de 3,000 mètres environ, dont la majeure partie est encombrée du côté de la rive gauche de hauts-fonds sablonneux, les uns recouverts d'eau, les autres formant des îles de diverses grandeurs. Le chenal principal longe la rive droite et a une largeur de 210 à 250 mètres. Sa profondeur moyenne est de plus de 4 mètres ; celle des bras secondaires va de $1^{m},20$ à $1^{m},50$. Le courant a une vitesse de $0^{m},45$ à $0^{m}60$.

Une première forte gelée s'était produite le 15 novembre et avait amené sur les hauts-fonds et les bras secondaires la formation d'un large champ de glace peu épaisse ; mais le chenal principal restait découvert sur une largeur variant de 120 à 200 mètres ; en outre la rive droite ne présentait pas de champ de glace.

Les observations faites à partir du 16 novembre sur l'épaisseur de la glace donnèrent les résultats suivants :

DATES.	TEMPÉRATURES.	ÉPAISSEUR DE LA GLACE.
16 novembre..........	— 9° Réaumur.	0m,025
17 —	— 11° —	0m,04
18 —	— 13° —	0m,05
19 —	— 15° —	0m,06
20 —	— 15° —	0m,09
21 —	— 15° —	0m,11
22 —	— 13° —	0m,11
23 —	— 12° —	0m,125
24 —	— 15° —	0m,13

A partir du 19 novembre (glace de 6 centimètres), on fit circuler des hommes sur la glace pour y faire des coupes en différentes places et choisir les points destinés aux expériences; ces points furent répérés au moyen de perches. Ces hommes pour plus de prudence étaient amarrés à de longues cordes et l'on avait eu soin de faire des approvisionnements de bois sur les îles voisines.

C'est le 20 qu'eurent lieu les expériences (glace de 9 centimètres), qui furent exécutées par 8 gradés et 34 anciens soldats. Elles consistèrent :

1° En transport de fardeaux sur voitures à travers une glace faible ;

2° En transport de fardeaux sur traîneaux improvisés avec des planches et des troncs d'arbres ;

3° En renforcement de l'épaisseur de la glace par divers procédés.
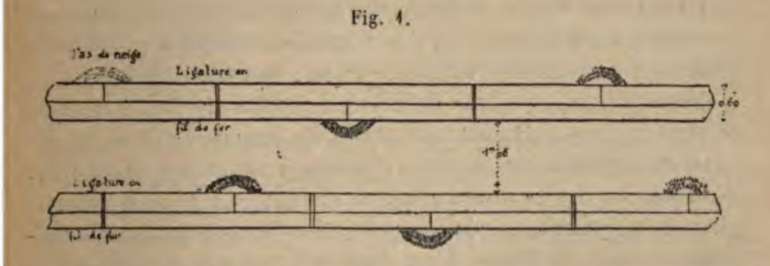
Passage de voitures. — La température, avons-nous dit était de — 15° Réaumur, et l'épaisseur de la glace, 9 centimètres, était

celle qui est admise en France pour le passage des fantassins à files ouvertes.

On établit pour le passage des voitures une double piste en planches à un écartement de 1^{m},06 correspondant à la voie moyenne des voitures employées. Les planches avaient une longueur de 6^{m}40 et une épaisseur de 0^{m}025; la largeur des planches n'est pas indiquée, mais on peut admettre la largeur ordinaire de 0^{m},30 environ.

Chaque piste était formée de planches accolées deux à deux comme l'indique la figure ci-dessous, et placée de telle façon que les bouts des planches de la rangée intérieure répondissent au milieu des planches de la rangée extérieure. Pour empêcher les planches de s'écarter, elles étaient réunies dans chaque piste tous les 3 mètres environ par une ligature en fil de fer et l'on avait massé de petits tas de neige alternativement à l'intérieur et à l'extérieur des pistes; ces tas arrosés d'eau gelèrent rapidement après les planches et les joignirent rapidement à la glace sous-jacente. Chaque piste présentait ainsi une largeur 0^{m},60 très suffisante pour que les roues d'une voiture tirée à bras avec soin pussent y rouler sans risquer de tomber sur la glace. (Voir *fig.* 1.)

Fig. 1.



Ces pistes furent établies sur une longueur de 32 mètres par 15 hommes répartis de la manière suivante : 10 employés à placer les planches et à les attacher avec des fils de fer, 4 à masser la neige, 1 à arroser d'eau les tas de neige. Le travail ainsi conduit dura une heure seulement. Il est évident qu'avec un nombre double, triple ou quadruple de travailleurs formant deux, trois ou quatre ateliers distincts, on aurait pu établir dans le même temps ou à peu près un passage d'une longueur correspondant au nombre des ateliers.

On fit ensuite passer sur les planches des voitures chargées de sacs de terre. Pour diminuer les chances d'accident, les voitures étaient traînées au moyen de longues cordes par huit hommes ; deux hommes seulement dirigeaient le timon pour maintenir les roues sur les pistes.

Les poids employés aux essais ont été successivement portés de 490 kilogrammes à 820 kilogrammes, *sans compter celui du véhicule*, qui n'est pas indiqué malheureusement. Quand on atteignit cette dernière charge, il se produisit des fissures par où l'eau jaillit.

En somme le poids représenté par cette dernière charge ajouté à celui de la voiture, dépasse celui des trains séparés des voitures d'artillerie. On pourrait donc tout au moins faire passer celles-ci par trains séparés sans aucun danger sur une glace de neuf centimètres grâce à des pistes ainsi aménagées, en établissant au besoin une piste centrale pour le glissement de la crosse d'affût. Or une glace de cette épaisseur est praticable seulement, faute de ces précautions, à des fantassins espacés.

Passage de fardeaux sur une glace faible au moyen de traîneaux. — On exécuta également des expériences de transport de fardeaux au moyen de traîneaux improvisés avec des planches analogues à celles ayant servi à l'établissement des pistes pour roulement des voitures (longueur $6^{m},40$; épaisseur $0^{m},025$).

Ces traîneaux, en forme de triangle isocèle de $6^{m},40$ de long et $3^{m}20$ de base, portaient à la moitié des grands côtés un tablier fait de trois bouts de planche destinés à supporter la charge. (Voir *fig.* 2 et 3.) La queue et le bec du traîneau, pour faciliter le glissement, étaient relevés par des patins faits de bouts de demi-troncs d'arbre fendus en deux dans la longueur, si bien que le traîneau ne portait que sur cinq points : les trois angles et le milieu des deux grands côtés. Tous les éléments du traîneau étaient reliés par des ligatures en fil de fer. Le traîneau lui-même était tiré au moyen d'une corde fixée au sommet du triangle.

Il suffit de 20 minutes à trois hommes pour confectionner un de ces traîneaux ; la quantité de fil de fer employé atteignait un poids de 400 grammes.

Un poids de 490 kilogrammes fut tiré sans effort par deux

hommes. Les poids furent augmentés peu à peu ; quand on atteignit 980 kilogrammes, il se produisit des fissures sans que toutefois l'eau jaillit dans les interstices.

Ce dernier procédé permet donc de faire rapidement transiter le chargement de voitures lourdement chargées qui peuvent

Fig. 2.

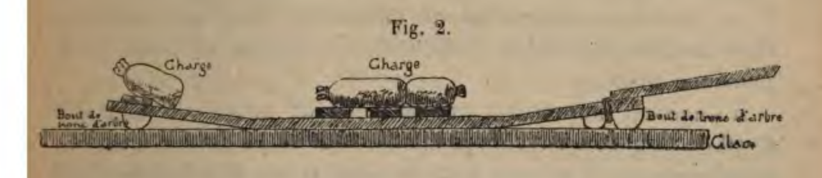
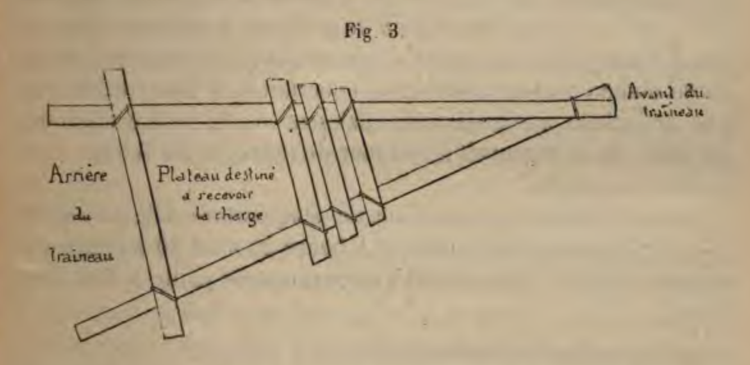


Fig. 3



passer à vide ; il permet aussi de transporter avec quelques précautions (calage des roues) des voitures d'un poids total inférieur à 1000 kilogrammes sur une glace de 0m,09 (passage des fantassins espacés). Une autre supériorité qu'il a encore, est de s'organiser très rapidement et de se prêter plus facilement à l'emploi d'un matériel quelconque (perches, planches de largeur, de longueur et d'épaisseur inégales, etc...)

Enfin et surtout, grâce à une répartition sur une plus large surface de glace du poids transporté, il permet le passage, à épaisseur égale de la glace, de poids sensiblement plus considérables.

Expériences d'épaississement de la glace. — Des expériences d'épaississement de la glace eurent lieu au même endroit le 22

et le 23 novembre. La glace avait 0m,11 d'épaisseur et il faisait un froid de — 13° Réaumur.

On essaya de deux procédés :

Le premier est celui qu'on connaît partout et qui consiste à étendre de la paille qu'on arrose ensuite d'eau qui, en gelant, augmente assez rapidement l'épaisseur de la glace déjà existante. Il est intéressant cependant de donner les conditions précises dans lesquelles fut faite l'expérience et surtout sa durée et le personnel employé.

Il s'agissait de préparer une piste de 32 mètres de long sur 6m40 de large. On eut soin préalablement de la limiter latéralement au moyen d'un petit talus de neige tassée de 0m,15 de haut pour empêcher l'eau de s'écouler à droite et à gauche. Cela fait on étendit une première couche de paille de 4 centimètres environ d'épaisseur qu'on arrosa d'eau et qu'on laissa geler ; ce résultat obtenu on répéta deux fois l'opération, si bien que la couche artificielle atteignait une épaisseur de 11 à 12 centimètres au total. On la recouvrit à son tour de neige et de fumier pour faciliter la marche.

Le travail dans les conditions de température déjà indiquées (— 13° Réaumur) dura en tout 1 heure 20 avec 20 travailleurs, qui employèrent environ 630 kilogrammes de paille et 500 litres d'eau.

La répartition des travailleurs était la suivante :

6 hommes étendant la paille.
10 — apportant la neige et le fumier.
4 — pour arroser avec de l'eau.

Le 23 novembre on fit passer sur la glace ainsi renforcée une voiture chargée de 850 kilogrammes de terre. La glace la porta sans peine et aurait certainement porté bien plus, car dans la nuit le froid était arrivé à — 18° et la glace avait beaucoup épaissi. Le résultat au point de vue de la résistance acquise est donc peu probant.

On essaya aussi d'augmenter l'épaisseur de la glace en lui superposant des glaçons découpés ailleurs et rapportés.

On employa 26 travailleurs répartis en 2 groupes. Le premier de 16 hommes munis de :

2 pinces,
4 pics,
10 haches,
} pour découper la glace.

Le second de 10 hommes disposait de :

2 pinces,
4 gaffes,
2 perches,
2 seaux,
} pour traîner les glaçons découpés à l'endroit voulu, et les y arroser d'eau.

La glace, au point où se fit l'expérience, avait 11 centimètres d'épaisseur. En une demi-heure, la première équipe découpa 10 glaçons de 2m,10 de côté environ chacun. Il fut beaucoup plus difficile de les tirer de l'eau, et la tâche se montra presque impossible pour des glaçons d'une dimension plus grande. Le meilleur moyen d'y arriver consista, après avoir saisi le glaçon avec des gaffes, à en soulever l'extrémité au moyen d'une planche et à le faire à glisser sur celle-ci pour le hisser sur le champ de glace.

Dans le cas de forte gelée, il faut se hâter de conduire le glaçon à la place qui lui est assignée, faute de quoi la gelée le fixe et il devient ensuite très difficile de le remettre en mouvement.

Il convient d'arroser abondamment la piste dont on veut renforcer l'épaisseur. Les intervalles entre les glaçons rapportés sont remplis de neige et arrosés d'eau afin d'être comblés par la gelée.

On parvint par ce procédé à aménager en deux heures une piste de 32 mètres de long sur 6m,40 de large qui donna le lendemain les mêmes résultats que la piste consolidée avec de la paille.

Le succès de ces procédés dépend de la force de la gelée. Le second exige plus de monde, mais par contre pas de matériaux sinon la glace qu'on prend sur place, tandis que le premier exige le transport d'un poids assez considérable de paille et de fumier. Dans les deux cas, il est bon de jeter du sable sur la piste préparée pour la rendre plus facile à parcourir.

II.

ÉTABLISSEMENT D'UN PONT DE GLACE SUR UN CHENAL NON ENVAHI PAR LA GELÉE.

Nous avons dit plus haut que la largeur du chenal de la Vistule non envahi par la glace variait de 120 à 200 mètres. Le champ de glace de la rive gauche était bien pris au bord du chenal, mais sa surface présentait çà et là des parties faibles et même des endroits découverts. Le chenal charriait. La rive droite n'était pas prise.

Le soin de jeter le pont de glace fut assumé par le 8e bataillon de sapeurs.

L'étendue du champ de glace permettait de découper un glaçon assez grand pour obstruer tout le courant au point de sa moindre largeur, 120 mètres. On résolut d'y amener par conversion un glaçon unique. (Voir *fig.* 4.)

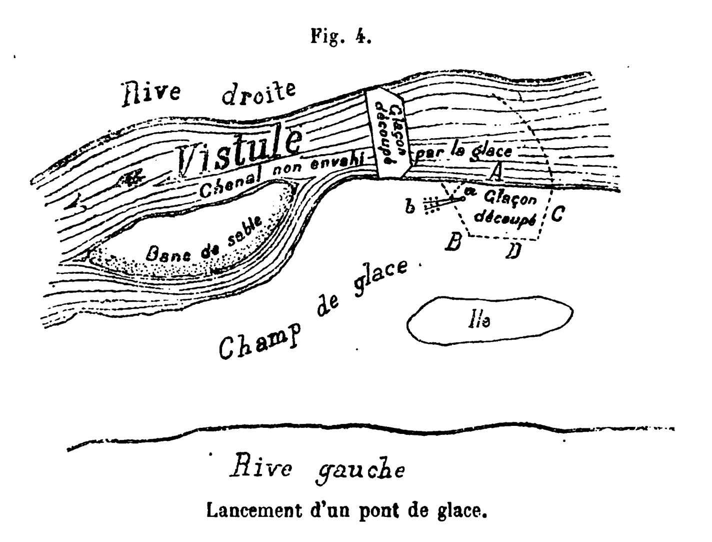
En amont du point choisi, on découpa à la main sur le champ de glace un morceau solide en forme de trapèze dont le plus grand côté avait 150 mètres environ ; c'était le bord tourné vers la rivière A. On lui donna une largeur de 45 mètres environ. La coupure fut exécutée au moyen de pinces, de pics et de pioches, en quatre heures. Si le nombre d'outils avait été plus considérable, on aurait pu augmenter le nombre des travailleurs et par suite la vitesse du travail. Pourtant, il faut tenir compte de la nécessité de ne pas découper le glaçon sur tout son pourtour à la fois, afin d'éviter qu'il ne puisse être entraîné par l'eau prématurément ce qui pourrait empêcher de régler son mouvement et faire manquer l'opération. Il fallait, avant de l'abandonner au courant, lui faire décrire la conversion qui l'amènerait en travers de la rivière.

L'opération aurait été beaucoup plus facile si l'on avait pu placer sur le glaçon lui-même les hommes chargés de le diriger ; mais on ne voulut pas agir ainsi pour une première expérience faite au bataillon, afin d'éviter des accidents possibles. Le glaçon en effet, en heurtant la rive opposée, aurait pu se briser et par suite on aurait risqué de noyer du monde. Tout le travail fut donc exécuté en restant sur le champ de glace.

On découpa d'abord le bord aval B et la petite base D ; le côté C fut découpé le dernier. On avait fixé en *a* dans le glaçon un tronc d'arbre auquel des câbles étaient attachés ; des hommes placés en *b* sur le champ de glace en tenaient les extrémités, retenant ainsi ce côté du glaçon pendant que sa partie amont était poussée vers le courant. On avait eu soin d'arrondir l'angle compris entre les côtés A et B. Grâce à cette précaution, le mouvement de conversion s'accomplit dans de bonnes conditions ; le glaçon vint bien se placer par le travers dans le courant. A ce moment on lâcha les cordes.

La descente se fit sans accident jusqu'à l'endroit voulu. Là, les angles du glaçon vinrent s'écraser d'une part sur la rive droite, d'autre part sur le champ de glace, et le glaçon s'arrêta, On fit immédiatement couler des glaçons plus petits dans les inter-

Fig. 4.



Lancement d'un pont de glace.

valles. Mais il s'était produit d'assez grandes crevasses et il restait des intervalles non comblés. On en resta là pour le premier jour pour ne pas risquer d'hommes sur le pont de glace. La pression de l'eau en amont était considérable et l'on craignait de le voir se rompre. Comme le froid était de — 15° R., on espérait que le pont se consoliderait suffisamment pendant la nuit pour permettre au moins le passage des piétons le lendemain.

Le lendemain matin, le glaçon s'était bien comporté. Il était soudé à la rive droite, et, du coté du champ de glace, les crevasses et les lacunes s'étaient couvertes d'une glace légère qui tremblait sous le poids d'un homme isolé. On plaça des planches sur ces endroits dangereux qu'on put alors franchir sans difficulté.

Le passage était donc établi, mais on avait des inquiétudes pour sa durée, à cause de la grande pression de l'eau qu'augmentait encore un vent soufflant du côté amont. On fit passer seulement deux demi-compagnies, l'une homme par homme, l'autre à files ouvertes ; elles revinrent ensuite sur le champ de glace.

Le jour suivant, il fut bien prouvé que le pont de glace était solide, car les habitants commencèrent à l'utiliser et à y faire passer des voitures. Un chemin s'établit tout naturellement en ce point à travers la Vistule. L'expérience avait donc parfaitement réussi. On aurait pu en cas de nécessité absolue passer dès le premier jour, à condition d'employer une quantité suffisante de planches pour le franchissement des crevasses.

La réussite de cette tentative donna l'idée, en vue de diminuer le travail et le temps nécessaires à son exécution, de rechercher dans quelles conditions on pourrait employer les explosifs pour opérer la section du glaçon nécessaire à l'établissement du pont. Cela donna lieu aux expériences décrites dans le chapitre suivant.

III.

SECTIONNEMENT DES CHAMPS DE GLACE AU MOYEN DE MINES SOUS-MARINES.

Les expériences de sectionnement des champs de glace à l'aide de mines sous-marines, furent exécutées pendant l'hiver 1900-1901, par le 8e bataillon de sapeurs. Elles avaient pour but de déterminer :

1° A quelle distance il convient de placer les mines l'une de l'autre, pour obtenir une longue crevasse continue, tout en évitant une destruction trop grande de la glace;

2° La charge minimum nécessaire et la charge la plus avantageuse ;

3° A quelle profondeur il convient de placer les mines ;

4° S'il est nécessaire pour produire une crevasse de placer les mines selon une ligne ininterrompue, ou s'il est possible de se borner à placer une série de groupes de mines séparées par un certain intervalle, la crevasse continuant à se produire entre chaque groupe ;

5° Comment il convient de provoquer l'explosion des groupes de mines ;

6° Enfin établir si l'emploi des mines est applicable, et mettre en lumière par la pratique les avantages et les inconvénients qu'il peut présenter.

Il s'agissait, en somme, de produire à travers le champ de glace une longue crevasse dans la direction voulue, sans détruire la glace et sans compromettre la solidité du glaçon ainsi détaché. Cette dernière condition était de la plus grande importance. En effet, dans le lancement d'un pont de glace, le glaçon lâché dans le courant, souvent rapide et tortueux, est exposé à subir contre les bords des chocs violents qui, s'il était déjà tant soit peu désagrégé par des crevasses, finiraient de le briser. Un pareil accident rendrait inutile tout le travail précédemment exécuté et obligerait à le recommencer.

Par suite, il convient de sectionner le glaçon à détacher aussi près que possible de l'étranglement du chenal où l'on veut jeter le pont, et éviter avec le plus grand soin d'y produire des crevasses. La puissance des mines ne devait donc pas, *à priori*, être considérable ; elle devait juste suffire à provoquer un soulèvement du champ de glace dans la direction voulue, de manière à amener la production d'une crevasse suivant la crête du soulèvement.

Première expérience. — Mines de 2 kilogrammes de poudre. — Partant de ces principes, on exécuta une première expérience avec des mines chargées de 2 kilogrammes de poudre.

Dans le but de déterminer l'intervalle le plus avantageux à laisser entre chaque fourneau, une série de 10 fourneaux fut disposé avec les intervalles suivants d'un fourneau à l'autre :

1m,50	10 fourneaux sur une longueur de 35m,20.
2m,10	
2m,70	
3m,30	
3m,90	
4m,50	
5m,10	
5m,70	
6m,40	

On employa la mise de feu électrique simultanée. La rivière avait une profondeur variant de 3 mètres à 4m,50 ; la vitesse du courant en été y est de 1m,15. Les charges furent lancées sous la glace au moyen de rubans de 2m,20 de longueur, si bien qu'on peut admettre que, sous l'influence du courant, elles se trouvaient à 1 mètre au-dessous de la glace. L'épaisseur de celle-ci variait de 0m,20 à 0m,33, et était de 0m,25 en moyenne.

Il fallut trois quarts d'heure à 10 travailleurs, dont 5 artificiers et 5 auxiliaires disposant de 3 pinces[1] et 2 pelles, pour préparer les 10 fourneaux.

Le résultat fut le suivant : tous les fourneaux donnèrent un entonnoir de 3 mètres de diamètre où la glace fut brisée en morceaux, mais non projetée hors de l'entonnoir. Les entonnoirs des 5 premiers fourneaux se recoupaient ; entre les 5e, 6e, 7e et 8e fourneaux la glace était brisée ; entre les trois derniers la glace n'était pas brisée, mais présentait d'importantes crevasses. De la ligne des entonnoirs partaient du côté du milieu de la rivière 5 crevasses transversales, longues de 4 à 7 mètres à partir du centre de la ligne des entonnoirs ; du côté de la rive il n'y avait pas de crevasses transversales. (Voir *fig.* 5.)

A partir des fourneaux extrêmes se prolongeait, selon la direction de la ligne des fourneaux, une crevasse sur une longueur de 33 mètres en amont, de 45 mètres en aval ; mais cette crevasse s'infléchissait vers la rive, à mesure qu'elle s'éloignait des entonnoirs.

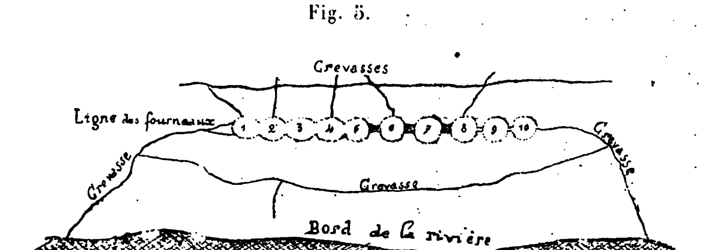
Parallèlement à la ligne des fourneaux, du côté du milieu de

---

[1] Il est prudent d'attacher une corde à la pince parce que, quand on frappe fortement la glace, il arrive souvent que la pince échappe des mains et va au fond.

la rivière à une distance de 4 à 5 mètres du centre des entonnoirs, courait une crevasse s'étendant à chaque extrémité 3 mètres plus loin que la ligne des fourneaux.

Fig. 5.



Du côté de la rive existait une crevasse analogue à une distance de 7 à 8 mètres du centre des fourneaux ; elle recoupait les extrémités recourbées vers la rive de la crevasse centrale.

Toutes ces crevasses étaient larges seulement d'un peu plus d'un centimètre, mais nettes, si bien que l'eau jaillit tout du long à la surface de la glace.

On peut conclure de cette expérience que la glace avait été soulevée par une vague, dans le sens de la ligne des fourneaux, le sommet de cette vague correspondant à la crevasse médiane et ses bords aux deux autres crevasses parallèles à la précédente. La largeur de la vague était donc de 10 à 14 mètres et sa longueur de 110 mètres ; si l'on tient compte du retour vers la rive des extrémités de la crevasse centrale, la longueur utile de celle-ci était d'environ 70 mètres, et comme la ligne des fourneaux n'occupait que 32 mètres, on avait obtenu par inertie une crevasse de longueur à peu près égale, c'est-à-dire que la longueur utile de crevasse obtenue était double de celle de la ligne des fourneaux.

La largeur de glace détruite, en comptant outre les entonnoirs l'espace compris entre les crevasses transversales, était de 7 mètres environ. Cette donnée est d'une grande importance dans l'appréciation de la distance à ménager entre le bord libre du champ de glace et la ligne sur laquelle on place les four-

neaux ; elle établit qu'il faut que cette distance soit supérieure de 5 ou 7 mètres à la largeur du glaçon qu'on veut détacher.

En somme, les données résultant de cette expérience sont résumées ci-après. Elles montrent :

1° Qu'il suffit de placer des charges de 2 kilogrammes à 6^m,40 les unes des autres ;

2° Qu'en les immergeant à 1 mètre sous la glace, elles donnent des entonnoirs et des crevasses continues ;

3° Que les groupes de fourneaux peuvent être séparés par des intervalles de 40 mètres et qu'en ce cas la crevasse continuera à se produire entre eux ;

4° Qu'il faut produire l'explosion simultanée des groupes pour qu'il ne se forme qu'une seule vague et que les extrémités des crevasses se rejoignent et ne se recourbent pas vers la rive.

5° Qu'il faut ménager, entre le bord libre du champ de glace et la ligne où l'on place les fourneaux, un espace supérieur de 5 à 7 mètres à la largeur du glaçon que l'on veut détacher.

Deuxième expérience. — Mines de 1200 grammes de poudre. — Une seconde expérience fut faite immédiatement après avec des charges de 1200 grammes de poudre afin de diminuer autant que possible la destruction de la glace. Les charges furent placées dans le même ordre et aux mêmes intervalles que précédemment. Voici quel en fut le résultat :

Les entonnoirs avaient, comme dans la première expérience, trois mètres de diamètre. Ceux des quatre premiers fourneaux se recoupaient ; la glace était brisée en morceaux entre les trois fourneaux suivants ; entre les huitième et neuvième fourneaux elle était peu brisée ; entre les neuvième et dixième fourneaux s'était produite une fissure importante. La glace brisée avait été en partie projetée hors des entonnoirs. Il y avait du côté du milieu de la rivière six crevasses transversales de trois à quatre mètres de longueur ; du côté de la rive, il ne s'en était pas produit.

Une crevasse existait dans le prolongement de la ligne des fourneaux ; elle était longue en amont de 27 mètres, en aval de 31 mètres, et allait en se recourbant vers la rive.

Parallèlement à la ligne des fourneaux s'étaient produites deux crevasses : l'une, du côté du milieu de la rivière, à une distance

de quatre mètres du centre des entonnoirs ; l'autre, du côté de la rive, à une distance de six mètres.

La largeur de glace détruite était de dix mètres environ. La longueur totale de la crevasse selon le sommet de la vague produite par l'explosion était de 90 mètres, et sa partie en ligne droite avait 75 mètres de long.

En somme les résultats étaient sensiblement les mêmes avec les charges de 1200 grammes qu'avec celles de deux kilogrammes. Pourtant il sembla étrange que la glace brisée fût projetée hors des entonnoirs par la charge la plus faible. La profondeur de la rivière, mesurée, se trouva un peu plus faible, mais si peu, que cela ne pouvait fournir une explication.

On fit alors exploser deux nouvelles charges de 1200 grammes, placées à un intervalle de $5^m,40$ et à une profondeur de $0^m,60$ seulement. Les entonnoirs n'eurent alors que $1^m,60$ de diamètre et la glace brisée ne fut pas projetée. Les deux entonnoirs étaient réunis par une crevasse.

En somme la deuxième expérience avait prouvé :

1° Qu'il suffit de placer les charges, qu'elles soient de 1200 grammes ou de deux kilogrammes de poudre, à un intervalles de $6^m,40$ l'une de l'autre ;

2° Que des charges de 1200 grammes suffisent à briser de la glace de 25 centimètres et même de 33 centimètres d'épaisseur ;

3° Qu'avec une profondeur de $4^m,50$ il suffit de placer les charges à une profondeur de $0^m,60$ au-dessous de la glace ;

4° Que les groupes de charges peuvent être distants de 45 mètres environ l'un de l'autre ;

5° Qu'il faut faire exploser les groupes simultanément.

Le résultat obtenu avait été à peu près le même que dans la première expérience.

Ces deux expériences ne suffisent pas à renseigner d'une manière complète sur les conditions dans lesquelles on doit recourir à la poudre pour détacher un glaçon d'un champ de glace. Pourtant il en découle quelques données positives :

a) Il suffit de fourneaux de 1200 grammes pour briser de la glace de $0^m,33$ d'épaisseur ;

b) Les fourneaux peuvent être espacés de $6^m,40$, et les groupes de fourneaux être séparés par un espace de 40 à 45 mètres;

c) Il faut recourir à une mise de feu simultanée de tout le dispositif;

d) La largeur de glace désagrégée par l'explosion est de 10 mètres environ, et il convient d'augmenter de cette dimension la distance de la ligne des fourneaux au bord libre de la glace;

e) 10 hommes peuvent, s'ils disposent de charges et d'un réseau de fils conducteurs préparés à l'avance, placer en trois quarts d'heure une dizaine de charges.

CONCLUSION

Les expériences que nous venons d'exposer ne pourront peut-être pas souvent être répétées en France. Il est par conséquent d'autant plus intéressant d'en connaître le résultat.

Elles montrent que la glace donne parfois elle-même le moyen d'obvier à l'impossibilité d'employer les équipages de pont sur les rivières qui charrient. Elles montrent surtout qu'avec des précautions et des travaux relativement peu considérables, on peut rendre praticable une glace en apparence trop faible pour porter.

Nous souhaitons vivement que ces données ne soient pas perdues de vue; elles permettent en effet de partir, la cas échéant, de bases positives pour l'exécution d'expériences destinées à les compléter et à les préciser encore davantage.

Capitaine A. NIESSEL.



LA

GUERRE DE LA SUCCESSION D'AUTRICHE

(1740-1748).

CAMPAGNE DE 1741-1743.

OPÉRATIONS MILITAIRES DANS LA HAUTE-AUTRICHE ET EN BAVIÈRE.

IX.

LES AUTRICHIENS EN BAVIÈRE.

On avait, pour ainsi dire, porté en triomphe l'officier, le colonel comte Kuefstein, que Khevenhüller avait envoyé à Vienne pour annoncer à Marie-Thérèse la capitulation de Linz, et l'enthousiasme de la population de la capitale était devenu presque du délire, lorsqu'on reçut la nouvelle des succès remportés par Bärnklau En Bavière, au contraire, la consternation était si générale, si profonde, les craintes si vives, que l'élection de Charles-Albert y fut accueillie avec l'indifférence la plus absolue et ne put réussir à dissiper, même momentanément, les alarmes et le désespoir de ses sujets.

Quant à Marie-Thérèse, précisément parce qu'elle pouvait désormais envisager l'avenir avec plus de confiance, elle n'avait pas attendu les victoires de Khevenhüller et les progrès de Bärnklau pour protester, dès le 3 janvier, contre le résultat d'une élection dont elle n'entendait reconnaître la validité qu'à condition qu'elle

[1] Voir les livraisons de 1897, 1899, 1900 et 1902.

se fit en pleine et entière conformité avec les stipulations de la Bulle d'Or.

Malgré l'immense satisfaction d'amour-propre que lui avait fait éprouver la proclamation du vote de la Diète de Francfort, Charles-Albert, aussi peu rassuré que ses sujets, n'avait pu parvenir à chasser de son esprit les tristes pensées, les sombres pressentiments qui l'obsédaient. Frédéric II avait eu beau rentrer en campagne, ses troupes envahir la Moravie, Schwerin faire capituler Olmütz, Khevenhüller n'en continuait pas moins à menacer ses États héréditaires, et le nouvel empereur n'en songeait que d'autant plus tristement aux dangers qu'ils couraient. Il constatait avec désespoir qu'il lui était impossible de les mettre à l'abri de l'invasion, et dans son découragement il en venait même à douter, non sans raison, de l'efficacité de la diversion que Frédéric avait d'ailleurs entreprise, non pas parce qu'il tenait à venir en aide à ses alliés, mais parce qu'il lui importait, à lui personnellement, de mettre un terme aux progrès des Autrichiens qui, en s'accentuant davantage, pouvaient devenir une source de dangers pour ses récentes conquêtes.

Frédéric avait du reste mis des conditions à son concours, exigé et obtenu le commandement des Saxons et du corps de Polastron [1]. Une défaite complète des Franco-Bavarois pouvait avoir pour lui des conséquences incalculables, que son intervention seule était de nature à conjurer. Enfin, en se donnant l'apparence de se dévouer pour Charles-Albert, il comptait bien se faire payer chèrement le service qu'il allait lui rendre et se faire octroyer de nouveaux agrandissements [2].

---

[1] *Correspondance politique*, n° 664. A Belle Isle, Potsdam, 16 janvier 1742. « J'avertis d'avance qu'un roi de Prusse ne sert pas en subalterne et qu'il doit commander où il se trouve... ».

[2] *Correspondance politique*, n° 665. Au conseiller privé de guerre de Klinggraeffen, à Mannheim. Potsdam, 15 janvier 1742. « ... Pour d'autres prêts d'argent, je ne pourrai le faire sans avoir de sûretés entières, quoique cela se puisse faire en secret entre moi et le roi de Bohême, et on trouvera alors assez de moyens pour habiller la possession du cercle de Königgrätz que je demande pour hypothèque. Vous insinuerez tout cela d'une manière convenable au roi de Bohême et j'en attends la réponse au plus tôt... Il me semble que le service signalé que je viens de rendre au roi de Bohême en tâchant de le tirer d'un si grand embarras, mérite quelque reconnaissance. »

Le lendemain, 16 janvier, il prescrit à Podewils de recommander à Kling-

Bien que Frédéric ait refusé de se porter, comme Broglie le lui demandait, sur Tabor et Neuhaus, de prendre pour objectif l'armée autrichienne de Bohême, bien qu'il ait persisté à opérer sur la Moravie, la diversion qu'il allait exécuter avait suffi pour faire renaître les inquiétudes des ministres de Marie-Thérèse, pour les amener à penser que, sans renoncer pour cela à donner suite au projet d'invasion de la Bavière, il importait cependant de retirer à Khevenhüller quelques régiments qu'on enverrait renforcer l'armée du prince Charles.

Tout en procédant, au fur et à mesure de ses progrès, à la reconstitution sur des bases nouvelles de l'administration de la Haute-Autriche, Khevenhüller n'avait cessé de prendre les dispositions qui devaient permettre à son armée victorieuse de continuer sa marche sur la Bavière. Dès le 26, il avait poussé sur Schärding, où arriva, 48 heures plus tard, le général Kalkreutter avec un régiment de dragons et tous les hussards, et fait savoir à Bärnklau que, dès que cette avant-garde aurait atteint les bords de l'Inn, il aurait à détacher du monde sur Straubing et Ratisbonne. Le lendemain 27, la cavalerie de l'armée, formée sur deux colonnes, alla par Efferding sur Passau, et par Lambach sur Braunau. L'infanterie la suivit dans la même formation et dans les mêmes directions le 28.

Le 26, Khevenhüller partait de Linz pour Passau avec Bärnklau, venu à son quartier général pour faire son rapport. Le 27, il sommait les commandants des deux seuls points encore au pouvoir des Bavarois, Braunau et Straubing, de lui rendre immédiatement ces places. Le 29, il présentait à Peuerbach au grand-duc de Toscane, sur le point de retourner à Vienne, les résolutions auxquelles il venait de s'arrêter, et lui exposait les raisons pour lesquelles il croyait indispensable de « se rendre maître de Straubing, afin de tenir un front de Passau jusqu'à Ratisbonne[1] » et de couvrir et d'appuyer sa droite. Enfin le 31, il donnait à ses généraux, qu'il avait réunis autour de lui à

---

græffen de bien faire remarquer : « Que je ne prétends garder ce district (Königgrätz) que pour la sûreté du remboursement de l'argent que j'avance au roi de Bohême ; qu'il ne sera démembré ni aliéné pour jamais de ce royaume, mais *qu'en tout cas je le posséderai à titre de fief...* »

[1] *Kriegs Archiv* (Feld-Acten Bavière), 1742. Khevenhüller à la reine, Passau, 31 janvier 1742, I, 46.

Passau, ses ordres pour la continuation de la marche sur la Bavière. Son armée devait faire front à Munich et s'établir, la droite au Danube et à l'Isar, la gauche à l'Inn entre Schärding et Braunau, pendant que le feld-maréchal-lieutenant Stentsch, commandant des troupes en Tyrol, recevait l'ordre de prendre Reichenhall et de se relier à sa gauche.

Comme les commandants de Straubing et de Braunau avaient fait savoir qu'ils avaient demandé des ordres à Munich, comme d'autre part il avait appris, le 28 janvier, que le feld-maréchal-lieutenant Raymond se portait avec les deux régiments de cavalerie qu'il avait amenés de Bohême, de Straubing sur Braunau, Khevenhüller avait jugé utile d'établir devant Straubing le général Kalkreutter avec tous les hussards et deux régiments de dragons, soutenus par quelques détachements d'infanterie et quelques canons.

Le 31 janvier, Bärnklau lui mandait que les Pandours du major Trenck avaient passé l'Isar, pris pied à Plattling où il les avait fait soutenir par 300 hussards et 500 fantassins.

Croyant savoir que quatre régiments de cavalerie bavaroise s'étaient repliés à la seule nouvelle de l'approche des Pandours, Bärnklau avait conçu le projet de passer l'Isar à Plattling avec son corps et de s'étendre par Landau jusqu'à Dingolfing.

Les Bavarois pliaient et cédaient le terrain partout, sans même essayer de résister. Törring, que les Autrichiens n'avaient pas pu poursuivre après l'affaire de Schärding, avait profité de ce répit pour laisser à ses lieutenants, qui y parvinrent du reste, le soin de se rallier à Burghausen et de faire « ramasser leurs soldats » qui s'étaient débandés, et pour se rendre de sa personne à Munich, où il resta jusqu'au 10 février.

N'ayant plus la moindre confiance dans la solidité de ses troupes, il avait résolu de se replier derrière l'Isar et laissé en partant l'ordre au feld-maréchal-lieutenant Morawitzky de ramener son infanterie par Wasserburg et Haag à Freysing, où il opérerait sa jonction avec la cavalerie de Raymond qui revenait sur ce point par Straubing et Landshut.

Le 3 février au matin, au moment où Khevenhüller se disposait à faire attaquer Braunau, le colonel bavarois, qui commandait dans cette place, l'évacua sans qu'on s'aperçut de son départ et ramena son régiment par Alt-Otting et Haag à Munich, tandis

que le 4, Burghausen ouvrait ses portes à quelques hussards du lieutenant-colonel Menzel.

Bärnklau, de son côté, s'était établi sur l'Isar, à Plattling, Landau, Dingolfing, Deggendorf et Landshut.

Vers la mi-février, les troupes autrichiennes occupaient les positions suivantes : l'avant-garde tenait la ligne Deggendorf, Dingolfing, Ampfing et gardait le secteur du Danube entre Deggendorf et Passau pour se mettre à l'abri de tout mouvement venant de Bohême. Le feld zeugmeister Wurmbrand commandait les cantonnements le long du Danube; le général Bärnklau, posté sur l'Isar jusqu'à Dingolfing, se soudait au général Palffy qui, établi de Frontenhausen à Saint-Veit, se reliait, sur ce point, au cordon établi par le général Bernes jusqu'à l'Inn.

Le lieutenant-colonel Menzel, après avoir occupé Burghausen le 9 février, avait poussé sur Wasserburg, où il ne trouva personne et continua de là vers Munich. Mais le dégel, en arrêtant la marche de sa grosse artillerie, avait obligé Khevenhüller, dont le quartier général vint à Braunau le 6 février, puis un peu plus tard, à Landshut, à remettre à plus tard le commencement du siège de Straubing.

Pendant ce temps la tournure, de plus en plus favorable, prise par ses affaires en Italie,avait permis à Marie-Thérèse d'informer Khevenhüller qu'elle comptait le faire soutenir par les troupes régulières et irrégulières qu'elle avait eu l'intention d'envoyer de l'autre côté des Alpes, dont une partie était déjà en route et auxquelles elle allait donner l'ordre d'exécuter, par le Tyrol, une diversion contre la Bavière. Bien qu'il n'y eût encore à hauteur de Brixen que 3,000 hommes des confins militaires, bien que le reste de ces troupes ne dût arriver en Tyrol, les premières que le 22 janvier, les autres du 8 au 28 février seulement, la reine, loin d'attendre que toutes ces troupes y fussent rassemblées, envoya, aux 3,000 hommes déjà présents à Brixen l'ordre de se diriger sur Innsbruck et prescrivit au feld-maréchal-lieutenant Stentsch de les y tenir jusqu'à l'arrivée du régiment Daun qui devait atteindre cette ville au plus tard dans quelques jours, puis de pénétrer aussitôt en Bavière, de s'emparer des points principaux et de se conformer en tout point aux instructions que Khevenhüller lui ferait tenir.

Le 1er février, le feld-maréchal avait en effet envoyé à Stentsch

un de ses officiers porteur de l'ordre lui enjoignant d'enlever Reichenhall. Entre temps, et dès que la chute de Braunau et de Burghausen lui eut donné la ligne de l'Inn, il avait poussé par Traunstein sur Kufstein le lieutenant-colonel Szilagyi qu'il chargea, avec 500 hussards, de faciliter la marche de Stentsch qu'on s'efforçait naturellement de tenir secrète. Le 9 février, Stentsch, parti d'Innsbruck la veille, prenait le commandement des troupes réunies à Kufstein.

Il n'y avait plus sur la frontière bavaroise, depuis le retrait des 13 bataillons et des 19 escadrons, envoyés les uns à Ségur, les autres rappelés sur l'Inn, que des milices et des chasseurs établis au château d'Auerburg, à Murau, à Nussdorf, Hohen-Schwangau et Füssen.

Le 11 et le 12 février, après avoir occupé Auerburg, que le commandant bavarois évacua à la première réquisition, les troupes de Stentsch franchirent la frontière du Tyrol sur deux colonnes. L'une, celle de droite, sous les ordres du général de Lannoy (forte d'environ 4,000 hommes) entra, sans rencontrer la moindre résistance, le 14 à Traunstein. L'autre, celle de gauche, conduite par le feld-maréchal-lieutenant Stentsch poussa, le 13, sur Neu-Beuern et Rosenheim, où le lieutenant-colonel Szilagyi arrivait de son côté le 14. A partir de ce moment toute la partie de la Bavière au sud du Danube, à l'est de la ligne Deggendorf—Dingolfing—Ampfing—Rosenheim, et à l'exception de quelques points tels que Reichenhall, était tombée tout entière, et pour ainsi dire sans coup férir, au pouvoir des troupes de Khevenhüller.

Quant aux milices bavaroises, elles avaient disparu et s'étaient débandées à l'approche des Autrichiens.

Mais, pendant que Khevenhüller faisait des progrès incessants en Bavière, au moment où l'on pouvait déjà prévoir l'occupation prochaine de Munich, l'horizon s'était de nouveau assombri en Bohême et en Moravie à partir du jour, où déchirant l'acte de Klein-Schnellendorf, rompant, parce que son intérêt le lui commande, ce qu'il affectait d'appeler négligemment « cette espèce de trêve avec les Autrichiens » [1], Frédéric II avait recommencé

---

[1] Frédéric II, *Histoire de mon Temps.*

les hostilités. Il ne sera pas inutile de rappeler que, au moment où le roi de Prusse concentrait sur Olmütz toutes les forces qu'il avait en Silésie, en Bohême et dans le comté de Glatz et se disposait à rentrer en ligne, la principale armée de Marie-Thérèse se tenait aux environs de Budweis, face à Broglie, établi à Pisek, et que Lobkowitz, posté à Iglau, avait devant lui les Saxons de Rutowski et la division française de Polastron.

Vers la fin de janvier, dès qu'on reçut à Vienne la première nouvelle de la marche des Prussiens, Marie-Thérèse avait, en présence de l'affolement de ses conseillers, consenti à donner, aux trois régiments qu'on avait dirigés de la Bohême sur Linz pour renforcer Khevenhüller, l'ordre de revenir sur Budweis [1]. D'accord avec le Grand-Duc qui désapprouvait cette mesure, le feld-maréchal avait aussitôt supplié la reine de lui laisser ces régiments en insistant sur le fait qu'il avait plus que jamais besoin de cavalerie et qu'en le privant de cette arme, si nécessaire en Bavière, on risquait non-seulement d'arrêter sa marche, mais de compromettre le résultat de ses opérations [2].

Mais, avant même qu'elle eût reçu la lettre de Khevenhüller, la reine avait dû, cédant aux sollicitations et aux craintes de son entourage, se décider à réunir à Vienne, le 28 janvier, un grand conseil de guerre dont, heureusement pour elle, Marie-Thérèse eût l'énergie et le sang-froid de ne pas accepter les résolutions aussi dangereuses que timorées.

Sans prendre la peine d'examiner et de se poser la question de savoir si Frédéric se contenterait d'attaquer Brünn ou s'il allait, après avoir opéré sa jonction avec les Saxons, vouloir entrer dans la Basse-Autriche, le conseil avait déclaré que l'armée du prince Charles devait à tout prix s'opposer aux entreprises du roi. Sans se prononcer d'une manière formelle sur le choix et la nature des moyens à employer à cet effet, la majorité des membres de ce conseil, auquel avaient assisté les feld-maréchaux Königsegg, Neipperg et Harrach, les généraux de cavalerie Liechtenstein et Batthyany et le chancelier de Bohême

---

[1] *Kriegs Archiv* (Feld-Acten Bohême). Marie-Thérèse au grand-duc, 17 janvier 1742, I, 45.

[2] *Kriegs Archiv* (Feld-Acten Bavière), 1742 Khevenhüller à Marie-Thérèse, Passau, 1er février 1742, II, 1.

Kinsky, déclara qu'après la prise de Braunau et de Passau, il faudrait arrêter les opérations en Bavière, recommander à Khevenhüller de s'établir en cordon le long de l'Inn, de ne laisser au delà de cette rivière que ses troupes légères et de rapprocher de Vienne ceux de ses régiments dont il pourrait désormais se priver et qu'on se réservait d'envoyer, en cas de besoin, au prince Charles. Le conseil, considérant que les progrès ultérieurs qu'on ferait en Bavière seraient inutiles, qu'il ne s'agissait plus à l'heure présente que de couvrir Vienne et de porter toutes les forces dont on disposait contre Frédéric, avait en somme recommandé à la reine d'affaiblir Khevenhüller, de renforcer le prince Charles et de protéger la Basse-Autriche à l'aide d'un cordon de troupes disposé le long de la March et dans la Haute-Hongrie [1].

Malgré son peu de compétence technique, Marie-Thérèse, guidée par son seul bon sens, avait une fois de plus opposé son énergie, son calme et son sang froid aux terreurs folles et exagérées de ses conseillers militaires. Ne pouvant se décider à abandonner si légèrement ses conquêtes, n'entendant pas renoncer à poursuivre la série de ses succès en Bavière, se refusant à accepter sans autre forme de procès des conseils insuffisamment motivés et des idées en opposition complète avec les siennes, Marie-Thérèse [2], avant de faire connaître ses décisions à ses conseillers, résolut de transmettre les réponses du conseil au prince Charles et à Lobkowitz d'une part, au grand-duc et à Khevenhüller de l'autre.

Si le prince Charles n'osa pas se prononcer et rompre en visière avec le conseil aulique, surtout dans la crainte d'assumer sur lui seul une responsabilité qui l'effrayait, Khevenhüller [3], au contraire, n'hésita pas à combattre avec la plus remarquable netteté, avec des arguments aussi serrés que logiques les conclusions que la reine avait soumises à son appréciation. Dans le mémoire qu'il adressa à la reine, il lui exposa les raisons pour lesquelles il ne pouvait croire à l'existence d'un danger réel et sérieux qui

---

[1] Frédéric II, *Histoire de mon temps*, chap. IV.

[2] *Kriegs Archiv* (Feld-Acten Bohême), 1742. Marie-Thérèse au grand-duc, 27 janvier 1742, I, 45.

[3] *Kriegs Archiv* (Feld-Acten Bavière), 1742. Khevenhüller à Marie-Thérèse, 1er février 1742, II, 1.

menacerait Vienne. Le mauvais temps et l'état épouvantable des chemins qui l'avaient contraint à suspendre ses opérations se chargeraient à eux seuls d'arrêter la marche des Prussiens. Rassurant ensuite la reine sur le spectre, évoqué par le conseil aulique, de l'arrivée imminente d'une nouvelle armée française sur le théâtre de la guerre, lui démontrant l'impossibilité de la prochaine entrée en ligne de ces renforts, lui exposant les raisons pour lesquelles Frédéric n'essayerait ni d'attaquer Vienne ni d'opérer sérieusement contre la Hongrie, lui indiquant les manœuvres, les opérations que son armée et celle du prince Charles auraient à exécuter dans le cas peu probable de l'entrée des Prussiens dans la Basse-Autriche, il terminait en conseillant à la reine de laisser le prince Charles en Bohême, au moins jusqu'au moment ou Frédéric aurait réellement atteint les bords du Danube. Alors, seulement, il pourrait y avoir intérêt à réunir les deux armées pour donner une bataille décisive dans la Haute-Autriche. Enfin, déconseillant tout mouvement contre Frédéric, il pensait qu'il serait utile d'attaquer Rutowski et Polastron et insistait sur la nécessité de couper les communications des Prussiens en Moravie et sur les services que devaient rendre, pour ce genre d'opérations, les insurgés hongrois.

Mais le prince Charles et Lobkowitz avaient, de leur côté, répondu à la reine dans un sens diamétralement opposé. Pour eux, il fallait de suite masser, à Mährisch-Budwitz, les deux groupes de l'armée de Bohême établis l'un à Iglau, l'autre à Budweis, qui, après avoir été renforcés par les troupes tirées de l'armée de Khevenhüller, devaient, soit se porter droit contre les Prussiens, soit empêcher leur jonction avec les Saxons.

En présence de cette divergence de vues, et à la suite de l'arrivée à Vienne du général Philibert envoyé à cet effet par le prince Charles, Marie-Thérèse réunit, le 4 février, un nouveau conseil dans lequel on décida que le prince Charles reprendrait l'offensive. Séduite par l'espoir de voir réussir ce plan qui devait, lui assurait-on, la faire rentrer en possession de la plus grande partie de la Bohême, la reine ordonna dès le lendemain [1] à Khevenhüller de se porter au plus vite, à la tête d'un corps de

---

[1] *Kriegs Archiv* (Feld-Acten Bavière), 1742. Marie-Thérèse à Khevenhüller, Vienne, 5 février 1742, II, 3.

12,000 hommes, par le Haut-Palatinat sur la Bohême, de surprendre et de disperser les 18,000 Français postés entre Pisek, Drasowitz, Strakowitz et Schüttenhofen, et de ne laisser en Bavière que les troupes strictement indispensables pour garder les territoires conquis et couvrir la Haute Autriche.

Sans entrer jusque dans les détails d'exécution de ce mouvement, Marie-Thérèse invitait seulement Khevenhüller à s'entendre avec le prince Charles, à tout mettre en œuvre pour prendre, de concert avec lui, les Français entre deux feux, enfin à lui faire connaître sans délai la direction qu'il comptait suivre lors de sa marche sur la Bohême et à lui communiquer la correspondance qu'il allait échanger à ce sujet avec le prince Charles.

Cette décision n'était pas faite, on le conçoit, pour plaire à Khevenhüller. Moins que jamais convaincu de la nécessité de la manœuvre qu'on voulait lui imposer, moins que jamais disposé à interrompre des opérations qui lui promettaient de nouveaux succès utiles à la cause de sa souveraine et au salut de son pays, il n'hésita pas à représenter à la reine les inconvénients, les dangers des ordres qui venaient de lui parvenir et la presque impossibilité pour lui de les exécuter faute de vivres et de moyens de transport[1]. Il ajoutait d'ailleurs qu'il avait pris ses mesures pour être complètement à l'abri de toute tentative venant de la Bohême et qu'il était sur le point de pousser, le lendemain, sur Wasserburg ses hussards qu'aussitôt après l'occupation de ce point il allait rapprocher de Munich.

Sans attendre davantage et avant même d'avoir été rejoint par les troupes du feld-maréchal-lieutenant Stentsch, Khevenhüller avait en effet résolu d'enlever Munich, où la détresse et la panique avaient abattu les esprits. Il se proposait ensuite, en marchant à cheval sur l'Isar, de redescendre le cours de cette rivière et de s'emparer de Straubing, si cette petite place n'était pas tombée en son pouvoir dans l'intervalle. Enfin après avoir, en passant, parlé des rassemblements qu'on lui signalait dans les cercles de Souabe et de Franconie et de la présence de troupes françaises à Ingolstadt, Khevenhüller s'efforçait, en terminant, de démontrer à la reine que l'ensemble de la situation était loin de présenter le

---

[1] *Kriegs Archiv* (Feld-Acten Bavière), 1742. Khevenhüller à Marie-Thérèse, Braunau, 8 février 1742, II, 5.

caractère de gravité qu'on cherchait à lui attribuer dans le but de lui arracher des ordres qu'elle ne tarderait pas à regretter.

Khevenhüller n'était pas homme à se croiser les bras en attendant des ordres ou une réponse à ses observations. Plus que jamais, il croyait que les actes valent mieux que les paroles, et, pendant que la mission de Pfütschner n'amenait aucun des résultats espérés, que Lobkowitz évacuait Iglau et Neuhaus à l'approche des Prussiens, le feld-maréchal continuait son œuvre et remportait de nouveaux succès en Bavière.

Sachant que Munich était hors d'état de résister; que, depuis la retraite de Törring sur la rive gauche de l'Isar, la capitale de la Bavière n'avait plus pour garnison que la garde urbaine à cheval, quelques miliciens et 500 hommes des bannières rurales, Khevenhüller avait ordonné à sa gauche, sous les ordres de Bernes, de suivre le lieutenant-colonel Menzel qui poussa, avec ses hussards, droit de Wasserburg sur Munich.

Le 10 février, entre 4 et 5 heures, l'un des officiers de Menzel s'y présentait en parlementaire et sommait le commandant de de lui livrer la place. Après avoir opposé un refus à cette première injonction, l'officier bavarois n'hésita plus, dès que Menzel fut arrivé avec ses hussards à la porte de l'Isar, à entamer des négociations qui se terminèrent, le 13 au soir, par la capitulation de la ville. En attendant la ratification de cette convention dont il soumettait les articles à Khevenhüller, Menzel entra le 14 février dans Munich, dont le bourguemestre lui présenta les clefs sur un plat d'argent. Le 17 février, les généraux Bernes et Serbelloni arrivaient à leur tour avec les têtes de colonne de l'aile gauche, et y établissaient leurs quartiers-généraux.

Khevenhüller n'y fit son entrée qu'un peu plus tard, le 27. Il avait tenu, auparavant, à donner une nouvelle leçon à Törring.

Afin d'épargner et de ménager les ressources des localités de la la rive gauche d'un pays sur lequel il s'attendait à devoir faire vivre ses troupes pendant un temps relativement assez long, le feld-maréchal bavarois, bien qu'il ne songeât en aucune façon à s'engager à nouveau avec les Autrichiens sur la rive droite du Danube, avait jugé utile de laisser une partie de son monde au sud de ce fleuve. Son infanterie (10 bataillons et 8 compagnies de grenadiers) se tenait à Vohburg, Neustadt,

Pföring, Kehlheim et Abensberg, couverte par ses 17 escadrons qui s'étaient échelonnés le long de l'Abens et le reliaient avec Ingolstadt, dont les Français avaient fait leur place d'armes.

Le 13 février, au cours d'une inspection que Törring fit de ses postes de l'Abens, il trouva que les cinq escadrons de cuirassiers qu'on avait mis à Mainburg (sur la rive droite de l'Abens), y étaient trop en l'air; il les ramena immédiatement en arrière, en ordonnant toutefois, comme il lui importait de conserver Mainburg, de mettre, dès le lendemain, de l'infanterie dans les deux châteaux de Sandlzhausen et de Ratzenhofen, en amont et en aval de Mainburg, et des dragons à Mainburg. Cet ordre venait à peine d'être exécuté, les dragons, auxquels on avait recommandé de faire bonne garde et défendu de desseller leurs chevaux, étaient à peine installés à Mainburg, que Bärnklau réussissait à faire surprendre et à enlever ces trois postes par ses hussards et par les Pandours de Trenck. L'officier, qui commandait la petite garnison bavaroise (100 hommes) de Sandlzhausen, essaya vainement de se mettre en retraite sur Geisenfeld. Ses soldats se débandèrent et jetèrent leurs armes dès qu'ils aperçurent quelques pelotons de hussards. Les 500 cuirassiers, établis à Geisenfeld et que leur colonel voulait replier sur Ingolstadt, imitèrent l'exemple des fantassins. Informée à Sandlzhausen de la présence de 150 dragons à Mainburg, l'avant-garde des hussards s'y porta si vivement que les dragons, absolument surpris, eurent à peine le temps de remonter à cheval. Les hussards, en les poursuivant jusque vers Schönburg, bousculèrent et culbutèrent quatre compagnies de cuirassiers et obligèrent une autre compagnie de ce même régiment qui s'était enfermée dans le cimetière d'Hannsbach à mettre bas les armes. La garnison de Ratzenhofen opposa seule un semblant de résistance et ne capitula que dans la nuit.

Deux étendards, près de 300 hommes et une partie des bagages de Törring étaient tombés entre les mains des hussards.

Bärnklau aurait voulu pousser plus avant encore, le 15; mais force lui fut de donner un peu de repos à ses hussards qui, pour exécuter ce brillant coup de main, avaient fait une marche forcée et presqu'ininterrompue de 48 heures, et de se borner à établir ses cuirassiers à Pfaffenhausen. Du reste, l'effet produit par cette

surprise avait été si considérable que Törring tint ses troupes sur pied pendant toute la nuit du 14 au 15 ; que, dès le lendemain, il rassembla tout son monde à Neustadt, repassa définitivement sur la rive gauche du Danube et brûla, le 17, le pont qui avait servi au passage de ses troupes. Le coup de main de Mainburg avait donc eu pour conséquence l'évacuation totale de tous les territoires situés sur la rive droite du Danube. La ligne de l'Isar était tout entière au pouvoir de Khevenhüller qui se proposait maintenant d'en finir avec Straubing. Plus à l'Ouest, les hussards de Menzel avaient déjà poussé, dans la journée du 15, jusqu'aux bords du Lech.

Sans revenir à nouveau sur la mission confiée à Pfütschner, sur les négociations infructueuses menées par Robinson et par lord Hyndford, nous nous bornerons à rappeler ici qu'à la suite de la conférence de Dresde, Frédéric avait procédé, dans les premiers jours de février, à l'exécution du mouvement sur le sud de la Moravie, mouvement auquel il songeait déjà depuis assez longtemps ; que, le 10 février, Polastron et les Saxons de Rutowski avaient opéré, sur la ligne Gross-Meseritsch—Gross-Bittesch, leur jonction avec son armée, et que le 12, après s'être porté avec toutes ses forces jusqu'à hauteur de Trebitsch et de Budischau, le roi avait poussé sur Iglau un corps sous les ordres du prince Thierry d'Anhalt et composé de troupes des trois nations, corps à l'approche duquel Lobkowitz s'était replié dans la direction de Neuhaus.

Bien qu'on n'eût pas, comme Frédéric l'espérait, réussi à surprendre Lobkowitz, ce mouvement des alliés n'en faisait pas moins courir de véritables dangers à l'armée du prince Charles, menacée de perdre ses communications avec sa base, avec tous les points d'où elle tirait ses subsistances, ses munitions, d'où elle pouvait recevoir des renforts, et exposée par suite à se voir forcée d'évacuer la Bohême. C'était là ce que Marie-Thérèse voulait éviter à tout prix, et c'est pour cette raison même que, malgré le chagrin qu'elle éprouvait à la pensée de renoncer à la continuation de ses progrès en Bavière, elle écrivit le 15 février à Khevenhüller pour lui dire que force lui était de s'en tenir aux résolutions prises lors du conseil du 4 février, d'insister sur l'envoi, le plus prompt possible, en Bohême de 12,000 hommes

tirés de son armée. Tout en le laissant libre de marcher avec ces 12,000 hommes ou de conserver le commandement en Bavière, Marie-Thérèse ajoutait : « Le salut de ma Maison dépend de l'exécution immédiate de ces mesures ».

En présence d'ordres aussi catégoriques, Khevenhüller n'avait plus qu'à s'incliner, et, comme il tenait à rester en Bavière, « où disait-il, il y avait encore beaucoup à faire[1] », il confia à Mercy d'Argenteau, auquel il adjoignait les généraux Luzan et Kalkreutter, le commandement des quatre régiments d'infanterie allemande, des deux régiments de cavalerie allemande et des 3.000 hommes de troupes irrégulières, ces dernières empruntées au corps du feld-maréchal-lieutenant Stentsch, qu'il allait diriger par Linz sur la Bohême et dont l'infanterie, à l'exception du régiment Grünne, stationné dans la Haute-Autriche, allait être transportée sur des radeaux. Trois jours plus tard, le 22 février, le mouvement ordonné par Khevenhüller était déjà en voie d'exécution. Obligé par le mauvais état des chemins à différer l'attaque de Straubing, le feld-maréchal, qui s'était entre temps appliqué à remettre Passau et Oberhaus en bon état de défense, à y réunir deux mois de vivres, et qui avait fait établir des têtes de pont à Deggendorf et à Plattling, avait encore une fois, mais infructueusement, tenté de faire revenir la reine sur ses résolutions, en insistant sur les dangers auxquels on s'exposait en affaiblissant sa petite armée, précisément au moment où il n'était plus possible de douter de l'entrée en ligne, dans un avenir assez rapproché, d'un nouveau corps français[2].

Renonçant, en présence du nouveau refus de la reine à faire accepter ses idées, en même temps qu'il informait Marie-Thérèse que les troupes de Mercy d'Argenteau seraient toutes rendues à Linz le 12 mars au plus tard et qu'il lui faisait part de son

---

[1] *Kriegs Archiv* (Feld-Acten Bavière), 1742. Khevenhüller à Marie-Thérèse, Landshut, 19 février 1742, II, 14.

[2] *Kriegs Archiv* (Feld-Acten Bavière), 1742. Khevenhüller à Marie-Thérèse, Landshut, 22 février 1742, II, 17 et Marie-Thérèse à Khevenhüller, Vienne, 25 février 1742, II, 20. La reine lui répondait que la cour de Versailles avait en effet demandé à faire passer 20,000 hommes par la Souabe, mais qu'aucun corps français n'avait encore franchi le Rhin, qu'il n'y avait que peu de troupes en Alsace ; enfin que l'armée française de Westphalie, aux ordres de Maillebois, était encore bien loin de la Bavière.

intention de continuer ses opérations, Khevenhüller lui avait demandé à cet effet, l'autorisation de pénétrer sur le territoire de l'empire [1].

Dans les pages qui précèdent, nous avons eu soin d'enregistrer les craintes que, même au cours de sa marche sur Saint-Pölten, Charles-Albert n'avait cessé de concevoir, les inquiétudes que lui avait données la nouvelle de la mise en route des régiments autrichiens tirés de l'armée d'Italie, les lettres pressantes qu'il avait adressées à Belle-Isle, en le suppliant de prier Louis XV de songer à la protection de ses États presqu'entièrement dégarnis de troupes. Mais si Belle-Islé avait pu le rassurer dès le 3 novembre 1741 et lui annoncer à ce moment que le roi de France réunissait en Alsace 8 bataillons et 9 escadrons (6,000 hommes), prêts à marcher au premier ordre [2], il importe toutefois de reconnaître que, dans les derniers mois de 1741 et les premiers de 1742, le parti de la guerre avait perdu beaucoup de terrain dans les conseils du roi. La plupart des ministres de Louis XV condamnaient la politique qu'on avait cru devoir suivre, et Fleury lui-même en était venu à se demander s'il y avait intérêt à persévérer dans cette voie et à consentir à de nouveaux sacrifices d'hommes et d'argent.

La nouvelle de l'élection de Charles-Albert, apportée à Paris le 27 janvier par le chevalier de Belle-Isle, amena toutefois un revirement immédiat. On résolut aussitôt de réunir et de faire partir 40 bataillons et 30 escadrons qu'on voulait voir arriver à Donauwörth aux environs du 12 ou du 13 mars, et dont le premier échelon, fort de 12 bataillons, devait passer le Rhin dès qu'on aurait pris les dispositions nécessaires pour assurer leur marche à travers les pays de l'empire. En même temps, on avait décidé de combler les vides qui s'étaient produits dans les rangs des corps français de Bohême et de renforcer éventuellement les effectifs de l'armée de Westphalie de Maillebois. Le maréchal

---

[1] *Kriegs Archiv* (Feld-Acten Bavière), 1742. Khevenhüller à Marie-Thérèse, Munich, 28 février 1742, II, 22, et 23 mars 1742, III, 2.
[2] Belle-Isle à l'Électeur de Bavière, Francfort, 3 novembre 1741. (Collection Töpfer.)

de Broglie devait être placé à la tête de l'armée de Bavière, tandis que Belle-Isle irait rejoindre Charles-Albert en Bohême.

Les partisans de la paix ne tardèrent pas d'ailleurs à relever la tête. L'enthousiasme causé par l'élection de Charles-Albert n'avait été qu'un feu de paille, et si l'on n'en vint pas jusqu'à reprendre les ordres donnés, on ralentit ou retarda tellement leur exécution que la tête de colonne du corps de secours franchissait à peine le Rhin à l'époque où, d'après les premières dispositions, ce corps aurait déjà dû être tout entier rassemblé à Donauwörth.

Bien qu'il fut loin d'être satisfait de la manière dont Broglie entendait la guerre, bien qu'il continuât à être de plus en plus mécontent des Saxons, tout en cherchant secrètement à s'entendre avec l'Autriche, Frédéric, envisageant cependant la possibilité d'un refus de la Cour de Vienne, avait eu soin, dès qu'il eut connaissance des nouveaux armements de la France, de se rapprocher du Cabinet de Versailles. Vers la mi-février, il avait fait valoir dans ses lettres à Fleury, tout ce qu'il prétendait avoir fait pour la cause des alliés et, pour mieux convaincre tout le monde de la sincérité de ses intentions, il avait chargé, le 22 février, Valory de faire parvenir à l'empereur Charles VII et à Fleury deux lettres auxquelles il avait joint, sous le titre d' « *Idées de la campagne prochaine* », un plan dont « le succès, écrivait-il à Fleury, n'est pas douteux si l'on prend les mesures à temps et que tout soit bien concerté[1]. » Après avoir évalué sommairement l'effectif total des armées autrichiennes de Bohême et de Bavière, Frédéric exposait ce que, d'après lui, il convenait de faire « pour forcer la Maison d'Autriche d'accepter le partage dont les alliés sont convenus. »

« Il faut, dit-il, que le roi de France envoie une armée de 30,000 hommes bien complète, sous les ordres du plus habile officier de l'armée (M. de Belle-Isle, par exemple), que ce corps s'assemble vers Ulm, qu'il y fasse préparer de grands bacs sur le Danube pour qu'il puisse transporter tout son magasin avec lui, qu'il marche à Donauwörth, qu'il déloge les

---

[1] *Correspondance politique*, n° 703. A l'Empereur des Romains, Znaym, 20 février 1742 ; n° 705, au cardinal de Fleury ; n° 706, à Valory, Znaym, 22 février, et *Idées sur la prochaine campagne*.

Autrichiens de la Bavière et de la Haute-Autriche, et qu'il se rende maître de Passau et de Linz. — On pourra renforcer le corps que commande M. de Broglie de troupes de l'empire, savoir : du Palatin, de Cologne, de Bamberg, et de 6,000 Hessois qu'on pourra avoir si l'on s'y prend bien, ce qui composera, le tout sommé, 30,000 combattants. — Les Saxons, joints à mes troupes, qui se trouvent actuellement sur le bord de la Thaya, font 40,000 hommes.

« Les trois armées, disposées de la façon que je viens de dire, donnent de triples attentions à l'ennemi. S'il forme trois corps pour faire face de toute part, il sera inférieur partout. S'il s'oppose à deux de ces corps, le troisième agira sans opposition et par conséquent obligera la reine de Hongrie d'accepter la paix. L'opération du corps de la Bavière regarde donc la Haute-Autriche, celle du maréchal de Broglie, Tabor, Budweis et Linz, par où il pourra se joindre, suivant le besoin, avec le corps de la Bavière. Mes opérations regardent Brünn, Presbourg et Vienne, si l'ennemi ne vient en force ici et dans ce cas, je ne dois que le contenir, ce qui facilitera aux autres d'exécuter ce projet.

« Il ne s'agit donc que de faire de bons arrangements, de se bien concerter et ensuite d'agir avec vigueur. Je suis dans la ferme persuasion, vu le délabrement de l'armée autrichienne, que ce projet, exécuté, nous donnera la paix au mois de juillet ».

Malgré cela, et la lettre qu'il écrivit le 27 à Belle-Isle est là pour en faire foi, Frédéric était loin d'avoir la belle assurance dont il faisait étalage. Il reconnaissait trop tard la faute qu'il avait faite en négligeant Brünn, et, comme il était obligé de l'avouer à Belle-Isle, il avait « trouvé les affaires plus délabrées qu'il ne les avait crues. »

Ce fut donc avec « une vraie satisfaction » qu'il reçut la lettre que Belle-Isle, qui était accouru à Versailles au commencement de mars, lui écrivit à la suite des deux conseils des 7 et 10 mars 1742, dans lesquels ordre avait été donné à Broglie, dont l'inaction avait été unanimement blâmée, d'opérer de concert avec le roi de Prusse et de se porter, d'accord avec lui, contre les positions autrichiennes de la haute Moldau. Après avoir annoncé à Frédéric que son plan avait été accepté par les ministres du roi, il l'informait de la mise en route de 40 bataillons à effectifs complets et de 30 escadrons, formant

un corps de 35,000 hommes qui serait prêt à entrer en Bavière le 30 avril. Soutenu par 12,000 à 15,000 Bavarois, ce corps avait pour premier objectif la reprise de Passau et de Linz. Belle-Isle ajoutait qu'on avait également décidé de combler les vides que la guerre avait faits dans les rangs de l'armée de Bohême, dont Charles VII prendrait le commandement vers le 15 mai, tandis que Broglie passerait à l'armée de Bavière. Il affirmait au roi que les Saxons continueraient à prêter leur concours à l'armée prussienne après la chute de Brünn, et espérait que, après avoir occupé la Basse-Autriche, Frédéric pousserait sur Presbourg, pendant que l'armée de Bohême, ou partie au moins de cette armée, passerait sur la droite du Danube, afin de rejeter l'ennemi sur Vienne que le roi attaquerait au même moment par l'Est, en débouchant de Presbourg.

A cette dépêche était joint l'ordre de bataille du corps de secours français placé, jusqu'au jour où le maréchal de Broglie viendrait en prendre le commandement, sous les ordres du lieutenant général d'Harcourt[1], et dont le premier échelon d'infanterie passa le Rhin à Fort-Louis le 31 mars, tandis que la dernière subdivision de la 4e division n'en partit que le 20 avril.

La cavalerie (3 divisions) quitta de son côté Landau, du 11 mars au 21 avril.

Se conformant aux conseils de Frédéric, Charles VII avait multiplié pendant ce temps, ses efforts et ses démarches auprès des princes de l'empire. Le 2 mars, il avait passé avec la Maison de Hesse un traité aux termes duquel on s'engageait à lui fournir, contre payement d'une première somme de 90,000 florins et une redevance mensuelle de 30,000, 3 régiments d'infanterie, 1 de cavalerie et 6 bouches à feu, qui quittèrent Cassel le 17 mai.

Des 6 bataillons et des 3 escadrons promis par le Palatin, 2 bataillons et les 3 escadrons étaient rendus à Neuburg dès le 18 février, tandis que les 4 autres bataillons ne rejoignirent Törring que le 2 avril. Charles VII avait en même temps obtenu un bataillon des comtes de l'empire, un de Bade-Durlach et un de

[1] Le lieutenant général de Ravignan, désigné pour exercer le commandement intérimaire, était tombé malade au moment du départ du corps de secours. Il ne rejoignit en Bavière que vers la mi-avril.

la ville de Francfort. Il espérait de plus, depuis que le margrave de Baireuth s'était déclaré pour lui, réussir à tirer de 6,000 à 8,000 hommes du Cercle de Franconie, Enfin il se proposait de porter son régiment de la Garde à 5 bataillons, et de mettre ses grenadiers à cheval en état de rejoindre sous peu l'armée d'opérations. Mais s'il avait jusque-là suivi les conseils du roi de Prusse, il était d'autre part loin de vouloir attribuer aux troupes de l'empire le rôle que Frédéric comptait leur voir jouer. Croyant inutile de secourir Broglie et de renforcer l'armée de Bohême, ne pensant naturellement qu'à la Bavière, Charles VII, voulait réunir ces forces à l'armée de secours que la France lui envoyait et chasser avant tout les Autrichiens de ses États qu'il lui était impossible de parvenir à délivrer avec les 3,800 fantassins et les 2,000 cavaliers, cantonnés sous les ordres de Törring aux environs de Vohburg et de Kehlheim.

Major Z...

(*A continuer.*)



GUERRES DANS LES ALPES[1]

Guerre de la Ligue d'Augsbourg.
1690-1696. — Campagnes de Catinat dans les Alpes.

1690. — *Expédition contre les Vaudois barricadés aux Quatre-Dents. — Dévastations entre la Doire et le Pô. — Victoire de Staffarde. — Catinat prend Château-Dauphin et Suse. — Victor-Amédée reprend Château-Dauphin.*

La guerre était commencée depuis 1687. En 1690, le duc de Savoie, Victor-Amédée II (1675-1730), est encore allié de la France.

Louis XIV vient d'envoyer une armée dans le Milanais. Pour assurer les communications et la sûreté dans ses possessions en Piémont, Exilles, Fenestrelle, Pignerol, il ordonne à Catinat d'exterminer les protestants des Quatre-Vallées, toujours portés à la révolte. Des Vaudois revenant de la Suisse, où ils avaient émigré, avaient forcé le pont de Salbertrand, défendu par le marquis de Larrey, et étaient venus se barricader sur la montagne des Quatre-Dents, au nombre d'environ 500.

A l'ouest du village de Balsiglia, au confluent des torrents qui descendent du col du Pis et du col de Ghinivert, se dresse un contrefort, portant à la base un petit plateau escarpé et à mi-hauteur une espèce de bastion formé par quatre pointes de ro-

[1] Voir la livraison d'avril 1902.

chers appelées les Quatre-Dents. Le versant sud du contrefort est presque inaccessible. Les Barbets s'étaient construit sur le plateau des baraques en bois ; ils avaient entouré leur camp d'une muraille haute de 6 à 7 mètres, dont les approches étaient défendues par une palissade formée de gros mélèzes couchés en long, entre deux rangées de poteaux enfoncés profondément dans le sol ; ils avaient ménagé, entre le mur et la palissade, un chemin couvert dans lequel ils avaient entassé de grosses pierres à rouler. La droite du camp s'appuyait à un corps de garde, la gauche à deux redoutes. Sur un rocher dominant le camp à petite distance, ils avaient remis en état une vieille tour, formée d'épaisses murailles, hautes de 2 mètres ; enfin, ils avaient construit plusieurs réduits aux rochers des Quatre-Dents. Ainsi retranchés, les 500 Vaudois allaient se défendre dans ce poste avec un courage et une opiniâtreté dignes d'admiration.

Catinat fait avancer de la vallée de Pragelas trois régiments, et part lui-même avec 2,500 hommes (le duc de Savoie a fourni 500 hommes). Il forme quatre colonnes : 1° deux régiments se porteront par le col du Pis, sur les hauteurs qui se trouvent en arrière des pointes de rochers, pour les tourner ; 2° 1500 hommes marcheront par la montagne de Ghinivert, à mi-côte, pour attaquer la droite du camp ; 3° 400 dragons se dirigeront contre les deux redoutes de la gauche ; 4° 1500 hommes s'avanceront en réserve par le fond de la vallée.

Les colonnes se mettent en mouvement les 27 et 28 avril ; elles doivent, suivant les ordres, arriver aux emplacements prescrits, dans la nuit du 1er mai. Mais les neiges, encore très épaisses sur ces hauteurs (2,700 mètres), et la pluie, gênent beaucoup leur marche ; le 2 mai, aucune des colonnes n'était encore arrivée. Alors Catinat en forme une cinquième, forte de 700 hommes, qui doit s'approcher de nuit des retranchements. Cette colonne, arrêtée également par les neiges et des rochers escarpés, ne peut pas suivre la direction ordonnée ; cependant, sous la conduite d'un berger, elle prend une autre trace, et, après une marche très pénible et très dangereuse, elle arrive enfin au pied de la palissade ; mais, à cause de la pluie, il est impossible aux assaillants de tirer un seul coup de fusil ; les Barbets, au contraire, bien abrités, tirent à coup sûr et roulent une grande quantité de pierres. Catinat, voyant, après tous les efforts, les

pertes déjà subies : plus de 20 officiers tués ou blessés et 80 soldats tués, fait battre la retraite.

Il établit quelques postes dans les hautes vallées, puis ramène ses troupes à Pignerol. Le contingent piémontais se retire à Turin.

Pendant ce temps, le duc de Savoie, soupçonné de montrer de l'hésitation et de chercher à traiter avec la Ligue, est sommé par Louis XIV de donner des explications catégoriques sur les retards apportés dans l'exécution de ses engagements : remise en gage des places de Turin, Verceil et Verrua.

Catinat se porte alors à Carignan pour observer les mouvements de Turin.

Le marquis de Feuquières, resté à Pignerol, est chargé de renouveler l'attaque du poste des Quatre-Dents. Il part, le 15 mai, de Pignerol, avec six régiments et quelques canons. Il parvient à investir les différentes positions occupées par les Vaudois, les serre de près et fait établir des batteries : une première colonne attaquait le corps de garde ; une deuxième, les deux redoutes ; une troisième remontait les pentes pour tourner les rochers des Quatre-Dents par le nord ; le gros des troupes suivait la vallée. Le 23, le canon ouvre le feu sur les parapets et sur le camp ; la colonne, malgré de grandes difficultés, s'avance au signal convenu donné par le général ; la palissade et le mur sont escaladés, le camp est envahi, mais on le trouve abandonné ; il n'y restait que six blessés. La tour a également été évacuée. Pendant ce temps, la colonne chargée du mouvement tournant avait déjà cerné deux des fortins élevés aux Quatre-Dents ; mais, le soir, des nuages épais s'abattent sur la montagne, et la marche est rendue impossible. Le marquis, averti du premier succès, fait monter des renforts pour faire envelopper complètement la position. Quelques grenadiers s'étant hasardés à s'approcher des fortins non enlevés, y pénètrent sans difficultés ; ils n'y trouvent que quelques Vaudois blessés ; tous les autres, au dire des prisonniers, avaient décampé à la faveur du brouillard. M. de Feuquières, sans perdre de tempe, lance ses régiments à leur poursuite. Malgré la rapidité des marches (24-30 mai), il est impossible de les rejoindre ; ils s'étaient réfugiés dans le vallon des Charbonniers (dei Carbonieri), de l'autre côté de Bobbio, dans une région extrêmement difficile.

Une partie des troupes s'établit ensuite dans la vallée de Saint-Martin, le reste rentre à Pignerol.

Le 2 juin, on apprend qu'un parti de Vaudois a massacré une centaine de montagnards à Pramollo, dans le vallon de Saint-Germain. Des détachements sont de nouveau envoyés à la poursuite ; mais tous les efforts sont inutiles : les barbets sont insaisissables.

Du 6 au 10 juin, ces détachements brûlent les villages des vallées de Saint-Germain et d'Angrogne ; ils enlèvent Lucerne, La Tour et sa citadelle : ils rentrent à Pignerol le 11, et repartent le 12 pour rejoindre l'armée à Carignan.

L'armée se porte alors sur le village d'Orbassano qui est livré aux flammes, puis à Rivoli dont le château est pillé. Les paysans se jettent sur les Français. Catinat, usant de représailles sur les conseils de Louvois, fait pendre ou fusiller tous les habitants surpris les armes à la main. L'armée va ensuite camper aux environs du village de None, pendant dix jours.

Pendant ce temps, les Piémontais réunis sous les murs de Turin sont rejoints par 10,000 Impériaux, et s'avancent à Carignan. Les Vaudois, encouragés par le duc de Savoie, étant venus de nouveau inquiéter nos postes, Catinat envoie contre eux un détachement qui, cette fois, dévaste complétement la vallée du Pellice, entre Lucerne et La Tour, coupe les arbres et les vignes et brûle toutes les maisons. Catinat apprenant la marche des ennemis a rapproché son armée de Carignan pour reconnaître leurs positions. Se voyant inférieur en forces, il se retire le 3 août, pendant la nuit, passe à Pancalieri, petite ville qui est mise à contribution et brûlée, et arrive le lendemain à 10 heures du soir, à Cavour, après une marche de 24 heures. Cette marche est remarquable. Il veut, avant de provoquer ou d'accepter une bataille, s'emparer de la place pour assurer ses communications avec Pignerol. Le 6 août, il fait venir de cette dernière ville deux pièces de siège qui ouvrent aussitôt le feu contre les remparts ; le 7, la ville est emportée, les habitants qui tombent sous la main des soldats sont massacrés ; le 8, le château de la Roche est enlevé ; toute la campagne est livrée à la dévastation.

Dans l'intervalle, des renforts sont arrivés à l'armée qui compte maintenant 19 régiments d'infanterie, 8 de cavalerie et 7

de dragons. De leur côté, les alliés se sont portés à Villafranca pour marcher au secours des places assiégées ou menacées, et resserrer les Français contre la montagne.

Catinat ne les jugeant pas encore assez avancés, va chercher à les attirer. Le 17 août, il lève le camp de Cavour et se dirige sur Saluces, après avoir fait répandre le bruit qu'il veut prendre aux ennemis les magasins de farine existant dans cette ville. L'armée s'avance en trois colonnes, précédée d'une forte avant-garde et protégée sur le flanc gauche par un détachement de cavalerie aux ordres de M. de Montgomery, les bagages et le trésor formant la 3e colonne du côté de la montagne. L'avant-garde avait déjà enlevé les postes avancés de Saluces et même pénétré dans la ville, lorsque les officiers envoyés au loin dans la plaine viennent rendre compte au général que l'armée ennemie tout entière s'avance de Villafranca. Catinat fait aussitôt rebrousser chemin à ses colonnes et les arrête, dans la nuit, en arrière de l'abbaye de Staffarde.

Le 18 août, à la pointe du jour, il part en reconnaissance, et voit l'armée des alliés déjà rangée en bataille sur deux lignes, couvertes sur le front par une rivière, appuyées à droite à deux grosses fermes entourées de haies, de fossés et de marécages, et à gauche à un grand marais paraissant impraticable. Douze canons sont en batterie en avant du front. Il envoie sans retard un détachement reconnaître les marais. Les officiers chargés de cette mission viennent rendre compte qu'ils ne sont pas impraticables et que même, en certains points, la cavalerie pourra les traverser.

Catinat arrête alors son plan : il fera attaquer d'abord la gauche ennemie pour attirer l'attention de ce côté, puis il prononcera l'attaque définitive contre la droite.

L'armée s'avance en ordre de bataille sur deux lignes. Huit bataillons conduits par M. de Grancey, lieutenant général, traversent le marais, suivis bientôt par six escadrons, et enfoncent la gauche ennemie, pendant que l'artillerie, composée de seize canons légers, foudroie le centre. Maintenant tous les efforts vont être dirigés contre la droite des alliés. Toute la gauche de notre première ligne traverse les marécages et vient se heurter contre des haies, chevaux de frise, tranchées et cassines bien défendus ; malgré la vigueur de la poussée, les troupes, ayant à lutter contre

de nombreux obstacles et un ennemi bien supérieur en nombre, ne peuvent plus gagner du terrain ; quelques escadrons qui avaient trouvé un passage essayent en vain de charger pour détourner les défenseurs. Catinat appelle alors la brigade du Plessis-Bellière, de la deuxième ligne, forte de quatre bataillons. Cette brigade rallie la première ligne, produit une poussée énergique, emporte tout et met les ennemis en fuite. L'infanterie s'élance à la poursuite qu'elle exécute sur une profondeur de sept à huit kilomètres. Le prince Eugène protège la retraite.

Catinat jugeant la victoire définitivement acquise arrête ses troupes fatiguées et fait recueillir les blessés.

Les ennemis ont perdu 4 drapeaux, 11 canons, 45 chariots de munitions et 40 chariots de vivres, 1200 prisonniers et environ 4,000 hommes tués ou blessés. Les Français avaient 1200 hommes et 300 officiers tués ou blessés.

L'armée passe la nuit du 19 au bivouac, sur le champ de bataille, et le lendemain se remet en marche sur Saluces. Elle entre sans éprouver de résistance dans cette ville où les blessés sont logés et soignés.

Catinat envoie aussitôt un fort détachement dans la vallée de la Vraita. Sampeyre et Château-Dauphin reviennent en notre pouvoir ; les communications sont rétablies par le col Agnel. Il fait enlever ensuite Savigliano, Fossano et Villafranca, puis il va camper à Racconigi pour y attendre les troupes de renfort devant venir de la Savoie. En effet, une deuxième armée des Alpes venait de conquérir la Savoie et d'en chasser les Piémontais, qui, par le col du Petit Saint-Bernard, étaient venus rejoindre leur souverain au camp de Montcalieri ; une partie de cette deuxième armée allait passer le col du Mont-Cenis et rallier la première. La réunion projetée à Racconigi ne devait se faire qu'à Suse, comme on le verra dans la suite.

Après la défaite de Staffarde, le duc de Savoie s'était retiré aux environs de Montcalieri pour couvrir sa capitale menacée. Avec une activité remarquable il se hâte de refaire son armée. Il appelle sous les drapeaux tous les Piémontais de bonne volonté. Ayant encore reçu un renfort de 8,000 Autrichiens, il se trouve bientôt à la tête de 20,000 hommes (15 septembre).

Il avait organisé d'une façon ingénieuse la levée de la milice mobile, créée par ses soins. Des bûchers dressés de distance en

distance sur des points élevés devaient être allumés, en cas d'alerte, par des hommes de garde choisis : les mobiles connaissant les points de concentration désignés à l'avance devaient alors s'y réunir rapidement. Ces milices sauvèrent du pillage et du feu les provinces d'Asti et d'Albe. Les Piémontais redoutaient la cruauté de Louvois qui prescrivait de répandre la terreur par l'incendie comme dans le Palatinat.

Catinat ayant fait réduire en cendres la petite place de Carmagnola, voit bientôt les ennemis revenir contre lui et marcher sur Carignan (16 septembre). Cependant les deux armées restent en présence sans rien entreprendre.

Le 1er novembre, par une marche forcée, il revient à Garzigliana, afin de recueillir des vivres; le même jour il enlève Barges à un régiment piémontais; la ville est livrée au pillage. Le 2 novembre, il fait brûler Bibiana et Lucerne. En vue de l'attaque projetée contre Suse pour faciliter la marche des troupes venant de Savoie, il rappelle à Pignerol la garnison laissée dans les places de Savigliano, Fossano et Saluces dont les fortifications venaient d'être complétement démolies ; les troupes en se retirant dévastent les villages qu'elles traversent, et sont poursuivies, sans subir cependant de grandes pertes, par les habitants exaspérés.

Le 6 novembre, il se porte à Fenestrelle, enlève, le 9, les retranchements du col de la Fenêtre occupés par les Piémontais, et, malgré les neiges, arrive le 10 sous les murs de Suse; les syndics lui apportent les clefs de la ville. Il est rejoint par les renforts venant de Savoie. Le 11 novembre, les travaux d'approche contre la citadelle sont commencés sous la protection d'une batterie de dix canons ; ils sont poussés avec une grande activité. Le gouverneur, n'ayant pour défendre son fort que des soldats indisciplinés, ne peut prolonger la résistance et demande à capituler le 13; il obtient d'emmener la garnison forte de 400 hommes.

Catinat laisse dans Suse et aux environs un corps d'occupation de trois régiments d'infanterie et trois régiments de dragons, puis il revient à Pignerol.

Le duc de Savoie, à la nouvelle de la marche des Français contre Suse, était aussitôt parti au secours de cette place; mais il se trouvait encore à 20 kilomètres de la ville au moment de la

capitulation ; il n'ose pas se heurter contre toute une armée et revient dans son camp de Montcalieri. Ayant cependant à cœur de venger au moins la perte d'une position si importante, il envoie le marquis de Parella avec 3,000 hommes dans le marquisat de Saluces. Ce général arrive à Saluces le 6 décembre ; le 7, il se porte par Paesana, le vallon de Crœsio et le col de Girba dans la vallée de la Vraita à Frassino et Sampeyre ; le 8, il investit Château-Dauphin dont la garnison capitule le 12 décembre ; les fortifications sont démolies.

Catinat, de retour à Pignerol, envoie un détachement recueillir des vivres jusqu'à Rivoli. Le convoi est attaqué près de Cumiana par le prince Eugène, qui en enlève une partie.

La saison étant devenue mauvaise, il renvoie en France une partie de ses troupes et confie le commandement de Pignerol au marquis de Feuquières. Le général reprend Lucerne à un régiment piémontais qui est fait prisonnier et abandonné à la fureur des soldats français.

Les montagnards mis de nouveau à contribution cherchent par tous les moyens à se venger. Le marquis fait connaître aux populations que les habitants ne doivent plus quitter leurs villages, sous peine de mort.

Un détachement français enlève Orbassano et s'avance jusque sous les murs de Turin, en pillant le pays pour trouver des subsistances. Un autre détachement conduit par le marquis lui-même tente avec succès un coup de main audacieux sur Savigliano.

1691. — *Coup de main sur Savigliano. — Bombardement d'Avigliana. — Insuccès au siège de Coni. — Mouvements divers.*

En plein mois de janvier, au milieu des neiges, M. de Feuquières part une nuit avec 800 cavaliers portant en croupe 500 fantassins ; il s'approche de Savigliano, deux heures avant le jour, entre par une porte que lui ouvre un habitant soudoyé, entoure la caserne des Piémontais, qui sont faits prisonniers et immédiatement mis en route sur Pignerol.

Une première tentative faite sur Avigliana ne réussit pas. Cette place, entourée de solides remparts, servait de point d'appui aux ennemis par la position qu'elle occupait sur la route la plus

courte entre la Dora et la plaine d'Orbassano. L'hiver met une trêve aux escarmouches.

Au printemps la guerre recommence. Catinat s'empare d'abord de Noce, puis revient à Pignerol pour faire les préparatifs d'une nouvelle expédition contre Avigliana. Le 20 mai, il passe le col de la Fenêtre et se porte à Suse, pour ne pas attirer l'attention des ennemis. De là, il s'avance rapidement contre Avigliana qui est bientôt cernée; après deux jours de bombardement, la citadelle capitule.

Le 10 juin, Catinat s'empare de Carmagnola après un siège de quatre jours; il reprend ensuite Savagliano et Saluces.

Il renvoie le marquis de Feuquières faire le siège de Coni, qui durera du 12 au 27 juin. La ville, bâtie sur un promontoire escarpé entre la Stura et le Gesso, est protégée par de solides remparts. Les assiégés se défendent avec tant d'opiniâtreté qu'ils donnent au prince Eugène le temps d'accourir. M. de Bulonde, qui avait remplacé le marquis de Feuquières, n'a pas assez de monde pour accepter une bataille rangée. Il décampe précipitamment après avoir perdu déjà 4,000 hommes, et se retire à Racconigi.

Catinat, contrarié par cet insuccès, se porte successivement à Pancalieri, Moretta, Saluces et Cavour pour dévaster le pays et enlever les vivres avant le passage des ennemis. Ceux-ci ont maintenant une armée de 40,000 hommes; Catinat n'en a que 30,000; mais ils ne peuvent l'attirer à une action générale. Le prince Eugène marche alors contre la place de Carmagnola occupée par les Français; le 31 octobre, il fait ouvrir le feu contre les remparts avec 44 pièces d'artillerie. Le 8 novembre, après une défense héroïque, la garnison capitule avec les honneurs de la guerre et la liberté de rentrer à Pignerol.

La campagne dans le Piémont est terminée.

Le 22 novembre, Catinat arrive avec une grande partie de son armée sous les murs de Montmeillan, dont la citadelle était assiégée depuis le 27 juillet par M. de La Hoguette; 25 mortiers et 40 pièces de canon bombardent les remparts. La citadelle capitule le 22 décembre.

1692. — *Invasion du Dauphiné. — Manœuvres de Catinat dans le Briançonnais, le Queyras et l'Oisans.*

A la fin de l'année 1691, Louis XIV fait lui-même au duc de Savoie des propositions de paix très avantageuses. Celui-ci, comprenant qu'il était redouté et qu'il pourrait un jour obtenir encore davantage, s'allie plus étroitement avec les cours d'Autriche et d'Espagne et leur fait accepter le projet d'une invasion en Dauphiné pour le printemps de 1692.

L'hiver se passe en préparatifs. Victor-Amédée réunit une armée de 40,000 hommes, très forte en cavalerie. Catinat fait rassembler des approvisionnements considérables dans Pignerol; mais il ne peut disposer que de 20,000 hommes : 27 bataillons et 33 escadrons.

Au commencement de mai, l'armée des alliés semble d'abord menacer également Suse et Pignerol : Catinat se porte à Fenestrelle, à peu près à égale distance de ces deux places. Alors, Victor-Amédée, laissant 15,000 hommes et une grande partie de sa cavalerie dans les environs de Pignerol pour masquer ses mouvements et immobiliser les Français dans cette place, se porte avec 16,000 hommes, 26 canons de montagne et 150 chariots de munitions, d'abord à Saluces, puis à Coni et Demonte pour envahir le Dauphiné par le col de Largentière.

Catinat s'empresse de visiter Briançon, Guillestre et Embrun; il prescrit les travaux urgents pour mettre ces places en état de défense, puis il revient à Roche-Cotel, le 27 juillet.

Le 25 juillet, l'armée ennemie passe le col de Largentière. Le 27, l'avant-garde, forte de 4,000 hommes commandés par le prince Eugène, arrive par le col de Vars au-dessus de Guillestre. Cette petite place, très mauvaise par sa position même, n'était entourée que par un mur d'enceinte sans fossé et défendue seulement par 750 hommes et 3 canons sans munitions, le convoi de munitions expédié de Briançon n'ayant pu arriver à temps. Les murs des jardins permettent aux assiégeants de s'approcher à couvert. Après trois jours d'investissement, la place capitule : la garnison prisonnière de guerre est emmenée en Piémont; toutes les subsistances sont enlevées.

Bientôt après, le gros de l'armée descend à son tour par le col

courte entre la Dora et [illegible] par 8,000 Espagnols. Le duc trêve aux escar[illegible] au col un poste d'un fort effectif pour [illegible] communication.

Au printem[illegible] de Noce, pu[illegible] août, l'avant-garde enlève le pont de Saint-Clément, nouvelle e[illegible] défendu par les Irlandais ; le 3, elle arrive sur de la Fer[illegible] les hauteurs qui dominent Embrun du côté du mont Saint-Guil-des enr[illegible] laume : le 4, elle investit la place. Le même jour, Victor-Amédée, est b[illegible] après avoir établi 4,000 Espagnols sur le plateau de Guillestre, dell[illegible] vient camper à Saint-Clément ; le 5, il arrive devant Embrun. Vauban, visitant la frontière au mois de septembre suivant, estimait que si l'on avait seulement pu organiser un petit camp sur le plateau rocheux, depuis appelé Mont-Dauphin, jamais l'ennemi n'aurait osé s'avancer vers le pont de Saint-Clément.

Pendant ce temps, Schomberg passait aussi la frontière. Le 1er août, il franchit le col Lacroix avec 4,000 hommes : Piémontais, Barbets, réfugiés français ; il campe le 2 à Aiguilles, le 3 à Ville-Vieille ; le 4 il fait sommer le commandant de Château-Queyras, M. de Lesches, qui n'avait que 150 hommes, de lui livrer son fort ; M. de Lesches répond qu'il saura se défendre. Catinat, arrivé au Mont-Genèvre le 1er août, apprenant ces mouvements, envoie d'abord 50 hommes en observation au col Péas, puis, le 4 août, 600 hommes au col Hizouard et 1000 hommes de plus au col Péas ; dans la nuit du 5 au 6 août, il marche lui-même au col Péas avec 3,000 hommes. La garnison de Château-Queyras a mis le feu au village du Collet pour arrêter un instant les assaillants. Schomberg, informé de l'approche de Catinat, décampe le 6 août. Il remonte, par Molines, le col Saint-Simon, et, par le col Fromage, gagne Ceillac, puis Guillestre, pour rejoindre l'armée d'invasion le 7 août au pont de Saint-Clément qu'il allait être chargé de garder pendant la campagne.

L'armée des alliés, réunie sous les murs d'Embrun, compte environ 28,000 hommes : Piémontais, Allemands ou Espagnols.

La petite ville d'Embrun est protégée du côté de la Durance par les escarpements d'un rocher abrupt ; mais le vieux rempart qui l'entoure du côté de la montagne est trop faible pour permettre une longue résistance ; elle est dominée à peu de distance par les hauteurs de Caleyère. La place est défendue par M. de Larrey, qui a pu rassembler 60 dragons et environ

2,000 hommes d'infanterie ; l'artillerie se compose de 10 mauvais canons en fer, sans affûts ni munitions.

Les alliés font battre la vallée de la Durance dans la direction de Savines par leur cavalerie, et font camper l'infanterie au nord de la place, sur les pentes du mont Saint-Guillaume.

Le duc de Savoie espérait voir les portes de la ville s'ouvrir après une simple sommation ; mais après la fière réponse du gouverneur, il se voit forcé d'en faire le siège. Les travaux d'approche sont entrepris sur les hauteurs nord-ouest et sur le glacis Est. Cette petite place, qui semblait ne pas pouvoir tenir plus de deux jours, arrête les ennemis pendant dix jours, et le siège aurait duré plus longtemps si les défenseurs avaient encore eu de la poudre et du plomb pour fondre des balles. Les assiégés renvoyaient aux assaillants les boulets jetés dans la ville. Les habitants de leur côté s'étaient dévoués autant que les troupes.

Le 15 août, sur le soir, M. de Larrey demande à capituler : le duc de Savoie veut que la garnison soit prisonnière de guerre ; le gouverneur répond qu'il s'ensevelira plutôt sous les ruines de la ville. Enfin la capitulation proposée est acceptée : les défenseurs sortent le 16 août au soir, tambours battants, et prennent la route de Grenoble ; ils doivent rester dans cette ville pendant six semaines avant de pouvoir être de nouveau employés. Embrun doit payer une contribution de 40,000 livres, somme qui fut exactement versée, ce qui préserva les habitants du pillage et de l'incendie.

Cependant Catinat était venu camper, le 9 août, avec 9 bataillons, près du pont de Saint-Martin de Queyrières, au camp de Presles, pour couvrir Briançon. De là, il fait partir un courrier par le col de l'Alp-Martin, Orcières, Réallon, pour porter ses instructions à M. de Bachivillers, commandant la cavalerie campée sur les hauteurs de Prunières : si les ennemis avancent sur Gap, se retirer dans le Champsaur, et s'établir en dernier lieu au défilé d'Aspres-les-Corps, afin de couvrir Grenoble ; s'efforcer de les rejeter du côté de la Provence. Le 12, Bachivillers se retirait sur la Bâtie, observant les mouvements des ennemis. D'un autre côté, M. de Langalerie, gouverneur de Sisteron, lui avait prescrit de se porter à Pontis, puis à Seyne, sans en avoir parlé à Catinat. Le général en chef, mécontent, insiste sur les premières instruc-

tions qu'il a envoyées. M. de Bachivillers peut rester à la Bâtie jusqu'au 29 août.

Le 11 août, Catinat s'avance du camp de Presles, en reconnaissance sur les hauteurs de Réotier, au-dessus de Saint-Clément; il juge difficile de secourir Embrun par les hauteurs escarpées qui descendent sur Saint-Clément et Châteauroux; néanmoins, pour inquiéter les ennemis, tout en gardant ses communications avec Pignerol, il fait avancer le 13 août, 3,000 hommes à Pallon, petit village bâti dans les rochers au débouché de la vallée de Freissinières, et 2,000 hommes à la Roche; il fait construire un pont sur la Durance pour relier les deux camps.

Le 18 août, M. de Grignan, gouverneur de la Provence, fait connaître au roi qu'il a mis des garnisons et rassemblé des approvisionnements à Pontis, Ubaye, Saint-Vincent, Seyne, Sisteron, Digne, Entrevaux.

Le 21 août, Catinat envoie un régiment à Cervières pour garder le col Hizouard.

Le 26 août, les alliés envoient dans la vallée de Barcelonnette, un détachement de 800 hommes qui enlèvent le château de Pontis, échouent devant Ubaye, puis se dispersent pour piller.

Le 27 et le 28 août, les ennemis partent d'Embrun, passent la Durance au pont de la Clapière, puis au pont de Savines, et viennent camper aux environs de Chorges, qu'ils pillent. Le 29, ils marchent sur Gap. M. de Bachivillers, se voyant trop faible pour espérer de les arrêter, monte au col de Manse, puis va camper à Saint-Bonnet. Les ennemis pillent la Bâtie sur leur passage, et entrent dans Gap sans éprouver aucune résistance: il n'y avait point de garnison, les murs non bastionnés tombaient en ruines, les trois quarts des habitants avaient fui. La ville, ne pouvant payer la contribution demandée, est livrée au pillage et à la brutalité des soldats. Pendant la dernière marche, le duc de Savoie était tombé malade; il retourne à Embrun pour se faire soigner.

Le même jour, 29 août, Catinat envoie à Grenoble M. de Grancey comme gouverneur, pour mettre la place en état de défense, et M. de Cray, général d'artillerie, pour y rassembler les munitions nécessaires à tirer de Barraux et Montmeillan. Il fait partir de la Bessée, où il a réuni environ 15,000 hommes, 6 bataillons sur le Monestier par le col de l'Eychouda (de Vallouise); il a l'intention de les diriger sur Bourg d'Oisans où il

a déjà fait emmagasiner des farines et fait construire des fours.

Le 30, M. de Bachivillers se retire à Aspres et vient occuper le défilé étroit et facile à défendre que traverse la route de Grenoble à Gap.

Le 31, Catinat fait marcher sur la Grave les 6 bataillons du Monestier, et en fait partir de Presles 4 autres, destinés à rejoindre les premiers. Il garde à la Bessée 11 bataillons, à Presles 2 bataillons, à Cervières 1 bataillon ; le même jour il se rend lui-même à la Grave.

Le 1er septembre, un détachement ennemi de 4,000 à 5,000 hommes, conduit par le prince Eugène, passe le col Bayard, saccage et brûle un grand nombre de villages du Champsaur. Catinat, tenu au courant de tous les mouvements par des courriers rapides, part de la Grave et, marchant le jour et la nuit, se porte par Bourg d'Oisans et le col d'Ornon au camp d'Aspres, où il arrive le 2 septembre, à dix heures du matin. Les 10 bataillons détachés sont à Bourg d'Oisans depuis le 1er septembre.

Cherchant à démêler les intentions des ennemis, il se décide à laisser d'abord ces 10 bataillons à Bourg d'Oisans, d'où il pourra les rappeler en deux jours à Briançon, ou les appeler au camp d'Aspres, pour menacer les derrières des alliés dans le cas où ces derniers marcheraient sur Sisteron ou dans le Diois.

Apprenant du fils du gouverneur de Gap que le col d'Orcières est praticable à l'infanterie, il voit qu'il pourrait également reporter au camp de la Bessée, par ce col, les troupes qu'il ferait venir de Bourg d'Oisans. En prévision des éventualités, il fait aussitôt construire des fours au village de Corps.

Le 2 septembre, des Allemands vont mettre le feu au château du marquis de Tallard, en représailles de l'incendie du Palatinat, auquel le marquis avait pris une part considérable en 1690.

Le 3 septembre, Catinat envoie à Sisteron 200 dragons pour renforcer la garnison de cette place, forte seulement de 8 compagnies d'infanterie. Le 5, il envoie au col de la Croix-Haute 2 bataillons pour soutenir les paysans qui gardaient le défilé : les montagnards avaient coupé la route au moyen d'un grand fossé et renforcé le parapet avec une haute palissade faite de gros troncs de sapins.

Dans le même temps, Philis de La Charce de La Tour-du-Pin gardait le col de Cabre avec des volontaires du Diois.

Le 5 septembre, Catinat fait encore venir de Bourg d'Oisans 900 hommes pour garder plus solidement les abords du défilé d'Aspres.

Le 6, voyant que les ennemis se retirent du Champsaur, il fait remonter à Villar d'Arène 5 des bataillons du Bourg d'Oisans; il en avait appelé 4 à Entraigues.

Louis XIV engageait Catinat à se porter sur les communications des alliés, entre Gap et Embrun. Le général lui répond que, des positions qu'il occupe sur le Drac et la Romanche, il les inquiète déjà considérablement; qu'avec 10 bataillons il ne pourrait battre la masse ennemie trois fois plus forte; que ce plan aurait de graves inconvénients pour Briançon, Suse et Fenestrelle; il croit d'ailleurs, d'après les rapports de ses espions et des déserteurs, que le duc de Savoie, toujours malade, ne compte pas pousser son armée plus loin et qu'il songe même à la retraite.

Cependant, les alliés brûlent Montmaur et Veynes; des détachements s'avancent jusqu'aux cols de Cabre et de la Croix-Haute; mais ils sont repoussés et se retirent en pillant et en brûlant tous les villages. Le 10 septembre, un nombreux parti va sommer le gouverneur de Sisteron de payer une contribution de guerre. M. de Langalerie répond aux étrangers qu'ils n'ont qu'à venir la prendre; ils s'arrêtent là sans rien oser.

Le prince Eugène repasse le col Bayard. Le 12 septembre, la ville de Gap, qui n'avait pas voulu payer la contribution demandée : 30,000 livres, est réduite en cendres. Le même jour, les alliés vont camper entre Chorges et Prunières.

Le 14, Catinat, renseigné sur leurs préparatifs de retraite, donne des ordres pour faire revenir en toute hâte au camp de la Bessée les 10 bataillons ; le 13, 5 étaient déjà à Villar d'Arène, les 5 autres à Entraigues. Il se porte lui-même au camp de la Bessée par le col d'Orcières.

Il croit que les ennemis se retireront par les cols de Vars et de Largentière; cependant, en prévision du passage probable d'une colonne par le Queyras, il fait construire par ses soldats un sentier de la Roche au plateau du Roux, situé au-dessus de Château-Queyras, par les cols de Moissière, Lavalette et Furfande; il envoie un gros détachement au camp du Roux et établit un poste de communication aux granges de Furfande.

M. de Bachivillers repasse à son tour le col de Manse et fait suivre les ennemis par 400 cavaliers.

Le 14 septembre, le gros de l'armée des alliés est à Embrun, l'arrière-garde à Savines ; 8,000 à 10,000 hommes sont déjà rassemblés aux environs de Guillestre. Le 16, le gros passe le pont de Saint-Clément et va camper au plan de Phasy ; le 17, l'arrière-garde brûle Savines, le pont de la Clapière, et fait sauter les fortifications d'Embrun, minées depuis trois semaines. Catinat, du haut de l'escarpement du Guil (depuis Mont-Dauphin), aperçoit les nuages de poussière au-dessus de la ville ; il juge à ce moment que les alliés n'entreprendront rien contre Seyne ou la Provence.

Le duc de Savoie revient à Guillestre le 17. Du 18 au 20, il fait monter au col de Vars les bagages, les chariots et les canons ; il fait sauter à la mine une partie des murs de Guillestre, ainsi que la redoute en maçonnerie bâtie sur l'éminence qui domine le confluent du torrent de Chagne.

Le 20, tous les ennemis ont décampé.

Catinat ne les poursuit pas, mais il appelle 2,000 hommes de plus à la Roche ; il avait déjà renforcé le camp du Roux. Il avait empêché les envahisseurs de repasser dans le Queyras.

Ainsi, par d'habiles manœuvres dans le Briançonnais, le Queyras et l'Oisans, et par l'occupation de positions stratégiques importantes, Catinat, avec des forces bien inférieures à celles des ennemis, a su circonscrire l'invasion et préserver Grenoble et la Provence, tout en gardant Briançon et Pignerol.

A partir de la fin de septembre, Vauban visite les places du Dauphiné qu'il fait réparer : Briançon, Embrun, Saint-Vincent, Seyne, Sisteron, etc., et fait commencer les travaux de la forteresse de Mont-Dauphin.

1693. — *Conquête de la vallée de Barcelonnette. — Belle défense de Pignerol par le comte de Tessé. — Catinat attend des renforts à Fenestrelle ; il marche par la vallée de la Dora pour délivrer Pignerol. — Victoire de la Marsaille. — Louis XIV l'engage en vain à entreprendre le siège de Coni.*

Louis XIV fait de nouvelles propositions de paix au duc de Savoie. Celui-ci encore malade, et retenu d'ailleurs par les pro-

messes ou les menaces de l'Autriche laisse traîner les négociations en longueur ; ses exigences sont du reste inacceptables. La guerre recommence au mois de juin.

Catinat (maréchal de France depuis le commencement de l'année) établit son camp à Villar-Perosa, au nord de Pignerol. Il envoie tout d'abord le marquis de Larrey avec 17 bataillons et 17 canons dans la vallée de Barcelonnette. Le marquis fait enlever le col de Vars par le duc de Vendôme, descend sur Saint-Paul et fait tirer le canon contre les Piémontais retranchés sur le versant opposé ; les ennemis, acculés à la montagne, demandent à se rendre. Une autre colonne débouchant sur le Lauzet force à reculer les troupes chargées de défendre les gorges escarpées de l'Ubaye. Le 27 juin, le rocher du Castellet est enlevé. Les deux colonnes se donnent la main au confluent de l'Ubayette et poursuivent les Piémontais au delà du col de Largentière. Les mouvements des Français ont été si rapides que les garnisons ennemies n'ont pas pu être secourues.

Pendant ce temps, Victor-Amédée, après avoir fait resserrer le blocus de Casal, acheminait son armée sur Pignerol et la Pérouse, par la plaine et par la vallée du Sangone. Les alliés (Savoyards et Piémontais, Allemands, Espagnols) enlèvent la Mirandole, San-Secondo, Abbadia, Frossasco, pour préparer l'investissement de Pignerol, tandis que des détachements remontent la vallée de Saint-Germain pour tourner la Pérouse (Perosa Argentina). Aux premiers mouvements des ennemis, Catinat craignant pour ses communications avec Pignerol, se porte sur les hauteurs de Rochecotel qui dominent la ville au Nord, à peu de distance ; mais, une fois averti des mouvements opérés sur ses flancs, il se décide à se retirer à Fenestrelle, après avoir confié la défense de Pignerol au comte de Tessé, à qui il donne 17 bataillons (fin de juillet). Le maréchal, n'ayant pas encore réuni des forces suffisantes pour tenir la campagne contre une armée bien supérieure en nombre, va s'éloigner un moment pour s'attacher à conserver les communications avec Suze et le col du Mont-Genèvre, par lequel doivent arriver les renforts qu'il a demandés. Il se retire juste à temps, car les ennemis ne tardaient pas à entrer dans la vallée de la Pérouse et à investir Pignerol.

La place de Pignerol située au débouché de la vallée de la Pérouse, sur la rive gauche du torrent de Lemina, est entourée

d'une enceinte de sept bastions. Les remparts, au Nord-Ouest, ne sont pas fermés sur la ville : ils vont rejoindre les murs de la citadelle bâtie sur un mamelon qui domine la ville d'environ 60 mètres. Au Nord-Est, sur une croupe d'un relief d'environ 150 mètres, est bâti le fort de Sainte-Brigitte (commencé en 1692), à 1,200 mètres de la place.

Avant l'investissement, le comte de Tessé a fait entrer dans la ville toutes les subsistances et tout le bétail qu'il a pu trouver dans les environs. Il a fait construire, entre le fort de Sainte-Brigitte et la citadelle, trois fortes redoutes et un grand chemin couvert pour les communications; il place 5 bataillons dans ces retranchements.

Les Espagnols campés d'abord à San-Secondo s'avancent jusqu'à la Pérouse, démolissent les redoutes élevées dans la vallée, ainsi que le fort de Saint-Benoît au-dessus de la Pérouse ; ils se retranchent ensuite sur les hauteurs qui dominent cette ville, sans oser remonter plus avant du côté de Fenestrelle.

Les Piémontais avaient établi leur parc à Frossasco. C'est là que doit venir les rejoindre l'artillerie de siège envoyée de Turin.

Le 26 juillet, l'investissement de Pignerol est à peu près complet.

Pendant ce temps, Catinat, revenu en Dauphiné, a renforcé Briançon, Guillestre, le plateau de Mont-Dauphin, Château-Queyras et donné des ordres au gouverneur de Barcelonnette pour fortifier Tournoux et Seyne. Il retourne ensuite à Fenestrelle.

Le 29 juillet, M. de Tessé renforce la garnison de Sainte-Brigitte de 450 hommes choisis ; une partie de ses troupes occupe encore à l'extérieur le poste du Belvédère, dans la direction de Frossasco, et la redoute intermédiaire du Pilon.

Vers le soir, Las Torrès, général espagnol, emporte un des ouvrages du fort ; il fait ouvrir, le 30, la tranchée qui est conduite à 400 pas de la contrescarpe. Le 31, Schomberg fait progresser la tranchée et construire une parallèle à 100 pas. Le 1er août, les ennemis forcent le poste du Pilon à se retirer ; les troupes de ce poste se replient dans une des redoutes du fort, au pied du glacis.

Le 2 août, quatre canons commencent à battre un bastion, mais

l'artillerie du fort riposte efficacement. Le 3, les boulets causent cependant des dégâts au parapet et au bastion. Le 4, la garnison parvient à établir une batterie sur les glacis pour battre de flanc les travaux d'approche des assiégeants. Dans la nuit, 4,000 Piémontais attaquent cette batterie ; les Français ont à peine le temps de sauver les canons ; ils ont perdu 50 hommes faits prisonniers. Le 5, le duc de Savoie visite lui-même les travaux ; il trace une nouvelle batterie de mortiers et assiste à l'enlèvement d'une redoute et des quarante grenadiers qui la défendaient.

Les 6, 7, 8, les assiégeants continuent le bombardement et rassemblent des fascines et des échelles pour franchir le fossé et escalader les murs. Le 8, le fort reçoit des hommes valides en remplacement des blessés, ainsi que des vivres et des munitions.

Sur le soir du 8 août, une colonne d'attaque partie de Frossasco enlève le poste du Belvédère, dont les défenseurs ont à peine le temps de se retirer sur Pignerol, et arrive sous les murs du fort pour l'assaut. A ce moment, les canons de Sainte-Brigitte et ceux de la citadelle croisent leurs feux sur les assaillants, les arrêtent et leur tuent plus de 800 hommes. En même temps, des escadrons ennemis menaçaient également la ville par la plaine pour faire une diversion. M. de Tessé a l'habileté de ne point prendre le change sur les mouvements de cette cavalerie, que le canon de Pignerol suffit d'ailleurs à tenir à distance. Le comte avait reçu de Catinat de sages conseils ; le maréchal lui recommandait surtout de faire peu de sorties, mais d'entourer la citadelle et le fort de nombreuses redoutes échelonnées pour pouvoir briser sûrement et à couvert l'élan d'un ennemi bien supérieur en forces.

Le 9 août, une suspension d'armes demandée par le prince Eugène est accordée par le gouverneur de Sainte-Brigitte : les alliés recueillent les blessés et enlèvent les morts ; M. de Tessé, de son côté, fait monter au fort des vivres et des munitions. Le soir, le prince Eugène fait sommer le gouverneur de se rendre ; celui-ci, montrant au parlementaire ses remparts encore solides, fait demander au prince si c'était une proposition à faire à un homme d'honneur.

Le 10 et le 11, les assiégeants rapprochent encore leurs batteries et reprennent le bombardement sans interruption : les canons du

fort et de la citadelle répondent vigoureusement et bouleversent les travaux de l'ennemi. Le 11, au soir, M. de Tessé, à la faveur du chemin couvert, renouvelle la garnison qu'il ne compose cette fois que de 300 hommes ; les officiers demandent à ne pas être remplacés. Dans la nuit du 11 au 12, un violent orage force les alliés d'interrompre leurs travaux. Le 12 août, à midi, cependant, le bombardement recommence avec une intensité croissante. Le général, voyant que le fort ne pouvait plus tenir longtemps, une brèche de 20 mètres étant déjà ouverte, fait descendre dans la citadelle cinq des six canons qui armaient les remparts ; la garnison ne riposte plus que par des feux de mousqueterie. Dans la nuit du 13 au 14, le commandant de Sainte-Brigitte fait préparer des mines sous le pont et dans la courtine attaquée ; dans la matinée du 14, le feu des canons de la citadelle et une sortie ordonnée par M. de Tessé détournent l'attention des ennemis ; la garnison peut ainsi évacuer le fort par groupes successifs et se retire tout entière dans la citadelle par le chemin couvert.

Cependant, les bombes continuaient encore à tomber dans le fort; les mines font bientôt sauter le pont et une grande partie de la courtine et du bastion. Alors les ennemis escaladent les ruines des murs, mais ils ne trouvent à prendre qu'un vieux canon encloué.

Pendant ce temps, les renforts demandés par Catinat commençaient à arriver et à grossir peu à peu la petite armée du maréchal, qui est décidé à ne quitter Fenestrelle que lorsqu'il se jugera assez fort.

Après la prise de Sainte-Brigitte, le duc de Savoie, au lieu d'entreprendre le siège en règle de Pignerol, s'arrête au projet de bombarder la ville dès qu'il aura reçu les gros canons et les mortiers expédiés de Turin. En attendant, il fait construire une batterie entre le fort et la citadelle, et deux autres du côté opposé; il fait piller et brûler les villages voisins.

Le 20 septembre seulement, les assiégeants commencent à jeter quelques bombes dans la citadelle et dans la ville. Le 22 septembre, un sieur Grupello, émissaire habituel du duc de Savoie, entre dans Pignerol avec un déguisement de paysan, et, sous le fallacieux prétexte d'apporter des propositions de paix, cherche à surprendre, dans un entretien avec le gouverneur, les intentions de Catinat. Mais le comte de Tessé est assez clair-

voyant pour ne pas tomber dans le piège et pour ne pas laisser même entrevoir les desseins du maréchal.

Le 25 septembre, les alliés, ayant reçu leur artillerie de siège, font ouvrir contre la place un feu violent, avec 80 gros canons et 24 mortiers. Depuis ce jour jusqu'au 29 septembre, 4,000 bombes et 4,000 obus sont tirés; mais les abords sont si bien gardés à distance que la ville souffre peu du bombardement.

Le 29 seulement, le duc de Savoie apprend que Catinat est entré dans la vallée de Suze avec des forces considérables. Il fait retirer à grand'peine son artillerie pendant les nuits des 29-30 septembre et 1er octobre pour la renvoyer à Turin.

Le 2 octobre, les ennemis s'éloignent de Pignerol après avoir fait sauter une partie des remparts de Sainte-Brigitte, et vont camper, le soir, à la Marsaille, entre les torrents de Chisola et de Torto.

Catinat, ayant reçu enfin tous les renforts demandés, partait le 27 septembre de Fenestrelle, pour passer dans la vallée de Suse avec 47 bataillons, 78 escadrons, 30 canons et un convoi de 18,000 mulets. Il avait environ 40,000 hommes.

L'avant-garde, commandée par M. de Larrey, était allée camper à Bussoleno. Le 28, l'armée s'était portée à Bussoleno, l'avant-garde sur les hauteurs de Saint-Ambroise, non loin d'Avigliana; à l'approche des Français, la cavalerie ennemie, forte d'environ 1500 chevaux, postée dans les environs de cette ville, se retire. Le 29, l'armée allait camper sur les hauteurs d'Avigliana, où elle devait rester jusqu'au 2 octobre. Catinat, arrivé le 30 à Avigliana, envoie d'abord M. de Bachivillers piller et brûler les villages et châteaux de la plaine jusqu'aux abords de Turin, en représailles des incendies allumés par les ennemis dans la vallée de la Pérouse et aux environs de Pignerol. Le 1er octobre, il fait séjourner l'armée pour donner au convoi le temps de rejoindre; mais il envoie dans la direction d'Orbassano une reconnaissance dont les rapports lui font connaître que des partis ennemis sont en mouvement au sud de cette ville. Le 2 octobre, il se porte entre Rivalta et Beinasco.

Le duc de Savoie, surpris cette fois par l'arrivée si rapide des Français, songe à se dérober par sa droite, en appuyant vers Montcalieri, pour sauver ses canons et éviter une bataille; mais

il hésite, car ce mouvement de flanc lui paraît extrêmement dangereux.

Le 3 octobre, le maréchal de Catinat fait avancer son armée près de Piosasco, face au sud-est. Tout en faisant établir le camp, il se porte lui-même dans la direction de Frossasco, avec cinquante cavaliers, pour voir la disposition des alliés, qu'il aperçoit en mouvement entre la Chisola et le bois de Volvera.

Au retour, il fait occuper sans retard les hauteurs situées en avant de Piosasco, sur sa droite, d'abord par un régiment de dragons, puis par un renfort de trois brigades d'infanterie; les ennemis, de leur côté, accouraient vers ces hauteurs, dont ils avaient apprécié l'importance; mais ils s'arrêtent en voyant les Français y arriver.

Vers le soir et pendant la nuit, les deux armées se forment en ordre de bataille. A un certain moment, Catinat, ne voyant plus de mouvements contre sa droite, conçoit quelques craintes pour la gauche; il fait alors appuyer de ce côté sept bataillons sur le flanc de la deuxième ligne. Avant le jour, il déplace encore quatre bataillons du centre pour les établir un peu en avant de la cavalerie de l'aile droite afin de protéger les mouvements dans un terrain couvert de vignes.

Les alliés font creuser quelques tranchées en avant de leur front.

Le 4 octobre à 8 h. 1/2 du matin, l'armée française se met en mouvement. Après une marche de trois quarts d'heure, l'artillerie ouvre le feu. La première ligne aborde l'ennemi établi sur la défensive, derrière des haies et des tranchées; elle éprouve d'abord quelques pertes. Sur la gauche, la cavalerie ayant trop appuyé en dehors, laissait l'infanterie à découvert en face des nombreux escadrons de la droite des alliés; Catinat s'en aperçoit à temps et fait aussitôt avancer huit escadrons de la deuxième ligne pour garnir l'intervalle. La droite, établie sur les hauteurs de Piosasco, parvenait à déborder la gauche ennemie; le duc de Savoie essaye de renforcer l'aile menacée, mais la marche rapide des Français ne lui en donne pas le temps; cette aile est prise de flanc et rejetée sur le centre, où le duc avait commis la faute d'intercaler des escadrons entre les bataillons qui se gênent réciproquement. Catinat fait alors charger sur le centre ennemi, en même temps que sa droite gagne du terrain. Le désordre se jette

dans les rangs de l'armée alliée. Victor-Amédée fait charger sa droite pour se dégager, mais l'opiniâtreté du duc de Vendôme brise de ce côté l'élan de la cavalerie de Caprara.

Le duc de Savoie, voyant la bataille perdue, ordonne la retraite; il organise les diverses colonnes, puis se porte lui-même à l'arrière-garde; le mouvement s'exécute en assez bon ordre sur Montcalieri.

Le combat finit à 3 heures du soir. Les ennemis ont perdu environ 10,000 hommes, toute leur artillerie, 8 drapeaux et 4 étendards; les Français perdaient à peine 2,000 hommes.

Cette victoire brillante ne devait cependant pas nous procurer de grands résultats.

Après la bataille, Catinat porte son armée à Pancalieri, d'où il envoie des détachements fourrager dans la plaine; le 15 octobre, il va camper à Polonghera.

Louis XIV voudrait qu'il aille faire le siège de Coni pour conquérir le débouché de la Stura. Le maréchal représente que le siège de cette place, devant laquelle les Français ont plusieurs fois échoué, est extrêmement difficile dans une saison si avancée, que le transport de l'artillerie sera très lent et qu'on ne pourra trouver assez de vivres dans une région déjà appauvrie, où il n'existe encore aucun magasin. Néanmoins, le 1er décembre, il quitte le camp de Polonghera pour s'avancer à Savigliano; mais à cette époque, ayant suffisamment fait reconnaître l'impossibilité d'entreprendre le siège de Coni, il revient sur Pignerol, dont il renforce la garnison, puis il achemine son armée vers la frontière et la fait rentrer en France pour l'établir en quartiers d'hiver.

1694. — *Commencement des négociations.*

Jugeant qu'il serait bon, pour gagner du temps et arrêter les ravages des Français, de recourir aux artifices de la diplomatie, le duc de Savoie fait demander à Louis XIV, par le comte de Tessé, de reprendre les négociations. Louis XIV y consent; mais il se montre plus exigent : il veut que le duc se déclare neutre en Italie et au besoin se joigne à la France. Victor-Amédée fait des ouvertures dans ce sens auprès de la cour de Vienne; mais

l'empereur refuse d'accéder à ses propositions ; il le menace même de se tourner contre le Piémont s'il songe à passer du côté de la France. Catinat reçoit l'ordre de demander au duc de rester au moins dans l'inaction. En sorte que l'année 1694 se passe sans événements importants.

Le duc de Savoie, pour satisfaire ses alliés, est cependant obligé d'envoyer 6,000 hommes au blocus de Casal.

1695. — *Suite des négociations.*

Louis XIV, peu satisfait des variations et des artifices de Victor-Amédée, défend au comte de Tessé d'entretenir aucune relation avec ce prince ; celui-ci, craignant de voir rompre les négociations, propose au roi un arrangement : la place de Casal serait rendue au duc de Mantoue, mais les fortifications seraient démolies ; il se chargerait lui-même de faire accepter ces propositions par l'empereur.

Louis XIV fait répondre qu'il consentira, quoique avec regret, mais à la condition que les fortifications seront entièrement détruites, que la garnison française restera jusqu'à fin de la démolition, que la neutralité régnera en Italie entre les puissances belligérantes et que le duc de Savoie joindra ses troupes aux Français dans le cas où ses alliés se refuseraient à ces engagements.

Victor-Amédée ayant accepté, Louis XIV fait communiquer au gouverneur de Casal, M. de Crenan, le projet de capitulation convenu. Casal est de nouveau resserrée à partir du 25 avril ; M. de Crenan se défend peu vigoureusement ; le 8 juillet, il signe une capitulation dans le sens des ordres reçus. Le 18 septembre, les remparts étant entièrement rasés, la garnison française, forte de 2,500 hommes, se retire dans Pignerol (25 septembre). Casal est rendue au duc de Mantoue, malgré les vives représentations des Autrichiens qui désiraient garder cette place.

L'astucieux Victor-Amédée, après ce premier résultat acquis, cherche à donner le change aux Français en faisant connaître à Louis XIV que les alliés ont l'intention de marcher contre Suse, mais qu'il s'opposera à ce projet, en refusant ses troupes ; il demande à Catinat de s'éloigner vers Coni, pour lui fournir un

prétexte d'éloigner encore son armée. Le maréchal, connaissant la fourberie du duc de Savoie, se garde de prêter l'oreille à ses propositions perfides et renforce, au contraire, ses postes du haut Dauphiné. Les alliés n'osent rien entreprendre, en sorte que la campagne se termine sans autres mouvements.

C'est alors que Victor-Amédée, par un raffinement de politique, renouvelle au mois d'octobre, son alliance avec les puissances de la Ligue d'Augsbourg, tout en protestant de ses bonnes dispositions auprès du roi de France, dont il veut, dit-il, regagner les bonnes grâces. Il demande l'abandon de Pignerol, comme unique et dernier moyen de conciliation. Louis XIV refuse d'entamer les négociations.

1696. — *Traité avec le duc de Savoie.*

Après de longues hésitations, Louis XIV désirant détacher le duc de Savoie de la ligue, donne au comte de Tessé les pouvoirs pour signer les préliminaires d'un traité (30 mai). La Savoie contractera avec la France une alliance offensive et défensive: la France cédera Pignerol et la vallée de la Pérouse; la place de Pignerol sera démantelée et ne sera livrée qu'à la conclusion de la paix générale; la Savoie et Nice seront rendues au duc; la France ne fera aucun traité avec l'Espagne sans y comprendre le duc. Si les partisans de la ligue n'acceptent pas la neutralité de l'Italie, il sera formé, aux ordres du prince, une armée combinée de 26,000 Français et 10,000 Piémontais; tant que la guerre durera en Italie, le roi payera au duc un subside de 10,000 écus par mois; on traitera le mariage de la princesse Adélaïde de Savoie avec le duc de Bourgogne.

Pour appuyer les négociations, Catinat s'avance à Orbassano avec 90 bataillons et 95 escadrons, et laisse à dessein ses troupes exercer toute espèce de dévastations.

Une trêve d'un mois est cependant signée le 12 juillet, puis prolongée jusqu'au mois de septembre. Pendant ce temps, Victor-Amédée sollicite l'adhésion des Cours de Vienne et de Madrid, mais sans rien obtenir. Les deux armées française et piémontaise réunies vont alors faire le siège de Valenza dans le Milanais (18 septembre-8 octobre); le 7 octobre, l'empereur et

le roi d'Espagne signent enfin avec leur ancien allié, devenu leur ennemi, un armistice qui se prolongera jusqu'à la paix générale.

Le 14 octobre, une grande partie de l'armée française reprend le chemin de la frontière, les impériaux rentrent en Allemagne, les Espagnols retournent dans le royaume de Naples.

1697. — *Traité de Ryswick.*

Le traité de Ryswick terminait la guerre de la Ligue d'Augsbourg. Il confirmait les premières conventions entre la France et la Savoie.

La France a perdu Pignerol, qu'elle possédait depuis 1629.

MOURRAT,
Lieutenant au 14e bataillon de chasseurs.

(*A continuer.*)



LES LIVRES MILITAIRES

Bibliographie napoléonienne, par F. KIRCHEISEN. — 1 vol. gr. in-8. — Paris, R. Chapelot et Cᵉ.

On sait combien sont nombreux les écrits de toute sorte qui, depuis un siècle, ont été inspirés par l'épopée napoléonienne, aussi bien en France qu'à l'étranger. Or, si jusqu'à ce jour on ne trouvait sur cette grande production littéraire que quelques renseignements partiels, on ne possédait encore aucune bibliographie napoléonienne spéciale et complète, aucun guide facile à consulter qui permit d'y voir clair dans cette abondante littérature.

Nous avons aujourd'hui cette bibliographie, grâce à M. Kircheisen qui a eu l'heureuse idée de rechercher et de classer d'une façon méthodique tous les ouvrages relatifs à la personne, à la politique et aux guerres de Napoléon.

C'est donc un ouvrage de grand intérêt, qui évitera bien des recherches inutiles et dont la place est marquée dans toutes les bibliothèques. — B. M.

Le Tir en temps de paix et en temps de guerre (Étude psycho-physiologique), par le commandant F. DÉGOT. — Préface de J. Marey, membre de l'Institut, professeur au Collège de France. — 1 vol. in-8 avec 6 planches en couleur hors texte. — Paris, R. Chapelot et Cᵉ.

Il est impossible de méconnaître la portée considérable, tant au point de vue scientifique qu'au point de vue philosophique, de l'étude psycho-physiologique de M. le commandant Dégot.

Si, jusqu'ici, les nations se sont imposé de lourdes charges pour perfectionner sans cesse l'armement et la science du tir, il semble qu'elles aient insuffisamment tenu compte du tireur, c'est-à-dire l'influence de l'homme lui-même dans l'emploi de son arme.

C'est ce qu'a fort bien compris M. le commandant Dégot, qui vient de combler très heureusement cette lacune. Après avoir décrit le mécanisme physiologique du tir, chose qui n'avait jamais été faite, et qui intéressera au plus haut degré tous les tireurs de précision, l'auteur montre la différence essentielle qu'il y a entre le tir en temps de paix et le tir en temps de guerre ; il prouve que les lois constatées sur les polygones ne sont plus applicables à la guerre, où le tir est moins une question de science qu'une question de moral.

Ce livre ouvre des horizons tout nouveaux ; il s'adresse non seulement à l'armée et aux sociétés de tir, mais surtout à la masse qui, hypnotisée par la puissance des engins modernes, est trop portée à

croire que la bravoure sera désormais inutile. Ainsi que l'a dit M. Marey, membre de l'Institut, qui a écrit la préface de l'ouvrage : « M. le commandant Dégot a déduit de faits scientifiquement établis que, si la puissance de l'armement est un facteur essentiel dans le combat, il en est un autre aussi essentiel et même prépondérant, c'est la valeur de l'homme ».

Studien zur Kriegsgeschichte und Tactik. Heeresbewegungen im Kriege 1870-1871. — Mittler, Berlin.

Les travaux de la première section historique de l'état-major allemand entrent dans une nouvelle phase : la relation pure et simple des campagnes étant terminée, on peut aborder le genre d'études qui est le véritable objet de l'histoire militaire, en tirant des événements les exemples, les leçons, les enseignements tactiques et stratégiques. S'il est des ouvrages dont l'utilité n'ait pas besoin d'être démontrée et dont l'acquisition s'impose dans toutes les bibliothèques militaires, ce seront certainement ceux-là.

Le premier ouvrage de cette série est consacré aux mouvements d'armée en 1870-1871 : conversion de la IIe armée allemande du 15 au 18 août, de la IIIe du 23 au 31 août ; retraite de l'armée française sur Metz du 16 au 18 ; de l'armée de Chanzy sur la rive droite de la Loire ; mouvements dans le bassin de la Saône, tels sont les principaux sujets étudiés. Les auteurs se sont efforcés de faire ressortir les difficultés que présente, pour la combinaison des mouvements des diverses colonnes, une conversion d'armée ; les complications qui en résultent pour la marche des parcs et convois et pour les services de l'arrière ; ils ont montré comment l'initiative des sous-ordres était indispensable, en pareil cas, pour vaincre des difficultés que l'ordre général ne pouvait prévoir ni éviter.

La retraite de Chanzy est étudiée, en outre, au point de vue des difficultés que présente la conduite d'une armée improvisée dans une situation aussi pénible ; les mouvements de l'armée de Bourbaki donnent lieu à diverses remarques sur l'emploi des chemins de fer à la guerre.

Préciser les difficultés, montrer où et comment elles prennent naissance, c'est faire le premier pas vers la solution, qui s'en déduira plus ou moins directement. Aussi les études que publie l'Etat-Major allemand sont-elles indispensables à quiconque veut aborder les problèmes de la grande tactique moderne. — C. P.

Publié sous la direction de la Section historique de l'État-Major de l'Armée. — Journal des Opérations des 3e et 5e corps, en 1813, publié par le lieutenant G. Fabry, du 101e rég. d'infanterie.— 1 vol. gr. in-8 avec carte. — Paris, R. Chapelot et Ce.

Le Journal des Opérations du 3e corps pendant la campagne de 1813 a été trouvé par le lieutenant Fabry dans les archives du prince Murat. Dressé sur des pièces originales envoyées dans le temps aux divers chefs de l'état-major général du 3e corps par les chefs d'états-majors divisionnaires, cet ouvrage offre un intérêt de premier ordre pour l'histoire de la campagne de 1813.

Il faut savoir gré au lieutenant Fabry d'avoir dévoilé ces intéressants documents qui se recommandent d'eux-mêmes par l'heureuse contribution qu'ils apportent à l'histoire de l'Empire.

La Section historique de l'État Major de l'Armée a complété cette publication par celle des pièces des opérations du 5e corps, commandé par le comte Lauriston, qui a presque toujours combattu avec le 3e et dont le Journal existe aux Archives historiques du Ministère de la guerre.

Le maréchal Moncey, duc de Conegliano (1754-1842), par le duc de Conegliano. — 1 vol. in-8 de 626 pages, avec deux portraits en héliogravure. — Paris, Calmann-Lévy.

Le maréchal Moncey n'a laissé sur sa longue carrière ni notes ni documents; on n'a de lui que des lettres, des ordres, des pièces diverses dont un certain nombre constituent de précieux documents pour l'histoire de l'époque qu'elles concernent.

Ces documents viennent d'être rassemblés par son petit-fils qui, pour leur laisser leur cachet particulier, les a simplement reproduits, ne les reliant entre eux qu'aux endroits où il existait des lacunes.

Ce livre est une précieuse mine de documents pour l'histoire; à leur aide on peut se faire une idée de la belle figure militaire qu'était le maréchal Moncey que Napoléon se plaisait à appeler, et qui le méritait, *le chevalier sans peur et sans reproche.* — J. H.

Studien über Kriegführung (Études sur la conduite de la guerre), par le major von Freytag-Loringhoven, du grand état-major général. — 1re et 2e livraisons. — In-8 de 116 et 146 pages. — Berlin, Mittler et fils.

Ces études ont pour base la guerre de la Sécession en Virginie. La 1re partie, parue l'an passé, partait des débuts de la guerre et allait jusqu'à l'offensive du général Lee contre Washington. Elle a reçu le meilleur accueil du monde militaire et de la presse en général. La 2e partie, qui parait aujourd'hui, s'occupe des opérations dans le Maryland, de la bataille de Frédéricksburg, de la campagne en Virginie au printemps de 1863, avec la bataille de Chancellorsville, ainsi que de la marche de Lee sur le haut Potomac et de l'entrée en action des confédérés en Pensylvanie, avec la bataille de Gettysburg. Ce qui fait le mérite et l'originalité de ces études, c'est non seulement le récit clair et complet des opérations, d'après les sources les plus authentiques, d'une des grandes guerres les plus fertiles en enseignements, mais c'est surtout la comparaison qui en est faite avec les conditions des guerres européennes. Bien qu'il semble que, en principe, cette comparaison des opérations d'une guerre déjà ancienne et faite dans des conditions bien différentes de celles des grandes guerres européennes ne puisse guère donner de résultat sérieux, on est tout étonné des conséquences que l'auteur a su tirer des expériences qui ont été faites, ainsi que du caractère pratique qu'il a su donner à ces études. De nombreux croquis et des cartes fort claires permettent de suivre toutes les opérations. — J. B.

Le Programme maritime de 1900-1906. — 1 vol. in-12. — Paris, Félix Alcan.

En 1900, sur la proposition du ministère Waldeck-Rousseau, le Parlement vota un projet de loi comportant tout un programme de constructions pour notre marine de guerre.

Ce livre réunit les arguments invoqués en faveur de ce programme; il expose quelle sera la puissance de notre flotte de guerre quand toutes les constructions proposées auront été exécutées, c'est-à-dire à la fin de 1906.

Après une introduction consacrée à *la France et à sa Politique maritime*, l'auteur examine la meilleure constitution d'une flotte de guerre; puis il étudie successivement la question des cuirassés, des croiseurs, de la guerre de course, des torpilleurs et des contre-torpilleurs, des sous-marins et des submersibles. Les derniers chapitres ont trait à la composition de notre flotte de guerre en 1902, à la répartition de ses unités, à ses officiers et à ses équipages, enfin à l'outillage de nos ports de guerre et à la défense de nos côtes et de nos colonies.

Un appendice rassemblant les projets de lois et les discussions qui déterminèrent le vote de ce grand programme vient utilement compléter le volume. — P.

Operationen ue ber See, par VON EDELSHEIM, lieutenant au 2e régiment de hulans de la garde, détaché au grand état-major. — Berlin, Eisenschmidt.

Le lieutenant von Edelsheim ne craint pas d'affirmer que l'Allemagne peut, dès aujourd'hui, envisager l'éventualité d'opérations combinées entre sa flotte et son armée de terre, qu'il s'agisse d'une guerre continentale comme celle que l'Allemagne peut soutenir contre la France et la Russie, ou d'une guerre se déroulant au delà des mers, avec l'Angleterre ou les Etats-Unis par exemple. Même contre l'Angleterre, toute chance de succès n'est pas enlevée à l'Allemagne, dit-il, car si cette dernière puissance se tient prête à l'avance à embarquer très rapidement un corps expéditionnaire, sa flotte, quitte à se sacrifier, peut, dans les premiers jours d'une guerre, assurer un débarquement en Angleterre. Celui-ci effectué, l'Angleterre est perdue.

Pour une guerre avec les Etats-Unis, la marine allemande, nettement supérieure dans l'Atlantique à la marine américaine, forcera celle-ci à se tenir enfermée dans ses ports, et la lenteur de la mobilisation, l'insuffisance d'effectif de l'armée régulière américaine, permettront à un corps de débarquement de s'emparer successivement de tous les grands ports américains de l'Atlantique et de causer ainsi un ébranlement économique tel que les Etats-Unis seraient forcés de faire la paix.

Le travail du lieutenant von Edelsheim est rempli de données très intéressantes sur les règles à appliquer pour l'embarquement, le transport, le débarquement d'un corps expéditionnaire.

Il montre combien la question des opérations combinées a été étudiée en Allemagne et mérite à ce titre d'être lu avec une grande attention. — A. N.

Au Tonkin et en Chine, par J. CARAYOL. — Brochure in-8. — Paris, Challamel.

Cette brochure, écrite par un ancien sous-officier d'infanterie de marine au Tonkin, est, comme le dit l'auteur lui-même, « un hommage rendu à la marine française ». C'est une suite de récits attachants où paraît au grand jour la force d'âme et la haute valeur de chefs tels que Francis Garnier, Rivière, Courbet. Les humbles soldats anonymes qui moururent à leurs côtés pour la défense du drapeau ne sont pas oubliés; la brochure de M. Carayol leur rend un élogieux hommage. — G. Z.

De l'Entraînement et de ses Effets chez le Fantassin, par le docteur P.-A. CASSEDEBAT, médecin-major de 1re classe. — Brochure in-16. — Paris, Société d'Editions scientifiques.

Cette étude est le fruit d'observations recueillies par le médecin-major Cassedebat sur l'entraînement auquel furent soumises les recrues envoyées au 86e régiment d'infanterie en 1898. L'entraînement laborieux et pénible du fantassin est rendu, peut-être, plus dur pour lui que pour les autres soldats, à cause de la différence qui existe entre les travaux qui lui étaient familiers et les exercices spéciaux et entièrement nouveaux qu'on lui impose. Joints aux conditions dans lesquelles il se trouve placé, on peut dire qu'ils opèrent, en quelque sorte, une véritable révolution dans son organisme. C'est pourquoi, pour discerner le bien que l'entraînement peut faire du mal qu'il peut produire, l'auteur montre qu'il faut tenir compte, dans l'analyse de l'entraînement du fantassin, non-seulement de l'état physique des sujets, mais encore des conditions nouvelles d'existence et d'alimentation dans lesquelles ils se trouvent placés. De nombreuses observations sur les différences de taille, de poids et de corpulence des recrues avant et après l'entraînement, font de cet ouvrage très instructif l'auxiliaire indispensable de tous ceux à qui est confiée l'instruction militaire des jeunes soldats d'infanterie. — G. Z.

Kriegsgeschichtliche Beispiele der Feldbefestigung und des Festungs Krieges, par le colonel KREBS. — Berlin, 1901, Mittler.

Cet ouvrage est la réunion d'extraits de leçons sur la fortification passagère et permanente professées dans les écoles de guerre allemandes. La première édition avait paru en 1886, la seconde en 1892. L'édition actuelle a été renouvelée et rectifiée sur des points nombreux. Les exemples auxquels il a recours sont tirés des campagnes de 1864, de 1866, de 1870 surtout, de 1877-1878. Les croquis intercalés dans le texte et de nombreuses cartes très bien faites permettent de suivre les événements. Chaque exemple historique est appuyé d'une bibliographie. Enfin, une table des matières méthodique renvoie, pour chaque cas particulier de l'emploi de la fortification passagère ou de la fortification permanente, aux diverses applications qui en ont été faites. — E.

TABLE DES MATIÈRES

DU TOME XV DE LA 10e SÉRIE

ANONYMES.

BARAUDE (Henri).

BOURELLY (général).

CAMON (commandant).

EU (colonel D').

FRISCH (commandant).

G. M. (capitaine).

Comptes rendus de livres militaires.

A. N.

B. M.

C. P.

E.

F. C.

G. Z.

J. B.

J. H.

L. H.

M.

P.

Cartes, planches et figures.

Le Propriétaire-gérant : R. CHAPELOT.

Paris. — Imprimerie R. CHAPELOT et Cie, rue Christine, 2.


Stanford University Libraries
3 6105 015 330 769

